

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 118-119

Janvier-Février 1995

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : France : 30 FF — Etranger : 35 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : (1) 48 24 64 64 - Fax : 47 70 99 04

Sommaire

- LE PRÉSIDENT MITTERRAND ÉCRIT À LEYLA ZANA
- YACHAR KEMAL EN PROCÈS
- NOUVELLES PRESSIONS OCCIDENTALES CONTRE LA TURQUIE
- AMNESTY INTERNATIONAL DÉNONCE LES PARTIS KURDES IRAKIENS
- PRISON N° 5 : TÉMOIGNAGE DE MEHDI ZANA SUR LA TORTURE DANS LES GEÔLES TURQUES
- INTERDICTION DU QUOTIDIEN PRO-KURDE *ÖZGÜR ÜLKE*
- 1994 : L'ANNÉE NOIRE POUR LES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE
- A SIGNALER
- CHRONIQUE DE LA GUERRE AU KURDISTAN DE TURQUIE
- EN BREF, LA REVUE DE PRESSE

LE PRÉSIDENT MITTERRAND ÉCRIT À LEYLA ZANA

LE chef de l'État français M. François Mitterrand a envoyé une lettre, datée du 12 janvier, à Mme Leyla Zana, députée kurde condamnée à 15 ans de réclusion et emprisonnée à Ankara. Il y qualifie la condamnation des députés de «*très lourde*» et ajoute que ce jugement a «*soulevé en France et dans tous les pays démocratiques, une très vive émotion et une forte réprobation*». «*Les autorités françaises ont à plusieurs reprises et dès le début de cette mauvaise affaire, tenté de convaincre le gouvernement turc qu'il était sur la mauvaise voie*» écrit le Président français

avant d'ajouter : «*Je suis personnellement intervenu, notamment le 5 décembre dernier, en adressant à tous*

les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne un message pour qu'ils se mobilisent en votre faveur». Il assure qu'il «*continuera à suivre personnellement*» la situation de Mme. Zana et de ses collègues et «*que sa vigilance reste entière*».

YACHAR KEMAL EN PROCÈS

LA justice turque poursuit son cours chaotique. Elle vient d'acquitter six militants des droits de l'homme, dont M. Yavuz ÖNEN, président de la Fondation des Droits de l'homme, et M. Akin Birdal, président de l'Association des

droits de l'homme, jugés pour «*séparatisme*». Les accusés n'avaient cessé de dénoncer les violations des droits de l'homme commises par les autorités, mais aussi par le PKK. Leur acquittement correspondait, aussi bien selon l'AFP que selon le *Turkish Daily*

News, à la volonté de ne pas détériorer davantage l'image de marque de la Turquie en Europe, déjà en état de choc après la condamnation à de lourdes peines de prison des députés kurdes. Mme Tansu Çiller, premier ministre turc, a dû sans doute se sentir soulagée par cet acquittement car elle n'a cessé de répéter, à l'intention notamment de la presse étrangère et à l'approche de la signature de l'Union douanière avec l'Union européenne, qu'elle s'engageait «à démocratiser la Turquie» et à en terminer avec les violations des droits de l'homme.

Cependant, une autre Cour de Sécurité de l'État turque, chargée d'appliquer une législation répressive et liberticide, n'a pas manqué, à engager des poursuites contre Yachar Kemal, 71 ans, romancier mondialement réputé, et le seul écrivain «nobélisable» du pays. Kemal, au cours des dernières décennies s'était exclusivement consacré à son activité d'écrivain. Il reconnaissait volontiers ses origines kurdes, mais se considérait d'abord comme un «écrivain anatolien» d'expression turque. La répression menée contre la population kurde depuis plus d'une décennie ne pouvait laisser indifférent cet homme de lettres attaché aux droits de l'homme qui a multiplié ses interventions en faveur d'un règlement politique du conflit kurde. Ses appels dans la presse turque ont laissé les autorités de marbre. C'est sans doute pour cette raison que Kemal, dont les oeuvres sont traduites dans la plupart des langues occidentales, a choisi de prendre un hebdomadaire allemand pour tribune. Les propos qu'il a tenus peuvent lui valoir de 2 à 5 de prison ainsi qu'une amende allant de 6.500 à 13.000 FF.

Que dit donc Kemal dans l'entretien publié dans *Der Spiegel* ? Il y dénonce la répression contre les Kurdes et la série de mensonges qui ont cours depuis la fondation de la République en 1923, «devenu un insupportable système de contraintes et de brutalités». Il réfute la propagande officielle de «séparatisme», utilisée contre les activistes kurdes, en

soulignant que même si les Kurdes voulaient leur indépendance, ils seraient dans leurs droits car «selon toutes les déclarations des droits de l'homme, chaque peuple a le droit de prendre en main son propre destin». S'en prenant aux deux protagonistes, Kemal ajoutait : «quand la guérilla frappe, elle accuse l'État de ses crimes, quand l'État tue, il accuse la guérilla». Et l'écrivain s'en prend, enfin, à la logique de «solution militaire» et aux pays européens qui la tolèrent. Il s'indigne que «même les Allemands -pourtant les mieux placés pour saisir la portée profonde des propos» menaçants du chef d'état-major et du Premier ministre «n'ont guère sourcillé» (le texte de Kemal, en original allemand et dans sa traduction française est repris dans notre *Bulletin*).

Dans de nombreux entretiens accordés à la presse étrangère Yachar Kemal a récidivé. Dans son entretien avec M. Akdemir et M. Semo du *Libération*, notamment, il a précisé : «Ceux qui ne connaissent pas la Turquie me disent «mais vous parlez et vous écrivez librement, donc la Turquie est un pays démocratique». Non, cela n'est pas vrai. Je parle et j'écris. Mais je sais la facture que je dois payer. J'assume. C'est peut-être la prison, la torture, ou même la

mort. Un jour, chacun de nous peut tomber, victime d'un assassinat anonyme. Mais cet article a eu beaucoup d'échos. Je ne regrette pas de l'avoir écrit». Dans un entretien accordé à l'Agence France Presse, il a ajouté : «je suis et j'ai toujours été le symbole de l'union, de l'amitié, de la paix entre les peuples de cette terre».

L'engagement des poursuites judiciaires contre Yachar Kemal a suscité de nombreuses réactions en Turquie et en Europe. En Turquie, les nationalistes turcs se sont rapidement rangés du côté des juges en condamnant la «trahison» de l'auteur. D'autres, écrivains, intellectuels, mais aussi des anonymes, se sont déclarés indignés par cette mesure et ont affirmé leur solidarité avec Yachar Kemal. En France la plupart des journaux, dont *Libération* et *Le Monde* ont donné un large écho à cette affaire. *Le Figaro* a, de son côté, sollicité une série d'intellectuels, dont Jean d'Ormesson, académicien, Alain Bosquet et Jean-François Deniau qui ont tous exprimé leur indignation. Elie Wiesel s'est également déclaré scandalisé du sort réservé à Kemal. Enfin, le président François Mitterrand a reçu, le 3 février, à l'Élysée l'écrivain pourchassé pour lui exprimer sa solidarité.

NOUVELLES PRESSIONS OCCIDENTALES CONTRE LA TURQUIE

La condamnation des députés kurdes continue de susciter de nombreuses réactions du côté occidental. Ainsi, M. John Shattuck, secrétaire d'État adjoint américain chargé des droits de l'homme a déclaré, lors d'un entretien accordé à une chaîne turque que cette condamnation était «très négative» et que «la société civile turque est désormais touchée par la réaction excessive et dure de la Turquie dans sa juste lutte contre le PKK». Les destructions des villages et les

déplacements des populations, ajoutent-il, rendent difficiles les relations turco-américaines.

Le rapport du Département d'État américain sur les droits de l'homme, rendu public le 2 février 1995 à Washington, note également une nette dégradation de la situation des droits de l'homme en Turquie. 36 pages de ce rapport sont en effet consacrées à la Turquie, plaçant ainsi ce pays juste derrière la Chine (39 pages) dans le palmarès mondial des violations des

droits de l'homme. Le Département d'État y affirme, selon la traduction de notre confrère *Info-Türk* (Belgique) que «malgré la promesse en 1993 du gouvernement de Çiller de mettre fin aux tortures et de fonder un État de droit basé sur le respect des droits de l'homme, tortures et emploi excessif de la force par le personnel de la sécurité ont persisté tout au long de l'année 1994». Précisant que «dans beaucoup de cas les cibles de violations sont des Kurdes ou bien leurs sympathisants», le rapport dénonce les cas de torture, de disparition, d'exécutions extrajudiciaires et les sentences prononcées par les cours de sûreté contre les écrivains, intellectuels et députés ainsi que la répression touchant la presse. Il fait également état de la destruction des campagnes kurdes par les autorités turques. Il ajoute, enfin, que la commission pour les droits de l'homme fondée au sein du Parlement turc en 1991, reste «inactive et inefficace».

En Europe, le 30 janvier, le Groupe socialiste a demandé et obtenu, malgré l'objection de Miguel-Angel Martinez, président de l'Assemblée, l'inscription de la suspension de la Turquie du Comité des ministres et de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe mesure sans précédent depuis la fondation de cette organisme en 1949. Dans sa présentation devant l'Assemblée du Rapport de la Commission permanente sur les progrès accomplis, M. La Russa, rapporteur, a regretté le manque de progrès accomplis par les autorités turques. Mme Baarveld-Schalman, députée socialiste a exprimé son scepticisme à l'égard des promesses renouvelées du gouvernement turc : «Notre comportement conciliant n'a eu aucun effet en Turquie, bien au contraire, les problèmes ont empiré» a-t-elle ajouté. M. Thomas Cox, travailliste britannique, enfin, a déclaré : «les Turcs nous disent de leur laisser encore du temps. Mais nous entendons ce discours depuis des années et ma patience est à bout».

De même, lors de sa réunion du 1er février, le Parlement européen a adopté deux nouvelles résolutions, l'une exprimant sa solidarité avec l'écrivain Yachar Kemal, l'autre fixant les conditions de l'entrée de la Turquie dans l'Union douanière avec l'Union européenne. Prenant acte de la résolution du Conseil européen du 15 décembre ainsi que du rapport d'Amnesty international datant du 8 février, le Parlement :

«1° estime que la situation des droits de l'homme en Turquie est trop grave pour permettre actuellement la constitution de l'Union douanière projetée».

«2° Prie le gouvernement turc et la Grande assemblée nationale turque de procéder à une réforme en profondeur de la Constitution, en sorte que soit mieux garantie la sauvegarde de la démocratie et des droits de l'homme en Turquie, ainsi que d'œuvrer en faveur d'une solution du problème chypriote».

Enfin, dans son rapport du 8 février, l'organisation humanitaire Amnesty international a dressé un bilan

extrêmement négatif des violations des droits de l'homme en Turquie et a dénoncé l'interdiction qui lui est faite par le gouvernement d'Ankara de mener des enquêtes sur le territoire turc. L'organisation qui a constaté le nombre croissant d'exécutions extrajudiciaires et de cas de mort sous la torture, note que les prisonniers de droit commun sont également touchés par cette dégradation. L'organisation condamne également avec vigueur la violation des droits de l'homme par le PKK dont une branche dissidente aurait par ailleurs massacré 19 civils à la veille du Nouvel an. Elle appelle, enfin, «les gouvernements qui autorisent la fourniture d'équipements destinés à l'armée et aux forces de sécurité turques de s'assurer que ce matériel n'est pas utilisé pour commettre des violations des droits de l'homme. Les gouvernements qui ne recevraient pas de garanties suffisantes et qui ne seraient pas en mesure de contrôler l'utilisation réelle de cet équipement devraient arrêter leurs approvisionnements».

AMNESTY INTERNATIONAL DENONCE LES PARTIS KURDES IRAKIENS

LES partis politiques du Kurdistan d'Irak se sont rendus coupables depuis trois ans de graves atteintes aux droits de l'homme qui ont touché civils et prisonniers, selon un rapport documenté et précis de 140 pages, publié le 28 février à Londres par Amnesty International.

«Le peuple kurde a terriblement souffert par le passé des violations des droits de l'homme par le gouvernement irakien, qui continue à commettre des crimes à une échelle massive en toute impunité», écrit Amnesty qui affirme qu'à ces

violations viennent maintenant s'ajouter celles commises par des partis politiques kurdes.

L'organisation internationale cite les trois principaux partis du Kurdistan d'Irak, le parti démocratique du Kurdistan (KDP), l'Union patriotique du Kurdistan (PUK) et le Mouvement du Kurdistan irakien (IMIK), dont les membres ont «torturé des prisonniers et tué en toute impunité» des civils et en ont détenu d'autres par «centaines».

Amnesty International, qui a pu se rendre cinq fois sur place en trois ans

d'enquête, écrit que le KDP et le PUK ont «*perversi le cours de la justice, empêchant toute enquête efficace sur les assassinats politiques, les meurtres de prisonniers et de manifestants pacifiques*». Plusieurs magistrats ont été assassinés ou menacés de mort, selon l'organisation.

«*La situation des droits de l'homme s'est détériorée au fur et à mesure que la crise politique s'est accentuée, avec notamment pour conséquence les combats entre partis politiques*», note Amnesty International.

«*Le fait que les auteurs de ces crimes restent non seulement en liberté, mais qu'ils occupent aussi des postes importants, a miné la confiance des gens dans le système judiciaire*», estime l'Organisation qui ajoute: «*le fait de savoir que ces crimes resteront impunis a contribué à renforcer la violence qui touche l'ensemble de la société*».

«*La situation dans le Kurdistan irakien est maintenant critique*», selon Amnesty qui appelle les dirigeants politiques kurdes d'Irak à mettre fin aux atteintes aux droits de l'homme et à «*faire savoir clairement à leurs forces que de tels crimes ne seront plus permis, que ceux qui les commettront seront jugés*».

Amnesty, qui demande aux partis de démanteler leurs «*escadrons de la mort*», estime que «*la communauté internationale a également un rôle clé à jouer dans la protection des droits de l'homme dans le Kurdistan irakien et devrait appeler les leaders politiques kurdes à cesser les abus*».

La situation politique ne cesse de se dégrader dans le Kurdistan irakien où après plusieurs mois d'accalmie consécutive à l'Accord de Paris de juillet 1994, les combats fratricides ont repris entre les milices des deux principaux partis kurdes. Ces luttes intestines et suicidaires, condamnées par la très grande majorité de la population kurde, ont créé un climat particulièrement propice aux menées meurtrières et

déstabilisatrices des services secrets des pays voisins. Le 27 février un attentat à la voiture piégée dans un marché de Zakho a fait au moins 80 morts et quelques 150 blessés selon un bilan établi par les responsables de l'ONU.

La ville de Zakho, située près de la frontière turque est contrôlée par le Parti démocratique kurde de Massoud Barzani. Quelques heures après cette tuerie, le bureau politique de l'organisation rivale, l'Union patriotique de Jalal Talabani, a publiquement condamné

«*cet attentat odieux*» et accusé «*les services de renseignements de Bagdad*» d'être à l'origine de ce crime.

Les attentats à la voiture piégée ne sont pas rares au Kurdistan. En janvier 1993 une voiture piégée avait explosé dans le marché de la ville d'Erbil, tuant cinq personnes et blessant 82 autres, pour la plupart des enfants. Une autre voiture piégée avait explosé en juillet 1992 au passage d'un convoi de Mme. Danielle Mitterrand, lors de sa visite dans le Kurdistan ; cinq personnes avaient été tuées dans cet attentat.

PRISON N° 5 : TÉMOIGNAGE DE MEHDI ZANA SUR LA TORTURE DANS LES GEÔLES TURQUES

La Turquie est l'un des pays où les droits de l'homme sont le plus massivement violés. La torture y est érigée en méthode ordinaire d'interrogatoire et d'intimidation des opposants. Les disparitions, les exécutions sommaires y sont monnaie courante. Les organisations humanitaires documentent ces violations et publient mois après mois des rapports insoutenables. Même le très officiel rapport établi par le Département d'État américain et qui vient d'être rendu public à Washington est accablant pour les autorités turques.

Ces rapports, qui constituent souvent des constats quasi-cliniques, n'atteignent le grand public qu'au travers de quelques brefs extraits publiés dans la presse. Il manquait à ce jour dans les langues occidentales de témoignages vivants sur l'horreur de l'univers carcéral turc.

Le récit de l'ancien maire de Diyarbakir, Mehdi Zana, sur ses onze ans dans les prisons turques, paru début février à Paris aux Éditions Arléa, avec une préface du Prix Nobel de la Paix Elie

Wiesel et la postface de Kendal Nezan, est une contribution majeure à la connaissance par le public occidental des procédés barbares utilisés par un pays allié de l'Occident pour briser tous ceux, notamment kurdes, qui ont le tort de contester l'idéologie officielle, de penser autrement et de revendiquer pacifiquement certains droits et libertés.

Sobre comme un rapport, le récit de Mehdi Zana, adapté de la version turque de son *Journal de la Barbarie*, est terrible: interrogatoires, tortures à l'électricité notamment sur le sexe, «*falaka*» ou bastonnade sur la plante de pieds, insultes transferts, révoltes dans les diverses prisons où il a été interné, notamment *la Prison n° 5 de Diyarbakir* qui donne son titre à ce livre-document.

Mehdi Zana qui a aujourd'hui 55 ans a déjà passé 15 années de sa vie dans les prisons turques pour sa défense pacifique des droits du peuple kurde en Turquie. Il purge depuis mai 1994 une nouvelle peine de 4 ans pour son témoignage devant la Sous-commission des droits de l'homme du Parlement européen. Il est

déchu à vie de ses droits civiques. Sa femme, Leyla Zana, était en octobre 1991 élue triomphalement députée de Diyarbakir avant d'être arrêtée en mars

1994 avec 5 autres députés de son Parti de la démocratie (DEP) et condamnée en décembre dernier à 15 ans de réclusion pour délit d'opinion.

INTERDICTION DU QUOTIDIEN PRO-KURDE ÖZGÜR ÜLKE

Le quotidien pro-kurde *Özgür Ülke*, déjà largement censuré (220 numéros sur 247 ont été saisis par des tribunaux) et cible de nombreuses attaques a été interdit, le 2 février, par la Cour de sûreté de l'État d'Istanbul. Cette décision qui alourdit le bilan de la répression des

médias en Turquie, notamment des publications kurdes ou pro-kurdes, se base sur l'argument que «*Özgür Ülke* est la continuation du journal *Özgür Gündem* interdit et que, par conséquent, sa publication se poursuit en violation de la loi de presse».

1994 : ANNÉE NOIRE POUR LES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE

L'ORS de sa conférence de presse du 15 janvier, le secrétaire général de l'Association turque des Droits de l'homme, M. Hüsnü Ödül, a rendu public le bilan des droits de l'Homme en 1994. Selon

les statistiques fournies par M. Hüsnü Ödül, l'année 1994 est la pire en matière des violations des droits de l'Homme depuis 1938, date de la répression de la révolte kurde de Dersim :

Condamnations	1209
Arrestations	14.473
Disparitions lors de détention	328
Meurtres suspects	292
Exécutions extrajudiciaires et assassinats en détention	298
Cas de torture présumés	1000
Morts au cours d'affrontements	5000
Victimes civiles lors des opérations militaires	458
Villages et hameaux incendiés ou évacués	1500
Forêts incendiées	31
Organisations, partis et publications interdits	123
Attaques contre des organisations, partis et publications	119
Attentats à la bombe	191
Condamnations à des peines de prison pour motifs politiques	533 ans et 5 mois
Amendes pour délit d'opinion	55 milliards 725 millions de lt.
Peines de prison requises	1081 ans et 6 mois
Amendes requises dans les procès politiques	7 milliards et 233 millions de lt.
Publications confisquées	450
Journalistes, intellectuels, écrivains, députés en prison	100
Travailleurs licenciés	700.000

Le bilan des affrontements entre les militants du PKK et l'armée serait, selon un communiqué du Ministère de l'intérieur datant du 16 janvier, encore plus lourd que celui établi par l'Association turque des droits de l'homme. Selon le Ministère, la guerre aurait fait, en 1994, plus de 6000 morts :

Militants du PKK tués	4.060
Militants du PKK blessés	149
Militants du PKK capturés	11.852
Membres des forces de sécurité tués	1.089
Membres des forces de sécurité blessés	2.586
Civils tués	1.062
Civils blessés	1.775

Le ministre de l'Intérieur, M. Nahit Mentese a par ailleurs déclaré, lors de la réunion d'une de l'Association des jeunes hommes d'affaires d'Egée tenue le 28 janvier à Izmir, que la guerre menée au Kurdistan coûtait désormais 500 trillions de livres turques, à savoir plus de 62 milliards de Francs français par an (*Turkish Daily News*, 29 janvier 1995). Il a tenu à souligner qu'il aurait été préférable d'allouer cette somme au développement de la région de «l'Anatolie du Sud-Est», mais a ajouté aussitôt que la «Turquie n'avait pas d'autres choix» et que la «solution politique» à la question kurde allait entraîner la division de la Turquie.

La guerre en effet tarit les ressources du pays, devenu l'un des plus grands importateurs d'armes dans le monde. Ainsi, le quotidien stamboulite *Turkish Daily News* annonçait, dans son édition du 14 janvier, qu'au cours de l'année fiscale se terminant en septembre 1994, la Turquie avait été le deuxième grand importateur mondial d'armes américaines. Avec 2.2 milliards de dollars, elle figure derrière Israël (2.447 milliards de dollars), mais bien devant ses autres concurrents immédiats : l'Arabie saoudite (837 millions de dollars), la

Malaisie (738 millions de dollars) et la Grande-Bretagne (586 millions de dollars).

Il convient de mettre ces chiffres en rapport avec les données économiques de la Turquie, car même les autorités d'Ankara ne contestent plus la corrélation entre les deux : les investissements étrangers évalués à 2.271 milliards de

dollars en 1993 ont marqué une chute brutale pour descendre à 1,484 milliard de dollars en 1994. Un dollar américain qui équivalait 14.058 livres turques en 1993 et 17.250 en janvier 1994 est montée à 41.000 livres en janvier 1995. L'inflation qui était, selon les chiffres officiels, de 60.3% en 1993 est passée à 149.6% en 1994. La production nationale brute a chuté de 6% en 1994.

dernière à respecter les droits de l'homme.

«*Isoler la Turquie ne favorisera pas les forces démocratiques en Turquie, mais le commerce doit être néanmoins lié à la question des droits de l'homme*» a-t-elle déclaré au cours d'une conférence de presse à laquelle le ministre turc n'a pas participé.

A SIGNALER

• **MENTESE ÉVALUÉ À 12,5 MILLIARDS DE DOLLARS LE COÛT DE LA GUERRE EN 1994.** Prenant la parole à Izmir, le ministre turc de l'Intérieur Nihat Mentese, cité par le *Turkish Daily News* du 29 janvier, a déclaré que «*le fardeau financier du combat contre le terrorisme dans le Sud-Est est autour de TL 500 trillions (\$12,5 milliards) par an*». «*Ce serait bien mieux si ces fonds étaient utilisés dans la reconstruction et le développement de la région*», a-t-il ajouté, «*mais le gouvernement n'a pas de choix car une solution politique signifierait en fait la division de la Turquie. Le but des organisations kurdes serait, selon le ministre turc, d'obtenir l'autonomie, puis d'évoluer une fédération et finalement de déclarer l'indépendance totale de la Turquie. Le ministre n'a pas précisé les chances de succès de cette option militaire ruineuse pour l'économie du pays et pour les relations kurdo-turques.*

• **LA VISITE À ANKARA D'UNE DÉLÉGATION DU PARLEMENT NORVÉGIEN.** Conduite par Mme. Kristi Kolle Grondahl, cette délégation comprenant les leaders de trois principaux partis norvégiens, a effectué, les 15 et 16 février une visite officielle à Ankara. Au cours de cette visite les parlementaires norvégiens ont rencontré le président de l'Assemblée turque, les présidents des principaux partis ainsi que

le Premier ministre turc. A chacune de ces rencontres ils ont exprimé leur préoccupation au sujet des députés kurdes emprisonnés et demandé leur libération. Ils ont également rendu visite à ces derniers et informé Leyla Zana que tous les partis politiques représentés au Parlement norvégien l'avaient proposée pour le Prix Nobel de la Paix 1995.

Les médias norvégiens accordent une large place au sort des députés kurdes et de la population kurde en Turquie, en particulier depuis la visite effectuée en mai 1994 par Mme. Mitterrand à Oslo. Se faisant l'interprète de cette émotion populaire, en novembre dernier un jury norvégien avait décerné le Prix Raftos des droits de l'homme à Leyla Zana. La Norvège a également suspendu ses ventes d'armes à la Turquie.

Au moment même où la délégation norvégienne se trouvait à Ankara, le 15 février à Stockholm, Mme. Lena Hjelm-Wallén, ministre suédoise des Affaires étrangères, qui recevait son homologue turc Murat Karayalçin, a déclaré que pour la Suède «*les relations commerciales entre la Turquie et l'Union européenne sont indissociables de la question kurde et des droits de l'homme*». Mme Hjelm-Wallén a toutefois exclu de menacer Ankara d'un veto à l'accord sur l'Union douanière entre l'UE et la Turquie pour contraindre cette

• LA VISITE À PARIS DE TAREK AZIZ.

Après de nouvelles aventures koweïtiennes à la fin de 1994, Bagdad vient de lancer une nouvelle campagne de charme auprès de l'Occident, notamment auprès de Paris pour se montrer comme un partenaire crédible. Tarek Aziz, reçu officiellement à Paris, n'a pas hésité à louer l'«*amitié*» franco-irakienne. Paris, qui envisagerait désormais de normaliser progressivement ses relations avec Bagdad, semble d'ailleurs avoir promis aux Irakiens de s'employer à obtenir une levée progressive des sanctions onusiennes à l'égard de Bagdad. Commentant ce rapprochement, le journal néerlandais *Het Financieele Dagblad* titrait : «*Liaisons coupables. Paris soigne Bagdad et ses propres intérêts*» (Cf. pour la traduction, *Le Courrier International*, 9-15 février 1995, p.197-198. de notre *Bulletin*). Certains pays du Moyen-Orient sont également pressés de «*soigner leurs intérêts*». En particulier la Turquie et l'Iran qui contournent l'embargo, et apportent ainsi une source de devises importante à Bagdad.

L'Irak a-t-il cependant fait l'amende honorable dans le domaine des droits de l'homme ? Les scènes de la télévision irakienne laissent pour le moins sceptiques : à l'heure du journal télévisé, le journaliste y présente Ali Ubeid Abid Ali, délinquant coupable d'avoir volé un poste de télévision et une petite somme d'argent, «*sa main... sanguinolente, sectionnée à vif à hauteur du poignet et reposant sur un linge bleu... des images de M. Abid Ali avant l'amputation, visage terrifié, puis 'après', en état de choc sur*

un lit d'hôpital» (*Le Monde*, du 14 janvier, reproduit dans notre *Bulletin*).

• LES AVOCATS DES DÉPUTÉS KURDES APPRENNENT PAR LA PRESSE LE VERDICT ARGUMENTÉ DE LA COUR DE SÛRETÉ DE L'ÉTAT. Parodie de justice depuis le début, le procès des députés kurdes continue de donner lieu à des aberrations. Ainsi, le 23 février les avocats des députés ont pu lire dans la presse le verdict argumenté de la Cour de Sûreté de l'État, avec ses attendus, concernant leurs clients alors que la veille le président de cette cour, M.

Unsoy, les avait assurés que ce texte était encore à la frappe. Autre anomalie; ce texte de 750p., dont à peine une vingtaine de pages consacrées au verdict le reste étant constitué de l'acte d'accusation, des plaidoyers et des annexes, sera mis en vente en librairie au profit d'une fondation dirigée par Mme. Çiller ! Nul ne sait au nom de quoi et par quelle décision ?

Fin février, les avocats ont enfin reçu, à leur tour ce verdict motivé tant attendu et ils ont enfin eu le droit d'introduire leur recours devant la Cour de cassation.

à Diyarbakir. Les tueurs ne sont pas identifiés.

26 janvier

Halfe Ökzür et Nesat Vanli ont été assassinés par des tueurs non-identifiés, respectivement à Gaziantep et à Diyarbakir.

30 janvier

Représentant de HADEP à Batman, Vasif Çetin, est assassiné par des tueurs non-identifiés. Le président de la section du HADEP à Batman déclare qu'au cours du mois dernier huit personnes ont trouvé la mort à la suite des attentats perpétrés par des inconnus.

31 janvier

Une descente de la police dans le quartier kurde de Mersin fait deux morts: Fasih Akburak et Suat Yıldız. Une quarantaine de Kurdes, dont les parents de deux victimes, sont arrêtés deux jours plus tard.

4 février

A Batman une personne qui n'a pas pu être identifiée est retrouvée morte

11 février

Türkan Sert est assassinée à coups de hache à Diyarbakir.

14 février

Selon l'Agence de presse turque, Anatolie, 33 combattants du PKK ont été tués lors des affrontements avec l'armée turque.

19 février

Selon l'Agence France-Presse, 51 combattants du PKK ont trouvé la mort lors des affrontements avec l'armée turque au cours des deux derniers jours..

21 février

A Batman, Nimet Bal, 45 ans, a été assassiné par des tueurs non-identifiés.

25 février

Selon le quotidien turc *Turkish Daily News*, les militants du PKK ont tué six civils dans un village de Mardin.

CHRONIQUE DE LA GUERRE AU KURDISTAN DE TURQUIE

31 décembre 1994

Selon le quotidien d'Istanbul *Turkish Daily News*, l'attaque des militants du PKK contre le village de Hamzali (district de Kulp) se solde par la mort de 19 civils.

6 janvier 1995

Cemil Bingöl, chef du village de Kacasirt (province de Mardin), enlevé la veille, a été retrouvé mort.

7 janvier

À Kigi (Bingöl), l'armée ouvre le feu sur un minibus. Le passager Hasan Akdemir est tué, six autres passagers sont blessés.

8 janvier

Sirin Karabay est poignardée à mort à Batman par des inconnus. A Kurtalan (Batman), Abdülmecit Yıldız, Medeni Yıldız et une femme qui n'a pas pu être identifiée, succombent dans l'explosion d'une mine.

9 janvier

A Diyarbakir, Yıldız Aytek est assassinée à coups de hache par des inconnus. Le corps de Selahettin Aygül a été retrouvé à Sason.

11 janvier

Deux enfants ont perdu la vie lors de

l'explosion d'une bombe dans la rue. Le même jour, Zagir Balan et İzzettin Gönce sont assassinés par des tueurs non-identifiés.

12 janvier

Lors d'une descente dans une maison la police tue quatre étudiants à Diyarbakir. Il s'agit de Hüseyin Deniz, Refik Horoz, Havva Ipek et Selim Yesilova, jamais impliqués dans des activités politiques selon les témoins. Le même jour, Bahattin Oguz et Serif Kaplan sont assassinés à Adana par des inconnus.

17 janvier

A Batman, Zeki Adlig, membre du HADEP, est assassiné par des tueurs non-identifiés. A Diyarbakir, Mutlu Demir a trouvé la mort lors d'un attentat perpétré par des tueurs non-identifiés.

22 janvier

Süleyman Öngün, prisonnier, blessé lors d'un affrontement avec les forces de sécurité le 3 octobre 1995, a succombé à ses blessures.

23 janvier

Garibe Can a été tuée à coups de hache

EN BREF, LA REUVE DE PRESSE

TURQUIE : BERLUSCONI SUR BOSPHORE. Un millionnaire veut établir la démocratie. (*Der Spiegel*, février, 9/1995), p. 1.

KURDISTAN : Procès des députés kurdes. LETTRES ADRESSÉES A MM. EDOUARD BALLADUR ET ALAIN JUPPÉ. (*France-Libertés Fondation Danielle Mitterrand*, n°16, 1995), p. 2-3.

JOURNAL PRO-KURDE INTERDIT. (*TAZ*, 9 janvier 1995), p. 4.

IRAK-KURDES : VIOLENTS COMBATS, ENLÈVEMENTS ET PILLAGES DANS LE NORD DE L'IRAK. (*AFP*, 1er janvier 1995), p. 4.

UNE JUSTICE A DEUX VITESSES : UN COUP CHEZ LES KURDES, UN COUP CHEZ LES ISLAMISTES... (*Gamk*, 2-3 janvier 1995), p. 5-6.

LES MILITANTS DU PKK TUENT 19 CIVILS ET EN ENLÈVENT TROIS. NATIONS Unis : les combats font rage dans le nord de l'Irak contrôlé par les Kurdes. (*Turkish Daily News*, 3 janvier 1995), p. 6.

COMBATS INTER-KURDES EN IRAK. (*L'Humanité*, 3 janvier 1995), p. 7.

DIX-HUIT CIVILS TUÉS EN TURQUIE. (*Le Soir de Bruxelles*, 3 janvier 1995), p. 7.

PAS PLUS DE CINQUANTE MORTS DANS LES COMBATS INTER-KURDES, SELON UN RESPONSABLE KURDE. (*AFP*, 3 janvier 1995), p.8.

LES COMBATS CONTINUENT AU NORD DE L'IRAK. L'Association des Droits de l'homme exprime sa consternation concernant l'attaque du PKK. LA COUR DE SÛRETÉ ORDONNE L'ARRESTATION D'UN AUTRE MEMBRE DE LA BRANCHE DE DIYARBAKIR DE L'ASSOCIATION DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Daily News*, 4 janvier 1995), p. 9.

UN REPRÉSENTANT KURDE CONFIRME QUELQUES 450 TUÉS DANS LES COMBATS INTER-KURDES, 141 PRISONNIERS DU PDK EXÉCUTÉS PAR L'UPK, SELON INA. Ankara durcit le ton à l'égard de Moscou sur la crise tchéchène. (*AFP*, 4 janvier 1995), p. 10-11.

L'INFLATION TURQUE EN RÉTROSPECTIVE : AU LIEU DE DIMINUER, L'INFLATION GALOPE. Les taux depuis 1939. DEMIREL ET ÇILLER : LES PIRES SCORES EN LA MATIÈRE. (*Turkish Daily News*, 5 janvier 1995), p. 12-14.

COMMERCE DES ARMES : BILAN ACCABLANT POUR LA FRANCE. (*L'Humanité*, 4 janvier 1995), p. 15.

SELON LES ÉTATS-UNIS ET ISRAËL L'IRAN EST SUR LE POINT D'AVOIR LA BOMBE ATOMIQUE. Un médecin a-t-il le droit de demander sa carte d'identité à ses patients ? La libération du Dr. Sabri Soysal, accusé d'avoir soigné un militant du PKK et appelé «le médecin du PKK» n'a pas été annoncée. Une délégation de l'Union mondiale inter-parlementaire cherche à obtenir des informations sur le DEP. NAHIT MENTESE ANNONCE L'ARRESTATION DES MEMBRES DU PKK AYANT ATTAQUE UN BUS. La Grande-Bretagne continue à démanteler le PKK. (*Turkish Daily News*, 5 janvier 1995), p. 16-18.

COMBATS FRATRICIDES ET MEURTRIERS DANS LE KURDISTAN IRAKIEN. (*Libération*, 5 janvier 1995), p. 19.

KURDES CONTRE KURDES. DANS LE KURDISTAN D'IRAK, L'UPK ET LE PDK POURSUIVENT LEURS VIEILLES ET MEURTRIERS QUERELLES, Violents affrontements inter-kurdes en Irak, CHACUN TENDE D'EXPLOITER LA SITUATION. IRAK : CHIFFRES CONTRADICTOIRES SUR LES COMBATS

AU KURDISTAN. (*Le Monde; Les Échos; Le Soir de Bruxelles*, 5 janvier 1995), p. 20-21.

KENDAL NEZAN : LA TURQUIE NE MÉRITE PAS D'AVOIR LE STATUT DE MEMBRE DE L'UNION EUROPÉENNE. (*The Européen*, 6-12 janvier 1995), p. 21.

LA FRANCE SE MONTRE CHALEUREUSE A L'ÉGARD DE L'IRAK, FÂCHANT AINSI LES ÉTATS-UNIS ET LA GRANDE BRETAGNE. (*International Herald Tribune*, 7-8 janvier 1995), p. 22.

LES AFFRONTLEMENTS AFFECTENT LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE AVEC LES KURDES, SELON M. BARZANI. (*AFP*, 7 janvier 1995), p. 23.

PRÈS DE 500 MORTS DANS LES COMBATS ENTRE LES KURDES. (*Le Monde*, 7 janvier 1995), p. 23.

LA PRUDENCE D'ANKARA. (*La Croix*, 7 janvier 1995), p. 24.

ÇILLER PROMET PLUS DE DÉMOCRATIE ET DE LIBERTÉS. (*Turkish Daily News*, 08 janvier 1995), p. 24.

MME. ÇILLER DÉTERMINÉE A DÉMOCRATISER LA CONSTITUTION TURQUE. (*AFP*, 8 janvier 1995), p. 25.

LES KURDES MENACÉS AUSSI DANS L'OUEST DE LA TURQUIE. (*Neue Zürcher Zeitung*, 7 janvier 1995), p. 26.

LES TURCOMANS IRAKIENS AFFIRMENT ÊTRE ATTAQUÉS PAR LES KURDES IRAKIENS. (*Turkish Daily News*, 7 janvier 1995), p. 27.

NOUVELLES EFFUSIONS DE SANG ENTRE LES KURDES A ERBIL. LA LUTTE ENTRE LES DEUX GRANDS PARTIS RIVAUX ? (*Neue Zürcher Zeitung*, 8-9 janvier 1995), p. 27-28.

LA SALLE GUERRE DE TANSU ÇILLER. La Turquie fait recourt à la tactique de la terre brûlée dans sa lutte contre le PKK.

L'armée turque a détruit plus de 1000 villages kurdes et a créé des champs de concentration. (*El Mundo*, 8 janvier 1995), p. 29.

SAISIE DU QUOTIDIEN PRO-KURDE ÖZGÜR-ÜLKE, *AFP*, 8 janvier 1995), p. 30.

LES DÉPUTÉS KURDES ONT ÉTÉ CONDAMNÉS POUR LEURS «RELATIONS AVEC LE PKK» SELON ANKARA. (*AFP*, 9 janvier 1995), p. 31.

DES PROJETS POUR L'ASSOCIATION FRANCE-KURDISTAN 22. PROMOTION DE LA CULTURE KURDE. (*Ouest-France*, 9 janvier 1995), p. 32.

CENSURE TURQUE. (*L'Humanité*, 9 janvier 1995), p. 32.

L'UPK ACCUSE LA TURQUIE DE NE PAS ÊTRE NEUTRE. ELLE DÉMENT AVOIR REÇU DES MENACES. Barzani reçoit le soutien du Parti islamiste révolutionnaire, LE PROCUREUR ACCUSE LE PKK D'AVOIR TUÉ UN ANCIEN MEMBRE EN ALLEMAGNE. Le PKK menacé de division. LES PAYS-BAS DEMANDENT DES INFORMATIONS SUR LA SITUATION POLITIQUE EN TURQUIE. Les Kurdes vont former un Parlement en exil. (*Turkish Daily News*, 10 janvier 1995), p. 33-36.

SOUS LA PRESSION OCCIDENTALE TANSU ÇILLER S'ENGAGE À DÉMOCRATISER LA TURQUIE. (*Le Figaro*, 10 janvier 1995), p. 36-37.

LE PREMIER MINISTRE TURC PROMET D'AVANTAGE DE DÉMOCRATIE. (*Le Monde*, 10 janvier 1995), p. 37.

ANKARA CONFIRME SON INTENTION D'ENTREPRENDRE DE NOUVELLES INITIATIVES DANS LE NORD DE L'IRAK ET SE DÉCLARE NEUTRE. *Le New York Times* s'oppose à l'exportation des bombes à fragmentation à la Turquie. JALAL TALABANI, CHEF DE L'UPK, DEMANDE DE NOUVELLES ÉLECTIONS AU KURDISTAN D'IRAK. La Cour de Sûreté acquitte les activistes des droits

de l'homme. LA POLICE SPÉCIALE D'AFYON ARRÊTE CINQ MEMBRES DU PARTI DÉMOCRATIQUE DU KURDISTAN D'IRAN. (*Turkish Daily News*, 12 janvier 1995), p. 38-41.

LA JUSTICE TURQUE ACQUITTE SIX MILITANTS DES DROITS DE L'HOMME. (*AFP*, 11 janvier 1995), p. 40.

CEM BOYNER : UN JEUNE PREMIER DANS LA POLITIQUE TURQUE. (*La Croix*, 12 janvier 1995), p. 42-43.

LES ÉTATS-UNIS OPPOSES À UN GOUVERNEMENT KURDE EN EXIL. (*AFP*, 13 janvier 1995), p. 43.

RASIT GÜRDILEK : 1921, 1961, 1982, 19?? LA TURQUIE A DU MAL À DÉMOCRATISER SA CONSTITUTION, Ankara déstabilisé par la guerre entre les Kurdes Irakiens. QUE DES BÂTONS ! PAS DE CAROTTE POUR L'IRAK. LA COUR DE SÛRETÉ D'ANKARA ACQUITTE LES MILITANTS DES DROITS DE L'HOMME, La sentence soulage l'Occident. L'AGENDA DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Probe*, 13 janvier 1995), p. 44-51.

ÉRIC ROULEAU, L'ANCIEN AMBASSADEUR FRANÇAIS EN TURQUIE : LES ÉTATS UNIS ONT TRAHI LA TURQUIE À PROPOS DE L'IRAK. La Turquie rencontre les représentants des groupes rivaux kurdes irakiens et exige la paix entre eux. LE DÉPARTEMENT D'ÉTAT AMÉRICAIN S'OPPOSE FERMEMENT À LA TERREUR DU PKK. Le parlement kurde en Europe est prévu pour mars. LES PERMIS D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN TURQUIE SONT À LEUR PLUS BAS NIVEAU DEPUIS 1988. (*Turkish Daily News*, 13 janvier 1995), p. 51-52.

L'ÉCRIVAIN TURC ONAT KUTLAR EST MORT VICTIME D'UN ATTENTAT. (*Le Monde*, 13 janvier 1995), p. 53.

LANCEMENT D'UN PARLEMENT KURDE EN EXIL. (*Le Soir de Bruxelles*, 13 janvier 1995), p. 53.

CALME DANS LE KURDISTAN D'IRAK, MAIS LA SITUATION TENDUE À ERBIL. Démarche auprès de la Belgique après la conférence de presse de députés du DEP. (*AFP*, 13 janvier 1995), p. 54.

LE MINISTRE TURC DES DROITS DE L'HOMME : «LE PEUPLE IGNORE CE QUI SE PASSE». (*Ouest-France*, 13 janvier 1995), p. 55.

LA LIBÉRALISATION DE LA CONSTITUTION TURQUE. Peu de perspectives pour résoudre la question kurde. (*Neue Zürcher Zeitung*, 13 janvier 1995), p. 56-57.

À PLAT VENTRE DEVANT LES CHEFS FÉODAUX PRO-ÉTATIQUES, les relations d'Ankara avec les chefs des tribus kurdes, LA POLITIQUE TCHÉTCHÈNE RENFORCE LES ACTIVITÉS DES LOBBYIES ANTI-TURCS À MOSCOU. Un hélicoptère militaire turc s'écrase, faisant six morts. LE DÉPARTEMENT D'ÉTAT : LES ÉTATS-UNIS NE RECONNAÎTRONT PAS UN ÉTAT KURDE, La sévère réaction irakienne après le maintien des sanctions onusiennes. AVEC DEUX MILLIARDS DE DOLLARS, LA TURQUIE DEVIENT LE DEUXIÈME ACHETEUR D'ARMEMENT AMÉRICAIN EN 1994. (*Turkish Daily News*, 14 janvier 1995), p. 57-59.

ENDIGUER L'IRAN ET ÉVITER LE DÉSASTRÉ. L'armement nucléaire iranien par A.M. Rosenthal. (*International Herald Tribune*, 14 janvier 1995), p. 58.

TERREUR EN DIRECT À LA TÉLÉVISION IRAKIENNE. (*Le Monde*, 14 janvier 1995), p. 58.

LA COALITION GOUVERNEMENTALE TURQUE VEUT DÉMOCRATISER LA CONSTITUTION. (*Libération*, 14-15 janvier 1995), p. 61.

LUTTE AUTOUR DES RESSOURCES FINANCIÈRES ENTRE LES KURDES IRAKIENS. (*Neue Zürcher Zeitung*, 14 janvier 1995), p. 61.

VIOLENTS COMBATS DANS LE

KURDISTAN D'IRAK : DES DIZAINES DE TUÉS, 55 morts dans le Kurdistan d'Irak, selon le «Premier ministre» kurde. REPRISE DES VIOLENTS COMBATS DANS LE KURDISTAN : DES DIZAINES DE TUÉS. (AFP, 15 janvier 1995), p. 62-63.

1994 : UNE ANNÉE DE PROMESSES NON HONORÉES DES POLITICIENS. Confusion dans le bilan des affrontements entre les combattants du PKK et l'armée. Nouveaux affrontements dans le nord de l'Irak. LA VISITE DE MENTESE A MOSCOU, LIÉE AUX ACTIVITÉS DU PKK, RISQUE D'ÊTRE DIFFICILE. (Turkish Daily News, 16 janvier 1995), p. 64-66.

MAINTENEZ LES SANCTIONS CONTRE L'IRAK. (International Herald Tribune, 16 janvier 1995), p. 67.

BAGDAD PROPOSE UN DIALOGUE AVEC LES KURDES IRAKIENS. (AFP, 16 janvier 1995), p. 68.

REGAIN DE VIOLENCE ENTRE KURDES DANS LE NORD DE L'IRAK. Irak : violents combats dans le Kurdistan. (Libération ; L'Humanité, 16 janvier 1995), p. 68.

TARIK AZIZ : L'IRAK «COMPTE SUR LA COOPÉRATION AVEC PARIS»; (Le Monde, 16-17 janvier 1995), p. 69.

RÉPONSES DU M. ALAIN JUPPÉ, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, à MM. François ASENSI et François ROCHEBLOINE sur la question kurde. (Assemblée nationale, 16 janvier 1995), p. 70.

UNE LETTRE DE CHARLES LEDERMAN A YAVUZ ÖNEN. (L'Humanité, 17 janvier 1995), p. 70.

L'ÉCRIVAIN TURC YACHAR KEMAL SOUMIS A UNE ENQUÊTE JUDICIAIRE. (Le Monde, 15-16 janvier 1995), p. 71.

LE MINISTRE ALLEMAND DÉMENT QUE LES KURDES SONT INQUIÈTES EN TURQUIE A CAUSE DE LEURS ORIGINES ETHNIQUES. Rencontre des dirigeants

kurdes irakiens avec la diplomatie turque. (Turkish Daily News, 17 janvier 1995), pp. 71-72.

L'IRAK COMMÉMORE LE QUATRIÈME ANNIVERSAIRE DE LA GUERRE DU GOLFE. (AFP, 17 janvier 1995), p. 73.

NOUVEAUX COMBATS VIOLENTS ENTRE LES KURDES DANS LE NORD DE L'IRAK. (Neue Zürcher Zeitung, 18 janvier 1995), p. 74.

BAGDAD PROPOSE AUX KURDES DE REPRENDRE LE DIALOGUE. (Le Monde, 18 janvier 1995), p. 75.

LE PKK DEMANDE AUX TOURISTES D'ÉVITER LA TURQUIE. (Le Soir de Bruxelles, 19 janvier 1995), p. 75.

FRAGILE ACCALMIE A ERBIL APRÈS LES COMBATS INTER-KURDES. (AFP, 19 janvier 1995), p. 76.

LA TURQUIE EXIGE DE LA RUSSIE DE NE PAS TOLÉRER LES ACTIVITÉS DU PKK. Les forces de sécurité capturent 18 militants du PKK à Diyarbakir, LA COUR DE DIYARBAKIR JUGE LES MILITANTS DES DROITS DE L'HOMME. Le secrétaire général du Conseil de l'Europe : «Les Kurdes de Turquie ont besoin d'une voix». (Turkish Daily News, 19 janvier 1995), p. 77-78

LES DIFFICULTÉS DE L'ÉCONOMIE TURQUE. L'apparition d'un billet de 1 million de livres symbolise l'échec de la politique économique. (Le Monde, 19 janvier 1995), p. 78.

L'AGENDA DES DROITS DE L'HOMME. (Turkish Daily News, 20 janvier 1995), p. 79.

LA RÉALITÉ N'EST PAS POLITIQUEMENT CORRECTE, MEHDI ZANA : «J'AI PASSÉ QUINZE ANS DANS LES PRISONS TURQUES». (Le Magazine de Libération, 21-27 janvier 1995), p. 80-91.

LIBERTÉ PROVISOIRE POUR DEUX ALLEMANDS JUGES POUR

COLLABORATION AVEC LE PKK. (AFP, 24 janvier 1995), p. 81.

BAGDAD RENOUVELLE SON APPEL AU DIALOGUE AVEC LES FORMATIONS KURDES. Un Kurde menacé de reconduite à la frontière de retour à Vernon (Eure), DIX MORTS ET TRENTE BLESSÉS DANS UN BOMBARDEMENT DE LA BANLIEUE D'ERBIL. (AFP, 21-22 janvier 1995), p. 92-93.

LE JOUR DE L'ESPOIR AVEC CEM BOYNER A DIYARBAKIR. (Turkish Daily News, 23 janvier 1995), p. 94.

LE PROCUREUR VEUT ARRÊTER ET JUGER YACHAR KEMAL. (Turkish Daily News, 24 janvier 1995), p. 95.

KURDISTAN D'IRAK : UN EMPLOYÉ D'UNE ORGANISATION HUMANITAIRE TUE DANS UNE EMBUSCADE. (AFP, 23 janvier 1995), p. 96.

TCHÉTCHÈNE : UNE AFFAIRE INTÉRIEURE RUSSE, SELON LE MINISTRE TURC DE L'INTÉRIEUR EN VISITE À MOSCOU. (AFP, 24 janvier 1995), p. 96.

LE HEP ET LE DEP : «L'AVENTURE D'IDENTITÉ POLITIQUE» COMMENCÉE AU PARLEMENT, TERMINÉE EN PRISON». L'émergence de l'identité kurde dans la vie politique turque, l'auto-expression politique et ses effets pervers. LA GRANDE-BRETAGNE MET EN GARDE TALABANI ET BARZANI. (Turkish Daily News, 24 janvier 1995), p. 97-100.

HARLEM DÉSIR : QUE L'EUROPE N'OUBLIE PAS LES KURDES. (Le Monde, 20 janvier 1995), p. 101.

LE ROMANCIER TURC YACHAR KEMAL POURSUIVRA SON COMBAT POUR «METTRE FIN A LA GUERRE». (AFP, 24 janvier 1995), p. 102.

YACHAR KEMAL, ROMANCIER D'ORIGINE KURDE, ACCUSÉ DE PROPAGANDE SÉPARATISTE : «LA TURQUIE N'A JAMAIS ÉTÉ RÉELLEMENT DÉMOCRATIQUE», «Je ne veux plus

entendre les pleurs des mères de Turquie». (*Libération*, 24 janvier 1995), p. 103-105.

L'ÉCRIVAIN TURC YACHAR KEMAL RISQUE DE DEUX A CINQ ANS DE PRISON. (*Le Monde*, 25 janvier 1995), p. 106.

LA TORTURE DANS LES GEÔLES D'ANKARA. Le témoignage de Mehdi Zana, ancien maire kurde de Diyarbakir. (*Le Monde*, 25 janvier 1995), p. 107.

LETTRÉ DU PRÉSIDENT MITTERRAND AUX DÉPUTÉS KURDES EMPRISONNÉS. (*AFP*, 25 janvier 1995), p. 108.

TURQUIE : LETTRE DE MITTERRAND AUX KURDES EN PRISON. (*France-Soir*, 26 janvier 1995), p. 108.

TURQUIE : CENSURE CONTRE «ÖZGÜR ÜLKE». (*L'Humanité*, 24 janvier 1995), p. 108.

«LA PRISON N° 5» DE MEHDI ZANA, UN TÉMOIGNAGE SUR ONZE ANS DANS LES PRISONS TURQUES. (*AFP*, 25 janvier 1995), p. 109.

ALAIN BOSQUET : YACHAR KEMAL EST DES NÔTRES. (*Le Figaro*, 26 janvier 1995), p. 110.

L'«AVENTURE DU DEP», DEUXIÈME PARTIE : 1994 : ANNÉE DIFFICILE. (*Turkish Daily News*, 25 janvier 1995), p. 111-114.

L'OUEST PEUT SAUVER LES KURDES, ET AUSSI, UN PEU DE RESPECT DE SOI, par Martin WOOLACOTT. (*The Guardian*, 18 janvier 1995), p. 115.

TÉMOIGNAGE SUR LA TORTURE. «PRISON N° 5» DE MEHDI ZANA. (*L'Humanité*, 14 février 1995), p. 116.

L'EUROPE COMBINE LES DROITS DE L'HOMME ET CONSEILS. POUR LA PREMIÈRE FOIS, LES FONDS DE LA COMMISSION PERMET LA FONDATION D'UNE ASSOCIATION DE LA SOLIDARITÉ

FÉMININE. (*Turkish Daily News*, 25 janvier 1995), p. 117.

LE CONGRES AMÉRICAIN DÉNONCE L'ARRESTATION DES DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME. Les barreaux locaux proposent des solutions à la question kurde. (*Turkish Daily News*, 25 janvier 1995), p. 118.

L'ÉCRIVAIN YACHAR KEMAL DEVANT LES TRIBUNAUX. (*La Lutte ouvrière*, 27 février 1995), p. 119.

JEAN D'ORMESSON : POUR YACHAR KEMAL. (*Le Figaro*, 27 janvier 1995), p. 120.

TURQUIE : L'OUEST PERD SA PATIENCE A PROPOS DES AFFRONTÉMENTS AVEC LES KURDES. Moscou promet de ne pas tolérer le PKK. MENTESE DIT QUE LES RUSSES SONT SÉRIEUX, L'agenda des droits de l'homme. (*Turkish Probe*, 27 janvier 1995), p. 121-124.

DROITS DE L'HOMME AU KURDISTAN : UN RAPPORT ACCABLANTE SUR SADDAM HUSSEIN. (*AFP*, 27 janvier 1995), p. 125.

LIBERTÉ DE LA PRESSE, VERSION TURQUE. (*Le Magazine de Libération*, 28 janvier 1995), p. 126.

MENTESE ÉVALUE A 500 TRILLIONS DE LIVRES (12,5 MILLIARDS DE DOLLARS) LE COÛT DE LA GUERRE CONTRE LE PKK. (*Turkish Daily News*, 29 janvier 1995), p. 126.

UE/TURQUIE- ATTENTION AU RISQUE FONDAMENTALISTE. (*AFP*, 28 janvier 1995), p. 127.

COMME SI LA TURQUIE ÉTAIT UNE DÉMOCRATIE. (*Dagens Nyheter*, 28 janvier 1995), p. 128.

L'OPPOSITION CHIITE ANNONCE LA FIN DE SADDAM HUSSEIN. (*Le Journal de Genève*, 27 janvier 1995), p. 128.

L'ASSOCIATION TURQUE DES DROITS DE

L'HOMME ADHÈRE A LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Daily News*, 30 janvier 1995), p. 128.

BOMBARDEMENTS SUR LA BANLIEUE D'ERBIL, SELON UN RESPONSABLE KURDE. (*AFP*, 29 janvier 1995), p. 129.

JOHN SHATTUCK, LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT ADJOINT AMÉRICAIN CHARGÉ DES DROITS DE L'HOMME, DÉPLORE LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE, La suspension de la Turquie à l'ordre du jour de la prochaine session de l'Assemblée parlementaire du conseil de l'Europe. (*AFP*, 30 janvier 1995), p. 130-131.

ENTRETIEN AVEC LE PREMIER MINISTRE TURC TANSU ÇILLER, PERSPECTIVE OPTIMISTE POUR LA TURQUIE. (*Neue Zürcher Zeitung*, 29-30 janvier 1995), p. 132.

WASHINGTON MET EN GARDE LA TURQUIE : «CHANGEZ VOTRE ATTITUDE». (*Turkish Daily News*, 31 janvier 1995), p. 133

Jim Hoagland : POURQUOI LES ARGUMENTS EN FAVEUR DE LA LEVÉE DE L'EMBARGO CONTRE SADDAM SON FAUX. (*International Herald Tribune*, 31 janvier 1995), p. 134.

MIGUEL ANGEL MARTINEZ : AUCUN PLAN POUR EXPULSER LA TURQUIE DU CONSEIL DE L'EUROPE. (*Turkish Daily News*, 31 janvier 1995), p. 135.

TURQUIE-DROITS DE L'HOMME : CONDAMNATION D'UNE ÉDITRICE POUR DEUX LIVRES JUGES «SÉPARATISTES». (*AFP*, 31 janvier 1995), p. 135.

YACHAR KEMAL : CAMPAGNE DE MENSONGES. (*Der Spiegel*, n° 21, 1995, pp. 136-139.

YACHAR KEMAL. (*Libération*, 18 janvier 1995), p. 139.

PLAIDOYER : LE TORT D'ÊTRE KURDE EN

TURQUIE, Document : Ankara a provoqué la fuite de milliers de Kurdes, déclarant la guerre à tout un peuple. L'AFFAIRE KEMAL. (*Courrier International*, 26 janvier-1er février 1995, p. 140-145.

LA JUSTICE A DEUX VITESSES. (*La Croix*, 21 janvier 1995), p. 146.

JEAN-FRANÇOIS DENIAU : LES OUBLIES. L'INCUPLATION DE YASHAR KEMAL FAIT RÉAGIR LE MONDE INTELLECTUEL. Et la publication en France du livre de Mehdi Zana rappelle l'horreur qui règne dans les prisons turques. Après Jean d'Ormesson et Alain Bosquet, Jean-François Deniau s'indigne. (*Le Figaro*, 2 février 1995), p. 147-148.

VOLKER S. STAHR : LE TERRAIN PAUVRE POUR LA LITTÉRATURE MONDIALE. L'écrivain turc Yashar Kemal. (*Neue Zürcher Zeitung*, 11-12 février 1995), p. 149-151.

DEUX FOIS POURSUIVI EN TURQUIE POUR «PROPAGANDE SÉPARATISTE». YACHAR KEMAL : «JE DÉFENDS L'HONNEUR DE MON PAYS». (*Le Figaro*, 21 février 1995), p. 151-153.

LITTÉRATURE. APPEL POUR YACHAR KEMAL. (*La Croix*, 1er février 1995), p. 153.

TURQUIE : APPEL EN FAVEUR DE YACHAR KEMAL. (*Le Figaro*, 31 janvier 1995), p. 153.

YACHAR KEMAL RISQUE UN NOUVEAU PROCÈS. (*Svenska Dagbladet*, 4 février 1995), p. 153.

QUAND UN APPEL POUR LA PAIX VOUS VAUT UN PROCÈS POUR DÉLIT SÉPARATISTE - YASHAR KEMAL VERSUS L'ÉTAT. Un appel pour la défense de la paix par YASHAR KEMAL. (*Turkish Daily News*, 10 février 1995), p. 154-157.

DEUX RESPONSABLES DU PDK TUES AU COMBAT, SELON UNE RADIO KURDE, USA - Droits de l'homme : l'année des conflits

ethniques. (*AFP*, 1er février 1995), p. 158-159.

LES VERTS VEULENT EMPÊCHER L'UNION DOUANIÈRE AVEC LA TURQUIE, Le PKK tient son 5ème congrès. (*Turkish Daily News*, 1er février 1995), p. 160.

LES RAPPORTS TURCO-AMÉRICAINS SUR LES COMBATS AU KURDISTAN D'IRAK SONT DIVERGENTS. (*Turkish Daily News*, 2 février 1995), p. 161.

TARCHYS : LA TURQUIE FAIT PARTIE DE LA «FAMILLE EUROPÉENNE». Les salaires horaires en chute en Turquie. LES ÉTATS-UNIS : LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME SE DÉGRADENT EN TURQUIE. La Turquie salue l'arrestation des militants du PKK par la Syrie. UN NOUVEAU CENTRE D'HABILITATION POUR LES VICTIMES DE LA TORTURE. Yavuz Önen, président de la Fondation des droits de l'homme : la torture est systématiquement appliquée comme mode d'interrogation en Turquie. (*Turkish Daily News*, 3 février 1995), p. 162-167.

NOUVELLES DIPLOMATIQUES EN BREF, L'agenda des droits de l'homme. (*Turkish Probe*, 3 février 1995), pp. 168-169.

YACHAR KEMAL REÇU A L'ÉLYSÉE. (*AFP*, 3 février 1995), p. 170.

VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE. (*Info-Matin*, 3 février 1995), p. 170.

L'EUROPE ET LA TURQUIE PROCHES D'UN ACCORD D'UNION DOUANIÈRE. (*Libération*, 4 février 1995), p. 170.

LA GRÈCE SOUTIEN «LE PARLEMENT KURDE EN EXIL». Les autorités britanniques pourraient extradier Kani Yilmaz vers l'Allemagne. (*Turkish Daily News*, 4 février 1995), p. 171-172.

LE DÉPARTEMENT D'ÉTAT AMÉRICAIN ÉTABLIT UN PARALLÈLE ENTRE LE SUD-EST TURC ET LA TCHÉTCHÉTNIE,

Éditorial d'İlnur Çevik : Pourquoi donc sont-ils si critiques à l'égard de la Turquie ? LE PRÉSIDENT DU HADEP BOZLAK CONDAMNE LES ATTAQUES DE PLUS EN PLUS NOMBREUSES DONT EST VICTIME SON PARTI. L'ANAP découvre que Çiller possède plus de bien qu'elle n'avait déclaré aux Etats-Unis. (*Turkish Daily News*, 4 février 1995), p. 172-174.

ARMÉNIENNE AYSE NUR ZARAKOL, L'ÉDITRICE DU LIVRE D'YVES TERNON SUR LE GÉNOCIDE, EST CONDAMNÉE A 2 ANS ET DEMI DE PRISON. (*Gamk*, 4-5 février 1995), p. 174.

PROCÈS CONTRE L'ÉCRIVAIN TURC KEMAL. (*Neue Zürcher Zeitung*, 4 février 1995), p. 175.

LE JOURNAL PRO-KURDE DE TURQUIE EST INTERDIT. (*Turkish Daily News*, 5 février 1995), p. 175.

UN KURDE ARRÊTÉ POUR AVOIR MANIFESTÉ A BERNE. (*Le Journal de Genève*, 6 février 1995), p. 176.

LA PERSPECTIVE D'UNE «RÉELLE» DÉMOCRATIE EN TURQUIE. UN NOUVEAU PARTI LIBÉRAL PRÔNE DES REFORMES RADICALES. (*Neue Zürcher Zeitung*, 5-6 février 1995), p. 176-177.

L'INFLATION TURQUE BAT UN NOUVEAU RECORD. (*Turkish Daily News*, 5 février 1995), p. 177.

LE PKK RENOUELE SES MENACES CONCERNANT LE «PIPE-LINE». (*Turkish Daily News*, 6 février 1995), p. 178.

CEM BOYNER INCARNE UNE VOIX DIFFÉRENTE DANS LA POLITIQUE TURQUE. (*Le Monde*, 6 février 1995), p. 179.

LES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE L'UNION EUROPÉENNE DISCUTENT DE L'UNION DOUANIÈRE AVEC LA TURQUIE. Le PKK ouvre un centre culturel à Athènes et lance un

magazine d'information à Moscou. LES ÉTATS-UNIS APPORTENT PLUS D'AIDE CONTRE LE TERRORISME A CHYPRE ET A LA GRÈCE QU'A LA TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 7 février 1995), p. 181-182.

LA POPULATION TURQUE SEMBLE DE PLUS EN PLUS SENSIBLE A LA DÉFENSE DE DROITS DE L'HOMME. Un rapport américain fait état du durcissement de la répression. (*Le Monde*, 7 février 1995), p. 183.

TURQUIE : LA LOURDE HYPOTHÈQUE DES DROITS DE L'HOMME. (*Le Soir du Bruxelles*, 7 février 1995, p. 184.

LA COUR DE SÛRETÉ D'ANKARA RENVOIE AU 14 MARS LE PROCÈS DE L'ASSOCIATION DES DROITS DE L'HOMME. Discussion sur la loi anti-terroriste; le terrorisme comme il est défini par la loi. (*Turkish Daily News*, 8 février 1995), p. 184-188.

AMNESTY INTERNATIONAL DEMANDE A BONN DE NE PAS EXPULSER LES KURDES DE TURQUIE. (AFP, 08 février 1995), p. 188.

TURQUIE : LE GOUVERNEMENT CONTINUANT DE NIER LEUR EXISTENCE, LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME SE MULTIPLIENT. (*Amnesty International*, 8 février 1995), p. 189.

DROITS DE L'HOMME : LA SURDITE DE LA TURQUIE. L'horreur des prisons : un Kurde parle. (*Journal de Genève*, 8 février 1995), p. 190.

PROFESSEUR METIN HEPER : L'ÉTAT ET LES KURDES EN TURQUIE. LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION ET LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT S'OPPOSENT SUR «LE TESTE DE VIRGINITÉ», La Turquie qualifie d'«erroné» le rapport d'Amnesty international, LA COUR DE SÛRETÉ D'ANKARA : L'EXPRESSION «PEUPLE KURDE» NE PEUT ÊTRE CONSIDÉRÉE COMME PROPAGANDE TERRORISTE. 4.077 Soldats américains sont basés en Turquie. LA TURQUIE DEMANDE DES

INFORMATIONS A LA GRÈCE SUR LES TERRORISTES DU PKK. Yachar Kemal devrait de nouveau se présenter devant le procureur. (*Turkish Daily News*, 9 février 1995), p. 191-195.

YACHAR KEMAL RÉITÈRE SON ENGAGEMENT A LUTTER POUR «ARRÊTER LA GUERRE» DANS LE SUD-EST. Arrestation de 27 membres présumés du PKK à Istanbul. (AFP, 9 février 1995), p. 196.

LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME SE MULTIPLIENT EN TURQUIE. (*Libération*, 9 février 1995), p. 197.

LIAISONS COUPABLES. Paris soigne Bagdad et ses propres intérêts. (*Le Courrier International*, 9-15 février 1995), p. 198-199.

SOMBRE TABLEAU DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE, *Neue Zürcher Zeitung*, 09 février 1995), p. 200.

LA GRÈCE BLOQUE L'UNION DOUANIÈRE ENTRE LA TURQUIE ET L'UNION EUROPÉENNE. Les opérations des forces de sécurité continuent dans la région de Tunceli. Yachar Kemal de nouveau devant la Cour. LE DERNIER EFFORT AMÉRICAIN DANS LE NORD DE L'IRAK PEUT SIGNIFIER LE DÉBUT D'UN NOUVEAU PROCESSUS. (*Turkish Daily News*, 10 février 1995), p. 201-203.

UNE DÉPUTÉE KURDE TOUJOURS EN PRISON. (*La Vie Ouvrière*, 10-16 février 1995), p. 203.

UNE AUTRE FORME D'OPPRESSION ÉTATIQUE : «TEST DE VIRGINITÉ», Le gouvernement ruine l'agence de défense turque. L'AGENDA DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Probe*, 10 février 1995), p. 204-205.

SUFFOQUES PAR DES SANCTIONS, LES IRAKIENS EN APPELLENT A LA CONSCIENCE UNIVERSELLE. (*International Herald Tribune*, 10 février 1995), p. 207.

L'UNIQUE QUOTIDIEN DE TURQUIE EN LANGUE KURDE «ÖZGÜR ÜLKE», A ÉTÉ INTERDIT. (*Le Monde*, 10 février 1995), p. 208.

YACHAR KEMAL. (*Libération*, 10 février 1995), p. 208.

POUR LA LIBERTÉ DE LEYLA ZANA. (*L'Humanité*, 10 février 1995), p. 209.

KARAYALÇIN COMMENCE SA TOURNÉE EUROPÉENNE. (*Turkish Daily News*, 11 février 1995), p. 209.

LA GRÈCE REJETTE LE COMPROMIS SUR L'UNION DOUANIÈRE ENTRE LA TURQUIE ET LES QUINZE. (*Le Monde*, 11 février 1995), p. 211.

NORVÈGE : CRITIQUES SÉVÈRES CONCERNANT L'EXPORTATION DES ARMES VERS LA TURQUIE. (*Dagens Nyheter*, 11 février 1995), p. 210.

LES ÉTATS-UNIS ACCORDERONT 450 MILLIARDS DE DOLLARS D'AIDE A LA TURQUIE EN 1996. (*Turkish Daily News*, 11 février 1995), p. 210.

LE MINISTRE IRAKIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES : L'AUTONOMIE EST UNE SOLUTION POSSIBLE POUR LE PROBLÈME KURDE. Les Etats-Unis ne sont pas satisfaits des relations turco-grecques. (*Turkish Daily News*, 12 février 1995), p. 212-213.

LES EXPERTS DU TOURISME : LA TURQUIE DOIT NÉGOCIER AVEC LE PKK. (*Turkish Daily News*, 13 février 1995), p. 213.

TURQUIE: PEINES DE PRISON REQUISES CONTRE SIX DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME POUR «SÉPARATISME». (AFP, 13 février 1995), p. 214.

TURQUIE : L'ÉTOUFFEMENT DU PEUPLE KURDE. (*L'Humanité*, 14 février 1995), p. 215.

UNE SOIRÉE À VALENCE, SOLIDARITÉ DU PCF. (*L'Humanité*, 14 février 1995), p. 216.

LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE ET LE CHEF DE L'OPPOSITION SONT D'ACCORD POUR DES ÉLECTIONS ANTICIPÉES ET REFORMES DES LOIS. Ankara demande à Bagdad de créer les conditions de négociations avec les Kurdes. L'IRAN EXCLUT LA POSSIBILITÉ D'UN ÉTAT KURDE DANS LE NORD DE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 14 février 1995), p. 216-217.

L'UE/ TURQUIE : COMMERCE ET DROITS DE L'HOMME INDISSOCIABLES, SELON LA SUÈDE. (*AFP*, 15 février 1995), p. 218.

31 REBELLES KURDES TUÉS LORS D'OPÉRATIONS MILITAIRES, selon l'agence turque Anatolie. (*AFP*, 14 février 1995), p. 218.

LE DÉPUTÉ MAHMUT ALINAK : L'OPPRESSION CONTRE LES KURDES DOIT CESSER. (*Expressen*, 15 février 1995), p. 219.

LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NORVÉGIENNE EXPRIME SON INQUIÉTUDE CONCERNANT LES DÉPUTÉS DU DEP. La Suède apporte un soutien conditionnel à l'Union douanière. LA FRANCE TENTE DE DÉBLOQUER LA CRISE EU - TURQUIE DANS L'AFFAIRE DE L'UNION DOUANIÈRE. (*Turkish Daily News*, 16 février 1995), p. 220-221.

NOS KURDES A NOUS. (*L'Événement du Jeudi*, 16-22 février 1995), p. 221.

L'IRAK CONTOURNE LES SANCTIONS ONUISIENNES PAR DES EXPORTATIONS CLANDESTINES DU PÉTROLE. Le pétrole vendu via la Turquie et l'Iran lui apporte 800 millions de dollars. (*International Herald Tribune*, 16 février 1995), p. 222.

A LA UNE DE LA PRESSE TURQUE. DROITS DE L'HOMME ET DU COMMERCE. (*Courrier international*, 16-22 février 1995), p. 223.

L'OFFENSIVE POLITIQUE DES KURDES DE TURQUIE. (*Neue Zürcher Zeitung*, 16 février 1995), p. 224-225.

SOUTIENS NUCLÉAIRES DE L'IRAN. (*International Herald Tribune*, 16 février 1995), p. 226.

L'IRAK RESTAURE LES MOSQUÉES. MAIS A QUEL PRIX POUR LES CHI'ITES. (*International Herald Tribune*, 16 février 1995), p. 226.

L'AGENDA DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Probe*, 17 février 1995), p. 227.

LE MINISTRE BELGE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES SOUTIEN L'UNION DOUANIÈRE ENTRE LA TURQUIE ET L'UNION EUROPÉENNE. Cindoruk : défendre la force armée ne doit pas mériter le prix Nobel. LE PARLEMENT EUROPÉEN DIT QU'IL BLOQUERA LE TRAITE SUR L'UNION DOUANIÈRE. (*Turkish Daily News*, 17 février 1995), p. 228-229.

IRAK. POUR ARRÊTER LES TUERIES ENTRE LES KURDES, L'ULTIMATUM DES HUMANITAIRES. (*Le Figaro*, 17 février 1995), p. 230.

WILLIAM SAFIRE : LE POTENTIEL IRAKIEN DE GUERRE BIOLOGIQUE. (*International Herald Tribune*, 17 février 1995), p. 231.

LA FINLANDE ACCUEILLE LES KURDES. (*Dagens Nyheter*, 17 février 1995), p. 232.

L'OCDE EXCLUT LA TURQUIE DES STATISTIQUES D'INFLATION. MALGRÉ LES OBJECTIONS, L'UE CONTINUERA LES NÉGOCIATIONS AVEC LA TURQUIE, Éditorial d'İlnur Çevik : les droits de l'homme jouent un rôle-clé dans l'Union douanière. LE PRÉSIDENT DU PARLEMENT NORVÉGIEN ; Les droits de l'homme en Turquie nécessitent une amélioration. (*Turkish Daily News*, 18 février 1995), p. 233-235.

AFFRONTEMENTS VIOLENTS ENTRE LES PARTIS KURDES EN IRAK. (*Svenska Dagbladet*, 18 février 1995), p. 235.

LA TURQUIE, LES KURDES ET LE DROIT. (*Journal du dimanche*, 19 février 1995), p. 236.

L'AMBASSADEUR TURC AUX ÉTATS-UNIS DÉFEND L'INTERDICTION DU JOURNAL PRO-KURDE ÖZGÜR ÜLKE. Un Kurde pour la «gauche unifiée». (*Turkish Daily News*, 20 février 1995), p. 235-236.

LE PARLEMENT EN EXIL DU KURDISTAN. (*Les Dernières Nouvelles d'Alsace*, 20 février 1995), p. 238.

QUESTION ÉCRITE SUR LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME PAR SADDAM HUSSEIN. (*Journal officiel des Communautés européennes*, 20 février 1995), p. 239.

L'UNIFICATION DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE TURQUE. (*Neue Zürcher Zeitung*, 20 février 1995), p. 240.

TURQUIE: LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME SE SONT INTENSIFIÉES EN JANVIER, Öcalan lance une importante purge au sein du PKK. (*Turkish Daily News*, 21 février 1995), p. 241-242.

AIX : SIX HEURES POUR LE KURDISTAN. (*Le Provençal*, 20 février 1995), p. 242.

DU NOUVEAU DANS L'AFFAIRE D'IRAQGATE. ELLE A COÛTÉ 540 MILLIONS DE DOLLARS AUX CONTRIBUABLES AMÉRICAINS. (*International Herald Tribune*, 21 février 1995), p. 244.

UNE DÉLÉGATION COMMERCIALE BRITANNIQUE EN VISITE EN IRAK DEMANDE L'ALLÈGEMENT DES SANCTIONS. (*International Herald Tribune*, 22 février 1995), p. 244.

HOLBROEK DIT QUE L'AFFAIRE DES DROITS DE L'HOMME NE DOIT PAS DÉGRADER LES LIENS AVEC LA TURQUIE. L'assistant du Secrétaire d'État américain dit que «des relations améliorées entre la Turquie et l'Arménie sont d'une importance critique». Les hommes d'affaires britanniques

demandent l'allégement des sanctions contre l'Irak. 5 ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES SOUTIENNENT YACHAR KEMAL. (*Turkish Daily News*, 22 février 1995), p. 247.

... NALIN BAKSI, 27 ANS, DEVIENT LA PREMIÈRE IMMIGRÉE DANS LA COMMISSION D'ÉGALITÉ DE MONA SAHLINS, Nalin Baksi dans la commission d'égalité. (*Aftonbladet*, 22 février 1995), p. 246.

LE LOBBY EUROPÉEN DANS L'AFFAIRE IRAKIENNE. La Russie étudie les moyens d'agir contre la Maison kurde. LE NOMBRE DE MORTS AUGMENTE DANS LES AFFRONTMENTS DU NORD DE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 23 février 1995), p. 247-248.

L'ONU déçoit les attentes du PKK. MÜMTAZ SOYSAL : LA TURQUIE DOIT SUSPENDRE LES NÉGOCIATIONS SUR L'UNION DOUANIÈRE ET ANNEXER LE NORD DU CHYPRE. (*Turkish Daily News*, 24 février 1995), p. 249.

L'ANCIEN MINISTRE TURC INAN : LA CHAUDIÈRE VA EXPLOSER... L'agenda des droits de l'homme. (*Turkish Probe*, 24 février 1995), p. 250-252.

LE CONSEIL DE L'EUROPE VA DÉBATTRE DU STATUT DE LA TURQUIE EN TANT QUE MEMBRE. L'Allemagne suspend

l'expulsion des Kurdes. (*Turkish Daily News*, 24 février 1995), p. 253.

LE ROMANCIER LE PLUS POPULAIRE DE LA TURQUIE DEVANT LA JUSTICE. (*Neue Zürcher Zeitung*, 24 février 1995), p. 253.

MALGRÉ LA PRESSION AMÉRICAINE, L'IRAK ESPÈRE LA FIN DE L'EMBARGO SUR LE PÉTROLE. Le Pentagone va accorder un équipement militaire de 45 millions de dollars à la Turquie. LES DÉBATS SUR LE DEP CONTINUENT. Le verdict argumenté a été donné à la presse avant les avocats des députés. SIX MORTS DANS UNE ATTAQUE DU PKK. (*Turkish Daily News*, 25 février 1995), p. 254-255.

ALBRIGHT : L'OMAN SOUTIEN LES SANCTIONS ONU SIENNES CONTRE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 26 février 1995), p. 255.

LES ÉTATS-UNIS SONT CONVAINCUS QUE LES SANCTIONS CONTRE L'IRAK SERONT MAINTENUES. 54 morts dans un attentat à la bombe dans une ville irakienne sous contrôle kurde. (*International Herald Tribune*, 28 février 1995), p. 256.

PROTESTATIONS CONTRE LA POLITIQUE TURQUE DES DROITS DE L'HOMME. (*Neue Zürcher Zeitung*, 26-27 février 1995), p. 256.

IRAK - KURDES. LES DEUX PRINCIPAUX

PARTIS POLITIQUES. (AFP, 28 février 1995), p. 257.

AU MOINS 70 MORTS DANS UN ATTENTAT A LA BOMBE AU KURDISTAN D'IRAK, Carnage à la voiture piégée au Kurdistan d'Irak. Amnesty dénonce les partis kurdes. KURDISTAN : ATTENTAT MEURTRIER. (*Libération*, *L'Humanité* ; *Le Journal de Genève*, 28 février 1995), p. 258.

VIOLATIONS MASSIVES DES DROITS DE L'HOMME PAR LES PARTIS DU KURDISTAN D'IRAK, SELON AMNESTY. (AFP, 28 février 1995), p. 259.

VOITURE PIÉGÉE DANS LE NORD DE L'IRAK : 80 MORTS ET QUELQUE 150 BLESSES. (AFP, 27 février 1995), p. 260.

KURDISTAN : 80 MORTS DANS L'ATTENTAT A LA VOITURE PIÉGÉE. (*France-Soir*, 28 février 1995), p. 261.

KURDISTAN : 70 MORTS DANS UN ATTENTAT. (*France-Soir*, 28 février 1995), p. 261.

KURDISTAN : 100 MORTS DANS L'ATTENTAT A LA VOITURE PIÉGÉE. (*France-Soir*, 28 février 1995), p. 261.

LE GOUVERNEMENT AMÉRICAIN menace les Kurdes irakiens de ne plus les protéger. (*Al Hayat*, 27 janvier 1995), p. 262.

Revue de Presse

Institut Kurde de Paris
IKP
Bulletin de liaison et d'information

Türkei

Berlusconi am Bosphorus

Islamische und nationalistische Extremisten profitieren vom Versagen der bürgerlichen Parteien. Ein Millionär will die Demokratie retten.

Cem Boyner, 39, ist ein höflicher Mensch. Harte Worte sind dem Istanbul Industriellen fremd. Wenn der Sproß einer der reichsten Kaufmannsfamilien der Türkei jedoch über die etablierten Parteien spricht, wird er drastisch: Von diesen „Dieben“, grollt der Textiltycoon, fühle er sich „ziemlich betrogen“.

Boyner beläßt es nicht beim bloßen Protest gegen „Korruption“ und „Ungerechtigkeit“. Bei den nächsten Parlamentswahlen tritt der Parteienkritiker mit einer eigenen Neuen Demokratiebewegung an. Wie der amerikanische Milliardär Ross Perot, der George Bush und Bill Clinton im Kampf um die US-Präsidentschaft außer Tritt brachte, will Boyner das türkische Parteiensystem durcheinanderwirbeln.

„Angesichts der allgemeinen Unzufriedenheit mit den vorhandenen Parteien oder Führern“ sieht die Tageszeitung *Sabah* für Boyner durchaus „eine Chance“, ins Parlament zu kommen. Den anderen bürgerlichen Gruppierungen der Mitte, die seit dem Ende der Militärdiktatur 1983 die türkische Politik prägen, sagen Umfragen hingegen erdrutschartige Verluste voraus.

Um ihr politisches Überleben bei den nächsten Wahlen zu sichern, entschloß sich die Sozialdemokratische Volkspartei zu einem dramatischen Schritt: Der Juniorpartner der konservativen Partei des Rechten Weges von Ministerpräsidentin Tansu Çiller vereinte sich mit der oppositionellen Republikanischen Volkspartei – und verschärfte die Politik-Krise am Bosphorus noch zusätzlich.

Verprellt fühlen sich die Wähler vor allem von der Regierungschefin, die 1993 die Nachfolge von Süleyman Demirel antrat; der war nach dem Tod Tur-

gut Özals zum Staatspräsidenten aufgestiegen. Doch die zunächst gefeierte Ökonomin Çiller – wie Boyner zuvor im Geschäftsleben erfolgreich – konnte die wirtschaftliche Talfahrt des Landes nicht stoppen, im Gegenteil:

Die Inflation hat mit 156 Prozent Rekordhöhe erreicht; die Kaufkraft der Türken ist im letzten Jahr um etwa 40 Prozent gesunken. „So schwere Lasten“, tadelte Demirel seine Nachfolgerin, habe das Volk noch nie tragen müssen.

Verschärft hat sich auch der Kurdenkonflikt. Nie zuvor hat Ankara einen höheren Blutzoll gezahlt: In manchen Monaten fallen über hundert Soldaten im Kampf gegen die Peschmerga. Zwangsumsiedlungen in Südostanatolien, Folterungen durch Polizei und Armee sowie politische Prozesse mit drakonischen Strafen für PKK-nahe kurdische Parlamentarier haben das Ansehen des Natopartners schwer beschädigt und



Partei gründer Boyner, Regierungschefin Çiller: Schwere Lasten für das Volk

Politischen Gewinn aus der Vertrauenskrise ziehen Extremisten wie der Neofaschist Alparslan Türkeş. Über 30 Prozent der Bürger halten den betagten Ex-Oberst für den richtigen Mann, um mit harter Hand den PKK-Terror zu beenden. Beim nächsten Urnengang könnte seine Partei der Nationalistischen Bewegung bis zu 18 Prozent der Stimmen kassieren.

„Das Ereignis des Jahres“ (*Turkish Daily News*) ist der Durchmarsch der islamistischen Wohlfahrtspartei. Bei den Kommunalwahlen 1994 eroberten die Religiösen, die Schleierzwang und Scharia propagieren, ein Drittel aller Lokalparlamente – darunter laizistische Hochburgen wie Ankara und Istanbul. Den Islamisten-Chef Necmettin Erbakan, dem ein Viertel der Stimmen sicher scheint, sehen viele schon als nächsten Regierungschef.

Gegen die nationalistischen und islamischen Extremisten, die aus Frust über



die Anbindung an die Europäische Union blockiert.

Das gewaltige Ausmaß des Politfrusts erhellen jüngste Umfragen. Die Çiller-Partei, die 1991 noch 27 Prozent der Stimmen gewinnen konnte, sackte auf 15 Prozent. Die Sozialdemokraten, vor vier Jahren noch bei gut 20 Prozent, würden nicht mal mehr die 10-Prozent-Hürde nehmen. Allenfalls im Verbund der neuen Linksunion könnten sie den Einzug ins Parlament schaffen.

Ruiniert ist auch der Ruf der rechtsliberalen Mutterlandspartei (Anap); die stärkste Oppositionsfraktion fällt allenfalls durch Machtkämpfe und Skandale auf. Unter ihrem Spitzenkandidaten Özal hatten der Anap 1983 noch 45 Prozent der Bürger das Vertrauen geschenkt, derzeit würde sie nicht mal halb so viele Wähler gewinnen.

die marode Mitte gewählt werden, tritt der Jungtürke Boyner mit einem wahrlich traumhaften Reformprogramm an: Mit den Kurden will er verhandeln, den Fundamentalisten verspricht er volle Entfaltungsmöglichkeiten: die Privatisierung der Staatsbetriebe soll den wirtschaftlichen Aufschwung bringen.

Mit der erst vor zwei Monaten gegründeten Demokratiebewegung des Multimillionärs, den Istanbul Zeitungen bereits zum „türkischen Berlusconi“ ausriefen, sympathisieren angeblich schon 16 Prozent der Wähler. Zu den Mitgliedern zählen Intellektuelle ebenso wie geflüchtete Nationalisten, Wirtschaftselite und Bürokraten.

Sogar in Bonn fand der Jungpolitiker vorletzte Woche Zuspruch von höchster Stelle. Bundestagspräsidentin Rita Süsmuth, berichtet Boyner stolz, habe ihm für seine weitere Polit-Karriere „sehr viel Mut zugesprochen“. □

KURD

PROCES DES DEPUTES KURDES

Le 24 novembre 1994, Monsieur Demiral, procureur général de la Cour de sûreté de l'Etat de Turquie a requis la peine de mort contre les députés kurdes.

Les nombreuses voix qui se sont élevées pour protester contre ce procès politique notamment Michel Blum, avocat représentant France-Libertés en qualité d'administrateur, ont empêché la condamnation à mort des démocrates kurdes le 8 décembre 1994.

Leyla Zana, Ahmet Turk, Orhan Dogan, Hatip Dicle, Selim Sadak sont condamnés à 15 ans de prison, Sedat Yurtas à 7 ans et 6 mois, Mahmut Alinak et Sirri Sakik à 3 ans et demi.

Déjà le procureur général a fait appel devant la Cour de Cassation en demandant à nouveau la peine de mort.

L'opinion publique doit continuer à se mobiliser pour obtenir leur libération.

La condamnation des députés à de lourdes peines de prison montre à quel point le pouvoir militaire continue, à travers une constitution et des lois héritées du coup d'Etat militaire de 1980, à gouverner hors de toutes les normes internationales sur la protection des Droits de l'Homme.

D'un côté la Turquie est un des Etats qui a le plus ratifié et signé de conventions internationales pour la protection des droits fondamentaux et siège au sein d'instances internationales comme le Conseil de l'Europe. De l'autre, la loi anti-terreur permet les exactions les plus graves et justifie un tel procès.

Pour que la démocratie puisse s'installer réellement dans ce pays, cette contradiction doit être levée. Mais au sein de l'Assemblée turque, peu de voix s'élèvent en ce

sens. Bien au contraire, les autorités turques qui ont annoncé de possibles modifications de la loi sur la liberté d'expression entravent dans la réalité de telles avancées.

Et d'autres intellectuels et défenseurs des Droits de l'Homme comme Yavuz Önen, Président de la Fondation Turque des Droits de l'Homme, Akun Birdal, Président de l'Association des Droits de l'Homme continuent à être arrêtés. L'un des avocats des députés, Faik Candan, est enlevé et son corps retrouvé criblé de balles quelques jours après le procès. Les villageois continuent de subir ce que le général Gures, à l'époque Chef d'Etat Major des armées turques, avait appelé, au début du mois d'août, «une nouvelle tactique pour couper les lignes logistiques du PKK» : multiplication des destructions de villages et des massacres de civils, particulièrement dans la région de TUNCULI, décrits par le Ministre Turc des Droits de l'Homme comme un terrorisme d'Etat.

Peu de dictatures ont reculé sans que des mesures coercitives soient prises à leur rencontre. La Communauté Internationale doit prendre des mesures pour que la Turquie abroge rapidement la loi antiterror

- exclusion du Conseil de l'Europe
- arrêt de l'aide militaire et des ventes d'armes
- interruption des négociations sur l'Union Douanière
- examen par les Conseil de Sécurité de la situation des Kurdes en Turquie
- nomination d'un rapporteur spécial sur la situation des Droits de l'Homme.
- arrêt de l'expulsion des réfugiés kurdes de Turquie par les Etats Européens.



Ahmet TURK (debout), Leyla ZANA, Orhan DOUAN, Mahmut ALINAK, Hatip DICLE, Selim SADAK, Sirri SAKIK, Sedat YURTDAS, à l'arrière plan Ségolène ROYAL.

CENTRAL

ISTAN



Pour information

Lettre de la pétition adressée à Monsieur Edouard Balladur, Premier Ministre. TURQUIE : HUIT DEPUTES KURDES RISQUENT LEUR VIE

Monsieur le Premier Ministre,

Huit députés kurdes, une femme, Mme Leyla Zana, et sept hommes, MM Hatip Dicle, Orran Dogan, Sirri Sakik, Ahmet Turk, Mahmut Alinak, Sedat Yürtas et Selin Sadak sont actuellement emprisonnés en Turquie. Leur procès devant la Cour de Sûreté de l'Etat a commencé et ils risquent la peine capitale. Ces députés n'ont pourtant jamais eu recours à la violence et militent depuis des années pour la paix dans leur pays. Je suis profondément choqué(e) par l'attitude de la Turquie vis à vis de démocrates. A cette liste, il faut ajouter

M. Mehdi Zana, ancien maire de Diyarbakir, condamné à quatre ans de prison pour ses discours devant le Parlement Européen.

Au nom du respect de l'article 10 (garantie de la liberté d'expression) de la Convention Européenne des Droits de l'Homme que la Turquie a signée, je vous demande d'intervenir d'urgence auprès des autorités turques pour que :

- le procès soit interrompu
- les députés soient libérés sans condition, ainsi que M. Mehdi Zana
- le gouvernement turc propose une solution pacifique au problème kurde.

Cette pétition est lancée à l'initiative des associations de la campagne «Les Kurdes existent, parlons-en !» : Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (ACAT), Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme, Agir Ici, Cimade, Comité National de Solidarité avec le Peuple Kurde, Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH), Fondation France-Libertés, Maison du Monde, Mouvement pour la réconciliation et l'Amitié entre les Peuples (MRAP), Peuples Solidaires, Terre des Hommes-France, Union des Femmes Françaises.

Merci de renvoyer cette pétition signée à Campagne «Les Kurdes existent, parlons-en !», c/o Agir Ici, 14 Passage Dubail, 75010 Paris, tel : (1) 40.35.07.00. Les pétitions seront remises collectivement au Premier Ministre.

Texte de la lettre adressée à

M. Alain JUPPE
Ministre des Affaires Etrangères
37 Quai d'Orsay
75007 PARIS

Paris le 28 novembre 1994

Monsieur le Ministre,

Le 24 novembre 1994, le procureur général de la Cour de Sûreté de l'Etat a requis la peine de mort contre les six députés kurdes, dont la levée de l'immunité parlementaire avait été prononcée en mars 1994. La même sévérité est attendue pour deux autres députés incarcérés depuis la dissolution du parti de la Démocratie (DEP).

Le verdict sera rendu le 8 décembre à Ankara en audience publique.

Leyla Zana, Hatip Dicle, Orhan Dogan, Sirri Sakik, Ahmet Turk, Mahmut Alinak, Sedat Yurtas et Selim Sadak n'ont jamais eu recours à la violence. Réclamer dans des déclarations publiques ou des écrits, la reconnaissance de l'identité kurde dans le cadre des frontières existantes et le respect des Droits des Kurdes ne peut être puni de la peine de mort. Une condamnation à plusieurs années de prison, que les autorités turques présenteront comme un jugement magnanime au regard de la réquisition du procureur général, n'est pas non plus admissible puisqu'il s'agit d'un procès politique. Certains parmi ces députés ont déjà passé plusieurs années dans les prisons turques et ont été torturés.

Les Associations signataires de cette lettre vous demandent d'intervenir de toute urgence pour obtenir la libération de ces démocrates.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre, en l'expression de notre haute considération.

Françoise BRIE
Chargée de mission
Fondation France-Libertés

Pour les Associations :

Alliance des Femmes Pour la Démocratie
Association des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture
Agir Ici
Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme
CEDETIM
CIMADE
Commission Française Justice et Paix
Comité National de Solidarité avec le Peuple Kurde

Fédération Internationale des Droits de l'Homme
France-Libertés
France-Tibet
Institut pour l'Action Humanitaire
Maison du Monde
Peuples Solidaires
Pharmacie sans Frontières
Terre des Hommes France
Union des Femmes Françaises

TAZ - 9. 01. 1995

Prokurdische Zeitung beschlagnahmt

Istanbul. AFP. Die beiden Wochenendausgaben der in der Türkei erscheinenden prokurdischen Zeitung «Özgür Ülke» sind vom Staatssicherheitsgericht in Istanbul beschlagnahmt worden. Laut dem Chefredaktor der «Özgür Ülke», Baki Karadeniz, wurde als Motiv «separatistische Propaganda» genannt.

Die Exemplare der Samstag- und Sonntagsausgabe der Zeitung seien nachts beschlagnahmt worden, bevor sie ausgeliefert werden konnten. Es handele sich um eine bisher einmalige Beschlagnahmungsaktion. Die Ausga-

ben von «Özgür Ülke» wurden bisher immer wieder beschlagnahmt, aber stets erst nach der Auslieferung an Geschäfte und Kioske.

Das Blatt, das immer wieder Menschenrechtsverletzungen der türkischen Armee enthüllt, hat die Nachfolge der im April 1994 verbotenen Zeitung «Özgür Gündem» übernommen. Die türkische Regierung wirft «Özgür Ülke» immer wieder vor, sie sei «Sprachrohr» der verbotenen Arbeiterpartei Kurdistans (PKK).

Am 3. Dezember vergangenen Jahres waren gegen die Verlagsräume von «Özgür Ülke» in Istanbul und Ankara drei Anschläge verübt worden, bei denen ein Mensch getötet und über zwanzig weitere verletzt wurden. Das Blatt hatte den türkischen Geheimdienst beschuldigt, hinter den Anschlägen zu stecken.

—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse

FRA0142 4 I 0263 IRA /AFP-VV42

Irak-Kurdes

Violents combats, enlèvements et pillages dans le nord de l'Irak

TEHERAN, 1er jan (AFP) - De violents combats entre formations kurdes rivales ont eu lieu samedi dans le nord de l'Irak où la ville d'Erbil a été "pillée et plusieurs responsables locaux enlevés", a rapporté dimanche l'agence officielle iranienne IRNA.

Citant des sources kurdes, l'agence a souligné qu'à Erbil, les forces de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani) ont occupé plusieurs positions appartenant au Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani).

"Le siège du PDK, les maisons des responsables locaux et des représentants du PDK au "parlement" kurde ont été attaqués et pillés par des combattants de l'UPK", selon IRNA. Selon ces sources, "le ministre de la Justice", plusieurs "députés", le chef de la police d'Erbil ainsi que le rédacteur en chef du journal Baradari (Fraternité), organe du PDK, ont été enlevés samedi et dimanche par des miliciens de l'UPK.

Le PDK a dû évacuer son quartier général de Soleimanieh et s'installer à Halabja, près de la frontière iranienne, ont indiqué ces sources, soulignant que les combats s'étaient intensifiés depuis vendredi, provoquant l'exode des populations civiles.

Les combats avaient éclaté la semaine dernière dans le nord de l'Irak, qui échappe à l'autorité de Bagdad, bien que l'UPK et le PDK aient annoncé le 25 novembre la création d'une direction commune afin de prévenir les hostilités entre eux.

En août, les affrontements entre les deux formations avaient fait près de 400 morts.

kd/jhd/lb

AFP /JO0245/011617

JAN 95

Une justice à deux vitesses Un coup chez les Kurdes, un coup chez les Islamistes...

Après avoir jugé et très sévèrement condamné au début du mois des députés kurdes accusés de propagande séparatiste et de complicité avec le PKK, la cour de sûreté de l'État d'Ankara délivrait le 26 décembre son verdict dans le procès de 120 islamistes présumés impliqués dans l'incendie de l'hôtel Madilak, à Sivas, qui avait coûté la vie à 37 personnes. Deux procès exemplaires à quelques jours d'intervalle, censés témoigner donc de la détermination de la justice turque à sanctionner les deux "maux absolus" de la Turquie kémaliste, laïque et nationaliste, le "séparatisme kurde" et la nébuleuse terroriste qu'il suscite d'une part, l'islamisme et sa violence tout aussi déstabilisante pour un pays dont la laïcité reste un dogme, d'autre part. A comparer les verdicts délivrés toutefois, on est tenté de se demander si le souci de parité était bien au rendez-vous de ces deux procès majeurs, qui font couler beaucoup d'encre et suscitent une grande réprobation. Dans l'échelle des maux absolus, les Kurdes semblent être ainsi condamnés à figurer au sommet: il n'est qu'à mettre en regard, pour s'en persuader, la sévérité des peines frappant les 8 députés kurdes, dont 5 ont été condamnés à 15 ans de prison, et la modération étonnante eu égard aux faits reprochés, du verdict dans le procès des islamistes, dont 26 ont été condamnés à 15 ans de prison, 60 autres ayant écopé de peines de 3 ans, et une trentaine ayant été acquittés.

La peine de mort était requise contre les députés kurdes comme contre les 26 islamistes les plus sévèrement condamnés. Mais si les premiers n'avaient aucune

mort sur la conscience, les autres se trouvaient au premier rang de la foule en furie qui avait mis le feu à un hôtel de la ville anatolienne de Sivas, où se tenait un colloque dont 37 participants, des intellectuels et des artistes défenseurs de la laïcité et de la démocratie, avaient péri dans les flammes.

Ce déséquilibre flagrant entre le verdict prononcé contre les Kurdes et celui frappant les intégristes, est renforcé par le fait que les trois juges ont assorti le dernier de l'annonce d'une procédure pénale pour "insulte à la religion" et "mépris pour le caractère moral de l'État" contre une "victime", l'écrivain laïque Aziz Nesin, éditeur entre autre des Versets Sataniques de Salman Rushdie et devenu par là-même la cible principale des manifestants intégristes de Sivas, à la fureur desquels il avait cependant réussi à échapper. La justice de l'État turc laïc risque donc aujourd'hui de le rattraper, au nom d'une religion avec laquelle Ankara a toujours entretenu des liens ambigus malgré le dogme affiché, et donne du même coup l'impression d'avoir trouvé des circonstances atténuantes aux meurtriers intégristes de Sivas. Le très vif mécontentement manifesté en toute liberté par les amis des accusés dans la salle du tribunal, à l'annonce d'un verdict qu'ils ont estimé malgré tout trop sévère, ne peut que confirmer les soupçons quant à une lente dérive islamiste des institutions turques; celles-ci semblent toujours plus réceptives aux sirènes d'imams qu'elles ont renoncé à diaboliser pour les courtiser désormais, alors que les Islamistes ont remporté aux dernières élections municipales un grand nombre

de mairies, dont celles d'Ankara et Istanbul. Quant à choisir entre islamistes et Kurdes, les autorités turques ont semble-t-il déjà tranché en faveur des premiers, si l'on en juge à l'alliance objective sur le terrain, dans le sud-est du pays, entre l'armée turque et les militants du "Hezbollah" kurde, émanation d'un pouvoir qui les utilise contre les rebelles du PKK et d'une manière générale, pour dissoudre les revendications nationalistes kurdes dans le credo musulman le plus extrémiste.

Comment réagira l'Europe?

Ce verdict risque surtout d'impressionner et de préoccuper autant si ce n'est plus que celui des Kurdes, les partenaires occidentaux de la Turquie, à un moment où le durcissement de la guerre civile algérienne suscite les plus grandes inquiétudes chez des Occidentaux toujours plus sceptiques quant à une cohabitation entre un fond religieux musulman et la laïcité, dont la Turquie kémaliste continue à être désignée comme le modèle le plus réussi. L'agenda judiciaire turc a à cet égard desservi Ankara: intervenu avant la réunion de Bruxelles du 19 décembre sur l'union douanière entre la Turquie et l'Europe, le verdict prononcé contre les Kurdes, malgré les appels à la clémence de l'Occident, a produit un effet désastreux sur l'image "démocratique" de la Turquie et a contribué en partie à la fin de non recevoir adressée à Ankara par les Européens - et pas seulement les Grecs avec leur veto, comme l'affirment les autorités turques; suscitant les rappels à l'ordre des

"Quinze" sur les devoirs de la Turquie en matière de démocratie, il aurait peut-être dû attendre que soit passée l'échéance du 19 décembre.

En revanche, le procès des intégristes de Sivas, et la clémence de son verdict, auraient été sans doute plus "utile" à Ankara avant cette échéance, puisqu'ils auraient donné plus de poids à l'argumentation turque sur la nécessité de faire barrage au développement de l'intégrisme en Turquie par l'intégra-

tion européenne. A moins qu'Ankara ait calculé son coup et ait voulu adresser de cette manière une nouvelle mise en garde à l'Europe, sur les risques d'une dérive islamiste du pays, dans l'espoir que ce verdict soit pris en compte quand viendra le moment du réexamen de l'Union douanière avec une Union Européenne dont la présidence sera assurée dès l'an prochain par la France, un pays dans le soutien duquel Ankara fonde de grandes espérances. Cette tactique et cette argumentation, qui réson-

nent comme une antienne, sont sans doute laborieuses; mais elles n'en ont pas moins réussi jusqu'à présent à la Turquie, qui sait faire vibrer la corde sensible de l'intégrisme, un sujet très sensible en Occident et singulièrement en France, aujourd'hui plus encore qu'hier avec l'affaire du détournement de l'avion d'Air France par des pirates de l'air algériens et les risques d'exportation sur le territoire français de la menace intégriste qu'elle a réveillés.

G.U.

Turkish Daily News

TUESDAY, JANUARY 3, 1995

PKK militants kill 19 civilians and abduct three in Diyarbakır attack

President Demirel : Our government is trying to put an end to these violent attacks which target the people of this country

Turkish Daily News

ANKARA- Terrorists of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) militants continued their campaign against civilian targets on the first day of the New Year with a violent attack using rockets and automatic weapons on the village of Hamzalı in Diyarbakır's Kulp district. Nineteen innocent villagers were killed in the attack, six were wounded and three men were abducted by the attackers as they tried to flee.

Official sources say the PKK opened fire on the village houses with machine gun and rocket fire on Sunday night while the inhabitants were sleeping. The victims, eight women, seven children and four men, were killed in their beds.

"They attacked Hamzalı because the village did not support the PKK. It was a guard village," an official said.

The PKK often strikes at villages which do not support its cause but which provide men as village guards paid for by the government. There are 65,000 such guards in

the region in addition to 200,000 troops.

Officials said troops were combing the area for the rebels who fled in the dark.

Meanwhile, President Süleyman Demirel sent a message regarding the attack which said:

"I wish to present the violence which took place in the village of Hamzalı, province of Diyarbakır, and resulted in the deaths of seven children, eight women and four males and totally destroyed the village, to the attention of the world community."

Adding that this was a terrorist act launched against civilians, President Demirel indicated that the Turkish state was fighting these terrorists and said: "Our government is trying to put an end to these violent attacks which target the people of this country."

Referring to those who insist on ignoring reality in Turkey, the president said that this barbarous attack was a good example of the problems faced by the country in its struggle against terrorism.

United Nations: Heavy fighting rages in Kurdish held northern Iraq

'As of this morning we have reports of heavy fighting inside and outside Arbil. One of the hospitals was severely damaged'

Reuter

BAGHDAD- Heavy fighting is raging between rival Kurdish groups in the northern Iraqi city of Arbil, hampering the distribution of aid to needy Kurds, a senior U.N. official said on Monday.

Hundreds of families had fled the fighting, said travellers reaching Mosul, 90 km (55 miles) from Arbil.

"The security situation is bad in Arbil in particular and tense elsewhere," Mohamed Zejjari, United Nations coordinator in Iraq, told Reuters.

"As of this morning we have reports of heavy fighting inside and outside Arbil. One of the hospitals was severely damaged," he said.

The fighting pits the Kurdistan Democratic Party (KDP) led by Massoud Barzani against the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) headed by Jalal Talabani.

After Iraq's defeat in the 1991 Gulf War over Kuwait, Iraqi Kurds set up a regional government under Western protection away from Baghdad's authority. But it failed to disarm the rival Kurdish groups.

Last May, clashes between the PUK and KDP

killed hundreds of people and led to the set up of two de facto spheres of influence in the region.

Zejjari said no party was in control of Arbil, a Kurdish stronghold of about one million people 350 km (220 miles) north of Baghdad.

State-controlled media has spoken of hundreds killed in clashes which erupted last week. Zejjari declined to give figures.

He said none of about 200 international staff, including 82 U.N. troops, in the area have been hurt. The fighting has caused the suspension of distribution of fuel and food rations to needy Kurds suffering a harsh winter. He said that if the fighting continued the U.N. would be unable to hand out January rations.

About 750,000 Iraqi Kurds rely on the U.N. and organizations for survival.

Local services have come to a halt in the city, Zejjari said, adding that the U.N. was striving to keep maintain health and sanitation services.

Since the fighting began no U.N. relief trucks have reached Arbil and Sulaimaniya. Zejjari said rival groups have set up roadblocks on main roads, restricting the movement of his staff.

TUESDAY, JANUARY 3, 1995

Turkish Daily News

L'Humanité- 3 janvier 1995

Combats inter-kurdes en Irak

Des combats se sont déroulés entre les deux principales formations kurdes rivales à Erbil, une des principales villes du Kurdistan d'Irak, et ont fait 472 tués, a affirmé hier l'agence officielle irakienne INA. L'agence ne précise pas la date, des combats, mais on sait que de nouveaux affrontements entre partisans du Parti démocratique du Kurdistan (PDK, de Massoud Barzani) et de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talbani) ont eu lieu le 24 décembre. Selon l'INA, des manifestations estudiantines contre ces combats ont eu lieu samedi à Salaheddine. Aucun bilan de source indépendante sur les pertes humaines n'a pu être établi après cette nouvelle flambée de violence. On sait qu'en août dernier, les affrontements entre les deux formations avaient fait près de 400 morts. L'UPK et le PDK avaient annoncé, le 25 novembre, la création d'une direction commune afin de prévenir l'éclatement de nouvelles hostilités.

Le Soir de Bruxelles - 3 janvier 1995

Dix-huit civils tués en Turquie

Dix-huit villageois, dont 15 femmes et enfants, ont été tués dimanche soir à Hamzali — village près de Kulp, dans la région de Diyarbakir — par des rebelles kurdes, a-t-on affirmé hier de source officielle turque, précisant que des militants du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) ont mitraillé les maisons, auxquelles ils ont mis le feu, et tiré sur la foule rassemblée au centre du village (...) en représailles au refus du village de leur donner de l'aide. Cette information n'a pas pu être confirmée de source indépendante. (AFP.)

—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse

FRA0349 4 I 0372 FRA /AFP-GZ15

Irak-Kurdes

Pas plus de cinquante morts dans les combats inter-kurdes, selon un responsable kurde

PARIS, 3 jan (AFP) - Les combats entre formations kurdes dans le nord de l'Irak "n'ont pas fait plus d'une cinquantaine de morts", a indiqué mardi soir un responsable kurde irakien, qui a souligné que la situation sur le terrain était calme mardi sur tous les fronts.

"Les affrontements des derniers jours ont fait une vingtaine de morts parmi les combattants de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani et 20 ou 25 tués parmi ceux du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani", a indiqué à l'AFP M. Mohamed Ismaïl, représentant en France du "gouvernement" kurde irakien.

Ce gouvernement qui comprend des membres de l'UPK et du PDK avait été mis en place après le retrait des troupes et des fonctionnaires du régime de Bagdad en octobre 1991.

M. Ismaïl a opposé un "démenti catégorique" aux informations de l'agence irakienne d'informations (INA) selon laquelle 472 personnes ont été tuées dans les combats inter-kurdes de ces derniers jours.

Aucun bilan sur les pertes humaines n'a cependant pu être obtenu de source indépendante.

M. Ismaïl a d'autre part démenti les informations parues dans le quotidien gouvernemental irakien al-Joumhouriya selon lesquelles "les forces de l'UPK ont arrêté et emprisonné les ministres de l'Intérieur Younis Rojbeyani et de l'Education Nasih Ghafour", tous deux membres du PDK. "Ces informations sont dénuées de tout fondement", a-t-il dit.

Tout en se montrant "prudent", le responsable irakien a par ailleurs indiqué que "le cessez-le-feu était globalement respecté, malgré quelques violations, depuis dimanche soir lorsqu'un communiqué commun, signé par les deux leaders kurdes, avaient appelé les parties à cesser les hostilités".

Il a d'autre part confirmé que la ville d'Erbil, siège du "gouvernement kurde", était contrôlée par l'UPK et que la situation était "calme mardi à Souleimanieh". La localité de Halabja (près de la frontière irako-iranienne) était toujours aux mains du PDK de Massoud Barzani. Le chef du PDK, ne réside pas au nord d'Erbil, comme l'a indiqué al-Joumhouriya, "mais à Salaheddine", a-t-il également dit.

hm/mmr

AFP /JO0245/031912

JAN 95

—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse

Fighting subsides in Northern Iraq

Mohamed Zejjari: They have had some agreement. It seems the situation is quiet for the time being

By Leon Barkho

Reuter

BAGHDAD- Fighting between rival Kurdish groups in the northern Iraqi city of Arbil has died down and aid convoys have reached the city for first time in two weeks, a senior U.N. official said on Tuesday.

"They have had some agreement. It seems the situation is quiet for the time being," Mohamed Zejjari, United Nations coordinator in Iraq, told Reuters.

"As for the humanitarian programme, there is some improvement today. We have been able to pass personnel and aid convoys to Arbil," he said.

But Zejjari pointed out that previous pacts between the rival factions did not hold for long and reported clashes in districts close to Sulaimaniya, another major rebel stronghold.

Iraq's state-controlled media, gloating over the fighting, said heavy artillery and mortar were used in the battles. "Let them kill each other," declared the government newspaper al-Jumhuriya in a front-page headline. It said 296 people from both sides were killed on Monday.

The fighting pits the Kurdistan Democratic Party (KDP) led by Massoud Barzani and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) of Jalal Talabani.

On Monday, battles raged in Arbil, 350 km (220 miles) north of Baghdad, and the Iraqi News Agency reported that 472 people had been killed in the two-week-old fighting.

Zejjari did not say who had the upper hand but a report in Jumhuriya said PUK fighters now had control of Arbil, the capital of Iraqi Kurdistan.

The paper said Barzani and his family were forced to flee Arbil seeking refuge in resorts close to the Turkish border. Jumhuriya's report could not be independently confirmed. After Iraq's defeat in the 1991 Gulf War over Kuwait, Iraqi Kurds broke away from Baghdad's authority and set up a regional government under Western protection. But attempts to disarm the rival Kurdish groups failed.

Baghdad denounced the Western protection and on Monday lashed out at Turkey for allowing allied planes to use bases on its territory to guard the rebels.

It says stability will only be reinstated when it spreads its authority over the region again.

About 200 international staff, including 82 U.N. troops, are currently stationed in northern Iraq.

Last May, clashes between Barzani and Talabani killed hundreds of people and led to the set up of two de facto spheres of influence in the region.

Human Rights Association voices concern over PKK attack in Southeast

Turkish Daily News

ANKARA-The Human Rights Association (IHD) on Tuesday expressed concern over an attack by militants from the separatist outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) to a village in southeastern Turkey in which 19 people were killed.

"In the last week, an attack against the (daily) Milliyet newspaper, the spraying of a passenger bus with bullets killing two people..., the bombing of an Istanbul hotel killing one person and gravely injuring another..., the deaths of 19 people as a result of a raid on Hamzalı village (in the southeastern Diyarbakır province) unfortunately show that trust and hope have not replaced violence at the beginning of the New Year," the IHD said in a statement it sent to the Turkish Daily News. "We express our concern and grief in the face of these events," it said.

In Sunday's PKK attack against Hamzalı, 19 people including seven children and eight women were killed.

In another development, the German-based Kurd-A news agency, that has close ties with the PKK, on Tuesday depicted the attack as an operation to punish the village guards in Hamzalı. It said 19 village guards and "relatives" and a PKK militant were killed in a four-hour clash. The agency did not mention that 15 of the dead were women and children.

In a separate development, three PKK militants were killed in a clash with security forces in the southeastern Siirt province, Anatolia news agency reported on Tuesday.

DGM orders arrest of another IHD Diyarbakır branch member

Turkish Daily News

ANKARA-Members of the Diyarbakır branch of the Turkish Human Rights Association (IHD) are being arrested one after another. The latest to be arrested was Melike Alp, IHD Diyarbakır branch administration board member, following the State Security Court's (DGM) decision on Friday.

The DGM decision was based on a report published by the IHD on the Emergency Rule Region in 1992. Previous DGM members arrested include lawyers Mahmut Sakar, Neymetullah Gürbüz and Abdullah Çağır who were also involved in the publication of the report. If convicted the arrested face prison terms ranging from 2-5 years and TL 100 million fines.

—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse

FRA0386 4 I 0230 TUR /AFP-MQ33

Irak-Kurdes

Un représentant kurde confirme quelque 450 tués dans les combats inter-kurdes

ANKARA, 4 jan (AFP) - Les combats inter-kurdes de ces derniers jours dans le nord de l'Irak ont fait entre 450 et 500 morts, a confirmé par téléphone à l'AFP un représentant kurde irakien en Turquie.

Selon cette personne, un des représentants en Turquie du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani, l'une des deux principales formations d'opposition au régime de Bagdad) qui a souhaité garder l'anonymat, les combats ont fait en outre "des centaines de blessés et obligé les habitants du nord de l'Irak sous contrôle kurde à quitter leur foyer".

(L'agence irakienne INA avait fait état de 472 morts dans la région d'Erbil mais un représentant kurde à Paris avait affirmé que les combats n'avaient fait qu'une cinquantaine de victimes.)

Ce représentant du PDK en Turquie a accusé l'UPK (Union Patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani, le mouvement rival) "d'être à l'origine des hostilités afin d'empêcher les élections législatives de mai prochain par crainte de les perdre".

L'UPK accuse le PDK d'avoir déclenché les hostilités "pour ne pas avoir à partager notamment les revenus d'impôts payés par les commerçants qui font du commerce frontalier vers la Turquie et l'Iran", selon des sources proches de l'UPK en Turquie également contactées par l'AFP.

YM/HC/mfo

AFP /JO0245/041846

JAN 95

FRA0164 4 I 0303 IRK /AFP-KC41

Irak-Kurdes

141 prisonniers du PDK exécutés par l'UPK, selon INA

BAGDAD, 4 jan (AFP) - 141 prisonniers, partisans de Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), ont été exécutés par des membres de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talbani) à Erbil, dans le nord de l'Irak, a rapporté l'agence officielle irakienne INA.

INA affirme que les partisans de Barzani ont été "exécutés par les combattants de Talabani qui ont pris le contrôle de la ville". "Ces exécutions ont eu lieu notamment dans la prison d'Al-Mahatta d'Erbil", précise l'agence.

Soixante dix-neuf combattants --48 de l'UPK et 31 du PDK-- ont été tués lors de combats mardi soir dans la région de Mala Omar, sur la route d'Erbil à Salaheddine, ajoute INA.

Toujours selon l'agence, "un responsable de l'UPK, Arslan Bayez, a incendié à Erbil le domicile du "ministre" kurde de l'Education, M. Nasseh Ghaffour, qui a été fait prisonnier et cinq de ses gardes de corps ont été

—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse

—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse

tués". "Les forces commandés par Kosart Rassoul, ont attaqué les domiciles de parlementaires membres du PDK". "Ces parlementaires ont été faits prisonniers et un d'eux, Mala Hadi a été tué", selon INA.

Le "gouvernement" kurde, qui n'est reconnu ni par Bagdad, ni par la communauté internationale, comprend des membres de l'UPK et du PDK. Il a été mis en place après le retrait des troupes et des fonctionnaires du régime de Bagdad en octobre 1991.

Les combats de ces derniers jours entre les formations kurdes rivales dans le nord de l'Irak "n'ont fait qu'une cinquantaine de morts", avait indiqué mardi soir un représentant en France du "gouvernement" kurde irakien, M. Mohamed Ismaïl, opposant ainsi un démenti catégorique aux informations de INA, selon laquelle 472 personnes ont été tuées dans les combats à Erbil.

ag/jmc

AFP /JO0245/041231

JAN 95

FRA0261 4 I 0337 TUR /AFP-LE68

Turquie-Tchéchénie

Ankara durcit le ton à l'égard de Moscou sur la crise tchéchéne

ANKARA, 4 jan (AFP) - La Turquie a durci le ton à l'égard de la Russie en condamnant fermement mercredi l'intervention armée en Tchétchénie, abandonnant la position modérée qu'elle avait adoptée jusque là sur le conflit tchéchéne.

Au début de la crise, le gouvernement d'Ankara, qui fait face à une guérilla séparatiste kurde dans le sud-est de l'Anatolie, avait opté pour une attitude prudente dans la crise tchéchéne, appelant les parties à trouver une solution "dans le cadre de l'intégrité territoriale de la Russie".

Cette prudence lui avait valu des critiques de milieux proches des peuples du Caucase vivant sur son sol. Quelques 10 millions de personnes d'origine caucasienne vivent en Turquie, sur une population totale de 60 millions d'habitants.

"Nous regrettons que les hostilités se poursuivent en Tchétchénie, notamment à Grozny, en dépit de multiples appels de la communauté internationale, et condamnons fermement l'intervention russe qui dégénère en violence, provoquant de grandes pertes civiles", a déclaré mercredi le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Ferhat Ataman.

"Nous avons la conviction qu'une déclaration de cessez-le-feu est devenue indispensable", a-t-il ajouté. "Nous pensons qu'une initiative pour déclencher un processus de normalisation de la situation en Tchétchénie revient à Moscou puisque c'est la Fédération de Russie qui a pris la décision de lancer l'opération militaire", a poursuivi le porte-parole.

M. Ataman a indiqué que la Turquie "s'inquiète sérieusement des conséquences plus graves et imprévisibles" du conflit dans la région.

Il a rejeté toute comparaison entre le séparatisme des rebelles kurdes de Turquie et celui de la Tchétchénie dont le président Djokhar Doudaïev avait déclaré unilatéralement l'indépendance il y a trois ans. "Nous pensons qu'il n'y a aucune comparaison (possible) entre ces deux questions", a ajouté M. Ataman.

ce/chm

AFP /JO0245/041538

JAN 95

—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse

Turkish inflation in retrospect:

Inflation proves to be crush-proof; turns into a curse on Turks

By Burak Bekdil

Turkish Daily News

ANKARA- It has taken several governments and several prime ministers to seal Turkey's undisputed failure against inflation, a word once totally unknown to most Turks, but that today comes up in daily conversation.

It was in the late 1970s when the Turks felt an "invisible hand" — certainly not Adam Smith's — stealing their bread, to use the simplest expression, something which the politicians often referred to and newspapers sketched like a dragon. Turkey has been producing price statistics since 1939, although most of these figures are today believed to be unreliable. But they are the only source of information to view price movements in retrospect.

Turkish statistics draw an unstable picture of inflation until 1960.

Annual consumer price inflation was only two percent in 1939; rose to 68 percent in 1942; dropped to -1 percent in the post-war year of 1946; went further down to -4.4 percent in 1950; climbed back to 12.2 percent in 1955; and further up to 24.4 percent in 1959.

It only ranged from 1.2 percent to 8.1 percent in the 1960-1970 decade. The next 10 years represented a steady rise in the general level of prices and eventually forced the economic and political situation into a deadlock. The year-end rates were 13.7 percent in 1972, 16 percent in 1973, 18.6 percent in 1974, 19.8 percent in 1975, 16.4 percent in 1976, 28 percent in 1977, 47.2 percent in 1978, 56.8 percent in 1979, and finally 115.6 percent in 1980, when a military coup had given a three-year pause to party politics.

The military administration apparently over-used its powers of coercion in economic management and therefore managed to pull down the inflation rate to 33.9 percent in 1981, 21.9 percent in 1982 and 31.4 percent in 1983.

The 72-month Özal era of 1983-1989 produced high but stable rates of inflation ranging from 31.4 percent to 73.7 percent. The two governments of Turgut Özal, who died in 1993, failed to build price stability in the economy but instead fueled corruption, illegal gains and bureaucratic failures while transforming the economy into what he called "a free market system."

Two of Özal's successors, Yıldırım Akbulut and Mesut Yılmaz, joined the "club of losers against inflation," as they produced average monthly inflation rates of 4.9 percent and 4.5 percent respectively.

Their successor, Süleyman Demirel, took over an annual rate of 66 percent at the end of 1991 when he formed a two-party alliance with the social democrats, and left behind a rate of 65 percent when he stepped up to the presidential palace in May 1993.

The economic minister of the Demirel government, Professor Tansu Çiller, refused to take responsibility for the first DYP-SHP coalition's failure against inflation, because "her authorities were only limited as a Cabinet minister and she would do better had she possessed full authority in economic management."

She probably did not know on June 25, 1993, when she officially took office as the prime minister of Turkey, that her administra-

tion would produce an inflation rate that is an all-time high in the history of the Turkish Republic. Over the past 18 months of the Çiller reign, inflation has steadily risen to historic highs, eventually ending 1994 at 149.6 percent (wholesale) and 125.5 percent (retail) rates, both representing peaks.

During the course of the uncontrolled inflation, Professor Çiller gave several excuses and made several promises. On July 9, 1992, she said, "We have succeeded to push inflation into a downward trend." On July 21, 1992, she promised, "The monthly inflation rates announced by the State Institute of Statistic (DİE) will automatically be reflected in public sector wages." Another remark on Dec. 5, 1992: "We have failed to achieve certain reforms to bring inflation under control this year. But from 1993, inflation will start dropping sharply."

And another promise on June 12, 1993: "The inflation rate will be brought down to a single-digit figure within two years." Nothing broke her optimism.

Only a couple of days before announcing the April 5 economic recovery program, she said, "We shall continue our fight against inflation. History will tell about us."

She was absolutely accurate this time. History will certainly "tell of them" as a group of rulers who broke several times Turkey's inflation records... On July 13, 1994, shortly after signing a historic stand-by agreement with the International Monetary Fund (IMF), Çiller revealed another target: "The IMF as well as the World Bank are expecting miracles from us... The inflation rate will stand in the 20s in the second half of the year."

She did not specify which inflation (wholesale or retail) would stand in the 20s in the second half of the year, but both rates appeared to defy Çiller yet for another time. Consumer and wholesale price rates were 40 percent and 34.6 percent in the June-December period of 1994. This means Çiller missed her target by a margin of 100 percent in the consumer rate and by 73 percent in the wholesale rate. A year after Turkey's worst-ever financial crisis erupted, in January 1994, the national economy is in a point of clearly visible stagflation.

Economists blame the record 1994 inflation on a range of factors, including the government's inability to devise stable anti-inflationary policies; growing public sector deficits; the underground economy and excessive demand in certain markets. Record rates of inflation will justify workers' demands for higher wages.

In the months to come, Turkey's nearly 3 million (mostly public sector) employees will take serious protest action against the government, which is unwilling to grant fat pay hikes.

Finance Minister İsmet Atilla announced during a parliamentary debate last month that 1.7 million civil servants would be given a cumulative 23.6 percent pay hike in the first half of the year. The government is now debating whether to grant an extra pay raise but even if this is agreed, it is highly doubtful the working classes will calm down. "One cannot justify poor wages and poor pay hikes when the going rate of inflation is around 150 percent," warned Bayram Meral, leader of Turkey's biggest labor union, Türk-İş. Speaking on behalf of his 400,000 members, Ali Işıklar, chairman

of Kamu-Sen public employees union, recently told the Turkish Daily News that the civil servants would consider all possible means to "teach the government a lesson" if the government refrains from an additional (and satisfactory) pay hike to compensate for the losses due to hyper-inflation. Today, it appears that the entire progress of the economy will depend on two crucial factors: politics and privatization, beyond which it would be inaccurate to draw conclusions. The timing of certain policy decisions will depend on the probability of early general elections.

But there are predictions independent of politics. It must be expected that economic activity will drop further during the first quarter of the year from the last quarter of 1994. The going rate of inflation will slow down private consumption and cause further decline in manufacturing output and create new jobless rather than new jobs. It might help, in the second quarter, to partially pull back inflation but the cost of this improvement on the part of the general level of prices could be too costly on the part of production.

A rational forecaster must predict a triple-digit inflation coupled with negative or zero economic growth, or simply further stagflationary pressures, in the first quarter of the year. The level of government spending will be another explanatory factor. Fiscal authorities talk of planned austerity. If this is actually opted for by the political authority, continued stagflation can be expected.

Prime Minister Tansu Çiller has apparently developed an excessive dependence on privatization of state firms. She has reasons to do so.

Raising cash while partly getting rid of operational deficits is a tempting idea for a government which is battling huge public deficits and debts.

Çiller is planning to finance policies designed to boost economic activity through privatization receipts in case elections are in sight.

If the government can produce a fake picture of recovery, Çiller apparently believes, why not opt for general elections a year ahead of the schedule.

Independent economists agree that several other "micro" elements will shape the "macro" outlook, but the success of the privatization program is a key factor, which might even shape the government's decision to dare early elections. What will happen to inflation at the end of the current year? Businessmen and economists anticipate a year-end rate below triple-digit but still too high.

The influential Turkish Industrialists and Businessmen's Association (TÜSİAD) forecasts a 72.5 percent year-end rate. The pro-Islamic Independent Industrialists and Businessmen's Association (MÜSİAD) anticipates a range of 80-90 percent while the Young Businessmen's Association (TÜGİAD) projection is 87.1 percent. The opposition believes any year-end rate below 100 percent is unlikely. The government, on the other hand, is over-optimistic. The year-end inflation rate target in the proposed 1995 budget is a mere 22.5 percent, which many economists find "incredibly funny and unscientific."

INFLATION RATES IN RETROSPECT

Year	Consumer price inflation (%)	Wholesale price inflation (%)
1939	2.0	4.8
1940	9.6	22.7
1941	19.7	40.7
1942	68.0	92.1
1943	44.1	74.0
1944	2.7	-22.8
1945	3.6	-54.1
1946	-1.0	104.4
1947	-1.5	4.8
1948	2.4	3.2
1949	8.1	6.9
1950	-4.4	-9.7
1951	0.2	9.2
1952	5.1	0.2
1953	3.8	1.9
1954	9.5	11.2
1955	12.2	10.8
1956	9.9	16.4
1957	11.9	18.3
1958	15.8	17.2
1959	24.4	21.5
1960	5.2	3.4
1961	1.6	1.6
1962	3.4	4.3
1963	7.9	4.0
1964	1.2	0.1
1965	5.8	6.8
1966	5.7	6.0
1967	8.3	6.1
1968	3.7	2.9
1969	7.8	7.8
1970	8.1	8.1
1971	16.5	16.5
1972	13.7	16.8
1973	16.0	20.8
1974	18.6	28.6
1975	19.8	10.8
1976	16.4	16.5
1977	28.0	26.3
1978	47.2	53.1
1979	56.8	69.5
1980	115.6	98.8
1981	33.9	35.5
1982	21.9	26.5
1983	31.4	29.7
1984	48.4	49.5
1985	45.0	41.6
1986	34.6	27.9
1987	38.9	36.8
1988	73.7	64.6
1989	63.3	67.3
1990	60.3	52.3
1991	66.0	54.0
1992	70.1	66.1
1993	71.1	58.4
1994	125.5	149.6

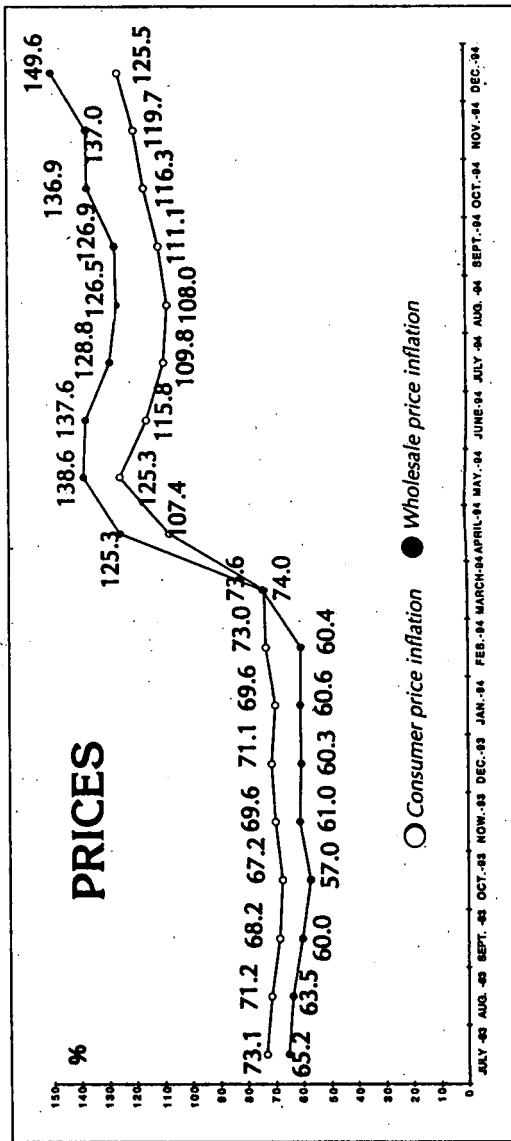
DEMIREL, ÇİLLER WORST PERFORMING PREMIERS



Prime Minister	Term in office	Months in office	Average monthly inflation rate (%)
Süleyman Demirel	November 1965-March 1971	64	0.7
Nihat Erim	March 1971-May 1972	15	1.5
Ferit Melen	June 1972-April 1973	11	1.4
Naim Talu	May 1973-December 1973	8	2.6
Bülent Ecevit	January 1974-November 1974	11	1.6
Sadi İrmak	December 1974-March 1975	4	2.2
Süleyman Demirel	April 1975-December 1977	33	2.0
Bülent Ecevit	January 1978-October 1979	22	6.4
Süleyman Demirel	November 1979-September 1980	10	8.5
Bülent Ulusu	September 1980-November 1983	39	3.8
Turgut Özal	December 1983-November 1989	72	4.2
Yıldırım Akbulut	December 1989-June 1991	19	4.9
Mesut Yılmaz	July 1991-October 1991	4	4.5
Süleyman Demirel	November 1991-May 1993	19	5.7
Tansu Çiller	June 1993- ...	18	6.5

INFLATION SEALS DEMISE OF TURKISH LIRA:

Date	Exchange rate (\$1 equivalent)
1924 (2nd Inonu govt.)	0.9 TL
1930	1.3 TL
1946 (Inönü govt.)	2.8 TL
1958 (Menderes govt.)	9.0 TL
1970 (Demirel govt.)	14.85 TL
1974 (Ecevit govt.)	14.06 TL
1977 (December)	19.25 TL
1979 (Ecevit govt.)	35.00 TL
1980	70.00 TL
1983 (Özal govt.)	273.97 TL
1984 (Özal govt.)	300.00 TL
1986 (Özal govt.)	755.00 TL
1987 (Özal govt.)	1,018.00 TL
1989 (Özal govt.)	2,000.00 TL
1989	2,172.00 TL
1990	2,670.00 TL
1991	5,080.00 TL
1992 (DYP govt.)	8,555.00 TL
1993 (DYP govt.)	14,058.00 TL
1994 (January)	17,250.00 TL
1994 (April)	39,933.00 TL
1994 (June)	30,625.00 TL
1995 (January)	41,000.00 TL



WHOLESALE PRICE INFLATION (%)

MONTH	1990	1991	1992	1993	1994
JAN.	58.2	48.8	69.0	52.7	60.6
FEB.	59.7	49.7	69.0	52.7	60.4
MARCH	60.5	50.7	68.1	53.3	74.0
APR.	56.1	55.1	63.0	54.0	125.3
MAY.	51.8	57.2	59.5	57.3	138.6
JUNE	49.1	57.1	57.7	60.3	137.6
JULY	44.2	57.9	57.1	65.2	128.8
AUG.	46.8	58.3	57.3	63.5	126.5
SEPT.	51.4	56.3	60.1	60.0	126.9
OCT.	54.1	54.6	63.3	57.0	136.9
NOV.	52.1	56.3	62.7	61.0	137.0
DEC.	48.6	59.2	61.4	60.3	149.6

CONSUMER PRICE INFLATION (%)

MONTH	1990	1991	1992	1993	1994
JAN.	60.0	62.0	78.5	59.8	69.6
FEB.	59.5	63.5	77.8	58.2	73.0
MARCH	62.8	62.3	78.7	58.0	73.6
APR.	63.5	62.1	74.0	59.0	107.4
MAY.	63.6	62.5	69.9	65.0	125.3
JUNE	62.6	64.9	65.8	67.2	115.8
JULY	56.3	68.6	65.8	73.1	109.8
AUG.	54.8	71.0	65.5	71.2	108.0
SEPT.	59.3	66.9	67.7	68.2	111.1
OCT.	60.3	66.5	69.2	67.2	116.3
NOV.	61.3	66.8	68.6	69.6	119.7
DEC.	69.4	71.1	66.0	71.1	125.5

■ Inflation figures above are based on a household survey (1987-100) by the State Institute of statistics. They refer to annual cumulative inflation rates by month.

L'HUMANITE - 1 janvier 1995

Révélation**Commerce des armes : bilan accablant pour la France**

Une étude réalisée à la demande de la commission Justice et Paix du Conseil d'églises chrétiennes en France dresse un état des transferts d'armes de la France depuis la fin de la guerre du Golfe.

LES transferts d'armes effectués par la France depuis la fin de la guerre du Golfe peuvent-ils se justifier au regard des critères de suffisance défensive? La priorité a-t-elle été donnée aux arguments politiques et éthiques? C'est à ces questions que deux chercheurs, MM. Barrillot et Elomari, ont cherché d'apporter réponse, au terme d'une étude minutieuse réalisée à la demande de la commission Justice et Paix par l'Observatoire des transferts d'armements de Lyon.

Il y a trois ans, le Conseil d'églises chrétiennes en France avait publié un texte sur « le commerce des armes, plaie de notre société ». Où en est-on trois ans plus tard, notamment en ce qui concerne les armes conventionnelles? Les auteurs se sont efforcés, pour le savoir, de mettre en relation les grandes orientations de la politique « officielle » des ventes d'armes françaises depuis la fin de 1991 et les faits qu'ils ont pu établir.

Pourquoi cette période? Parce que l'effondrement des pays membre du pacte de Varsovie et la fin de la guerre du Golfe ont eu des effets diversifiés sur les transferts d'arme-

ments au plan mondial (voir nos tableaux). Si l'on relève une chute des exportations de l'ex-URSS (elles se redressent dès 1993), celles des Etats-Unis restent à un niveau identique, celles de l'Allemagne progressent fortement, celles de la France reculent.

La raison de ces évolutions? Les livraisons d'armes de la France au Moyen-Orient représentaient près de 48,5 % de ses ventes d'armes. Avec la guerre du Golfe, elle perd l'un de ses principaux clients — l'Irak — et le concurrent américain se taille la part du lion sur le marché moyen-oriental. Pour la France, affirme par exemple François Léotard, comme d'autres avant lui, « ces exportations s'inscrivent fondamentalement dans une logique de paix ». La réalité s'avère tout autre. Faisant le tour des accords connus, les auteurs de l'étude montrent, par exemple, que l'on vend des armes à la Turquie, en fermant les yeux sur les massacres de populations kurdes; qu'un accord de coopération sur la recherche et la technologie militaire été signé avec Israël en mars 1994 — dénoncé par l'OLP — et que le troc se développe avec plusieurs états du Moyen-Orient : armes contre pétrole.

En Afrique, la France semble livrer relativement peu d'armes (2 % de ses exportations). En fait, outre la vente d'armes, l'assistance militaire reste importante : formation et dons

gratuits de matériels, dont la liste fait apparaître qu'il sert au maintien de l'ordre et à la répression, sont monnaie courante. On a invité les chefs d'Etats africains à « démocratiser » leurs pays : peu l'ont fait. Et le génocide perpétré avec des armes françaises par les massacrés au Rwanda est un exemple particulièrement tragique.

L'étude traite également des ventes d'armes françaises dans d'autres parties du monde, comme en Asie : « Ne peuvent-elles là aussi alimenter des courses aux armements locales qui risquent de favoriser la confrontation armée au détriment de la négociation et des alliances », se demandent les auteurs, citant les pays de l'ASEAN, le Pakistan, Taïwan, l'Indonésie...

Au terme de ce travail, les auteurs considèrent que « les critères de suffisance défensive, d'équilibre régional, de respect des droits de l'homme énoncés dans le texte du Conseil d'églises chrétiennes en France n'ont pas été pris en compte ». Pour eux, les autorités françaises se livrent à « un habillage moral du commerce des armes, qui était considéré jusqu'à présent comme un acte majeur de la politique étrangère, et qui semble de plus en plus soumis à la seule logique marchande ». Ils en appellent donc à « l'action volontaire de la société civile et des forces morales » pour modifier la donne.

LIN GUILLOU

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, JANUARY 5, 1995

Iran Near to Having Bomb, U.S. and Israel Conclude

By Chris Hedges
New York Times Service

TEL AVIV — Several senior American and Israeli officials have reached a consensus that Iran is much closer to producing nuclear weapons than previously thought. The new disclosures put the Iranians less than five years away from having an atomic bomb, an estimate that almost cuts in half the previous forecasts.

"The date by which Iran will have nuclear weapons is no longer 10 years from now," a senior Western official said. "We are now very close. There are only a small number of years left. If the Iranians maintain this intensive effort to get everything they need they could have all their components in two years, then it will be just a matter of technology and research. If Iran is not interrupted in this program by some foreign power it will have the device in more or less five years."

The reassessment of Iran's nuclear capability is now described by Israeli officials as the most serious threat facing Israel. And senior Israeli officials say that if the program is not halted they will be forced to consider attacking Iran's nuclear reactors, as they did in 1981 when Israeli warplanes bombed Iraqi nuclear reactors.

Such a confrontation, American officials say, could erode much of the gains made since the current peace agreements were signed between Israel and the Palestinians. And it could also see Iran step up its public, as well as covert, campaign against Israel and Jewish targets around the world.

"When we look at the future and ask ourselves what is the biggest problem we will face in the next decade," said a senior Israeli military official, "Iran's nuclear bomb is at the top of the list."

The acceleration of the nuclear program also represents a defeat for the Clinton administration's drive to halt the spread of nuclear technology to Iran. Iran, like Iraq, was to have been isolated by severe sanctions in a policy described by Clinton

administration officials as "dual containment."

But senior Clinton administration officials interviewed in Washington said their efforts had failed to halt the flow of nuclear technology to Iran. The most active center for nuclear weapons research and production is in Bushehr, 750 kilometers south of Tehran. It has two 1,300-megawatt reactors that are under construction.

But some Iranian specialists, like Shahram Chubin, at the Graduate Institute for International Studies in Geneva and author of a recent article on the Iranian nuclear weapons program, remain skeptical of Iran's ability to build and sustain a program based on covert acquisitions.

"How will a few weapons, that can't be developed very far, get them anywhere?" the author asked in a telephone interview from Geneva. "Here is a country that can't make its own missiles. It has had a missile program for 10 years and still imports missiles with 1950s technology from North Korea."

"Any bomb they would make would probably be a greater threat to themselves than anyone else. No one suggests they have any major functioning installations today in the country, although no one questions their intent. If they would, they could go towards nuclear weapons in a systematic way."

The Iranians have, so far, done little more than amass nuclear material and some equipment, such as a neutron source reactor, plus an isotope separator.

But they have yet to build, as the North Koreans did, a nuclear reactor that can be used in to develop nuclear weapons. The Americans and Israelis worry, however, that if the scheduled building programs go ahead the Iranians will be able to take quantum leaps in their push to collect all the necessary components needed to build an atomic weapons. .s

Iran, which spends \$2 billion a year on arms, has achieved its aims by purchasing, rather than developing, nuclear weapons technology. Iran has acquired nuclear technology from the Russians, the Pakistanis, the Chinese, some European companies and former Soviet republics such as Ukraine, Kazakhstan, Turkmenistan and Azerbaijan. Tehran is also believed to have recruited scientists from the former Soviet Union and Pakistan who either work in Iran, or at least serve as advisers to the Iranian nuclear weapons projects.

The Iranians are also devoting considerable effort to researching the techniques involved in the enrichment of uranium and the reprocessing of plutonium, neither of which are needed for civilian nuclear purposes, but both of which are essential for the development of nuclear weapons.

The Iranians, however, do not have a uranium enrichment plant or plutonium reprocessing plant. "The problem is that with the prevailing situation in the former Soviet Union we can't exclude more short cuts happening," said a senior western intelligence official, "then the time will be even less than five years."

Reza Amrollahi, the president of the Iranian Atomic Energy organization, has repeatedly insisted that Iran's nuclear program is only for peaceful purposes. But other Iranian leaders have often stated that Islamic nations must acquire nuclear weapons to counter those weapons held by the Americans and Israelis.



Dr. Soysal checks the medicine of an old patient and explains how to use it in Kurdish. "The majority of my patients are Kurdish," the doctor said. TDN Ali Fuat Ulay

Should a doctor ask his patients for identification?

The release of Dr. Sabri Soysal, charged with treating a PKK militant and called 'the PKK doctor,' was not announced

By Sinan Yılmaz

Turkish Daily News

ANKARA- The public recently became aware of Dr. Sabri Soysal when he was taken into custody and accused of treating a wounded militant of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). He became known as the "PKK Doctor."

However, after being held in custody for 13 days Dr. Soysal was released without any formal charges being laid. News of the released was not made public.

The case has raised the question as to whether or not a doctor should ask a patient for identification before carrying out treatment.

"If a doctor's statement regarding a patient he treated can legally be used against the patient, the doctor may refuse to testify as this would constitute a breach of confidence," said the general secretary of the Turkish Doctors' Association (TTB), Ata Soyer.

Dr. Soysal, who practises in the southern province of Mersin, was taken into police custody on Dec. 12 and held for 13 days on charges of having "treated a wounded militant of the outlawed PKK."

In his statement, Dr. Soysal said that he had treated a patient with an infected hand wound. He was unable to tell whether the wound, which was not a recent one, had been caused by a bullet

or something else.

Shortly after visiting the doctor the PKK militant was picked up by police and while being questioned he identified Soysal as the person who had treated his wound.

Police claimed that many other militants of the outlawed organization had given the doctor's name during questioning. Dr. Sabri Soysal was shown on T.V. together with other captured PKK militants. A "doctor" was also amongst the captured PKK militants.

After the TV appearance Dr. Soysal was brought in front of the prosecutor who listened to his statement and then ordered his release without asking for formal charges to be brought. We talked to Dr. Soysal in his clinic located in Gündoğdu district, referred to as the "Kurdish neighborhood" of Mersin by the locals, where he had chosen to open his clinic and was treating poor patients.

"Two young man came to me. One of them was complaining about his hand. It was not clear whether the wound on his hand had been from a gun or not. There wound was infected and I cleaned it," said Dr. Soysal.

He also said: "The man was later captured and he gave my name. I was accused with treating him. The wound on his hand was not new. It was an old wound which had healed. It was nothing that should have been reported to the authorities."

Indicating that doctors have legislative responsibilities, Soysal said: "It is within the same crime framework whether to report a child who gets wounded in a fire in a house and a the treatment of an illegal organization member."

"This is a judicial case," he said and continued: "A case of this kind does not warrant being taken into custody. The wound was an old one (which did not require reporting.)"

Dr. Soysal said that this incident took place because he was a Kurd and that he had opened his clinic in a Kurdish neighborhood.

"They are taking their revenge because I am a Kurd and because I help these people for humanitarian reasons," said Dr. Soysal.

Regarding the question of identity, the TTB general secretary Ata Soyer said, "A doctor does not ask for identification. A doctor provides treatment and if the statement of the doctor regarding the patient he treated can legally be used against the patient, the doctor may refuse to testify as this would constitute a breach of confidence."

He added that in similar incidents in the past doctors had been charged with providing assistance to the illegal organization and helping the militants. Under the law, "nobody can be punished for treating a wounded person," Soyer said.

IPU delegation seeks information on DEP case

TDN Parliament Bureau

ANKARA- A delegation from the Inter Parliamentary Union (IPU) visited the Turkish Parliament on Wednesday to gather information about the closure of the pro-Kurdish Democracy Party (DEP) and its jailed deputies.

The delegation, led by Josi Meier, chairman of IPU's Human Rights Commission, visited Parliament Speaker Hüsametdin Cindoruk. During the visit, Meier said, "We are worried that a part of the country is not represented in Parliament. We are only concerned about the protection of parliamentarians' human rights. We hope

that you can understand our point." Meier emphasized that the commission was only interested in the protection of deputies' human rights all over the world and not in creating discrimination. Pointing out that the commission acted at the request of parliamentarians, Meier continued, "We know that there are some problems in the Turkish Parliament. We want to follow these issues closely and get information. Besides the officials, we also want to meet with the imprisoned deputies and their families."

Noting that the Turkish Parliament is one of only 35 freely elected parliaments in the world Husametdin

Cindoruk said he believed that the rights of Parliament should be defended before the rights of deputies.

In an apparent reference to events in Russia, without being specific, Cindoruk said, "the parliament building was demolished by gun fire in one of our neighboring countries. The speaker of parliament was even put in jail.

I do not want to give examples from the countries which are IPU members. Operation of parliament is easier in Turkey where all its organizations and institutions function, where the judiciary is independent and where the separation of powers rule is valid.

Menteşe announces arrest of PKK bus bombers

Turkish Daily News

ISTANBUL- Interior Minister Nahit Mentese on Wednesday announced the arrest of two of the three terrorists who killed two passengers and injured 24 in an inter-city bus on New Year's Eve. T

he terrorists were identified as members of the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK).

Beside the two militants, one of them a woman, a third person was detained by the police for sheltering them, Mentese said. The third attacker was still at large.

The attackers, posing as passengers, stopped the bus at Hereke on the busy Ankara-Istanbul expressway, sprayed the occupants with automatic weapons and threw a grenade.

A junior officer and a teenage girl were killed in the attack which, coupled with a PKK attack on a village in the Southeast which killed 19 people, caused a surge in the public anger against the PKK.

Mentese said the captured bus attackers, both using aliases, were apprehended through tip offs from people who recognized them from the computer pictures distributed to the press. Ömer Yıldırım, the leader of the PKK attackers, had also been sought for the murder of nine people, including policemen, throughout Turkey over the past three years, the minister said.

His companion, identified as Adalet Aktepe, reportedly took part in clashes between the PKK militants and the security forces in the Southeast.

The PKK has been fighting for an independent Kurdish state in Turkey's Southeast for the past 10 years. Over 14,000 people have died in the fighting.

The new year violence, including the recent bombing of a fashionable pastry shop in Istanbul which the PKK is suspected of having done, is seen as part of a new strategy by the separatist organization to stage terrorist attacks in urban centers, to compensate for the mauling of its militants in the countryside by the security forces.

Britain continues crackdown on PKK, nabs ERNK man

Turkish Daily News

ANKARA- Dealing a second serious blow to the Turkish Kurdish separatists who have been seeking political support in Europe, British police have arrested the London representative of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), Kurdish sources said. Sezai Uçar, alias Yaşar, the chief representative of the ERNK (the PKK's front wing) in the U.K. was taken from his London home by Scotland Yard detectives and Home Office inspectors on Dec. 20, the sources said. He was reportedly held under the "1952 Law" empowering the Home Office to arrest people illegally entering the country. A court placed Uçar under arrest and then he was taken to Wormwood Scrubs prison, according to the sources. They said the British authorities could not establish the exact date of Uçar's entry, but were alerted when he applied for an official residence permit at the end of August last year.

The British authorities had earlier arrested Faysal Dumlayıcı, alias Kani Yılmaz, a chief PKK spokesman in Europe on similar charges. Yılmaz, who was arrested on Nov. 7 last year after entering Britain to meet with PKK officials and some Labor Party deputies, has remained in jail since then.

A court is to decide on his extradition to Germany on Jan. 27. Germany has officially requested his extradition, holding Yılmaz responsible for a PKK-organized blockage of the expressways in northern Germany last spring.

The sources say about 15,000 Kurds from Turkey, Iraq and Syria currently reside in Britain, with some 700 being active PKK sympathizers.

The PKK is fighting a separatist war in southeastern Turkey. The fighting has claimed over 14,000 lives in a decade.

Combats fratricides et meurtriers dans le Kurdistan irakien

Libération → jeudi 5 janvier 1995

Les combats interkurdes dans le nord de l'Irak semblent tourner à l'avantage de Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). Ses partisans se sont rendus maîtres ces derniers jours d'une grande partie d'Erbil, siège du gouvernement autonome kurde.

Le calme relatif qui règne sur le terrain a permis à l'ONU de reprendre ses opérations humanitaires. Des camions chargés de vivre ont été acheminés mardi dans la ville.

Après cinq mois de trêve, les affrontements avaient repris de plus belle, à la veille de Noël, entre l'UPK et le PDK (Parti démocratique du Kurdistan) de Massoud Barzani. Ils auraient fait plusieurs centaines de morts en quelques jours. Des trois anciens gouvernorats qui formaient le nord de l'Irak, seul celui de Dohouk semble avoir été épargné par ces luttes fratricides.

Depuis le départ des troupes de Bagdad, en octobre 1991, les deux principales fractions kurdes dirigeaient tant bien que mal cette région montagneuse. Protégé par l'aviation alliée, mais soumis à l'embargo international comme le reste du pays, le Kurdistan irakien s'était doté d'un gouvernement autonome et d'un parlement élu, au printemps 1992. En pratique, l'UPK et le PDK régnaient chacun sur leurs terres, l'un à l'Est, autour de Suleimanieh, l'autre à l'Ouest, entre Zakhô et Dohouk.

De mai à juillet, de très violents combats éclataient entre les deux partis rivaux. Le 24 juillet, des représentants du PDK et de l'UPK, réunis secrètement à Paris, jetaient les bases d'un accord, avec la médiation discrète de la France. Le texte envisageait notamment la tenue d'élections générales en



Membres de la guérilla kurde du PDK (Parti démocratique du Kurdistan), à Salahudin (Irak).

mai prochain, la réduction des effectifs des milices et à terme leurs suppressions pure et simple. Le 25 novembre, une direction commune était formée, comprenant cinq membres de l'UPK, cinq du PDK et cinq représentants d'autres mouvements, y compris islamistes.

Ce compromis fragile a volé en éclat dès la première crise. Les accords prévoient le transfert à l'administration commune des droits de douane perçus aux frontières. Depuis que la Turquie a relancé cet automne ses échanges commerciaux avec l'Irak, plus de 1.000 camions transitent chaque jour par le pont Habour, près de Zakhô. Ils transportent à l'aller de la farine, du sucre, du ciment, et d'autres denrées de plus en plus rares sur les marchés irakiens et retournent chez eux les réservoirs remplis d'essence achetée pour presque rien à proximité des champs de pétrole de Mossoul.

Entre le 25 novembre et le 10 décembre, les douaniers kurdes auraient ainsi prélevé quelque 3,8 millions de dollars, selon des

chiffres officiels. Or le PDK, qui tient la région, n'a jamais reversé ces sommes au gouvernement autonome. Pour justifier son attitude, il accuse à son tour le parti de Jalal Talabani d'avoir détourné à son profit les réserves de la banque centrale, estimées à 14 millions de dollars, durant les affrontements de l'été. Le conflit met en danger l'administration tout entière: 70% de ses revenus proviennent des rentrées du poste-frontière de Zakhô.

Cette affaire, s'ajoutant au meurtre attribué aux partisans de Barzani de trois avocats et d'un imam proches de l'UPK, à Erbil début décembre, ont embrasé à nouveau la région, chacun se renvoyant la responsabilité des troubles. Selon le représentant de l'UPK à Paris, Mohamed Saber Ismaël, les peshmergas de Barzani ont déclenché les hostilités en s'attaquant à la résidence de Jalal Talabani, à Shaqlawa, le 24 décembre. Ce dernier aurait le premier violé le cessez-le-feu, à en croire le numéro 2 du PDK, Hoshyaz Zibari, contacté hier à Londres, en s'em-

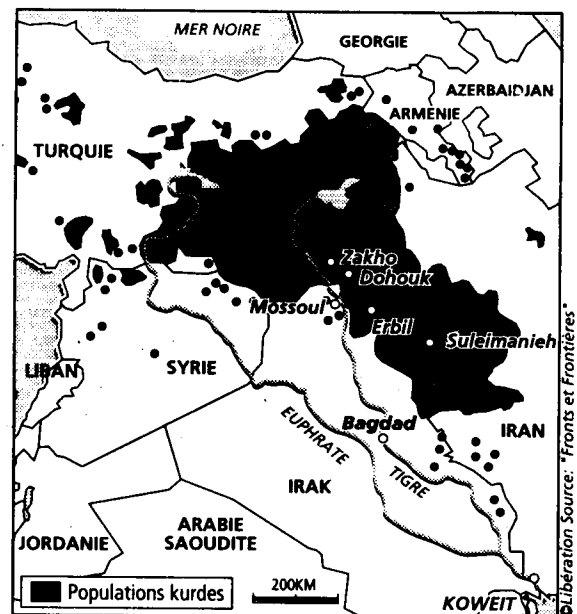
parant de différents bureaux du PDK au sud de Suleimanieh une semaine plus tôt.

Les tentatives de médiation entreprises par le Congrès national irakien (CNI), qui rassemble les différentes formations hostiles au régime de Saddam Hussein, ont pour l'instant échoué. Lundi, les troupes de l'UPK ont occupé les principaux bâ-

timents officiels à Erbil, la « capitale » du Kurdistan, forçant Massoud Barzani à se replier plus au nord, à Salaheddin. Ses hommes tiendraient cependant quelques positions à l'intérieur de la ville, selon Hoshyaz Zibari, et des combattants du CNI se seraient interposés entre les belligérants.

Les journaux de Bagdad, qui se sont empressés de rendre compte des événements, affirment que de nombreux partisans de Barzani ont été exécutés et que des ministres du PDK ont été arrêtés. L'agence officielle INA fait également état de 472 tués simplement à Erbil. « Ces informations sont fausses », a affirmé hier Mohamed Saber Ismaël. Elles proviennent seulement d'une chose: que le régime irakien est le seul à sortir vainqueur de ces combats. La presse de Saddam Hussein a d'ailleurs prédit ces derniers jours un retour rapide du Kurdistan dans le giron irakien.

Christophe BOLTANSKI



Libération Source: Fronts et Frontières

Kurdes contre Kurdes

Dans le Kurdistan d'Irak, l'UPK et le PDK poursuivent leurs vieilles et meurtrières querelles

La situation demeurait très tendue, mardi 3 janvier, dans le Kurdistan d'Irak, où des combats opposent depuis le 25 décembre l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), de Jalal Talabani, et le parti démocratique du Kurdistan (PDK), de Massoud Barzani, les deux principales formations qui se partagent le pouvoir dans cette région quasi indépendante depuis le soulèvement contre le régime de Bagdad à la fin de la guerre de Golfe, en 1991. L'ONU, qui avait suspendu ses activités humanitaires dans la région pour des raisons de sécurité, a pu approvisionner, mardi, la ville d'Erbil.

Cette querelle fratricide est l'histoire d'un éternel recommencement. Au mois de mai 1994, une centaine de personnes avaient été tuées dans des affrontements entre l'UPK et le PDK. Les deux partis rivaux en avaient imputé la responsabilité principale aux « ennemis » des Kurdes : notamment le gouvernement de Bagdad et l'Iran. Ils avaient aussi dénoncé l'absence d'une véritable « culture démocratique » des *pechmergas* (combattants kurdes), plus habitués à la guerre qu'à la paix.

De rixes locales en heurts plus ou moins rapidement circonscrits, la situation a continué à se dégrader. Trois mois plus tard, en août, le conflit armé entre les deux parties reprenait de plus belle, l'UPK accusant le PDK d'être soutenu par les islamistes kurdes liés à l'Iran. Ce que le PDK démentait formellement, accusant le mouvement de M. Talabani de vouloir éviter des élections « législatives », parce qu'il a perdu de sa popularité, et de chercher à avoir accès aux régions frontalières de l'Iran et de la Turquie, « parce que cela rapporte plus d'argent ».

L'étincelle qui avait alors mis le feu aux poudres fut une dispute à propos de la propriété d'un lopin de terre. Les affrontements avaient fait des dizaines de victimes. Un accord, signé le 24 novembre par les chefs des deux formations et

annonçant la fin « définitive » des hostilités, décrivait « impie » toute récidive, qualifiée de « crime national majeur, dont seraient tenus responsables les deux signataires ». L'accord prévoyait aussi la formation d'un « gouvernement » plus représentatif de l'éventail politique kurde que l'actuel « cabinet » – formé en juin 1992 – et au sein duquel l'UPK et le PDK, disposant d'un nombre égal de sièges, se neutralisent.

Les droits de douane comme prétexte

Le 25 décembre, c'est une affaire de droits de douane qui a déclenché les hostilités entre les deux formations. L'agence INA, dépendant du régime irakien, fait état de plus de 400 morts, l'agence iranienne IRNA d'une centaine, alors que de source de l'UPK on indique que le nombre des tués varie entre 30 et 50 morts.

Depuis le mois de mai, affirme l'UPK, le PDK de M. Barzani, qui contrôle le poste frontalier de Habour, à la frontière de la Turquie, n'a pas remis au « gouvernement » kurde la recette douanière, principale source de revenus de l'administration kurde. Cette recette a considérablement augmenté depuis que la Turquie a rouvert, en septembre, le poste de Habour, officiellement fermé – en dépit de nombreuses infractions – lors de la guerre du Golfe en 1991. Depuis le 1^{er} octobre, explique Ahmad Bamarni, ancien « député » kurde, membre de l'UPK, ce sont 1 000 à 1 500 camions qui arrivent chaque jour de Turquie, transportant des produits autorisés par l'ONU et qui repartent chargés parfois de 20 000 à 30 000 litres de carburant, au moins dix fois moins cher en Irak qu'en Turquie.

Ce « troc » se fait à Mossoul,

dans la partie du Kurdistan toujours contrôlée par le gouvernement de Bagdad, mais les Kurdes prélèvent des droits de douane et de passage dans le Kurdistan « libéré ». « Cela se chiffrait entre 100 000 et 150 000 dollars par jour », ajoute M. Bamarni. Destinée à renflouer les caisses du « gouvernement », cette recette aurait dû améliorer les conditions de vie au Kurdistan, ou à créer des emplois. Lors de l'accord du 24 novembre, M. Barzani se serait engagé à transférer cette recette au « gouvernement ». Mais à ce jour, toujours selon l'UPK, il n'en a rien été.

Quelques jours avant le déclenchement des hostilités, un porte-parole du PDK à Londres assurait au quotidien arabe *El Hayat* que l'affaire des droits de douane n'entraînerait pas de conflit armé entre les deux mouvements – ce qui est une manière de confirmer que cette affaire fait effectivement problème. En revanche, Mohamad Maarouf affirmait que l'UPK ferait bien de balayer devant sa propre porte, puisqu'en mai, selon lui, le parti de M. Talabani a fait main basse sur les avoirs des institutions « gouvernementales » et sur les réserves de la banque centrale.

« La loi du coup pour coup »

Quelle que soit la pertinence de ces accusations et contre-accusations, une chose est sûre : la rivalité historique entre les deux formations a la priorité sur les intérêts du Kurdistan, voire sur ceux de l'opposition irakienne dans son ensemble. Avec l'Assemblée suprême de la révolution irakienne – chiite, basée en Iran –, l'UPK et le PDK sont en effet les formations les plus structurées de cette opposition. Leurs luttes intestines affaiblit donc considé-

ablement cette dernière. Qui plus est, le Congrès national irakien (CNI), une coalition de plusieurs partis de l'opposition – dont les Kurdes –, a décidé d'établir ses principales institutions dans le Kurdistan, désormais livré aux conflits fratricides.

« Rien ne dit que demain, dans quelques semaines ou quelques mois, si l'on parvient à un énième cessez-le feu aujourd'hui, admet Ahmad Bamarni, les deux parties ne feront pas une fois de plus parler les armes pour une raison quelconque. » « Ce qui était à la rigueur tolérable il y a un an, parce que l'expérience était toute neuve, ne l'est plus aujourd'hui. Les conséquences en sont graves à l'intérieur du Kurdistan et au niveau international », ajoute-t-il. Emanant d'un responsable, cet aveu est aussi désarmant que consternant.

Selon lui, une trêve, instaurée à la fin de la semaine dernière, n'est plus vraiment respectée. Ahmad Jalabi, président du CNI, et une diplomate de l'ambassade des Etats-Unis en Turquie, qui s'est rendue samedi dans le Kurdistan, avaient largement contribué à l'apaisement. « Depuis deux jours, cependant, c'est la loi du coup pour coup », ajoute M. Bamarni.

Cette dégradation de la situation intervient au moment où le Parlement turc vient de donner son accord à la reconduction pour six mois de la présence en Turquie de la force multinationale de protection des Kurdes d'Irak contre le régime irakien. Basée à Incirlik, dans le sud de la Turquie, cette force a pour mission de surveiller la zone d'exclusion imposée à l'aviation irakienne au nord du 36^e parallèle et les mouvements des troupes de Bagdad en direction de la partie du Kurdistan qui échappe à leur contrôle. Mais cette force n'a pas pour mission de protéger les Kurdes contre eux-mêmes.

MOUNA NAÏM

Les Echo - 5 janvier 1995

Violents affrontements inter-Kurdes en Irak

Deux des principales villes du Kurdistan d'Irak sont tombées aux mains de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani), à la faveur de violents combats l'opposant aux hommes du Parti démocratique du Kurdistan (PDK, dirigé par Massoud Barzani). Ces deux formations rivales cherchent actuellement à étendre leurs zones d'influences respectives dans le nord de l'Irak, qui échappe au contrôle du pouvoir central de Bagdad, afin de pouvoir exiger des concessions lors des prochaines négociations inter-Kurdes.

The European - January 6-12, 1995

Turkey does not deserve EU status

I AM surprised that Turkish Prime Minister Tansu Ciller ("Turks fear religion lurks behind Union's rejection, 9 December) fails to realise that the European Union is not simply a free trade area, but a body that shares ideas of civilisation and human rights.

How can Turkey, with its brutal political practices, expect entry to the Union? Since 1980 it has arrested 650,000 people, destroyed 1,390 Kurdish villages, forced several million Kurds to leave their ancestral lands, and denied its 15 million Kurdish citizens their basic cultural rights.

After bragging about "having kicked the traitors out of Parliament", Ciller now claims that her government has no right to interfere in the case of the imprisoned Kurdish MPs and that "the courts are independent". That "independent justice" has still not identified the killers of 3,840 civilians who have died or disappeared under torture.

Kendal Nezan
President, Kurdish Institute, Paris

Le Soir de Bruxelles - 5 janvier 1995

Chacun tente d'exploiter la situation Irak : chiffres contradictoires sur les combats au Kurdistan

Difficile de déterminer ce qui se passe exactement au Kurdistan irakien, tant les sources sont peu fiables. Tout au plus sait-on, grâce à l'ONU, que de violents combats s'y déroulent depuis le 24 décembre entre les deux grands groupes que sont le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), de Massoud Barzani, et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani — deux formations qui avaient lutté ensemble contre le régime de Bagdad et formé, après la guerre du Golfe, l'essentiel du pouvoir kurde, « gouvernement » et « parlement », au terme d'élections limitées à cette région du nord du pays.

L'agence irakienne INA s'est de suite fait l'écho de ces combats. Et elle avance des faits et des chiffres venus d'on ne sait où. Elle a ainsi annoncé lundi que *de violents combats à l'artillerie lourde ont éclaté dans divers secteurs d'Erbil (...) et ont fait 472 tués, dont des femmes et des enfants*, soulignant que des manifestations hostiles à ces affrontements ont eu lieu dans la ville kurde de Salaheddine.

INA est revenue à la charge hier en affirmant que l'UPK avait exécuté 141 partisans de Massoud Barzani qu'elle retenait prisonniers à Erbil. L'agence ajoute qu'un responsable de l'UPK a incendié à Erbil le domicile du

« ministre » kurde de l'Éducation, qui a été fait prisonnier, et cinq de ses gardes du corps ont été tués. En outre, poursuit INA, les domiciles de parlementaires membres du PDK ont été attaqués, ces parlementaires faits prisonniers, et l'un d'eux a même été tué.

Ces « informations » ne sont pas innocentes. Bagdad, qui a pour l'instant perdu le contrôle sur le Kurdistan, une région riche en pétrole, a tout intérêt à exploiter, voire envenimer, les tensions entre les groupes kurdes — diviser pour régner.

Mohamed Ismail, représentant en France du « gouvernement » kurde, a démenti en bloc les affirmations d'INA, tant en ce qui concerne les exactions à l'encontre de responsables du PDK qu'à propos du nombre de morts — les combats n'en ont pas fait plus d'une cinquantaine, indique-t-il, ajoutant qu'un cessez-le-feu intervenu entre les factions était globalement respecté depuis dimanche. Mais, là aussi, la crédibilité de la source n'est pas à toute épreuve : un autre représentant kurde irakien, en Turquie cette fois, a, lui, confirmé le chiffre de 450 à 500 morts ces derniers jours. Il est membre du PDK, alors que le délégué en France est plus proche de l'UPK...

A. Gn (avec AFP.)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, JANUARY 7-8, 1995

France Warms to Iraq, Angering U.S. and Britain

By William Drozdiak
Washington Post Service

PARIS — In a political opening designed to end the ostracism of Iraq by the West, France welcomed a senior Iraqi leader Friday on an official visit for the first time since the 1991 Gulf War and announced that it would soon open a diplomatic mission in Baghdad.

France's foreign minister, Alain Juppé, held a 90-minute breakfast meeting with Iraq's deputy prime minister, Tariq Aziz, to discuss prospects for easing international sanctions now that Iraq has recognized Kuwait's borders and complied with United Nations resolutions that require the destruction of all weapons of mass destruction.

The UN Security Council is scheduled to review Iraq's compliance on Jan. 17 to determine whether Baghdad has displayed sufficient good faith to warrant lifting an embargo on the sale of its oil. France, along with Russia and China, favors easing sanctions against Iraq, while the United States and Britain remain fiercely opposed.

[The United States sharply criticized France's decision on Friday, Reuters reported from Washington. "We do not believe that this is a timely action," a State Department spokeswoman said. "We don't consider the particular decision to be helpful or constructive. Iraq continues to defy the international community and to violate many UN Security Council resolutions."]

The United States and Britain claim that Saddam Hussein's regime is incorrigibly dangerous and cite maneuvers last October, when units of Iraq's Republican Guard moved ominously toward the Kuwaiti border, as evidence of Iraq's continuing hostility toward its neighbors and the international community.

The Iraqi troops were later withdrawn after the United States dispatched soldiers, planes and armor to reinforce Kuwait's defenses.

But Mr. Juppé insisted that new efforts should be made to break the deadlock over sanctions. He acknowledged, however, that Iraq should take further steps to abide by UN resolutions by resolving the "painful issue" of Kuwaiti war prisoners and other foreigners still missing inside Iraq.

France's decision to open an interest section in the Romanian Embassy in Baghdad drew immediate criticism from Britain, which complained that the move sent the wrong kind of signal and was not coordinated with other European Union partners.

"No other member state has re-established in Baghdad in this way," a British Foreign Office spokesman said. "We remain very suspicious of the Iraqi regime's intentions in the

wake of the events last October. It is not the moment to relax pressure on Iraq to comply fully with UN requirements."

Mr. Aziz, who stopped in Paris on his way to the United Nations in New York, applauded the French initiative to set up a diplomatic mission in Baghdad. He said it would make easier bilateral relations with Paris and improve the carrying out of UN resolutions.

He said his country was providing full cooperation to the UN special commission in charge of supervising Iraq's disarmament. A recent report by the commission head, Rolf Ekeus, deplored gaps in information supplied by Iraqi authorities regarding biological weapons, but conceded that Baghdad had offered much better assistance in the last six months and that a long-term monitoring system was now working.

Mr. Juppé remained coy about whether sanctions would be lifted in response to Iraq's behavior, noting that although "some progress has been made over the past months, more remains to be done."

Like Russia, France was one of Iraq's major arms suppliers and trading partners before the Gulf War, selling billions of dollars' worth of sophisticated weaponry to Baghdad in exchange for credit and oil shipments. France wants to lift sanctions after a probationary period of six months, hoping that this might restore Iraq's economic health and help France recover some of the estimated \$5 billion in debts it is owed by Baghdad.

French companies, meanwhile, have been pursuing lucrative contracts that they want to consummate as soon as sanctions are lifted. A large delegation of leading French enter-

prises visited Baghdad last summer, and two French oil companies, Total and Elf-Aquitaine, have signed preliminary agreements to embark on exploration and development of Iraq's enormous petroleum reserves.

While French oil and business interests may loom large in the latest initiative, French officials contend that the rise of Islamic militancy throughout the Middle East also makes it imperative to contribute to political stability in the region by ending Iraq's isolation.

French diplomats said Iran's continuing hostility toward the West, its emerging military power in the Gulf and its export of terrorism should convince Western governments that it is in their own strategic interests to rebuild Iraq as a strategic counterweight on Iran's western border.



Tariq Aziz answering questions Friday in Paris after a meeting with Alain Juppé, right.

Eric Fellerberg/Agence France-Presse

FRA0067 4 I 0310 EAU /AFP-DB35

Irak-Kurdes

Les affrontements affectent la solidarité internationale avec les Kurdes, selon M. Barzani

DUBAI, 7 jan (AFP) - Le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) Massoud Barzani a exprimé samedi sa crainte que les affrontements inter-kurdes portent préjudice à la solidarité internationale à l'égard des Kurdes et affectent l'aide humanitaire à son peuple.

Dans une interview publiée par le quotidien arabe al-Hayat paraissant à Londres, M. Barzani a estimé que les "combats sont préjudiciables et vont entamer la solidarité internationale à l'égard de la question kurde, la protection internationale et l'aide humanitaire".

Les violents affrontements qui opposent depuis plus d'une dizaine de jours des combattants des deux principales formations kurdes rivales irakiennes, le PDK et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, ont fait entre 450 et 500 morts, selon des sources kurdes. Aucun bilan de victimes n'a pu être obtenu de source indépendante.

"Les Kurdes combattent la dictature de l'UPK comme ils ont combattu auparavant celle de Saddam Hussein (président irakien)", a ajouté M. Barzani qui a rejeté sur son rival la responsabilité de la détérioration de la situation dans le Kurdistan irakien et la poursuite des combats.

"Si l'UPK persiste dans la voie militaire, il affectera gravement la situation de notre peuple, les droits de l'Homme et la démocratie", a ajouté le chef du PDK.

Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France avaient créé en 1991 une zone d'exclusion aérienne dans le nord de l'Irak pour protéger les populations kurdes qui fuyaient alors vers l'Iran et la Turquie pour échapper à la répression irakienne.

Les Kurdes ont établi un "gouvernement" au nord de l'Irak, qui échappe au contrôle du pouvoir central de Bagdad depuis l'insurrection kurde du printemps 1991.

hj/jag

AFP /J00245/070859

JAN 95

LE MONDE - 7 janvier 1995

Près de 500 morts dans les combats entre Kurdes

Les affrontements qui opposent dans le nord de l'Irak, depuis une dizaine de jours, les deux principales formations kurdes, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, ont fait entre 450 et 500 morts, a confirmé, mercredi 4 janvier, un représentant du PDK en Turquie (*le Monde* du 5 janvier). Erbil et Souleimanieh, deux des principales villes du Kurdistan d'Irak, sont tombées aux mains de

l'UPK, ont indiqué des habitants du Kurdistan iranien arrivés, mercredi, à Téhéran, qui ont ajouté que, « pour la première fois, les forces de M. Talabani ont utilisé des blindés lourds dans les combats à Erbil ». Cependant l'UPK, selon l'un de ses dirigeants, M. Fouad Maasoum, a proposé un retour sur les positions tenues par les deux camps avant les derniers combats. Ce dernier a déclaré que cette proposition avait été communiquée à un médiateur. Jeudi, un porte-parole du PDK, Sami Abderahman, a affirmé que son parti acceptait « entièrement » cette proposition, qui n'avait toutefois pas encore été avalisée officiellement. - (AFP)

LA CROIX - 7 JANVIER 1995

La prudence d'Ankara

ANKARA

DE NOTRE CORRESPONDANT

Réunis dans diverses associations communautaires, les Turcs d'origine caucasienne se mobilisent au rythme des crises secouant régulièrement les terres de leurs aïeux depuis l'éclatement de l'Union soviétique. Aujourd'hui, ce sont les Tchétchènes, hier c'étaient les Abkhazes, précédemment les Azéris. A côté des 25 000 à 30 000 citoyens turcs d'origine tchétchène, dont le plus célèbre est certainement l'ancien commandant en chef des forces armées Dogan Güres, quatre à cinq millions de Caucasiens font corps en Turquie. Président de l'Association « Tchétchénie » créée il y a un an et demi, Hilmi Ünal indique avoir créé un comité de soutien Caucase-Tchéchénie qui collecte et fait parvenir une aide humanitaire principalement constituée de médicaments jusqu'à Grozny en passant par l'Azerbaïdjan.

Islamistes et nationalistes essaient chacun de leur côté de se mettre en avant lors des manifestations de soutien organisées au profit de la République tchétchène. Le leader du parti nationaliste Alpaslan Türkes s'efforce sans beaucoup de succès d'y faire souffler le vent du pan-turquisme. Le gouvernement turc n'a, pour sa part, pas vraiment dévié de la ligne diplomatique prudente qui le caractérise dans les questions caucasiennes, même s'il vient de durcir le ton à l'encontre de Moscou en condamnant « fermement » l'intervention russe en Tchétchénie. Derrière ce nouveau ton, le président Demirel continue de faire la sourde oreille aux appels de Douadaev pour voir la Turquie jouer un rôle de négociateur. La permission demandée à l'ONU lundi par le ministre des affaires étrangères pour que la Turquie puisse faire parvenir une aide humanitaire en Tchétchénie est le seul geste officiel concret entrepris jusqu'alors. La Turquie a

tout de même sensibilisé les membres de la conférence islamique sur cette question.

La Russie a dès les débuts du conflit prévenu son voisin turc par une comparaison éloquentes : « Douadaev est pour nous ce que Okalan (chef du PKK, le mouvement de guérilla autonomiste kurde) est pour la Turquie. » Cette comparaison faite à Ödem Sanberk, représentant du ministère des affaires étrangères turc, lors d'une visite en Russie, fut répétée quelque temps plus tard par l'ambassadeur russe à Ankara. Un rapprochement contre lequel s'insurge l'avocat d'origine caucasienne Kazim Berzeg, critiquant en termes très vifs le personnel diplomatique turc. « Le champ d'action de la Turquie est limité par l'ignorance de nos diplomates », accuse-t-il, « la comparaison par la Russie de la Tchétchénie au PKK n'est qu'un chantage et fait l'impasse sur deux points primordiaux : la Tchétchénie, même durant la période soviétique, disposait

d'un droit propre et d'un statut de République. La Russie, contrairement à la Turquie, est une structure fédérative et non unitaire ».

Ce n'est pas la première fois que Moscou oppose à la Turquie la carte kurde. Malgré toutes les protestations d'Ankara, la Russie a laissé s'ouvrir à Moscou une « maison kurde » et a permis l'organisation par les mouvements autonomistes d'une conférence kurde.

Mais le point qui intéresse particulièrement les autorités turques dans le conflit tchétchène est le fait que son issue peut être déterminante dans le choix de la route qu'emprunte le pétrole azéri pour rejoindre l'Occident. L'éventuelle indépendance de la Tchétchénie enlèverait au contrôle russe un des maillons de la route Bakou-Grozny-Navrovsy (mer Noire), l'alternative à la liaison directe entre Bakou et le port turc de Yumurtalik sur la Méditerranée.

Claude ORTACQ

Turkish Daily News

SUNDAY, JANUARY 8, 1995

Çiller promises more democracy and freedoms

Turkish Daily News

ANKARA- Prime Minister Tansu Çiller, under sharp Western criticism on human rights in Turkey, promised on Saturday legal changes to end political bans and to lift curbs on freedom of speech, particularly about Kurdish separatists.

Çiller told a news conference, televised live, that changes would be made to the 1982 constitution drafted by the military administration after the 1980 coup which seized power to end violence in which thousands of people had died.

Curbs on freedom of expression, exercised through the penal code, will be largely lifted when article 14 of the constitution, is changed, Çiller claimed.

Hundreds of journalists, unionists, intellectuals and authors have been jailed under this for offences against Turkey's "indivisible integrity", the catch phrase behind almost all charges of non-violent Kurdish separatism.

Western criticism against Turkey became particularly acute after former Kurdish deputies were jailed for up to 15 years last December for alleged links with the PKK, a separatist terrorist group.

They were among 13 Kurdish MPs who lost their seats, and immunity, after their Democracy Party was banned for alleged "separatism".

There are claims that if changes under a revised constitution are made retroactive, most so-called prisoners of conscience would be released.

Çiller said the clause which resulted in the 13 MPs losing their seats would be scrapped.

Envisaging moves to widen involvement in politics, Çiller said: "The political activity ban imposed by the constitution on labor unions, academicians and university students will be lifted."

She said the voting age would be lowered to 18 from 21, adding several million voters to some 30 million electors in time for general elections due in 1996. The lower age limit for election to parlia-

ment will be brought down to 25, from 30.

Turkish immigrants abroad will be given the right to vote in their host countries, Çiller said. Nearly two million Turks live in Western Europe.

Backlash from the jailing of the Kurdish MPs, charges of human rights violations in the conflict between Turkish forces and separatist Kurds in the southeast, plus a veto by traditional foe Greece, nearly dashed Turkey's hopes for customs union with Europe last month.

A customs accord expected to be signed on December 19 was put off to March 6.

Turkey's main opposition Motherland Party this week launched a program of its own for constitutional reform and almost all other parties in parliament have said they will back efforts to revise what many analysts term a "political straitjacket". Amendments to the constitution need 300 votes in the 450-seat parliament, where Çiller's ruling coalition holds 231 seats.

— A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

FRA0117 4 I 0332 TUR /AFP-HA60

Turquie-Droitshomme

Mme Ciller déterminée à démocratiser la constitution turque

ANKARA, 8 jan (AFP) - Le premier ministre turc, Mme Tansu Ciller, confrontée aux critiques des Occidentaux sur les questions de droits de l'Homme, a réaffirmé sa détermination à modifier la constitution héritée du régime militaire dans un sens plus démocratique.

Dans un texte remis par ses services à la presse au cours du week-end, Mme Ciller a notamment promis la levée des restrictions à la liberté d'expression qui existent encore dans la loi fondamentale turque.

Elle a souligné la nécessité d'un changement dans l'article 14 de la constitution qui interdit le "mauvais usage" des libertés et des droits fondamentaux dans le but de créer des discriminations linguistiques, raciales ou religieuses. C'est cet article qui sert de base principale à la répression des activités dites "pro-kurdes".

Mme Ciller a souhaité également que les partis politiques puissent créer des branches féminines et de jeunesse, que les étudiants et les universitaires puissent s'inscrire dans des partis politiques, ce qui est actuellement interdit. Enfin elle a souhaité que les partis puissent établir des liens politiques et coopérer avec des associations, syndicats, fondations et chambres professionnelles.

Mme Ciller n'a donné aucun calendrier pour l'adoption de ces propositions, qui figurent déjà dans un paquet de mesures "de démocratisation" débattu depuis de longs mois entre les deux partenaires de la coalition droite-gauche qu'elle dirige.

C'est aux termes des restrictions à la liberté d'expression, inscrites dans la constitution de 1982, que plusieurs dizaines de journalistes, d'écrivains, de syndicalistes et d'intellectuels ont été emprisonnés, la plupart pour des atteintes à "l'intégrité du pays". Cette expression recouvre habituellement toutes les activités non violentes en faveur de la reconnaissance de l'identité kurde, que l'Etat considère comme d'essence "séparatiste".

HC/jag

AFP /J00245/081306

JAN 95

— A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

Kurden auch im Westen der Türkei gefährdet

Flüchtlingshilfswerke gegen Rückschiebungen

Die Schweizerische Flüchtlingshilfe schreibt von einer sehr deutlich verschlechterten Sicherheits- und Menschenrechtslage in den kurdischen Teilen der Türkei, beurteilt indessen, gerade im Zusammenhang mit der landesinternen Flucht aus den Bürgerkriegsgebieten, die Situation in den Städten im Westen ebenfalls so, dass eine Rückführung abgewiesener Asylbewerber dorthin nicht in Frage komme. In der Schweiz haben 1994 mehr als die Hälfte der Gesuchsteller aus der Türkei Asyl erhalten.

C. W. Die Schweizerische Flüchtlingshilfe (SFH), Dachorganisation der anerkannten Hilfswerke, publiziert ihre Einschätzung des Risikos für zurückgeschaffte türkische und kurdische Asylbewerber gestützt auf einen Bericht, den Helmut Oberdiek (Hamburg) über die Möglichkeiten der Binnenflucht in der Türkei verfasst hat. Während über die Zustände in den eigentlichen Konfliktgebieten asylopolitisch eher Einigkeit besteht, ist umstritten, ob Flüchtlinge in den anderen Provinzen eine «innerstaatliche Alternative» hätten.

Polizeiaktionen auch gegen Unpolitische

Die gewaltsamen Auseinandersetzungen zwischen staatlichen Sicherheitskräften und der kurdischen PKK im Osten der Türkei, der beiderseitige Druck auf Unterstützung und Repressalien der jeweiligen Gegenseite, speziell die Zerstörung zahlreicher Dörfer durch die Armee, haben nach Angabe von Helmut Oberdiek etwa drei Millionen Kurden zum Verlassen ihrer engeren Heimat gezwungen. Schätzungsweise eine Million Menschen sei, meist nicht primär aus wirtschaftlichen Gründen, in Städte im Westen des Landes gezogen. Die 18tägigen Recherchen in *Istanbul*, *Izmir*, *Adana* (an der Südküste) und nahe gelegenen weiteren Städten erwiesen sich als schwierig, weil viele Kurden den Kontakt mit dem ausländischen Besucher scheuten. Die sich auf bestimmte Quartiere konzentrierenden Binnenflüchtlinge würden von der Polizei speziell überwacht und riskierten, verhaftet, misshandelt oder gefoltert zu werden.

Besonders exponiert seien Mitglieder prokurdischer Vereinigungen, Leser entsprechender Zeitungen und Teilnehmer kultureller Veranstaltungen und kurdischer Feste. Zunehmend würden Kurden aber schon wegen ihrer *Volkszugehörigkeit*, vor allem als Bewohner typischer Stadtteile, verdächtigt. Als Strassenhändler seien sie mehr als andere brutalen Polizeiaktionen ausgesetzt, unbewilligte Behausungen würden in ihrem Fall besonders oft abgerissen. Die Zahl solcher Menschenrechtsverletzungen sei, was die bekanntesten Vorfälle betreffe, im Verhältnis zur kurdischen Gesamtbevölkerung nicht sehr gross, der *willkürliche Charakter* der Polizeiaktionen mache aber die Bedrohung allgemein.

Hinzu kommen laut Bericht immer mehr Übergriffe «privater» türkischer Landsleute, namentlich seitens der Nationalistischen Bewegungspartei. Prekär seien schliesslich die *materiellen Existenzbedingungen*, nicht zuletzt, weil man Kurden als Mieter oder Arbeitnehmer meide. *Rückkehrer*, abgewiesene Asylbewerber, unterliegen, wie festgehalten wird, den gleichen (also an sich auch keinen zusätzlichen) Risiken. Die Sicherheitsüberprüfung bei der Ankunft sei allerdings intensiver, wenn jemand keine Papiere besitze. Verhaftungen dauerten fast immer höchstens einen oder zwei Tage.

Forderung nach vorläufiger Aufnahme

Die Hilfswerke hatten schon bisher für eine Reihe von «Risikogruppen» die Rückschaffung in die Türkei abgelehnt. Nun wird diese Liste verlängert und zusätzlich insbesondere die Forderung erhoben, dass die Städte der Westtürkei als innerstaatliche Fluchtalternative abgewiesener kurdischer Asylsuchender gänzlich ausgeschlossen werden müssten. Faktisch würde dies wohl einem generellen *Rückschaffungsstopp* nahekommen. Die SFH geht indessen, der offiziellen Praxis gemäss, von der Beurteilung der einzelnen Fälle aus. Bei persönlicher Verfolgung aus politischen Gründen wäre Asyl zu gewähren, wie es die Bundesbehörden in zunehmendem Mass tun; darüber hinaus wäre der *diffusen Bedrohung* durch vorläufige Aufnahme der gefährdeten Personen Rechnung zu tragen.

Zunehmende Asylgewährung

Das *Bundesamt für Flüchtlinge* (BFF) hat nach Auskunft von *Roger Schneeberger* im letzten Jahr mehr als die Hälfte der Asylgesuche türkischer Staatsangehöriger gutgeheissen – einen Teil, der weit über dem Durchschnitt von zwölf Prozent aller erledigten Fälle liegt. Die Zahl der vorläufigen Aufnahmen ist noch nicht bekannt. 1993 waren bereits 26 Prozent der Asylsuchenden aus der Türkei als Flüchtlinge anerkannt worden. Die Zunahme spiegelt die Verschlechterung der Lage, hängt aber auch damit zusammen, dass früher unter dem Druck der zahlreichen Pendenzen in erster Linie «klare Fälle», eindeutig abzulehnende Gesuche, behandelt worden waren. Einen Ausschaffungsstopp hält das BFF im Moment nicht für notwendig. Zu dem für die SFH erstellten Bericht liegt aber noch keine Stellungnahme vor.

Turkmens report attack by Iraqi Kurdish faction

Turkish Daily News
January 7, 1995

Turkish Daily News

ANKARA- The Iraqi Turkmens, trying to assert their rights in Kurdish-held northern Iraq, said they were attacked early Sunday by the guerrillas of one of the main Iraqi Kurdish political groups.

The attack brought a new dimension to the deteriorating stability in Kurdish-held northern Iraq, where the main Kurdish groups, the Kurdistan Democratic Party (KDP) of Massoud Barzani and Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK), have been locked in heavy clashes over the past weeks. The fighting reportedly claimed hundreds of lives.

A statement issued by the Iraqi National Turkmen Party (INTP) said the party offices in the town of Zakho, across Turkey, had come under strong attack by the KDP forces.

One Turkmen fighter was killed in the clashes which lasted an hour and a half, and the defenders shot dead at least one KDP peshmerga (guerrilla) and wounded several others, the statement said.

The INTP offices and equipment sustained extensive damage in the attack, which was reportedly the heaviest

of a series targeting the party since last November.

The Kurdish forces used rocket propelled grenades and automatic weapons in the assault, the statement said. The KDP representative in Ankara was not available for comment on the reported attack.

The Kurds earlier attacked the Turkmen radio and TV stations and culture associations in Erbil, the seat of the Kurdish administration, on Nov. 17-18 and the party's Zakho office on Dec. 30, according to the statement. The INTP, which enjoys discreet backing from Turkey, is trying to increase their political status among Iraq's more assertive Kurdish groups.

Once dominating the oil-center of Kirkuk, the Turkmens accuse the Iraqi government of having carried out pogroms against them, massacring their leaders and dispersing them to reduce their influence.

The INTP officials claim the number of Turkmens in Iraq exceed 2 million, a claim disputed by the Kurds. The Turkmen leaders have been calling for a U.N.-monitored census to establish their true numbers, which they hope would increase their representation in the Kurdish-led representation.

Until recently, the Iraqi Kurdish administration and main Kurdish parties were taking care not to antagonize the Turkmens, obviously in view of their ties to Turkey which remains to be the only channel for the flow of relief aid. More vitally, a Western-air force deterring an Iraqi attack on Kurds has been based in Turkey for the past four years.



Die beiden zerstrittenen Kurdenführer Massoud Barzani (Mitte rechts) und Jalal Talabani. (Archivbild key)

Neues Blutvergiessen unter Kurden in Erbil Kämpfe zwischen den zwei rivalisierenden Grossparteien

Zum Jahreswechsel haben die beiden Grossparteien des irakischen Kurdistan, die PUK und die DPK, erneut blutige Kämpfe gegeneinander begonnen. Die kurdische Hauptstadt Erbil ist zum grössern Teil Talabani's PUK-Miliz in die Hand gefallen; die Sicherheitskräfte der gewählten Behörden sind verschwunden. Dieser Kampf zwischen den Hauptgruppen der irakischen Opposition ist ein neuer schwerer Schlag für das Vorhaben, eine politische Alternative zu Saddam Hussein aufzubauen.

Sonntag/Montag, 8./9. Januar 1995 Fernausgabe Nr. 5

Neue Zürcher Zeitung

vk. Limassol, 6. Januar

Ein Vertreter von Barzanis Demokratischer Partei Kurdistans (DPK) hat die Lage in Erbil am Donnerstag als relativ ruhig, aber überaus gespannt bezeichnet. Die Kämpfer der DPK und von Talabani Patriotischer Union Kurdistans (PUK) seien nicht getrennt worden, sondern belauerten einander. Die DPK habe Erbil militärisch völlig umzingelt und kontrolliere alle Zugänge, während die PUK sich in der Stadt festgesetzt habe. Die DPK halte jedoch weiterhin ihr Parteihauptquartier und einen militärischen Stützpunkt im Stadtgebiet. Nach Darstellung der PUK halten die offiziellen Sicherheitskräfte gewisse Pufferstellungen. Am Mittwoch abend waren Kämpfe, die unter Einsatz von Artillerie in der Stadt mehrere Tage anhielten, allmählich abgeflaut. Die DPK rechnete mit 450 bis 500 Todesopfern und Hunderten von Verletzten. Sie sprach von einem militärischen Umsturzversuch der PUK in Erbil und klagte diese an, die Residenzen von Ministern der Lokalregierung und von Parlamentariern geplündert sowie Hunderte von Privatautos an sich gebracht zu haben. Die PUK ihrer-

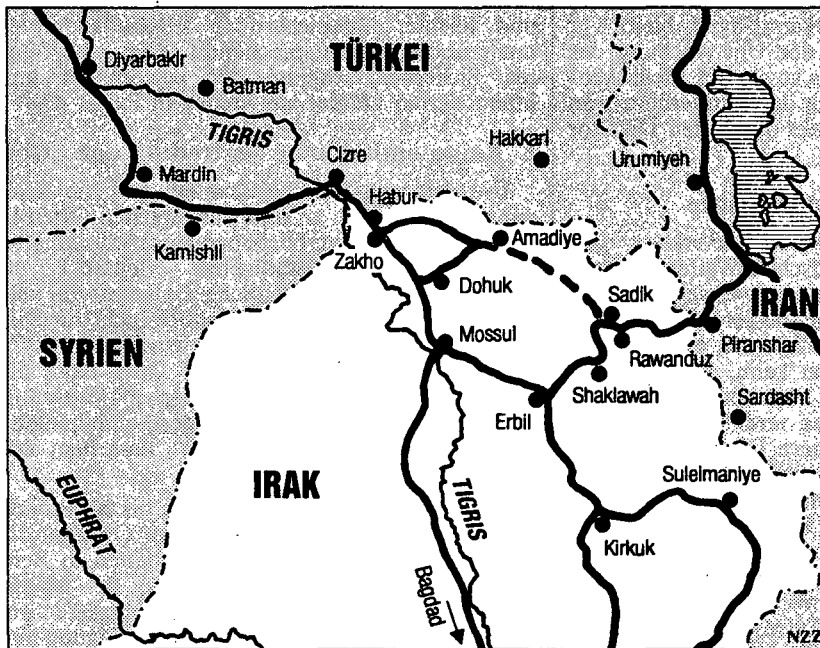
Salaheddin, versucht sich als Schlichtungsinstanz zu profilieren, um so seine bisherige Ohnmacht wettzumachen.

Nach Darstellung der PUK geht es um die Verteilung der Finanzressourcen in Kurdistan, welche nicht zuletzt aus Zollabgaben bei Zakho für die Durchfahrt aus der Türkei nach Bagdad stammen. Talabani gab diese Woche auch bekannt, seine Leute hätten eine vom Bagdader Regime verschlossene Erdölquelle in Koi Sanjak öffnen können; er erwarte eine Förderung von rund 15000 Fass täglich für den Lokalbedarf. Das wäre eine lang ersehnte Linderung des durch Saddam Hussein verhängten Treibstoffembargos gegen die Kurden. Die DPK beschuldigt die PUK, sie habe die Kämpfe vom Zaun gebrochen, um die im Mai geplanten Parlamentswahlen zu verhindern, weil sie darin untergehen würde. Zu alledem erklärten Talabani Leute, die Truppen des Bagdader Regimes seien in den letzten Tagen einige Dutzend Kilometer in Richtung Erbil vorgerückt.

Der neue Gewaltausbruch zwischen den beiden grossen Kurdenorganisationen torpediert den Versöhnungsanlauf, welcher am 24. November

des letzten Jahres nach Kämpfen während des ganzen Sommers zu einem Stillhalteabkommen geführt hatte. Dahinter steht die Frage, ob in einer Gesellschaft, welche so stark wie die kurdische durch Grossgrundbesitz und Stammesloyalität geprägt ist, ein politisches System mit parlamentarischer Legitimität überhaupt möglich ist.

Die Parlamentswahlen von 1992 wurden vor allem abgehalten, um die westlichen Alliierten zur Aufrechterhaltung ihrer Schutzzone zu ermuntern; diese hatte immerhin Saddams Husseins Truppen zum Rückzug aus dem Norden be-



seits zitiert eine Protestschrift des Parlamentspräsidenten gegen Plünderungen durch die DPK und erwähnt, dass diese zusammen mit dem prorikanischen revolutionären Hizbullah kämpfe. Auch aus der Gegend von Suleimanieh wurden Schiessereien gemeldet.

Rückzug vorgeschlagen

Was sich genau abgespielt hat, lässt sich in dem Gestrüpp gegenseitiger Anklagen schwer erkennen. Beide Seiten beschuldigen einander, den ersten Schuss gefeuert zu haben. Ein von beiden Parteien befürworteter Kompromiss zur Beruhigung der Lage sieht vor, dass die PUK Erbil räumt, während die DPK aus dem Ort Shaklawa, etwa 40 km im Nordosten, abzieht; ihre Positionen sollen die Sicherheitskräfte der gewählten kurdischen Behörden übernehmen. Daraus lässt sich schliessen, dass die beiden Parteien je eine Siedlung erobert haben; Talabani ist dabei mitten in Barzanis Einflussgebiet im Norden vorgestossen. Der Irakische Nationalkongress, die Dachorganisation der gesamtirakischen Opposition unter Ahmed Jalabi mit Sitz im benachbarten

weg. Doch die Wahl ergab ein Resultat ziemlich genau entlang den traditionellen Trennungslinien: DPK und PUK teilten die Posten in der «Exekutive» unter sich auf.

Familienkonflikt seit dreissig Jahren

Dann verschärften sich die Herausforderungen durch Saddams Boykott und Sabotageagenten sowie durch Milizen wie die PKK und der Hizbullah mit politischem Rückhalt in der Türkei und in Iran, und immer klarer setzten sich die Interessen der alten Führer gegenüber der «Regierung» durch. Der Konflikt zwischen den Barzani und Talabani ist schliesslich schon 30 Jahre alt; er begann, als 1964 Mullah Mustafa Barzani seine Widersacher im Politbüro der damaligen DPK, unter ihnen Jalal Talabani, ins iranische Exil trieb. Als dieser ein Jahr später zurückkehrte, setzte er sich im südlichen Kurdistan fest; ab 1966 stiessen seine Kämpfer regelmässig mit denen Barzanis zusammen. Die DPK untersteht seit den späten siebziger Jahren einem Sohn des Mullahs, Mas-sud Barzani.

La guerra sucia de Tansu Ciller

Turquía recurre a la táctica de la tierra quemada en su lucha contra el PKK

MANUEL MARTORELL

«En el operativo del 3 de octubre todas nuestras casas fueron quemadas. Estamos en una situación desesperada. Necesitamos ayuda». Con este telegrama enviado desde Ovacik al Gobierno de Ankara, siete notables y tres concejales de este distrito de Tunceli daban la alarma sobre la nueva fase en que ha entrado el conflicto del Kurdistán, precisamente cuando se cumplen diez años de su inicio.

Según datos de organizaciones humanitarias, partidos políticos y del propio ministro de Derechos Humanos de Turquía, Azimet Koyloughlu, el Ejército ha destruido más de 1.000 pueblos y caseríos en las provincias del sureste, provocando el desplazamiento de dos millones de personas. Turquía se están convirtiendo en el primer caso de limpieza étnica en un país de la OTAN.

Esta nueva táctica destinada a «dejar sin soporte logístico» a las guerrillas del Partido de los Trabajadores del Kurdistán (PKK), que se levantó en armas el año 1984 para reclamar los derechos políticos y culturales de los kurdos, afecta de forma especial a las provincias de Diyarbakir, Bingol, Sirtak, Batman, Mardin, Hakkari, Siirt y Van, pero ha alcanzado una inusitada magnitud e intensidad en Dersim. Esta zona ya sufrió una situación semejante en 1938, año en el que murieron 150.000 personas. A partir de entonces, el nombre kurdo de Dersim fue sustituido por el de Tunceli, en lengua turca.

En esta región, las Fuerzas Armadas iniciaron una gran ofensiva el mes de septiembre pasado, utilizando 40.000 soldados apoyados por aviación, artillería y carros de combate, para reducir un foco del PKK.

El Ejército turco ha arrasado más de 1.000 poblaciones kurdas y ha creado campos de concentración en el este del país, según varias organizaciones humanitarias



Una familia kurda, refugiada en el campo de Atrush, en Irak.

TELEGRAMA.— Tras enviar el citado telegrama de socorro, catorce organizaciones alertaron que Dersim estaba «siendo despoblado, sus aldeas quemadas» y que el Estado estaba «perpetrando un genocidio similar al de 1938».

Un balance publicado recientemente sobre esta guerra que desangra el extremo oriental de la Alianza Atlántica señala que ha costado ya la vida a 15.000 personas y al Estado más de tres billones de pesetas.

Se calcula que en las diez provincias del sureste que permanecen en estado de emergencia de

forma casi ininterrumpida desde 1978 están acantonados, como mínimo, 150.000 soldados, 15.000 policías y 2.000 comandos de los grupos especiales antiterroristas.

Por su parte, se considera que el PKK contaría con unos 10.000 guerrilleros, además de 50.000 colaboradores y que su organización de masas, el Frente Nacional de Liberación del Kurdistán (ERNK), aglutinaría a unas 375.000 personas.

La abogada Mera Danis Bestas, asesora

del Comité de Derechos Humanos de Diyarbakir, ya avisaba la pasada primavera que «la destrucción sistemática de aldeas y la deportación de sus habitantes se estaba pareciendo a una limpieza étnica».

CAMPOS.— De acuerdo con los datos de la organización internacional Human Rights Watch, los pueblos y caseríos destruidos en estos diez años llegarían a la cifra de 1.400. Datos que coinciden con los de otros organismos y partidos turcos.

Por su parte, un reciente informe de Amnistía Internacional habla incluso de la existencia de campos de internamiento masivos. El documento se refiere a 1.500 campos sin resinos, incluidos mujeres y niños, encerrados en uno de estos campos junto a la localidad de Evrek. En otro de ellos, en

DOMINGO 8 DE ENERO DE 1995

18/EL MUNDO
INTERNACIONAL

REUTER

las cercanías de Damlatepe, se encontrarían prisioneras 2.000 personas.

Pese a la evidencia, reconocida por el propio ministro de Derechos Humanos, de que el Ejército participa en estos hechos, la primera ministra, Tansu Ciller, defiende la tesis de que es el PKK y no los militares quien quema y destruye las aldeas kurdas. Cuando los lugareños demostraron que en los «raids» se emplearon helicópteros artillados, Tansu Ciller les contestó que, en ese caso, habría que suponer que la guerrilla contaba con una partida de esos aparatos.

Hasta el momento de ser expulsados del Parlamento, condenados a prisión u obligados al exilio, los diputados del ahora ilegal Partido de la Democracia (DEP) eran los únicos en denunciar los excesos del Ejército en la Cámara legislativa. En una ocasión, el diputado del DEP Mahmut Kilinc intentó demostrar, ante la incredulidad general de sus compañeros de hemicycle, que el Ejército estaba destruyendo los pueblos kurdos. «En este momento —llegó a decirles Kilinc— la aldea de Levrek, en Beytusebaba, está siendo quemada. Si no lo creen, llamen ahora mismo». Kilinc tuvo que exiliarse para no ser encarcelado.

Ankara, dueña del Kurdistán

Turquía se ha erigido en la «dueña y señora» del pueblo kurdo. Mientras que reprime a los kurdos de su territorio (los turcos del este, en la denominación oficial), el Gobierno de Ankara mantiene una tutela sobre los kurdos que habitan en el Kurdistán iraquí, reprimidos durante años por el régimen de Sadam Husein.

Tras la fracasada aventura militar de Sadam en Kuwait, las potencias aliadas crearon una zona de protección para la población kurda frente a eventuales ataques del Ejército. Aunque sin un reconocimiento internacional, en el norte de Irak se ha crea-

do un estado kurdo «de facto», con su propio gobierno y milicias.

Después de Turquía, Irak es el país donde habitan el mayor número de kurdos, por delante de Siria e Irán.

El régimen de Ankara es consciente de que la estabilidad en su Kurdistán depende de la situación en el norte de Irak. El pasado viernes, el Gobierno de Tansu Ciller advirtió a dos de las dos facciones rivales que controlan el Kurdistán iraquí que dejen de combatir. Según Ankara, en las últimas semanas se han recrudecido los combates entre la Unión Patriótica del Kurdistán (UPK) y el Partido

Democrático del Kurdistán (PDK).

En su comunicación, Turquía amenaza con tomar medidas para garantizar la seguridad en el área. Desde la creación de la zona de seguridad y, a raíz del debilitamiento de Sadam, Ankara no ha dudado en realizar incursiones en Irak para poner orden y evitar también que los kurdos iraquíes presten su apoyo al Partido de los Trabajadores Kurdos (PKK).

Desde 1992, los mencionados PUK y PDK, junto con el Movimiento Islámico del Kurdistán iraquí comparten el poder en un equilibrio muy inestable en esta zona.

—A.F.P.— AgenceFrancePresse —A.F.P.— AgenceFrancePresse —A.F.P.— AgenceFrancePresse —A.F.P.— AgenceFrancePresse

Turquie-Presse-Kurdes

Saisie du quotidien pro-kurde Ozgur Ulke

ISTANBUL, 8 jan (AFP) - Le quotidien turc pro-kurde Ozgur Ulke (Le libre pays) a été saisi à deux reprises, sur ordre du parquet de la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul, pour "propagande séparatiste", a-t-on appris auprès de la rédaction du journal.

Les exemplaires de Ozgur Ulke ont été saisis par la police vendredi et samedi à minuit avant la diffusion du journal dans les kiosques, a déclaré à l'AFP le rédacteur en chef du quotidien, M. Baki Karadeniz.

M. Karadeniz a affirmé que les saisies ont eu lieu conformément aux décisions du Conseil de Sécurité National (MGK, une haute instance militaro-civile).

Ozgur Ulke est souvent accusé par les autorités turques d'être le porte-parole du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) qui mène depuis plus de dix ans une lutte armée contre Ankara dans l'est et le sud-est à majorité kurde. Le conflit a fait plus de 15.000 morts.

"C'est un scandale. Les saisies sont de caractère politique", a affirmé M. Karadeniz. "Nous continuerons à publier notre journal", a-t-il déclaré.

Ozgur Ulke avait été la cible le 3 décembre à Istanbul et Ankara de trois attentats à l'explosif qui avaient fait un mort et 20 blessés dans ses locaux. Les dirigeants du quotidien avaient accusé la "contre-guerrilla" (une force armée illégale au sein de l'Etat turc, selon les milieux pro-kurdes), estimant qu'elle agissait dans le sens des décisions du MGK.

KG/pk/mfo

AFP /JO0245/081541

JAN 95

—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse

FRA0334 4 I 0324 TUR /AFP-NB21

Turquie-Allemagne-Kurdes

Les députés kurdes ont été condamnés pour leurs "relations avec le PKK", selon Ankara

ANKARA, 9 jan (AFP) - Les députés turcs d'origine kurde condamnés en décembre pour activités séditionnelles l'ont été "pour leurs relations avec le PKK" (Parti des Travailleurs du Kurdistan, séparatiste), a déclaré lundi à Ankara le ministre turc de l'Intérieur Nahit Mentese.

"Ces députés n'ont pas été jugés pour leurs opinions mais pour leurs relations avec le PKK", a dit M. Mentese devant la presse, en recevant le ministre de l'Intérieur du Land de Saxe, Heinz Eggert, actuellement en Turquie.

"Nous sommes d'accord sur le fait que le PKK est une organisation terroriste", a dit pour sa part le responsable allemand. "Nous ne permettrons pas que le PKK porte ses actions sur la scène allemande", a-t-il ajouté.

De son côté, le président du parlement turc Husamettin Cindoruk a déclaré, en recevant M. Eggert: "je serais content si la Cour de Cassation se prononçait en faveur de l'acquittement de ces députés. Mais si elle confirme le verdict du tribunal, il ne faudra plus discuter de cette affaire".

Le PKK mène une rébellion armée depuis 1984 contre Ankara, principalement dans le sud-est anatolien à majorité kurde. Cette rébellion et les opérations de représailles de l'armée turque ont fait quelque 15.000 morts.

En décembre, cinq anciens députés (Leyla Zana, Hatip Dicle, Ahmet Turk, Orhan Dogan et Selim Sadak) du Parti de la Démocratie (pro-kurde, dissous en juin) ont été condamnés à 15 ans de prison pour "création et appartenance à bande armée", un autre (M. Sedat Yurttas) à 7 ans et demi de prison pour "aide et soutien à bande armée", enfin deux autres (Sirri Sakik et Mahmut Alinak) à 3 ans et demi de prison.

Le gouvernement allemand a décidé d'interrompre au moins jusqu'au 20 janvier les expulsions de Kurdes vers la Turquie, en raison de ces condamnations.

ce/jag

AFP /JO0245/091651

JAN 95

—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse

Ouest-France - 9 janvier 1995

Des projets pour l'association France-Kurdistan 22 Promotion de la culture kurde

L'association France-Kurdistan 22 a tenu son assemblée générale samedi, au centre social de la Croix-Lambert, à Saint-Brieuc, avec comme programme, les bilans et projets. C'était aussi l'occasion de réunir tous les Français et Kurdes, membres de l'association.

Créée en 1992, soit un an après la guerre du Golfe, l'association France-Kurdistan 22 compte aujourd'hui soixante-cinq adhérents. « C'est une association de solidarité et d'échanges culturels, déclare Josette Hamon, secrétaire. Il s'agit d'offrir une aide à l'intégration et de promouvoir la culture kurde. L'objet n'est pas politique ».

Une vingtaine de familles Kurdes, pour la plupart des réfugiés politiques, installées sur le département bénéficient ainsi d'une alphabétisation, d'un soutien scolaire et d'une aide aux démarches administratives. Elles participent aussi à diverses manifestations: conférences, spectacles de danses, fêtes.

« Nous avons une réelle volonté d'intégration », dit Metin Tasdelen, président de l'association et Kurde lui-même.

Ces diverses activités ont été



De gauche à droite, Annick Le Guennic (trésorière), Josette Hamon (secrétaire), Metin Tasdelen (président), Jacques Galoup (vice-président) et René Hamon.

évoquées lors de l'assemblée générale ainsi que la situation précaire de ces familles qui dépend souvent de petits boulots. « Une situation qui avait un statut d'intellectuel », souligne encore Josette Hamon.

De nombreux projets ont été établis pour l'année à venir. Parmi eux, l'envoi de 1 000 francs au journal Kurde « Ozgür Ulke » (la liberté du pays) qui, après avoir été partiellement détruit est

passé de douze à deux pages.

A noter dans un autre registre, la création d'un groupe de danses folkloriques kurdes. Enfin, l'achat de livres et revues à l'institut kurde de Paris, la venue d'un conférencier et l'organisation d'un tour de Bretagne sont aussi prévus.

Contacts : association France-Kurdistan 22, centre social du Plateau, 1, rue Mathurin-Méheut, 22000 Saint-Brieuc.

L'Humanité - 9 janvier 1995

Censure turque

Le quotidien « Ogur Ulke » (« le Libre Pays ») a été saisi vendredi et samedi sur ordre du parquet de la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul. Motif officiel : « propagande séparatiste ». A plusieurs reprises, les autorités turques ont accusé ce journal de se comporter en porte-parole du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Ce qui lui avait valu, le 3 décembre à Istanbul et à Ankara, d'être la cible de trois attentats à l'explosif qui avaient fait un mort et vingt blessés.

Turkish Daily News

TUESDAY, JANUARY 10, 1995

PUK charges Turkey not neutral, denies it received threat

PUK official says fighters gain control of Erbil & approaches

By Ilmur Çevik
Turkish Daily News

ANKARA- The Patriotic Union of Kurdistan (PUK) said it does not see Turkey as an impartial country regarding the clashes in northern Iraq and thus cannot mediate an end to the fighting between PUK and the forces of the Kurdistan Democratic Party (KDP).

PUK leadership committee member Dr. Bahram Saleh, speaking on behalf of PUK leader Jalal Talabani called the Turkish Daily News from Washington, and declared some "important sections in the Turkish government" have sided with KDP chief Mesoud Barzani.

He charged that Turkey is providing military, logistic and financial backing to the KDP and said under these conditions it is impossible for PUK to regard Ankara "as an honest arbitrator."

Talabani's top official charged that Turkey was encouraging Barzani to deal with Iraq and said "Saddam Hussein (the Iraqi President) cannot be trusted. We want Saddam to go and we want a free and democratic system to be



PUK leader Jalal Talabani

installed in Iraq," he said. He acknowledged the PUK leadership, like the KDP, had received letters from Ankara where Turkey warned rival Iraqi Kurdish factions to stop fighting in northern Iraq, which it said threatened regional sta-

bility.

He said, however, the PUK had not received an ultimatum. "A Turkish ultimatum would have very little importance," he added. He also charged that with its attitude against the PUK Turkey was fueling the fire and declared "this policy has negative repercussions."

There were reports in the Turkish press that, irked by Talabani's military success against Barzani, Turkey had served notice on Talabani that it would not tolerate PUK gains. The reports also said Turkey felt PUK was collaborating with the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) which has unleashed a terrorist campaign in southeastern Turkey since 1984. The PUK official said while his party backs the people of Kurdish origin in Turkey it opposes any actions by the PKK that will hurt Turkey's security.

Another PUK source contacted in London denied the PKK was helping PUK in the clashes and said the KDP had warned the PKK not to interfere in the fighting and the PKK had taken great care to keep away from the clashes.

Meanwhile, PUK sources contacted in Erbil confirmed the party had gained control of the key city and its approaches in northern Iraq.

The Turkish Daily News also learned that the

Iraqi National Council and a U.S. diplomat identified as Suzanne Poned were trying to secure a cease fire between KDP and PUK.

The TDN also learned that the PKK was responsible for the recent attack against the Turkoman Party in Zakho.

A Kurdish safe haven was created in three provinces in northern Iraq under Western protection in 1991.

The KDP and PUK have been uneasy power-sharers in the region since elections in 1992.

Fighting erupted there in May and again in August between the two groups, plus the Islamic Movement of Iraqi Kurdistan (IMK). The clashes died down in September but resumed in December.

Meanwhile, the PUK official in London said the Kurds were angered by the news that France was establishing a liaison office in Baghdad.

He said that the French were courting Baghdad while they were trying to keep the Kurds happy.

"This is an open contradiction," the official said. He asked not to be named.

The official also said the Iraqi Kurds suspect that the next move by France will be to force them to open dialogue with Baghdad.

Barzani gets support from the PIS

Turkish Daily News

ANKARA- Tension increased in the fighting between the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the Kurdistan Democratic Party (KDP) when the Partiye Islama Soresgora (PIS) joined the struggle on the side of the KDP, reported the Germany based Kurdish news agency KURD-A on Monday.

The PIS, known for its closeness to the KDP lead by Massoud Barzani, took over the district of Caman which had been under the control of PUK forces under the leadership of Jala Talabani after their attack on Sunday, according to KURD-A.

The fighting left behind a large number of dead and wounded. The two rival Kurdish groups also engaged in heavy fighting in the area of Haj Umran and Saklava. KURD-A reported that Haj Umran has been occupied by the PIS forces.

Meanwhile, a United Nations envoy on Sunday said that heavy fighting between rival Kurdish factions in northern Iraq has subsided, but tension remained high, reported Reuters. "Things seem to be better.

In terms of our activities we are resuming delivery of aid in places we could not reach," Mohamed Zejjari, United Nations coordinator in Iraq told Reuters. But Zejjari said the spectre of renewed fighting loomed and the U.N. was viewing the situation with caution.

"We need security for our people. We are following the situation cautiously," he said.



Massoud Barzani

Zejjari said, without elaboration, that there were still places where the U.N. could not reach but stressed that none of his about 200 international staff in the region was in immediate danger.

Zejjari said the road to Arbil and Sulaimaniya town was safe and the U.N. started ferrying fuel and food to about 750,000 Kurds who rely on the organization's relief for survival. Zejjari said the handing out of food rations in areas affected by fighting had started but the "actual distribution of fuel would take sometime."

Previously, the Ankara representative of PUK, Shazad Saib had told Reuters on Dec. 26 that the clashes between the two Kurdish parties had not been serious.

"From the messages I'm getting the

clashes don't appear to be serious," Saib had told Reuters.

The KDP and PUK have shared power equally, but sometimes acrimoniously, in the regional Iraqi Kurdish government since elections were held in 1992.

Fighting between the Kurdish factions, as well as religious groups from the Islamic Movement of Iraqi Kurdistan, erupted in the three Kurdish-controlled northern Iraqi provinces last May and again in August.

Saib previously had indicated that the cause of the latest conflict was a dispute over taxes and an incident in which KDP guerrillas had forced 45 families from their homes and moved them to an area close to territory held by Iraqi government troops.

Northern Iraq was set up as a Kurdish safe haven under Western protection after President Saddam Hussein's army crushed an uprising at the end of the Gulf War in 1991.

Following Iraq's defeat in the 1991 Gulf War, the Western allies established a safe haven for Kurds in Iraq, ostensibly to guard them against attacks by Iraqi troops.

They held elections in 1992 for a parliament and a regional government in which the KDP and PUK shared power away from Baghdad's authority. But none disbanded its armed militias. Iraq's official press closely monitored the clashes and said about 500 people were killed. The U.N. said a hospital in Arbil was severely damaged.

Prosecutors in Germany will probe alleged Kurdish squad

Reuter

BONN- Germany's federal prosecutor's office said on Monday a death squad sent by the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) last month murdered a former PKK activist who had broken away from the Marxist group.

"An investigation so far has shown the deed was carried out by a commando group working for the PKK because the victim, a former PKK activist, had left the party and was supporting renegade members of the organization," it said in a statement. The man's murder in Wuppertal may have been the latest in a series of attacks which the PKK leadership ordered, to silence and intimidate Kurdish critics or potential rivals in Europe, the Karlsruhe-based prosecutor's office said.

The 27-year-old victim of the December 17 slaying in Wuppertal, east of Dusseldorf in central Germany, was shot several times in the head and chest by unidentified gunmen. The prosecutor's

office has taken over the Wuppertal case and opened an investigation on suspicion of murder and belonging to a terrorist organization.

Germany banned the PKK, which has waged a 10-year war for an independent Kurdish homeland in southeast Turkey, in 1993 after a series of attacks on Turkish targets in Europe.

It said the PKK leadership ordered hit squads to execute real or suspected disloyal members or officials of rival Kurdish groups in Germany and Sweden between 1984 and 1987. It attributed three other attempted murders in Germany last year to the PKK.

PKK faces division in its organization

Factions in favor of 'independence' within the PKK have begun operating independently from the organization. The raid on Hamzalı village, the bus attack and the bombing of the Opera patisserie were conducted by such groups

By Sinan Yılmaz
Turkish Daily News

ANKARA- Turkey finished the year 1994 with a jolt after a passenger bus was sprayed with automatic gun fire leaving two people dead and 26 injured near Hereke on the Ankara-Istanbul highway and a bomb exploded in Istanbul's Opera patisserie killing Yasemin Cenobeyan and crippling Onat Kutlar. Very shortly afterwards, the public witnessed the raid on Hamzalı village in which 19 people were killed. While the bus attack raised many question marks, radical fundamentalists were at first held responsible for the bombing of the Opera patisserie.

But later developments showed that the attacks were conducted by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

The PKK claimed responsibility for the Hamzalı village massacre. The organization announcement said: "The village of the village guards was raided, 19 village guards and their relatives were killed."

The statement said that the attacks against the village guards would continue. It said that the village had received weapons just four days before the raid.

The illegal organization did not claim the responsibility for the bus attack and the bombing of the patisserie.

Sources close to the PKK said that a faction called "The Hawks" was responsible for both attacks. The "Hawks" are known to be a faction within the PKK which opposes Abdullah Öcalan, the leader of the organization.

Indicating that it is difficult to understand the recent attacks at a time when efforts for the establishment of peace are underway, PKK sources indicated that they had a difficult time in understanding provocative actions such as the latest incidents and said: "Öcalan was approv-

ing the killing of civilians but this has been started now."

The TDN previously had reported that the "Hawks" had allowed Öcalan time until the beginning of 1995 for the diplomatic initiative for peace.

The report had indicated that this group might act radically and commit bloody attacks. Stating that the latest incidents left Öcalan in a diffi-

cult position, PKK sources said that the organization leader will make an announcement soon. The sources furthermore claimed that some countries which did not exactly approve the diplomatic initiative also supported the internal disputes and provoked the fractions.

Öcalan previously had sent letters to International organizations and institutions "guaranteeing support for any moves which would serve for the solution of the Kurdish problem."

His announcement which indicated that he had given up the idea of an independent homeland for the Kurds and the unconditional support for a new solution in every way presented a whole new outlook on the matter.

The PKK in 1994 increased its diplomatic activities. The same sources inside the organization said that the "commanders" inside the PKK had given Öcalan time until the beginning of 1995 for the peace offensive.

These "commanders" who believed in an armed struggle in the achieving of an "independent Kurdish" homeland had allowed the PKK leader a chance for the peace offensive. The sources had added that the factions in favor of an armed struggle might increase the tension.

The sources added that, in such a situation, the PKK leader would have a difficult time in holding the organization under control.

A second point of view predicted by the same sources was that the PKK leader did not want a blood bath but feared the opposition within the organization therefore desired an intervention by the Western countries.

The tension within the organization might be eased with the intervention of the Western powers.

The recent developments show that the sources were right. The same PKK sources indicated that the bloody incidents in the big metropolis will continue if the situation continues like this.

Netherlands requests information on the political situation in Turkey

Dutch government decides to reinvestigate the situation of the five separatist asylum seekers on hunger strike

Turkish Daily News

ANKARA- Five members of the separatist organization Kurdistan Workers' Party (PKK) have reportedly ended the hunger strike which they started on Dec. 15, the Anatolia news agency reported from Holland.

The five PKK members went on hunger strike in the village of Rijsenhout to protest the Dutch government's denial of political asylum status. The asylum seekers stopped their protest action after the undersecretary of the Justice Ministry, Elizabeth Schmitz, visited them and promised the five separatists that they would reinvestigate their application. The hunger strikers were then taken to hospital.

After the strike started the Dutch government announced the suspension of their extradition and that of another 100 Turkish passport holders.

The Dutch Justice department requested a report on the political situation in Turkey from the Foreign ministry and announced that they will evaluate the situation according to the view presented in the report.

Meanwhile, unidentified suspects launched an armed attack on a Turkish owned fast-food restaurant and discotheque in Berlin, Germany on Sunday night injuring one person.

German police said the attack was not racially motivated.

Turkish Daily News

TUESDAY, JANUARY 10, 1995

Kurds to set up exile parliament

Turkish Daily News

ANKARA- The preparations for a Kurdistan Exile Parliament, propped up by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) will be shortly made public, Kurdish sources said on Monday. Kurdish politicians engaged in the preparations for the legislature set a news conference in Brussels for Thursday to disclose the distance covered so far in the realization of the project.

The pro-Kurdish deputies of the banned Democracy Party (DEP) who fled to Europe to avoid arrest and prosecution, will also sit in the exile parliament, the sources said.

Remzi Kartal, Ali Yiğit, Zubeyr Aydar, Mahmut Kılınc, Naif Güneş and Nizamettin Toguç, the DEP deputies in Europe were named among the prospective members.

The Kurdistan Exile Parliament, was later expected to form a Kurdistan Government in Exile, in line with the resolutions of the PKK's 5th congress held in Lebanon late last year, the sources said.

In a statement faxed to newspapers on Monday, Remzi Kartal, the spokesman for the preparation committee, said Turkey had rejected Kurdish demands for a political solution and accused the state for causing the depopulation of (Kurdish-dominated) southeastern Turkey through its military campaign and repressive measures, bombing the offices of the pro-Kurdish publications and imprisoning the Kurdish MPs.

He was referring to the sentencing of eight fellow pro-Kurdish deputies by the Turkish State Security Court to prison terms of up to 15 years.

Apart from the exile parliament and the government, the congress resolutions of the PKK include the establishment of "general staff headquarters" to direct and coordinate the military campaign of the rebels and the declaration of "liberated areas" in northern Iraq and southeastern Turkey. The PKK has been fighting a separatist war in southeastern Turkey for 10 years. Over 14,000 people have been killed in the fighting.

In reports submitted to the 5th congress of the PKK which followed the 15th anniversary of its foundation, the rebel leadership called on increased diplomatic efforts on the international plane after Turkey made clear that it would press on with its military campaign to stamp out the insurgency. Abdullah Ocalan, the PKK leader, wrote to Western leaders and

international organizations before the congress, soliciting their efforts to persuade Turkey to draw start negotiating for a political settlement.

On the projected "Kurdistan government in exile", the report submitted to the Congress proposed a body whose members will include a maximum of three former DEP deputies. This government will exert efforts to secure Western recognition of the PKK's cause or at least its backing.

The exile government will be formally responsible to the PKK Central Committee, but actually will be under the authority of the Party Leadership - a term used for Ocalan's rule. The congress resolutions further included the establishment of a "Kurdistan National Congress" to fill the vacuum created by the disbanding of the Kurdistan National Assembly once led by Selim Çürükkaya, a former PKK member sentenced to death by the organization for "treason" who fled to Europe and published a book titled "Apo's (Ocalan's) Verses".

In its report to the Congress, the PKK leadership foresaw the Kurdistan Parliament in Exile as being elected from among the militants engaged in activities in Europe, members attached to the PKK military command fighting in southeastern Turkey, members of the (PKK) offices in Moscow and (Armenian-occupied Azerbaijani territory of) Lachin, and the staff of the (PKK-run) Mahsum Korkmaz Military Academy. Beside the elected representatives, members nominated by Ocalan will also sit in the Kurdistan parliament-in-exile which will control and direct the activities of the Kurdistan government-in-exile.

Sous la pression de l'Europe occidentale

Tansu Ciller s'engage à démocratiser la Turquie

Le premier ministre a promis de corriger le tir en matière de droits de l'homme.

La Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara doit faire connaître demain son verdict dans le procès de Yavuz Önen et Devzi Argun, deux dirigeants de la Fondation des droits de l'homme de Turquie. Les deux hommes sont accusés de propagande séparatiste pour avoir participé à la publication d'un rapport sur la torture. Confronté aux critiques des pays occidentaux sur la question des droits de l'homme, le premier ministre turc Tansu Ciller a réaffirmé dimanche sa volonté de modifier la Constitution héritée du régime militaire dans un sens plus démocratique. M^{me} Ciller a notamment promis la levée des restrictions qui pèsent sur la vie politique et la liberté d'expression, notamment pour les Kurdes. (AFP.)

ANKARA :
de notre envoyé spécial
Claude LORIEUX

Trente-six heures avant de comparaître à Ankara devant la Cour de sûreté de l'Etat, Ya-

vuz Önen achevait, dans la suite du président de la République de Turquie Suleyman Demirel, une visite officielle au Portugal.

Passible de deux à six ans de prison pour « propagande sécessionniste » (kurde), le

président de la Fondation turque des droits de l'homme avait fait le voyage de Lisbonne en tant que représentant de... l'Association des architectes, dont il est également président.

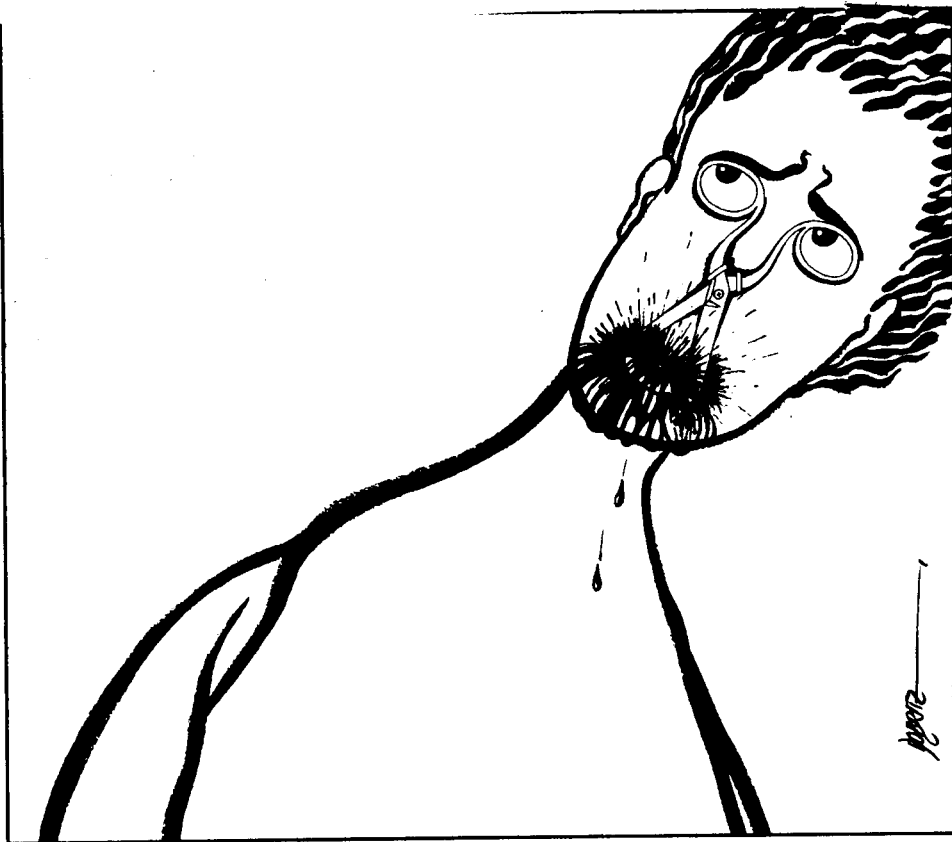
L'ambiguïté prévaut dans la Turquie de Tansu Ciller, recordwoman incontestée de la survie politique. Madame le premier ministre avait cru pouvoir isoler ses dossiers de prédilection (économie et négociations avec l'Union européenne) du « domaine réservé » de l'armée (la répression de la guérilla kurde). Mais les voies de la politique et de la diplomatie sont imprévisibles... et les deux dossiers se sont heurtés

de plein fouet après la condamnation, début décembre, de six députés kurdes du parti DEP à des peines de sept à quinze ans de prison.

Tansu Ciller a dû faire amende honorable. Elle savait que la santé de l'économie turque (120 à 140 % d'inflation) dépendait largement de ses relations avec l'Union européenne et les États-Unis. La réaction occidentale à la condamnation des parlementaires a prouvé qu'elles ne peuvent s'épanouir si Ankara conserve l'image de « piétineur des droits de l'homme », qui lui colle à la peau. Alain Juppé l'a dit sans ménagement : « La Turquie est un pays ami qui a le droit de lutter contre le terrorisme. Mais elle doit respecter les règles fondamentales de la démocratie, notamment en matière de justice. »

Les « Quinze » européens s'apprentent certes à donner le feu vert à la mise en route de l'Union douanière au début de l'année prochaine. Mais leurs réserves sont suffisamment vives pour que tout nouveau manquement aux droits de l'homme freine ou bloque la coopération ultérieure. Les démocrates turcs ne s'en plai-

LE FIGARO - 10 janvier 1995



pect des droits de l'homme...

Une marge de manœuvre étroite

C'est également le cas de nombreux électeurs de M^{me} Ciller, qu'agacent certains « professionnels » des libertés publiques. Ces personnages ont souvent tendance à confondre « droits de l'homme » et « droits des Kurdes ». Un journaliste s'insurge : « Comme si un Turc d'origine turque ne risque pas lui aussi d'être torturé s'il tombe entre les mains de la police ? » M^{me} Ciller doit tenir compte de ces réserves.

Sa marge de manœuvre est encore réduite par les succès électoraux des islamistes, dont la frange extrémiste a fait sauter des bombes à Istanbul à l'occasion des fêtes « occidentales » du nouvel an.

Le corps diplomatique d'Ankara souhaite le succès de l'« expérience Ciller ». Un chef de mission affirme avec satisfaction : « Le paquebot est en train de changer de course. » Les six députés kurdes, que la Cour de sûreté de l'État condamna le mois dernier, sont peut-être tentés d'y croire un peu. Leur prison d'Ankara est « vieille mais pas sordide », raconte un témoin. Ils y disposent de cellules individuelles équipées d'une télévision et d'un réfrigérateur, ainsi que d'une salle commune où ils se retrouvent dans une atmosphère assez détendue. Le fait mérite d'être relevé. Les geôles turques n'ont pas cette réputation !

Selon ce témoin, « aucun des condamnés ne pense qu'il purgera les quinze ans de sa peine. Leur procès était politique, l'affaire se terminera de façon politique ». En ménageant les condamnés, Tansu Ciller courtise l'Europe. Tardivement !

C. L.

gnent pas. Ils regrettent le président Turgut Ozal, l'homme qui voulut décriquer la République. Un journaliste se souvient : « Ozal tenta de rendre ce pays plus civil. Avec Suleyman Demirel et Tansu Ciller, les généraux ont repris le dessus. »

Pour désamorcer la « bombe » des droits de l'homme, la « Dame de glace » d'Ankara multiplie les gestes en direction des démocraties occidentales. Ses partisans rappellent que le gouvernement turc fit voter une réforme du Code pénal. La durée de la garde à vue est limitée à quatre jours, sauf dans les régions de guérilla kurde où elle reste de 15 jours. M^{me} Ciller a promis aux ambassadeurs européens une nouvelle loi sur la liberté d'expression ainsi qu'une réforme de la Constitution.

D'autres priorités

Aucun commentateur ne doute du libéralisme de Tansu Ciller. Mais personne ne croit que les violations des droits de l'homme l'empêchent de dormir. Ses priorités sont autres. Elle a donc du mal à convaincre. Un journaliste s'interroge : « Qu'a-t-elle fait depuis 18 mois en faveur des droits de l'homme ? La vérité, c'est qu'elle est paniquée et qu'elle sent pour la première fois la pression de l'Europe. »

Akun Birdal, président de l'Association des droits de

l'homme, estime que « les poursuites pour délits d'opinion ont doublé entre 1993 et 1994 ». Plus de 2 000 personnes ont été condamnées à ce titre. Les enlèvements et assassinats inexpliqués ne sont plus circonscrits au sud-est du pays. Un haut fonctionnaire admet à regret : « C'est le premier ministre qui a déclenché la procédure d'exclusion des députés kurdes ! »

Partisans et détracteurs de Tansu Ciller saluent tous ensemble la façon dont elle traverse les crises et évite les pièges. Le président de la République, M. Demirel, lui fait rarement de cadeaux. Mesut Yilmaz, chef de l'opposition de

droite, lui glisse des peaux de banane. Des convulsions agitent la coalition gouvernementale écartelée entre centre-droit et gauche démocrate. 35 des 180 députés de sa formation, la Juste Voie, lui font une guérilla permanente.

Il faudra davantage pour garantir le vote par l'Assemblée nationale des réformes libérales promises aux ambassadeurs européens. Un diplomate occidental note que « le premier ministre a besoin de 20 voix supplémentaires et qu'elle est prête à les payer cher ». Elle flirte avec la droite nationaliste (le MHP). Mais les partisans du colonel Turkes ont d'autres soucis que le res-

LE MONDE / MARDI 10 JANVIER 1995 / 5

Le premier ministre turc promet davantage de démocratie

ANKARA. Très critiqué pour les violations des droits de l'homme en Turquie, le premier ministre, M^{me} Tansu Ciller, s'est dit déterminée, samedi 7 janvier, à modifier la Constitution de 1982 dans un sens plus démocratique, en particulier l'article 14, qui interdit le « mauvais usage » des droits fondamentaux quand il porte atteinte à l'« intégrité du pays ». Des centaines de journalistes, de syndicalistes, d'intellectuels, militants non violents de la cause kurde, ont été emprisonnés en vertu de ce texte. Sans donner de date pour ces réformes, M^{me} Ciller a aussi annoncé la fin de l'interdiction des activités politiques pour les universitaires et les étudiants, et l'abaissement de vingt et un ans à dix-huit de l'âge pour voter dès les élections de 1996. - (AFP, Reuter.)

Ankara confirms new initiative on Northern Iraqi Kurds, claims neutrality

Ataman: There is no one here, so we are not having talks. There might be contacts through other channels, such as our offices in Europe

Turkish Daily News

ANKARA- The Turkish Foreign Ministry confirmed Wednesday that it was going to launch an initiative to bring the two main rival Northern Iraqi Kurdish groups together.

"Our state has decided to take a new initiative to bring the fighting sides together. This is in line with our efforts to contribute to peace and stability in the region," Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman said in his weekly press conference.

Ankara's main difficulty stems from the fact that the liaison officers in both of the two main parties, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the Kurdistan Democratic Party, (KDP) are absent.

"There is no one here, so we are not having talks. There might be contacts through other channels, such as our offices in Europe," a PUK representative in Ankara said.

PUK, presently experiencing a "confidence-crisis" with Ankara, has said that Ankara was not "neutral" enough to try mediation; but Ataman denied that Turkey favored one side or the other. "Turkey has meticulously pursued a balanced and neutral policy toward the region," Ataman said.

"Those who accuse Turkey of siding with one of the parties should be aware of the opportunities provided to the whole region by Turkey." The "opportunities" referred to by Ataman are \$13.5 million in aid to the region and the mandate it gives to Operation Provide Comfort II, an allied force stationed in Turkey to protect the Northern Iraqi Kurds from Baghdad's attack.

Ataman, however, maintained a tough stance against speculations that some Kurdish groups were collabo-

rating with the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

"Another point which Turkey insists on — and will continue to insist on — is that the terrorist group should not benefit from the fighting. It is only natural that Turkey would not allow such a thing," he said.

He said that Turkey had made this position known to both sides and hoped that its warnings would be taken seriously.

"We will not tolerate one side collaborating with this terrorist organization to overwhelm the other," Ataman said.

Meanwhile, KDP spokesman Safeen Dezayee said that there were no indications that the PKK were fighting with the PUK, although they had extended support to the PUK propaganda campaign in capitals in Europe.

NYT: No cluster bombs to Turkey

Turkish Daily News

WASHINGTON- In an editorial published Tuesday, the New York Times opposed the sale of 493 cluster bombs to Turkey.

About two weeks ago the Human Rights Watch (HRW) wrote a letter to Secretary of State Warren Christopher and asked him not to allow an export licence for these antitank weapons which could allegedly be used against civilians as well.

The HRW claimed that the Turkish Army would use these bombs against "Kurdish civilians" in the Southeast while fighting the Kurdistan Worker's Party (PKK). The New York Times concurred with the HRW's concerns.

Turkey denies it wants to use the bombs in its war against the PKK. As a NATO ally it would normally be entitled to receive such deadly exports, which are used in air strikes against tanks," the NYT editorial said. And then it noted that "yet Turkey is in no imminent danger of tank attack from anyone."

"In prosecuting the war and in arbitrarily arresting and mistreating its Kurdish citizens, Turkey has engaged in a consistent pattern of human rights abuses. Under U.S. law that is grounds for suspending all military aid and arms sales. At least it warrants disapproval of the cluster bomb sales," the editorial concluded.

Turkish Daily News

THURSDAY, JANUARY 12, 1995

PUK leader Jalal Talabani calls for new elections in Kurdish region of Northern Iraq

'Ankara supplied arms and money to them. I believe that Iraq will join the fighting between the Kurds on the side of the KDP led by Barzani'

Turkish Daily News

ANKARA-The leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), Jalal Talabani, on Wednesday invited Massoud Barzani, leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP), to approve elections in the region to end the armed dispute between the rival Kurdish groups in Northern Iraq.

"A two-headed administration is not very healthy and this situation also hinders democracy," Talabani said in an interview with the El-Hayat newspaper published in the Middle East. He emphasized the need for a new election in order to prevent new clashes by the rival groups and thus bring a solution to the continuing problems.

Claiming that Iraq and Turkey provided help for the KDP forces against the PUK, Talabani said: "Ankara supplied arms and money to them. I believe that Iraq will join the fighting between the Kurds on the side of the KDP led by Barzani."

Turkish Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman in a press conference on Wednesday said that Turkey did not take sides in the ongoing fighting in the region.

Ataman said Turkey would remain neutral in the conflict but repeated Ankara's earlier warning against either faction cooperating with the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK). "...the terror organization (PKK) must not reap the slightest benefit from clashes in the region. Turkey will not tolerate such a development.

We have clearly said that we will not permit one [Iraqi Kurdish] side to cooperate with the terrorists in order to gain advantage over the other," he said.

Ataman reported that more than 500 Iraqi Kurds have been killed in clashes which broke out between two rival factions in northern Iraq last month.

"Our information is that more than 500 civilians and 'peshmerga' guerrillas have died in the fighting which began on Dec. 13. It is regrettable," the ministry spokesman said. There was no independent confirmation of the ministry's figures.

PUK spokesman Safeen Dizayee told the Anatolian news agency that a cease-fire agreement reached Monday called for both sides to withdraw their forces from the city of Irbil in five days. Northern Iraqi sources last week said PUK forces had gained control of Irbil, but no independent confirmation was available. Heavy fighting between the Kurdish groups had been going on since Dec. 24.

In an interview he gave to radio Monte Carlo, which is broadcast in the Middle East, Fuad Massum, a spokesman for the PUK indicated that the new peace agreement had become effective at 12:00 noon on Monday.

Massum said that the agreement had been achieved with the aid of Ahmed Çelebi, who is the representative of the Council of National Iraq (CNI), comprised of opponents of Iraqi leader Saddam Hussein.

The PUK spokesman said that the agreement will enable



Jalal Talabani

the return of the fighting Kurdish groups to their previous bases, the return of normal daily life in the cities, especially in Irbil, and the stationing of CNI forces within the fighting rival groups in the region.

Sami Abdulrahman, an official representing the KDP, also had confirmed the peace agreement on behalf of the party and had said: "It is not important to reach an agreement, it is important to stay loyal to the articles of the peace agreement." The TDN on Tuesday had reported an increase in the fighting between the forces of PUK and the KDP when the Partiye Islama Soresgora (PIS) joined the struggle on the side of the KDP. The PIS, known for its closeness to the KDP, took over the district of Caman, which had been under the control of PUK forces after their attack on Sunday.

Fighting between the Kurdish factions, as well as religious groups from the Islamic Movement of Iraqi Kurdistan, also erupted in the three Kurdish-controlled northern Iraqi provinces last May and again in August.

Sources previously indicated that the cause of the latest conflict was a dispute over taxes and an incident in which KDP guerrillas had forced 45 families from their homes and moved them to an area close to territory held by Iraqi government troops.

Northern Iraq was set up as a Kurdish safe haven under Western protection after President Saddam Hussein's army crushed an uprising at the end of the Gulf War in 1991.

The Iraqi Kurds held elections in 1992 for a parliament and a regional government in which the KDP and PUK shared power away from Baghdad's authority. But none disbanded its armed militias.

FRA0294 4 I 0348 TUR /AFP-BH71

Turquie-Droitshomme

La justice turque acquitte six militants des droits de l'Homme

ANKARA, 11 jan (AFP) - La Cour de Sûreté de l'Etat d'Ankara a acquitté mercredi six militants des droits de l'Homme jugés pour "séparatisme", évitant ainsi à la Turquie de s'exposer à des critiques supplémentaires des pays occidentaux après la condamnation controversée en décembre de huit députés kurdes.

Ces six personnes, deux membres de la Fondation des droits de l'Homme de Turquie dont son président M. Yavuz Onen, et quatre membres de l'Association des droits de l'Homme, dont son président M. Akin Birdal, étaient jugées dans deux procès différents devant le tribunal.

Le procureur, qui avait demandé l'acquittement pour l'un des prévenus, avait requis entre six mois et cinq ans de prison pour les cinq autres, les accusant d'avoir fait des déclarations ou rédigé des textes "séparatistes".

M. Onen et un autre membre de la Fondation, M. Fevzi Argun, étaient jugés pour deux passages d'un rapport sur la torture en Turquie publié par la Fondation, selon lequel quelque 390 personnes sont mortes en détention en Turquie de 1980 à 94, dont 13 de grève de la faim et 17 sous la torture. Ce rapport, intitulé "Le dossier de torture, 1980-1994", avait été saisi aussitôt après sa parution en octobre dernier.

L'accusation contre MM. Onen et Argun visait une phrase de ce rapport faisant état de "l'interdiction du mouvement démocratique et politique kurde", en se référant à l'emprisonnement de huit députés kurdes, condamnés depuis, et une autre estimant que le "fossé entre les peuples kurde et turc s'approfondissait".

Quant aux membres de l'Association des droits de l'Homme, ils étaient accusés pour la rédaction d'un livre intitulé "Vue générale des villages brûlés", qui accuse les forces de l'ordre turques d'incendier des villages dans le sud-est anatolien à majorité kurde.

Le 8 décembre dernier, la même Cour de Sûreté avait condamné à des peines allant de 3 ans et six mois à 15 ans de prison huit ex-députés d'origine kurde, à l'issue d'un procès retentissant.

HC/mf

AFP /JO0245/111446

JAN 95

DGM acquits human rights activists

Turkish Daily News

ANKARA- The Ankara State Security Court (DGM) on Wednesday acquitted all six members of the Human Rights Foundation of Turkey (TIHV) and the Human Rights Association (IHD) who had been charged under Turkey's strict anti-terrorism law of disseminating "Kurdish separatist propaganda."

Among those acquitted were the head of TIHV, Yavuz Onen, and the head of IHD, Akin Birdal. The other human rights activists charged were Fevzi Argun, a member of the executive board of TIHV, Hüsnü Öndül, the Secretary General of the IHD, as well as Sedat Aslantaş and Erol Anar, both IHD executive board members. Birdal is due to appear in the DGM today facing similar charges for a speech he delivered three years ago.

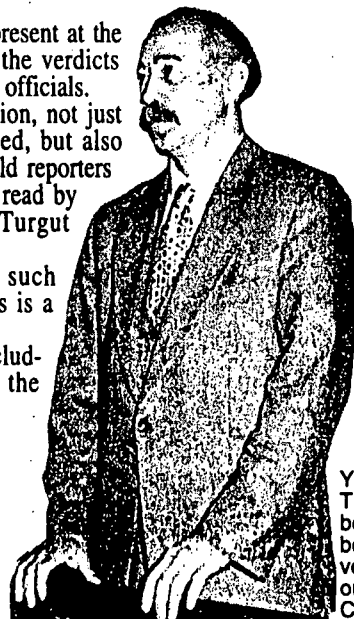
A large group of foreign diplomats and human rights

observers were also present at the courtroom to follow the verdicts on the TIHV and IHD officials.

"It is a good decision, not just because I am involved, but also for Turkey," Onen told reporters after the verdict was read by the judge, Mehmet Turgut Okyay.

"I hope for more such decisions, I hope this is a step towards change."

Earlier in his concluding remarks, before the



Yavuz Onen, the head of the TIHV, and Fevzi Argun, a member of the foundation's executive board, are shown just before the verdict acquitting them was read out at the Ankara State Security Court on Wednesday.

Turkish Daily News

THURSDAY, JANUARY 12, 1995

verdict was read out, Onen said that the book they were being tried for was prepared in keeping with the principles behind the establishment of their foundation.

"We did not write imaginary things, as alleged by the indictment, we wrote objective facts. This trial, however, has turned into one where those writing about torture are being tried and not those who commit the torture," Onen said. The two separate trials against the TIHV and IHD officials were opened following the publications of separate books by their organizations on torture in Turkey.

The DGM prosecutor had asked for the trials to be held on the basis of passages in the two books on human rights violations in southeastern Anatolia, where the security forces are combatting separatist terrorism by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

Defending Onen and Argun, their lawyer, Fikret İlkiz, told the court that Onen faced two years for 14 lines in the "offending" book, while Argun face two years for 13 lines in the same book. İlkiz, who is also the chief legal adviser to the Press Council of Turkey, added that what was said in these 13 and 14 lines was basically a summary of 14 years of oppression. "My clients are not

obliged to think along official lines. What is involved here is the determination of a fact. This, however, does not constitute a crime. Therefore, I am requesting their acquittal," İlkiz said in his concluding remarks before the verdict was announced.

Judge Okyay said in reading out the verdict that the decision for an acquittal was based on the ruling that the book in question contained "objective facts."

Turkish security forces have been criticized at home and abroad following allegations that human rights are being violated in the region in the fight against PKK militants. Onen and Argun of the TIHV would have faced up to five years in prison and a TL 100 million fine if they had been found guilty over the publications of the foundation's book, "File on Torture."

The prosecution of the human rights activists had increased Western pressure on Turkey, already smarting from severe criticism over the conviction of eight pro-Kurdish politicians by the same court to tough prison sentences in December. That verdict and the following outcry in Europe also affected plans for Turkey to conclude a customs union agreement on Dec. 19 with the European Union.

As soon as the reading of the verdict on the TIHV officials was finished, the IHD officials were admitted to the dock to hear their verdict.

The case against them was based on the IHD publication entitled "A Cross-Section of Burned Villages," which referred to village burnings in the southeast by security forces. The head of the IHD, Birdal, said in his concluding remarks before the announcement of the verdict that even government official had disclosed that villages had been burned and destroyed.

He added that writing about these incidents was the job of their association.

Sedat Aslantaş, author of the book, has just begun serving three years for a 1992 speech that was deemed separatist.

The DGM returned a verdict of acquittal on the IHD official and ruled that the confiscated copies of the book they were tried for be returned to them.

The court ruled, however, that the book incorporated "insults against the security forces" and that the file on the IHD officials would be sent to the public prosecutor in order for a case to be brought against them under article 159 of the Turkish Penal Code.

Afyon special police forces capture five Iranian Kurdistan Democrat Party militants

Turkish Daily News

ANKARA- Five militants from the outlawed Iranian Kurdistan Democrat Party (IKDP) were captured during a police operation by special task forces from the Afyon police department.

The police operation followed information they had received. Afyon police department officials said that they had witnessed a number of robberies aimed at stealing telephone tokens.

Amir Khorrami, a member of the IKDP, who was caught while he was trying to break into a token shop, gave the necessary

information needed for the police operation.

Police forces raided the apartments of the militants and found other contact names and addresses in Ankara and Istanbul.

The aim of the group, who operate under Marxist-Leninist principles, is reportedly to recruit new members and organize Iraqis and Iranians holding refugee status in Turkey and Turks who sympathize with their aims.

The captured militants said that they had formed the Iranian Kurdistan Democrat Party (LADER) in Turkey to achieve this goal.

JEUDI 12 JANVIER 1995

Turquie

CEM BOYNER, UN JEUNE PREMIER DANS LA POLITIQUE TURQUE

**À 35 ans,
cet industriel
se lance dans
la politique**

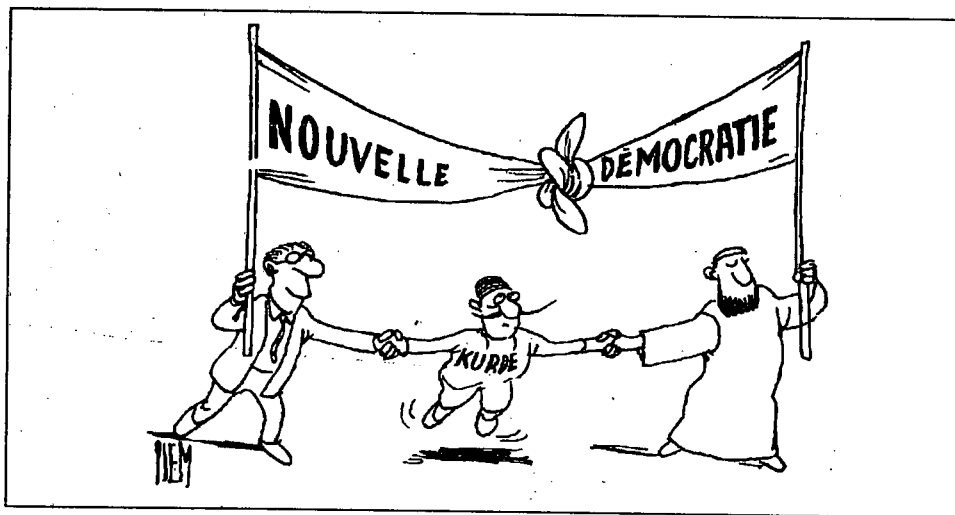
ISTANBUL

DE NOTRE CORRESPONDANT

Un physique de jeune premier et un discret sourire qui ne quitte guère son visage poupon, Cem Boyner est devenu, à 35 ans, le plus jeune leader politique turc en créant le 22 décembre dernier, après près d'un an et demi d'intense préparation, le Mouvement pour la nouvelle démocratie (YDH), un parti qui veut apporter au pays des solutions radicales aux problèmes qui le rongent.

Héritier de l'un des géants du textile, Cem Boyner fut déjà il y a deux ans le plus jeune patron des patrons turcs à la tête de l'influente Association des industriels. À l'image du premier ministre, Tansu Ciller, mais contrairement aux habitudes locales, il aime s'afficher en famille. Aux côtés de sa nouvelle épouse, Umit, qui fit sa première apparition publique en minijupe, et entouré de quatre enfants issus d'un premier mariage, il joue de l'image d'une famille nombreuse et heureuse. Faisant de sa jeunesse son capital principal, il transforme en atout son inexpérience politique, refuse les tabous et annonce, tonitruant : « Nous voulons changer le système. »

Il y a plusieurs mois, le nouveau venu déclarait, se référant à la situation au Kurdistan turc, qu'« aucun pays au monde



n'a jamais bombardé ses propres terres pendant plus de dix ans » et invitait l'armée, qui combat lourdement la guérilla séparatiste du PKK au sud-est du pays, à ne plus se mêler de la politique intérieure turque. Un thème qui vient d'être repris mot pour mot par un député conservateur du principal parti d'opposition, l'Anap.

Cem Boyner demande également la dissolution du Conseil de sécurité national, organe réunissant les principaux généraux et responsables gouvernementaux de la République, et des tribunaux de sûreté de l'État, institutions héritées du coup d'État militaire et perçues comme des entraves au fonctionnement de la démocratie.

Des personnalités médiatiques

Le Mouvement pour la nouvelle démocratie ambitionne de s'implanter fortement au sud-est du pays, en proie à la lutte entre l'armée et PKK. Lors de récentes tournées, son prési-

dent a découvert les réalités d'une région où ses interlocuteurs étaient mis en garde à vue pour avoir émis des doléances. Alors que certains politiciens refusent encore de parler d'un « problème kurde », Cem Boyner déclare que l'État pose, lui, un problème aux Kurdes. « 40 % de nos recettes d'exportation, soit 7,5 millions de dollars, arrosent au sud-est le lobby de la terreur, a-t-il récemment lancé en faisant allusion au budget de l'armée et à la politique des « protecteurs de village », des milices armées par l'État. L'annonce, par le tribunal de sûreté de l'État, de l'ouverture d'une instruction contre lui pour propos séparatistes n'a donc surpris personne.

Maître dans l'art des formules, Cem Boyner sait créer des expressions facilement reprises par les médias. Il bouscule l'ordre du jour politique. Excellent orateur aimant jouer de la métaphore, il présente l'un des objectifs fondamen-

taux de son mouvement, le moins d'État, à l'aide de proverbes empruntés à la sagesse populaire. Son nouveau parti séduit tout particulièrement les libéraux de droite et de gauche qui y voient une alternative à la montée du parti islamique Refah partisi. Le YDH fait toutefois la distinction entre les islamistes modérés et les fondamentalistes. Cem Boyner a en outre laissé à l'université ses idéaux panturcs de jeunesse.

La présence, parmi les théoriciens du Mouvement pour la nouvelle démocratie, de personnalités médiatiques telles que les sociologues Chérif Mardin et Nilüfer Göle, les économistes Savas Akat et Étienne Mahcupian, lui vaut d'être accusé d'être un parti élitiste. Mais la liste de ses membres fondateurs ressemble à un inventaire à la Prévert. D'anciens communistes côtoient d'ex-nationalistes panturcs, des religieux affichés, des kurdes et des

militaires en retraite.

Étienne Mahcupian décrit le parti comme un creuset où s'expriment des personnalités silencieuses depuis dix ans. La route risque toutefois d'être longue dans un univers politique turc éclaté et toujours dominé par des caciques présents sur le devant de la scène depuis les années 50. Lors d'un récent sondage, le Mouvement pour la nouvelle démocratie n'obtenait guère plus de 3 % des intentions de vote.

Claude ORTACQ

Procès à Ankara

● La Cour de sûreté de l'État turque devait rendre mercredi son jugement contre deux dirigeants de la Fondation des droits de l'homme, l'une des organisations les plus actives et les crédibles dans la défense des droits de l'homme en Turquie. Yavuz Önen et Fevzi Argun, respectivement président et membre du comité directeur de la Fondation, ont été poursuivis pour propagande séparatiste après la publication d'un rapport sur la torture. L'accusation visait notamment une phrase faisant état de « l'interdiction du mouvement politique et démocratique kurde » en se référant à l'emprison-

nement de huit députés kurdes condamnés le 8 décembre à des peines de trois ans et demi à quinze ans de prison, par la même juridiction. Le procureur a requis de deux à cinq ans de prison et une forte amende contre les deux accusés. Quatre autres défenseurs des droits de l'homme, appartenant cette fois à l'Association turque des droits de l'homme, sont eux aussi en attente de jugement pour avoir participé à la rédaction d'un livre intitulé *Vue générale des villages brûlés* qui accuse les forces de l'ordre turques d'incendier des villages dans le sud-est anatolien à majorité kurde.

— A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

FRA0009 4 I 0200 USA /AFP-LY75

USA-Turquie-Kurdes

Les Etats-Unis opposés à un gouvernement kurde en exil

WASHINGTON, 13 jan (AFP) - Le département d'Etat a souligné jeudi que les Etats-Unis ne reconnaîtraient pas un gouvernement en exil que formerait la minorité kurde de Turquie et qu'ils étaient attachés à "l'intégrité territoriale de la Turquie et d'autres pays ayant des populations kurdes".

Le porte-parole du département d'Etat Christine Shelly répondait à une question sur les projets prêtés au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) de créer un gouvernement kurde en exil.

"En tant qu'organisation terroriste, le PKK n'a pas de légitimité politique et un (tel) gouvernement n'en aurait pas non plus", a affirmé Mme Shelly.

Tout en réaffirmant que les Etats-Unis ne reconnaîtraient pas un Etat kurde elle a cependant expliqué qu'ils reconnaissaient l'existence de "populations kurdes" distinctes en Turquie et en Irak et dans d'autres pays de la région.

Les Kurdes sont également présents en Iran et en Syrie.

Des parlementaires kurdes en exil ont annoncé jeudi à Bruxelles la création prochaine d'un Parlement en exil du Kurdistan auquel participerait le PKK.

avz/rok/ab

m.tp

AFP /JO0245/130056

JAN 95

1921, 1961, 1982, 19?? Turkey Finds it Hard to Democratize Constitution

Raşit Gürdilek

Once again Turkey is realizing that constitutions do not necessarily ensure a country a place in the club of democratic nations, and in fact can bar their membership.

Even a more disconcerting realization is that changing constitutions by the legislature in the way the constitutions prescribe, is not easy, particularly if they are not done by the parliaments themselves.

Once again, everyone is agreed that the latest of the constitutions is not exactly what the nation wanted - or needed. Once again, it was drafted by an appointed legislature following an army coup and adopted in a referendum in which the objectors were not allowed a chance to speak their minds. Hence, despite the pretensions of its drafters to have incorporated enough measures that would bar a further coup, the trouble is the difficulty of lifting the shadow of the 1980 coup from the 1982 constitution - as a first step.

Perhaps what is not realized, at least the way it should, is that the real trouble may not be the text after all, but an elected parliament failing to assert its will, and unable to redefine the limits of the democracy itself. Or for that matter, agree on a common interpretation of the democracy.

So, 13 years after the adoption of the constitution, the parliament is once again busy desiring but disagreeing on a new set of constitutional amendments.

But the fundamental issue, the redefinition of the country and its democracy looks marked to be shelved once again and any changes, if at all, will be in the detail.

And despite the seeming consensus on secondary amendments, it is not assured that even these will find their way into a revised text.

The opposition Motherland Party (ANAP) has taken the lead in the newest drive to amend the country's charter, tabling its motion for 16 amendments on Jan. 2. Prime Minister Tansu Çiller's True Path Party (DYP) followed suit with a similar list of proposed changes.

Parliament Speaker Hüsametdin Cindoruk then summoned a conference of party representatives to establish a general consensus on the changes sought. Although the participants agreed on most of the amendments the pro-Islamic "Welfare Party" (RP) of Necmettin Erbakan scuttled their passage

by insisting on more profound changes concerning the key articles governing Turkey's secular structure.

The government-partner Social Democratic People's Party (SHP) opposed the RP's conditions for backing the package. Other mainstream parties, at first siding with the SHP, later backtracked and joined the RP. In the end, ANAP tabled its list of amendments, enlarged with the addition of new ones sought by others, to the Parliament on Jan. 12, minus the required number of signatures.

The party officials said they had agreed with the DYP and RP representatives on a parallel but separate motion to be tabled later for the amendment of the articles 24 and 14 of the Constitution barring the exploitation of people's religious faith to further

aims of setting up a religion-based state. The new ANAP package, excluding the thorny religious issue, starts with the preamble of the Constitution, seeking the removal of its first two clauses seen as "legitimizing" the 1980 coup. "Following the operation carried out on 12 September 1980 by the Turkish Armed Forces in response to a call from the Turkish nation, of which they form an inseparable part, at a time when the approach of a separatist, destructive and bloody civil war unprecedented in the Republican era threatened the integrity of the eternal Turkish nation and motherland and the existence of the sacred Turkish state.

"This Constitution was prepared by the Consultative Assembly, and given final form by the Council of National Security which are the legitimate

representatives of the Turkish nation and adopted, approved and directly enacted by the Turkish nation," read the articles marked to be deleted.

Another important change proposed for a clean break with the coup's heritage was the removal of the provisional Article 15 of the constitution which made the coup leaders exempt from any legal or financial responsibility for their deeds during the (three-year) military rule.

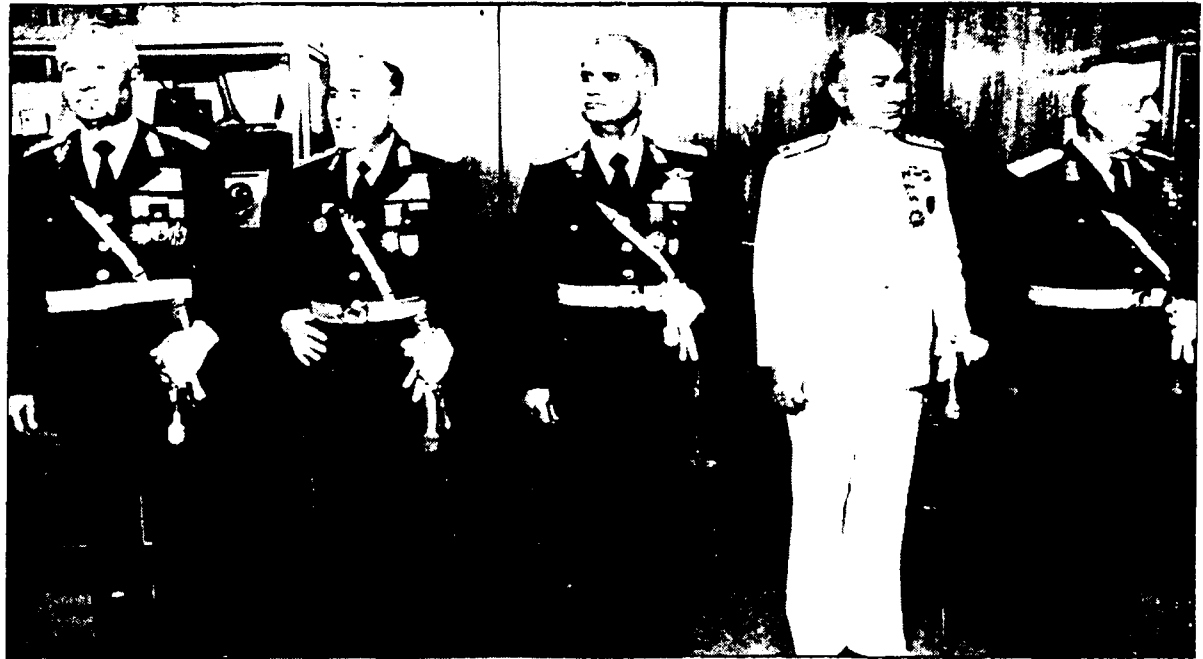
Although not having a direct bearing on Turkey's future, the elimination of the paragraphs will have a psychological significance for the country. Although they often became the object of strong rhetoric, no one had dared do anything against them so far.



ANAP Leader Mesut Yılmaz: Stole a march in the quest for more democracy

Turkish Probe January 13, 1995

3



The coup leaders : Their heritage still under attack

In proposals with more concrete substance, the parties sought a complete overhaul of the restrictive political system imposed by the coup. The final ANAP proposals sought: The lifting of the constitutional ban on political associations, the removal of constitutional ban on political activities by trade unionists and the elimination of clauses barring more than one union at the same workshop or factory, the lifting of the constitutional articles on collective bargaining procedures and their regulation by laws, the increase of the seats in the parliament from 450 to 600, the recognition of voting rights to the citizens abroad, the lowering of the voting age from 21 to 18, the eligible age for deputies at 25 instead of 30, The lowering of the minimum age for party membership to 18, the elimination of the ban on youth and women's organizations for the political parties as well as the ban on foreign branches, removal of bans on party membership for academics and university students, the elimination of the article banning class, ethnic or religion-based parties, the confining of the ban for the members of the closed parties to set up new parties to only those who served on their executive boards, the abolition of the constitutional ban on political activities by people with convictions for ideological offences or terrorism-related crimes, the lifting of the ban on political activities by cooperatives.

The parties on the left, led by the up-and-coming Democratic Left Party (DSP) of Bülent Ecevit and the Republican People's Party (CHP) of Deniz Baykal, have pledged their backing to ANAP's package, beside the accord Cindoruk has reported between ANAP, DYP and the RP.

But analysts say all this does not mean that the package is ensured a speedy passage - if it passes at all.

Some fear that the focus of interest on the constitution is a passing fad and everything will be forgotten by the end of January, judging from the past such spurts of energy. Other sceptics question the

motives of the pushers for the amendment, at least those of the government. They see the DYP's support to the package in the context of the government's interest in showing something to Europe by way of democratization as the date nears for a decision on the country's customs integration with the European Union. Another cynical view is that even if they are passed, the amended articles, particularly those connected with political rights and liberties would not automatically translate into a more democracy for the country since the proponents of the amendments have called for the substitution of laws for the amended articles.

Still others doubt that even the parties which have proposed the changes would push too hard before the RP withdraws its condition, because going by it, even as a separate accord, entails a fundamental decision on the nature of the state. But that is the very decision that needs to be taken if Turkey is to evolve its democracy to levels that will address the present challenges. The most important challenge is the emergence of a strong Islamist movement, which is openly anti-secular and anti-Western.

Since the government and the state forces have made clear that they cannot afford the risk of widespread fundamentalist violence to supplement the ongoing separatist strife, the Welfare Party still seen ascending after its local election successes last year, it is at least a theoretical possibility that it will take power or share it in some near future. So, instead of losing energy through sterile debates on the constitutionality of the parties which are credited with a fair chance of ruling the country, the political players should do better by seeking ways of avoiding a dangerous polarization. While the first buds of change are being seen in the RP's outlook, a parallel process looks needed in the opposing camp. Since the establishment cannot ban the RP and still claim to be democratic, it could at least remove the contradictions from its sacred charter, after removing the tint of khaki. ■

Ankara Disturbed as Iraqi Kurds Clash

Turkey is deeply concerned by the ongoing tension between rival groups in northern Iraq and feels the situation may pose a security concern for Turkey if the current disturbances continue in the region.

Turkey's main concern seems to be that because of the serious unrest in northern Iraq the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK), which has been waging a terrorist campaign in southeastern Turkey since 1984, will have a free hand to use the situation to strengthen its presence in the area and stage terrorist attacks on Turkish soil.

The rival factions in northern Iraq had agreed with Turkey that they would do their utmost to prevent the PKK from using northern Iraq.

In the past year there have been growing claims in Ankara that the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), led by Jalal Talabani, had actively collaborated with the PKK.

The Kurdistan Democratic Party (KDP), of Masoud Barzani, which is the rival of PUK has also repeatedly made similar claims.

Thus, Turkish officials have progressively sided with the KDP and alienated the PUK.

There were even claims that the latest "war gains" by the PUK against the KDP forces in northern Iraq (the PUK captured Irbil and its environs) were thanks to the PKK.

The PUK categorically denied this and said that when the clashes started last year the KDP had scared off the PKK — warning it that it would not tolerate it if the PKK tried to interfere in the internal disputes of the Iraqi Kurds. They said the PUK was so successful against the KDP because Talabani's people are much better organized and have been systematically building up their forces since the clashes of last year.

Turkey on Jan. 6 warned the Iraqi Kurdish factions

to stop fighting.

"We have information that armed fighting has resumed between the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the Kurdistan Democratic Party (KDP) in northern Iraq, that both sides suffered losses and that some settlements have been evacuated," a foreign ministry statement said.

"Turkey sees these developments, which destabilize northern Iraq, prevent the peaceful and friendly

cohabitation within a unified Iraq of all ethnic groups, and threaten their security, as dangerous for stability and peace in the whole region... "(We) would like to warn all sides once more of the grave results such developments could lead to," the statement said. A Kurdish safe haven was created in three provinces in northern Iraq under Western protection in 1991.

The KDP and PUK have been uneasy power-sharers in the region since elections in 1992.

Fighting erupted there in May and again in August between the two groups, plus the Islamic Movement of Iraqi Kurdistan (IMK). The clashes died down in September but resumed in December. The ministry also said Turkey would not accept any of the Iraqi Kurdish groups cooperating with the PKK — which once again seemed a direct reference to the PUK.

Turkey later announced that 500 Iraqi Kurds had been killed in the latest round of fighting and proposed a mediation effort between the rival groups. However, the PUK had already said that during the past year Ankara has openly sided with the KDP and thus Talabani does not regard the Turkish government as an "honest arbitrator."

How Ankara can overcome this crisis of confidence remains to be seen.

The Turkish Probe learned that the Iraqi National Council and a U.S. diplomat identified as Suzanne Poned were trying to secure a cease fire between KDP and PUK. ■



Patriotic Union of Kurdistan leader Jalal Talabani

All stick and no carrot for Iraq

Semih D. Idiz

The unexpected announcement recently by France that it will be opening an "interest section" in Baghdad, and the equally unexpected announcement by the U.S. this week that Iraq is still holding on to stolen arms from Kuwait and therefore merits no relaxation of the U.N. imposed embargo, has highlighted once more that the rift in the West over the question of relations with this country may be growing.

Ankara, for its part, has been "lying low" on Iraq since September when then-Foreign Minister Mümtaz Soysal was in effect snubbed by Iraqi Deputy Prime Minister Tariq Aziz over Turkey's long-standing desire to have the currently idle oil pipeline between the two countries flushed of its millions of barrels of oil.

Iraq had encouraged Turkey to carry on pushing for this flushing operation, which Ankara wanted firstly to prevent further corrosion to the pipeline because of the oil caught in it since the Gulf War, and secondly, to retrieve some of its losses from money owed it by Baghdad.

But, when it transpired that the flushing operation would bring Iraq nothing extra, Baghdad dropped Turkey on this score overnight, and Tariq Aziz told Soysal in New York during the U.N. General Assembly that there would be no flushing until the whole question of the embargo on his country was settled.

With egg on its face, Turkey dropped its efforts for flushing the pipeline and has done little, if anything, in this respect since then.

The question of the embargo as a whole, on the other hand, appears not amenable to a solution even now because of the hard opposition, mainly from Washington, to any suggestion of an easing of the pressure on Baghdad.

What is interesting for officials in Ankara now is that some of the arguments put forward much earlier by the Turkish government concerning the need for showing something of the carrot towards Baghdad, instead of the stick all the time, are now being repeated by some Western countries, which previously were mute on this subject.

While the French move was clearly unexpected, not only because of the announcement of the opening of an "interest section," but also in terms of the manner that Aziz was hosted in Paris, the angry reaction of London and Washington to this development was predictable.

Washington's openly expressed anger, did nevertheless cause some snide remarks among diplomats, given that information is now emerging that the U.S. has its own "interest section" of sorts operating in Baghdad.

This is said to be attached to the Polish Embassy in the Iraqi capital but — and this is the real surprise — to be working out of the U.S. Embassy in Baghdad which supposedly has been abandoned since Washington cut off diplomatic ties with that

country.

But it seems for the time being that the U.S. administration, no doubt for the sake of its credibility in terms of the American public, still needs to maintain the evil image of Iraq and to ensure that Saddam Hussein gets no let up in terms of scorn and political isolation internationally.

As for the contradiction posed by that fact that an easing of sanctions on Serbia has been endorsed by the U.S. although Serbia's strongman Slobodan Milosevic has done even less than Saddam to merit this does not appear to matter much for Washington.

In short, the message from the U.S. on Iraq is that there can be and will not be any toning down of the stick on Baghdad's back, even if this country does a double flip to please Washington, as long as Saddam Hussein remains in power.

Thus, the U.S. Ambassador to the U.N. Madeleine Albright circulated evidence on Tuesday that Iraq still retained some 9,000 pieces of military equipment, plus thousands of civilian items, stolen from Kuwait — even though nothing of this had been mentioned before — and used this as the reason why the Security Council, on the verge of assessing the sanctions on Baghdad, should not ease the embargo by even one inch.

She made no mention of the fact that Baghdad has in fact been moving towards compliance on U.N. demands concerning weapons demands in hopes of being able to sell oil freely.

Diplomats recalled somewhat cynically that the last time the Security Council was about to assess the situation concerning sanctions Albright had pulled out aerial photographs of palaces being built by Saddam while his people starved and showed this as the reason why the sanctions could not be eased.

Many people are now wondering what she will pull out of the bag the next time the matter comes up.

The fact of the matter is that Saddam is no angel, of course, and does not merit to be left off the hook for the crimes he has committed both against his own people and the people of other countries.

But, if a superpower such as the United States wants to impose a moral point of view in a specific case it must ensure, for the sake of this credibility, that this is a uniform position as far as all international transgressions are concerned, whether these be in Bosnia, Chechnya or China.

Otherwise, it runs the risk of increasingly irritating countries that do not want to be engaged to a specifically American agenda and that will start seeking means of breaking ranks even on issues such as Iraq, which previously commanded a unanimous approach.

This is the price of the double-standards that are so quickly taking hold in the behavior of many a Western power these days. ■

Ankara DGM Acquits Human Rights Leaders

The trial at Ankara State Security Court (DGM) of Yavuz Önen, executive director of the Turkish Human Rights Foundation (THIV), and Fevzi Argun, director of its documentation center, on charges of disseminating separatist propaganda, was concluded on Wednesday with both defendants being acquitted.

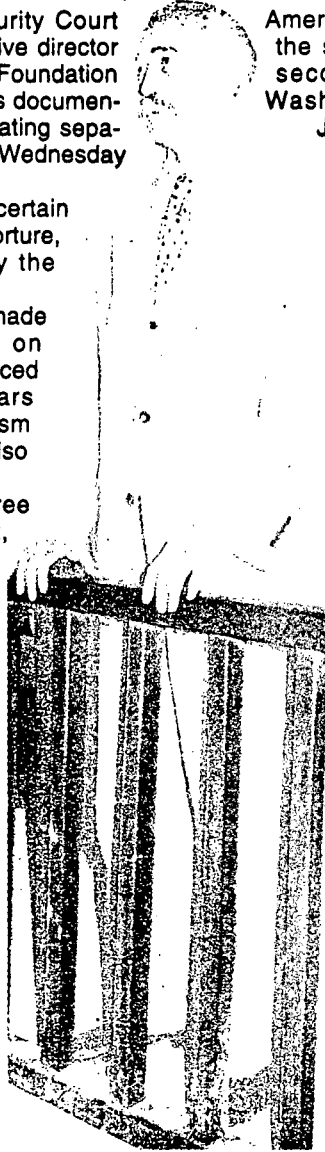
The charges had been based on certain passages in a book entitled "File of Torture, 1980-94," which was published by the Foundation.

The lawyers for Önen and Argun made their final defense motions on Wednesday. The two accused had faced prison terms ranging from 2-5 years under article 8-1 of the Anti-Terrorism Law. Fines of TL 100 million were also called for by the prosecution.

The indictment stemmed from three paragraphs in the 56-page booklet, which was funded by the John Merck Foundation and the European Union. The THIV executive director was also tried for two paragraphs he wrote in the introduction entitled "Sept. 12, 1980, A Step into Darkness," and Argun was charged for a paragraph he wrote on page 10 of the booklet regarding the "Kurdish problem."

The first hearing of the case was held on Dec. 19 at Ankara State Security Court. The booklet published on Sept. 12, 1994 — the anniversary of the Sept. 12, 1980 military coup — described the "human rights violations" which had allegedly taken place at the hands of the military transition government. Various "torture cases," "deaths under custody" or "while in prison" were detailed in it. It claimed that "390 people have died in the past 14 years during interrogation or while in prison, 13 during hunger strikes and 17 under torture." The booklet was seized by the authorities after publication.

Jeri Laber, executive director of the New York-based group Human Rights Watch-Helsinki, claimed in a letter to Prime Minister Tansu Çiller that the case was a clear violation of the principle of free speech in Turkey. Laber urged Çiller "to amend Turkey's Anti-Terrorism Law so that the charges against Önen and Argun could be dropped and free speech, a stated principle of the Republic of Turkey, would not regularly fall victim to its own laws." Laber's non-governmental organization was established in 1978 to monitor and promote observance of internationally recognized treaties in Africa, the



Yavuz Önen

Americas, Asia and the Middle East among the signatories of the Helsinki accords. A second letter to Çiller was sent by the Washington-based Committee to Protect Journalists (CPJ). The CPJ also asked

the Turkish government to drop the charges against the two. "Although Argun and Önen are not journalists, the CPJ feels the need to appeal to your Excellency because we have collaborated closely with them over the years," CPJ president A. William Orme Jr. said in his letter. "Their foundation has provided tremendous help in our endeavor to monitor press conditions and defend journalists' rights in Turkey. Working with its staff, we have come to the conclusion that the foundation is one of the most objective, nonpartisan, independent and reliable organizations in the country. Thus we are shocked and alarmed by the recent charges against the leaders. The CPJ calls on the Turkish government to drop the charges against Argun and Önen." The CPJ also asked Çiller "to push for the revision of the Anti-Terrorism Law, which makes prosecution for the written word possible." A copy of the letter was also sent to Minister of Justice Mehmet Moğultay, Turkish Ambassador to Washington Nuzhet Kandemir and former U.S. Ambassador to Ankara Richard C. Barkley.

The DGM has also acquitted the chairman of the Human Rights Association (IHD) Akın Birdal and three other organization administrators, for the book, "A Cross-Section From the Burned-Down Villages", published in 1994. The case was also based on article 8 of the Anti-Terrorism Law.

IHD General Secretary Hüsnü Öndül, deputy general secretary Sedat Aslantaş and IHD administration board member Erol Anar were also tried along with Birdal. Sedat Aslantaş, who wrote the preface of the book, faced a prison term ranging from 2-5 years. Birdal was tried under article 8-2 of the same law and faced a prison term ranging from 6 months to 2 years.

The book, according to the court, disseminated separatist propaganda, described the evacuation and burning down of villages since 1990 under the emergency rule region regulations. Observers from Amnesty International, representatives from other human rights associations and staff from diplomatic missions were also present at the hearings. ■

Turkish Probe January 13, 1995

11

Human Rights Activists' Acquittal Relieves the West

Western diplomats in Ankara, particularly those who represent the European Union members, gave a sigh of relief when the trial of six members of the Human Rights Foundation of Turkey (TIHV) and the Human Rights Association (IHD) ended with acquittal for all. Many of them remembered sitting on the same seats at the State Security Court only a month ago, to watch the former deputies of the Democracy Party (DEP) being given prison sentences.

"Obviously, the acquittal is a great relief to us, particularly if you imagine the strain that followed the DEP trial," a Western diplomat said, remembering the European reaction on the trial which took place on the eve of a key meeting between Turkey and the Fifteen to seal off a much-awaited customs union.

The DEP verdict, which Turkey claims does not mean the end of the judicial process, became a sudden ace in the hands of those who did not support the customs union with Turkey.

Aware of all this, the European diplomats in Ankara used to joke that the trial of the human rights activists would probably take place before the new Customs Union date — March 6 — and end with prison sentences. But the bitter joke remained only a joke.

"We consider this to be a positive step. What we need to watch for is whether this is an isolated action or will be followed by longer-term legislative and constitutional reform," a Western diplomat, who had sat through the trial, said. And many diplomats did sit through the trial — from the United States to Greece, from Russia to EU term-president France.

Several foreign governments, from the United States to EU's term-president France, had expressed their opinions on the case against Yavuz Önen, the head of the Turkish Human Rights Foundation, and Akin Birdal, the head of Human Rights Association.

The work of the two organizations is funded part-

ly by the European Union and both men are considered credible figures abroad, although close-watchers tend to rate Önen more highly than Birdal and his Association.

"Human rights organizations, when they do serious work, play an essential role in a democracy," a Western diplomat said, adding that a negative sentence would have created considerable controversy abroad.

Some diplomats believe that this decision will make it easier for those who advocate customs union with Turkey, but others note it is too early to tell the exact weight of this step.

"We have to see if this is an isolated step to create a favorable atmosphere or the first step towards an overall tendency for a more liberal attitude towards human rights and freedom of expression," another Western diplomat said.

"Coupled with increasing attempts for constitutional reform, the picture is positive. Now we have to see legislative reform steps."

"I cannot say that the decision would be sufficient alone to ensure the finalization of customs union on March 6. But at least we are not put in a position of having to adopt a tough tone," another EU diplomat said.

Greece, the toughest critic of Turkey's human rights record during the last Association Council meeting, said it welcomed the decision:

"We applaud every step in the right direction for the improvement of human rights," Greek Embassy

Spokesman Stavros Stathropoulos told the TDN. "It is important, however, that all steps in that direction be taken."

The statement, as it comes from Greece, can be interpreted as an overture. At the same time, it is sufficiently vague on whether Greece will withdraw its veto or not in March. The self-declared core states of the EU — Germany and France — indicate that the trial is good material to counter "anti-Turkish criticism." ■

'Obviously, the acquittal is a great relief to us, particularly if you imagine the strain that followed the DEP trial,' a Western diplomat said, remembering the European reaction on the trial which took place on the eve of a key meeting between Turkey and the Fifteen to seal off a much-awaited customs union.

'We consider this a positive step. What we need to watch for is whether this is an isolated action or will be followed by longer-term legislative and constitutional reform'

Human Rights Diary

Ankara DGM acquits human rights leaders: The trial at Ankara State Security Court (DGM) of Yavuz Önen, executive director of the Turkish Human Rights Foundation (THIV), and Fevzi Argun, director of its documentation center, on charges of disseminating separatist propaganda ended on Wednesday with both defendants being acquitted. The charges had been based on certain passages in a book entitled, "File of Torture, 1980-94," published by the Foundation. The lawyers for Önen and Argun made their final defense motions on Wednesday. The two accused had faced prison terms ranging from 2-5 years under article 8-1 of the Anti-Terrorism Law. Fines of TL 100 million had also been called for by the prosecution. The indictment stemmed from three paragraphs in the 56-page booklet funded by the John Merck Foundation and the European Union. The THIV executive director was tried for two paragraphs he wrote in the booklet's introduction, entitled "Sept. 12, 1980, a step into darkness," and Argun was charged for a paragraph he wrote on page 10 of the booklet regarding the "Kurdish problem." The booklet, which had been published on Sept. 12, 1994 — the anniversary of the Sept. 12, 1980, military coup — described "human rights violations" which had allegedly taken place at the hands of the military transition government. Various "torture cases," "deaths under custody" or "while in prison" were detailed in the booklet. The book claims "390 people have died in the past 14 years during interrogation or while in prison, 13 during hunger strikes and 17 under torture." The booklet was seized by the authorities after publication. The DGM also acquitted the chairman of the Human Rights Association (IHD) Akın Birdal and three other organization administrators, for the book, "A Cross-Section From the Burned-Down Villages," published in 1994. The case was also based on article 8 of the Anti-Terrorism Law. IHD General Secretary Hüsnü Öndül, deputy general secretary Sedat Aslantaş and IHD administration board member Erol Anar were also tried along with Birdal. Sedat Aslantaş, who wrote the preface of the book, faced a prison term ranging from 2-5 years. Birdal was tried under article 8-2 of the same law and faced a prison term ranging from 6 months to 2 years. The book, which, according to the court, disseminated separatist propaganda, described the evacuation and burning down of villages after 1990 under the emergency rule region regulations. Observers from Amnesty International, representatives from other human rights associations and staff from diplomatic missions were present at the hearings. (TDN, Jan. 11)

IHD proposes package against Torture: The Turkish Human Rights Association (IHD) presented a package with 22 articles to the Prime Minister Tansu Çiller aimed at "stopping torture in police stations." The proposal suggests the firing of officers who applied torture methods on people, the compensation of "torture victims," the State's apology to victims' families, the free access of inspection institutions to the places where people are kept under custody, Turkey's adherence to international agreements it has signed and that the police should not interrogate suspects anymore. (Milliyet, Jan. 6)

Police raid nine magazine offices for separatist activities: Special task forces of the Ankara Police Department on Wednesday took 10 representatives of nine leftist magazines into custody for disseminating the propaganda of the separatist organization Kurdistan Workers' Party (PKK) in their publications. According to an announcement from the police department, the magazines urged the public to refuse military duty and instead published the propaganda of the outlawed PKK. Four people who distributed bulletins were taken into custody by the police. The office of the Ankara State Security Court chief prosecutor ordered the search of the magazines' offices. Officials indicated that the magazines were financed and published by the separatist organization and added that investigations were underway. (Anatolia News Agency, Jan. 11)



Eric Rouleau

Former French envoy Rouleau says that US betrayed Turkey over Iraq

'The imposition of an embargo on items such as watches, light bulbs, car tires, sewing machines, mirrors, computer disks, nails, refrigerators and textiles was ridiculous'

Turkish Daily News

ANKARA- The former Ambassador of France to Ankara, Eric Rouleau, has said that Turkey was confronted with the treachery of the United States on the question of the arms embargo on Iraq.

The Anatolia news agency reported on Thursday that Rouleau, in an article in the January edition of the academic publication Foreign Affairs, wrote that Turkey had suffered anywhere between \$10 billion and \$20 billion as a result of the embargo and that it continued to incur material losses in this respect.

Rouleau also argued that the United States supported a secret drive to separate northern Iraq from Iraq adding that Washington was spending a billion dollars a year for this purpose. He indicated that this posed a potential threat for Ankara in terms of the territorial integrity of Turkey.

Declaring that Turkish officials trying to

convince Washington of the need for easing the sanctions on Iraq were merely trying to serve the interests of their own country, Rouleau said countries such as France and Russia were trying to encourage the United States to establish a more consistent and less risky policy towards Iraq.

The former French ambassador to Ankara also argued that the embargo imposed on Baghdad was also endangering the territorial integrity of that country and reminded that the West had publicly indicated its desire to see Iraq intact.

Rouleau said that this situation was posing a threat to the other countries in the region as well.

He also said that the imposition of an embargo on items such as watches, light bulbs, car tires, sewing machines, mirrors, computer disks, nails, refrigerators and textiles was ridiculous.

Turkey meets representatives of rival Kurdish groups to urge peace in Northern Iraq

By Ümit Enginsoy
Turkish Daily News

ANKARA- Foreign Ministry officials met representatives of two main rival Kurdish groups of northern Iraq on Wednesday and Thursday in an effort to launch an initiative to bring the two sides together and put an end to their clashes.

"I met Turkish officials on Wednesday and it was a fruitful meeting. We welcome all efforts for a peaceful settlement to the situation in the region," Safeen Dizayee, Ankara representative of the Kurdistan Democratic Party (KDP), told the Turkish Daily News.

Dizayee said, however, at the current stage there was no concrete proposal for a meeting between KDP leader Masood Barzani and Jalal Talabani, leader of the rival Patriotic Union of Kurdistan (PUK).

Sources said the representative of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), Shazad Saib, was meeting officials at the Foreign Ministry on Thursday.

Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman said on Wednesday that Ankara was concerned over the disruption of peace and stability in northern Iraq due to clashes between the rival Kurdish factions and that it decided to take a new initiative to bring the fighting sides together.

Ataman said renewed clashes in northern Iraq in mid-December claimed the lives of nearly 500 peshmergas and civilians. The two sides fought two intensive clashes earlier in 1994. Turkey is also concerned that instability in northern Iraq due to the clashes could be to the benefit of the separatist outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) and has warned the main fighting groups of the PIK and the KDP not to cooperate with the PKK.

Talks between the Foreign Ministry and representatives of the KDP and the PUK are expected to continue with frequent meetings. Sources said Turkey felt the necessity to launch the new initiative to create a rapprochement between the two Kurdish factions mainly to keep developments in northern Iraq under control.

Recently, PUK officials accused Turkey of backing Barzani's KDP forces but Ankara has denied having favored one side or the other.

US State Dept strongly opposes PKK terror

Peter Tarnoff asks Turkey to listen to 'responsible Kurds'

US is 'unalterably opposed' to unilateral lifting of Bosnia embargo

Turkish Daily News

WASHINGTON- The U.S. State Department today repeated its "vigorous commendation" of Kurdistan Workers' Party (PKK) terror. During a press conference he held at the Foreign Press Center in Washington, U.S. Undersecretary of State Peter Tarnoff said that the administration strongly opposes terrorism on the part of the PKK. "We very vigorously condemn PKK terrorism, he said.

Tarnoff also added, "We wish

Turkey will explore ways to increase the dialogue with the responsible members of Kurdish community" in Turkey. When pressed to name some of those "responsible members" in question, Tarnoff refrained from mentioning any names.

On the issue of Bosnia, Tarnoff said it was an issue "on the top of our agenda" and "still unresolved." He mentioned that some "modest progress" had been achieved nevertheless like the cease-fire arranged

by the Contact Group.

On the issue of the unilateral lifting of the arms embargo on Bosnia, something proposed recently by Senate majority leader Bob Dole of Kansas, Tarnoff said that the administration was "unalterably opposed" to the idea. "And we will resist (the idea) in a determined way," he added. Tarnoff also mentioned Iran, Iraq and Libya as three "top rogue states." He said the United States will continue to maintain a very firm sanctions position" on Iraq.

Turkish Daily News

FRIDAY, JANUARY 13, 1995

Kurds in Europe schedule parliament in exile for March

Turkish Daily News

ANKARA- Expatriate Turkish Kurds will set up a parliament-in-exile by March, the Anatolia news agency said, quoting a former Kurdish deputy as telling a news conference in Brussels on Thursday.

The outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) which is fighting a separatist war in southeastern Turkey, is actively backing the exile parliament, the agency said, quoting a rebel spokesman. "Our presence here is a sign of PKK's active participation in the projected parliament. We shall do whatever required of us as an organization," Ali Sapan, a leading PKK spokesman in Europe, reportedly told the news conference.

The agency quoted Remzi Kartal, a pro-Kurdish deputy who fled to Europe along with five other deputies to avoid arrest and imprisonment after Turkey banned their Democracy Party (DEP) last year, as saying that "as the elected deputies (in Turkey) we are with the PKK."

"As the DEP members we have never regarded the PKK as an entity outside the Kurdish people," the semiofficial agency quoted Kartal as saying.

Last December, Turkey sentenced eight pro-Kurdish deputies, mostly from DEP to jail terms of up to 15 years.

Kartal, reading from a statement issued on

behalf of the preparatory committee, said Kurdish lands were "under Turkey's military occupation" and the Kurds were engaged in a "national liberation struggle."

In the statement faxed to The Turkish Daily News, Kartal accused Turkey of violating the international agreements it has signed, and massacring the Kurds, depopulating the Southeast, and burning villages.

He said the "40 million Kurds dispersed to four countries (Turkey, Iraq, Iran and Syria)" whose parliaments never truly represented the will of the Kurdish people.

Kartal said the Kurdish parliament-in-exile would eventually unite with the "provincial parliaments in the areas liberated at the cost of thousands of martyrs" and will form the National Parliament in the future.

He said the exile parliament would forge relations with international organizations and governments and regulate all political and diplomatic activities.

The members of the projected parliament will be elected from among the Kurdish representatives in exile, the exiled Kurdish deputies, mayors, the members of an earlier Kurdish National Parliament (elected in 1992), Kartal told the news conference.

TDN earlier reported that the decision for the exile parliament was taken at the 5th congress of the PKK held in Lebanon late last December.

The decisions also included an exile government for the Kurds as well as the establishment of liberated areas in southeastern Turkey and northern Iraq and a "general staff headquarters" to direct the separatist war which has claimed over 14,000 lives in 10 years.

Turkish foreign investment permits lowest since 1988

Turkish Daily News

ANKARA- Foreign investment permits issued by the Turkish Treasury department dropped by 34.6 percent from \$2.271 billion in 1993 to \$1.484 billion last year, official figures revealed on Thursday. The 1994 figure is the lowest since total annual permits of \$820 million in 1988. The number of applications totaled 1,089. The Treasury's Foreign Investment Department said that \$1.106 billion portion (74.5 percent) of last year's overall permits was in the manufacturing industry. It said foreign investment permits in the services sector stood at \$342.9 million and in the agricultural sector at \$29.3

million. Most applications during the year were for capital increase at already-operating firms. Such applications amounted to \$963.1 million, representing 64.8 percent of all permits for the year. Another \$244.7 million were portfolio investment and \$68.1 million expansion investment.

New investments stood at \$208.1 million, or 14 percent of all investment permits during the year.

Experts say foreign investors were pulled back from making fresh investment into the Turkish economy because of turmoil in financial markets and rapidly shrinking domestic demand.

LE MONDE / VENDREDI 13 JANVIER 1995

L'écrivain turc Onat Kutlar est mort victime d'un attentat

ISTANBUL. L'écrivain turc Onat Kutlar, cinquante-neuf ans, est mort, mercredi 11 janvier, à l'hôpital où il avait été admis le 30 décembre 1994, après avoir été grièvement blessé dans l'explosion d'une bombe dans un hôtel du centre d'Istanbul. Une organisation islamiste, IB-DA-C, avait revendiqué l'attentat. Outre l'écrivain, un guide touristique avait été tué. Onat Kutlar, poète et critique de cinéma, écrivait dans le quotidien *Cumhuriyet*, fervent défenseur de la laïcité, depuis 1954. La Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara a, par ailleurs, acquitté, mercredi, six militants des droits de l'homme jugés pour « séparatisme » : deux membres de la Fondation des droits de l'homme de Turquie, dont son président, Yavuz Onen, et quatre membres de l'Association des droits de l'homme, dont son président, Akin Birdal. La Turquie semble vouloir éviter de s'exposer de nouveau à des critiques des pays occidentaux comme celles qui avaient suivi la condamnation, en décembre, de huit députés kurdes. - (AFP, Reuter.)

Year	Foreign investment permits (\$ million)
1987	655
1988	820
1989	1,511
1990	1,861
1991	1,967
1992	1,819
1993	2,271
1994	1,484
TOTAL	12,391

Le Soir de Bruxelles - 13 janvier 1995

Lancement d'un Parlement kurde en exil

Devant plusieurs dizaines de journalistes turcs, hier à Bruxelles, des personnalités kurdes exilées de Turquie ont jeté les bases d'un prochain « Parlement kurde en exil du Kurdistan ». Ses promoteurs entendent ouvrir ce cénacle, qui devrait voir le jour en mars, à tous les courants kurdes. A la conférence de presse, la commission préparative était ainsi notamment représentée par des députés kurdes exilés en Belgique, un représentant des Alaouites, des Assyriens, du Mouvement islamique kurde et par un maire lui aussi en exil.

Mais l'orateur le plus sollicité fut le délégué de l'ERNK, mouvance politique dans laquelle se situe le PKK, « parti des travailleurs kurdes » qui mène une lutte armée dans le Kurdistan turc depuis dix ans. Pour Ali Sapan, la participation du PKK à ce Parlement s'explique par le fait que ce mouvement représente une grande partie du peuple kurde. La traditionnelle question sur l'utilisation de la terreur par le PKK reçut une réponse attendue : *Le « terrorisme » est l'appellation donnée par l'Etat turc au combat pour la libération nationale menée par notre peuple.* Cette lutte serait-elle alors en contradiction avec les buts annoncés du futur Parlement en exil parmi lesquels on lit que cette instance ne constituera « pas un motif de séparation; et soutiendra l'égalité et l'unité démocratique des peuples kurde

et turc » ? *Non, nous répond M. Sapan. Il n'y a pas de contradiction puisque nous avons plusieurs fois répété notre volonté d'aboutir à une solution politique basée sur l'égalité des peuples et non le séparatisme. C'est la négation turque de notre existence, de notre identité culturelle, la politique turque consistant à nous détruire physiquement qui rend légitime la lutte armée.* Une réflexion qui en attira une autre, de Remzi Kartal, député du DEP (parti de la démocratie, officiellement dissous l'année passée) dont plusieurs confrères purgent de lourdes peines de prison : *Le peuple kurde a droit à son autodétermination, ce qui ne signifie pas le droit absolu à l'indépendance.* On ignore où le « Parlement » sera basé, mais il a été précisé que ses membres respecteront les lois des pays où il se réunira.

B. L.

—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse

FRA0558 4 I 0281 IRK /AFP-RJ78

Irak-Kurdes

Calme dans le Kurdistan d'Irak, mais situation tendue à Erbil

NICOSIE, 13 jan (AFP) - Les combats entre formations kurdes rivales ont cessé depuis deux jours dans le nord de l'Irak, mais la situation est toujours tendue à Erbil, "capitale" du Kurdistan d'Irak, a déclaré vendredi à l'AFP un porte-parole de l'opposition.

"Le cessez-le-feu est respecté depuis deux jours, il n'y a plus de combats mais la situation est toujours tendue à Erbil, désormais contrôlée par les combattants de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani)", a affirmé un porte-parole du Conseil national irakien (CNI, une coalition de formations d'opposition), joint à Londres par téléphone.

Selon lui, "le CNI a déployé ses combattants entre les belligérants pour empêcher la reprise des combats".

Les affrontements ont opposé depuis fin décembre l'UPK et le Parti démocratique du Kurdistan (PKK de Massoud Barzani), les deux principales formations qui se partagent le contrôle du nord de l'Irak, et ont notamment permis à l'UPK de prendre le contrôle d'Erbil. Aucun bilan de source indépendante de ces combats n'a pu être obtenu.

Le porte-parole a indiqué qu'un dirigeant du CNI, M. Ahmad Chalabi, qui a obtenu dimanche la proclamation d'un cessez-le-feu, poursuivait sa médiation mais que MM. Barzani et Talabani refusaient de se rencontrer.

Quant au "gouvernement" kurde, non reconnu internationalement et contrôlé par les deux partis, il ne se réunit plus, a-t-il poursuivi.

Le nord de l'Irak échappe au contrôle du pouvoir central de Bagdad depuis l'insurrection kurde du printemps 1991, qui avait suivi la débâcle irakienne dans la guerre du Golfe.

at/jeb/mfo

AFP /JO0245/131913

JAN 95

FRA0462 4 I 0227 TUR /AFP-QQ07

Turquie-Kurdes-Belgique

Démarche auprès de la Belgique après la conférence de presse de députés du DEP

ANKARA, 13 jan (AFP) - Le chargé d'affaires de Belgique, M. Joe Indekeu, a été convoqué vendredi au ministère turc des affaires étrangères à propos de la tenue la veille à Bruxelles d'une conférence de presse d'anciens députés kurdes, dans laquelle a été annoncée la formation prochaine d'un parlement en exil du Kurdistan, a-t-on appris de source diplomatique.

La Turquie n'a pas fait de protestation formelle mais a demandé que la Belgique réagisse au contenu de cette conférence de presse. Elle a également demandé que la Belgique ne permette pas l'installation sur son territoire de ce parlement en exil, a-t-on précisé de même source.

Le numéro deux du ministère, M. Ozdem Sandberk, qui a reçu le diplomate belge, a estimé qu'il y avait maintenant une preuve que les membres du Parti de la Démocratie (DEP, dissous en juin dernier pour "séparatisme") étaient "liés au PKK", le Parti des Travailleurs du Kurdistan, a-t-on ajouté.

Des membres du PKK ont participé à cette conférence de presse et le député du DEP en exil Remzi Kartal a déclaré: "sans PKK, il ne peut y avoir de solution politique au problème kurde". Le PKK est en lutte armée contre le gouvernement d'Ankara depuis 10 ans dans le sud-est anatolien à majorité kurde.

HC/mb/phb

AFP /JO0245/131744

JAN 95

—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse

Le ministre turc des Droits de l'homme : « Le peuple ignore ce qui se passe »

Quelle a été votre action depuis votre entrée en fonction ?

Avant, mon arrivée, il n'y avait pas de projet, pas d'action concrète, pas d'institution. J'ai élaboré le projet de créer un Haut comité des droits de l'homme composé de seize sages élus démocratiquement et qui se réuniront une fois par semaine pour analyser la situation, enquêter sur les violations et les prévenir. La mise en place d'une telle autorité, qui dépendra du Premier ministre, est une première en Turquie.

Des intellectuels, journalistes, politiciens ont été emprisonnés pour cause de propagande séparatiste et d'atteinte à l'intégrité de l'État. Les réformes de la Constitution, établie par les militaires en 1982, permettront-elles d'élargir la liberté d'expression ?

La modification de l'article 14, qui interdit d'établir des distinctions en fonction de la langue, de la race ou de la religion, devrait améliorer beaucoup les choses. Le projet proposé par le Parti social démocrate, partenaire de la coalition au pouvoir et auquel j'appartiens, contient 62 lois qui attendent d'être traitées à l'Assemblée. Parmi elles, 20 concernent plus particulièrement mon ministère et la liberté d'expression.

Dès votre arrivée, vous avez fait accrocher la Déclaration des droits de l'homme dans les commissariats de police. N'est-ce pas plus spectaculaire qu'efficace ?

C'est un début et ce sera efficace. Une formation et un suivi ont été mis en place.

Vous avez récemment dénoncé les bavures de l'armée dans le sud-est anatolien et accusé l'armée d'avoir incendié 218 maisons dans la région d'Ovacik. Le ministre de l'Intérieur et le Premier ministre ont nié ces accusations...



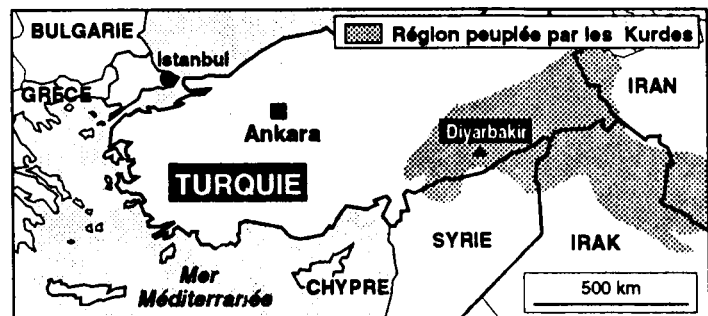
Dans le Kurdistan, l'armée turque ne fait pas dans le détail.

J'ai dit cela parce que j'ai recueilli plusieurs témoignages qui allaient dans ce sens. J'ai rencontré les villageois ; ils m'ont raconté ce qui s'est passé et je pense qu'il s'agit de la vérité.

En étant ainsi désavoué, n'avez-vous pas l'impression d'être un otage du pouvoir ?

Ce ministère est différent de tous les autres, et bien souvent nous

avons reçu des critiques que nous ne méritons pas. Je suis différent, je me déplace souvent, je communique beaucoup et la presse parle beaucoup de moi, en bien ou en mal. Moi, je n'ai pas de problèmes. Je parle avec les gens et je constate qu'il y a des déséquilibres très graves. Par exemple, la loi accorde plus d'avantages aux nantis qu'aux pauvres. Les autres ministres, eux, ne parlent jamais. Le peuple



n'a pas de réelle idée de ce que nous faisons et de ce qui se passe.

L'État turc dépense 6 à 7 milliards de dollars par an à la lutte contre le PKK. Mais il investit seulement 180 millions de dollars d'aide au développement dans le sud-est anatolien. Un tel écart n'est-il pas paradoxal quand le Premier ministre affirme que la solution du problème passe par une amélioration des conditions économiques ?

La différence est logique car, au nom de la raison d'État, là où il y a du terrorisme, il faut le réprimer. Tant que la situation n'est pas calme, les investissements massifs ne sont pas possibles. Dans l'est, le premier problème, c'est la lutte contre le PKK. Je suis très sensible aux droits de l'homme. Mais, dans une région aussi instable, que pouvons-nous faire quand les gens arrivent tout juste à survivre ? On voudrait que le problème ne soit pas résolu par la voie militaire. Mais on a été obligé d'utiliser l'armée parce que le PKK a trop exagéré.

Vous avez affirmé être mal à l'aise avec le procès des députés pro-kurdes du DEP. Pour autant, pensez-vous d'actions comme celles de France-libertés de Mme Mitterrand, taxée d'ingérence dans les affaires intérieures turques ?

En Turquie, la justice est indépendante. Elle a condamné six des huit députés à de la prison et j'en suis personnellement vraiment désolé. Mais comment est la justice en Europe ? N'est-elle pas indépendante ? Il faut faire la part des choses. L'Europe aborde la question avec ses préjugés sans essayer d'analyser la situation dans son contexte.

Recueilli par Vincent LEBAS.

Liberalisierung der türkischen Verfassung

Wenig Aussichten für eine politische Lösung der Kurdenfrage

Die politische Führung der Türkei hat aus Sorge, wegen der Menschenrechtsfrage den Anschluss an Europa endgültig zu verlieren, die seit drei Jahren hängige Liberalisierung der Verfassung auf die Tagesordnung gesetzt. Eine politische Lösung der Kurdenfrage, die zu den meisten Menschenrechtsverletzungen Anlass gibt und die Türkei in die Isolation zu treiben droht, bleibt aber auch nach der angekündigten Verfassungsreform unwahrscheinlich.

it. Istanbul, 11. Januar

Die türkische Regierungschefin, *Tansu Ciller*, hat am Dienstagabend überraschend den europäischen Ländern vorgeworfen, in der Türkei den Separatismus zu fördern. Die türkische Regierung sei gewiss um grössere Freiheiten, um mehr Respekt für die Menschenrechte und um Demokratie bemüht, sagte sie. Europa mache bei seiner Forderung nach mehr Demokratie aber den Fehler, in der Türkei den Separatismus zu unterstützen. Die Regierung könnte den Kurden nicht mehr Freiheiten als den anderen ethnischen Volksgruppen der Türkei einräumen, denn das wäre «glatter Separatismus». Mit diesem Satz hat Frau Ciller klar umschrieben, wie weit ihre Regierung mit den vor kurzem versprochenen Verfassungsänderungen zu gehen bereit ist. Faktisch hat sie ihre früher gemachten Versprechungen auf diesem Gebiet wieder rückgängig gemacht.

Forderung nach Reformen

Genauso überraschend wie ihre Beschuldigung vom Dienstagabend hatte Frau Ciller letztes Wochenende der Nation eine weitgehende Verfassungsreform versprochen. Die Verfassung werde so reformiert, dass künftig prokurdische Abgeordnete wegen ihrer Meinung nicht mehr aus dem Parlament ausgeschlossen werden und Intellektuelle wegen ihrer Schriften nicht mehr ins Gefängnis wandern müssten, sagte sie in einer landesweit ausgestrahlten Fernsehsendung. Während diese Erklärung im Ausland noch für Aufregung sorgte, reagierte die türkische Öffentlichkeit kühl. Die Regierungschefin habe Demokratisierungsschritte schon oft versprochen, um kurz darauf ihre Versprechen zu vergessen, kommentierte der Vorsitzende der Istanbul Anwaltskammer, *Turgut Kazan*. Handelte es sich also wieder um ein rein rhetorisches Feuerwerk?

Es gibt im Vergleich zu früheren solchen Situationen doch einen Unterschied. Die Türkei läuft ernsthaft Gefahr, wegen ihrer leidigen Menschenrechtsverletzungen ihre bisher guten Beziehungen zu Europa zu verspielen. Letzten Dezember verschob die Europäische Gemeinschaft (EU) die geplante Zollunion mit der Türkei vor allem wegen der anhaltenden Menschenrechtsverletzungen auf diesen März. Brüssel liess Ankara dabei wissen, dass in diesem Zeitraum konkrete Massnahmen in Richtung einer Demokratisierung erwartet werden. Noch in diesem Monat werden die massiven Menschenrechtsverletzungen in der Türkei auch den Europarat beschäftigen. Dieser wirft Ankara vor, bei der Bekämpfung des Terrors meist die Zivilbevölkerung zu treffen und Andersdenkende – wie die prokurdischen Parlamentarier – zu langjährigen Haftstrafen zu verurteilen. Die Stimmen, welche den Ausschluss der Türkei aus dem Europarat fordern, werden lauter.

Auch die Stimmung im Inland hat sich mittlerweile gewandelt. Die Tatsache, dass die Inflation 1994 mit 150 Prozent den höchsten Wert in der Geschichte der Republik erreicht hat, liess in der Bevölkerung die Überzeugung stärken, der Krieg im Südosten habe die Türkei an den wirtschaftlichen Abgrund geführt. Diese zwei Gründe haben am Montag die grössten im Parlament vertretenen Parteien dazu gebracht, ihre Differenzen der letzten drei Jahre beiseite zu lassen und der Liberalisierung der Verfassung grundsätzlich zuzustimmen.

Militärverfassung

Die heute geltende Verfassung stammt aus dem Jahr 1982 und wurde unter der Federführung der türkischen Generalität geschrieben. Das türkische Volk sei nicht reif für die Demokratie, hatte damals der Leiter der Verfassungskommission erklärt und liess Grundrechte wie Presse-, Meinungs- und Gewerkschaftsfreiheit drastisch einschränken. Weitgehend autonome Bereiche, wie die Universitäten, die obersten Gerichte, die Forschung, Lehre und Kultur, das Fernsehen und die Vereinstätigkeit, die Jugend-, Frauen- und Gewerkschaftsorganisationen, wurden der Kontrolle des Staates unterstellt. Laut einem Rechtswissenschaftler definiert die heutige Verfassung lediglich die Pflichten der Bürger und die Rechte des Staates und stellt den Staat weit über das Individuum. Laut *Artikel 14* dürfen nämlich alle in der Verfassung verankerten zivilen Rechte und Freiheiten aufgehoben werden, wenn die unteilbare Integrität des Staates und der Nation gefährdet oder wenn die Existenz des türkischen Staates und der Republik bedroht werden. Hüterin der alles beherrschenden Staatsräson ist laut der Präambel die türkische Armee.

Bis Dienstag hatten sich die vier grössten Parteien darauf geeinigt, die Beschränkungen für Jugend-, Frauen- und Studentenorganisationen aufzuheben und die Freiheiten für Gewerkschaften und Parteien wiederherzustellen. Auch wenn die Liberalisierung der Verfassung wegen des Drucks aus dem Ausland gefördert werde, sei dies ein Gewinn, kommentierte am Mittwoch, etwas verbittert, die Tageszeitung «*Milliyet*».

Kein Ansetzen an den Ursachen

Trotz den Reformen werden die Ursachen des Problems, das laut dem Staatspräsidenten *Demirel* die Türkei an den Rand der Zerstörung gebracht hat, weiterhin unangetastet bleiben: die Tatsache nämlich, dass die kurdische Minderheit mit ihren rund 12 Millionen Angehörigen ihre ethnische Identität entdeckt hat und nun nicht mehr bereit ist, diese zu leugnen. Der Unterricht auf Kurdisch oder ein kurdisches Radio und Fernsehen werden von den grossen konservativen Par-

Freitag, 13. Januar 1995 Fernausgabe Nr. 9

Neue Zürcher Zeitung

teien klar abgelehnt. Somit bleibt auch der Wunsch Europas unerfüllt, eine politische Lösung der Kurdenfrage in der Türkei voranzutreiben. Der Westen stelle an Ankara Wünsche, die die Türkei wegen ihrer historischen Erfahrung nicht erfüllen könne, hatte der Staatspräsident kurz vor Neujahr erklärt. Nach dem Fall des osmanischen Reiches habe die türkische Nation für lange Zeit mit der Angst gelebt, das Land sei in seiner Existenz bedroht und könnte jederzeit auseinanderbröckeln, sagte Demirel. «Diese Angst haben wir jetzt wieder.»

Freisprüche für Menschenrechtsaktivisten

Ankara, 11. Jan. (dpa/afp) Das Staatssicherheitsgericht in Ankara hat am Mittwoch sechs

prominente Menschenrechtsaktivisten vom Vorwurf freigesprochen, durch kritische Schriften den kurdischen Separatismus unterstützt zu haben. Die rund 250 Zuschauer im Gerichtssaal reagierten auf die Freisprüche mit Beifall. Bei der Verkündung der Urteile waren Vertreter aller 15 Botschaften der EU-Länder anwesend. Bei den Angeklagten handelte es sich um vier Mitglieder der Menschenrechtsvereinigung (TIHD) sowie um zwei Mitglieder der Menschenrechtsstiftung, unter ihnen deren Vorsitzender *Yavuz Önen*. Die Anklage beruhte auf Artikeln, die Önen und ein Kollege im September zu einem Buch über Folter in türkischen Gefängnissen beigetragen hatten, sowie auf einem Bericht der TIHD über Menschenrechtsverletzungen in der Türkei.

Turkish Daily News

SATURDAY, JANUARY 14, 1995

Prostrate before pro-state feudal chiefs

By Ruhican Tul

December 1, 1993

When a state, by definition a politically organized sovereign body of people, their government and its operations and concerns, occupying a definite territory, feels compelled to look up to a bunch of tribal leaders to ensure security in a certain portion of its territory, this means trouble. This means something has gone terribly wrong. There is in the southeastern sector of the country, to use President Süleyman Demirel's own word, an "uprising." A secessionist organization calling itself the Kurdistan Workers' Party (PKK) has been waging armed attacks on security forces, civil servants, and whomever else it considers pro-state, for over 10 years.

Its aim is clear — despite recent avowals by their leader Abdullah Öcalan that they do not demand separation or division along ethnic lines, but that they do demand equality and human rights. In fact, the PKK is struggling to create an independent Kurdistan comprising many provinces in eastern and southeastern Turkey as well as Iranian and Iraqi territory. Over 110,000 Turkish troops are reported to have been deployed in the terrorism-stricken areas in the Southeast alone. What is more, the Defense Ministry has announced that it plans to immediately compel Turkey's more than 250,000 draft evaders to join up. To cap it all off, Defense Minister Mehmet Gölhan has also disclosed that those Open University students who deliberately fail classes for two years in a row will be conscripted to make up for a severe lack of soldiers in the Army.

The same coalition government decreased compulsory military service from 18 months to 15 over a year ago.

Given such public announcements of an extraordinary nature, one cannot help but ask "whatever is going on?"

Cannot the Turkish military, whose manpower is second only to that of the U.S. Army among NATO allies, cope with a "gang of murderers" whose militants number, according to official figures, only a little over 10,000 is the question that crosses one's mind.

As if that were not enough, something far more curious happened last week. The chiefs of pro-Turkish Kurdish clans of the Southeast were brought to Ankara — seemingly to appear on state TV to voice their support for state policies and denounce the PKK. Incidentally they held high-level talks with topnotch government officials and the military top-brass. Behind closed doors, the state powers that be reportedly asked them to play a more active role in the surging war against the PKK. The feudal chiefs had demands of their own of course — for more money, arms and privileges. They lead makeshift armies of state-paid village guards,

which cost the state billions of lira to maintain. Village guards are suspect people. Some say they transfer a large portion of their monthly wages to the PKK in order to keep themselves and their families out of harm's way. Some say they use their state-supplied arms to settle old scores. The Southeast is vendetta-crazy clanland. An eye for an eye and blood for blood is the canon. True that deeming them the lesser of two evils, the state has felt compelled to provide them with more sophisticated weaponry and more money.

Yet state officials had earlier refrained from disclosing the intricate rules of the game they had been playing with the feudal lords. The fact that the state chose to bring them over to Ankara with pomp and circumstance and to allow one of them to speak Kurdish on state TV does not augur well for the future. It would appear that now the supposedly almighty state is prostrate before certain seemingly pro-Turkish Kurdish feudal lords, looking up to them for succour. One cannot but help think this cannot be proper state conduct in the first place. Secondly — and definitely more importantly — this forebodes future conflict of wider proportions among Kurds in the region. Coupled with the fact that tension between nationalist Turks and Kurds throughout the country is on the verge of exploding into armed violence, fears of civil war overwhelm the peace-loving, law-abiding silent majority in the street.

Contain Iran And Avert Disaster

By A. M. Rosenthal

NEW YORK — Here we go again. One more time the merchandisers of death, from China to Russia to Western Europe, are ready and lobbying hard to build up the blackmail power and military potential of a virulent, marauding dictatorship.

Now it is nothing less they are peddling than nuclear military potential. The country is Iran, the most virulently anti-Western, anti-democratic nation in the world, terrorism's headquarters.

If Americans and their elected leaders do not stand firm, Western capital, Western technology and the inexhaustible stock of Western self-destructiveness will combine to speed Iran on the road to nuclear military power.

Iran is pushing for delivery of "peaceful use" nuclear reactors purchased from China, Russia and Germany, among others. So far, the United States has been able to block it. But Iran and its suppliers, including some U.S. allies, are getting ready for a big drive this spring when the Nuclear Nonproliferation Treaty is reviewed.

These reactors can be made to deliver plutonium, essential to the

production of nuclear bombs.

The "peaceful" production and stockpiling of plutonium is one of the world's sleeping disasters. This is from a paper by Paul Leventhal, director of the Nuclear Control Institute in Washington, and Daniel Horner, deputy director:

"The greatest long-term threat to the treaty and the world may yet lie in the production and use of nuclear explosive materials in civilian commerce. If, under the auspices of the treaty, civilian plutonium programs proceed as planned around the world, more than 500 metric tons of plutonium will be separated from the spent fuel of nuclear power reactors by the year 2010, of which at least 300 tons will be stockpiled as surplus."

They say that is 100 tons more than in the combined nuclear arsenals of the United States and Russia. The treaty does nothing to contain that commerce, and nuclear powers do a lot to promote it. They have a vested interest in keeping commercial plutonium programs going.

So the disaster keeps sleeping until an Iran or a North Korea decides it is wake-up time.

Under the treaty, Article 4, all signatories are entitled to the peaceful use of atomic energy. But there is a big fat problem with this. If a country decides to divert some of its "civilian" plutonium to military use, the international inspection system cannot find out before it is converted into bombs. Lovely.

What to do? The simplest way: Tell Iranians they do not qualify

under Article 4 because of treaty provisions against military use that we do not trust them to observe. That is the plain truth.

But how about giving Iran reactors and getting its word not to extract plutonium? The suggestion has been made. Next.

A world ban on civilian production of plutonium might help. But in the end it will take the common sense and economic power of the United States, plus real bipartisanship between Congress and the White House, to contain Iran's nuclear drive.

Iran is already on the road to the bomb. Some U.S. and Israeli officials believe the Iranian bomb is just five years away. Others say it will take longer.

Given the record of accuracy of Western (and Israeli) foresight about Iran, which runs from fair arrow-straight to miserable, it is safer to take the shorter estimate.

But even supposing the Iranian bomb is a decade away, is there any conceivable reason to bring the day closer except the pleasure of cutting our own throats?

Yes, two. The profits of the death trade. And the recurrent sentimental self-delusion that afflicts Western politicians and intellectuals about Middle East dictators, from Nasser the Gallant to Saddam the Moderate, Hussein the Plucky, Assad the Honest.

Now, heaven help us, it leads them to put the makings of a nuclear weapon in the hands of the motherland of hate and terrorism.

The New York Times.

LE MONDE / SAMEDI 14 JANVIER 1995

Terreur en direct à la télévision irakienne

C'EST À L'HEURE du journal télévisé, à Bagdad. Le présentateur, costume sombre impeccable, cravate à losanges, lit une nouvelle. Un dénommé Ali Ubaid Abed Ali vient d'être condamné à l'amputation de la main droite pour avoir - selon le journaliste - volé un téléviseur et une petite somme d'argent. Suit un gros plan: la main du malheureux, sanguinolente, sectionnée à vif à hauteur du poignet et reposant sur un linge bleu. Les téléspectateurs ont ensuite droit à des images de M. Abed Ali « avant » l'amputation, visage terrifié, puis « après », en état de choc sur un lit d'hôpital, selon le récit qu'en fait vendredi 13 janvier le quotidien britannique *The Independent*, dont un journaliste a vu l'émission.

Depuis le mois de juin 1994, le régime du président Saddam Hussein s'est lancé dans une politique de répression féroce, avec deux objectifs: arrêter le marché noir et les détournements auxquels se livre une population toujours soumise à l'embargo économique décidé par l'ONU; briser la multiplication des désertions dans une armée démoralisée que le régime envoit réprimer les chiites du sud du pays. A ces fins, Saddam Hussein a ordonné une série de

peines particulièrement barbares, comme le relatait notre envoyée spéciale Françoise Chipeaux dans *Le Monde* du 12 novembre 1994: amputation d'une main ou d'une oreille (parfois des deux) ou encore d'un pied et tatouage indélébile des suppliciés sur le front. Le tout sous l'œil des caméras du journal télévisé. A en croire *The Independent*, des centaines d'Irakiens auraient fait l'objet de mutilations. La campagne aurait pris une telle ampleur que le régime a dû réquisitionner nombre de médecins et chirurgiens pour les envoyer pratiquer amputations et tatouages dans les prisons et camps d'internement du pays.

Un déserteur cité par le journal rapporte avoir vu quelque trois cents personnes dans un centre de détention qui toutes avaient eu l'oreille tranchée. Certains médecins ou étudiants en médecine auraient fui dans la zone « protégée » kurde, au Nord, ou dans les marais du Sud, là où survit une guérilla chiite, pour n'avoir pas à torturer leurs concitoyens. Un décret gouvernemental menace à leur tour d'amputation les chirurgiens qui accepteraient de « recoller » une oreille ou d'effacer un tatouage...

Le nombre de condamnations à des mutilations n'aurait cessé d'augmenter ces derniers mois. Toujours sous le coup de sanctions économiques draconiennes, et refusant de vendre le quota de pétrole auquel il a droit, le régime de Bagdad craindrait la grogne montante de la population. D'où cette campagne de terreur télévisée dont l'objet serait de forcer les Irakiens à se conformer strictement à la politique de rationnement mise en place. Sont punis, non seulement les « voleurs », mais aussi leurs familles: elles perdent leurs tickets de rationnement.

Au lendemain de la reconduction de l'embargo contre l'Irak par le Conseil de sécurité de l'ONU, cela donne des arguments aux deux camps qui s'opposent au sujet des sanctions. D'un côté, il conforte ceux qui, comme les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, jugent que le comportement du régime de Bagdad ne justifie toujours pas la levée des sanctions. De l'autre, il renforce ceux qui, comme la France, font valoir que l'embargo pénalise moins le régime que la population, sujette aux restrictions et à une répression barbare.

Alain Frachon

Ankara's Chechnya stance strengthens anti-Turkish lobby activities in Moscow

By Ümit Enginsoy
Turkish Daily News

ANKARA- Turkey's recent strong denouncement of the Russian crackdown in Chechnya has toughened the attitude of anti-Turkish lobbies in Moscow which are urging the Russian government to raise its voice about Ankara's Southeast problem, diplomatic sources said on Friday.

"Mainly Armenian and pro-Kurdish circles in Moscow are urging Russia to take up the Southeast problem in Turkey like some Western governments do, at a time when Ankara has raised its voice on Chechnya," the sources told the Turkish Daily News. "This lobby's pressure on the Moscow government mounts as Turkey steps up rhetoric against Russia," they said. Prime Minister Tansu Çiller said on Tuesday that Moscow's crackdown in Chechnya in North Caucasus could no longer be considered as Russia's internal affair, given the military operation's dimensions resulting in high civilian losses. The next day, Parliament urged involvement of the U.N. Security Council and the Organization on Security and Cooperation in Europe for a solution to the crisis.

To date, Russia, unlike several Western countries, has officially stayed silent in the face of alleged human rights violations in Turkey, regarding mainly the Southeast problem, and moves like the controversial closure of the pro-Kurdish Democracy Party and imprisonment of the party's leading members. The Moscow government also says it has no contacts with the separatist outlawed Kurdistan Workers' Party.

The diplomatic sources said anti-Turkish circles in Moscow, are now seeking a change in Russian policies regarding Turkey, mainly on these points.

Russian diplomats in Ankara, meanwhile, are trying to prevent worsening ties between Moscow and Ankara due to the Chechnya crisis.

"The situation in Chechnya is temporary, but our relations are permanent. Turkey and Russia should look to the future," said Russian ambassador to Ankara Vadim Kuznetsov in an interview with the Anatolia news agency on Friday.

In a separate development on Friday, Foreign Minister Murat Karayalçın said Turkey could not stay silent in the face of an ongoing human tragedy in Chechnya.

"We respect Russia's territorial integrity. But this doesn't mean that we should simply watch the tragedy there. We have historical and cultural ties with the Caucasus, and we deeply regret the plight of our Chechen brothers," Karayalçın said in the Black Sea port of Trabzon.

He also said Ankara was prepared to accept wounded Chechens for treatment in Turkey and host a limited number of refugees. In the first weeks following the invasion, Turkey reacted mildly against Moscow, being content with calls for a peaceful solution through negotiations that would preserve Russia's territorial integrity.

But as the intervention turned into a slaughter of civilians, causing an exodus of refugees, Ankara began to raise its voice, partly due to domestic pressures favoring the Chechens. However, Ankara's sympathy for the Chechens falls short of backing Chechnya's self-declared

independence from Moscow, as Turkish officials even refuse to hold contacts with representatives of Chechen resistance leader Dzhokhar Dudayev. Last week, Dudayev's Foreign Minister Shemseddin Yusuf made an undisclosed visit to Turkey, but did not meet with Turkish officials. Anatolia said in a report from Azerbaijan's capital Baku that a Chechen human rights team headed by Transport Minister Seyid Ibrahimov was expected to arrive in Istanbul late on Friday.

Military copter crashes, killing six

Turkish Daily News

DIYARBAKIR- A Turkish military helicopter crashed in southeastern Anatolia on Friday "for unknown reasons", killing six military personnel on board, the Anatolia news agency reported.

The helicopter, a Sikorsky "Black Hawk" utility craft, was taking part in operations in Diyarbakır province, Anatolia said. Four officers and two non-commissioned-officers reportedly perished in the crash. Nine "terrorists" were killed during the operations, the report also said. The outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) has been fighting a separatist war in the area since 1984. The fighting has claimed over 14,000 lives. The PKK has frequently claimed downing of military helicopters in the course of the fighting, but Turkish officials have regularly dismissed such claims.

State Dept.: 'US does not recognize a Kurdish state'

By Uğur Akıncı
Turkish Daily News

WASHINGTON- The U.S. State Department today declared that "the United States does not recognize a Kurdish state." In response to question concerning a demarche that Turkey allegedly sent to U.S. and other Western allies asking them to block the formation within their territory of a Kurdish government in exile, department spokeswoman Christine Shelly said during a press briefing that "we support the territorial integrity of Turkey and other countries having Kurdish populations."

"We've seen reports that the terrorist Kurdistan Workers' Party, the PKK, is backing the establishment of a government in exile. As a terrorist organization, the PKK has no political legitimacy and neither would any government that it attempts to establish," Shelly said.

Responding to a remark Undersecretary Peter Tarnoff made yesterday that the U.S. recommends a dialogue with "responsible members of the Kurdish community," the State Department today reaffirmed Tarnoff's position without, however, specifying what group in the Kurdish community the U.S. is referring to.

"The United States believes that dialogue would be a useful means to resolve the conflict in southeastern Turkey," a press release read. "We also believe that any solution should include expanded cultural and civil rights for Turkey's Kurdish citizens. We would not presume to prescribe to the Turkish government with whom to have such a dialogue or what it should include."

The State Department spokeswoman found herself in an uncomfortable corner when, at the briefing, Barry Schweid of Associated Press asked if the State Department considered Kurds a "people" and if the Kurds "are entitled to statehood."

"The U.S. government seems to support other groups that say they're a nation — you sort of encourage them to go ahead and try to establish a state. And I wonder if the Kurds, who are not a small group, exactly, but many millions of people, are entitled to statehood," Schweid asked.

Spokeswoman Shelly said that "as a group within Turkey and Iraq and other locations there certainly are Kurdish people." But she had some difficulty elaborating further on

the question whether as a people Kurds were "entitled to statehood" or not.

"Well, Barry," Shelly said, "I don't — you know, I feel that this is, you know, getting into the — you know, the kind of either the people-people comparison or country comparison or whatever, and I wouldn't want to get into a situation of trying to characterize the people within one area versus another. I don't — you know, as a theoretical question I will certainly look into it and see if we have some, you know, fancy linguistic description regarding peoples and their aspirations that we would like to say, but I simply don't have anything more that I want to say on it right now."

Iraqis react with anger as UN maintains sanctions

In the past two weeks prices have soared in Baghdad as dinar tumbles against dollar

Reuters

BAGHDAD- Impoverished Iraqis on Friday reacted with frustration and anger to the U.N. Security Council's decision to maintain sanctions against Iraq, with special ire reserved for the United States' U.N. ambassador.

"Who does that wretched witch think she is? Before every review she demands something new from Iraq," said an old woman of Ambassador Madeleine Albright, who opposed the lifting of the crippling sanctions imposed after Iraq's 1990 invasion of Kuwait.

The Security Council reviews the sanctions every 60 days. The old woman, carrying her last set of porcelain cups to sell at a Friday market, was one of thousands of Iraqis who braved Baghdad's chill morning to offer personal belongings for sale.

The goods in Tahrir Square ranged from mattresses, blankets and curtains to family copies of the Muslim holy book, the Koran.

Young girls and boys elbowed their way into the crowd, selling chewing gum and cigarettes or holding out their hands for food or money.

"I am lucky I still have more items to sell," said one man, spreading three small carpets on the ground. "There are people who sold everything and some have already resorted to begging." "Government rations are insufficient and who knows when America will allow us to export oil," said a schoolteacher whose monthly salary hardly buys a box of 30 eggs. In the past two weeks prices have soared in Baghdad as the dinar tumbled against the U.S. dollar. People feared the Council decision to continue with the embargo might lead to further price rises.

"Who is America punishing and for what?" asked an old man, offering his last two chickens for sale. "We do not understand the game. We are the victims — the ordinary people." Some cursed the U.S. and Ambassador Albright, who is now a household name in Iraq.

The blanket embargo is biting deep. It has devastated Iraq's econo-

my, now in the grip of hyper-inflation and suffering acute shortages of essential foodstuffs and medical supplies. Most people rely on government wages which have not kept up with inflation.

Many civil servants, including teachers, refuse to work as their monthly salaries are less than what they would pay for transport to their workplace.

Public services are a shambles and Baghdad's municipality has already warned that the city's sewage system, serving more than four million people, was bound to collapse in the absence of pumping machines and spare parts.

Iraq's health system, once among the best in the Third World, is crumbling. Hospital doctors ask patients to bring their own blankets, plates and spoons. The government, short of hard cash to pay for urgent needs, has reduced food rations by about half, forcing more people to rely on the inflated market prices.

The hardships have made Iraqis turn their wrath on Western and Arab nations, particularly the United States and Kuwait.

Turkey is No. 2 buyer of US arms in 1994 with \$2.2 billion

Only Israel bought more defense articles than Turkey

Turkish Daily News

WASHINGTON- According to official U.S. figures provided by the Defense Security Assistance Agency (DSAA), Turkey was the second largest buyer of U.S. "defense articles and services" for the fiscal year 1994, which ended on Sept. 30, 1994.

According to the DSAA, Turkey bought \$2.194 billion worth of Foreign Military Sales (FMS) items. Israel purchased \$2.447 billion worth of U.S. arms in 1994.

Total U.S. foreign military sales for the 1994 fiscal year were \$12.865 billion, a

decline from \$33 billion in fiscal year 1993. By way of comparison, Turkey's proposed national budget for the next year is \$38 billion.

U.S. military sales to certain other countries in 1994, by way of comparison, were as follows: Greece \$308 million; Malaysia \$738 million; South Korea \$433 million; Canada \$119 million; Norway \$159 million; United Kingdom \$586 million; Saudi Arabia \$837 million; Finland \$546 million; Egypt \$473 million; Taiwan \$360 million; Albania \$5,000.

La coalition gouvernementale turque veut démocratiser la Constitution

Istanbul,
correspondance

La réforme de la Constitution, pour mieux garantir les droits de l'homme mais aussi pour débloquent le système politique, est au cœur d'un vaste débat dans la classe politique et les médias turcs.

Le Premier ministre Tansu Ciller concrétise finalement ses promesses – restées lettre morte en deux ans de gouvernement – de démocratiser la Constitution de 1982, imposée par les militaires après le coup d'Etat du 12 septembre 1980. Une proposition de loi sur la modification de 21 articles de la Constitution a été soumise vendredi à la signature des députés turcs. Ce texte a été élaboré par les deux partis gouvernementaux, le Parti de la juste voie (DYP, droite) de Tansu Ciller et le Parti populiste social-démocrate (SHP) du vice-Premier ministre Murat Karayalcin ainsi que le Parti de la mère patrie (ANAP, droite), la principale formation d'opposition.

La proposition vise notamment à modifier les articles sur les droits et libertés d'association. Une modification constitutionnelle n'est possible qu'à la majorité des trois cinquièmes du Parlement, soit 270 députés. Une première tentative avait échoué l'été dernier faute de majorité suffisante. Les autorités d'Ankara commencent à prendre conscience du problème des droits de l'homme et de leurs conséquences dans les relations avec l'Europe. L'acquiescement, mercredi dernier, par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara, de six militants des droits de l'homme jugés pour «séparatisme» a montré qu'Ankara veut éviter de s'exposer à des critiques supplémentaires des pays occidentaux, qui avaient durement dénoncé la condamnation de six députés kurdes en décembre dernier.

Les deux partis de la coalition gouvernementale, n'avaient pas réussi, jusqu'ici, à s'entendre sur le contenu et la forme des réformes à réaliser. Le

Parti de la juste voie insiste sur l'importance des privatisations dans le domaine de l'économie, alors que son partenaire social-démocrate populiste met l'accent sur l'urgence de la démocratisation et, notamment, sur la suppression de certains articles de la loi contre le terrorisme qui ont entraîné la condamnation de plusieurs dizaines d'universitaires, d'écrivains et de journalistes pour avoir écrit des articles ou des livres, accusés de «propagande séparatiste». Le célèbre écrivain Yasar Kemal est ainsi, depuis hier, sous enquête à propos d'un long article sur la question kurde publié dans le *Spiegel*.

Le débat sur les institutions a aussi été relancé par le président de la République, Suleyman Demirel qui a proposé dimanche dernier un renforcement de ses pouvoirs, et la possibilité «de dissoudre les Chambres», se référant explicitement «à la Constitution de la 5^e République française».

Une grande majorité de l'opinion publique reconnaît que l'actuel Parlement se montre incapable de trouver des solutions pour les problèmes les plus urgents, tant politiques qu'économiques. Le président Demirel, déjà par deux fois renversé par les militaires (en 1971 et en 1980), est conscient de la gravité de l'impasse actuelle. «Il désire disposer, au cas où, du pouvoir de dissoudre le Parlement plutôt que de voir une quatrième fois l'armée sortir de ses casernes pour suppléer à l'impuissance des parlementaires», assure un député social-démocrate. La montée de l'extrême droite et des islamistes du Refah (Parti de la prospérité) inquiète et nourrit toutes les rumeurs.

Les médias turcs, en particulier les quotidiens libéraux et de gauche, ont, eux, profité de l'occasion pour lancer un grand débat d'opinion sur «la crise du modèle républicain» et sur «les raisons du blocage du système».

Musa AKDEMIR

Kampf um Finanzquellen unter irakischen Kurden

vk. Limassol, 12. Januar

Die Waffenruhe im Nordirak zwischen den Kämpfern von Barzanis DPK und Talabanis UPK ist am Donnerstag einigermassen eingehalten worden. Am Mittwoch wurde sie an verschiedenen Stellen gebrochen. Am späten Dienstag war nach mehrtägigen blutigen Gefechten ein Waffenstillstand ausgehandelt worden. Die Hintergründe des Ringens wurden mittlerweile durch unbeteiligte Beobachter am Ort aufgeklärt; in diesem Licht ist die Hoffnung auf eine gründliche Einigung gering, weil die Auseinandersetzung die zentralen Behörden immer mehr schwächt.

Die kurdische Hauptstadt Erbil ist weitgehend in Talabanis Hand, während Barzanis Leute die Stadt umzingelt haben. Zudem klagt Talabani nun seinen Gegner an, er lasse sich von türkischer Seite finanzieren und aufrüsten. Damit wolle Ankara Barzani dazu bringen, die türkische PKK zu bekämpfen und sich überdies mit Saddam Hussein zu versöhnen. Die Beobachter ver-

sichern, dass die beiden rivalisierenden Parteien in letzter Zeit vor allem ums Geld ringen. Die DPK halte die Zolleinkünfte von Zakho zurück, wo täglich 700 bis 1000 türkische Lastwagen mit Waren für Bagdad vorbeikommen. Talabani nennt eine Summe von 25 Millionen Dollar, welche Barzani seit den Kämpfen vom letzten Mai dem Staat vorenthalten habe. Barzani räumt ein, dass er tatsächlich Geld zurückhalte, aber weniger als die genannte Summe, und zwar weil Talabani auch die Zolleinnahmen von den Übergängen nach Iran unter seiner Kontrolle auch für sich behalte. Zudem habe die UPK sich eine Zement- und eine Zigarettenfabrik in ihrem Gebiet angeeignet sowie die Banken in Suleimanyeh und Erbil. Barzani macht weiter geltend, dass der Finanzminister und der Direktor der Zentralbank in Erbil beide der UPK angehörten; auch Ministerpräsident Kusrat Rasul zählt zu Talabanis Partei. Kenner Barzanis und Talabanis versichern, dass die beiden Führer selbst einander schätzen und zu einer Einigung gelangen könnten, dass aber ihre Assistenten und Militärkommandanten zur alten Garde gehören, welche die Feindschaft seit den ersten Kämpfen noch tief in sich trägt.

—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse

FRA0153 4 I 0411 IRA /AFP-XN57

Irak-Kurdes

Violents combats dans le Kurdistan d'Irak: des dizaines de tués

NICOSIE, 15 jan (AFP) - Les combats entre formations kurdes rivales ont repris avec violence samedi dans la banlieue d'Erbil, principale ville du Kurdistan d'Irak, faisant des dizaines de tués, a-t-on appris dimanche auprès de sources kurdes.

Le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK, de Massoud Barzani) a lancé une offensive pour reprendre Erbil, tombée fin décembre aux mains de l'Union Patriotique de Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani), a indiqué à l'AFP un responsable du Centre d'information du Kurdistan, une association indépendante basée à Londres.

Le PDK a réussi à reprendre trois villages limitrophes d'Erbil, a ajouté sous couvert de l'anonymat ce responsable contacté par téléphone depuis Nicosie.

Les combattants de l'UPK ont attaqué, de leur côté, la localité de Chaqlawa, sous contrôle du PDK, a-t-il indiqué. "Le combats se poursuivent avec violence, et les deux partis ont fait état de victimes", selon lui.

(A Téhéran, des sources kurdes ont affirmé que des affrontements avaient eu lieu samedi soir dans la banlieue d'Erbil, "où les forces du PDK ont chassé celles de l'UPK").

Un responsable de l'UPK, Sami Chorache, a admis, de son côté, que les forces de M. Barzani avaient pris le contrôle de "quelques poches" dans la banlieue d'Erbil, mais a affirmé que le gros de l'offensive avait été repoussé.

Le PDK a laissé des "dizaines de tués" sur le terrain, a-t-il ajouté dans une déclaration publiée dimanche par le quotidien arabe basé à Londres Al-Hayat.

Les deux formations, qui se battent depuis le 24 décembre, avaient partiellement observé un cessez-le-feu le 8 janvier, à la suite d'une médiation du Conseil national irakien (CNI, coalition de l'opposition irakienne).

Le cessez-le-feu prévoyait notamment une normalisation à Erbil dans un délai de trois jours, a-t-on indiqué de mêmes sources kurdes citées par Al-Hayat. Selon le journal, M. Barzani exige le retrait de l'UPK d'Erbil pour arrêter les combats, alors que M. Talabani refuse de l'évacuer avant que le PDK ne mette un terme à ses tentatives de reprendre la ville.

Les combats ont fait entre 100 et 500 tués depuis décembre, selon des sources kurdes, mais aucun bilan n'a pu être obtenu de source indépendante.

L'UPK et le PDK contrôlent le nord de l'Irak depuis l'insurrection kurde de mars 1991, qui avait suivi la défaite irakienne dans la guerre du Golfe.

mch/ms

AFP /JO0245/151305

JAN 95

—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse

—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse

FRA0432 4 I 0229 CHY /AFP-BN94

Irak-Kurdes

55 morts dans le Kurdistan d'Irak, selon le "Premier ministre" kurde

NICOSIE, 15 jan (AFP) - Cinquante-cinq personnes ont été tuées et une centaine d'autres blessées dans les combats entre formations kurdes rivales et les bombardements sur Erbil, principale ville du Kurdistan d'Irak, a affirmé dimanche à l'AFP le "Premier ministre" kurde Kosrat Rassoul.

M. Rassoul, également membre du bureau politique de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani), a affirmé que "vingt civils ont été tués et cent autres blessés depuis samedi soir dans les bombardements aveugles de la ville d'Erbil par le Parti démocratique du Kurdistan" (PDK de Massoud Barzani).

Les combats pour le contrôle des collines de Kaznavan, qui surplombent Erbil et où les forces du PDK affirment avoir effectué une percée, ont en outre fait "trente-cinq morts parmi les combattants" des deux bords, a indiqué M. Rassoul, interrogé au téléphone à Erbil depuis Nicosie.

Les combats entre l'UPK et le PDK, formations kurdes rivales, avaient repris avec violence samedi dans la banlieue d'Erbil où le PDK a lancé une offensive pour reprendre la ville, selon des sources kurdes.

L'UPK et le PDK sont les principales formations qui contrôlent le nord de l'Irak depuis l'insurrection kurde de mars 1991 consécutivé à la défaite irakienne dans la guerre du Golfe.

ea/chb

AFP /JO0245/152147 JAN 95

FRA0107 4 I 0178 IRA /AFP-XE79

Irak-Kurdes-Iran

Reprise des violents combats dans le Kurdistan: des dizaines de tués

TEHERAN, 15 jan (AFP) - Des dizaines de personnes ont été tuées lors de violents combats qui ont repris samedi entre formations kurdes rivales dans la banlieue d'Erbil, principale ville du Kurdistan d'Irak, a-t-on appris dimanche auprès de sources kurdes à Téhéran.

Le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK, de Massoud Barzani) a lancé une offensive pour reprendre Erbil, tombée fin décembre aux mains de l'Union Patriotique de Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani), selon ces sources.

"Les affrontements ont eu lieu samedi soir dans la banlieue d'Erbil, où les forces du PDK ont chassé celles de l'UPK", a-t-on indiqué de mêmes sources à Téhéran.

Les combats ont fait entre 100 et 500 tués depuis décembre, selon des sources kurdes, mais aucun bilan n'a pu être obtenu de source indépendante.

Le nord de l'Irak échappe au contrôle du pouvoir central de Bagdad depuis l'insurrection kurde de mars 1991, qui avait suivi la défaite irakienne dans la guerre du Golfe.

kd-mch/ms

AFP /JO0245/151127 JAN 95

—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse

1994: A year of unfulfilled promises by the politicians

'Political leaders from President Süleyman Demirel to Prime Minister Tansu Çiller and Deputy Prime Minister Murat Karayalçın may have reflected hope and made promises to the public on the economy, terrorism, democratization etc., at the beginning of 1994. But their mood at the beginning of 1995 and the facts concerning last year are far from reflecting any real achievements'

By Mine Çevik

Turkish Daily News

ANKARA- Every year brings with it new hopes, and politicians, availing themselves of this, do not holdback from making new promises for the future.

As was the case with the promises given at the beginning of 1994, political leaders gave similar messages at the beginning of 1995.

When we look back at what was promised at the beginning of last year and compare it with what really transpired, the picture that emerges is a year of unfulfilled promises. For example:

President Demirel proved to be more optimistic at the beginning of 1994 than he was at the beginning of this year, when he said that Turkey would overcome all its problems, including terrorism.

"Both the regime and the state in Turkey has the power to overcome all its problems, including the problem of terrorism which is threatening its unity," Demirel had said at the start of 1994.

But the same Demirel at the beginning of 1995, and using veiled language, reflected a concern that the country is being administered badly; that the future of the country is not exactly bright; that the Parliament has to reform itself in order to produce governments that can address the problems of the country.

He also indicated that if civilian administrators did not find the right solutions to the problem, then "new approaches" would be sought by certain quarters, thus openly hinting at the possibility of a military coup.

These remarks of Demirel's reflect a different mood to his remarks of a year ago about the state having the power to overcome all its problems, and appear to indicate where Turkey has come in one year.

Having tried ever since the day he was elected president to remain neutral, Demirel now appears to have departed from this also.

This was the message to emerge from his words that "if politicians become stubborn, and block the paths to solutions to problems, then the president must intervene by exercising his power to dissolve parliament in order to secure the operation of the democratic parliamentary system."

Prime Minister Tansu Çiller, perhaps out of an innate desire to remain cautious about immediate promises, had pointed out at the beginning of 1994



Süleyman Demirel

that they were "not after trying to save the situation" simply in the short-term.

"We are after much greater targets. The target is the Turkey of the year 2001. Since we established the 50th government of the Republic, we have been introducing the measures required to remove the obstacles one by one" Çiller had said.

Putting the blaming on previous governments, Çiller had said that inflation, and terrorism on the part of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), remained the two main obstacles facing her coalition government.

"We are applying the scalpel and going after the PKK with determination, because this problem has not been correctly diagnosed for 10 years. We will stop the blood that has been spilled for a decade. We are determined to get rid of terrorism from its roots. We have no concessions whatsoever to make on this," Çiller had said.



Tansu Çiller



Murat Karayalçın

But in spite of Çiller's promise to rid the country of this scourge, various official statistics which might have provided an assessment of the government's achievement in this respect proved to be contradictory.

According to figures quoted by the Anatolian news agency based on statistics provided by the office of the Emergency Rule Governor in the southeast, 3,430 terrorists were killed during the first 10 months of 1994. As for the death toll from terrorist attacks, these amounted to 807 for the same period, including 75 children. In the same period, 893 members of the security forces were listed as having lost their lives.

Despite these figures from the region where the combat against the PKK is being conducted in the main, there appeared inconsistencies between the statistics of the Emergency Rule governor, the ministry for the interior and the president's office.

Statistics on terrorism according to Emergency Rule Governor Ünal Erkan:

PKK militants killed.....	3,905
PKK militants caught alive.....	390
(including 39 wounded) PKK militants who surrendered.....	367
Security personnel killed.....	248
Citizens killed.....	908
Citizens wounded.....	1,196
Those charged.....	3,313

Statistics on terrorism according to Minister for Interior Nahit Mentese:

Number of dead.....	3,116
PKK militants killed.....	4,060
PKK militants wounded.....	149
PKK militants who surrendered or were captured.....	11,852
Security personnel killed.....	1,089
Security personnel wounded.....	2,586
Citizens killed.....	1,062
Citizens wounded.....	1,775

Statistics on terrorism according to President Süleyman Demirel:

Number of dead.....	3,475
PKK militants killed.....	3,709
PKK militants wounded.....	49
PKK militants caught.....	485
PKK militants who surrendered.....	317
Security personnel killed.....	919
Security personnel wounded.....	2,119
Citizens killed.....	814
Citizens wounded.....	1,037

Murat Karayalçın, the deputy prime minister and chairman of the junior coalition partner, the Social Democratic Peoples Party (SHP), in remarks which reflected his trust and confidence in his partner Prime Minister Tansu Çiller, had said at the beginning of 1994 that "this would be the year in which hardships in our country would start to be overcome; that great strides would be made in the fight against terrorism; and that great achievements would be made."

As for the "great achievements", Karayalçın made it quite clear that for the SHP these were to be in the area of democratization.

"While major steps were taken in 1993 in terms of democratization, we cannot say that we have obtained the desired results. Democratization requires that Parliament work much faster and far more productively in 1994," Karayalçın said at the beginning of that year.

"We consider it absolutely necessary that the package of 12 bills which foresee the speeding up of the judicial process is accepted. The passing of these bills will constitute a true reform in the justice system in terms of the history of our Republic," he had added.

According to the "coalition protocol" between the SHP and the senior coalition partner, the Truth Path Party (DYP), the necessary legislative changes for privatization and democratization would be achieved simultaneously.

But the objections of the DYP deputies to aspects of the democratization bill, and the fact that the '95 budget was debated after the bill on privatization was passed, meant in effect that work on the democratization package was suspended: Prime Minister Çiller's concession to the SHP whereby she accepted Mümtaz Soysal into her cabinet, in order for the privatization bill to be passed, did not have any effect on the passage of the democratization package.

President Demirel had also indicated the necessity of "maintaining democratization and fighting corruption in order for the state and the regime to operate better."

Calling for the necessary measures against corruption in view of the sensitivity of the public to this issue, Demirel had underlined the importance of "ensuring that Turkish laws were harmonized with the Charter of Paris, that new regulations were introduced, and that the efforts aimed at improving the constitution are continued with.

"Turkey will continue to democratize, to modernize, to globalize, to rationalize and to develop. It will enhance its place in the world by entering into more cooperation with the world," Demirel had said.

Despite this tough line, he maintained his "neutrality" both when the parliamentary immunity of deputies from the pro-Kurdish Democracy Party (DEP) was lifted and when these deputies were put on trial and later received harsh sentences.

The adverse effects of these developments were experienced by the country collectively in 1994 as the country's enemies abroad were given fresh ammunition.

Bülent Ecevit, the leader of the Democratic Left Party (DSP), for his part cautioned at the beginning of 1994 against the gathering winds of fundamentalism during the upsurge in political support for the pro-Islamic Welfare Party (RP). Ecevit had said that Turkey appeared to be handing over the task of providing security to "feudal forces," on the one hand and to "ultranationalist" forces, to religious circles or to "hidden influences" on the other.

"When the state hands over, or appears to hand over, these responsibilities to these quarters then the trust of the public in the state is shaken," Ecevit had said.

He had gone on to indicate that the growing lack of confidence people feel in the state served to strengthen their feeling of helplessness, driving them into the arms of such parties as the RP, as well as to some marginal groups which appear at such times to be offering solutions.

President Demirel had also uttered words of caution in terms of the economy and had said that in terms of combatting the two main problem areas of the economy, namely inflation and unemployment, it was necessary to introduce discipline to public finance, to increase the state's income while reducing its dependence on borrowing, and to maintain an annual growth rate which was not less than 5 percent.

While Demirel was calling for a growth rate of at least 5 percent, deputy prime minister Karayalçın was announcing that the growth rate target for 1994 was set at 4.5 percent by the government.

Despite these remarks, 1994 produced a negative growth rate with -6.1 percent.

In her New Year's message at the beginning of 1994 Prime Minister Tansu Çiller had said that economic problems had mounted because no serious precautions had been taken in this sphere for 10 years.

"We provided the correct diagnosis in this respect also and started to use the scalpel. What is this diagnosis? The public deficit is growing every day because of the vicious circle of borrowing and interest payments. The state needs secure supplementary resources. The continuation of growth, the reduction of inflation and unemployment, new infrastructure investments in health and education all depend on this," Çiller had said.

But perhaps because she applied the scalpel to the wrong place, inflation at the end of the year reached 150 percent; the dollar rate has reached TL 40,000, the equitable distribution of wealth has been disrupted further; the domestic debt stock has reached TL 600 trillion; bankruptcies have reached record levels; and civil servants and workers have taken to the streets.

Çiller's partner, Karayalçın, for his part had said at the beginning of the year that he wanted to "underline the word stability" in terms of 1994, indicating that a controlled policy aimed at achieving stability would be implemented throughout the year.

Despite the fact that Karayalçın had given "assurances" that the cost of this "controlled package aiming at stability" would not accrue to the worker, the civil servant, the retired and the small tradesman, it was again these low income sectors that ended by paying the bill in 1994.

Mesut Yılmaz, the leader of the main opposition Motherland Party (ANAP), had said at the beginning of 1994 that the DYP-SHP coalition was gearing itself only towards the March 27 local elections and had charged that the government did not have any policies that looked beyond that date.

"It is clear now that this government, which has no program for the future and which is incapable of understanding the need for change and renewal, is not in a position to run Turkey anymore," ran Yılmaz' judgement.

Fresh clashes reported in N. Iraq

Iraqi ambassador claims multinational force based in Turkey armed rival Kurdish factions

Turkish Daily News

ANKARA- Fresh clashes erupted between rival Kurdish factions near Arbil in northern Iraq on early Friday, defying a Jan. 8 truce, an Iraqi Kurdish official said on Sunday.

Safeen Dizayee, representative of the Kurdish Democratic Party (KDP) in Ankara, told the Turkish Daily News that forces from the KDP and the rival Patriotic Union of Kurdistan (PUK) were fighting in several areas around Arbil.

Dizayee said there were casualties but the exact number was unknown. December clashes between the two factions claimed the lives of over 500 people, including many civilians. In another development, Iraqi ambassador in Ankara Raffi Dahham al-Tikriti accused a multinational force — set up to protect northern Iraqi Kurds from potential attacks by Baghdad troops — of providing the KDP and the PUK with arms in the wake of the Gulf war.

Al-Tikriti, in an interview with the Anatolia news agency, also said there were close ties with the PUK and the outlawed separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) and that two years ago he gave documents confirming this cooperation to Turkish officials.

Drawing similarities among the three Kurdish groups, al-Tikriti said, "As the PKK operates to divide Turkey, the PUK and the KDP are working for an independent state in northern Iraq," he said. The ultimate aim was the creation of a "Great Kurdistan" covering both south-eastern Anatolia and northern Iraq, al-Tikriti added.

He also accused the United States and other Western powers of playing the "Kurdish card" to get control of the region.

Regarding ties with Turkey, al-Tikriti said Baghdad wanted to resume the level of relations with Ankara in the pre-Gulf war period after the lifting of an interna-

tional arms embargo against Iraq.

Iraq was Turkey's second biggest trading partner before August 1990 when Baghdad troops invaded Kuwait, triggering the Gulf crisis.

Al-Tikriti urged Turkey to resume meetings of the Turkish-Iraqi Joint Economic Commission to prepare for post-embargo trade and economic ties.

Menteşe's PKK-related Moscow visit may be faced with problems

By Ümit Enginsoy
Turkish Daily News

ANKARA- Interior Minister Nahit Menteşe flies to Moscow next weekend in a major visit to urge Russian authorities to refrain from tolerating pro-Kurdish activities against Turkey in the Russian territory.

However, the visit, starting on Jan. 22, takes place amidst heightened tensions between Ankara and Moscow over a Russian crackdown in Chechnya and the opening of a Kurdish center in the Russian capital.

Officially, the Moscow Kurdish center is a cultural association bringing together the Kurds of Russia with those of the Commonwealth of Independent States members. However, the center's authorities openly confirm ties with the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), which has been waging a separatist war in southeastern Turkey for over 10 years. "We apparently sympathize with the PKK's cause and their representatives are among us," a spokesman from the Kurdish house told the Turkish Daily News in a telephone conversation on Dec. 27.

In addition, the Istanbul-based Milliyet said on Sunday that some ex-deputies from the defunct Democracy Party living abroad, involved in efforts to set up a "Kurdish parliament in exile," would visit Moscow this week and hold a news conference at the Kurdish house.

It was not certain if the ex-deputies would meet with Russian authorities.

But, if the pro-Kurdish Democracy Party's ex-deputies are warmly welcomed in Moscow, this will give a negative signal on the eve of Menteşe visit, analysts say.

Russian officials say Moscow has no ties with the PKK. The Kurdish house may operate as long as its activity is confined to cultural and social issues, but Moscow does not and will not tolerate actions against Turkey, they say.

Analysts say Menteşe, during his visit, may urge the closing of the Kurdish center since many Turkish experts believe it is a cover organization for PKK activities in Russia.

But the center's closure is unlikely, since such a move may lead to tough repercussions in Russia, they say.

Diplomatic sources said last week that Turkey's strong denouncement of the Russian crackdown in Chechnya in North Caucasia was strengthening an anti-Turkish lobby of mainly pro-Kurdish and Armenian circles in Moscow, which urges the Russian government to raise its voice regarding the Southeast problem in Turkey.

Russia, unlike many Western countries, has traditionally stayed silent in the face of alleged human rights violations in Turkey, mainly regarding the Southeast issue. Some analysts suggest Menteşe's visit to Moscow is not a timely move, since it is scheduled to take place "not amidst the best of bilateral ties."

However, sources close to Moscow say that even the holding of this senior visit indicates that the Turkish-Russian relations are on the right track and are not deteriorating.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, JANUARY 16, 1991

Keep the Iraq Sanctions

The United Nations Security Council was right not to ease economic sanctions against Iraq last week. France and Russia pushed for relaxation and the United States and Britain resisted. While Iraq has inched closer to compliance with UN strictures on weapons of mass destruction and the means to make them, it has not yet crossed the goal line.

The case for maintaining sanctions is clear. UN resolutions require Iraq to do more than destroy its Scud missiles and chemical arms before it can resume exporting oil. It must allow UN monitoring of facilities capable of making nuclear, chemical and biological arms and missiles, and disclose the sources of materials used in their manufacture. A new report by the UN inspectors shows that Baghdad has yet to come clean.

The report credits Iraq with opening access to all suspect sites since June and helping to inventory and tag equipment to prevent its diversion to weapons work. Iraq has allowed monitoring gear such as cameras, sensors, air-sampling devices and flow meters to be installed at plants, and has built a verification center in Baghdad linking the sensors at remote sites.

Yet important requirements remain unmet. Iraq has impeded monitoring of biological arms-making by failing to identify all sites, material and equipment used for that purpose. Information pro-

vided on how it obtained equipment and materials to manufacture weapons is inaccurate and incomplete. Identification of supplier networks is critical to plug proliferation leaks. Last September, moreover, Baghdad threatened to block the work of the inspectors, and it continues to protest surveillance flights essential to monitoring, which casts doubt on its commitment to continued compliance.

Unfortunately, Madeleine Albright, America's UN representative, obscured the case against easing sanctions. She presented the U.S. case to the Security Council by brandishing photographs of captured Kuwaiti arms still in Iraqi hands. Iraqi failure to return the arms or compensate Kuwait defies UN demands, but it is not a necessary condition for some easing of sanctions. By insisting on overly expansive requirements for Iraq to obtain relief, Washington would reduce Iraq's incentive to comply on arms.

France is eager to resume doing business with Baghdad and is rushing off to open a diplomatic office there. In its enthusiasm to ease sanctions, it, too, would weaken UN resolve to get Iraqi compliance on arms. The United States, by wanting full sanctions to do too much, and France, by trying to ease them too quickly, may undermine the overriding goal — keeping Iraq disarmed and contained.

— THE NEW YORK TIMES.

FRA0269 3 I 0284 IRK /AFP-EM39

Irak-Kurdes lead

Bagdad propose un dialogue avec les Kurdes irakiens

BAGDAD, 16 jan (AFP) - L'Irak a proposé lundi un dialogue avec les partis Kurdes de l'opposition pour régler leurs différends et mettre fin aux combats, a annoncé radio-Bagdad.

Cette offre a été faite par le Conseil des ministres irakien, réuni sous la présidence du chef de l'Etat Saddam Hussein, a ajouté la radio.

"La direction irakienne est toujours disposée à engager une nouvelle initiative de dialogue et son option fondamentale demeure la recherche d'une solution pacifique qui rétablirait l'ordre et la sécurité dans la région du Kurdistan autonome", a indiqué la radio.

C'est la première fois que le conseil des ministres irakiens examine la question des combats interkurdes, qui ont resurgi le 24 décembre. Depuis, ces combats entre factions rivales kurdes dans le nord de l'Irak ont fait entre 100 et 500 tués, selon des sources kurdes.

Le nord de l'Irak, contrôlé par l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, échappe à l'autorité de Bagdad depuis l'insurrection kurde de mars 1991, qui avait suivi la défaite irakienne dans la guerre du Golfe.

L'Irak avait engagé début 1993 avec les deux dirigeants kurdes un dialogue qui n'a abouti à aucun résultat.

Selon Radio-Bagdad, le conseil des ministres a appelé les factions kurdes à "tirer les conclusions de l'expérience des dernières années et à opter pour des choix qui serviraient l'unité nationale de l'Irak".

Selon l'agence officielle iranienne IRNA, de très violents combats opposaient lundi les deux formations kurdes à Erbil, principale ville du Kurdistan.

fch-hj/mfo

AFP /JO0245/161341

JAN 95

Libération - 16 janvier 1995

Regain de violence entre Kurdes dans le nord de l'Irak

LES LUTTES INTER-KURDES ont repris de plus belle samedi dans le nord de l'Irak. Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani a lancé une offensive pour reprendre Erbil. La ville, qui abrite le siège du gouvernement kurde autonome et le Parlement, était tombée fin décembre aux mains de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani.

Au cours des dernières quarante-huit heures, le PDK s'est emparé de trois villages limitrophes d'Erbil, selon un responsable du Centre d'information du Kurdistan, une association indépendante basée à Londres. Les Peshmergas de Jalal Talabani ont attaqué, de leur côté, la ville de Chaqlawa, investie par le PDK le mois dernier. Les deux partis rivaux font état

de dizaines de morts.

Un calme relatif était revenu la semaine dernière, à la suite d'une médiation du Conseil national irakien (CNI), front rassemblant les opposants à Saddam Hussein. Sous l'impulsion de son président, Ahmed Chalabi, un cessez-le-feu avait été conclu le 8 janvier prévoyant un départ progressif des troupes de l'UPK d'Erbil et leur remplacement par des combattants du CNI.

Depuis l'insurrection kurde du printemps 1991, le nord de l'Irak échappe au contrôle de Bagdad. Un gouvernement autonome a été mis en place, sous protection des forces françaises, américaines et britanniques. Mais les deux principaux mouvements, le PDK et l'UPK, n'ont toujours pas réussi à s'entendre sur un partage équitablé du pouvoir.

Ch.B. (avec AFP)

L'Humanité - 16 janvier 1995

Irak : violents combats dans le Kurdistan

Les combats entre formations kurdes ont repris avec violence samedi dans la banlieue d'Erbil, principale ville du Kurdistan d'Irak, faisant des dizaines de tués. Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK, de Massoud Barzani) a lancé une offensive pour reprendre Erbil, tombée fin décembre aux mains de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani). Les combattants de l'UPK ont attaqué, la localité de Chaqlawa, sous contrôle du PDK et les combats se poursuivaient hier.

LE MONDE / DIMANCHE 15 - LUNDI 16 JANVIER 1995

Tarek Aziz : l'Irak « compte sur la coopération avec Paris »

Bagdad prévoit la levée prochaine de l'embargo pétrolier

Bien que le Conseil de sécurité de l'ONU ait reconduit, jeudi 12 janvier, l'embargo imposé à Bagdad en 1991, le vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz, demeure op-

timiste. Il estime que, lors de sa prochaine réunion en avril, le Conseil devrait partiellement lever les sanctions qui frappent son pays.

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

« Le travail de la Commission spéciale (chargée du désarmement de l'Irak) est presque terminé, et d'ici à fin mars, le Conseil de Sécurité devrait recevoir un rapport définitif sur le désarmement de l'Irak, ce qui aboutira à la levée de l'embargo pétrolier », déclare M. Aziz, dans un entretien accordé au Monde, vendredi 13 janvier. Détendu et optimiste, il affirme que son pays est « déterminé » à clore le chapitre du désarmement, pour « enfin » entamer la reconstruction du pays.

Son optimisme n'est qu'à moitié partagé par les inspecteurs de la Commission spéciale : « On ne peut pas (d'ores et déjà) dire avec certitude que notre rapport semestriel du mois d'avril sera définitif, explique l'un d'eux. Il y a encore des lacunes dans l'information que nous fournissons à Bagdad. Ils ne coopèrent que quand ils savent que nous pouvons obtenir l'information ailleurs », ajoute-t-il. M. Aziz veut bien admettre qu'il existe « des lacunes » – surtout des « trous de mémoire » dit-il – pour ce qui concerne les informations sur les programmes d'armement passés de son pays. « La perfection n'existe pas, et certains pays respectables du Conseil reconnaissent cette vérité », plaide-t-il.

C'est un peu le même argument qu'a développé le représentant français, devant le Conseil de sécurité, lors du débat sur la reconduction des sanctions imposées à l'Irak. « Que demande le Conseil à la Commission spéciale ? s'est interrogé Jean-Bernard Méri-

mée. Lui demande-t-il de garantir à cent pour cent que toutes les armes de destruction massive ont été éliminées sans faille aucune ? (...) En d'autres termes, lui demande-t-il la perfection ? » La réponse américaine à cette question est positive. « Puisque l'Irak n'a cessé de mentir depuis quatre ans, il n'est plus fiable. Il faut que l'on soit sûr de ses intentions pacifiques à l'avenir. Il faut tout savoir », répète l'ambassadeur américain Madeleine Albright.

« UN PAYS RICHE ET FIER »

« Washington a ses propres raisons de vouloir maintenir les sanctions, rétorque le vice-premier ministre irakien. Ils veulent garder l'Irak hors du marché pétrolier aussi longtemps que possible, pour que leurs alliés, l'Arabie saoudite et le Koweït puissent continuer à vendre davantage de pétrole que leur quota de l'OPEP » C'est, selon lui, la seule vraie raison des Américains. « Ils savent à présent, insiste-t-il, que leur objectif de renverser le régime irakien ne peut plus être atteint. »

Certains pays européens ont demandé à Bagdad de rassurer ses voisins sur ses intentions, en leur proposant des « mesures de confiance », telle la notification préalable de manœuvres militaires. Le gouvernement irakien, affirme M. Aziz, est disposé à dissiper les craintes de ses voisins « mais il faut que cela se fasse lors de réunions face à face. Or le Koweït et l'Arabie saoudite ont systématiquement refusé de telles rencontres. »

Alors que les organisations humanitaires et le rapporteur spécial des Nations unies sur les violations des droits de l'homme en Irak, Max Van der Stoel, affirment que le gouvernement irakien continue de persécuter les populations kurdes (au nord) et chiïtes (au sud du pays), M. Aziz affirme que la répression a cessé depuis 1992.

En revanche, il perd son calme lorsque l'on aborde la question de la vente de pétrole à des fins humanitaires, sous le contrôle de l'ONU, comme le prévoient les résolutions 706 et 712 du Conseil de sécurité. « Mais enfin, s'indigne-t-il, l'Irak n'est pas un mendiant, c'est un pays riche et fier. » Or l'application de ces résolutions, ajoute-t-il, équivaldrait à établir un « gouvernement de l'ONU » sur le territoire irakien pour surveiller « la façon dont nous dépensons notre argent. »

La France, qui a toujours été « le principal partenaire » de l'Irak, gardera la même place », une fois les sanctions levées, dit-il. « Dans les domaines pétrolier, de l'aviation civile, de la reconstruction, des communications et dans bien d'autres secteurs, nous comptons sur la coopération avec Paris », ajoute-t-il. Et, lorsqu'on lui demande s'il y aura de la place en Irak pour les compagnies pétrolières américaines, M. Aziz répond : « Nous le voulons bien, mais pas dans les mêmes conditions qu'en Arabie saoudite. Je vous le répète : l'Irak est un pays fier... ».

Afsané Bassir Pour

RÉPONSES DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ÉCRITES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

*Politique extérieure
(Turquie - droits de l'homme - Kurdes)*

20782. - 21 novembre 1994. - M. François Asensi souhaite attirer l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur la violation des droits de l'homme dans le Sud-Est de la Turquie. Depuis 1984, une guerre très violente oppose le mouvement national kurde, représenté par le parti des travailleurs du Kurdistan, à l'Etat turc. Selon les déclarations officielles de la partie turque, durant les dix années de guerre continue, les pertes humaines seraient de 14 000 et selon la partie kurde, elles s'élèveraient à plus de 25 000. Depuis trois ans, l'armée turque détruit et dépeuple systématiquement les villages kurdes. Alors que la partie kurde dénonce et condamne vigoureusement cette politique de terre brûlée, l'opinion publique internationale ne prête pas l'attention nécessaire à ses appels. Cette insensibilité est due essentiellement à la politique de désinformation menée par l'Etat turc. Durant ces deux dernières années, plus de 2 000 villages ont été détruits, incendiés et rayés de la carte par les forces militaires. L'association turque des droits de l'homme déclare dans son rapport d'août 1994 que près de 1 400 villages auraient été détruits et vidés de leur population par les forces de sécurité. Au mois d'octobre, 27 villages dépendants d'Ovoilik et de Hozat ont été détruits et leurs habitants forcés à l'exode par l'armée. A cause de cette politique, plus de 2 000 Kurdes de Turquie se sont réfugiés au Kurdistan d'Irak. Actuellement, ceux-ci sont entassés dans les camps du Haut Commissariat aux réfugiés. Plus de 2 000 intellectuels kurdes, journalistes, hommes politiques et civils ont été assassinés. Ces crimes sont dénommés par l'Etat « assassinats à auteurs inconnus ». Ces actes dont sont victimes les Kurdes ne peuvent pas être considérés seulement comme étant de simples violations des droits de l'homme. Alors qu'un peuple est face à un génocide, l'Etat turc déclare toujours qu'il n'y a pas de Kurdes dans les frontières de la Turquie. Aujourd'hui, ces événements sont la base même d'une déstabilisation régionale. Devant cette situation dramatique, il lui demande s'il compte prendre des initiatives pour trouver une solution négociée au conflit. Il lui demande également d'envoyer sur place une mission officielle d'observation.

Réponse. - L'honorable parlementaire a bien voulu appeler l'attention du ministre des affaires étrangères sur la situation des Kurdes en Turquie. Depuis le début de l'année, la situation s'est dégradée dans le sud-est anatolien. Des opérations militaires ont été engagées afin de détruire les structures du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Dans le même temps, on a pu constater un durcissement politique à l'égard des mouvements proches du PKK. La France, à titre bilatéral, comme au sein des instances européennes, a réaffirmé en toute occasion sa position sur la question kurde. A l'occasion des entretiens qui ont eu lieu lors de la visite du ministre des affaires étrangères en Turquie en Mars, de la venue du Premier ministre turc en juillet, des entretiens du ministre des affaires étrangères avec son homologue turc en septembre (en marge de l'assemblée générale des Nations unies) et en octobre (à Paris) puis, enfin, de la visite de M. Lamassoure à Ankara, le 28 octobre, il a été clairement indiqué aux autorités turques que la lutte contre le PKK ne saurait être une excuse à la violation des droits de l'homme et que le respect des principes démocratiques constituait la base des relations entre la Turquie et l'Europe. Par ailleurs, tout en soulignant son attachement à l'intégrité territoriale de la Turquie et en condamnant le terrorisme, la France a toujours affirmé sa conviction que seule une approche politique de la question kurde entre les parties concernées pourrait apporter une solution effective, l'option militaire n'étant pas susceptible de régler au fond et définitivement ce problème. S'agissant d'une mission d'observation, il est évident que la France n'a aucun titre à prendre seule l'initiative. En revanche, elle peut s'associer à des démarches organisées par des organisations internationales avec l'accord des autorités turques, telle que la mission de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui s'est rendue en Turquie les 2 et 3 septembre dernier et dans laquelle se trouvait un parle-

mentaire français, M. Masseret. De plus, à plusieurs reprises, des parlementaires français s'y sont également rendus. Une délégation du bureau du Sénat, en visite du 12 au 16 septembre, a pu s'entretenir notamment de la question kurde au plus haut niveau du Gouvernement et avec des représentants de la fondation des droits de l'homme. M. Raymond Barre a également évoqué ce problème avec le président Demirel, au cours de son récent séjour en Turquie, en qualité de président du comité français de parrainage de l'université de Galatasaray. Le ministère des affaires étrangères a apporté son assistance aux parlementaires français présents aux audiences du procès des députés du parti prokurde de la démocratie (DEP).

22474. - 2 janvier 1995. - M. François Rochebloine appelle l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur l'évolution de la situation dans le sud-est de la Turquie. Depuis 1984, une guerre très violente oppose le mouvement national kurde à l'Etat turc, ayant déjà causé plusieurs dizaines de milliers de morts ainsi que la destruction d'un très grand nombre de villages. La politique répressive du gouvernement turc menée à l'égard du peuple kurde révèle une volonté de destruction systématique de cette minorité nationale. Devant cette situation dramatique, il lui demande de bien vouloir lui préciser les initiatives qu'il compte prendre pour favoriser une solution négociée au conflit, et notamment s'il envisage d'obtenir l'envoi sur place d'une mission officielle d'observation.

Réponse. - L'honorable parlementaire a bien voulu appeler l'attention du ministre des affaires étrangères sur la situation des Kurdes en Turquie. Depuis le début de l'année, la situation s'est dégradée dans le sud-est anatolien. Des opérations militaires ont été engagées afin de détruire les structures du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Dans le même temps, on a pu constater un durcissement politique à l'égard des mouvements proches du PKK. La France, à titre bilatéral, comme au sein des instances européennes, a réaffirmé en toutes occasions sa position sur la question kurde. A l'occasion des entretiens qui ont eu lieu lors de la visite du ministre des affaires étrangères en Turquie en mars, de la venue du Premier ministre turc en juillet, des entretiens du ministre des affaires étrangères avec son homologue turc en septembre (en marge de l'assemblée générale des Nations unies) et en octobre (à Paris) puis, enfin, de la visite de M. Lamassoure à Ankara, le 28 octobre, il a été clairement indiqué aux autorités turques que la lutte contre le PKK ne saurait être une excuse à la violation des droits de l'homme et que le respect des principes démocratiques constituait la base des relations entre la Turquie et l'Europe. Par ailleurs, tout en soulignant son attachement à l'intégrité territoriale de la Turquie et en condamnant le terrorisme, la France a toujours affirmé sa conviction que seule une approche politique de la question kurde entre les parties concernées pourrait apporter une solution effective, l'option militaire n'étant pas susceptible de régler au fond et définitivement ce problème. S'agissant d'une mission d'observation, il est évident que la France n'a aucun titre à prendre seule l'initiative. En revanche, elle peut s'associer à des démarches organisées par des organisations internationales avec l'accord des autorités turques, telles que la mission de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui s'est rendue en Turquie les 2 et 3 septembre dernier et dans laquelle se trouvait un parlementaire français, M. Masseret. De plus, à plusieurs reprises, des parlementaires français s'y sont également rendus. Une délégation du bureau du Sénat, en visite du 12 au 16 septembre, a pu s'entretenir notamment de la question kurde au plus haut niveau du Gouvernement et avec des représentants de la Fondation des droits de l'homme. M. Raymond Barre a également évoqué ce problème avec le président Demirel, au cours de son récent séjour en Turquie, en qualité de président du comité français de parrainage de l'université de Galatasaray. Le ministère des affaires étrangères a apporté son assistance aux parlementaires français présents aux audiences du procès des députés du parti prokurde de la démocratie (DEP).

Turquie

Une lettre de Charles Lederman à Yavuz Onen

APRES l'acquittement par la Cour de sûreté d'Ankara de plusieurs dirigeants et militants d'organisations de défense des droits de l'homme, Charles Lederman, sénateur communiste, a adressé à Yavuz ONEN, président de la Fondation des droits de l'homme de Turquie une lettre dont voici le texte :

« La presse vient d'annoncer que la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara a prononcé la semaine dernière votre acquittement et celui de M. Fevzi Argun, membre de votre organisation, à la suite du procès engagé contre vous pour avoir, dans un rapport publié par votre Fondation, dénoncé la torture pratiquée dans votre pays et selon lequel 390 détenus sont morts des suites de tortures entre 1980 et 1994.

« Le même jour, la même Cour acquittait quatre membres de l'Association turque des droits de l'homme, son président Akin Birdal, poursuivis pour avoir publié « Vue générale

des villages brûlés », un livre qui accuse le pouvoir de faire incendier, dans le sud-est anatolien des villages à majorité kurde.

Les démocrates de mon pays, tous ceux qui ont à cœur la liberté de penser, d'écrire, de s'exprimer, ont appris avec joie ces deux décisions, fruit des batailles courageuses que vous et vos amis menez en Turquie contre un gouvernement auquel la défense des droits de l'homme est un concept étranger, fruit du soutien que vous ont apporté les progressistes de partout et auquel ont participé avec persévérance, depuis des années, le Parti communiste français et le Comité de défense des droits de l'homme présidé par Georges Marchais.

« Mais nous savons que le combat va se poursuivre et que le pouvoir en place chez vous va continuer à mener une politique de répression qu'il considère comme un moyen banal de gouverner. Et aujourd'hui, c'est votre compatriote, l'écrivain Ya-

char Kamel, qui est soumis à enquête judiciaire et menacé de deux à cinq ans de prison pour avoir donné à un journal allemand, « Der Spiegel », un article dans lequel, évoquant les Kurdes qui veulent un Etat indépendant, il a écrit que ce serait : « leur juste droit s'ils

l'avaient revendiqué. Car selon toutes les déclarations des droits de l'homme, chaque peuple a le droit de prendre en mains son propre destin ». Le combat n'est donc pas fini. Et nous avons bien la volonté d'être avec beaucoup d'autres, à vos côtés dans la lutte pour les libertés. »

LE MONDE / DIMANCHE 15 - LUNDI 16 JANVIER 1995

L'écrivain turc Yachar Kemal soumis à une enquête judiciaire

ISTANBUL. La cour de sûreté d'Istanbul a ordonné une enquête judiciaire, vendredi 13 janvier, contre le célèbre romancier turc Yachar Kemal. Dans un article publié cette semaine par l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, l'écrivain avait dénoncé la politique de la Turquie à l'égard de la minorité kurde. L'article 8 de la loi antiterroriste prévoit une peine de deux à cinq ans de prison et une lourde amende pour le délit de « propagande séparatiste ». Justifiant la résistance des Kurdes contre le système répressif et brutal de la République turque, l'écrivain y écrit notamment : « *Autant que je sache, il n'y a en Turquie que très peu de Kurdes qui veulent un Etat indépendant. N'aurait-ce pas été cependant leur juste droit, s'ils l'avaient revendiqué ? Car selon toutes les déclarations des droits de l'homme, chaque peuple a le droit de prendre en main son propre destin.* » Elle-même prise à partie, le premier ministre, Tansu Ciller, a vivement répliqué. « *Il y a la liberté d'expression, mais il faut aussi connaître la réalité* », a-t-elle déclaré. Les réactions ont été vives aussi dans les cercles intellectuels, certains éditorialistes suggérant que Yachar Kemal avait insulté son pays pour obtenir le prix Nobel. - (Corresp.)

German minister denies that Kurds are investigated because of ethnic roots

Turkish Daily News

ANKARA. Heinz Eggert, interior minister of the German state of Saxony, said Monday that no one was investigated due to their ethnic roots in Turkey.

In an interview with the weekly Focus magazine, Eggert criticized Germany for halting the deportation of Turkish Kurds entering Germany illegally or facing deportation because of felonies they have committed in Germany.

Eggert, who came to Turkey earlier this month to hold a series of talks with Turkish officials and human rights groups, said that the German Embassy in Ankara had also confirmed that no one was made the focus of an investigation simply because they were Kurdish.

He accused Foreign Minister Klaus Kinkel of acting in haste against Turkey and not even waiting for the German Embassy to prepare a report.

"There is not the slightest link

between the imprisonment of Kurdish deputies and stopping the deportation of Kurds from Germany," he said, in a reference to the State Security Court verdict on six former deputies of the pro-Kurdish Democracy Party (DEP).

Noting that the Turkish government was ready to conclude an agreement with Germany, Eggert said Turkish Security Director General Mehmet Ağar, who started talks in Bonn on Monday, would discuss the draft of such an agreement.

Eggert quoted the German ambassador to Turkey as telling him that Kurdish-origin Turkish citizens who left their settlements because of terrorism had the chance to migrate to the western region of the country.

"In this case, the decision halting the deportation of Kurds should not exist," Eggert said.

Assessing the postponement as internal politics, Eggert said the fact that the federal government needed

time to examine the information which it had collected from various sources should be respected.

"During our meeting, the German ambassador said no ethnic investigations exist in Turkey. I have met Human Rights Association Chairman Akin Birdal. I have the protocol of that meeting.

Birdal pointed out that there was no need for a broad scale deportation postponement. He said his association is ready to cooperate with the German Embassy," Eggert added. Security Director General Mehmet Ağar is being accompanied by representatives from the Turkish Foreign Ministry and the Justice Ministry on his visit to Bonn.

He has been holding meetings at the Interior Ministry where the deportation of Kurdish refugees and the issue of dual citizenship are to be discussed in particular. Onur Öymen, Turkey's ambassador to Germany, is also attending the meetings.

FROM THE COLUMNS

Two Kurdish envoys at the foreign ministry

From a Jan. 16 article by HURRIYET's Ertuğrul Özkök: On Saturday, Jan. 14, while the country was preoccupied with domestic politics, a significant meeting took place at the foreign ministry. Turkish foreign ministry officials discreetly summoned to the ministry the representatives of two Iraqi Kurdish leaders, Jalal Talabani and Massoud Barzani, and gave them a message, making it clear that the ministry expects an answer from Talabani and Barzani.

Another Nakhichevan?

This was the second message Turkey sent Talabani and Barzani in the past 15 days. This time the ministry's message was a lot clearer and more direct. Probably for the first time, the ministry told the two Kurdish envoys, "For us Northern Iraq is no different than Nakhichevan. We can not remain indifferent to the developments taking place in that region."

The meaning of these words is, "We are responsible for security in that region. Therefore we have a de facto responsibility to ensure your personal responsibility." The second important message the ministry has given is, "We will never condone establishment in that region of a system unacceptable to the Baghdad government."

After thus defining the framework of Ankara's northern Iraqi policy, the Turkish foreign ministry sent Talabani and Barzani the following message, "If you want it, Turkey is prepared to help. We can bring the two sides together." Naturally these words can be read at two different levels. Ankara is offering to mediate between Barzani and Talabani. It is also implying that it can bring the two Kurdish leaders together with the representatives of the Baghdad government. The message must have been relayed to the two leaders immediately, and their answers are being awaited.

Here there seems to be a curious contradiction. Barzani is closer to Ankara but he does not seem to favor Ankara's mediation on the northern Iraqi issue. That is because Barzani sees Ankara as one of the "parties" to the conflict.

In the fight between the Talabani and Barzani forces Talabani has won a certain military advantage in the region in recent days. It remains to be seen whether this will cause a change in Barzani's stance regarding the possibility of Ankara's acting as a mediator.

The Irbil problem

During the Jan. 14 meeting the Irbil issue also came up. In the recent past Ankara made it evident to the two leaders that it would not tolerate Talabani, whom Ankara considers "close to the PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party)" to dominate the Irbil area of northern Iraq. Latest news from Irbil indicates that the situation there was returning to normal and that Barzani forces are becoming stronger in the town. This has eased Turkey's worries regarding Irbil to a certain extent. But the northern Iraqi developments create problems periodically and Turkey seems to be at the end of her patience. So Turkey may intensify its efforts to bring this issue to a lasting solution.

Why refer to Macedonia all of a sudden?

All of a sudden Prime Minister Tansu Çiller made a public comment on Macedonia issue. Why did she feel such a need at a time Macedonia is hardly a hot issue on the country's agenda. The answer is quite simple. Her statement shows that the decisions taken at the "customs union strategy" meeting held in Ankara on Dec.29 are being translated into action. One of the decisions taken at that meeting was for Turkey to pursue more dynamic policies on Macedonia and Albania issues on which Greece has been sensitized, should Greece continue to veto the planned Turkey-European Union (EU) customs union.

Change in the Davos program

Indeed, the foreign ministry is planning a new offensive regarding the plight of the Turks living in Greece's Western Thrace region after remaining silent on that issue for a long time. Foreign Ministry Spokesman Fahri Ataman has already started making bitter statements on that issue. And Foreign Ministry Undersecretary Özdem Sanberk, accompanied by another "brain", Alın Alptuna, is going on a tour of six countries to explain the Turkish stance regarding the planned customs union. And Prime Minister Çiller is changing her schedule for the forthcoming Davos meeting to shift the focus to the customs union.

— A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

Irak-Golfe

L'Irak commémore le quatrième anniversaire de la guerre du Golfe
par Farouk CHOUKRI

BAGDAD, 17 jan (AFP) - L'Irak a commémoré mardi le 4-ème anniversaire du début de la guerre du Golfe en 1991 en affirmant qu'il demeurerait fort, en dépit des souffrances provoquées par plus de quatre ans d'embargo international.

"L'Irak reste fort, puissant et bien portant" en dépit des guerres des "impérialistes" et de l'embargo international, a affirmé le président Saddam Hussein à cette occasion lors d'un long discours à la radio-télévision.

"La force essentielle de l'Irak réside dans sa foi en Dieu". "Les ennemis qui ont misé sur une inflexion de la volonté du peuple irakien ont échoué et sont sur le point de désespérer de leurs objectifs", a-t-il ajouté.

Dès lundi soir, plusieurs centaines de jeunes irakiens ont commencé à défiler dans les principales artères de la capitale, arborant des portraits du président Saddam et scandant des slogans hostiles aux Etats-Unis.

Les manifestants ont brûlé des drapeaux américains et britanniques. Les Etats-Unis étaient à la tête de la coalition internationale qui a délogé les troupes irakiennes du Koweït lors de cette guerre baptisée par les Irakiens "la Mère de toutes les Batailles".

L'Irak a voulu accorder à cet anniversaire une portée internationale et a invité une centaine de personnalités arabes et étrangères pour une conférence consacrée au conflit du Golfe.

La presse irakienne a célébré pour sa part cet anniversaire sous le signe du Défi. Sous de gros titres en rouge, le quotidien al-Qadissiya affirme que "L'Irak résiste toujours sous la direction de Saddam Hussein". "L'offensive sauvage menée par les Américains et leurs alliés pendant quarante-cinq jours n'a pas pu éliminer l'Irak, ni entamer la volonté de son peuple", estime le journal.

"L'Irak a réussi l'an dernier à lever le voile sur les intentions maléfiques des pays qui veulent l'isoler et qui se heurtent de plus en plus à une résistance au sein de la communauté internationale", a déclaré le président irakien, qui réitéra ses critiques contre le régime saoudien.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a reconduit jeudi pour deux mois les sanctions économiques imposées à l'Irak depuis son occupation du Koweït en 1990. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne demeurent hostiles à tout assouplissement du système des sanctions à l'égard de Bagdad, contrairement à la France, la Chine et la Russie.

A Koweït, le prince héritier du Koweït, cheikh Saad al-Abdallah al-Sabah a implicitement écarté toute normalisation avec le régime irakien.

Dans une déclaration au quotidien al-Watan, le responsable koweïtien a affirmé que le "régime irakien nourrissait toujours des visées expansionnistes et agressives. Le Koweït n'est pas la seule cible de ces visées et nos frères dans le Golfe doivent en être convaincus".

Le Koweït s'est félicité dimanche de la reconduction des sanctions imposées par l'ONU à l'Irak depuis août 1990, estimant que cette mesure "montre que la communauté internationale reste convaincue de la poursuite des tergiversations du régime irakien et de ses tentatives d'entraver l'application des résolutions de l'ONU".

Lundi, Bagdad a proposé --pour la première fois depuis trois ans-- une reprise du dialogue avec les partis kurdes de l'opposition, qui ont refusé cet offre. Le nord de l'Irak échappe au contrôle de Bagdad depuis l'insurrection kurde de mars 1991.

fch-hj/jmc

— A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

Erneut heftige Kämpfe unter Kurden im Nordirak

Kein Ende der Rivalitäten im autonomen Gebiet

Nach einem kurzen Waffenstillstand sind am Wochenende wieder heftige Kämpfe zwischen den Kurden des Nordiraks aufgeflammt. Neigt sich das einst so hoffnungsvoll gestartete demokratische Experiment der nordirakischen Kurden seinem Ende zu? Die instabile Situation beunruhigt zunehmend die Golfkriegsalliierten und das Nachbarland Türkei.

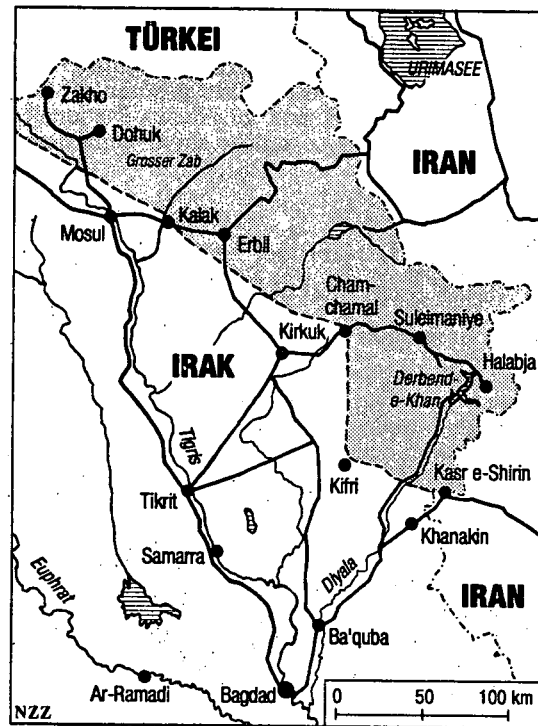
it. Istanbul, 16. Januar

Als ginge es um das periodisch wiederholte Ritual eines Trauerspiels, hatten sich vorige Woche die zwei wichtigsten Kurdenführer des Nordiraks, *Masud Barzani* und *Jalal Talabani*, in Erbil getroffen und ein Waffenstillstandsabkommen unterzeichnet. Kaum war die Tinte der Unterschriften trocken, meldete ein Sprecher der von Barzani geführten Demokratischen Partei Kurdistans (KDP) bereits seine Bedenken an. Es sei nicht schwierig, ein Waffenstillstandsabkommen zu unterzeichnen; entscheidend sei es, dieses Abkommen länger als nur ein paar Stunden einzuhalten, erklärte er in der KDP-Hochburg Salaheddin. Wie lange die Waffen noch schweigen werden, hinge nicht von ihm ab, konterte in Erbil der in Talabanis Partei, der Patriotischen Union Kurdistans (PUK) einflussreiche Mann, Kosrat Abdullah Rasul Ali. Kosrat, der den Anhängern der PUK als lebendiges Symbol des kurdischen Widerstands gilt, war in den letzten zwei Jahren umstrittener Regierungschef in Erbil.

Machtkampf und soziale Differenzen

Am vergangenen Wochenende ist der jüngste Waffenstillstand im Nordirak denn auch prompt gebrochen worden. Offensichtlich weil die Kämpfer der PUK sich entgegen den Abmachungen des Waffenstillstandsabkommens nicht aus Erbil zurückgezogen hatten, haben die Peshmerga der KDP damit begonnen, die Stadt zu beschliessen. Laut Agenturberichten sollen allein am vergangenen Wochenende über 50 Personen umgekommen sein. Ein Uno-Funktionär berichtete, in der kurdischen Hauptstadt des Nordiraks, Erbil, herrsche Chaos und Anarchie. Richten die zwei Kurdenführer das nach dem letzten Golfkrieg so hoffnungsvoll begonnene Experiment eines demokratischen Kurdistan selbst zugrunde? Der Bürgerkrieg der irakischen Kurden hat im letzten Mai begonnen und seither mehrere hundert Opfer gefordert. Dabei geht es einmal mehr um den Machtkampf zwischen Talabani und Barzani, die für sich die Führung der kurdischen Nation im Nordirak in Anspruch nehmen. Beide sind davon überzeugt, dass es in dieser Region der despotischen Regime keinen Platz für zwei Führer gebe. Weder Barzani noch Talabani scheinen aber realisieren zu wollen, dass gegenwärtig keiner von ihnen als Führer aller nordirakischen Kurden anerkannt und respektiert würde. Zu gross sind die sozialen Unterschiede zwischen den Anhängern der zwei Parteien.

Das kurdische Gebiet im Nordirak ist geographisch klar unterteilt. Entlang der iranischen Grenze und in einem Gebiet, welches sich zwischen der Ortschaft *Rawanduz* im Norden, über Erbil im Osten und bis hin nach *Suleimaniye* im Süden erstreckt, leben die PUK-Anhänger. Sie sprechen mehrheitlich den kurdischen Dialekt *Sorani* und sind religiös dem islamischen, mystischen Orden der *Kadiri* zugeordnet. In ihrer Mehrheit in grösseren Städten wohnhaft, fühlen



sich die PUK-Anhänger den Werten einer urbanen Gesellschaft, in der die Bande der Stämme nachlassen, verpflichtet. Sie würden die Autorität des wortkargen Barzani, den sie als konservativ und rückständig verunglimpfen, nie hinnehmen. Umgekehrt könnten die Anhänger der KDP sich Talabani nicht als ihren Führer vorstellen. Die KDP-Mitglieder leben mehrheitlich entlang der türkischen Grenze bis ins Gebiet der Stadt Erbil. In einer beinahe reinen Agrargesellschaft organisiert, halten sie an den traditionellen Werten der Stämme fest, sprechen hauptsächlich den Dialekt Kurmandshi und sind Anhänger des orthodoxen und besonders dynamischen Ordens der *Nakshibandi*. Sie werfen der PUK-Führung einen Mangel an moralischen Werten und Wortbrüchigkeit vor.

Verschiedene Haltungen

Das gegenseitige Misstrauen der zwei Bevölkerungsgruppen wächst neuerdings auch wegen regionalpolitischer Überlegungen. Die nordirakischen Kurden sind sich bewusst, dass es im Uno-Sicherheitsrat immer schwieriger wird, das Embargo gegen Bagdad aufrechtzuerhalten. Sie befürchten, dass nach einer Aufhebung der Zwangsmassnahmen die Machtstellung Saddams im Irak nicht mehr länger in Frage gestellt ist. Was in diesem Falle mit dem einseitig ausgerufenen «kurdischen Teilstaat in der irakischen Föderation» passiert ist unklar; jedenfalls sind sich Talabani und Barzani in ihrer Einschätzung überhaupt nicht einig. Talabani lehnt Gespräche mit Saddam kate-

LE MONDE - 18 janvier 1995

gorisch ab und plädiert dafür, mit allen Mitteln das unabhängige kurdische Gebiet im Nordirak zu verteidigen. Dabei mutmasst er, dass sein Rivale Barzani bereit wäre, mit Saddam zu verhandeln. Auch Barzani's KDP räumt der Autonomie der nordirakischen Kurden zentrale Bedeutung ein. In der Partei herrscht allerdings die Meinung vor, dass gegenwärtig keines der Nachbarländer ein unabhängiges kurdisches Gebiet hinnehmen werde. Aus realpolitischen Überlegungen werden in diesen Kreisen darum Gespräche mit Bagdad nicht von vornherein ausgeschlossen.

Der wichtigste und unmittelbare Anlass des jüngsten Waffenganges dürfte allerdings die Kontrolle über Zolleinnahmen sein. Abgaben beziehen die irakischen Kurden beim Grenzübergang zur Türkei in *Habur* sowie an dem nach Iran führenden Übergang *Haji Umran*. Beide Grenzstellen liegen unter Kontrolle der KDP. Wegen der Uno-Zwangsmassnahmen gegen den Irak und eines Embargos Bagdads gegen seine aufmüpfige Bevölkerung im Norden bilden diese Zolleinnahmen die wichtigste Einkommensquelle der nordirakischen Kurden. Nach den blutigen innerkurdischen Kämpfen weigerte sich die KDP regelmässig, der rivalisierenden PUK einen Teil der Zolleinnahmen abzugeben, und sperrte gar die Strassen selbst für humanitäre Hilfe zu den südlichen, unter Talabani's Kontrolle stehenden Gebieten. Laut Angaben der KDP in Ankara hat am Sonntag Talabani nun zum totalen Krieg gegen die Leute Barzani's aufgerufen.

Beunruhigung in Ankara

Die Gefechte der Kurden könnten nach Einschätzung des Irakischen Nationalkongresses (INC) ausser Kontrolle geraten und den Nordirak in eine neue Krise stürzen. Die amerikanische Regierung befürchtet, dass die äusserst labile Situation im Nordirak eine Einmischung des Irans herausfordern und den Konflikt im Gebiet weiterhin eskalieren lassen könnte. Seit 1991 sind Amerikaner, Briten, Franzosen und Türken mit dem Uno-Mandat *Provide Comfort* beauftragt, das den Schutz der Kurden vor allfälligen Übergriffen Saddams vorsieht. Wie lange sie noch den blutigen Kämpfen unbeteiligt zusehen werden ist völlig offen. Besonders beunruhigt ist auch die türkische Regierung. Sie glaubt, eine Verschlechterung der Lage im Nordirak würde lediglich der Guerilla der kurdischen Arbeiterpartei (PKK) nützen, gegen die Ankara seit zehn Jahren in einem kostspieligen und brutalen Krieg steht. Am Wochenende hat die türkische Regierung die beiden Kurdenführer mit Nachdruck dazu aufgefordert, ihren bewaffneten Konflikt einzustellen, und ihre Vermittlung angeboten.

Bagdad propose aux Kurdes de reprendre le dialogue

BAGDAD. Le gouvernement irakien a proposé, lundi 16 janvier, la reprise du dialogue avec les partis Kurdes de l'opposition pour régler leurs différends, mettre un terme aux combats dans le nord du pays et renouer le contact avec le pouvoir central. Les combats entre factions rivales kurdes dans le nord de l'Irak ont fait entre 100 et 500 tués depuis décembre, selon des sources kurdes.

Le nord de l'Irak, contrôlé par l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), échappe au contrôle de Bagdad depuis l'insurrection kurde de mars 1991. En mai 1991, les deux partis avaient engagé des négociations avec le pouvoir central sur une autonomie du Kurdistan, mais ces pourparlers n'ont pas abouti. Le PDK a rejeté, lundi, l'offre du gouvernement. Bagdad a d'autre part marqué l'anniversaire du déclenchement de la guerre du Golfe, en janvier 1991, sur un ton provocateur. « Nous sommes déterminés à ne pas plier ni à faire de concessions et nous resterons fidèles à notre dirigeant et à sa politique », peut-on lire dans le quotidien *El Thawra*, organe du parti baas au pouvoir. — (AFP, Reuter.)

LE SOIR DE BRUXELLES - 19 janvier 1995

Même avertissement qu'en 1994

Le PKK demande aux touristes d'éviter la Turquie

Ce mercredi, un communiqué du bureau de presse de l'ARGK (branche armée du PKK) est venu rappeler des avertissements similaires adressés l'année dernière aux candidats touristes européens pour les dissuader de se rendre en Turquie.

Dénonçant la « sale guerre unilatéralement imposée à la nation kurde » par l'armée turque, les « masses forcées à l'exil », les « deux mille villages brûlés ou vidés par les forces de l'ordre », les « massacres », etc., le PKK estime ne pas être responsable de la sécurité des touristes et demande donc aux personnes intéressées de ne pas se déplacer « au Kurdistan et en Turquie ». D'autant, dit le communiqué, que « tout voyage effectué en Turquie est une contribution financière à la guerre ».

Contacté par nos soins, un sympathisant proche du Comité du Kurdistan en Belgique estime qu'il ne s'agit pas d'une menace directe contre les touristes occidentaux, mais d'un rappel de ce que le mouvement kurde ne

peut être tenu pour responsable des conséquences éventuelles de cette situation de guerre. Et de rappeler que les attentats qui ont eu lieu dans des villes turques non kurdes l'année passée — qui avaient coûté la vie à quatre touristes — avaient été des réactions de populations kurdes locales de ces métropoles. Le message est donc destiné à « protéger » les touristes, nous dit-on...

Le texte du PKK s'en prend spécifiquement à l'Allemagne (qui a interdit les activités de l'organisation kurde rebelle l'année dernière et a emprisonné un certain nombre de ses militants). Les menaces ne sont pas voilées : « Si l'Allemagne continue son rôle dans l'anéantissement et la politique destructrice pratiqués au Kurdistan, ses objectifs économiques et politiques seront la cible des forces de l'ARGK ». Et de préciser : « Nous engageons des actions-suicides contre les objectifs allemands au Kurdistan et en Turquie »...

B. L.

—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse

FRA0493 4 I 0400 CHY /AFP-CO26

Irak-Kurdes

Fragile accalmie à Erbil après les combats interkurdes

NICOSIE, 19 jan (AFP) - Les combats autour d'Erbil, principale ville du Kurdistan d'Irak, ont cessé depuis 48 heures, mais la situation "compliquée" empêche toujours une solution politique, a affirmé jeudi à l'AFP le "Premier ministre" kurde Kosrat Rassoul.

Joint à Erbil par téléphone depuis Nicosie, M. Rassoul a ajouté que l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani) dont il est issu, "n'a pas examiné l'offre de médiation" de Bagdad et que "les seuls bons offices acceptés sont ceux menés par le Congrès national irakien" (CNI, coalition de l'opposition irakienne).

Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) avait rejeté lundi l'offre de médiation de Bagdad dans le conflit armé entre l'UPK et le PDK qui contrôlent le nord de l'Irak depuis l'insurrection de mars 1991 qui a suivi la défaite irakienne dans la guerre du Golfe.

M. Rassoul a estimé "exagéré" le chiffre de cent morts à Erbil et ses environs depuis une semaine, avancé jeudi à Genève par le Comité International de la Croix-Rouge (CICR). Les bombardements sur la ville ont fait "entre 20 et 35 morts et les combats dans les banlieues 35 tués", a-t-il assuré.

"La situation est calme à Erbil, les bombardements sur la ville ont cessé et seuls quelques accrochages ont eu lieu mercredi et jeudi à Darben Gomasfan, selon M. Rassoul, près de Kaznazan" (sud-est) où les forces du PDK avaient effectué une avancée samedi. Le PDK aurait coupé l'eau et l'électricité approvisionnant Erbil à partir de ces villages, a-t-il ajouté.

A l'origine du récent conflit armé, M. Rassoul cite "le poste douanier d'Ibrahim-Khalil, à la frontière avec la Turquie, tenu par le PDK et dont les revenus devraient aller au gouvernement" proclamé dans le Kurdistan autonome en 1991.

M. Rassoul avait indiqué dimanche que 55 personnes avaient été tuées et une centaine d'autres blessées depuis samedi dans les combats entre UPK et PDK et les bombardements du PDK sur Erbil.

Ces combats avaient repris avec violence dans la banlieue d'Erbil où le PDK a lancé une offensive pour reprendre la ville et réussi à investir trois villages de la banlieue. Les deux formations rivales qui avaient repris les combats le 24 décembre, avaient partiellement observé un cessez-le-feu le 8 janvier, à la suite d'une médiation du CNI.

ea/jhd/mmr

AFP /J00245/191737

JAN 95

—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse

Turkey urges Russia not to tolerate PKK activities

Turkish Daily News

ANKARA- Turkey has asked Moscow not to tolerate activities of the outlawed separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) in the Russian territory, the Foreign Ministry said on Wednesday.

Turkey's call to Russia came at a time when the PKK and affiliated pro-Kurdish groups have stepped up efforts to create a "Kurdish parliament in exile." In a related move, pro-Kurdish authorities have announced that they will try to hold talks with government officials in several European countries, including Russia, to ask

for support to their cause.

Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman told a press briefing that Turkish Ambassador in Moscow Bilgin Ünan met on Tuesday with Russian Assistant Foreign Minister Albert Chernishev to ask Russia not to tolerate pro-PKK activities regarding the "Kurdish parliament" issue.

Chernishev emphasized that Russia was against terrorism and the PKK and said Moscow would "take the necessary steps," according to Ataman.

Pro-PKK sources said Ali Yiğit, a former deputy from the defunct Democracy Party,

and Nejdet Buldan, a former mayor of a Southeastern town from the same party, would visit Moscow in the next few days and hold a press conference at a Kurdish center. Interior Minister Nahit Menteşe is scheduled to begin a visit to Moscow on Sunday as the guest of his Russian opposite number Victor Yerin.

Analysts suggest that Menteşe may ask for the closure of the Kurdish center during the visit on the grounds that despite its officially declared cultural status the center was acting as a mouthpiece for the PKK.

Security forces capture 18 PKK militants in Diyarbakır

Turkish Daily News

ANKARA-Diyarbakır special police task forces on Wednesday captured 18 militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) who reportedly had participated in various armed attacks. Three other militants were killed during the clash.

According to an announcement from the office of the Emergency Rule Region (OHAL) Governor, the police forces confiscated numerous equipment and heavy arms during the operations.

Seven long-barrel guns, three handguns, two rocket launchers and four rockets, three hand grenades and PKK propaganda documents were also confiscated.

"The attack on a military vehicle in which one reserve officer was killed and 21 security personnel were injured, the injuring of 5 police officers during a raid, the killing of five citizens, planting of bombs on roads, the killing of 12 other citizens in another incident and the injuring of 18 civilians are some of the unlawful actions of the militants," said the office of the OHAL governor.

Diyarbakır court charges human rights activists

Turkish Daily News

ANKARA- Seven human rights activists in Turkey's mainly-Kurdish Southeast charged with membership of the banned Kurdistan Workers' Party (PKK) by the Diyarbakır state security court (DGM) will face heavy jail sentences if found guilty, a leading rights campaigner said on Wednesday.

"It is totally irrational to accuse human rights workers of being members of an armed group for issuing reports on human rights abuses," said Hüsnü Öndül, secretary general of Turkey's Ankara-based Human Rights Association (IHD).

An indictment drawn up by the security court prosecutor in Diyarbakır, in southeastern Turkey, based the charges on IHD booklets listing human rights violations in the region. The branch has published reports entitled "Emergency Rule Region Report 1991," "The Emergency Rule Region Report 1992," and the "A view from the burned down vil-

lages - 1993." The prosecutor is seeking jail terms of up to 15 years for the officials and closure of the IHD branch, the Anatolia news agency reported.

"The charges of PKK membership will not hold water. They are going to be very embarrassed, or they have to admit that Turkey has no place in the West," Öndül said.

Turkey, long a target of Western human rights groups, came under renewed attack last month after a court sentenced eight Kurdish MPs to up to 15 years imprisonment for alleged PKK ties. Overseas condemnation of the ruling undermined Turkey's December bid to initiate a customs union with the European Union. A decision on the matter has been deferred until March. "Evidence shows that the Diyarbakır IHD, by its overall activities and policies, has come to act as the regional representative and the legal press and public relations office of the PKK terrorist group," the indictment said.

Öndül was among five prominent human rights leaders acquitted of separatism charges by an Ankara State Security Court (DGM) on Jan. 11.

The Diyarbakır branch of the IHD had been under investigation for alleged ties with the PKK since the end of Dec. 1994. The court will start the hearings in the next few days.

Les difficultés de l'économie turque

L'apparition d'un billet de 1 million de livres symbolise l'échec de la politique économique

ISTANBUL

de notre correspondante

Les six zéros du nouveau billet de banque, introduit le 16 janvier en Turquie, symbolisent pour une population désenchantée et appauvrie l'échec de la politique économique de gouvernements successifs, et notamment de celui de M^{me} Tansu Ciller. Un million... La somme paraît considérable. Pourtant elle ne vaut guère que l'équivalent de 130 francs. De nombreuses familles doivent aujourd'hui survivre chaque mois avec quelque-uns seulement de ces billets, luttant contre une inflation qui grignote leur pouvoir d'achat. Malgré la patience légendaire de la population turque, son mécontentement se fait désormais ressentir : protestations et manifestations se multiplient.

Le premier ministre Tansu Ciller, qui avait promis un taux d'inflation réduit après l'introduction le 5 avril 1994 des mesures d'austérité approuvées par le FMI, n'a pas pu tenir ses promesses. A la fin de l'année, les taux étaient les plus hauts de l'histoire de la république : 125 %

d'inflation au consommateur, 149,6 % pour les prix de gros. Tenace et combative – têtue et acharnée, disent certains, – M^{me} Ciller n'abandonne pas sa lutte pour autant. « *La Turquie a subi, avec retard, une importante opération. Elle passera par une période post-opératoire en 1995* », a déclaré le premier ministre, affirmant que l'économie turque serait à nouveau sur pied en 1996.

Peu d'observateurs partagent son optimisme, mais nombreux sont ceux qui reconnaissent que le bilan du plan de redressement est loin d'être entièrement négatif. Après un premier trimestre 1994 tumultueux, la devise nationale s'est stabilisée et la monnaie en circulation a diminué. La balance des paiements courants affiche un surplus de 2,5 milliards de dollars et le niveau des réserves est remonté à 7,5 milliards de dollars. « *La Turquie a remboursé 9,5 milliards de dollars d'intérêts en 1994, sans encourir de nouveaux emprunts étrangers et sans aide, à l'exception des 350 millions de dollars versés par le FMI. Ce n'est pas rien* », affirme un diplomate occidental. De plus, la loi

tant attendue sur les privatisations a finalement franchi le cap de l'Assemblée nationale et fournit désormais un cadre légal à la vente des entreprises publiques, qui devrait contribuer à renflouer les caisses de l'Etat. Mais la Turquie a besoin de revenus réguliers, que seuls des réformes et un élargissement de sa base fiscale pourront lui garantir.

Les quelques progrès enregistrés ont été obtenus au prix d'une récession particulièrement brutale, puisque le taux de croissance, qui était de 7,6 % en 1993, devrait se situer autour de -5 % pour l'année 1994. Mais les problèmes fondamentaux demeurent. Si les dépenses publiques ont été gelées, le fardeau des entreprises étatiques continue de peser sur le budget ; sans compter le boulet le plus lourd – la lutte contre le PKK, – dont le coût, en l'absence de chiffres précis, est estimé entre 7 et 10 milliards de dollars.

Avant tout, la Turquie a besoin de stabilité politique. Le gouvernement, dans une impasse, a depuis longtemps perdu la confiance du public. Le brouillard politique et l'incerti-

tude n'incitent guère aux investissements, et le manque de respect à l'égard des autorités encourage la croissance de l'économie grise. Quelques politiciens semblent désormais conscients qu'il est urgent d'agir. Dans les coulisses à Ankara, il est de plus en plus question d'une coopération entre les deux partis de la droite centriste, le DYP de M^{me} Ciller et l'ANAP de Mesut Yilmaz, une combinaison qui éloignerait probablement la menace d'élections anticipées et permettrait aux autorités d'appliquer le plan de redressement avec fermeté. Un accord avec l'Europe sur l'union douanière, actuellement en cours de négociation, aurait également un effet psychologique salutaire. Le déblocage de la paralysie politique fournirait à la Turquie les moyens de rétablir sa situation économique à moyen terme. Mais en attendant que les politiciens surmontent leurs rivalités pour se pencher sur les intérêts de la population, les Turcs devront se serrer la ceinture.

Nicole Pope

Turkish Daily News

THURSDAY, JANUARY 19, 1995

Council of Europe Secretary-General Tarchys:

'Turkey's Kurds need a voice'

By Nazlan Ertan
Turkish Daily News

ANKARA- While the Council of Europe strongly supports Turkey's territorial integrity, the Turkish Kurds must have a voice, the Council of Europe secretary-general said.

Secretary-General Daniel Tarchys, who talked to a small group of journalists after concluding his talks in Ankara, said: "We separate the Kurdish issue from the activities of the outlawed Kurdistan Workers' Party. We do not consider the PKK the representatives of the Turkish Kurds ... but it is clear that Turkish Kurds do not have a voice. This fact contributes to the PKK's propaganda abroad."

However, he remained cold toward the claims of a Kurdish parliament-in-exile to be founded by former Kurdish deputies who have fled abroad.

"I think the Turkish Parliament should

be in Turkey," he said. "Parliamentarians who were elected from a part of Turkey should serve in the Turkish Parliament."

This statement also implied the discomfort of the secretary-general with the notorious DEP trial which ended in jail sentences for five deputies who had earlier been stripped of their immunity.

"We believe that deputies who have been chosen by the people should continue to remain in Parliament," he said, adding that since the legal procedure had not been completed (the verdict is to be appealed), he hoped that they would return to Parliament. Asked about the allegations that the Council of Europe might freeze Turkey's membership, Tarchys said: "I have heard nothing of such a suspension. Personally, I am very strongly against the suspension of

Turkish membership. Turkey is an active member of the Council."

He said that he was pleased with the developments in the democratization package, although he allowed that there had been "points of difference" with Prime Minister Tansu Ciller, whom he met Wednesday.

The new secretary-general, paying his first visit to Turkey since he took over the post from Catherine Lalumiere, also expressed strong support for Turkey's territorial integrity. "It is important for Europe that any secession should be prevented," Tarchys said, adding that the Council advocated that people should have the right to cultivate their culture.

While in Ankara, Tarchys met with President Süleyman Demirel, Prime Minister Ciller and various deputies. Then he received a briefing from the National Intelligence Organization on the activities of the PKK in Turkey and abroad. Turkish officials claimed that a similar briefing had been given to Lalumiere in the past.

Human Rights Diary

Öndül says 1994 bad year for human rights in Turkey: Hüsnü Öndül, Human Rights Association (IHD) general secretary, gave details of human rights violations in Turkey in 1994 at a press conference on Saturday. Last Wednesday Öndül was acquitted by the Ankara State Security Court along with the IHD chairman, Akın Birdal, and two other organization administrators on charges connected with the book, "A Cross-Section from the Burned Down Villages." They were accused of disseminating separatist propaganda contrary to Article 8 of the Anti-Terrorism Law. The IHD general secretary said that 1994 had been a bad year for human rights in Turkey. Police formally arrested 1,209 suspects and took 14,473 people into custody. A total of 328 people allegedly disappeared while in custody and there were 292 mystery murders and 298 deaths as a result of extra-judicial executions, torture and prison killings. Öndül reported that 1,000 people claimed to have been subject to torture last year and an estimated 5,000 people died in clashes between the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) and government forces in southeast Turkey. An estimated 450 people died and 574 were injured during attacks on civilian targets, according to the IHD general secretary, and about 1,500 villages and hamlets were evacuated by government troops. Referring to parties, cultural associations and press publications, Öndül announced that a total of 123 had been closed by the authorities and 450 publications were confiscated. A total of 119 different associations, parties, union headquarters and print works had been raided by government forces. Öndül also said that about 100 deputies, writers, publishers, artists, journalists and union officials were currently in prison. The IHD secretary said that prison terms totalling 533 and fines of TL 55 billion had been imposed by the courts. Meanwhile, the IHD also released information on human rights violations which occurred in December 1994. The IHD release said that in December, Turkish security forces arrested 111 suspects and took 1,459 people into custody. An estimated 44 people were reported by relatives to have gone missing while in custody and there were 10 mystery deaths. The report said that about 19 people had died in mysterious circumstances while in custody or by extra-judicial killings or as a result of torture. Twenty six allegations of torture were made in December alone. Sixteen people died and 67 were reported injured in terrorist attacks on civilian targets. An estimated 302 people died in clashes between the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) and security forces. The IHD report said that about 21 villages and hamlets were evacuated or burned down by government troops in December. Referring to parties, cultural associations and press publications and print works, 10 such places were closed down and 7 were raided by officials. A total of 68 journalists were taken into custody. In December, the courts imposed prison terms amounting to a total of 138 years and fines of TL 2.6 billion. The report said that 119 deputies, writers, publishers, artists, journalists and union officials were still in prison in December.

(Jan. 15, TDN)

TIYAD postpones hunger strike: The Solidarity Association of the Families of Arrested People (TIYAD) postponed the hunger strike they had started eight days ago to protest the loss of their children while in custody. A university student, Ismail Bahçeci, was reported to have been taken into custody 23 days ago. When his family did not hear anything from him, TIYAD started a hunger strike eight days ago as a general protest against the fate of all of their offspring. After being promised by the Interior Ministry that they would be informed about their children, TIYAD postponed the hunger strike. But the families that are members of TIYAD said that they would continue their strike if Ismail Bahçeci was not found. They also declared that although they had applied to every possible authority, they had not received any reasonable explanation. They added that they had occupied the headquarters of the Social Democrat People's Party and started their strike there, demanding an end to torture and to prisoners being "lost while in custody." The mother of Ismail Bahçeci, Fatma Bahçeci, said that she had seen Azimet Köylüoğlu, the state minister responsible for human rights, about her son. "Köylüoğlu said that police had taken our son into custody, had tortured him and killed him on a mountainside. Then they put him in a sack and threw him somewhere," she said.

(Jan. 13, TDN)



par Marc Kravetz

La réalité n'est pas «politiquement correct»

Quand Martin Veyron fait des bulles, Emmanuel Todd continue, lui, à faire des vagues. En tout cas, on peut encore sourire avec les Sœurs de la Perpétuelle Indulgence, qui luttent contre le sida avec l'arme de la dérision.

Autant le dire d'entrée: le témoignage de Mehdi Zana, l'ancien maire de Diyarbakir, que nous publions dans ce numéro, est aux limites du soutenable. Les humiliations et les tortures subies par cet homme et ses camarades de détention visaient alors à briser toute velléité non pas même de révolte mais d'expression élémentaire de l'identité kurde en Turquie. Il y a quinze ans de cela. Depuis, une guerre sanglante ravage le sud-est anatolien, opposant les forces de sécurité d'Ankara aux militants du PKK. L'extrême violence n'y est pas le fait d'un seul camp. Mais l'étendue de la répression a depuis longtemps dépassé ce qui relèverait de «bavures» du maintien de l'ordre, au point d'inquiéter aujourd'hui des membres du gouvernement turc.

Mehdi Zana, dès cette époque, qui était celle aussi d'une dictature militaire, prônait une solution politique dont il disait aussi qu'elle ne pourrait se réaliser sans démocratiser la Turquie. Les militaires ont perdu le pouvoir, et des civils, démocratiquement élus, gouvernent la Turquie. Rien n'a changé.

A cette constance s'en ajoute une autre. Au début des années 80, la Turquie bénéficiait de toutes les complaisances occidentales. Elle était la forteresse de l'OTAN en première ligne face au péril rouge. Aujourd'hui, on y voit surtout, comme autrefois avec l'Irak de Saddam Hussein, un rempart de «laïcité» face au péril islamiste. Conclusion: silence dans les rangs officiels.

C'était un soir de février 1994, il y aura bientôt un an. Une délégation de parlementaires kurdes de Turquie achevait à Paris un court voyage en Europe au cours duquel ils avaient, sans grand succès, tenté d'alerter leurs collègues européens sur les menaces précises dont ils étaient l'objet à Ankara. Mehdi Zana participait à ce voyage, avec sa femme, Leyla, la jeune députée de Diyarbakir. La délégation avait été reçue le 1er février par François Mitterrand, alors qu'aucun membre du gouvernement français n'avait accepté de la rencontrer. Dans l'actuelle majorité, seul Jean-François Deniau avait ouvert chaleureusement sa porte.

La délégation repartit le lendemain, les mains vides. Nous dînions ce soir-là dans un petit restaurant italien de la rue Dauphine. Les trois savaient qu'à leur retour leur liberté se déclinerait en compte à rebours. Leur vie peut-être. Je me souviens de Mehdi regardant sa femme. Celle-ci, comme lui, à quelques années de distance, avait fait la terrible expérience de la torture. Elle continuait d'en souffrir. L'émotion était forte, même si aucun mot n'était prononcé pour la traduire. Ce jour-là on n'était pas très fier d'être français. On le sera encore moins quand M. Juppé, ministre des Affaires étrangères, se rendra à Ankara le jour même où Leyla et ses camarades sont transférés du secret de la garde à vue à la prison, tous inculpés de «crimes» passibles de la peine de mort.

Ils ne prendront «que» quinze ans. Mehdi Zana est retourné lui aussi en prison, pour quatre ans d'abord, quatre autres années ensuite si la dernière sentence prononcée contre lui est confirmée en appel. Mais est-il bien «politiquement correct», aux normes françaises officielles, de dire que l'on torture en Turquie? La réponse est non. La preuve, cet extrait d'un débat parlementaire récent publié au *Journal officiel*.

Ségolène Royal [députée socialiste, retour d'Ankara]: «[...] La France a gardé sur cette affaire [la condamnation des députés kurdes] un silence pesant! (exclamations sur les bancs du groupe du RPR). Sur place, je n'ai pu rendre visite aux parlementaires emprisonnés, parce que notre ambassadeur n'a pas reçu de vous le feu vert pour nous donner un laissez-passer (Interruptions sur les bancs du groupe RPR et du groupe UDF). [...] Retenez le nom de Leyla Zana, Monsieur le Ministre, car elle aura un jour le prix Nobel de la Paix: votre silence, alors, paraîtra assourdissant! (exclamations et claquements de pupitres sur les bancs du groupe RPR et du groupe UDF).

Allez-vous reporter la négociation sur l'Union douanière avec la Turquie? Remettez-vous en cause les contrats français de livraison d'armes que la Turquie utilise pour réprimer les Kurdes?» (applaudissements du groupe socialiste; protestations sur les bancs du groupe RPR

et du groupe UDF). M. Juppé, ministre des Affaires étrangères. «J'ai dit tout à l'heure quelle était la position de la France depuis le début. Elle est claire: nous ne transigeons pas sur les principes. J'ajouterai que s'il y a des causes qui justifient la passion, aucune ne justifie la furie (vifs applaudissements sur les bancs du groupe RPR et du groupe UDF; protestations sur les bancs du groupe socialiste). Il faut se battre pour les Droits de l'homme.

Mais il faut aussi avoir en tête à tout moment les intérêts supérieurs de la France et ceux de la paix (interruptions sur les bancs du groupe socialiste). Quand on va à Ankara pour déclarer, comme vous l'avez fait: "La Turquie n'a pas sa place en Europe", on commet une lourde faute politique!» (Mmes et MM. les députés RPR et UDF applaudissent vivement le ministre et huent Mme Royal tandis que les députés socialistes protestent.)

—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse

FRA0307 4 I 0301 TUR /AFP-FJ60

Turquie-Allemagne-Kurdes

Liberté provisoire pour deux Allemands jugés pour collaboration avec le PKK

ISTANBUL, 24 jan (AFP) - Deux Allemands, Karen Braun, 28 ans, et Andreas Landwehr, 32 ans, jugés devant la cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul pour "collaboration avec la rébellion kurde" ont été mis en liberté provisoire mardi à l'issue de la première audience de leur procès.

Le tribunal a maintenu en détention un Turc, Kenan Akyol, également accusé de collaboration avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste).

Le tribunal n'ayant pas statué sur une interdiction de quitter la Turquie, les deux Allemands de Bonn pourraient en principe quitter le pays une fois leur passeport récupéré.

Braun et Landwehr avaient été arrêtés le 12 novembre à la frontière turco-bulgare alors qu'ils s'apprêtaient à quitter la Turquie en voiture.

La police avait saisi dans la voiture 33 cassettes-vidéo qu'elle avait qualifiées de "propagande" du PKK et 8 magnétoscopes. Elle avait ensuite arrêté Kenan Akyol, en possession d'un téléphone satellitaire que les deux Allemands avaient introduit en Turquie à la demande d'un Kurde de Turquie résidant en Allemagne, selon leurs déclarations. Le procureur a estimé que ce téléphone était destiné au PKK.

Les deux Allemands ont reconnu devant le tribunal qu'ils avaient reçu les cassettes vidéo de Kenan Akyol. Déclarant se livrer à des activités sociales pour aider les demandeurs d'asile en Allemagne, ils ont reconnu avoir acheminé le téléphone et ensuite récupéré les cassettes vidéo en toute bonne foi et ont nié tout lien avec le PKK.

Ils risquent théoriquement une peine de prison de trois à cinq ans, d'après l'article 169 du code pénal turc qui sanctionne la "collaboration avec les organisations illégales".

kg/hc/jpa/ol

AFP /J00245/241524

JAN 95

“ j’ai passé
quinze ans
dans les prisons
turques ”

MEHDI ZANA EST KURDE.
EN TURQUIE, AFFIRMER
CETTE IDENTITE ET SON
DROIT A S'EXPRIMER DANS
SA LANGUE, CELA S'APPELLE
«SEPARATISME». MAIRE DE
DIYARBAKIR, IL A SUBI LES
PIRES TORTURES POUR CE
SEUL MOTIF. TEMOIGNAGE.



CHRIS KUTSCHÉRA

Mehdi Zana a 54 ans, dont plus de quinze passés en prison. Il y est toujours. Il lui faudra attendre 2002 pour retrouver la liberté. En mars 1971, lors du coup d'Etat militaire, il est membre du comité directeur du Parti ouvrier de Turquie et connaît sa première prison. Trois ans et trois mois. Elu maire de Diyarbakir, 400 000 habitants, capitale économique et culturelle du Kurdistan de Turquie, Mehdi Zana devient un symbole du combat démocratique pour les droits culturels kurdes. A la suite du nouveau coup d'Etat militaire

du 12 septembre 1980, Mehdi Zana est arrêté puis torturé. Ici commence le récit hallucinant que nous publions.

Condamné le 26 octobre 1983 dans une cascade de procès à trente-deux ans et huit mois, il est libéré en mai 1991, puis à nouveau arrêté le 24 mars 1992 au retour d'un séjour en France où il était venu soigner les séquelles des tortures subies en prison. Incarcéré trois mois, libéré, il est arrêté de nouveau, le 30 juillet 1992, et gardé à vue quinze jours. Le 13 mai 1994, Mehdi Zana est

conduit à la prison d'Ankara pour y purger une peine de quatre ans prononcée par contumace. Entre-temps, Leyla Zana, son épouse, et quatre autres députés comme elle ont été condamnés à quinze ans de prison. Le texte que nous publions ici, adapté par nos soins, est extrait du livre *La Prison n°5, onze ans dans les geôles turques*, publié en français par les éditions Arléa, avec une présentation d'Elie Wiesel et une postface de Kendal Nezan, à paraître au début du mois de février.

J'ai passé quinze ans dans les prisons turques

Le 24 septembre 1980, douze jours après le coup d'Etat du général Kenan Evren, je suis arrêté avec trois autres Kurdes. Nous sommes aussitôt conduits à l'Académie militaire, qui compte 40 cellules en sous-sol. Chacune d'elles fait 1,80m de long sur 70cm de large et 1,80m de haut. Pour dormir, il n'y a qu'une planche de 40cm de large, à 30cm du sol. Quand les gardes referment la porte, j'ai l'impression d'être déposé vivant dans un cercueil.

Deux heures plus tard, des gardes viennent me chercher. Ils me bandent les yeux et me poussent en avant. J'entends des soldats murmurer: «Voilà Mehdi Zana qui arrive...» Une dizaine d'entre eux me passent aussitôt à tabac. Après quoi, je suis reconduit à ma cellule, toujours yeux bandés et mains attachées. Un gardien m'interpelle: «Tu es turc ou kurde?»

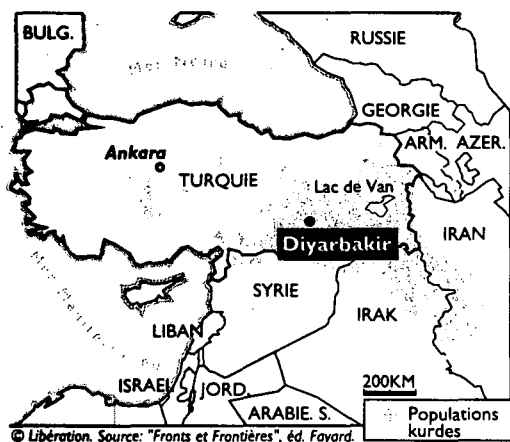
—Kurde!

—Bravo. Tu es un homme courageux!»

Le même jour, au soir je suppose, ils reviennent me chercher, me bandent à nouveau les yeux et me passent encore une fois à tabac. Les coups, les insultes pleuvent de partout. Pendant une pause, l'un d'eux me lance: «Espèce d'ordure! Ça fait bientôt trois ans qu'on attend ce jour, depuis que tu es à la mairie! Maintenant, même Dieu ne pourra te sauver...» A la fin, l'un d'eux m'annonce: «Ça, c'est la séance de bienvenue!»

Puis, pendant deux jours, ils me laissent tranquille. Au troisième, ils reviennent me chercher, me bandent les yeux et m'attachent les mains et les jambes. Commence une nou-

Les Kurdes sont estimés à 25 millions:
 Turquie, 12 millions;
 Iran, 8 ; Irak, 4; Syrie, 1 million.
 Ex-URSS (320000),
 Liban (100000)
 et Europe (650000).



velle séance. D'abord, à la *falaka*, torture très ancienne administrée sur la plante des pieds avec un bâton ou une batte. Quand je m'évanouis, ils m'aspergent d'eau, puis recommencent. Après m'avoir frappé tout leur soûl sur la plante des pieds, ils me jettent à terre et me piétinent le dos, chacun à son tour – ils sont bien une quarantaine! Puis une bordée d'insultes: «Pédé, je te chie à la gueule...» Enfin, ils m'embarquent dans une autre salle où ils me suspendent, nu, par les bras et me branchent des fils électriques sur le sexe et à l'anus. A la première décharge électrique, je me mets à trembler de tout mon corps – ils appellent ça «faire l'avion». Après un évanouissement, ils me raniment

à coups de bottes. Cette séance dure une demi-heure environ. Leurs questions: des noms, des renseignements sur mon organisation, mes contacts... «Si tu veux qu'on te laisse tranquille, t'as qu'à signer cette déposition!» Signer quoi? Avouer quoi qu'ils ne sachent déjà?

Je m'appelle Mehdi Zana. Je suis kurde. Kurde de Turquie. Entre 1977 et mon arrestation en 1980, j'ai été maire de Diyarbakir, la ville la plus importante du sud-est de l'Anatolie, où vivent les Kurdes – le Kurdistan de Turquie. Nos revendications? Pouvoir parler notre langue, l'apprendre à l'école, disposer de journaux et d'émissions de radio-télévision en kurde. Vivre dans le respect de notre dignité, de notre personnalité, de notre identité; c'est pour quoi l'on nous emprisonne, nous torture et nous tue.

Je suis né en 1940 à Silvan, cité antique que les Romains appelaient Martyropolis et qui fut, aux X^e et XI^e siècles, sous le nom de Meya Farqîn, la capitale de l'Etat kurde des Merwanides. Silvan est située à 80km de Diyarbakir où chaque pierre, chaque rue, chaque quartier portent témoignage d'une histoire immémoriale et de fortes traditions culturelles kurdes. Le quartier où je suis né, tout comme la Grande Mosquée de la ville, porte encore le nom de Salah al-Din, qu'en France on nomme Saladin, vainqueur des croisés. Qui sait qu'il était kurde?

Mon père travaillait à la mairie de Silvan. Ma mère avait eu cinq garçons et quatre filles mais, sur les neuf, quatre moururent en bas âge. Entre 7 et 12 ans, je vais à l'école mais, comme ma famille n'a pas les moyens de me laisser poursuivre mes études, j'entre en apprentissage chez un tailleur. (Chez nous, ce sont les hommes qui travaillent à la couture, surtout dans la confection.) Pendant mon apprentissage, je ne gagne rien car le fait de me donner une formation représente déjà une faveur. En 1957, je suis embauché par Niyazi Usta, devenu, depuis, mon ami. Je travaillerai avec lui pendant trois ans, jusqu'à ce jour de 1960 où je dois partir au service militaire. Ces années-là, je ne touche guère de salaire, hormis des pourboires.

Mon adolescence est pleine de récits des révoltes des Kurdes d'autrefois. Les clients en parlent dans le magasin et évoquent souvent la révolte du cheikh Saïd de Piran en 1925, un an après que Mustafa Kemal Atatürk eut interdit l'usage du kurde. Depuis ce temps-là, nous vivons sur la fiction qu'il n'y a pas de Kurdes en Turquie, que toutes les populations y sont turques! Outre la révolte de l'Ararat en 1930, on évoque aussi celle de Dersim en 1937-38 pendant laquelle le mouvement kurde a été saigné pour une génération ou deux. Massacres et déportations ont décimé la population et dévasté le pays kurde. En 1959, 49 étudiants et universitaires sont arrêtés à Istanbul pour avoir parlé kurde! C'est l'époque où le Parti démocrate de Turquie, qui n'a de démocrate que le nom, est au pouvoir; ses dirigeants, Adnan Menderes et Celal Bayar, s'emploient à réprimer les intellectuels kurdes tandis que les journaux débitent des inepties du genre: «Les Kurdes veulent s'emparer de notre pays»... Dès cette époque, je me considère

en tous points et avant tout comme un nationaliste kurde.

En 1960, peu de semaines après le coup d'Etat du général Gürsel, je suis enrôlé comme conscrit. A la caserne, nous couchons à trois dans un lit. Parce que je suis kurde, on m'affecte à la vaisselle et à l'entretien. J'y reste deux ans, d'abord à Denizli, près de la mer Egée, puis du côté de la frontière soviétique, à Kars et à Pazarçik. En 1961, les nouvelles du soulèvement mené par Moustafa Barzani en Irak enthousiasment notre petit groupe de Kurdes que nous formons à l'armée.

Début 1963, à mon retour du service militaire, je recommence à travailler comme tailleur chez le même compagnon. Nous écoutons *la Voix des Kurdes*, qui émet d'Irak; elle est à peine audible, mais pour nous, c'est extraordinaire. Une nuit, je trace « Vive Barzani! » en gros caractères sur

du comité central du Parti ouvrier de Turquie. L'année suivante, je me présente à Diyarbakir comme candidat à la députation, mais je ne suis pas élu. Entre autres raisons, parce que je ne suis que tailleur, ce qui manque de prestige... C'est à cette époque que je m'installe à Diyarbakir, la capitale politico-culturelle des Kurdes de Turquie. En 1971, tandis que je tiens une réunion publique à Hilvan, petite ville située dans la province d'Urfa, je suis arrêté et emprisonné. Le 12 mars de cette même année, un coup d'Etat militaire renverse Demirel.

Je suis incarcéré de mars 1971 à juillet 1974, dans la prison de Diyarbakir. Trois ans et trois mois. Nous mangeons peu mais nous ne sommes pas battus. En comparaison de ce que je vivrai au cours des années 80, cette détention m'apparaîtra comme une période privilégiée.

En 1977, je suis élu à la mairie de Diyarbakir, avec 54% des voix. Deux fois plus que le candidat officiel de Bülent Ecevit. Ulcérés, le préfet et le commandant militaire se refusent à valider mon élection.

un mur de la ville. Ma première révolte... Au matin, je me précipite vers la rue où j'ai écrit le slogan: la foule est très excitée; les policiers embarquent quelques personnes. Je décide de me livrer s'ils gardent ces gens-là. Mais le soir même, ils les relâchent.

Cette année-là, se crée le Parti ouvrier de Turquie; c'est le premier parti de gauche, avec, à sa tête, Mehmet Ali Aybar et Behice Boran, une femme formidable. J'adhère à ce mouvement parce que c'est le seul à ne pas se montrer hostile, par principe, aux Kurdes. Par la suite, en juillet 1971, ce Parti sera d'ailleurs interdit quand il posera sur la place publique la question du peuple kurde et de ses droits.

En Turquie, ces années-là sont très difficiles. Tout le monde a peur et, pour moi, la chose la plus importante est d'essayer de rassurer les gens. Vers 1967, nous décidons d'entreprendre des rassemblements démocratiques et d'effectuer une tournée de villes kurdes comme Diyarbakir, Bitlis, Mus, etc. Pour la première fois, je m'exprime publiquement sur le problème kurde et le Kurdistan. Nous rédigeons un petit tract. Des membres du Parti ouvrier participent à ces manifestations, parmi lesquels ses dirigeants nationaux, Tarik Ziya Ekinci et Nihat Sargin. Les policiers aussi assistent en masse à nos réunions, tandis que la rumeur commence à se répandre qu'il y a des « meetings à l'Est »... L'Est, c'est ainsi qu'on nomme le Kurdistan dans la phraséologie officielle: « les provinces de l'Est ». Parce que, depuis 1924, nous n'existons plus. Officiellement, du moins. Longtemps, on nous a appelés les « Turcs des montagnes », bredouillant une sorte de patois...

La situation se détériore rapidement. Alors que nous venons de créer, avec des étudiants, l'Organisation culturelle révolutionnaire de l'Est (DDKO, selon le sigle turc), un tract nous vaut un procès: nous écopons une condamnation à un an de prison et une amende. En 1968, je suis élu membre

A ma sortie de prison en 1974, j'apprends que le Parti ouvrier de Turquie est interdit depuis trois ans, à cause de sa défense des droits des Kurdes, mais qu'un Parti socialiste du Kurdistan vient d'être créé ainsi qu'une revue, *le Chemin de la liberté*. Bientôt, cependant, vont commencer des années très difficiles, surtout entre 1977 et 1980, avec le blocus économique des régions kurdes et les pressions de toutes sortes – l'état de siège sera quasi permanent jusqu'en 1982.

En 1977, se déroulent les élections à la mairie de Diyarbakir. A l'époque, c'est la 9^e ville de Turquie, avec 225000 habitants environ – aujourd'hui, elle en compte plus de 1,5 million. Je suis élu, parmi 14 candidats, avec près de 54% des voix – deux fois plus que le candidat du parti de Bülent Ecevit, alors au pouvoir. Au début, les autorités turques, le préfet, le commandant militaire se montrent ulcérées de mon élection et se refusent à la valider. Mais voilà: j'ai été démocratiquement élu!

Mes électeurs, les gens simples des faubourgs populaires, constatent bientôt ce qu'une équipe municipale dévouée est capable d'accomplir au service du peuple, malgré l'adversité. Les classes aisées, elles, se désolent qu'une ville aussi prestigieuse soit échue, « par la faute de la populace », entre les mains de « gens incultes, sans éducation universitaire et communistes »... Les intellectuels de gauche, eux, tout à leurs rêves du Grand Soir, ne veulent pas « se salir les mains dans la gestion réformiste du capitalisme ». Pendant ce temps, la situation politique devient de plus en plus chaotique. Groupes d'extrême gauche et d'extrême droite rivalisent de violence. La situation économique se détériore.

Le 12 septembre 1980, sous prétexte de restaurer l'ordre et la loi, l'armée provoque un nouveau coup d'Etat, avec sa brutalité coutumière. Le Parlement est dissous, les partis, syndicats et associations, interdits. Les conseils municipaux

sont également dissous, les maires remplacés par des officiers. Selon un plan établi de longue date, l'armée et la police commencent à arrêter, selon un système de cercles concentriques, ministres, députés, chefs de partis et de syndicats, maires, universitaires, militants d'organisations légales ou illégales, journalistes, bref tous les éléments leur paraissant indésirables et nuisibles dans leur république kémaliste idéale.

Voilà tout ce qu'ils ont pu consigner dans mon dossier et ce qu'ils savent...

Le régime des tortures se poursuit ainsi les quinze premiers jours. Toutes les nuits, vers une heure du matin, un garde kurde compatissant détache le bandeau que j'ai en permanence sur les yeux et me donne à boire. Puis, ça recommence, surtout les tortures à l'électricité. Un jour, j'entends ces mots: «Mehdi Zana,

La guerre avec le PKK: le Parti des travailleurs du Kurdistan, marxiste-léniniste à l'origine. Début de la guérilla, en août 1984. Répression militaire, puis guerre étendue à tout le sud-est de la Turquie. Bilan approximatif: 13000 morts, entre 1500 et 2100 villages évacués, brûlés ou rasés, 2 millions de réfugiés. Tous les partis kurdes légaux ont été interdits, dont le Parti de la démocratie (DEP). Huit de ses députés, dont Leyla Zana, sont en prison.

qu'est-ce que c'est que cette ignominie? Est-ce que tu vois dans quel état tu es?» C'est le général qui commande la place de Diyarbakir. Je ne réponds rien. Il reprend: Tu vois dans quel état tu t'es mis?» (Entretemps, ils ont interrompu leurs tortures.) «Parfois on est dessous, parfois on est dessus...», telle est ma réponse.

Encore une pluie de coups, puis retour à ma cellule. Après cette séance, ils me laissent en paix pendant deux jours, puis

reprennent leur besogne, avec des variantes, afin que je ne sache jamais ce qui m'attend. Autre traitement: le simulacre de pendaison. Ils me soulèvent pour me passer une corde au cou, je crois que c'est la fin, qu'ils vont m'exécuter. Et puis, ils interrompent la strangulation et reprennent l'interrogatoire. Parfois, ils nous placent dans un cercueil avec juste un interstice pour respirer, pendant deux, trois jours, selon la résistance de chacun. Voici encore la «marche de l'oie»: nus dans l'eau froide, les pieds attachés, nous devons avancer, accroupis, sous les coups, jusqu'à l'évanouissement. Nous avons les pieds éclatés, les testicules tuméfiés, mais ils ne cherchent pas à nous tuer. Non, ils entendent doser les tortures afin de tester la limite de ce que nous pouvons subir.

Jour et nuit, les gardes nous guettent. Obsessionnels. Infatigables. Dès que l'engourdissement nous gagne, ils reviennent à la charge. Les soldats relaient les policiers – toujours à cinq ou six – et frappent eux aussi à tour de bras. Le détenu, lui, se tient toujours les yeux bandés, enflé de partout. Pendant ces journées de tortures ininterrompues, ils ne nous laissent que quelques instants de répit pour boire et manger. Un coup de sifflet: on s'assoit. «Vous avez cinq minutes pour manger.» A la deuxième bouchée, ils nous cognent pour qu'on se lève. Pendant toutes les séances de

tortures, la musique joue. En permanence. Et quand ils frappent ou torturent un détenu avec un soin particulier, ils baissent le son afin que tous les autres puissent l'entendre hurler. Si l'un de nous refuse de signer sa déposition, ils menacent de faire venir sa femme: «Tu verras comme on va la faire chanter.» Quand les cris des femmes torturées nous parviennent, chacun pense: «C'est ma femme.» On entend aussi des cris d'enfants et on se dit: «Ce sont peut-être mes enfants...»

Car il y a aussi des prisonnières. Ali Sarigul, reconnaissant la voix de sa femme hurlant, se cogne la tête contre le mur comme un dément. (Il mourra par la suite sous la torture.) Nous sommes brisés par le manque de sommeil, les tortures sans fin. La pression est constante: ils ne nous laissent même pas le temps d'aller aux toilettes. Les salles où ils nous ont parqués grouillent de vermine. Ils m'interrogent sur le voyage en Europe que j'ai effectué en 1979, afin d'obtenir de l'aide pour ma ville. Ils veulent savoir qui j'ai rencontré, ce que j'ai fait, pourquoi, alors que j'en étais le maire, la ville de Diyarbakir avait reçu de la France des autobus réformés en cadeau. Quels étaient les calculs des Européens, pourquoi s'intéressaient-ils aux Kurdes? Ils reviennent sans cesse là-dessus: pourquoi avez-vous reçu cette aide? Quelles étaient vos relations avec la France?

... Nos «relations avec la France»! Un bien grand mot pour un simple acte de solidarité de la part de quelques amis français. Pendant les trois années passées à la tête de la mairie de Diyarbakir, j'ai agi de mon mieux afin d'améliorer la situation de la population. Et ce, malgré l'hostilité des autorités turques qui soumettaient la ville à un véritable blocus économique: pas de crédits, aucune des subventions habituellement consenties par les pouvoirs publics pour l'équipement et le développement des communes. Afin de briser ce blocus, je m'adresse en 1979 à la Fédération nationale des élus socialistes et républicains de France. Son président, Hubert Dubedout, maire de Grenoble, et son secrétaire général, Antoine Blanca, qui deviendra plus tard secrétaire général adjoint des Nations unies, m'accueillent à bras ouverts. Leurs collègues de Rennes et de Nantes, Edmond Hervé et André Chenard, se joignent à eux, ainsi que les villes de Brest, de Bayonne et de Clermont-Ferrand. En quelques semaines, un extraordinaire convoi de trente autobus et de bennes réformés s'ébranle vers Diyarbakir. La cote d'amour de la France monte en flèche en pays kurde, tandis que le Premier ministre de l'époque, Bülent Ecevit, crie à la trahison et vitupère «l'impérialisme occidental qui cherche à diviser notre patrie».

Mes «relations avec la France», comme ils disent... Quatre spécialistes arrivent d'Ankara, de la Direction des services de renseignements – *Millî İstihbarat Teşkilatı*, (MIT). Ils veulent savoir par l'intermédiaire de qui j'ai obtenu l'aide des maires français. Ils me demandent aussi qui est Kendal Nezan – comme s'ils ne savaient pas qui il est! [Il préside le l'Institut kurde de Paris.] Ils veulent connaître l'itinéraire



1977: Mehdi Zana porté en triomphe par ses partisans le jour de son élection, à Diyarbakir. Simple tailleur les bourgeois de la ville s'offusquent de sa condition modeste. Quant aux étudiants gauchistes, ils sont tout à leur rêve de Grand Soir et se refusent «à gérer le capitalisme».

DR

qu'ont emprunté ces autobus jusqu'en Turquie! «Ils sont partis de Grenoble, Clermont-Ferrand, Rennes, Brest puis, depuis l'Italie, l'itinéraire habituel jusqu'en Turquie.» Ma réponse les laisse sur leur faim. «Tu as été reçu en France comme le président des Kurdes.» J'essaie de leur faire comprendre que j'ai été reçu par de simples maires comme moi.

Dans la salle commune, il n'y a que des Kurdes. Presque tous sont là pour raisons politiques, tel ce chauffeur de taxi qui a refusé d'obtempérer aux ordres de policiers, et qu'ils essaient de faire chanter – ils le font d'ailleurs souvent pour améliorer leur ordinaire. Profitant de l'état de siège (et la Turquie en a connu beaucoup), un flic ou un militaire, en s'y prenant bien, peuvent facilement arrondir leurs fins de mois: ils font signer un papier reconnaissant une faute plus lourde que celle que l'on a commise et, ensuite, ils font payer pour oublier le dossier... La loi martiale, c'est l'arbitraire... et l'enrichissement des autorités civiles et militaires. Mais tout cela demeure marginal; leur vrai travail est politique. L'objectif? Casser toute velléité de nationalisme kurde et briser les élites kurdes.

Après un mois de ce régime, je suis séparé de mes compagnons et relégué dans une cellule d'isolement pendant dix jours, menottes aux poignets, à attendre. Puis je suis conduit devant le procureur et écroué à nouveau. A l'examen de mon dossier, le juge ne trouve pas de motif à mon incarcération. «Désolé, m'avoue-t-il, mais les autorités militaires ont donné l'ordre de vous garder en prison. Je n'y peux rien.» Avec trois autres Kurdes, dont deux étaient

mes adjoints à la mairie, je suis transféré à la prison militaire n°1 de Diyarbakir. Tandis que mes compagnons sont enfermés dans la même cellule, je suis relégué dans une autre, isolé. Pendant trois jours, je ne vois personne. Je frappe à la porte pour avoir des nouvelles. Je reste là dix jours, dans cette cellule dégoûtante, en réclusion totale, menottes aux poignets. Cependant, par rapport à ce que j'ai déjà connu, la cellule est plutôt spacieuse: 2m sur 1,70m avec un lit sans matelas. Je suis sale, et il n'y a pas moyen de se laver. Je macère là dans mon jus, à penser, à marcher, à attendre, à imaginer, à rêver d'un robinet d'eau, d'un peu d'eau de Cologne sur du coton! Après les trente jours de garde à vue et au onzième jour d'isolement, je reçois enfin la visite de membres de ma famille. Il nous est interdit de parler en kurde. Ma mère pleure devant mon mutisme – je me refuse à parler en turc – et se lamente: «Mon fils est devenu sourd et muet!»

Peu après, je suis transféré à la prison n°5, la prison moderne de Diyarbakir. (Elle était inachevée lors du coup d'Etat de 1980.) Avec les trois autres Kurdes de la prison n°1, dont mes deux anciens adjoints, nous sommes enfermés dans la cellule n°11. Elle est prévue pour vingt-deux prisonniers, nous y sommes entassés à quarante-trois. Au début, nous sommes régulièrement frappés, mais cela reste supportable – rien de commun avec le traitement terrible du mois de garde à vue. Commencent à nous parvenir jour et nuit les hurlements des torturés. Hommes et femmes.

Le 14 février 1981, changement de cellule. Là, nous ne sommes que quatre. Bloc 55. La prison compte dix cellules

J'ai passé quinze ans dans les prisons turques

à chacun des quatre étages. Au total, nous sommes 160 détenus. L'emploi du temps est strictement réglé: réveil à 5h, petit déjeuner à 6h30: une soupe de farine ou de vermicelle. Nous sommes obligés de prier, de rendre grâce à Allah des bienfaits qu'il nous prodigue, de souhaiter longue vie à l'armée et à la nation turques! En cas de refus, nous sommes privés de nourriture et battus. Bientôt, au lieu d'être 160, nous nous retrouvons 320. L'espace dans les cellules est devenu très exigu. Alors qu'en hiver la température tombe au-dessous de zéro, dans ce bâtiment en béton, nous n'avons pas de matelas. Je possède un imperméable pour toute couverture...

Une nuit, fin mars, quatre nouveaux détenus sont poussés dans notre cellule sous une bordée d'injures. Ils ne portent qu'un slip et ont été battus. Ce sont des parlementaires kurdes: l'un d'eux, Mustafa Kiliç, a même été ministre d'Etat dans un gouvernement précédent, celui de Bülent Ecevit. Les policiers jubilent de pouvoir frapper ces parlementaires – une façon pour eux de prendre leur revanche

contre un système dont ils sont pourtant les chiens de garde. Nous sommes continuellement soumis à des brimades. Certaines fois, ils enferment pour la nuit jusqu'à 40 détenus dans une cellule de 1,80m sur 2m. Dix heures à devoir rester debout pressés les uns contre les autres sans presque pouvoir respirer. Et puis l'odeur... Urine ou pire encore... Vers 2h du matin, le commandant militaire fait sortir quatre ou cinq détenus qui sont alors copieusement battus et, quand ils s'effondrent, les militaires les piétinent. Ensuite, le commandant les interroge: « Tu es turc ou kurde? » Pas de réponse. Ils recommencent à frapper jusqu'à ce que leurs victimes s'évanouissent. Au matin, quand les gardiens ouvrent la porte de la cellule, certains d'entre nous sont si ankylosés qu'ils tombent d'eux-mêmes.

Parfois la falaka, parfois un autre châtiment. La méthode dépend de leur humeur et aussi... du prisonnier: certains sont plus « soignés » que d'autres. Lorsque l'un d'entre nous demande à boire, ils lui donnent de l'eau mélangée à un détergent, tandis que, eux, pendant que nous sommes

Instauration de l'état de siège à Diyarbakir, le 12 septembre 1980, à la suite d'un coup d'Etat militaire. Selon un plan établi de longue date, la police et l'armée arrêtent, par cercles concentriques, ministres, députés, maires, intellectuels, journalistes.



tabassés, prennent plaisir à boire du thé chaud. Ou alors ils nous proposent du thé et, soudain, nous le versent brûlant sur le corps. Cela les fait rire... De 5h à 7h, des haut-parleurs diffusent des chants militaires avec parfois des thèmes pantouraniens*, parfois des paroles insultant les Grecs, ces « fils de putes ». De 7h à 7h30, petit déjeuner et toilette. Un robinet par cellule, mais l'eau ne coule qu'à certaines heures. Du moins aux 1^{er} et 2^e étages car aux 3^e et 4^e l'eau ne parvient pas du tout. Enfermés aux étages supérieurs, nous n'avons parfois pas d'eau pendant deux ou trois jours. Les poux grouillent, nous passons notre temps à nous gratter et à essayer de nous épouiller. Les tinettes sont installées au fond de la cellule. Certains jours, ils nous obligent à nous tenir tous debout tandis que quatre d'entre nous doivent grimper sur les épaules de quatre autres. Nous demeurons dans cette position toute la journée, contraints de chanter des hymnes militaires. Si l'un tombe, il est insulté, battu sur la plante des pieds, sur les mains. Ils peuvent nous laisser ainsi, debout, pendant douze heures, sans répit, sans

boire, sans manger. Au lendemain d'une telle journée, ils nous font ramper tout en nous obligeant encore à entonner des chants militaires et, tandis que nous rampons, ils nous piétinent le dos. Et il faut continuer à chanter. Lorsqu'ils remettent pied à terre, ils profitent de ce que nous sommes toujours à plat ventre pour nous botter les pieds ou la tête.

Quand un nouveau détenu arrive, le capitaine Esat l'accueille à l'entrée, puis se tourne vers un garde: « Prépare-lui un bain; ensuite conduis-le au dortoir. » C'est comme un rituel. Une vingtaine de gardes accompagnent alors le détenu. Il reçoit une bonne raclée de bienvenue puis il est traîné, inerte, vers le « bain » – une baignoire pleine de merde dans laquelle on le laisse plusieurs heures. Parfois, ils lui disent: « Mange, maintenant! » D'autres fois, ils placent le nouveau sur un tabouret, tout nu au-dessus des excréments et le laissent là durant deux jours, dans cette odeur pestilentielle et acide. Ou alors, ils le ramènent, plein de merde, et le jettent dans une cellule bondée. Au bout de quelques heures, ils reviennent le chercher pour l'enfermer à nouveau dans la cellule aux excréments et ils l'y laissent une nuit ou deux. Quand il en sort, à cause des émanations acides, il est blafard, intoxiqué. D'autres fois, les yeux bandés, les mains entravées, le prisonnier est enfermé pendant deux jours dans une cellule pleine de rats.

Après ces traitements de choc, une fois que les nouveaux venus sont bien sonnés, parfois brisés, les gardiens cherchent à en faire des mouchards, qu'ils répartissent dans les cellules. S'ils acceptent, ils ne sont plus torturés. Dans l'ensemble, il y a assez peu de mouchards. La pression est constante, dans tous les domaines, mais notre cohésion demeure forte et, dans ces cellules où nous sommes en surnombre, une sorte de direction morale finit par émerger.

En hiver, ils coupent le chauffage et le rétablissent en mai. Après avoir gelotté, on étouffe. Parfois, vers 1h du matin, les gardiens réveillent quelqu'un pour lui dire: « On a ta femme. Elle est entre les mains d'Untel (un officier de la prison). Il s'amuse drôlement avec elle! » Parfois aussi, quand il y a des adolescents parmi les détenus, ils les forcent à venir se frotter contre un prisonnier nu. Les gardiens les entourent, hilares, la matraque à la main. Toutes les nuits, on entend des hommes hurler sous la torture. Quand on entend ces cris-là, des cris de bêtes hurlant de douleur

* Le pantouranisme est l'idéologie nationaliste turque qui affiche pour ambition de rassembler au sein d'un même empire « le monde turc allant des Balkans à la Muraille de Chine ». Kurdes et Arméniens, qui font obstacle à la continuité géographique de ces « territoires turcs », doivent être éliminés d'après les tenants de cette idéologie calquée sur le pangermanisme et le panslavisme, qui fut développée par les Jeunes-Turcs et mise en pratique de 1908 à 1918, à la faveur de la prise du pouvoir ottoman par ces derniers. Au cours de cette période, plus de 1,2 million d'Arméniens et environ 700000 Kurdes furent déportés. Un grand nombre d'entre eux moururent sur les routes ou furent massacrés. Successeur des Jeunes-Turcs, Mustafa Kemal, dit Atatürk, a ramené les ambitions territoriales turques aux frontières actuelles de la Turquie tout en poursuivant une politique systématique d'assimilation et de déportation des Kurdes de Turquie (NdT).



INSTITUT KÜRDE

délirante, cela fait autant souffrir que si l'on recevait soi-même les coups. Tous les jours, il y a la fouille: il faut baisser son froc. Cela fait partie du rituel...

Lorsqu'un attentat arménien est commis contre une ambassade turque, ils nous frappent encore: tout est prétexte à nous battre. Nous vivons dans une atmosphère chargée

Les droits de l'homme en Turquie

Novembre 1994: 383 tués, 36 cas de tortures, 41 villages évacués, 15 «disparus» (pendant détention par la police). Bilan établi par l'Association turque des droits de l'homme. Parmi les 383 victimes, 326 tuées lors d'affrontements entre les forces de sécurité et la guérilla du PKK. 50 publications saisies: 107 cadres politiques, députés, écrivains ou journalistes étaient en prison à cette date sur 1256 détenus pour des faits relatifs à la question kurde. (Source: Turkish Daily News, 26 décembre 1994.)

demandant si on aime ça... Pis encore: ils font sortir une cinquantaine de prisonniers et obligent l'un d'entre eux, devant tous les autres, à tenir la matraque et un autre à s'emparer lui-même en s'asseyant dessus. Si l'on refuse de tenir la matraque, les coups pleuvent aussitôt. Pourtant, très peu d'entre nous cèdent. Alors, les geôliers se mettent à sept ou huit pour punir une forte tête et pour l'humilier: ils le sodomisent avec la matraque sous nos yeux. Et quand ils retirent la matraque ensanglantée, ils l'enfoncent dans la bouche du pauvre gars pour qu'il la suce. Blessés dans leur virilité, ceux qui subissent cette épreuve sont brisés pour des mois. Nous essayons de leur remonter le moral.

de haine: les geôliers haïssent les détenus, les détenus haïssent leurs tortionnaires. Si, pour une raison ou pour une autre, quelqu'un proteste et que le garde le prend en grippe, il le lui fait payer cher. Aussitôt embarqué, entièrement déshabillé, quatre matons le maintiennent solidement à plat ventre, chacun le tenant par un membre, et lui enfoncent au plus profond une matraque dans le rectum. Comme jadis le supplice du pal. Mais, là, il n'y a pas de pointe à la matraque, pour déchirer les organes et faire mourir la victime à petit feu; ils cherchent juste à nous humilier au tréfonds de nous-mêmes. Et pendant qu'ils nous empalent, ils nous traitent d'«enculés», nous

sonnier est nu, ligoté et suspendu. On lui noue une ficelle à la verge; l'autre extrémité de la ficelle est attachée à la poignée d'une porte. Je laisse imaginer ce qui se passe chaque fois qu'on ouvre ou qu'on ferme la porte! D'autres fois, pour nous «donner de l'exercice», comme ils disent, ils nous font sortir et courir dans le froid cinglant de l'hiver. A la fin, nous devons rester immobiles pendant une heure ou deux, ensuite nous coucher, nous relever, sans cesse, jusqu'à épuisement, dans la neige. Ou encore, ils nous attachent nus à une porte, en plein hiver – et chez nous, il peut faire extrêmement froid – jusqu'à ce que nous soyons gelés. Plusieurs détenus meurent ainsi de froid. D'autres fois, ils nous déshabillent, nous suspendent par les chevilles au plafond et nous enfoncent la tête dans un bac d'excréments.

En même temps que les sévices, ils déploient une savante gamme de tortures psychologiques. Ils apportent un jour cinq pains, le lendemain, quatre, puis trois, puis pas de pain du tout, afin que les prisonniers d'une même cellule se disputent entre eux. Parfois, alors qu'il est interdit de fumer et de conserver des cigarettes – si on est pris, on est battu – ils distribuent cinq cigarettes dans une cellule. Dès que nous les allumons, ils nous les font aussitôt éteindre et nous obligent à les avaler; si quelqu'un vomit, il doit lécher ses vomissures et s'il refuse, il est battu. D'autres fois, ils nous privent de nourriture pendant deux jours. Au troisième jour, ils nous donnent l'ordre de sortir nos assiettes. Et, devant nous tous, ils crachent dans la marmite en nous souhaitant bon appétit. Pour varier, après nous avoir laissés deux ou trois jours sans manger, ils apportent la marmite vide et nous annoncent, goguenards: «Désolés, les gars, la marmite s'est renversée. Ce sera pour une autre fois.»

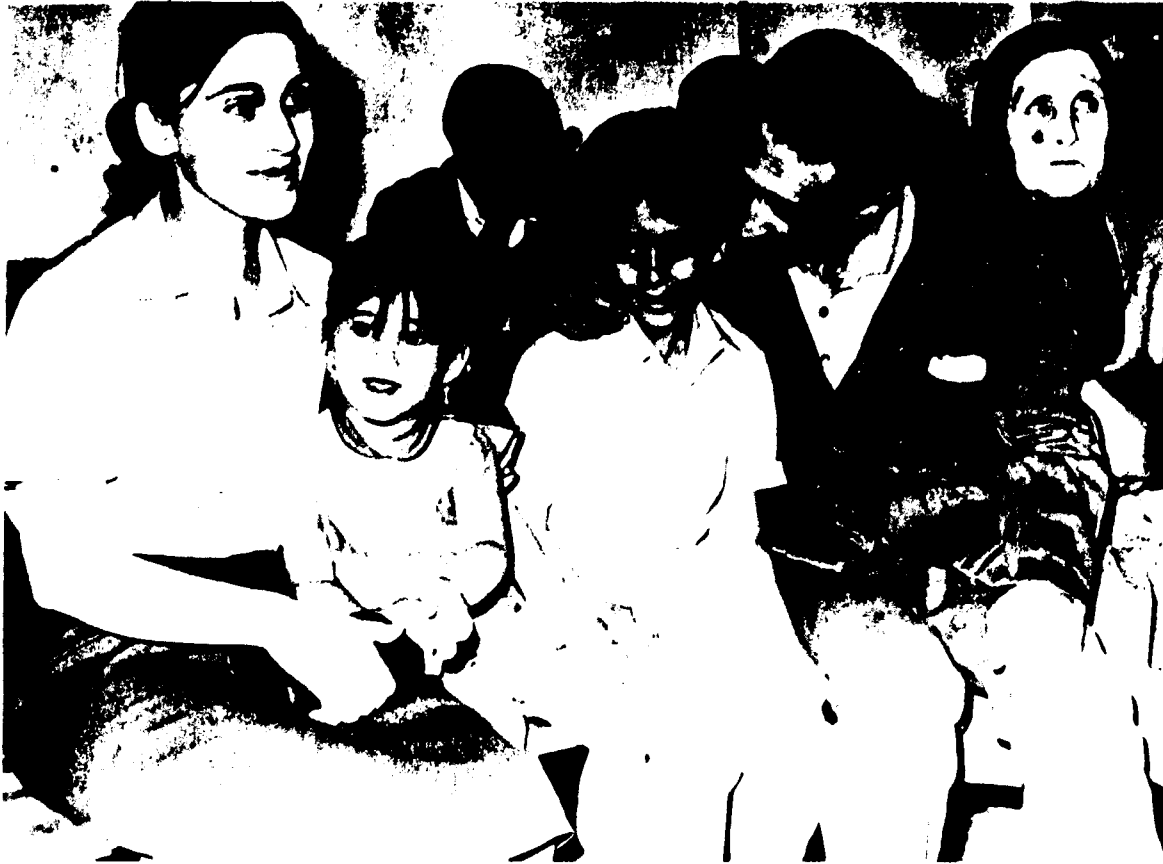
Parfois, après nous avoir privés de toute nourriture pendant deux ou trois jours, les geôliers apportent trois ou quatre sacs de laitues non lavées, pleines de terre, et nous obligent à les manger sous leurs yeux. «On ne veut pas vous voir gaspiller une seule feuille!» Cela fait à peu près trois laitues par personne. Des gardiens restent là à surveiller la

On nous ordonne d'insulter les Grecs, «ces fils de putes», de crier: «Un Turc vaut tout l'univers!» ou «Les Turcs ont apporté culture et civilisation dans tous les pays qu'ils ont conquis!»

Afin de ne pas subir ce supplice, redouté entre tous, surtout en public, les prisonniers se soumettent. Il leur faut alors répéter tout haut: «Comme je suis fier d'être turc!» (*Ne Mutlu Türküm Diyene!*) Ou encore: «Un Turc vaut tout l'univers!» (*Bir Türk Dünyaya Bedeldir!*) Et aussi: «Les Turcs ont apporté culture et civilisation dans tous les pays qu'ils ont conquis!»

Dans les couloirs, quand nous passons devant le bureau du capitaine, ils nous obligent à saluer le chien. Ils pratiquent d'autres sévices particulièrement pénibles: le pri-

scène, tout en se moquant de nous parce qu'ils savent très bien que nous allons passer la nuit dans nos excréments. Le lendemain, ils reviennent: «Préparez-vous pour le hammam, les gars!» Les détenus se déshabillent, se savonnent. Et clac! L'eau est coupée. Alors, un gardien arrive avec un tuyau d'arrosage et nous asperge d'eau glacée, tandis que les autres nous bastonnent pour nous faire presser le mouvement. Un jour, dans la cellule mitoyenne, les gardiens ordonnent aux détenus de braire. Oui, de braire comme des ânes! Les détenus répondent qu'ils ne savent pas braire.



1983: Mehdi Zana au parloir de la prison en compagnie de ses enfants et de son épouse, Leyla. Aujourd'hui, cette dernière, députée de Diyarbakir, est elle aussi en prison. Pour quinze ans.

INSTITUT KURDE

« Comment ! Vous ne savez pas ? C'est un ordre ! » Un prisonnier dit : « Apprends-nous, et on le fera. » Sous les rires des détenus, le gardien est piqué au vif : « Ah ! vous me traitez d'âne ? Ça vous amuse ? Rira bien qui rira le dernier ! » Il les prive de nourriture pendant vingt jours. Nous essayons par tous les moyens de leur en faire parvenir un peu.

Cela fait dix-huit mois que je suis incarcéré quand, un jour, on me présente au tribunal. Je demande à aller aux toilettes. Je veux me voir dans une glace. Je suis surpris des changements : c'est moi, et ce n'est plus moi. Je regarde mon visage. Il est amaigri. Les quatre dents qu'ils m'ont brisées me font une drôle de gueule. On ne voit plus que les canines. La peau est toute grêlée à cause de la vermine. Et puis, il y a ce qui ne se voit pas mais que je sens : les bronches, le dos, et peut-être pires que tout, des pertes de mémoire. (Elles dureront jusqu'en 1986-1987. Puis ma mémoire reviendra progressivement.)

Janvier 1984 : deux officiers, que nous ne connaissons pas, viennent visiter la prison. Ils bavardent avec nous, histoire de voir, j'imagine, dans quel état d'esprit nous nous trouvons. « Vous savez, capitaine, dis-je, les autorités vous utilisent pour nous brimer. Mais, demain, certains d'entre nous deviendront à leur tour l'autorité ! – Dieu nous préserve de ce jour-là », répond le capitaine.

Jusqu'en 1984, c'est mon père, retraité, qui s'est occupé des onze membres de notre famille. Il a été formidable et il m'a toujours soutenu dans ma lutte. Ma mère et mes frères

aussi, malgré tous les problèmes que je leur causais. Cela, dans des conditions de grande misère mais je ne l'apprendrai que bien plus tard, quand la situation commencera à s'améliorer. Ma femme et moi avons deux enfants, un fille et un garçon. Amnesty International nous envoie, chaque mois, un peu d'argent, ce qui permet à ma famille de survivre. Un mouvement de solidarité s'est également organisé parmi les Kurdes quand ils ont réalisé à quel point ma famille vivait dans la détresse.

Les procès ont lieu en 1987-1988. La Cour a quelque chose de pathétique dans le ridicule. Je me bats pour plaider en kurde. A partir de ces années-là, le régime devient moins sévère, et je peux obtenir du papier et de quoi écrire. Je tiens un journal et j'essaie de me rémemorer tout ce que nous avons vécu.

J'ai été emprisonné à partir de 1980 pendant dix ans et huit mois, avec d'autres Kurdes dont certains sont morts aujourd'hui, dans des conditions qu'en Europe on imagine mal. J'ai été si torturé que j'en garde encore des séquelles. Cela à cause d'un engagement qui me paraît élémentaire : les droits des Kurdes. Je devais me montrer digne de la confiance des Kurdes qui avaient voté pour moi afin que les choses changent. Ma présence parmi les détenus aussi était importante : j'étais l'aîné. Il fallait que je tienne le coup pour l'exemple, quelles qu'aient été les tortures que j'ai subies et malgré toute ma souffrance face aux tortures infligées aux plus jeunes.

Mais ils ne m'ont pas brisé. ■

—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse

FRA0166 4 I 0209 IRK /AFP-MQ94

Irak-Kurdes

Bagdad renouvelle son appel au dialogue avec les formations kurdes

BAGDAD, 21 jan (AFP) - Le vice-Premier ministre irakien, M. Tarek Aziz, a appelé les partis kurdes du nord de l'Irak à répondre "positivement" à l'offre de dialogue que Bagdad leur avait faite lundi dernier.

Dans une déclaration devant les rédacteurs en chef de la presse irakienne, publiée samedi, M. Aziz a affirmé que "les partis kurdes du nord de l'Irak doivent répondre positivement à l'offre de dialogue du gouvernement. Dans le cas contraire, ils seront entièrement responsables (de leur attitude) devant le peuple kurde".

Bagdad avait proposé, le 16 janvier, un dialogue avec les formations kurdes, hostiles au régime du président Saddam Hussein, pour régler leurs différends et mettre fin aux combats.

L'offre a été rejetée par l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani. Ces deux formations contrôlent le nord de l'Irak depuis l'insurrection kurde de mars 1991, qui avait suivi la défaite irakienne dans la guerre du Golfe.

Les combats, qui ont repris le 24 décembre entre ces deux factions rivales, ont fait entre 100 et 500 tués, selon des sources kurdes.

fch-hj/jag

AFP /J00245/211045

JAN 95

FRA0367 4 G 0226 FRA /AFP-OL35

France-Turquie-Kurdes

Un Kurde menacé de reconduite à la frontière de retour à Vernon (Eure)

EVREUX, 21 jan (AFP) - Un Kurde de 24 ans, menacé de reconduite à la frontière, est revenu samedi à Vernon (Eure) après "son refus d'embarquement" par le commandant de bord de l'avion qui devait le ramener en Turquie, a-t-on appris de sources concordantes.

"J'ai expliqué au commandant de bord que si je rentrais en Turquie, je risquais six mois à trois ans d'emprisonnement suivi du service militaire" a expliqué Nazim Osbey.

Vendredi, une vingtaine de membres de l'association vernonnaise de solidarité au peuple kurde avaient voulu empêcher le départ en Turquie de Nazim Osbey, interpellé mercredi alors qu'il était inscrit au fichier des personnes recherchées à la suite d'un arrêté de reconduite à la frontière pris en 1992.

Selon un responsable de l'association, "des coups ont été échangés" devant l'ke commissariat de Vernon et deux manifestants ainsi qu'un journaliste avaient été légèrement blessés.

Nazim Osbey était arrivé en France, il y a six ans, et vivait chez des amis, a indiqué l'association. Le jeune Kurde, dont les cousines demeurent à Vernon, avait alors demandé l'asile politique, qui lui avait été refusé, a ajouté l'association.

Après une grève de la faim en 1992, Nazim Osbey était entré dans la clandestinité.

dom/jl

AFP /J00245/211805

JAN 95

—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse

—A.F.P.—Agence France Presse—A.F.P.—Agence France Presse—A.F.P.—Agence France Presse—A.F.P.—Agence France Presse

FRA0475 4 I 0401 IRK /AFP-SY30

Irak-Kurdes

Dix morts et trente blessés dans un bombardement de la banlieue d'Erbil

NICOSIE, 22 jan (AFP) - Dix personnes ont été tuées et trente blessées dans des bombardements qui ont visé dimanche une banlieue du sud-est d'Erbil, principale ville du Kurdistan d'Irak, a affirmé à l'AFP le "Premier ministre" kurde Kosrat Rassoul.

Joint à Erbil par téléphone de Nicosie, M. Rassoul a indiqué que "des obus et des roquettes tirés par des partisans du Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) ont visé la cité de Benslaw, au sud-est d'Erbil, où vivent quelque 7.000 kurdes déplacés de la région de Kirkouk".

Commencés tôt le matin, les bombardements ont repris dans l'après-midi, a précisé M. Rassoul, membre de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani) qui contrôle avec le PDK le Kurdistan irakien depuis mars 1991.

Les obus provenaient des hauteurs de Kaznazan où les forces du PDK avaient réussi une avancée le 14 janvier dans une contre-offensive visant à reprendre leurs positions à Erbil contrôlée par l'UPK depuis fin décembre.

M. Rassoul a également indiqué que la médiation du Congrès national irakien" (CNI, coalition de l'opposition) et de son président Ahmad Jalabi "se poursuit mais n'a pas encore donné de résultat tangible". M. Jalabi a rencontré dimanche séparément MM. Talabani et Barzani.

Le responsable kurde a confirmé les violents combats ayant fait samedi plus de vingt morts et de nombreux blessés, dans une offensive du PDK à Seyed Sadeq où le PDK aurait laissé vingt morts sur le terrain, selon la radio de l'UPK, citée par l'agence iranienne IRNA.

"La situation qui avait connu un calme relatif la semaine dernière est à nouveau tendue. Cela fait vingt-cinq jours que nous attendons la fin des combats", a expliqué M. Rassoul.

Celui-ci avait jugé "exagéré" le bilan de cent morts à Erbil et ses environs, avancé jeudi dernier par le Comité International de la Croix-Rouge (CICR), estimant que les bombardements sur la ville avaient fait "entre 20 et 35 morts et les combats dans les banlieues 35 tués".

Les combats entre les deux formations rivales avaient repris avec violence dans la banlieue d'Erbil avec la contre-offensive du PDK du 14 janvier, après qu'un cessez-le-feu, partiellement observé le 8 janvier à la suite d'une médiation du CNI, ait marqué une pause dans les combats déclenchés le 24 décembre.

ea/chb

AFP /JO0245/222141

JAN 95

—A.F.P.—Agence France Presse—A.F.P.—Agence France Presse—A.F.P.—Agence France Presse—A.F.P.—Agence France Presse

FROM THE COLUMNS

Journey to hope in Diyarbakır with Cem Boyner

From a Jan. 22 article by SABAH's Hasan Cemal: Istanbul's Atatürk airport early in the morning. One of the leaders of the New Democracy Movement (YDH) says, "Look, some people are going to Palandoken for a skiing holiday. We are going to Diyarbakır at this hour."

YDH Chairman Cem Boyner looks well dressed as ever. He says, "I am not going to Diyarbakır to explain the Kurdish problem to the Kurds. My speech there will be less strongly worded than the speeches I made in other parts of the country. But I will say that Turkey has a tangle of problems and that the Kurdish issue is the yarn we must pick up first to start untangling it." One of the YDH deputy chairmen, Asad Savaş Akat, says that the party has branch offices in 400 counties in 50 provinces, adding, "Contrary to what some people tend to think, we are not a party with lots of money. Not a single cent is sent to the branch offices from the party headquarters. The branch offices finance themselves."

The YDH is suffering from the usual "childhood diseases" of young political parties. There is a certain amount of in-party bickering which is not being leaked to the press for the time being. If care is not taken to solve these problems now, these may cause headaches in the future. For example, the traditional or feudalistic relationships in the party organization in the Southeast pose problems for the party leadership. One of the party executives says jokingly, "We are setting out with the argument that we will bring about a reconciliation between the Turks and the Kurds. But how shall we manage to bring about a reconciliation between Kurdish groups themselves?"

The group receives a truly warm welcome in Diyarbakır. A long convoy of cars. A packed audience in a sports hall. Placards on display say, "Terrorism no solution. Dilan, I am listening to you", "The sun rises from the East but the East is still in the dark". A young journalist from Batman tells me, "People are fed up with being trapped in crossfire. Seven people were killed in the past 15 days, including the People's Democracy Party (HADEP) provincial secretary, a retired teacher and a student. None of these cases has been solved. Better than last year." That is the kind of improvement in these places!

There is an color portrait of Atatürk behind the rostrum flanked by two Turkish flags.

Boyner starts his speech with the following words, "Happiness cannot be attained in Turkey without peace, welfare and equality being ensured in Diyarbakır." He drew strong applause when he said, "The real union is voluntary union. Not the union achieved with sticks (coercion). Young people shoot one another in the mountains. They are all our children. We have killed one another enough. That must stop. That day is not far away. Under the YDH government there will be no dead bodies buried in the mountains without religious ceremonies, or bodies brought to home villages or towns in caskets."

When Boyner referred to two court cases, one involving the way the Democracy Party (DEP) deputies were stripped of their legislative immunity and the other how people in a village were forced to eat human excrement, there was wild applause. Other remarks which drew lots of applause were along the lines of, "The merchant politicians in Ankara should not make a habit of blaming the military for their own incompetence. If they are man enough, they should introduce a civilian solution (to the southeast problem). We will solve this through civilian means." "A person is whatever he feels himself to be. None of us chose their parents. A person born to Kurdish parents is not a Japanese or a Chinese or a Turk. He is simply a Kurd." Boyner summed up the basic principles according to which the Kurdish problem should be solved:

- Kurds are not a minority but one of the two primary factors who set up the Turkish Republic.
- Two-thirds of Turkey's Kurds live in areas outside the Southeast. For this reason, this is an identity problem rather than a geographical or territorial problem. They do not have separatist aspirations except in isolated cases.
- We will translate into action all the rights and freedoms envisaged by the international documents Turkey has signed.
- The unitarian state system will be preserved. We will establish the real unitarian system. How can you speak of a unitarian state system when thousands of schools are closed in one part of the country?
- Turkey is the joint and indivisible land of the Turks and Kurds.

I think it was a shortcoming that Boyner did not specifically condemn the PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party) violence. It seems Boyner's hope to get 20 percent of the national vote is too optimistic. But in the Southeast it seems that the YDH will clearly have a lead.

MONDAY, JANUARY 23, 1995

Turkish Daily News



AUTHOR- Turkey's greatest living author Yaşar Kemal (C), mobbed by intellectuals and media members, walks into a state security court in Istanbul Monday to be questioned by a prosecutor about an article he wrote and which was published by German weekly *Der Spiegel* recently. Kemal, author of "Memed My Hawk", who accused the state in his article of oppressing its people systematically, might be tried on charges of separatism. Reuters

Prosecutors seek arrest and trial of Kemal

Reuters

ISTANBUL- Turkey's most famous living author, Yaşar Kemal, appeared at a state security court on Monday to hear prosecutors seek his arrest to face charges carrying a possible death penalty, his lawyers said. Formal charges have not yet been brought against Kemal and the court was deciding whether he should be tried over alleged separatist statements published in the German magazine, *Der Spiegel*.

"The prosecution wanted him arrested straight away," his lawyer Rasim Öz said.

"The judge refused, but given that the prosecution considers him a separatist and a terrorist, they will soon bring a formal case against him, and it will be article 125."

Article 125 carries the death penalty although Turkey has not executed anyone in over 10 years.

"I am a separatist, apparently," quipped Kemal, author of the acclaimed "Ince Memed" (Memed, My Hawk), after appearing at the Istanbul court to explain his article in the January 10 edition of the German magazine.

"But I have not the smallest trace of guilt," he said, amid applause by luminaries of Turkey's art world, who turned up in their dozens to give him support.

Turkey's tough anti-separatism laws have led to convictions for scores of writers and journalists for expressing political ideas at odds with official ideology of an indivisible nation. Turkey has been fighting a Kurdish separatist war for the past 10 years, mainly in the southeast, during which around 14,000 people have been killed.

Convictions for separatism have often drawn condemnation over human rights from the West, most recently with the jailing last month of eight Kurdish MPs for up to 15 years. "I have 10 million supporters throughout the world. I am known abroad and I have many, many Turkish supporters," Kemal said. "You can never tell who

will be condemned in a case — it might be the Turkish Republic and the State Security court." Further condemnation from the West for its human rights record would be most unwelcome for Ankara as it tries to edge closer to a wary European Union.

"Yaşar Kemal told *Der Spiegel* that democracy is limited here," said author Orhan Pamuk, also well-known to Western readers.

"The state is proving this...If someone is going to the state security court for writing such things, this shows the writer is telling the truth. I support wholly what Kemal wrote." Headlined "Campaign of Lies", the *Der Spiegel* article accused the state of systematically oppressing its people, particularly Turkey's 10-15 million Kurds, whose very existence has long been denied by official circles.

It said the result was a policy of deceit to convince the people that any concessions to Kurdish cultural and political aspirations would inevitably lead to the division of Turkey. Kemal, who says he has always supported the unity of the state, says in the essay that an independent Kurdish homeland was justified by international principles of human rights. "As far as I know, there are very few Kurds in Turkey who want an independent state. And is it not their perfect right, if they had demanded that? Since according to all human rights declarations, every people has the right to take its fate into its own hands," he said in the article, translated by Reuters. "Kemal does not actually want the state divided," said leading actor-director Rutkay Aziz.

"But the important thing is that he wants a peaceful solution for all the blood and tears. With all this fuss, (Turkey) is once more falling into a laughable situation before the world."

Asked about the case, Kemal said: "Well, if I get put in prison, at least I will have plenty of time to write."

TUESDAY, JANUARY 24, 1995

Turkish Daily News

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

FRA0410 4 I 0157 CHY /AFP-XS96

Irak-Kurdes

Un employé d'une organisation humanitaire tué dans une embuscade

NICOSIE, 23 jan (AFP) - Un employé kurde d'une organisation humanitaire australienne a été tué et un nombre indéterminé de ses collègues ont été blessés dans une embuscade près de Souleymaniya, dans le Kurdistan irakien échappant au contrôle de Bagdad, a-t-on appris lundi de source de l'ONU.

Selon cette source contactée depuis Nicosie à Erbil, "capitale" du Kurdistan irakien, la victime et les blessés, ces derniers étant tous kurdes, travaillaient pour l'organisation Care Australia, l'un des nombreux organismes humanitaires présents dans le nord de l'Irak depuis la rébellion kurde contre le régime irakien de Saddam Hussein au printemps 1991.

L'incident a eu lieu samedi sur une route dans la région de Souleymaniya, dans l'est du Kurdistan irakien. La source n'a cependant pas été en mesure d'identifier les auteurs de l'embuscade.

elf-lma/jag

AFP /JO0245/231731

JAN 95

FRA0552 4 I 0318 RUS /AFP-HP63

Russie-Turquie

Tchéchénie : une affaire intérieure russe, selon le ministre turc de l'Intérieur en visite à Moscou

MOSCOU, 24 jan (AFP) - Le ministre turc de l'Intérieur Nahit Mentese a déclaré mardi à Moscou, lors d'un entretien avec le vice Premier ministre russe Oleg Soskovets, que le conflit en Tchétchénie était une affaire intérieure russe, selon l'agence Interfax.

Le ministre turc, cité par l'agence, a assuré son interlocuteur que la Turquie était en faveur de "la préservation de l'intégrité territoriale de la Russie". Pour sa part, M. Soskovets s'est félicité de "l'approche constructive" du gouvernement turc concernant la crise tchéchène.

(Selon l'agence turque Anatolie, la Turquie et la Russie ont signé, à l'issue de cette visite, un protocole portant sur la lutte contre le terrorisme. Ankara et Moscou s'engagent à prévenir toute sorte d'activité terroriste sur leur sol visant l'autre partie et à procéder à un échange d'informations dans ce domaine, a indiqué l'agence.)

(La semaine dernière, la Turquie avait annoncé avoir effectué une démarche diplomatique à Moscou concernant les activités en Russie du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), en rébellion armée contre Ankara depuis 1984.

(Dans une déclaration à Anatolie avant de quitter Moscou pour Ankara, M. Mentese a déclaré que son homologue russe Victor Erine lui "avait assuré que son pays prendrait toutes les mesures nécessaires pour empêcher que le terrorisme du PKK s'installe en Russie". Il a ajouté "être satisfait" de ses entretiens à Moscou.)

(La tenue l'an dernier à Moscou de deux conférences kurdes organisées par le PKK sur les Kurdes de la CEI (Communauté des Etats indépendants) et l'ouverture en décembre dernier d'une "Maison kurde" dans la capitale russe avaient suscité l'inquiétude de la Turquie à propos d'éventuelles relations entre la Russie et le PKK.)

gb/ce/hc/chm

AFP /JO0245/241942

JAN 95

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

The HEP-DEP "political identity adventure" starting in Parliament and ending in Jail

The emergence of the Kurdish identity in Turkish politics, Kurds' political self-expression and its adverse effects

Kurdish politicians chart a path from the Turkish Parliament to the 'Kurdistan parliament-in-exile'

By Sinan Yılmaz / Turkish Daily News

PART -I-

The first fight after the Kurdish politicians won an election based on their "Kurdish identity" broke out at the oath taking ceremony in Parliament following the 1991 general elections. The Kurdish deputies of the People's Labor Party (HEP), who were elected to Parliament from the Social

Democratic People's Party (SHP) list, caused a melee when they read the official text of the oath in Kurdish and repeated it in Turkish "under the force of the Constitution." The loud campaign against the Kurdish deputies highlighted by the slogan "the bandits are in Parliament" eventually died down, but these deputies again came to the fore in the media campaign in another step in the process of a non-resolution of the Kurdish problem. This started with the cry "expel the bandits from Parliament" on the eve of the March 27 local elections last year. The campaign, which started on March 2, ended with the sentencing of the DEP deputies on Dec. 8. But matters did not stop there. Nowadays the debate is centering on the Kurdistan parliament-in-exile, the preparations for which were recently disclosed in Brussels, and the links between DEP and the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK.)

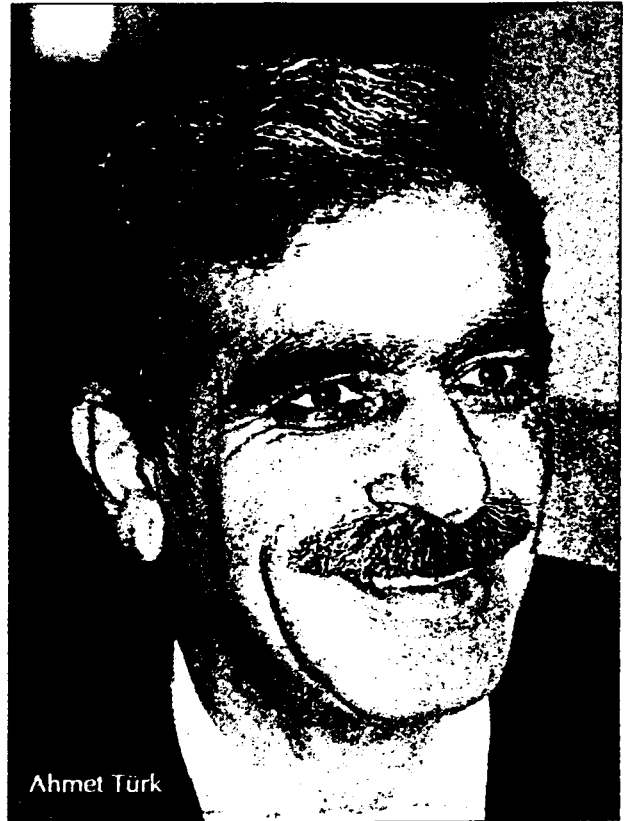
How did we arrive at this juncture on the road to nowhere for the solution of the Kurdish problem? How were the Kurds made to leave the legal political arena. Did the PKK indeed support the Kurdish candidates in the elections? Did the ties between the PKK and DEP include organizational links as well?

Are the Kurds going to be completely pushed off the legal stage? Will the PKK continue influencing the legal Kurdish politicians? It is possible to expand the list of questions. To answer them requires a look at the development of "legal Kurdish politics."

The Kurds have been continuously on the country's political stage ever since the proclamation of the Turkish Republic in 1923. Some took part in its politics by "declaring" their Kurdishness, while others did so by "concealing" it. Although it did not cause major problems in the past, it is a fact that the state administration was not very warmly disposed towards the Kurds. But many politicians of Kurdish origin did assume important state posts and continue to do so.

This question of "political identity" began emerging in bold relief in Turkey and in the world in parallel to the rise in the PKK activity.

The arguments revolving around the "Kurdish politician" which started with the "I am a Kurd" defiance of Şerafettin Elçi, who was



Ahmet Türk

TUESDAY, JANUARY 24, 1995

TURKISH DAILY NEWS

a public works minister before the Sept. 12, 1980 army coup, and ended with Elçi's imprisonment after the coup, were followed by a long period of silence - until the outcome of the 1991 general elections.

The names that immediately come to mind from among the politicians who have served as deputies or ministers from different parties are Ferit Melen, a former prime minister, and Abdülmelik Fırat, who, after long years of representing the Justice Party and the True Path Party (DYP) in Parliament, chose to be an independent deputy.

Among others are Sırrı Özbek, Kenan Nehrozoğlu, Kamran İnan, a chief foreign policy expert for Turkey, Hikmet Çetin, a former foreign minister, Cümhur Keskin, Mehmet Ali Eren, Fuat Atalay, Abulkadir Aksu, a former interior minister, Ahmet Türk, Mahmut Alınak and Salih Sümer.

1989 Paris Conference and the "first Kurdish crisis"

In 1989, a number of Kurdish deputies from the SHP were invited to an International Conference on Kurds held in Paris. Some of these deputies took the rostrum and voiced views that they had told neither the public or their party before. Although the feared hell did not break loose when the seven deputies who attended the conference, Ahmet Türk, Salih Sümer, Mehmet Ali Eren, İsmail Hakkı Onal, Kenan Sönmez, Mahmut Alınak and Adnan Okmen, returned to Ankara, the campaign of heavy accusations against them lasted for a long time. This situation affected their position within the party and all were expelled from the SHP. Reacting to the expulsions, six other deputies, Abdullah Baştürk, Cüneyt Canver, Fehmi Işıklar, Aydın Güven Gürkan, Arif Sağ and Kemal Anadol, resigned from the SHP. They left the party saying they not only disapproved of the expulsions, but also wanted a democratic solution to the Kurdish problem. The expulsion of deputies of Kurdish origin from the SHP was, in a way, the first Kurdish crisis on the legal stage. The seeds for the developments of the subsequent years were sown with this "expulsion crisis." It also marked the start of a policy change both for the state and the SHP which strove to eliminate the adverse effects of this crisis and gave "support" to the deputies of Kurdish origin.

The crisis experienced by the SHP also became a harbinger for new developments. It also opened the way for the first time for the Kurds to set up legal parties of their own. With support rendered by the SHP's left wing to the Kurds because of its uncomfortable position in the party, the process started for the evolution of HEP. After extended debates the HEP movement, led by Aydın Güven Gürkan, approached the party stage. The party, taking the common aspirations of the Turks and Kurds as its starting point, tried to find itself a place in the political spectrum between the social democrats and socialists. But at this point, Gürkan left — or was forced to leave — the movement for the formation of the party.

His sudden departure, with a declaration of his intention to leave active politics, caused speculation that he had been served a warning by the military.

The identity clashes which broke out even before the formation of the party was complete, had negative effects for the HEP. The conflict between those of Turkish origin and the Kurds and the ensuing departure of the "Turks" resulted in an exclusively Kurdish image for the evolving party whose increasingly radical outlook made it a favorite target for attacks.

Finally, on June 7, 1990, the HEP came into being. In essence, it was a party defending the unity of the Turks and Kurds based on equality, but from the first day it became the target of allegations that it had links with the PKK.

In fact, PKK leader Abdullah Öcalan had given an active backing to the evolution of HEP in hopes that it would pave the way for the legal political struggle of the Kurds in Turkey and lead to some new democratic gains. But other factions within HEP were opposed to PKK influence over their party, and advocating the party's standing on its own two feet with support from both the Kurdish and Turkish peoples.



This spirit of independence and the lively debates within the party concerning the attitude towards PKK were causing acute displeasure for Öcalan.

In later years, Öcalan would make similar observations concerning PKK's links with HEP and DEP, its successor, and would accuse both parties of having failed to live up to expectations.

In other words, the Kurds were organizing legally, but could



Melih Fırat



Şerafettin Elçi

Kurdish politicians bent on legal politics could please no one

endear themselves to neither the state nor the PKK as the proverbial believer rejected both by Moses and Jesus. The debates and conflicts centering on the HEP lasted for a year until 1991 which brought even bigger debates and heavier campaigns against the party.

And the Kurds are in Parliament

The year 1991 saw the HEP being courted by the established parties on both the left and right because of the early general elections and the significance gained by the voters in the Kurdish-dominated southeastern provinces.

Meanwhile, the denied links of HEP to the PKK would come into the open through these elections. For all the opinion polls in the region showed the PKK to be the party with the biggest support, followed by HEP and the pro-Islamist Welfare Party (RP).

The then-ruling Motherland Party (ANAP), and the opposition DYP and SHP were trailing behind

This resulted in an election alliance between SHP and HEP. The alliance also suited HEP which had not held the congress necessary to allow it to run in the poll.

Erdal İnönü, the veteran SHP leader, was seeking a dialogue with Fehmi Işıklar, the HEP chairman to clinch the alliance. İnönü, credited with the foxiness of his father, the late İsmet İnönü, the republic's second president, wanted a legal parliamentary platform for the Kurds to counter the potentially adverse results of the PKK-HEP links and was ready to risk an election alliance to that end.

Of course, the robust voter support for the HEP was another factor whetting SHP's appetite.

Other parties like the RP, the Socialist Party (SP) and Socialist Unity Party (SBP) were waiting in the queue for an election alliance with HEP.

This collaboration between SHP and HEP started a process for which İnönü was criticized some years later. The National Security Council (MGK) did not want HEP to participate in the elections. However, the then President of Turkey, Turgut Özal was in favor of their participation.

This was to be a referendum and a wink to the Kurds from Özal's point of view. HEP received financial assistance from the Treasury with Özal's help. Later it began to prepare for the elections by cooperating with SHP.

This cooperation opened the door of Parliament for HEP. Kurdish politicians were candidates in SHP's lists and 22 of them were elected in 1991. Some were successful because of preference votes. The other partner, SHP, gained a lot of votes in eastern Anatolia and the Southeast.

A subject that was not discussed then was the PKK's support of HEP. The PKK wanted HEP to be elected and was the reason for their election success, but neither SHP nor HEP accepted this fact. Even the state did not want to accept it. Because if it did so, it would also have to recognize the power of the PKK in the area — a power which could return 22 deputies to Parliament. So the influence of the PKK was ignored.

This situation was partly the result of a softer policy. The True Path Party (DYP) and Social Democratic People's Party (SHP) had entered the elections with democratic views and their success gave a feeling that the country was going to be democratized and that there would be a solution for the Kurdish problem. All the expectations were for such a course. People were expecting Demirel to bang the table and say that "from now on Turkey has entered into democracy and we will lift any anti-democratic laws and start to work to establish a civil society."

Although Demirel said such things the effect did not last long. These hopes were kept alive with the coalition formed between SHP - which had deputies of HEP origin - and the DYP. During that time, critics said that this was a positive thing to happen which would be beneficial in solving problems in future. Such expectations did not last long. The time came for the swearing of alle-

giance ceremony in Parliament.

Parliamentary entry and the beginning of the incidents

When the deputies were sworn-in in Kurdish wearing scarfs that consisted of the Kurdish national colours — yellow, red and green — on their collars, people reacted against it. A campaign was started against these deputies. "The bandits are in Parliament."

Those 22 deputies came together before the ceremony and took the decision to push for recognition of Kurdish identity. However, those who were not sworn-in in Kurdish later denied that they had been involved. In fact, the aim of these deputies was partly to help the Kurdish problem to be solved democratically. They also wanted to make it felt that the Kurds were a power in Parliament too.

The swearing-in ceremony was the start of the process which eventually led to the idea of a Kurdistan parliament-in-exile.

The swearing-in in Kurdish caused anger and discussion within SHP itself. After these discussions, 18 of the deputies of HEP origin returned to their party. Another four wanted to stay in

SHP. After the swearing-in, the Chief Prosecutor of the Ankara State Security Court, Nusret Demiral, started to take action and wanted to lift the Parliamentary immunity of these deputies in Jan. 1992. Here is the list of those deputies: Fehmi Işıklar, Zübeyr Aydar, Adnan Ekmen, Mehmet Emin Sever, Ahmet Türk, Sedat Yurttaş, Nizamettin Toguç, Leyla Zana, Abdülkerim Zilan, Mahmut Alınak, Remzi Kartal, Sırrı Sakık, Mahmut Uyanık, Salih Sumer, Hatip Dicle, Mehmet Sincar, Ali Yiğit, Selim Sadak, Muzaffer Demir, Orhan Doğan, Mahmut Kılınc and Naif Güneş.

The first reaction to Demiral's summary of the case which accused the HEP deputies of treason and separatism, came from the Parliamentary Speaker, Hüsamettin Cindoruk. Cindoruk said that this was an attempt to abolish Parliament's independence. Cindoruk sent the summary of the case back to the DGM on the basis that saying "bandits entered into Parliament" was an insult to Parliament.

However, Nusret Demiral sent the summary of case after adding 18 pages to it in April 1992. After a short period, it was "forgotten". Actually "forgotten" is not what actually happened. It was dropped from the agenda because of the political conditions at that time.

Later on the deputies came back onto the agenda. There were reasons for this such as; the increasing clashes between the PKK and the security forces, the absence of any solution to the Kurdish problem, the deputies' openly putting forward their Kurdish identity and changes in the political agenda. During this time many positive and negative things were experienced.

When the PKK announced a cease fire in 1993, Kurdish deputies had a meeting with the leader of PKK, Abdullah Öcalan. The then President Turgut Özal, then Prime Minister Süleyman Demirel and Interior Minister İsmet Sezgin were informed. But the deputies did not know that this meeting would enter into the indictment against them. Mahmut Alınak, ex-SHP Kars deputy made a speech in the Parliament where he said "Yesterday, two youths who were our relatives

lost their lives in a clash, one of them was a soldier and the other was a member of the PKK." Before Alınak had finished speaking, many deputies walked towards him and attacked him and dragged him down from the rostrum in the Parliament. The same day, then SHP Chairman Erdal İnönü made a speech which supported Alınak.

"It is a duty of a deputy to make speeches which reflect the opinions he has from his constituents," said İnönü. This speech attracted more reaction from DYP. DYP's Kastamonu deputy Müfit İslamoğlu said "I felt ashamed while I listened." After İslamoğlu, Hasan Ekinci, Ertekin Durutürk and Coşkun Kırca were among the deputies who left Parliament's general committee.

When the DYP started to campaign to get rid of the HEP, the first support for their campaign came from Turgut Özal himself.

"The supporters of terrorists who aim to destroy the indivisible unity of the country cannot stay under the honorable roof of Parliament," said Özal.

For various political reasons, the lifting of the Kurdish deputies' immunity was delayed. During this time HEP was closed down following a decision by the Supreme Court. Fehmi Işıklar's deputyship was dropped on the basis that he had caused the closure of HEP by the speeches he had made.

Işıklar had been elected acting Parliamentary Speaker after he joined SHP which meant that the deputyship of one of the highest officials in Parliament was dropped. Although the SHP deputies tried hard to prevent it, because they could not change the related article in the Constitution, it was not possible for them to do so.

All these developments caused the Kurds to organize another political party. The Freedom and Equality Party (ÖZEP) was formed by Mahmut Alınak. They wanted to stay on the political platform. A short while after ÖZEP was formed, the Supreme Court decided to close down this party too. The Kurds tried again by setting up another party, which was called the Democracy Party (DEP).

DEP held its first Congress on Jan. 27, 1993. Yaşar Kaya was elected as its chairman. However, the criticisms against the party did not end. Kaya was arrested by the DGM for speeches he made in Erbil and Bonn and a case also started to close the party.

These political developments caused changes in the status of the deputies Nusret Demiral wanted to prosecute.

Britain warns Talabani and Barzani

Turkish Daily News

ANKARA- Britain has given a strong warning to northern Iraqi Kurdish leaders Jalal Talabani and Massoud Barzani about the ongoing armed clashes in the region, the Anatolia news agency reported on Monday.

British Foreign Office Minister Douglas Hogg has written a strongly worded letter to the rival Kurdish leaders saying that the protection of Operation Provide Comfort II, also known as Poised Hammer, would be lifted if the clashes did not stop, the Guardian newspaper reported.

Hogg warned that continuing clashes would lead to the reestablishment of Iraqi leader Saddam Hussein's control over the region. "In case of an attack on northern Iraq by Saddam Hussein while the clashes are continuing, the British people would feel that protection was unnecessary," he wrote. Hogg noted that the British government felt disappointment and regret over the renewed fighting in the region.

Le Monde

LE MONDE / VENDREDI 20 JANVIER 1995

Que l'Europe n'oublie pas les Kurdes ! par Harlem Désir

HUIT députés dans le prétoire, un procureur qui requiert la mort et un tribunal composé de militaires. Cette parodie de justice où comparaisaient des élus du peuple, non pour corruption, abus de biens sociaux ou trafic d'influence mais pour des activités liées à l'exercice de leur mandat, se déroulait il y a un mois dans la capitale d'un pays membre du Conseil de l'Europe et signataire de la convention européenne des droits de l'homme, Ankara. Motif des comparaisons de Leyla Zana et de ses sept collègues de la Grande Assemblée nationale de Turquie : avoir défendu, dans l'enceinte du Parlement et devant les Nations unies, le Parlement européen et la presse internationale, les droits des Kurdes de Turquie.

Le comble est qu'en prononçant des peines allant de trois ans et demi à quinze ans de prison, la cour de sûreté de l'Etat d'Ankara pensait sans doute se donner des ailes modérées aux yeux de l'étranger. Apparemment c'est raté. Non seulement de fortes protestations internationales se sont fait entendre, mais, pour la première fois, l'Europe vient de refuser la signature d'un important accord d'union douanière avec la Turquie. Pourtant, le plus dur reste à faire ; pour sauver les députés Kurdes ; pour mettre fin à un conflit qui a fait plus de 16 000 morts en dix ans ; pour obtenir le respect de la vie démocratique et la protection des droits des minorités.

L'armée a obtenu les pleins pouvoirs administratifs, civils et militaires sur le sud-est du pays. Elle affirme avoir abattu plus de 3 700 combattants kurdes depuis le début de 1994. L'Association turque des droits de l'homme relève sur-

tout que des centaines d'instituteurs, de journalistes, d'avocats sont portés disparus ou ont été assassinés par des escadrons de la mort, que plus de 1 400 villages ou hameaux ont été évacués ou détruits, et plus de deux millions de personnes déplacés. Le ministre turc des droits de l'homme, Azimet Koyluoglu, dénonçait lui-même, il y a quelques semaines, le « terrorisme d'Etat » et les villages brûlés par l'armée (*Le Monde* du 13 octobre 1994).

Pendant le procès, les familles des députés portaient au revers de leur veste la photo d'un de leurs avocats, Faik Candan, disparu quelques jours auparavant. Il a été retrouvé depuis, mais mort, le corps criblé de balles. Le procureur de la cour de sûreté de l'Etat a fait appel et demande de nouveau, « dans l'intérêt de la loi », la mort pour les députés kurdes. Sous le gouvernement en apparence plein de bonnes manières de M^{me} Tansu Ciller, le pouvoir civil laisse l'armée faire régner la terreur sur les Kurdes et les défenseurs des droits de l'homme.

Le pouvoir civil turc laisse l'armée faire régner la terreur

Une fois enfermés ou éliminés les partisans du dialogue et de la reconnaissance de l'identité kurde dans le respect des frontières de la Turquie, que restera-t-il à ceux qui ne se résigneront pas au mépris de leurs droits ? Ils seront coincés entre la lutte armée du PKK et le Parti islamiste « de la prospérité » en plein essor. Un ministre israélien reconnaissait récemment que son pays avait commis une grave

erreur en favorisant, il y a quelques années, l'écllosion du Hamas sous prétexte d'affaiblir l'OLP dans les territoires occupés...

Il est temps de cesser de considérer que l'appartenance à l'Atlantique vaut solide de tout compte en matière de droits de l'homme. Les Américains eux-mêmes l'ont admis en prenant quelques mesures de rétorsion financière envers leur fidèle allié. Le 20 janvier, une réunion du bureau du Conseil de l'Europe doit statuer sur la validité des mandats de la délégation turque à l'Assemblée parlementaire de l'organisation continentale. Le Conseil de l'Europe doit agir à son tour et suspendre la Turquie tant qu'elle ne libère pas les députés emprisonnés et méprise les droits de ses citoyens kurdes. Dans les conditions actuelles, la délégation turque n'est pas représentative de l'ensemble de la population du pays, et l'application des statuts du Conseil devrait entraîner sa suspension sans délais. Ankara a pu trop facilement jouer des appétits commerciaux des uns et des autres pour échapper jusqu'à ce jour à toute sanction de cette institution. En reportant la signature de l'accord d'union douanière, l'Union européenne, elle, vient de faire un pas dans cette direction.

Une partie de la Turquie regarde vers l'Europe, tandis que l'autre est tournée vers l'Asie centrale et ses régimes despotiques. Pour les Kurdes du Parti de la démocratie, beaucoup dépendra du réveil ou non de l'opposition intérieure et de sa détermination à ne pas laisser l'alle dure du régime entraîner le pays vers une impasse qui lui fermerait définitivement les portes de l'Europe.

L'Union européenne, de son côté, devrait sortir de l'ambiguïté et s'engager clairement et franche-

ment en faveur d'une entrée rapide de la Turquie en son sein. Elle montrerait ainsi qu'elle ne se bâtit pas sur d'implicites bases raciales ou religieuses, mais bien sur des principes politiques universels. Sa position serait bien plus forte pour exiger en retour que soit remplie la seule condition sur laquelle il n'est pas concevable de transiger : le respect des libertés démocratiques et des droits de l'homme.

Nous le savons déjà, les spécialistes des chancelleries vont aller répétant qu'une campagne de sanctions contre la Turquie risque de la froisser et d'aggraver davantage encore la situation. Les mêmes nous conseillaient hier de ne pas prendre le risque de fâcher le roi en parlant trop fort d'Abraham Serfaty, prisonnier au Maroc, et nous expliquaient que les sanctions économiques étaient inefficaces contre l'apartheid en Afrique du Sud. Aujourd'hui, Leyla Zana est malade et ne peut se soigner. Elle et ses compagnons sont en danger. Leur cause est juste, pour les Kurdes, pour l'avenir de la Turquie et pour la paix dans cette région. Nous prononcerons leurs noms aussi longtemps qu'ils ne retrouveront pas la liberté.

Harlem Désir, est ancien président de SOS-Racisme. Il était présent, en tant qu'observateur international, lors de l'audience du 8 décembre 1994 devant la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara, aux côtés des autres signataires de ce texte : M^{me} Michel Blum, président d'honneur de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) ; M^{me} Christian Charrière Bournazel, avocat ; Antoinette Bouquiel, député au Parlement européen ; M^{me} Daniel Jacoby, président de la FIDH ; Ségolène Royal, députée socialiste des Deux-Sèvres.

Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP.

FRA0143 4 IA 0409 TUR /AFP-DL88

Turquie-Kurdes

Le romancier Yasar Kemal poursuivra son combat pour "mettre fin à la guerre"

ISTANBUL, 24 jan (AFP) - Le romancier turc d'origine kurde Yasar Kemal, accusé de "propagande séparatiste" pour un article paru dans Der Spiegel dans lequel il s'opposait au conflit entre les Kurdes et l'Etat turc, a déclaré qu'il poursuivra son combat "pour faire cesser cette guerre".

"Je ferai de mon mieux avec mon stylo, avec mes idées, avec mes amis et avec l'ensemble des pacifistes", a déclaré l'auteur mondialement connu de "Memed le mince" à trois journalistes qu'il recevait chez lui lundi soir à Istanbul.

Dans la matinée, il avait comparu devant la Cour de sûreté de l'Etat au sujet de son article dans lequel il accusait Ankara "d'opprimer les Kurdes de Turquie privés de droits démocratiques et humains". Rejetant une demande d'arrestation d'un procureur, le tribunal a laissé en liberté l'écrivain, âgé de 72 ans, qui comparaitra comme prévenu libre.

"Un des deux procureurs qui m'interrogeaient m'a demandé de lui dédicacer mon dernier livre. J'ai des millions de lecteurs partout. Mais je lui ai dit que si j'étais à la place de la république turque, je n'aurais pas ouvert cette information", a-t-il raconté. "Car au bout du compte, s'ils me condamnent, l'Etat, le gouvernement et ce tribunal auront la face toute rouge de honte".

Me Enver Nalbant, son avocat, a précisé que son client est accusé d'avoir violé l'article 8 de la loi anti-terrorisme qui sanctionne toute "propagande séparatiste visant l'intégrité de l'Etat et de la nation". "Yasar Kemal, aux yeux du procureur, n'est donc plus un écrivain mais un terroriste", conclut-il. Il est passible de 2 à 5 ans de prison et d'une amende de 50 à 100 millions de Livres turques (6.500 F à 13.000 F), selon un des procureurs.

Auteur de 30 romans et nouvelles traduits en 24 langues, Yasar Kemal se contente de sourire: "Moi, séparatiste? Je ris quand j'entends cela. On m'appelait Yasar le Kurde et pendant toute ma vie et aujourd'hui encore, je suis et j'ai toujours été le symbole de l'union, de l'amitié, de la paix entre les peuples de cette terre".

Couronné de plusieurs prix littéraires, dont le prix Del Duca en France, où il a été décoré de la Légion d'Honneur par le président François Mitterrand, Yasar Kemal, membre du Comité exécutif de l'Académie Universelle de Culture, doit participer, fin janvier à Paris, aux réunions de cette organisation.

STR/hc/mfm

Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP.

Libération - 24 janvier 1995

Yachar Kemal, romancier : «La Turquie n'a jamais été réellement démocratique»

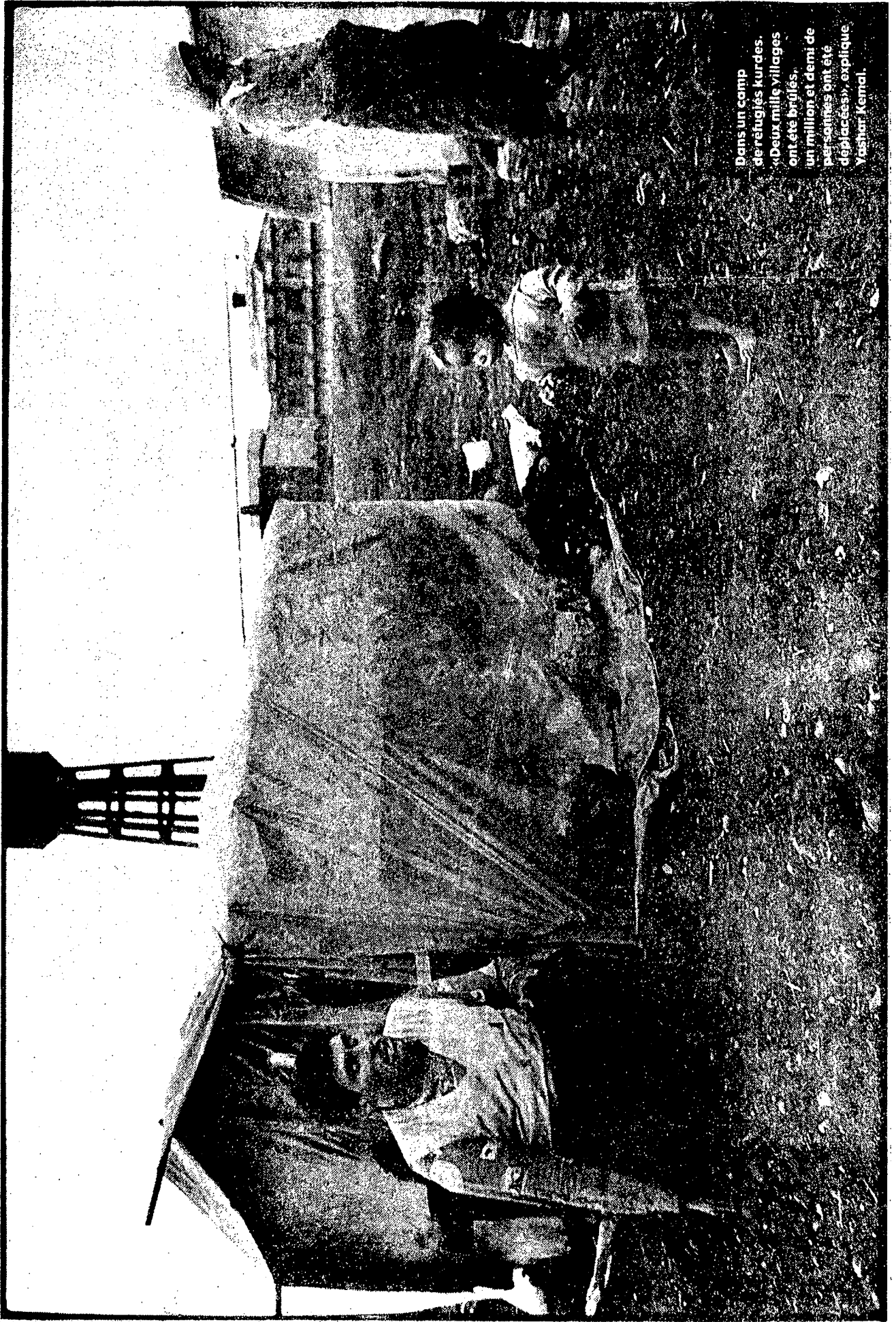
Dans un entretien à *Libération*, Kemal, qui revendique hautement ses origines kurdes, explique que ni les Turcs ni les Kurdes n'ont jamais eu l'occasion de se sentir vraiment libres en Turquie. Mais le grand écrivain interrogé hier par la justice turque pour



avoir «*prôné le séparatisme*» – et risquant la prison – affirme assumer les risques du métier.

YACHAR KEMAL, ROMANCIER TURC, D'ORIGINE KURDE, ACCUSÉ DE PROPAGANDE SÉPARATISTE

« Je ne veux plus entendre les pleurs des mères de Turquie »



Dans un camp de réfugiés kurdes. « Deux mille villages ont été brûlés, un million et demi de personnes ont été déplacées », explique Yashar Kemal.

Le Monde

LE MONDE / MERCREDI 25 JANVIER 1995

L'écrivain turc Yachar Kemal risque de deux à cinq ans de prison

ISTANBUL
de notre correspondante



Yachar Kemal

LE PLUS CONNU des romanciers turcs, Yachar Kemal, a été traduit en justice, lundi 23 janvier, par la Cour de sûreté de l'Etat pour « propagande séparatiste ».

Originaire du Kurdistan, Yachar Kemal, âgé de 72 ans, risque de deux à cinq ans d'emprisonnement pour avoir publié au début du mois, dans l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, sous le titre « Une campagne de mensonges », un article très critique sur la politique du gouvernement turc et de l'armée à l'égard de la minorité kurde.

Un procureur a demandé son arrestation, mais le tribunal l'a laissé en liberté. L'écrivain - dont les ouvrages sont traduits en plusieurs langues - comparaitra donc en tant que prévenu libre.

L'ouverture de ce procès coïncide avec la publication à Paris, aux éditions Arléa, d'un témoignage, *La Prison N° 5, Onze ans dans les gèbles kurdes*. L'auteur,

Mehdi Zana, ancien maire de Diyarbakir, relate l'enfer de l'univers carcéral pour les Kurdes de Turquie.

Dans la préface de l'ouvrage, Elie Wiesel, Prix Nobel de littérature, prend précisément à témoin Yachar Kemal, qui, écrit-il, « m'assure de la parfaite honnêteté » de Zana. Et Elie Wiesel rend hommage à Yachar Kemal pour ses « articles courageux dénonçant la politique de son pays. »

Ces témoignages pourraient peser sur les négociations en cours entre l'Union européenne et Ankara qui visent à conclure une union douanière, en principe en 1996.

La Cour turque de sûreté de l'Etat a décidé, lundi 23 janvier, d'ouvrir un procès contre l'écrivain Yachar Kemal pour « propagande séparatiste ». Les charges pesant contre l'auteur de *Mehmet le Mince* seront officiellement annoncées dans les jours qui viennent. Selon le procureur, Isa Geyik, qui a démenti les rumeurs selon lesquelles l'écrivain risquerait la peine de mort, Yachar Kemal sera jugé pour infraction à l'article 8 de la loi antiterroriste, qui prévoit une peine de deux à cinq ans d'emprisonnement. Le juge a rejeté la requête du procureur, qui demandait la détention préventive de M. Kemal.

On reproche principalement à ce dernier d'avoir sévèrement critiqué la politique du gouvernement et de l'armée à l'égard de la minorité kurde dans un article in-

titulé « Une campagne de mensonges », publié début janvier par l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*. La presse turque avait, dans l'ensemble, réagi négativement à la publication de cet article, jugé trop critique. Au cours des derniers jours, les milieux artistiques se sont cependant mobilisés pour soutenir le doyen des lettres turques.

PERSÉCUTIONS

Le nom de Yachar Kemal, le plus connu des romanciers turcs, vient, en effet, s'ajouter à une longue liste d'intellectuels persécutés pour leurs opinions ou leurs écrits. Selon l'Association turque des droits de l'homme, cent cinq personnes, intellectuels, écrivains, politiciens, condamnées pour leurs idées, étaient détenues dans les prisons turques à la fin du mois de novembre 1994.

La démarche de la Cour de sûreté ne manquera pas d'embarrasser le gouvernement, qui tente de remettre sur les rails le processus de rapprochement avec l'Union européenne. La plupart des Etats européens, à l'exception de la Grèce, demeurent convaincus de la nécessité de conclure un accord d'union douanière avec la Turquie, prévue pour 1996 ; mais malgré leur bonne volonté à l'égard d'Ankara ils ne peuvent ignorer une opinion internationale de plus en plus affectée par les violations des droits de l'homme en Turquie.

Nicole Pope

Le Monde

LE MONDE / MERCREDI 25 JANVIER 1995

La torture dans les geôles d'Ankara

Le témoignage de Mehdi Zana, ancien maire kurde de Diyarbakir

« RIEN, AUCUN CRIME, aussi grave fût-il, ne saurait justifier l'usage par un Etat de procédés aussi dégradants et avilissants. » Dans leur simplicité, ces propos de Kendal Nezan, directeur de l'Institut kurde de Paris, disent toute l'indignation que le lecteur



éprouve à la lecture de *La Prison n° 5, onze ans dans les geôles turques*, qui vient de paraître aux éditions Arléa. C'est le témoignage de Mehdi Zana, un « Kurde de Turquie » comme il se définit modestement lui-même, « un acteur majeur de l'histoire kurde des trente dernières années », rectifie Kendal Nezan dans la postface de l'ouvrage. Maire, de 1977 à 1980, de Diyarbakir, la ville la plus importante du Kurdistan de Turquie, Mehdi Zana raconte « dix ans et huit mois » passés, à partir de 1980, dans les prisons turques, pour avoir revendiqué, par des voies pacifiques et démocratiques, le droit à « parler le kurde, l'apprendre à l'école, disposer d'émissions de radio-télévision en kurde », le droit

« au respect de notre dignité, notre personnalité, notre identité ».

Ankara focalise sa propagande contre le PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan turc, qui mène depuis 1984 une guérilla contre le pouvoir. Le gouvernement turc accuse les Kurdes de velléités séparatistes, mais cela ne justifie nullement une répression cruelle, que ne laissent soupçonner ni l'appartenance de la Turquie à l'OTAN et au Conseil de l'Europe, ni le silence, ponctué de quelques poussées de reproches, des pays occidentaux vis-à-vis de l'attitude d'Ankara.

« J'AIME LA VIE »

Les conditions de détention des prisonniers kurdes, les tortures barbares qui leur sont infligées laissent le lecteur tout simplement incrédule. Lesquelles citer ? Les bastonnades, les privations de nourriture et de sommeil, les fils électriques branchés sur le sexe et l'anus, ces chiens dressés pour mordre les parties intimes des détenus, ou encore les matraques enfoncées dans le rectum... ?

« Ils ne cherchent pas à nous tuer, ils dosent les tortures pour atteindre le degré extrême de ce que nous

pouvons supporter », écrit Mehdi Zana. Mais jusqu'où vont les limites du « supportable » ? Trois mille huit cent quarante personnes sont mortes sous la torture ou lors d'« exécutions extra-judiciaires » durant les deux dernières années, selon le quotidien turc *Milliyet*, cité par le Prix Nobel de littérature Elie Wiesel, qui a préfacé l'ouvrage. Certains se sont eux-même donné la mort pour échapper à cet enfer, tel Remzi Aytur, qui a laissé ce mot : « J'aime la vie, mais pas pour subir ce supplice. Je renonce donc à ce que j'aime le plus : c'est ainsi que je proteste. Je souhaite bon courage à mes compagnons. »

Le 12 mai 1994, Mehdi Zana a de nouveau été écroué à la prison d'Ankara, et condamné à quatre ans de réclusion pour avoir témoigné devant le Parlement européen. Son épouse, Leyla Zana, et sept autres ex-députés d'origine kurde, ont été condamnés le 8 décembre 1994 par la Cour de sûreté de l'Etat à quinze années de prison pour « séparatisme ».

Mouna Naïm

★ *La Prison n° 5, onze ans dans les geôles turques*, de Mehdi Zana, éd. Arléa, 129 pages, 85 F.

FRA0456 4 I 0355 TUR /AFP-NT17

Turquie-France-Kurdes

Lettre du président Mitterrand aux députés kurdes emprisonnés

ANKARA, 25 jan (AFP) - Le chef de l'Etat François Mitterrand a envoyé une lettre à l'un des huit ex-députés turcs d'origine kurde condamnés pour "aide ou appartenance à bande armée", dans laquelle il leur réitère son soutien personnel, a-t-on appris mercredi auprès de leur avocat, Me Feridun Yazar.

Huit députés du Parti de la Démocratie (DEP, pro-kurde), dissous en juin dernier pour "séparatisme", avaient été condamnés en décembre à des peines de prison allant de 3,5 ans à 15 ans, pour "création et appartenance" ou "aide à bande armée" (ndlr: le Parti des Travailleurs du Kurdistan, PKK, séparatiste, en rébellion armée contre Ankara depuis 1984). Deux d'entre eux sont en liberté provisoire jusqu'à la décision de la Cour de cassation.

Dans cette missive datée du 12 janvier et remise mercredi par son avocat à Mme Leyla Zana, condamnée à 15 ans de prison, le président français qualifie de "très lourd" le verdict de la Cour de Sécurité de l'Etat d'Ankara. Il ajoute que ce jugement a "soulevé en France et dans tous les pays démocratiques, une très vive émotion et une forte réprobation", selon la même source.

"Les autorités françaises ont à plusieurs reprises et dès le début de cette mauvaise affaire, tenté de convaincre le gouvernement turc qu'il était sur la mauvaise voie", écrit M. Mitterrand. "Je suis personnellement intervenu, notamment le 5 décembre dernier, en adressant à tous les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne un message pour qu'ils se mobilisent en votre faveur", indique-t-il.

"Nous avons mis en garde de façon solennelle et vigoureuse, la Turquie, membre du Conseil de l'Europe, contre ces dérives dangereuses dans le respect des droits de l'homme et des libertés démocratiques fondamentales, en particulier en ce qui concerne les droits de la défense et la liberté d'expression", ajoute M. Mitterrand.

Il assure enfin qu'il "continuera à suivre personnellement" la situation de Mme Leyla Zana et celle de ses collègues et "que sa vigilance reste entière".

L'Humanité - 24 janvier 1995

Turquie : censure contre « Ozgur Ulke »

Depuis la semaine dernière, le journal turc « Ozgur Ulke » paraît avec des grands espaces blancs barrés du mot « censure » : qu'occupaient les articles interdits de publication par les autorités d'Ankara. Tous ont trait à la question kurde, à la guerre qui fait chaque jour des dizaines de victimes dans le sud-est du pays et aux violations des droits de l'homme par le gouvernement, l'armée et la police. Paraître avec des blancs, c'est la dernière parade qu'ont trouvée les journalistes d'« Ozgur Ulke » pour éviter la saisie.

après les multiples interdictions et attaques diverses dont ils ont été victimes, jusqu'au bombardement du siège du journal ! Celui-ci ne continue de paraître et d'être distribué que grâce à la mobilisation des démocrates et de certains intellectuels turcs qui vont parfois jusqu'à le vendre eux-mêmes pour défendre ce qui reste d'une liberté d'expression mutilée. Yasher Kemal, un des plus grands écrivains de Turquie, est traîné devant la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara pour ce crime. Saleh Guler et Ismaël Hakki Keceli, deux correspondants du quotidien de Diyarbakir - où il est interdit comme dans tout le Kurdistan - ont été arrêtés et soumis à la torture.

France-Soir - 26 janvier 1995

TURQUIE Lettre de Mitterrand aux Kurdes en prison

François Mitterrand a envoyé une lettre à l'un des huit ex-députés turcs d'origine kurde condamnés pour « aide ou appartenance à bande armée », dans laquelle il leur réitère son soutien personnel. Huit députés du Parti de la démocratie (pro-kurde) avaient été condamnés en décembre à des peines de prison allant de 3,5 ans à 15 ans.

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRA0098 4 AI 0327 FRA /AFP-JK78

Edition-Turquie

"La prison no 5", un témoignage sur onze ans dans les prisons turques

PARIS, 25 jan (AFP) - Mehdi Zana, figure de proue du mouvement démocrate kurde, raconte dans "La Prison no 5" les onze années de vexations et de brutalités qu'il a subies dans les diverses prisons turques où il a été incarcéré de 1980 à 1991.

Ce récit paraît en France chez Arléa, alors que l'écrivain turc d'origine kurde Yachar Kemal a été inculpé mardi, devant la Cour de sûreté de l'Etat turc, de "propagande séparatiste". Dans un article, il avait accusé Ankara d'"opprimer les Kurdes de Turquie privés de droits démocratiques et humains".

Préfaçant l'ouvrage, Elie Wiesel, prix Nobel de la Paix, évoque Yachar Kemal qui l'assure de la parfaite honnêteté de Mehdi Zana: "Ce n'est pas un homme qui ment".

Wiesel s'interroge: "Est-il possible que cela se soit passé encore récemment en Turquie, donc en Occident, et dans un pays membre de l'OTAN?"

Sobre comme un rapport, le récit de Mehdi Zana est terrible: interrogatoires, tortures à l'électricité notamment sur le sexe, "falaka" ou bastonnade sur la plante des pieds, insultes, transferts, révoltes dans les diverses prisons où il a été interné, notamment la prison no 5.

"Ce que nous demandons, affirme Mehdi Zana, c'est de pouvoir parler notre langue, l'apprendre à l'école, disposer de journaux et d'émissions de radio-télévision en kurde. Nous voulons vivre comme des êtres humains à part entière, dans le respect de notre dignité, de notre personnalité, de notre identité, et c'est pourquoi on nous emprisonne, on nous torture et on nous tue".

Ancien maire de Diyarbakir, principale ville kurde de Turquie, Mehdi Zana, 55 ans, avait été condamné en 1980 à 36 ans de prison. Libéré en en 1991, il a été à nouveau condamné en 1994 à quatre années de prison. Sa femme, Leyla, fait partie de huit parlementaires condamnés en décembre.

(Mehdi Zana, "La prison no 5", Arléa, 130 pages, 85 F)

cp/ms

AFP /JO0245/250754

JAN 95

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

LE FIGARO JEUDI 26 JANVIER 1995

Yachar Kemal est des nôtres

Le grand écrivain turc a été traduit en justice lundi à Ankara pour avoir critiqué la politique de son gouvernement à l'égard de la minorité kurde, dans un article à *Der Spiegel*. Il risque de deux à cinq ans d'emprisonnement. De toute part, les écrivains expriment à Yachar Kemal leur solidarité.

Il a l'allure d'un colosse. Il vous dévisage longuement. L'œil resté valide est d'une étonnante fébrilité : veut-il hypnotiser ou, au contraire, signifier qu'il est prêt pour une embrassade, comme il les aime : immédiat, volcanique, sans appel ? L'autre œil se cache derrière un verre fumé : les coups qu'il a reçus dans sa vie de militant ne sont pas que des bleus à l'âme. Avant de parler, il semble retenir son souffle. Va-t-il ou non foncer sur son interlocuteur ? L'hésitation est un

PAR ALAIN BOSQUET

signe de respect. Mais déjà l'irréparable est accompli. Il s'ébroue, il avance, et rien ne lui résiste. Sa voix bouscule les *u* et les *eu* : une avalanche de sonorités au sabre. Il vous empoigne, et le corps à corps est le plus tonique, le plus irrésistible qui soit. Bientôt suit un bref désarroi : qui va traduire ses phrases de communion, semblables à une cavalcade de coursiers à travers l'Anatolie ? Son épouse, Thilda, est là : il n'existe pas de langue européenne dans laquelle elle ne puisse rendre les sentences et les déclarations d'amour de Yachar Kemal.

Les nomades

Faut-il enfin mettre un peu d'ordre dans cette effusion ? Soit, on peut prendre place autour d'une table. Défilent, dans un tumulte, les personnages du Panthéon le plus imprévu, où

Homère, Shakespeare, Stendhal font bon ménage avec Charlie Chaplin. Que veut cet homme si chaleureux ? Par instinct, il a rendu à une région du monde, l'Asie Mineure, une place qu'elle occupait jadis, il y a vingt-cinq siècles. Sa terre natale, par quelle injustice n'est-elle plus, dans la mémoire des hommes, qu'une terre négligée, de passage, de ruines, d'herbe maigre ? Voici apparaître un de ses porte-parole : Memed le Mince, qui le rendra célèbre et reviendra à plusieurs reprises dans ses œuvres. Là-bas, au-delà de Smyrne ou de Trébizonde, on est aède, barde, devin, charlatan et voleur. On distribue aux uns ce qu'on vole aux autres. Parfois, les nomades s'arrêtent, plongent en eux-mêmes et se mettent à raconter. Après les Mille et Une Nuits viennent les mille deux jours, tendres, affectueux, graves et terribles. Ce que les messagers de l'absolu peuvent conter provient ou d'une peuplade, ou d'une imagination. Entre le monde rêvé et le monde vécu se situe la parole préférée. Toute matière est de légende, et toute légende retourne à la matière.

Ce peuple-là, transfiguré par la parole et les palabres, n'a-t-il pas droit de cité sur la planète ? Qu'il écrive *Au-delà de la montagne*, une trilogie du pays natal réinventé, *Les Seigneurs de l'Aktchasaz*, une projection du Moyen Âge dans notre temps, ou *Salih l'Émerveillé*, un hymne à la gloire de l'imaginaire qui soudain a pris corps, Yachar Kemal a



Yachar Kemal puise dans l'histoire ancienne des sources oubliées. (Photo Jacques Sassier.)

toujours le même dessein : puiser dans l'histoire ancienne des sources oubliées. Ce trésor justifie la permanence d'un peuple. Et celui-ci connaît les dangers de notre siècle : comment s'y adapter sans perdre son identité ? Seul le ton épique convient à ces brassages, à ces illuminations, à ces élans, à cette perpétuelle remise en cause. Les hommes et les femmes de Yachar Kemal sont complexes. Ils luttent avec eux-mêmes. Sans doute sont-ils ancrés dans un réel de conditions nomadiques. Les saisons, ils les connaissent. Il faut traire les chèvres, s'enivrer du parfum des fleurs, nourrir les enfants, changer de vallée à temps pour ne pas être surpris par les tempêtes. Tout est alors palpable : l'amour maternel, les besoins de la chair, la longue marche à travers les terres arides.

Dès qu'une halte est décidée, la parole reprend ses droits. Elle est parfois cruelle : l'homme peut être pour l'homme un loup, un renard, un vautour et une hyène. Le banditisme n'est pas toujours un crime : il existe des bandits d'honneur et des justiciers qui échappent à la justice des hommes. Sous la tente ou face aux étoiles, le rhapsode enseigne aux êtres qui souffrent comment oublier leurs

souffrances. Le réel recule tout à coup devant l'offensive de l'irréel. Le pain palpable est aussi indispensable que celui qu'on pèse. Des figures apparaissent, entourées ou de mystères ou de symboles. Le rêve est quelquefois collectif. En tout cas, il fait autant de bien que la vie vécue. Déjà, cependant, on se sépare. La ville moderne a d'autres lois. Il faut avoir peur : elle ne pardonne rien, la ville inhumaine. Jusqu'ici tous vivaient deux vies : la sienne et celle de la légende. Il va falloir en vivre trois, en s'adaptant à la vie sédentaire, que régissent les lois, les règlements, le vote, la paperasserie.

Une fois de plus, Yachar Kemal est en danger. Il est habitué aux combats, et à exprimer sa vérité, qui plaît ou ne plaît pas. Sa création est celle de l'homme universel. Il extrapole, il imagine, il refait un paysage, une province, une ethnie. Son immense pouvoir est de se réinventer et de réinventer sa patrie. Il n'est pas concevable qu'un gouvernement digne de ce nom, le punisse de voir grand et de souffrir pour les opprimés. Il ne saurait choquer la sensibilité de quiconque : il ne choque que ceux qui n'en ont pas. Seules les dictatures persécutent les hommes libres, capables de conférer une dimension glorieuse à leurs contemporains. Hitler a fait fuir Thomas Mann. La Russie soviétique a exilé Aleksandr Soljenitsyne. Le monde arabe a condamné à mort un homme qui n'a pas voulu suivre à la lettre le Coran. La Turquie ne suivra pas les barbares : elle est notre alliée, et nous ne saurions tolérer une telle injustice. Le plus puissant des conteurs au monde peut se prévaloir de notre vénération et de notre affection, à nous, écrivains de France. Au demeurant, il sait que cette solidarité ne s'arrête pas devant les plus hautes marches de l'État. Yachar Kemal est des nôtres, et le sera quand il voudra.

A. B.

TURKISH DAILY NEWS

PRESS SCANNER B2
 OPINION B3
 ENTERTAINMENTS B6
 SPORTS B7, B8

Section TWO

WEDNESDAY, JANUARY 25, 1995

1994 proves to be critical for DEP

The year 1994 proved to be a critical year for the Democracy Party. Starting with a signal by Prime Minister Tansu Çiller, who vowed to "throw the terrorists out of Parliament," the State Security Court prosecutor followed up by sending an accusatory report to Parliament.

By Sinan Yılmaz / Turkish Daily News

PART -II-

1994, the year of the campaign

The famous letter which was submitted to the Parliament by Nusret Demiral in January 1992 was not put into action for a long time. In order not to increase the political tensions, the DEP file had to be kept waiting. And this was exactly what was done, until 1994.

A new campaign started after the PKK bombing of the Tuzla train station and the response of Hatip Dicle to the killing of young military candidates. Dicle had said that in a war, "everyone in a uniform was a target."

Prime Minister Tansu Çiller gave the first signal by saying that "the bandits in Parliament would be thrown out." The signal partly stemmed from the approaching March 27 local elections. Çiller, who was unable to finish off the PKK, was able to bank on a good election ace by finishing off the DEP deputies.

But she received her due.

On March 2, the Parliament took up the immunity files of six DEP deputies, as well as that of Mahmut Allnak, an independent deputy after his resignation from DEP. The immunity of Hasan Mezarci, another independent deputy who had resigned from Welfare Party, was also discussed.

On March 2, the General Assembly was asked to vote on lifting the immunities of the deputies. Orhan Doğan and Hatip Dicle's immunity was lifted. Dicle and Doğan were immediately taken into custody as soon as they stepped out of the Parliament. Although the police's rough treatment of the two deputies was criticized by the public, Demiral came up with the excuse that if they were not taken into custody immediately, the deputies would have fled abroad.

While the two men were taken into custody without debate on all cases against them, a similar comedy was seen in Istanbul. Although the lifting of immunity of Hasan Mezarci had not been concluded, the Istanbul police took him from his residence. But the uproar caused prompted the police to turn back halfway from the police station and take Mezarci back home.

The Parliament had decided to strip the deputies from their immunity but the deputies, under law, had the right to apply to the Constitutional Court for reversal of the decision. The decision to lift the immunity of Selim Sadak, for example, was reversed. So, the custody of the deputies became a very controversial issue.

When Hatip Dicle and Orhan Doğan were taken into custody, the other deputies spent the night in the Parliament, which was surrounded by policemen. Nevertheless, the State Security Court prosecutor was determined. "Let them come and surrender," he had said.

The DEP deputies, after spending two nights in Parliament, decided to go to the State Security Court on March 4 to testify. But, instead, they were taken into custody immediately and transferred to the Ankara Security Department. It was disclosed that they stayed in "very comfortable" rooms in the Security Department, but Dicle and Doğan, it was said, were stripped naked as soon as they went to the Security Department, and were insulted for two hours.

Selim Sadak and Hasan Mezarci, who were also taken into custody when their parliamentary immunity was lifted, were told by the court that they would continue the trial while being detained.

It was revealed that there had been no large-scale investigation related to the deputies' case, the prosecutor fully utilized the technical opportunities and videotaped the questioning of the deputies who had been held in Security Court. Moreover, some journalists also watched the questioning. On March 17, the deputies were brought before the State Security Court, accompanied by a major police force. Contrary to the belief that they would be acquitted, all were arrested.

Their life in jail started with the arrest. What was anxiously awaited at that point was the prosecutor's indictment but the prosecutor was in no hurry to disclose it. Questions asked to the leg-

islative authorities received no clear answers. Finally, Demiral disclosed that the indictment was ready, but added that he would try anyone who published it before it was formally submitted to court.

However, despite his statements, the indictment was leaked to a mass-circulation newspaper, along with photographs that were produced from the video cassettes of the inquiry. Demiral did not try the newspaper or the journalist or whoever had leaked these.

While the trial of the DEP deputies continued, another anticipated development took place. The Constitutional Court abolished DEP, which was formed to replace HEP. With the abolition of DEP, the deputy status of the 13 MPs ended and the five deputies in jail, along with the eight who were free, were deprived of their position as members of the Parliament. Before the Constitutional Court disclosed the decision, DEP deputies Remzi Kartal, Ali Yiğit, Nizamettin Toguç, Mahmut Kılınc, Naif Güneş and Zübeyir Aydar left the country. Selim Sadak and Sedat Yurttas stayed behind and were taken into custody on July 2.

Thus, Hatip Dicle, Leyla Zana, Ahmet Türk, Orhan Doğan, Sırrı Sakık, Selim Sadak, Sedat Yurttas — who lost their deputy status — and independent deputy Mahmut Alınak began awaiting the day of their trial.

The first trial, held on Aug. 3, was carefully watched by journalists and observers. The prosecutors read the indictment in detail and requested the six deputies to be sentenced to capital punishment for treason.

The trials were tense and argumentative. In one of the last cases, claiming that their defense rights were limited, the lawyers refused to attend the trials.

They added that there are exactly 50 matters they had asked the court to investigate. But by refusing their demand, the court has clearly shown that it is working along with the prosecution.

Naturally, the ones who caught the most attention in the DEP trials were the "confessors" who have split from PKK. According to the law, PKK members who give inside information about the

organization could get away with a relatively light sentence, and this has set a stage for many "confessors" to testify against the DEP deputies.

Though many of the allegations weren't convincing enough, they were presented to the court as evidence: Sırrı Sakık, Mahmut Alınak and Ahmet Türk's visit to a PKK camp along with 70 others is a distinct example of such allegations.

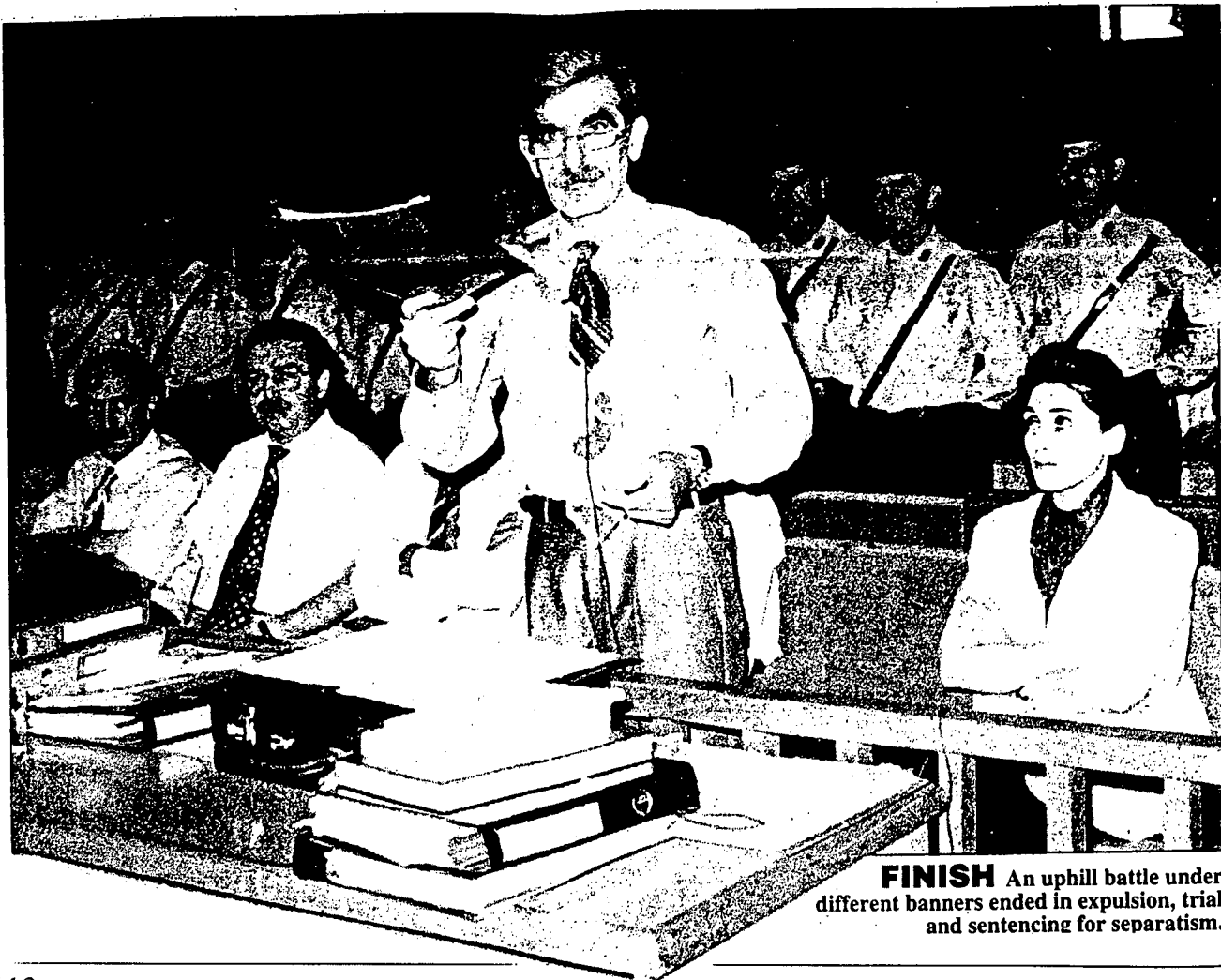
The MPs in question have repeatedly said they could easily prove that at the time they were allegedly at the PKK camp, they were actually at the Marmaris Summer Camp of the Finance Ministry, along with a minister.

Moreover, Alınak, Sakık and Türk, who were accused of being PKK members, were actually denounced as "traitors" by the same outlawed organization. According to lawmakers, any claim must at least cite evidence for its allegations. But the situation was reversed in these trials, where the defendant had to try to prove his innocence.

The deputies who took the stage in the Parliament during the trials had reached a common belief that this case was more political than judicial. They cited Prime Minister Tansu Çiller's statement of March 16, 1994, which said, "I have talked with the judiciary, maybe I shouldn't have, but I have told them to speed up the process," and former chief of staff Doğan Güreş' statement that the "DEP deputies are hiding behind their immunity and they are humiliating the Parliament," to back up their claim.

It was eventually confirmed that the court was to reach a decision on Dec. 8, 1994. However, State Security Court (DGM) Chief Prosecutor Demiral, just before the sentencing, said that the defendants would be sentenced to 15 years, which will be increased to 22.5 years, under articles 168 and 169 of the Turkish Civil Law (Türk Ceza Kanunu).

Attendance at the sentencing, which took place under tight security measures, was very high. Besides foreign observers and



FINISH An uphill battle under different banners ended in expulsion, trial and sentencing for separatism.



START Pro-Kurdish deputies found themselves isolated in the Parliament after they asserted their ethnic identity...
TDN Galip Radvanoglu

media, almost all the Turkish press was present. The lawyers continued with their protests and refused to show up in court. The seats of the lawyers were occupied by two high-ranking military officials, which presented an awkward situation.

The Court's chief judge, Muammer Ünsoy, and his assistants Yılmaz Çamlıbel and Çetin Güyener deliberated on the verdict. Almost two hours later, Judge Ünsoy started to read the verdict after mentioning that the decision had been reached by majority vote.

The former deputies tried under the so-called "DEP Case," — which is an important event as far as the Kurdish question is concerned — and independent deputy Mahmut Alınak received prison sentences of varying duration. The Ankara State Security Court (DGM) in its verdict of Dec. 8, 1994, convicted Hatip Dicle, Leyla Zana, Orhan Doğan, Ahmet Türk, and Selim Sadak to 15 years imprisonment, Sedat Yurttaş received 7.5 years in prison while Mahmut Alınak and Sırrı Sakık received 3.5 years in prison and were fined TL 70 million each. Both Alınak and Sakık were subsequently freed when the Court took into consideration the duration that they had already been in prison. As for its reasons for convicting Hatip Dicle, Leyla Zana, Orhan Doğan, Ahmet Türk, and Selim Sadak to 15 years imprisonment, the Court said that they

had "engaged in disseminating separatist propaganda within and without the country and in line with the orders and directives of the leader of the PKK which is an armed gang that is aiming to separate a part of the lands of the Republic of Turkey and to establish a Kurdish State in Southeastern Anatolia."

The DGM judges also said that the accused had, "prior to the general elections of 1991, organized meetings under banners reading 'Long live the PKK,' 'long live APO (as the PKK leader is known for short) and had agitated the public and created an environment which undermined the authority of the state." Among the other reasons cited for the conviction were the facts that the accused had "come to the swearing-in ceremony of the Turkish Grand National Assembly wearing the colors yellow, red and

green to symbolize the PKK flag, and had started their oath-taking by referring to the denial of Kurdish rights, and had shouted out slogans in Kurdish."

Furthermore, the judges cited the fact that "the Turkish flags were not present during HEP and DEP conventions, which carried only the PKK flag, that the national anthem was not sung, and that the Republic of Turkey was presented as an occupying and enemy country."

The charges that were leveled against the pro-Kurdish politicians included allegations "that they tried to help the PKK in eastern and southeastern Anatolia, that they had sheltered PKK militants in their homes and had charged their medical expenses to the state, that they issued declarations and statements on behalf the PKK, which is considered a terrorist organization internationally, and that they acted against the interests of Turkey abroad."

The pro-Kurdish politicians also were convicted for "going abroad to the headquarters of the PKK leader in order to get his views; for receiving instructions from him over the telephone and for acting in line with these instructions."

As for the reasons cited by the Ankara State Security Court judges for the conviction of independent deputy Mahmut Alınak and former deputy of Muş Sırrı Sakık to 3.5 years in prison, and for the conviction of former Diyarbakır deputy Sedat Yurttaş to 7.5 years in prison, these included "statements, speeches and writings against the indivisible unity of the Turkish Republic." In reading out the verdict on Sedat Yurttaş, the court also said that the accused had "exerted efforts in trying to legitimize internationally the PKK, which is an armed gang, had delivered statements to this effect, and had on July 26, 1992, in a speech in Hakkari called on his audience to 'give support to our brothers active in the countryside because their cause is the cause of our people. That is why they are giving a struggle under these difficult circumstances' and thus to encourage support for this armed gang."

On the reading of these verdicts, the courtroom was overtaken with the din of applause and screams of support for the accused.

The position of a number of the still-legal Kurdish politicians that "the PKK is a political organization, and that therefore they do not reject the PKK but they do reject the terrorist tactics of the PKK," still continues today.

While those who were in court to observe the outcome protested the verdicts the convicted former deputies were hastily taken out of the courtroom.

But the case did not end there...

As soon as they were announced, the verdicts became the subject of heated debates. But, before long, these debates were replaced with an overbearing silence. Everyone began waiting for the Appeals Courts verdict on the DGM convictions. In the meantime, DGM prosecutor Demiral, who had been asking for the pro-Kurdish politicians to be "executed," also appealed the verdicts on these politicians on the grounds that they had been shown undue leniency.

But the silence did not last long. The announcement that the former DEP deputies who had fled abroad would be joining a "Kurdish Parliament in Exile" soon to be convened and a statement by one of these former deputies, Remzi Kartal, reignited the heated debates.

Kartal, in a statement at a press conference in Brussels in answer to a question concerning the relationship between the PKK and DEP, had said:

"We represent the interests of the Kurdish people. We never saw the PKK as being outside the realm of the Kurdish people. The PKK has been waging a struggle for independence for many years. Our place is alongside the struggle for freedom. It has surfaced now that at this point there can be no settlement to the Kurdish problem without the PKK. Do we become members of the PKK by asking for a political settlement? The only power that is causing the bloodshed in Kurdistan is the Turkish state. The Turkish state, which is imposing a military settlement, is in the wrong and that is why we are standing by the people." These words reignited the long-standing debate on the nature of the connection between the PKK and DEP.

Kartal's words also left the DEP deputies in prison and the Peoples' Democracy Party (HADEP), which was

established after the closure of the DEP, in a difficult position.

The position of a number of the still-legal Kurdish politicians that "the PKK is a political organization, and that therefore they do not reject the PKK but they do reject the terrorist tactics of the PKK," still continues today. Another group of politicians argue the following: "The PKK is the representative of the Kurdish people. We do not deny it. But we are not maintaining a specific position on this either." What is being debated among the legal Kurdish politicians now is these two views...

The question trying to be answered now is the question of whether "the PKK, in the light of these two views, has given legal Kurdish politicians support?" The general view is that the PKK has supported these parties most of the time, but that it has not refrained from accusing them either.

Time will tell what happens from now...

Different Kurdish groups, on the other hand, are struggling to keep from being isolated from legal platforms. Mahmut Alınak, who has been released from prison, says:

"The majority of Kurds want to avail themselves of the advantages of legal platforms. To be more precise, they want to take their place in the democratic struggle, but this is not being permitted.

The state, with its anti-terrorism laws, its law on emergency rule and other laws, is not giving these people the opportunity to practice politics in the democratic field." Given this atmosphere, some Kurdish politicians have taken their place in the "Kurdish Parliament in Exile," which is totally under the guidance of the PKK and whose future remains to be seen in the coming months.

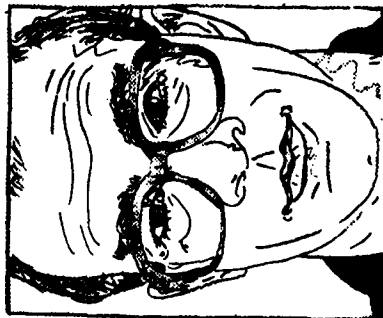
The process which began in 1991 with general elections has thus resulted in the establishment of a Kurdish parliament in exile for the time being.

But it is clear that this debate will not end here. As long as the paths to a settlement remain blocked, it appears that this "network of relationships" will continue to be a subject of debate.

THE GUARDIAN
Wednesday January 18 1995

The West can save the Kurds — and a little self-respect

Commentary



Martin Woollacott

occupied if Saddam Hussein's men were to return. That prospect is less unthinkable today than it used to be.

It is hard now to recall the euphoria of those times, as the allied forces moved on to secure a wedge of north-western Iraq, and two thirds of a million refugees were brought down from the mountains to return to their homes. The Kurdish safe haven seemed then both more important than the flawed Gulf war victory and one of the means by which, in time, that victory could be made complete. Military power had been used for purposes that were almost entirely good, a dictator had been kept at bay, and the legalistic interpretation of sovereignty had been set aside in favour of what the French later christened the "right of humanitarian intervention."

Kurdistan, many hoped, would be a broad precedent for such intervention, or the effective threat of it, elsewhere in the world. Four years later, a Russian fighter bomber rocket Chechen villages, and as Serb gunners lob their shells into Bosnian "safe havens", we do not need to be told that the language of those days has been

discredited. Yet something of the promise represented by the Kurdish intervention will always remain as long as an autonomous Kurdistan survives under Western protection.

If Iraqi Kurdistan should fall, much more would therefore be lost than the possibility of a decent future for 4 million people in a distant corner of the Middle East. Sadly, the collapse of Iraqi Kurdistan is a real possibility. The immediate cause is that the Kurds are fighting what is not yet a war but could become one. Clashes between the militias of the Patriotic Union of Kurdistan, led by Jalal Talabani, and the Kurdish Democratic Party, led by Masoud Barzani, have in the past few days reached the point where the two sides have fought it out in Irbil, the largest city under independent Kurdish administration, with heavy weapons. Occasional outbreaks of this kind go back a long way, and there was serious fighting last summer. Truce after truce has patched up the relationship between the two parties and their leaders.

But the conjunction now is more ominous, because the Kurdish internal strife coin-

cides with a strengthening of Saddam's position. To be more precise, the elements of weakness and strength in his regime, always a complex balance, are somewhat more in his favour. On the one hand, the money seems to have less to pay out to its core supporters and is using terror to deter desertions from the armed forces. On the other, it now has a major trade outlet with Turkey as well as economic relations with Jordan and Iran. Outside powers, like France and Russia, as well as Turkey, who want sanctions to be softened or lifted completely, are growing bolder. There is also, of course, a serious humanitarian constituency in many countries that wants sanctions to end because of their harsh impact on the lives of ordinary Iraqis. With all this, it is not sure that the United States and Britain will be able to keep sanctions going for very much longer.

That puts a question mark over the north. For governments that want an escape from their difficult responsibilities in Kurdistan, the Kurdish infighting could provide the excuse either for their abandon-

ment, perhaps after a Turkish decision to withdraw base facilities for the US, British, and French planes that enforce the no-fly zone, or for a policy of urging the Kurds to reach a settlement with Baghdad. Turkey has already adopted the latter policy. Saddam, well aware of these pressures, used this week's anniversary of the beginning of the Gulf war, to send a public message that he was ready to talk.

Talking to Saddam is a recipe for disaster. He keeps no bargains, respects no agreements of power, authority, or resources. For him negotiations are only a way station along the road to total domination. Communists, Ba'athists, and indeed Kurds all have reason to know this. Yet there are situations in which there is no alternative. In 1991, when the Kurds last went to Baghdad for talks — before the Western intervention in the North — they did so in part because they were unsure whether they could trust the West to protect them in the long run. Masoud Barzani, in particular, had in his mind the memory of the abandonment of the Kurds by the West in 1975.

The Kurds cannot escape blame for their predicament. Their parties are pre-modern formations, partly tribal and in any case heavily dependent on single leaders on patronage, on being able to satisfy cohorts of followers and supporters. The recent fighting, typically, has been over the money raised in customs dues at the Turkish border near Zakhko which has increased greatly with the recent expansion of Iraqi-Turkish trade.

It is a sad irony that Kurds

should be squabbling over the title on a business which is benefiting their greatest enemy. But it is understandable. There is nothing else that is seriously taxable in the faltering economy of Iraqi Kurdistan. One of the main reasons for this is that Western countries have never seriously tried to deliver aid and assistance directly to the north.

David Keen, whose study of Iraqi Kurdistan for Save the Children pinpointed these deficiencies two years ago, summed it up by saying that "there can be no lasting protection without adequate assistance." Assistance, largely channelled through Baghdad, which stole some and delayed the rest, has not been adequate, and the Kurds have as a result lacked the economic base that a more generous, a more skilful and a less legalistic approach could have given them.

Western governments have never, in other words, followed a wholehearted policy of trying to set up Kurdistan economically, militarily and politically. They have wanted it to survive but have not striven to help it prosper. That in turn has undermined the plans of the combined Iraqi opposition to use Kurdistan as a platform for the fight against Saddam. The Iraqi National Congress is struggling to preserve itself and to mediate between the Kurdish parties instead of being able to function, as it had hoped, from a stable "liberated zone". It is a sad story, but it is not yet over and Saddam has not yet won. Even though the Kurds themselves are not helping, surely the West is not so far gone as to let Free Kurdistan slip into Saddam's hands.

Témoignage sur la torture

« Prison n° 5 » de Mehdi Zana

C'EST un livre terrible (1) que vient d'écrire Mehdi Zana, l'ancien maire de Diyarbakir, principale ville du Kurdistan de Turquie, celle que les Kurdes de ce pays considèrent comme leur « capitale » culturelle et politique. En soixante-dix pages d'une rare intensité, qui font penser à « la Question » d'Henri Alleg, l'auteur raconte ses années de prison dans les geôles turques : onze ans entre le coup d'Etat militaire de 1980 et 1992. Son crime : avoir revendiqué avec les siens « le droit de parler sa langue, l'apprendre à l'école, disposer de journaux et d'émission radio-télé en kurde... vivre comme des êtres humains à part entière dans le respect de notre dignité ».

Libéré en 1992, il était de nouveau arrêté en 1994, inculpé et condamné à quatre années de prison pour avoir dénoncé devant le parlement européen la répression farouche menée contre les Kurdes par l'armée turque. Il est donc à nouveau en prison, à Ankara cette fois, et non plus dans cette « prison n° 5 » dont il a eu tout juste le temps, entre deux incarcérations, de décrire les atrocités.

A lire son récit, on se demande presque à chaque page comment un être humain peut

trouver la force de résister à tant de brutalité, de sauvagerie, de méchanceté. Beaucoup de ses compagnons, dont il évoque le souvenir avec une poignante émotion, sont d'ailleurs morts dans les supplices.

Elie Wiesel, qui a préfacé le livre, s'étonne de ce que les horreurs inimaginables décrites par Mehdi Zana puissent se passer si près de nous, dans cette Turquie qui prétend à l'Europe, « donc en Occident et dans un pays membre de l'OTAN ». Il avoue avoir douté, tant les descriptions de Mehdi Zana paraissent insoutenables, et demandé à son ami Yachar Kemal si de telles choses étaient possibles. Elles le sont hélas ! a confirmé le grand écrivain, qui, pour s'être battu contre de telles pratiques, les avoir dénoncées, se trouve à son tour traîné devant les tribunaux, accusé de « séparatisme ». Un mot qui, même si rien ne le justifie, rend fous les militaires turcs, et autorise à leurs yeux tous les supplices, jusqu'à la mort. Ne l'ont-ils pas réclamée pour 15 parlementaires kurdes parmi lesquels Leyla Zana, l'épouse de Mehdi Zana ?

F. G.-R.

(1) « La Prison n° 5, onze ans dans les geôles turques », de Mehdi Zana, est édité par Arléa (85 francs).

EN ATTENDANT L'ENTRÉE DANS LA CEE,
LA TURQUIE TORTURE TOUJOURS



L'HUMANITE/MARDI 14 FEVRIER 1995 - 17

EU combines human rights aid with advice

For the first time, the Commission grants funds to a woman's organization, the Foundation for Women's Solidarity

By Nazlan Ertan
Turkish Daily News
ANKARA- The European Commission, which granted 500,000 ECU to various human rights projects on Tuesday, cautioned that human rights would be an even more important cornerstone of EU foreign policy under the new Commission.

"In his address to the European Parliament last week, on the day it confirmed the new European Commission, the new president of the Commission, Jacques Santer... said that he shall be responsible personally for human rights, which he considers an essential component of external relations," European Commission representative Michael Lake said at the press conference, during which the grants were presented to Turkish nongovernmental organizations.

Lake said that human rights were "a basic criterion for membership" under Article F(2) of the Maastricht Treaty which refers to the European Convention on Human Rights.

"At a time when Turkey is drawing closer to the European Union with the prospect of completing a customs union with the EU, the protection and promotion of human rights in Turkey is a special concern," Lake added.

"The recent reactions of the European Parliament to human rights issues in this country are a striking example of this increased attention. The European Parliament has since made human rights one of its policy priorities," Lake stressed. EU-watchers predict the Commission — as well as the Parliament, with its newly gained strength — will be more watchful of Turkish human rights in 1995. As pointed out by Lake, Santer has pledged to make human rights one of the priority issues.

The new Commission president is a former prime minister of Luxembourg, which joined Greece in asking for a postponement of the Turkey-EU customs union in December, on the grounds that a Turkish State Security Court gave prison sentences to seven deputies, six of whom were from the pro-Kurdish Democracy Party (DEP).

The trial of two human rights activists, Yavuz Onen, of the Human Rights Foundation of Turkey, and Akim Birdal, of the Human Rights Association, earlier this month was watched carefully by the European Union and its individual members. Those who have supported Turkey's integration with Europe let out a sigh of relief when both men, whose efforts had been financed by the EU last year, were acquitted.

Both men were present at Tuesday's press conference, where they received EU grants on behalf of the organizations they chair.

The European Commission grants, given to eight different organizations, total 500,000 ECU (\$625,000) and are allocated from a budget which was established last year.

Solidarity with women

For the first time this year, as equal rights become a priority issue in the Commission and Parliament, the Commission's Ankara representation is granting the Foundation for Woman's Solidarity 20,000 ECU for a project focused on creating awareness of the many forms of violence against women. "The grant is important because it came at a time of diffi-

culty with Altındağ Municipality," Leziz Onaran, the chairwoman of the Foundation, said. The Foundation, which was established with the support of the municipality two years ago, met with strong objections from the new Welfare Party (RP) administration. The municipality cut the phones at the Foundation, in an effort to make it leave the building allocated to the group by the former municipality administration.

"We have applied to the court about them and for the time being, refuse to leave the building," Onaran told the TDN. Onaran, who gave a short speech, expressed support for Turkey's full membership of the European Union. "We believe that we are, as far as the work of our foundation is concerned, ready to become an equal member of the European Union," she said.

Other projects

The other projects which will be financed by the EU are as follows: The Human Rights Foundation of Turkey will receive the lion's share of the total, with 154,000 ECU for three projects, including setting up of treatment and rehabilitation centers for victims of torture.

The Human Rights Association, allocated 84,000 ECU, will organize training courses for primary school teachers on human rights and democracy. Those courses, which will take place in Ankara, Istanbul, Izmir, Adana and Samsun, are also supported by the teachers' union, Egit-Sen.

The association will also translate into Turkish the relevant decisions of the European Human Rights Commission and Human Rights Court.

The Human Rights Center of Ankara

University, receiving 50,000 ECU, will use the funds to publish a regular human rights review and organize a series of seminars.

The International Union of Local Authorities (IULA), which also receives 50,000 ECU, is to finance the first phase of a five-year program of activities on themes centering on various aspects of urban social and economic rights, as well as urban pluralism.

The Turkish Medical Association, which will receive 30,000 ECU, will organize a four-day seminar on human rights and medical doctors' responsibility. Seminars will be conducted in Diyarbakir and Şanlıurfa or Van.

"Human rights violations have become an epidemic in Turkey, which needs to be rehabilitated and treated," Dr. Ata Soyer, who signed the financial cooperation contract on behalf of the Association, said.

The Helsinki Citizen's Assembly — Turkish branch — received 50,000 ECU for projects related to promoting a citizen's identity and the Economic and Social History Foundation of Turkey received 40,000 ECU for staging a comprehensive exposition on the development of human rights in Turkey.

'Let's establish a council'

In a joint press conference attended by diplomats and human rights activists, Tekin Akulluoglu, the director of the Human Rights Center of Ankara University, suggested the establishment of a human rights council so that the human rights organizations in Turkey could coordinate their policies. The suggestion got a prompt "yes" from Salahaddin Yildirim, the director of the International Union of Local Authorities.

US Congress blasts arrest of human rights advocates

Hoyer calls on Turkish government to 'bite the bullet' and seek 'political solution' to Kurdish problem

By Uğur Akıncı
Turkish Daily News

WASHINGTON—Two members of the U.S. Congress Monday lambasted the arrest of seven Human Rights Association (IHD) members in Diyarbakır, Turkey.

Rep. Steny Hoyer, a Virginia Democrat and the former co-chair of CSCE's U.S. committee, recalled his visit to Diyarbakır in October 1993 with Sen. Dennis DeConcini and the visit he paid to the IHD office there.

"While meeting with the Commission delegation, [IHD] leaders explained how the organization's members operated at great risk to their personal safety," Hoyer said.

"Dozens of activists had been threatened, kidnapped, murdered and disappeared with the collusion of security forces. The Diyarbakır [IHD] branch was the only office in 10 state of emergency provinces allowed to remain open... Last Tuesday, seven leaders of the [IHD] chapter in Diyarbakır were arrested and charged with disseminating separatist propaganda.

Prosecutors are seeking jail sentences of more than 10 years for these activists because of their publication which detailed the human rights cases in 1992.

Hoyer said that one of those arrested, Neymetullah Gündüz, was an attorney who met with DeConcini in 1993 and who visited the commission in Washington on USIA grant. "Mr. Gündüz is highly regarded and is consid-



Rep. Steny Hoyer

ered a dedicated human rights lawyer and reliable source of information concerning rights abuses by both the Government and the PKK." Hoyer added that "Turkey cannot be considered a truly democratic nation as long as individuals like Neymetullah Gündüz, Mehdi Zana, Halit (sic) Gerger, former parliamentarians and others are jailed for exercising their rights to free expression." "Unless Turkish leaders bite the bullet and seek political approaches to the Kurdish situation, there can be no hope for

peace, prosperity or democracy in Turkey," Hoyer concluded.

The second House member to condemn the arrest of the seven IHD members was Chris Smith, a New Jersey Republican known for his ardent "pro-life" and anti-abortion stand. Smith is a member of the House International Relations Committee and the new co-chair of the Organization for Security and Cooperation in Europe (formerly CSCE) committee.

"The international scrutiny has and should continue to focus on these draconian speech restrictions and the other human rights problems which continue to tarnish Turkey's democratic credentials," Smith said. He mentioned that the citizens of the Southeast are "victimized by both terrorist and security forces." Smith did not identify the PKK as the source of such terrorist violence. "Turkish leaders have expressed dismay at efforts to slow Turkey's integration into the European Union, and yet that government has continued to pursue policies contrary to accepted international human rights norms.

Their protests about congressional conditioning of US aid on human rights performance rings equally hollow given the flagrant disregard for Turkey's stated human rights commitments," Smith said.

Both Hoyer and Smith called upon the Turkish government to drop charges and release the seven IHD workers.

Local Bar Associations propose solutions to the Kurdish problem

By Sinan Yılmaz
Turkish Daily News

ANKARA— The chairmen of the Adana, Maraş, Malatya, Mardin and Gaziantep Bar Associations have issued a report containing proposals for the solution of the Kurdish problem.

The report indicates that there are many legal factors, including the constitution itself, which prevent an effective solution to the Kurdish problem.

In another report prepared by the chairman of the area Bar Associations, Sezgin Tanrıku, it is stated that government policies are jeopardizing a solution to the Kurdish problem which is not an issue of public security.

The first report has been sent to the prime minister, ministries, deputies and other bars associations.

"Despite being a signatory of international treaties, Turkey has not reorganized its internal

legal system according to these treaties," said the report. The report says that the political parties law, the association and foundations law, the population law, the surname regulations, the cities administration law, the education in a foreign language law, the anti-terrorism law, the press law, the police law and the radio and TV broadcasting regulations all contain articles which limit the rights of Kurds.

"These undemocratic laws prevent a democratic solution of the issue. The war has been going on in eastern Anatolia and the Southeast for 10 years and it worsens day by day. People has been living under a state of emergency in the area for 16 years," said the report.

It also indicated that number of State Security Courts in the area, which includes the cities of Diyarbakır, Bitlis, Hakkari, Mardin, Siirt, Şanlıurfa, Van, Batman, Şırnak, Muş and Bingöl, had increased to four and there were plans for

two more. More than 10,000 cases have been heard in these courts, involving a total of 34,147 defendants. This increases to 60,000 if the number of people whose cases have been dismissed is included. The report says that around 2200 villages had been burned down and evacuated. Around two million people had emigrated from the villages to other cities and were subject to homelessness and hunger, said the report.

The report also touched upon the unsolved killings. "In the past two years, 30 lawyers have been detained illegally. Six of them were killed in mysterious circumstances. Life in the region is not secure for lawyers or ordinary people. The government cannot solve the problem with its current policies. "If the problem is seen solely as an issue of public order there can be no solution. There are many possible judicial and political solutions which can be considered," said the report.

La Lutte Ouvrière - 27 janvier 1995

Turquie

L'ÉCRIVAIN YACHAR KEMAL DEVANT LES TRIBUNAUX

Deux à cinq ans de prison : c'est ce que risque l'écrivain Yachar Kemal dans le procès que la Cour de sûreté de l'État d'Ankara a décidé d'ouvrir contre lui. Il est accusé d'une "propagande séparatiste" qui tombe sous le coup de la loi dite "antiterroriste", qui donne à l'État turc le droit d'exercer des poursuites arbitraires, à peu près contre qui il veut.

Yachar Kemal est inculpé

pour des déclarations faites à l'hebdomadaire allemand *der Spiegel*. Critiquant la politique suivie au Kurdistan, où l'armée turque écrase dans le sang la guérilla nationaliste kurde du PKK, Yachar Kemal avait plaidé pour le droit de la population kurde à l'autonomie, et au moins à parler sa langue.

Lui-même kurde d'origine, connu pour ses beaux romans sur l'Est anatolien, comme

Memed le Mince et bien d'autres, largement publié à l'étranger, Yachar Kemal est un intellectuel qui disposait de ce fait, au moins jusqu'à présent, d'une certaine liberté de parole, et qui en usait à l'occasion. Mais en Turquie, c'est depuis longtemps l'armée qui impose sa politique, en tout cas pour tout ce qui concerne le Kurdistan. Le gouvernement dit libéral de Mme Ciller s'aligne, comme s'aligne la grande presse

qui rivalise en surenchères nationalistes pour affirmer que la guérilla et la question kurde ne sont que le fait de "bandits".

Ciller a donc dit après les déclarations de Yachar Kemal que bien sûr, la liberté d'expression existe, mais que l'écrivain avait dépassé les bornes. Et il est probable que la comparaison de l'écrivain devant la Cour de Sûreté de l'État est le résultat des pressions directes de l'État-

Major qui a exigé des gages, et les a obtenus.

Plus la guerre dure au Kurdistan, et plus, derrière la façade du gouvernement civil, c'est l'armée qui exerce le pouvoir de fait ; et plus les déjà minces libertés existant en Turquie se réduisent ; même pour un écrivain connu s'exprimant dans un hebdomadaire à l'étranger !

A.F.

LE FIGARO VENDREDI 27 JANVIER 1995

Pour Yachar Kemal

Yachar Kemal est menacé d'emprisonnement en Turquie pour délit d'opinion. Sous le titre : *Une campagne de mensonges*, il a dénoncé dans l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* la politique de répression menée contre les Kurdes par le gouvernement turc.

Qui est Yachar Kemal ? C'est un grand écrivain qui a écrit des livres magnifiques où passe le souffle de l'épopée et de la liberté. Et un chef-d'œuvre universel : *Ince Mehmet* (Mehmet le mince).

J'aime beaucoup les Turcs et la Turquie. Je ne signe pas souvent de pétitions. Je sais qu'il n'y a pas seulement des écrivains célèbres pour souffrir et que beaucoup d'anonymes mériteraient tout autant d'être défendus contre l'injustice. Mais, depuis le premier livre que j'ai lu de lui, Yachar Kemal est un écrivain que j'admire. C'est aussi un homme que j'aime. Je l'ai connu par Roger Caillois. Yachar Kemal ne parle pas le français.

Quand je l'ai rencontré, il ne parlait guère l'allemand ni l'anglais. Nous sommes restés presque muets l'un en



PAR
**Jean
d'ORMESSON**
de l'Académie française

face de l'autre. Et nous sommes devenus amis.

Un ami doit défendre son ami quand il est injustement attaqué. La Turquie, qui a

des ambitions européennes, ne peut pas continuer impunément à écraser les Kurdes, à poursuivre des personnes pour délit d'opinion, à emprisonner des innocents dans des conditions inhumaines, décrites dans un livre qui vient de paraître en France, avec une préface d'Elie Wiesel, sous le titre : *La Prison n° 5. Onze ans dans les geôles turques* (1), par un militant démocrate kurde détenu en Turquie depuis des années : Mehdi Zana.

Yachar Kemal a le droit, comme tout le monde, de dire ce qu'il pense et ce qu'il croit. Il est, en plus, un homme d'une dimension exceptionnelle et un écrivain du premier rang. Il faut que les gouvernements, les médias, les associations, l'opinion publique prennent avec force la défense à la fois d'un immense talent, de l'innocence et de la vérité.

J. O.

(1) Arléa, 85 F.

Turkey, West Getting Impatient With Kurdish Fighting

Increasingly alarmed by its effects, Turkey and its Western allies began putting more pressure on the two main Iraqi Kurdish factions to lay down their arms and negotiate.

Turkish foreign ministry sources told The Turkish Daily News on Wednesday that a joint Turkish-U.S. delegation had crossed into northern Iraq the day before for a new initiative to stop the clashes.

Turkey, meanwhile, is independently proceeding with an initiative of its own, to bring together the leaders or representatives of the warring Iraqi Kurdish groups. Iraqi Kurdish sources hinted at a possible breakthrough in the coming days.

The latest series of clashes which erupted between Patriotic Union of Kurdistan (PUK) of Jalal Talabani and Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) have already claimed hundreds of lives since last December and are reported to be continuing intermittently around Arbil.

The city, which is the seat for the regional government administering the Kurdish area created in northern Iraq under the West's military protection, was taken over by PUK forces but was later surrounded by the KDP peshmergas rushed in from the north.

The joint-delegation which went to Zakho across the Turkish border included a senior U.S. State Department official, David Litt. Foreign ministry officials said the initiative had been launched in the context of the Operation Provide Comfort, the four-year-old allied undertaking to protect the Kurds from Iraqi attack.

The U.S.-Turkish initiative was preceded by a similar bid from Britain through a letter sent by Douglas Hogg, a Foreign Office minister, to the leaders of the warring factions.

In the letter, Hogg warned the Iraqi Kurds in no uncertain terms that the fighting was casting doubt on the continuation of the military support.

"You are already aware of the British government's view that fighting between Kurds can only help Saddam Hussein. It will become increasingly difficult for your friends to maintain their efforts to protect Kurdish civilians by means of air patrols: public opinion will not easily understand the need for costly protection to be given to those who then choose to use violence against each other."

The military protection Hogg has referred is provided by a Western air force based in southern Turkey deterring Iraqi attack on the Kurds under the Operation Provide Comfort. The mandate of the U.S.-British-French force is subject to periodical renewal by the Turkish Parliament which has been increasingly reluctant to do so, fearing the Western support helps the Iraqi Kurds towards an independent state and the division of Iraq strengthens the separatist Turkish Kurds sheltering there.

In explaining the background for the latest initiative, Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman

noted the news of fresh fighting causing several nongovernmental organizations (NGOs) to make preparations to cease their relief operations and leave the area.

The clashes — between the forces of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) of Jalal Talabani and Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) — would serve no one but those who wanted northern Iraq destabilized, Ataman said, but did not elaborate.

But the Turkish officials have not hidden their primary concern that the clashes are providing an opportunity for its own separatist Kurds to better entrench themselves in northern Iraq along the Turkish border.

With that worry in mind, Ankara offered to mediate between the Iraqi Kurdish factions.

Turkish officials have been worried that Iraq's broken authority in the north and the Kurdish administration provided a suitable climate for the PKK to flourish there.

Now, the worries have been heightened by the Iraqi Kurds' reduced military strength — which had been keeping the PKK guerrillas in check — after the KDDP redeployed its forces south to surround Arbil from the Dohuk province bordering Turkey.

The worries are apparently shared by the Iraqi Kurdish groups, KDP and even the PUK seeing themselves being gradually sidelined by the PKK on the international plane, and the inroads the group has been making in Iraq's Kurdish area due to the bickering parties and an impotent administration unable to pay and feed the population.

PUK, long suspected of closer ties with the PKK than the KDP, has surprised Turkish officials by rising first to the invitation for a meeting. "Talabani has welcomed the initiative and is ready to come himself or send his representatives to the meeting," a Kurdish source told the TDN. As for the suspected links with the PKK, he said "PKK is not in our zone any more; It is based in the KDP area. And if they had fired a single shot, Barzani would not be able to send peshmergas to the Arbil area," the source said to further disprove the alleged link. Earlier KDP had attributed the PKK's inactivity in the area to Syria's pressures on the PKK leader Abdullah Ocalan, believed to be residing in Syria-controlled area of Lebanon, after prodding from Washington which feared the strong military response it would provoke from Turkey, and possibly Iran.

The Turkish Foreign Ministry earlier said that both the PUK and KDP had responded favorably to Ankara's initiative and the replies were being evaluated.

Independent Kurdish sources said there were signals that there might be a development as early as this weekend for the establishment of a date and venue for the meeting between the sides, although they warned against being overoptimistic. ■

Moscow Pledges Not To Tolerate PKK, Menteşe Says The Russians Are Serious

Ümit Enginsoy

A key visit by Interior Minister Nahit Menteşe to Moscow this week resulted in a concrete Russian pledge to curb the activities of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) in the territory of the Russian Federation.

Menteşe told reporters in Moscow on Jan. 24 at the end of his visit, that he had secured an agreement with his Russian counterpart Viktor Yerin against efforts by the PKK to seek support in Russia. The Russians gave strong assurances, he added.

Menteşe's visit beginning on Jan. 22 came one day after a Moscow press conference by leading pro-Kurdish authorities in which they urged Russia to back a projected "Kurdish parliament in exile."

Turkish diplomatic sources said such a challenge to Turkey by pro-Kurdish politicians on the eve of top level Turkish-Russian talks should not be repeated again if the Russians were keen to keep their promise.

A protocol signed by Menteşe and Russia's First Deputy Prime Minister Oleg Soskovets on Jan. 24 officially expressed the political will on both sides to cooperate against terrorist acts aimed at the two countries.

Russian Interior Minister Viktor Yerin for his part told the Turkish Probe that "terrorists would not be allowed to engage in any subversive activities against Turkey from Russian soil." Meanwhile, a written statement from the Russian Interior Ministry categorically denied reports in the Turkish media quoting ungame Russian officials as saying the PKK was considered a legitimate organization by Moscow and that therefore its activities could not be prevented.

The statement said these claims in the Turkish press were "received with astonishment" and denied all allegations that Russia was assisting any terrorist group operating in other countries.

"The Interior Ministry of the Russian Federation is of the view that all terrorist activities on Russian territory must be prevented" the statement said.

The Turkish interior minister's two-day visit took place amid growing suspicions that Moscow was using the "Kurdish card" against Turkey to counterbalance what it sees as Ankara's interference in matters related to Russia's Turkic and Muslim minorities.

However, according to information from Menteşe and other Turkish officials in Moscow, Interior Minister Yerin, during his talks with the Turkish side, termed the PKK, which is waging a separatist

war in southeastern Anatolia, a "terrorist" organization.

Yerin promised to intervene with the Russian Ministry for Justice in connection with this organization, Menteşe said. Russian officials also rejected a claim in the Turkish press that Yerin had told Menteşe that the leader of the PKK, Abdullah Öcalan, had sought a visa from Russia and had been refused. Following the meeting with Soskovets, Menteşe said the allegation in the Turkish press was wrong and that during their talks Yerin had not said anything about Öcalan seeking a visa from Russia.

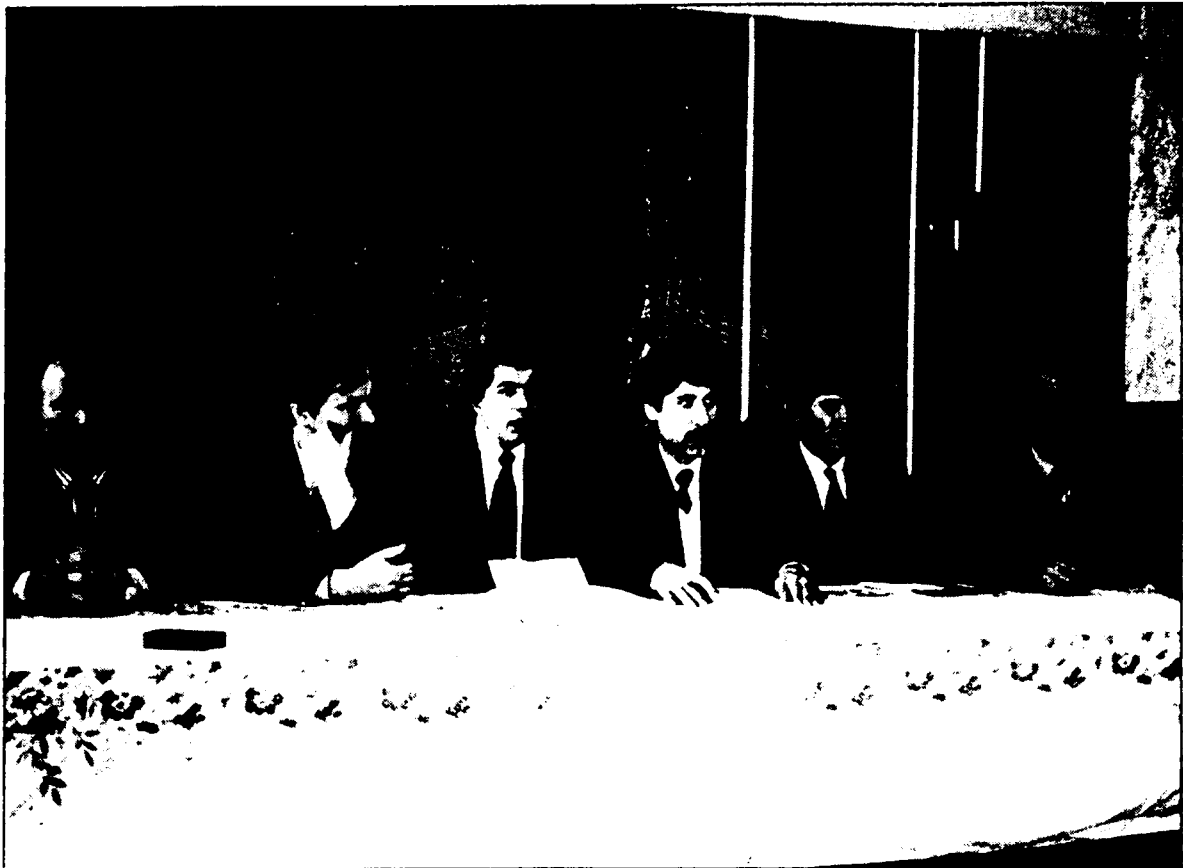
The Turkish Director General of Security, Mehmet Ağar, who accompanied Menteşe, told reporters in Moscow that his Russian counterparts had told him the PKK was not strong in Russia and that this subject was being grossly exaggerated by the Turkish media.

Turkish sources in Moscow also indicated that two leading members of the now banned pro-Kurdish Democracy Party (DEP), which was closed by the Turkish Constitutional Court on charges of separatism, had not received the attention they expected in Russia at a press conference they organized over the weekend. The sources said that efforts by these pro-Kurdish officials to seek support for the self-declared "Kurdish parliament in exile" did not command much attention in Moscow either and that the Russian media remained oblivious on the whole as far as the activities of these pro-Kurdish politicians were concerned. At the press conference of former deputy Ali Yiğit and Nejdet Buldan, a former mayor of Yuksekova township in southeastern Anatolia, four Russian parliamentarians were also present. But only representatives of ultranationalist Russian leader Vladimir Zhirinovskiy's Liberal Democratic Party expressed open support for the "Kurds' cause in Turkey." Michail Burlakov, a deputy from this party, said Russia had a strategic interest in supporting the "Kurds of Turkey in their bid to create state bodies of their own".

Yigit and Buldan said they were also aiming at active representation for the Kurds of the former Soviet Union in the projected parliament in exile.

Experts say nearly 400,000 Kurds live in the former Soviet territory, mainly in the Krasnodar area in Russia's North Caucasus, in western Kazakhstan and Armenia, Georgia and Azerbaijan.

Analysts in the Russian capital, however, recall that despite previous assurances from Moscow that



Pro-Kurdish politicians hold press conference in Moscow to seek Russian support to "Kurdish parliament in exile"

it would not turn a blind eye to the activities of the PKK, to date these activities have nevertheless continued in different ways and at different levels.

One of the main areas of concern communicated by Menteşe to his Russian counterpart was reportedly the existence of a "Kurdish House" in Moscow operating under the guise of a cultural organization, but in fact representing PKK interests. Officials on the Turkish side say that the fate of this Kurdish House will be an "acid test" in terms of the assurances given by Yerin to Menteşe.

Regarding bilateral economic ties, Menteşe said he had been given assurances at the highest level in Moscow by Soskovets, of Russia's desire to continue doing business with Turkey, especially in the area of natural gas.

He said the problems that arose from time to time in the transfer of natural gas to Turkey had been communicated to the Russian side and the latter had said it would do its best to overcome these difficulties.

Menteşe recalled that the agreement on preventing double taxation, signed previously between the two countries, had been ratified by the Turkish Parliament. He said he had conveyed to his Russian interlocutors Turkey's desire to see the Russian legislature ratify the agreement as soon as possible. Menteşe's talks with Russian officials also covered the developments in Chechnya. He said the Russians did not have a negative attitude toward Turkey which has expressed support for

Russia's territorial integrity but denounced Moscow's crackdown in the tiny Caucasian region.

Menteşe said he had made known Turkey's sensitivity about Chechnya. "The Russians have not set up parallels between the Chechnya and the PKK issues," he told reporters.

In a separate development, a senior Interior Ministry official said the first two of 19 Mi-17 type Russian produced military helicopters which Ankara has decided to buy will be brought to Turkey in March for use in the Southeast.

The official, accompanying Interior Minister Nahit Menteşe on his Moscow visit, said all the helicopters, two of which will be used as flying hospitals, would be delivered to Turkey by the end of 1995.

Turkey and Russia agreed on the helicopter deal, worth \$65 million, last year but the delivery was postponed to 1995 due to Turkey's payment difficulties in 1994.

Nearly twenty Turkish military pilots were recently trained in Russia on the Mi-17 utility helicopters.

The official told reporters that the Mi-17s, added to the U.S. produced helicopters, would greatly contribute to the fight against the insurgency in the Southeast.

The official also said the Defense Ministry would get in touch with Russia soon to acquire another 70 BTR-80 type armored vehicles. Turkey has already bought 52 BTR-80s for the transport of troops involved in operations in the Southeast. ■

Human Rights Diary

Yaşar Kemal before the courts:

Turkey's most famous living author, Yaşar Kemal, appeared at a state security court on Jan. 23 to hear prosecutors asking for his arrest to face charges carrying a possible death penalty.

Formal charges have not yet been brought against Kemal and the court was deciding whether he should be tried over alleged separatist statements published in the German magazine, *Der Spiegel*.

"The prosecution wanted him arrested straight away," his lawyer Rasim Öz said.

"The judge refused, but given that the prosecution considers him a separatist and a terrorist, they will soon bring a formal case against him, and it will be Article 125."

Article 125 carries the death penalty, although Turkey has not executed anyone in over 10 years.

"I am a separatist, apparently," quipped Kemal, author of the acclaimed "Ince Memed" (Memed, My Hawk), after appearing at the Istanbul court to explain his article in the Jan. 10 edition of the German magazine.

"But I have not the smallest trace of guilt," he said, amid applause by luminaries of Turkey's art world, who turned up in droves to give him support.

Turkey's tough anti-separatism laws have led to convictions for scores of writers and journalists for expressing political ideas at odds with official ideology of an indivisible nation. "I have 10 million supporters throughout the world. I am known abroad and I have many, many Turkish supporters," Kemal said. "You can never tell who will be condemned in a case — it might be the Turkish Republic and the state security court."

Headlined "Campaign of Lies," the *Der Spiegel* article accused the state of systematically oppressing its people, particularly Turkey's 10-15 million Kurds, whose very existence has long been denied by official circles. It said the result was a policy of deceit to convince the people that any concessions to Kurdish cultural and political aspirations would inevitably lead to the division of Turkey. Kemal, who says he has always supported the unity of the state, said in the essay that an independent Kurdish homeland was justified by international principles of human rights. "As far as I know, there are very few Kurds in Turkey who want an independent state. And is it not their perfect right, if they had demanded that? Since according to all human rights declarations, every people has the right to take its fate into its own hands," he said in the article. (TDN, Jan. 24)

ECHR to review more cases against Turkey: The Strasbourg-based European Commission of Human Rights (ECHR) has agreed to investigate two more cases alleging human rights violations by Turkey in its state of emergency region in the Southeast. The cases have been brought by Turkish citizens of Kurdish origin. The ECHR started examining applications from the troubled southeastern Turkey last year before those alleging violations exhausted their appeals rights in Turkish courts.

The ECHR generally considers cases brought to it only after all local legal means have been exhausted. But breaking from this practice it has on a number of occasions recently decided to consider cases brought to it from Turkey before all Turkish legal channels had been resorted to by the plaintiffs. In one of the cases declared admissible by the ECHR, it is claimed that in carrying out a house search in Diyarbakır in 1994, Turkish police attempted to kill 17-year-old Devrim Berktaş by throwing him off a balcony, four storeys up, and by hindering his father from taking him to hospital for treatment. This was in spite of the fact that the police searching the house had reported to their superiors that the search had not revealed anything incriminating.

The other case relates to two different applications by Nebahat Akkoç, the former head of the Diyarbakır branch of the Education and Science Workers' Union (Eğit-Sen). In one application, Akkoç claims that her husband was killed by the security forces and that she received threats as a result of her trade union activities. In her second application, Akkoç claims that she was tortured by police officers at Diyarbakır police station as a direct result of her complaints brought to the ECHR against Turkey.

The ECHR had earlier agreed to investigate four other cases against Turkey, brought by citizens of Kurdish origin. (TDN, Jan. 26)

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRA0475 4 I 0383 FRA /AFP-DB94

Kurdes-Irak-droitshomme

Droits de l'homme au Kurdistan : un rapport accablant sur Saddam Hussein

PARIS, 27 jan (AFP) - Le président irakien Saddam Hussein, en continuant de "violer les résolutions de l'ONU" reste "toujours un danger" pour les minorités en Irak, notamment kurdes, ont affirmé vendredi les membres d'une mission d'enquête sur la situation des droits de l'homme au Kurdistan.

"Au cours des huit premiers mois de 1994, 691 attaques ont été menées contre les populations kurdes réfugiées dans le nord de l'Irak, à l'initiative des régimes en place en Irak, en Iran et en Turquie", a indiqué Bakhtiar Amin, lors d'une conférence de presse à Paris.

M. Amin est un des quatre membres de la mission mandatée par la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), qui s'est rendue en août au Kurdistan.

"Sur quelques milliers de km2, le Kurdistan irakien constitue aujourd'hui la quintessence de l'expression du cynisme" de ces trois Etats qui pratiquent les pires exactions (emprisonnement, torture, terre brûlée, déportations) contre leurs populations", souligne le rapport de cette mission.

"Les Kurdes ne sont pas les seules populations à souffrir de cette situation dramatique qui touche tout autant les Assyro-chaldéens, les turcmènes et les Chiites du sud de l'Irak", selon Me Michel Tubiana, chargé de mission de la FIDH.

La FIDH s'inquiète "des conséquences pour la population kurde et les populations irakiennes dans leur ensemble d'une levée de l'embargo sur l'Irak qui ne serait pas conditionnée par le respect de la résolution" de l'ONU qui appelle Bagdad à mettre un terme à "la répression des populations civiles irakiennes".

La mission demande à la communauté internationale "d'intervenir très énergiquement auprès du gouvernement turc afin que les organisations des droits de l'homme puissent enquêter librement sur l'ensemble de la région kurde et venir en aide aux populations turques en Turquie et dans le nord de l'Irak".

Au gouvernement iranien, elle demande de "cesser ses activités terroristes et ses attaques militaires dans la région kurde irakienne et iranienne.

En particulier, il est demandé à ces autorités "d'entreprendre immédiatement le déminage de la région irako-iranienne qu'elles ont minées".

hm/mbr

AFP /JO0245/271806

JAN 95

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

Le Magazine de Libération. 28 janvier 1995

CENSURE

Liberté de la presse, version turque

Özgür Ülke



Voilà ce qui reste de la «une» d'un quotidien pro-kurde, publié en turc, une fois passé entre les mains de la censure d'Ankara. Au moins a-t-il été diffusé. Créé le 28 avril 1994, *Özgür Ülke* avait, moins de six semaines plus tard, battu une sorte de record avec 34 saisies sur 39 parutions. Ça ne s'est pas beaucoup amélioré depuis. Accusé de «propagande séparatiste» et de «soutien aux terroristes», le journal ne compte plus les arrestations de ses journalistes, correspondants ou employés. Parfois c'est pire. Le 3 décembre, un attentat à la voiture piégée dévastait l'immeuble du quotidien à Istanbul, faisant un mort et 21 blessés.

Turkish Daily News

SUNDAY, JANUARY 29, 1995

Menteşe puts cost of war on PKK at 500 trillion liras

Turkish Daily News
By Bahadır Sade and Şerif Ertürk

İZMIR- Interior Minister Nahit Menteşe has announced that the financial burden of combatting terrorism in the Southeast is around TL 500 trillion liras (\$12.5 billion), adding that it would be much better if these funds were allocated for the reconstruction and development of the region.

Addressing a meeting of the Aegean Young Businessmen's Association (EĞİAD) in Izmir on Friday, Menteşe said Turkey had been fighting one of the bloodiest terrorist groups in the world for a decade now.

He also discounted any suggestions of a "political solution" in the fight against the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK). Menteşe said that this organization's first aim was to secure autonomy, then to move towards a federation and finally to declare full independence from Turkey.

Indicating that there was "no choices" in this situation for Turkey to consider, he said that a political settlement would mean in effect the division of Turkey.

Menteşe also provided figures on investments in the Southeast, adding that the reason behind the surfacing of the PKK was not the poverty in the region.

"The tax revenues secured from the major metropolitan centers such as Istanbul, Ankara, Izmir, Adana, Kocaeli and Bursa is 76 percent of the total revenue collected. Much of this amount is spent on Eastern Anatolia.

While the tax collected from Şırnak is about 162 billion liras, we invested about 3 trillion liras there" Menteşe said.

He said that this indicated that the real problem was not one of economics and pointed to the Southeastern Anatolian Project (GAP) as another massive undertaking by Turkey in terms of investments in the region.

"I think it is these investments in the Southeast that is the reason behind terrorism because the PKK doesn't want the government to invest in the region in order to separate it from Turkey" Menteşe said.

Menteşe also touched on the subject of mystery killings and maintained that almost 87 percent of these crimes had been solved.

As an example of police successes in this respect he pointed to the prompt arrest of an attack on a passenger bus by PKK militants just prior to the New Years.

Menteşe also sounded an optimistic note on the prospects of solving the murders of notable journalists and writers such as Uğur Mumcu and Bahriye Üçok.

Responding to accusations concerning the alleged activities of a state financed "counter-guerilla" organization, and charges that security forces were torching villages in the Southeast, Menteşe claimed these charges were based on attacks by terrorists wearing police or military uniforms in order to provoke the people of the region against the state. As for the accusations themselves he rejected these categorically and said the state would never burn down the houses of its own citizens.

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

ECF0051 4 F 0462 SUI /AFP-GU04

Eco.-Int.

UE/Turquie: attention au risque fondamentaliste (Mme Ciller)

DAVOS (Suisse), 28 jan (AFP) - Un rejet par l'Union européenne (UE) du projet d'union douanière avec Ankara porte en lui le risque d'un activisme des forces fondamentalistes en Turquie, dernier bastion de stabilité dans la région, a prévenu samedi à Davos le Premier ministre Tansu Ciller.

"Bien que les fondamentalistes soient aujourd'hui très peu actifs dans notre pays, on aurait tort de négliger le risque qu'ils s'enhardissent si l'union douanière ne se réalise pas fin 1995, et fassent alors, dans un premier temps, activement campagne contre l'Europe", a affirmé le chef de gouvernement turc devant la presse internationale.

Bruxelles a récemment fermement indiqué à Ankara l'opportunité de progresser sur la question des droits de l'homme en Turquie.

"Nous condamnons les massacres de Turcs dans des villes d'Allemagne", a déclaré sans se départir Mme Ciller, limitant la portée d'atteintes aux droits de l'homme à la lutte contre le terrorisme exercé par le parti kurde du PKK en Anatolie. "Nous progressons désormais rapidement" en matière de droits, a-t-elle affirmé.

Elle a ensuite détaillé les raisons d'une nécessaire union avec l'UE.

"Nous sommes voisins de la Russie qui reste une grande puissance, nous sommes aussi près du Proche-Orient où le processus de paix est en difficulté. Nous avons des liens avec les partis en conflit, et l'Europe a intérêt à de bonnes relations avec mon pays qui joue un rôle de stabilisateur aux frontières actuelles de la communauté", a-t-elle expliqué.

Elle a aussi insisté sur la présence dans les pays de l'Union de millions de travailleurs turcs, souvent de la troisième génération et ayant acquis un excellent savoir-faire, soulignant que les Turcs avaient "15 milliards de dollars" dans des banques européennes.

"La Turquie ne peut être négligée politiquement et économiquement par l'Europe", a-t-elle conclu.

La présence du chef de gouvernement au Forum économique mondial devait aussi lui permettre, lors d'entretiens privés samedi, de rassurer les investisseurs étrangers sur l'économie de son pays, mal noté en 1994 par les grandes agences de notation financières américaines.

La privatisation des secteurs de l'énergie et des télécommunications offre des "possibilités intéressantes", a-t-elle souligné, indiquant que le secteur privé est très productif, que le déficit public se réduit, et ajoutant qu'en fait la crise de 1994 entraine dans le cercle connu des crises survenant tous les 10 ans en Turquie.

Elle a regretté que son pays "n'ait rien reçu, contrairement au Mexique", durant la crise survenue l'an dernier, qui avait conduit à une double dévaluation et une large fuite des capitaux.

gl/gv

AFP /J00245/281456

JAN 95

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

Som om Turkiet vore en demokrati

DAGENS NYHETER.

Lördagen den 28 januari 1995

■ I dagarna står Turkiet inför ett mycket känsligt val: ska man enligt de avtal och konventioner som man faktiskt skrivit under låta demokratis normer regera eller ska man fortsätta med den politik som Turkiet anser vara "den enda lösningen" på den kurdiska frågan? En politik som går ut på att kurder är "bergsturkar" och att den kurdiska historien och kulturen måste utplånas till varje pris även om det innebär att fysiskt utplåna den kurdiska nationen.

Turkiet har sedan länge ansökt om medlemskap i Europeiska unionen och den aktuella tullunionen. Eftersom Turkiets medlemskap i EU inte kommer på fråga så länge den kurdiska frågan är olöst och den ekonomiska krisen, som till en stor del beror på kriget i Kurdistan, kvarstår, så försöker Ankara med tullunionsavtal etablera sig i det europeiska samhället.

Enda sättet att göra det är ju att få européerna att tro att Turkiet styrs på ett demokratiskt sätt, precis som de europeiska länderna. Men som bekant är så inte fallet och därför har EU-länderna krävt ändringar i juntaförfattningen och reformer före den 6 mars, då ett beslut om Turkiets medlemskap i tullunionen fattas.

Tittar man närmare på de sk reformerna så hittar man inga förbättringar för de 10-15 miljoner kurdernas situation; att försvara den kurdiska identiteten, kurdiska politiska partier, användandet av det kurdiska språket i officiella sammanhang är fortfarande förbjudet enligt författningen.

Utän respekt för de grundläggande mänskliga fri- och rättigheterna och kurdernas nationella och demokratiska krav kan demokrati aldrig råda i Turkiet. I ett land där, mot alla internationella avtal, byar bombas och förstörs, människor mördas på öppen gata av "mörka krafter" och ett helt folks vara och icke vara sätts på spel kan vissa ändringar i några lagstycken aldrig betyda "reformer" och därmed inga förbättringar i samhällsstyret. Kurdiska folket kräver mer av Turkiet!

Rojda Celiker

Le Journal de Genève 27 janvier 1995

L'opposition chiite annonce la fin de Saddam Hussein

«Saddam va tomber d'ici un an...» C'est ce qu'a affirmé hier à Genève le chef de l'opposition religieuse irakienne (pro-iranienne), l'ayatollah Muhammad Baqer Al Hakim, dont le père Mohsen Al Hakim fut le chef spirituel de la communauté chiite dans le monde jusqu'à sa mort en 1970. «Saddam est de plus en plus isolé non seulement au sein de la population, a-t-il dit, mais également au sein de sa propre armée, qui reste le principal levier de son pouvoir. Le régime ne contrôle plus la situation au Kurdistan, et continue de réprimer les populations chiites dans la région de Bassorah qui continuent pourtant de résister.»

Les Al Hakim sont une famille arabe d'obédience chiite originaire de la ville sainte d'Al Nadjaf, à 200 km au sud de Bagdad, qui abrite la plus ancienne école d'études théologiques du monde musulman. Nombre d'entre eux sont devenus ayatollahs, oulémas et imams. Dès l'accession au pouvoir du Parti Baas en 1968, celui-ci accentua ses pressions sur la famille Al Hakim. Au lendemain de la Révolution iranienne, la répression de ses membres fut encore plus forte, et en mai 1983, Saddam fit arrêter 90 personnes sans notification judi-

ciaire. Plusieurs d'entre elles ont été assassinées.

Aujourd'hui président du Conseil Suprême de la Révolution islamique en Irak, Muhammad Baqer Al Hakim estime que le régime baassiste est sur le point de tomber. «Mon plan, a-t-il dit, a été accepté par toutes les composantes de l'opposition irakienne. Il affirme que seuls des changements intérieurs peuvent faire capituler Saddam. Pour ce faire, nous disposons de nombreux combattants (n.d.l.r., dont il se refuse à dévoiler le nombre), et préparons la population à la révolte. Nous nous sommes même mis d'accord sur un cadre politique et la mise sur pied d'élections libres et démocratiques.»

Ce plan amène toutefois quelques questions. Quid de l'islamisation d'un régime qui demeure, pour l'instant, laïc? C'est d'ailleurs le point d'ancrage de la lutte entre Saddam et les religieux chiites. Par ailleurs on se souvient que pendant la guerre du Golfe, les troupes du général Schwarzkopf n'étaient pas allées jusqu'à Bagdad précisément pour éviter un démembrement de l'Irak qui aurait profité à l'Iran et aux chiites du Sud...

Jérôme Koechlin

IHD joins International Human Rights Federation

Turkish Daily News

ANKARA- Turkey's Human Rights Association (IHD) has become a member of the International Human Rights Federation (FIDH). The head of the IHD, Akin Birdal, and two IHD administrators, Ragip Zarakolu and ünseli Kaya, recently attended the 32th congress of the FIDH, which was held in the Spanish capital of Madrid.

Major issues confronting the world today were discussed at the congress, including nationalism and the function of associations defending human rights. Economic and social rights under conditions of economic crisis were also debated. Conditions in Buca and other prisons were mentioned in the drafts which were presented by the IHD administrators. The

latter called for the improvement of conditions for prisoners and for standards in prisons to be raised to levels accepted by the United Nations.

The head of the FIDH, Daniel Jacoby, asked the Federation members to pay special attention to the IHD's Diyarbakir branch. The congress endorsed a resolution to stop pressure being put upon this branch, to release its members and for it to be reopened. The Diyarbakir branch was awarded honorary membership at the end of the congress.

The IHD is planning to strengthen its links with the Federation regarding the training of its members. Reportedly, FIDH membership for the IHD will be very useful in terms of dealing with human rights violations in Turkey.

MONDAY, JANUARY 30, 1995

Turkish Daily News

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRA0150 4 I 0368 CHY /AFP-KD83

Irak-Kurdes

Bombardements sur la banlieue d'Erbil, selon un responsable kurde

NICOSIE, 29 jan (AFP) - Les bombardements sur la banlieue d'Erbil, principale ville du Kurdistan d'Irak, ont repris dimanche après un répit d'une semaine, a affirmé à l'AFP le "Premier ministre" kurde Kosrat Rassoul.

Joint à Erbil par téléphone de Nicosie, M. Rassoul a indiqué que "sept obus et roquettes tirés par des partisans du Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) étaient tombés jusqu'à 12h00 sur une zone résidentielle dans la banlieue est d'Erbil.

"Nous n'avons pas encore un bilan des victimes du bombardement qui se poursuit sporadiquement", a ajouté M. Rassoul, membre de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani) qui contrôle avec le PDK le Kurdistan irakien depuis mars 1991.

La semaine écoulée a été calme, à l'exception de combats dans le secteur de Rawandaz, à l'est d'Erbil, qui ont fait jeudi et vendredi derniers "une dizaine de morts dans les deux camps", a indiqué M. Rassoul.

Ces combats ont eu lieu pendant la visite d'une délégation américano-turque qui a remis à MM. Talabani et Barzani une mise en garde des Etats-Unis contre la poursuite des combats qui menacent l'opération humanitaire alliée "Provide Comfort" menée dans le nord de l'Irak depuis 1991.

M. Rassoul a qualifié de "positive" la démarche américaine, ajoutant que "les espoirs sont toujours mis dans la médiation politique menée par le Congrès national irakien" (CNI, coalition de l'opposition).

L'UPK réclame "le retour à la normale dans tout le Kurdistan d'Irak, la remise des recettes publiques au gouvernement" établi dans cette région et "le retrait des combattants de toutes les grandes villes", a ajouté M. Rassoul.

M. Rassoul a enfin affirmé que les organisations humanitaires internationales poursuivaient "normalement leurs programmes" d'aide aux Kurdes irakiens.

Alors que M. Talabani a récemment accusé Ankara de soutenir le PDK, une autre source kurde à Erbil, interrogée par l'AFP, a indiqué dimanche que "l'Iran aidait également le PDK, par l'intermédiaire du Hezbollah kurde à Salaheddine (35 km d'Erbil), en matériel et en soutien d'artillerie".

ea/jhd/cc

AFP /J00245/291421

JAN 95

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRA0550 4 I 0541 EXT /AFP-RK31

Europe-Turquie-droits lead

La suspension de la Turquie à l'ordre du jour de la prochaine session de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

STRASBOURG, 30 jan (AFP) - Une demande de suspension de la Turquie du Conseil de l'Europe devrait être débattue en avril prochain par l'Assemblée parlementaire en raison de la violation persistante des droits de l'homme par Ankara, a-t-on appris lundi à Strasbourg auprès du groupe socialiste à l'origine de cette initiative.

Les socialistes demandent la suspension de la Turquie du Comité des ministres (organe exécutif de l'organisation) et de l'Assemblée parlementaire, a indiqué à l'AFP le social démocrate allemand Rudolf Bindig (bien: Bindig).

Le groupe socialiste, réuni lundi à l'occasion de la session d'hiver de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, a décidé, par 47 voix contre 3, de demander au Bureau de l'Assemblée l'inscription de cette question à l'ordre du jour de la session de printemps de l'Assemblée, du 24 au 28 avril prochain, a-t-il précisé.

Une décision de suspension d'un pays sur décision de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe serait sans précédent dans l'histoire de l'organisation pan-européenne fondée en 1949. La Grèce des colonels s'était en effet retirée d'elle-même et le régime militaire turc n'avait pas été suspendu du Comité des ministres (organe exécutif) tandis que la Turquie n'était pas représentée à l'Assemblée parlementaire en raison de la dissolution du Parlement.

M. Thomas Cox (travailliste britannique) a violemment condamné les violations des droits de l'homme en Turquie, et notamment la condamnation à de lourdes peines de prison de députés turcs d'origine kurde.

"Les Turcs nous disent de leur laisser encore du temps. Mais nous entendons ce discours depuis des années et ma patience est à bout", a-t-il tempêté lors du débat sur le rapport d'activité du Bureau de l'Assemblée au premier jour de la session d'hiver de l'Assemblée parlementaire.

"Nous devons nous poser la question de savoir si la Turquie peut rester au Conseil de l'Europe: la crédibilité du Conseil de l'Europe est en jeu", a-t-il conclu en appelant ses collègues à adresser des lettres de soutien aux parlementaires turcs d'origine kurde condamnés.

M. Cox a reçu le soutien de plusieurs de ses collègues au cours du débat, et notamment du roumain Adrian Severin (Parti démocrate) qui a dénoncé la "timidité" de l'Assemblée pour faire respecter ses résolutions. "Nous nous comportons parfois en diplomates, mais nous ne sommes pas des diplomates, nous sommes des hommes politiques et devons agir selon nos principes", a-t-il dit.

En conclusion du débat, le président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, le socialiste espagnol Miguel-Angel Martinez s'est déclaré hostile à une suspension de la Turquie. "Il faut garder espoir et continuer à soutenir les démocrates turcs", a-t-il dit, en reconnaissant cependant sa "déception" concernant l'attitude d'Ankara. "Plutôt que de brandir une pancarte avec +Turquie hors d'Europe+, je préfère faire des choses pour que les gens sortent de prison, et je sais que les choses bougent en Turquie", avait-il dit mardi matin lors d'une rencontre avec la presse.

dro/jpa/mfo

AFP /J00245/302009

JAN 95

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

Gespräch mit der türkischen Regierungschefin Tansu Ciller

Optimistische Lagebeurteilung für die Türkei

Wok. Auf dem Weg zum Weltwirtschaftsforum in Davos hat die türkische Ministerpräsidentin Tansu Ciller in Zürich Station gemacht und in einem Gespräch zur Situation in ihrem Land Stellung genommen. Die ehemalige Dozentin für Nationalökonomie legte den Schwerpunkt ihrer Ausführungen auf die wirtschaftliche Situation in ihrem Land; für vertiefende Fragen zur Menschenrechtsproblematik war die Gesprächszeit zu kurz bemessen. Während des letzten Wahlkampfes zur Bestellung des nationalen Parlaments hatte Frau Ciller als Kandidatin der konservativen Partei des Rechten Wegs jeder türkischen Familie zwei Schlüssel versprochen: einen für das eigene Auto, den andern für die eigene Wohnung. Nach den 18 Monaten der Regierungszeit Ciller befindet sich das Land in einer ersten, manche sagen katastrophalen Wirtschaftslage. Im vergangenen Jahr stieg die Inflation auf die Rekordmarke von 150 Prozent.

Forderung nach Geduld

Die Regierungschefin rechtfertigt die gegenwärtige Situation mit der langfristigen Strategie, die sie verfolge. Zunächst müsse das Haushaltsdefizit ausgeglichen werden, und erst dann könne die Inflationsbekämpfung greifen. Immer noch sei Optimismus angebracht, denn die türkische



Tansu Ciller (Bild imo)

Wirtschaft sei ausgesprochen dynamisch und das Potential an Arbeitskräften unverbraucht. Das Zahlungsbilanzdefizit von ehemals 7 Milliarden Dollar sei aus eigener Kraft halbiert worden, gleichzeitig hätten die Exporte massiv erhöht werden können. Die Inflation habe sich in der zweiten Hälfte des Jahres deutlich beruhigt; in diesem Jahr werde die Rate von 30 Prozent nicht überschritten. Dies erklärt die Ministerpräsidentin als Folge ihres im April des vergangenen Jahres eingeführten Wirtschaftsprogramms. Kritiker halten dem entgegen, dass wegen der starken Entwertung des Pfunds Normalbürger sich importierte Güter schlicht nicht mehr leisten konnten. Sowohl Präsident *Demirel* als auch der Parlamentssprecher *Cindoruk* – beide Parteikollegen Cillers – sprachen von einem sozialen Notstand und forderten Neuwahlen noch in diesem Jahr.

Die Ministerpräsidentin verlangt Geduld. Sie räumt ein, dass der von ihr eingeleitete Privatisierungsprozess nicht genügend vorangekommen sei. Ihr Mandat habe sie erst in der zweiten Hälfte der fünfjährigen Regierungsperiode übernommen. Resultate ihrer Reformen seien erst für 1996 zu erwarten. Ihre Partei habe die meisten Sitze im Parlament, eine Regierung ohne die Partei des Rechten Wegs sei daher nicht denkbar. Die Selbstsicherheit Cillers in diesem Punkt erstaunt. Es ist denkbar, dass bereits an diesem Wochenende die zersplitterten türkischen Sozialdemokraten an einem eigens dafür einberufenen Kongress sich zusammenraufen und der von Ciller vor kurzem in die Wüste geschickte ehemalige Aussenminister *Soysal* – ein erklärter Gegner von Privatisierungen – als Chef eines erstarken Koalitionspartners auftreten wird. Ob in diesem Fall dennoch Neuwahlen ausgerufen werden oder ein anderer Koalitionspartner gesucht wird, mag Frau Ciller nicht verraten.

Ist die Ministerpräsidentin mit ihrem Privatisierungsprogramm von den kemalistischen Prinzipien eines starken Staates abgekommen? Keinesfalls, behauptet sie und macht eine Mehrheit von 70 Prozent der Bevölkerung geltend, die ihre Vorhaben stützen. Auch sie selbst sei Kemalistin. Dass sie in der Öffentlichkeit auch schon mit einem Kopftuch aufgetreten ist, betrachtet sie nicht als Widerspruch. Religion und Politik seien zu trennen, als gläubige Muslimin bedecke sie beim Gebet ihr Haar. Eine islamistische Gefahr in ihrem Land sieht die Regierungschefin nur dann, wenn ihre wirtschaftlichen Reformprogramme nicht greifen sollten.

Kein Verständnis für Kritik

Ausweichend beantwortet Ciller die Frage, ob die Türkei wie geplant im März mit der Europäischen Union einen Vertrag über eine Zollunion abschliessen werde. Für die Verschiebung der bereits im Dezember geplanten Unterzeichnung des Abkommens seien wirtschaftliche Faktoren ausschlaggebend gewesen, behauptet sie. Die europäische Kritik an der türkischen Menschenrechtslage und die Verurteilung kurdischer Parlamentarier hätten die Position der Türkei nicht beeinflusst. Ihre Regierung bekämpfe Terror, die Armee schütze die Bevölkerung vor Massakern. Andere Meinungen lässt sie nicht gelten. Dem wohl bekanntesten türkischen Schriftsteller, *Yasar Kemal*, der wegen einer unlängst im «Spiegel» veröffentlichten Kritik am Vorgehen des Staates im Kampf gegen den kurdischen bewaffneten Widerstand wegen «Separatismus» angeklagt wurde, wirft sie Unkenntnis der Lage vor. Entsprechend der geltenden Gesetze werde er für seine Meinung abgeurteilt. Sie sei keine Diktatorin und könne geltende Gesetze nicht eigenmächtig ändern.

Als sehr unglücklich bezeichnete schliesslich Ciller den gescheiterten Versuch Bundesrat *Cottis*, innerhalb der Organisation für Sicherheit und Zusammenarbeit (OSZE) der Türkei eine Expertenmission zur Überprüfung der Menschenrechte aufzuzwingen. Die Türkei sei eine Demokratie, jedermann sei freundlich eingeladen, sich im ganzen Lande umzuschauen. Im Kontakt mit Exponenten der Schweizer Wirtschaft habe sie festgestellt, dass in diesen Kreisen *Cottis* Schritt auf grosse Missbilligung gestossen sei. In selbstsicherem Ton, der die wohlherzogene Tochter aus gutem Hause erahnen lässt, fügt sie höflich an, dass der jüngste Zwischenfall den bilateralen Beziehungen bestimmt nicht förderlich gewesen sei.

FROM THE COLUMNS

Washington warns Turkey: 'Change your stance'

From a Jan. 30 article by SABAH's Mehmet Ali Birand: Until recently, the U.S. Administration would make a point of acting discreetly whenever it felt the need to issue warnings to Turkey. U.S. officials would meet with their Turkish counterparts and tell them politely that it would not be possible to solve the Kurdish problem with military measures alone.

But the Turkish Republic would not heed the messages from Washington, for two reasons:

- The Turkish Republic believed there was no such thing as a "Kurdish" problem, that there were only rumors to this effect, fabricated by foreign provocateurs. The country only had a "terrorism" problem.

- And the Turkish Republic believed firmly that the terrorism problem could be solved only with firepower.

In the past two years, Washington's criticism has become increasingly louder. During a series of interviews in Washington last week for the "32nd Day" TV program, we saw clearly that the U.S. Administration has hardened its stance. In fact the Administration's statements now go beyond mere warnings. The Administration is saying explicitly that it expects the U.S. Congress to exert pressure on Turkey.

A time bomb

I think that the most significant development in that regard was the announcement by U.S. Assistant Secretary of State for Human Rights John Shattuck that an extensive study was underway to determine whether the Turkish Government was using weapons obtained from the United States against the civilian population in the Southeast and that a report on this issue would be released to the press in March.

Last year, the U.S. Congress had asked the Administration to prepare such a report. Both Turkish and U.S. diplomats describe the report as a "time bomb."

Quite significantly, State Department officials say frequently that the report will reflect the true situation, and that no attempt will be made to portray the Turkish government in a favorable light. In other words, Turkey is now under close scrutiny.

Cluster bomb shipments banned, now other bans in the offing

Due to the pressure exerted by human rights groups, the U.S. State Department decided not to give the green light to the sale of cluster bombs to Turkey. Though the Administration did not make any official announcement to that effect, the cluster bomb shipments have been effectively brought to a halt by withholding official approval.

Now the time has come for a further cut in the \$360 million U.S. military credit to Turkey and the halting of the shipments of military surplus materials. Various lobbies and human rights groups are exerting pressure to achieve this, and conditions are conducive to this happening. There is a younger Congress, 60 percent of which has been recently renewed. Also, the conservative, pro-Turkey elements of the Cold War years no longer exist.

And, for the first time, Ankara is thinking of totally rejecting U.S. military credits.

'You must definitely change your attitude'

The change in Washington's stance (the same goes for other Western countries too) has stemmed mostly from the fact that the Democracy Party (DEP) was closed down by the Turkish authorities and its deputies put on trial. No one in the United States thinks that this is compatible with democracy. They see it as a sign of Ankara's desire to solve the Kurdish problem in ways that exclude parliamentary dialogue.

For the first time, U.S. officials are referring to a Kurdish "minority" in Turkey. The Administration is making suggestions along the lines of: "Do not silence those who disclose their views. Establish a dialogue within the political system with moderate Kurds. If the PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party) renounces the use of force let it too take part in the dialogue."

Will these warnings fall on deaf ears? Or shall we finally say to ourselves, "Let us stop for a moment and listen. Somebody seems to be trying to tell us something."

TUESDAY, JANUARY 31, 1995

Turkish Daily News

Why the Arguments for Relaxing Sanctions on Saddam Are Wrong

WASHINGTON — Time to relax economic sanctions against Saddam Hussein's regime? Both moralists and cynics are mounting fervent arguments for letting up on Iraq as the fourth anniversary of the Gulf War arrives. Both camps have it wrong.

The moralists — I have in mind the heads of the National Council of Churches and the Episcopal Church in America, who have just written to President Bill Clinton denouncing sanctions — hope that letting up will relieve the suffering of the Iraqi people; and subtly undermine what they call Saddam's "suffocating rule."

The church leaders allow hope to triumph over experience. They focus on the prospects of redemption rather than on the hard reality of Iraq today.

Iraq is worth a debate in this 50th anniversary year of the defeat of the Nazis in Germany and the liberation of Auschwitz. The nature of Saddam's regime cannot truthfully be disputed: It is murderous, and evil. If the governments, churches and human rights organizations of the world will not draw the line in Iraq, they will not draw the line against evil anywhere. We will never again be able to say: Never again.

In its latest refinement of rule by sadism, the Baghdad regime has amputated hands and ears from several thousand army deserters, political opponents and common criminals during the past six months. The Independent reported in London on Jan. 13. Saddam's torturers paraded

By Jim Hoagland

Nations should end its "cruel punishment of an entire people" by relaxing sanctions now.

Their letter, which was released to the press, notes that Iraq already has authority to import food and medicine. But it does not note that Saddam refuses to use that authority, as a way of protesting the broader sanctions and the UN requirements that Iraq pay reparations if it sells oil.

Saddam does not simply refuse to alleviate his people's suffering; he holds them hostage for political purposes. The church leaders assume that he will allow conditions of life to improve for "the Iraqi people" — that really means the Sunnis of Baghdad — if sanctions are relaxed. The evidence suggests that he will continue to hold the Baghdad population hostage and step up his internal war on the Kurds in the north and the Shiites in the south, who will not gain if sanctions are relaxed while Saddam is in power.

The cynical argument, complete with disclaimer of cynicism, is put forward by Eric Rouleau, a former French ambassador to Turkey. In an article in Foreign Affairs urging the lifting of sanctions, he recalls Charles de Gaulle's view of the state as a "cold monster" that must pursue its interests wherever they lie:

"The French, without necessarily being cynical, tend to be skeptical of the moralism that America traditionally attaches to its policies ... France recognizes only

states ... The regime governing a state is not its concern ... The notion that there are rogue states has no equivalent in the French political vocabulary."

Fortunately that does not in fact represent the view of "the French" as a nation. France does enforce sanctions against Iraq, and differentiates its relations between a Chile ruled by Augusto Pinochet and one ruled by democrats, or a South Africa ruled by P. W. Botha and one ruled by

Nelson Mandela. The nature of a regime is and should be a decisive factor in the way other states treat it, de Gaulle and Rouleau to the contrary notwithstanding.

That is the tragic lesson learned from the blind eye the world turned to "the internal affairs" of Nazi Germany. The world said "Never again" when it learned the full extent of the Holocaust. In Iraq we will learn if the world really meant "Never again."

The Washington Post.

Herald INTERNATIONAL **Tribune**



PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

TUESDAY, JANUARY 31, 1995

Miguel Angel Martinez: No plans to expel Turkey from Council of Europe

Turkish Daily News

TUESDAY, JANUARY 31, 1995

Turkish Daily News

ANKARA- Miguel Angel Martinez, the president of the Council of Europe's Parliamentary Assembly, has said that there is no one trying to have Turkey expelled from the Council of Europe, Anatolia reported on Monday.

Martinez, speaking at a press conference in Strasbourg at the start of a week of deliberations by the Parliamentary Assembly, added that expelling Turkey from the Council of Europe would not contribute to the democratization process in the country. Showing clippings from a campaign started against him in the pro-Islamic and fundamentalist Turkish media, Martinez said that remaining in the Council of Europe would better serve democratization efforts in Turkey.

He conceded, however, that that process of democratization was not advancing as speedily as desired.

Responding to a question about Russia's bid for membership in the Council of Europe, Martinez said that the situation in that country was very different from the sit-



Martinez: "The Council of Europe supports the democratization efforts of its member states. While it is calling for an improvement in the democratization of one of its members, it is also drawing attention to the fact that a country that wants to become a member has to abide by the rules of democracy,"

uation in Turkey. "The Council of Europe supports the democratization efforts of its member states.

While it is calling for an improvement in the democratization of one of its members, it is also drawing attention to the fact that a country that wants to become a member has to abide by the rules of democracy," Martinez said. Answering another question, Martinez said he would be meeting in Strasbourg with pro-Kurdish politicians from the former Democracy Party (DEP) who had fled to Europe.

Martinez said he would request information from these politicians on efforts to establish a Kurdistan Parliament in exile.

He added that, as before, he would be using the official translators of the Council of Europe in meeting these politicians and would not allow persons brought by them to translate.

A F P — A F P — A F P — A F P — A F P — A F P

FRA0287 4 IG 0228 TUR /AFP-VN86

Turquie-Droitshomme

Condamnation d'une éditrice pour deux livres jugés "séparatistes"

ISTANBUL, 31 jan (AFP) - Une éditrice turque, Mme Ayse Zarakolu, a été condamnée à deux ans et demi de prison par la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul pour avoir publié deux livres jugés comme étant "de propagande séparatiste", a-t-on appris mardi de source informée.

L'un des deux livres incriminés est la traduction en turc du "Tabou Arménien" de l'historien belge Yves Ternon, pour lequel Mme Zarakolu a reçu une peine de deux ans.

La Cour a également condamné l'éditrice à une amende de 250 millions de Livres Turques (environ 32.000 francs) pour ce livre, dont la saisie a été ordonnée.

Pour le deuxième livre, qui comprend une sélection d'articles de M. Yasar Kaya, propriétaire du quotidien pro-kurde Ozgur Gundem, fermé en mars 1994, elle a reçu six mois d'emprisonnement et une amende de 50 millions de LT (environ 5.200 francs).

Le "Tabou arménien" soutient la thèse arménienne selon laquelle les Turcs se sont livrés à un génocide à leur encontre en 1915, ce qu'Ankara rejette. Le procureur a estimé que soutenir cette thèse équivalait à revenir aux bases du traité de Sèvres de 1920 aux termes duquel l'empire ottoman avait été démembré et qui promettait la création d'Etats indépendants arménien et kurde, d'où l'accusation de "séparatisme".

KG/hc/lb

AFP /J00245/311514

JAN 95



FOTOS: G. MALIN - SOCIS

Kurdische Guerillakämpfer in Ostanatolien: „Den See trockenlegen, um die Fische zu fangen“

Türkei

Feldzug der Lügen

Der türkische Schriftsteller Yaşar Kemal über die Verfolgung der Kurden und mißachtete Menschenrechte

Steigere deine Grausamkeit, damit sich dein Niedergang beschleunige.
ANATOLISCHES SPRICHWORT

Vielleicht zum erstenmal in der Geschichte hat ein Jahrhundert einen Namen, ehe es begonnen hat: Das 21. Jahrhundert wird das der Menschenrechte genannt. Denn in unserem sind auf diesem Gebiet zufriedenstellende Fortschritte nicht erzielt worden. Mehr noch, an der Schwelle zum 21. Jahrhun-

dert deuten viele Anzeichen darauf hin, daß wir nach der bisher durchmessenen Strecke kehrtgemacht haben und zurücklaufen.

Vom Tag ihrer Gründung, dem 29. Oktober 1923, bis heute hat sich die Türkische Republik zu einem System unerträglicher Zwänge und Grausamkeiten entwickelt. Das hat sie mit orientalischer Verstellungskunst und Doppeltzungigkeit vor den Augen der Menschheit zu verbergen gesucht. Die Türki-

sche Republik hat eine derartige Tyrannei über der anatolischen Bevölkerung errichtet, daß diese tausendfach die osmanische Autokratie wieder herbeisehnt.

Es hat bis zur Einführung des Mehrparteiensystems 1946 wohl keinen Dorfbewohner gegeben – ob Mädchen oder Frau, ob Kurde, Türke oder Lase –, der die Knute des Gendarmen nicht gespürt hätte. Wie ein alles niederwalzender Orkan brauste die republikanische Regie-



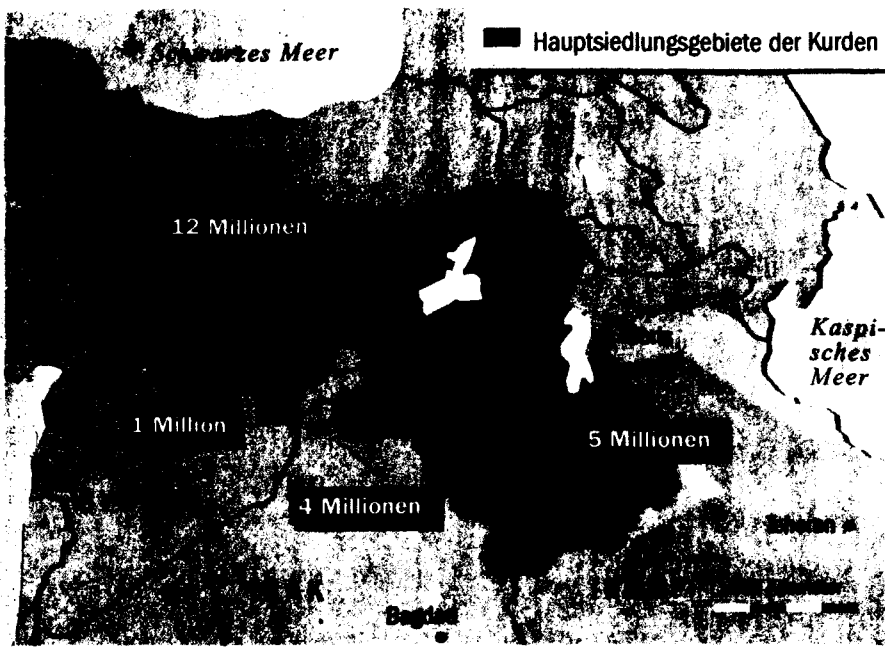
Vertriebene Kurden: „Völkerwanderung in Gang gesetzt“

Yaşar Kemal

ist der populärste zeitgenössische Autor der Türkei. Berühmt wurde der 1923 bei Adana geborene Kemal durch seinen 1955 erschienenen ersten Roman „Memed, mein Falke“. Seither sind seine Werke in weit über 30 Sprachen und einer Millionenaufgabe erschienen. Seine scharfe Kritik an gesellschaftlichen Mißständen und Machtmißbrauch durch die Regierenden in Ankara büßte der engagierte Linke nach dem Militärputsch im März 1971 mit einem Gefängnisaufenthalt. Das eindeutige Urteil über die Unterdrückung der Kurden in seinem SPIEGEL-Beitrag könnte ihm neue Repressalien des staatlichen Sicherheitsapparats einbringen.

134 DER SPIEGEL 2/1995

DER SPIEGEL
DAS DEUTSCHE NACHRICHTEN-MAGAZIN



zungsgewalt über Anatolien hinweg. Wie hat die Bevölkerung der Türkei in den gut 70 Jahren soviel Grausamkeit, Folter, Armut und Hunger ertragen können? Das allerdings ist ein Wunder.

In einem Land am Rande Europas ein derartiges Regime der Unterdrückung zu errichten ist kein leichtes Unterfangen. Diese Leistung hat der türkische Staat vollbracht. Dafür zahlen seine Bürger einen hohen Preis – indem sie ihrer Menschenehre verlustig gehen.

Ist unser Volk daran völlig schuldlos? Natürlich nicht. Aber woher sollte die Bevölkerung unter der schrecklichen Herrschaft der Republik noch die Kraft zum Widerstand nehmen, nachdem sie tausend Jahre unterdrückt, getreten, gequält, tausend Jahre von einem Krieg in den anderen getrieben wurde? Vergessen wir nicht, daß über Anatolien Hunderte Kuyucu Murat Paschas* gezogen sind, ein jeder vom zehnfachen Kaliber eines Dschingis-Khan.

1946 ging die Türkei zum Mehrparteiensystem über, und 1950 nahm die Demokratische Partei der bis dahin tyrannischen Republikanischen Volkspartei die Regierungsmacht aus den Händen. Das ist das wahre Wunder, das eine geknechtete und ihrer Rechte beraubte Bevölkerung vollbringen konnte.

Die Gründer der Demokratischen Partei kamen indes aus den Spitzengremien der Republikanischen Volkspartei. Für sie war das Wort Demokratie ein pechschwarzer Vorhang, hinter dem man sich zu verbergen hatte. Und mit dieser Demokratielüge konnte sich die Türkei Eintritt in den Europarat und in die Nato verschaffen. Hat Europa sich

* Kuyucu Murat Pascha, gestorben 1611, osmanischer Großwesir und Feldherr, ließ Aufständische im Taurusgebirge massakrieren und ihre Leichen in Brunnenschächte werfen.

von dieser Lüge täuschen lassen? Mitnichten. Aber die westlichen, unserem Zeitalter auch nicht gerade angemessenen Demokratien waren auf Verbündete gegen die Sowjetunion angewiesen – und so haben sie sehenden Auges die Türkei aufgenommen.

Doch dann geschah Unerwartetes: Während das türkische Volk, von jahrzehntelanger Unterdrückung gelähmt, dahindämmerte, regte sich im kurdischen Volk, wenn auch zaghaft und ängstlich, Widerstand. Denn es war das kurdische Volk, das während dieser Zwangsherrschaft am brutalsten unterdrückt wurde, das Hunger litt, sich in Armut krümmte, ethnischen Massakern ausgesetzt war; dessen Sprache gesetzlich verboten wurde, dem man seine

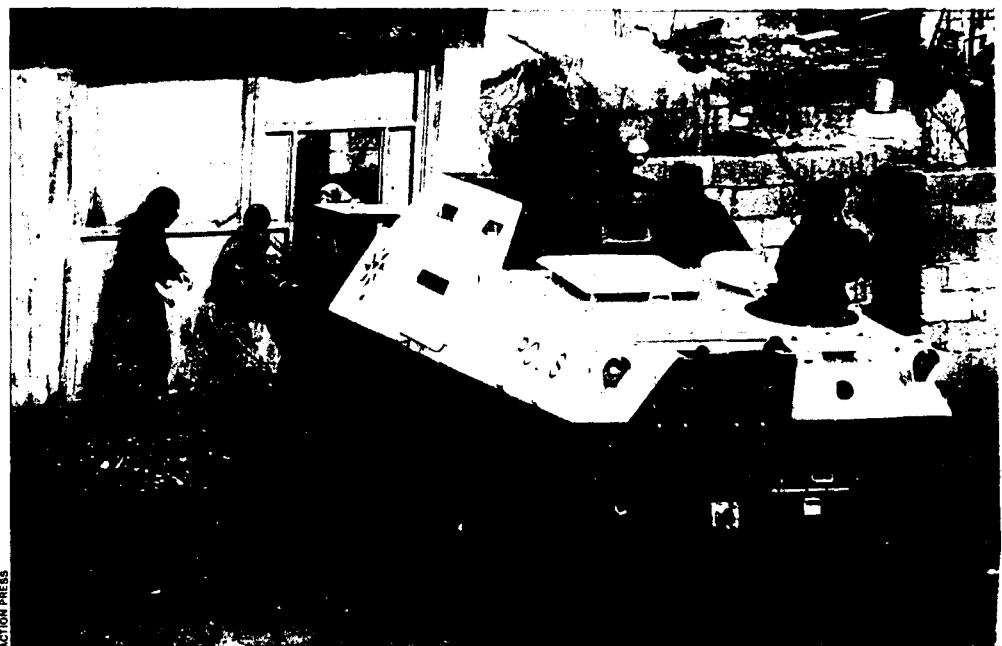
Identität absprach, indem man ihm den Namen „Bergtürken“ gab, und das man alle 10 bis 15 Jahre in alle vier Richtungen Anatoliens vertrieb.

Mit dem wachsenden Widerstand der Kurden, der schließlich in eine bewaffnete Auseinandersetzung mündete, zeigte die Unterdrückungsmaschinerie ihr wahres, schreckliches Gesicht. Zuerst wurde damit begonnen, die türkische Bevölkerung zu täuschen, indem eine unglaubliche Propagandakampagne in Gang gesetzt wurde. Denn ohne Irreführung der türkischen Bevölkerung konnte der Widerstand der kurdischen nicht gebrochen werden.

Ein Lügenfeldzug begann: Die Kurden wollten das Vaterland teilen und einen unabhängigen Kurdenstaat gründen, hieß es in raffiniert emotionaler Aufmachung. Dann wurden grausame Übergriffe der Kurden und Beisetzungen gefallener türkischer Soldaten so übertrieben gefühvoll dargestellt, daß man meinen konnte, jeder Türke müsse den erstbesten Kurden umbringen.

Zum Glück kannten sich Kurden und Türken seit Jahrhunderten so gut, daß alle Bemühungen des Staates, die beiden Volksgruppen in blutigen Fehden aufeinanderzuheizen, fehlschlügen.

Jedes zweite Wort des Präsidenten Demirel und anderer Regierungsmitglieder lautet: „Wir überlassen niemandem auch nur einen Kiesel, auch nur eine Handvoll Erde von unserem Land.“ Doch wer verlangte einen Kiesel? Und wer wollte eine Handvoll Erde haben? Soweit ich weiß, gab es in der Türkei nur ganz wenige Kurden, die einen unabhängigen Staat haben wollten. Und wäre es nicht ihr gutes Recht, wenn sie danach verlangt hätten? Denn allen Menschenrechtsdeklarationen zufolge



Türkischer Polizeieinsatz gegen Kurden: „Die Ehre des Landes steht vor Gericht“

hat jedes Volk das Recht, sein Schicksal in die eigenen Hände zu nehmen.

Jetzt findet in der Türkei der niederträchtigste Krieg statt, den man sich vorstellen kann. Die Kraft der besten Schriftsteller reicht nicht aus, ihn zu schildern.

Um die Aufstände schnell zu beenden, gründete die Türkische Republik ein „System der Dorfschützer“. Eine solche Art von Bürgerwehr hatte die US-Armee in Vietnam eingesetzt. Eine Miliz von 50 000 Schutzleuten wurde aufgestellt, dazu eine Spezialeinheit von 12 000 Mann. Darüber hinaus setzte der Staat eine Armee von 300 000 Soldaten gegen die Kurden in Bewegung. Niemand weiß, was sonst noch mobilisiert wurde. Das Schrecklichste jedoch war eine Konterguerilla unter dem Befehl der türkischen Streitkräfte.

In den Bergen begann die Guerilla die Dorfschützer und diese die Guerilla umzubringen. Die Guerilla überfiel die Dorfschützer in ihren Häusern und erschoss sie samt Frauen und Kindern. Und die Dorfschützer töteten die als „heimatliebend“ bezeichnete Guerilla samt ihren Angehörigen. Schlug die Guerilla zu, bezichtigte sie den Staat ihrer Mordtaten; tötete der Staat, bezichtigte er die Guerilla.

Dann erschien ein General und sagte: „Gebt mir die Erlaubnis, und ich lasse in Ostanatolien keinen Stein auf dem anderen, keinen Kopf auf dem Rumpf.“ Generalstabschef Dogan Güreş verkündete: „Um die Fische zu fangen, muß man den See trockenlegen.“ Und unsere Frau Ministerpräsidentin, Tansu Çiller, schrie im Parlament: „Es wird zu Ende gebracht!“ Selbst den Deutschen sträubten sich dabei die Haare nicht, obwohl sie mit dem tieferen Sinn dieser Worte am besten vertraut waren.

Nun begann der Krieg mit aller Macht. Vorher hatte die türkische Armee noch harmlose Mittel angewandt, hatte ihre kurdischen Brüder erniedrigt, indem sie Gefangene menschliche Exkremente essen ließ. Der Europarat verurteilte die Türkei wegen dieser „Exkrementenfolter“ zur Zahlung von 500 000 französischen Francs an die Opfer. Gar nicht so schlecht, diese Verurteilung. Die Türkei hat etliche Milliarden Dollar Schulden. Sie braucht diese Schulden nur zu erhöhen und kann dann nach Belieben die ganze kurdische und türkische Bevölkerung einer „Exkrementenfolter“ unterziehen.



Getötete Kurden: „Es wird zu Ende gebracht“

Anschließend begann die Türkische Republik, alle Kurden zwischen 7 und 70 zu Dorfschützern zu machen. Wer sich weigerte, wurde gefoltert; besonders Widerspenstige ließ die Staatsmacht in Haft nehmen und umbringen. Dann begannen die Morde der Konterguerilla. Manche sprechen von 1800, andere von 1200 ausgesuchten Kurden, die getötet wurden. Danach wurden Dörfer der Kurden verbrannt, bis zu 2000 gingen in Flammen auf.

In diesem totalen Krieg wurden unglaubliche Massaker und Folterungen begangen. Die Türkische Republik legte den See trocken, so gut sie nur konnte. Aber den Fisch zu fangen gelang ihr nicht. Übrigens hatte die US-Armee in Vietnam das Land auch „trockengelegt“ und die fruchtbare Erde verwüstet.

Es geht das Gerücht, daß die Kampfhandlungen 2,5 Millionen, nach anderen Schätzungen sogar 3 Millionen Menschen aus Südostanatolien vertrieben. Die wahre Zahl kann durchaus höher liegen. Denn die Einwohnerzahl Diyarbakirs, früher etwa 450 000, ist auf 1,5 Millionen angewachsen. Das ist amtlich. Dazu kommen die Flüchtlinge in anderen Städten; sie sind obdachlos und leiden Hunger. Das ziemt sich für die Türkische Republik in der Tradition des Kuyucu Murat Pascha.

Nur eines hatten alle früheren Blut-säuer nicht getan: die Guerilla, die Un-

tergetauchten, die Briganten, die Fahnenflüchtigen mitsamt den Wäldern, in die sie sich geflüchtet hatten, zu verbrennen.

Welch ein Wunder, daß unsere Presse von diesen freudigen Ereignissen berichtete. Die Waffenträger unseres Staates zünden doch keine Dörfer und Wälder an, wies unsere Regierungschefin, die Fahne in der einen, den Koran in der anderen Hand, alle Fragen weit von sich. Und die Hubschrauber? Die habe die PKK aus Armenien oder aus Afghanistan bezogen. Und die seien es, die Städte und Dörfer in Brand schießen.

Dersim brennt, die Wälder um Kutuderesi stehen in Flammen – da muß die PKK wohl lebensmüde sein. Hat sie zum kurdischen Neujahrsfest, Newroz, nicht auch über 80 Kurden mit Kind und Kegel verbrannt? Und Şirnak und Lice und die übrigen Städte und Orte, wurden die nicht von der PKK angezündet? Und die 36 Künstler und Autoren in Sivas?

Es reicht! Wer meint, die Kerze des Lügners leuchte entgegen dem Sprichwort auch noch im Dunkeln, hat keine Ahnung von dieser Welt.

Ich komme nicht umhin, auch die Geschichte des Präfekten von Gaziantep zu erzählen. Der erfährt, daß der Forst seines Bezirks in Flammen steht. Er fährt sofort hin und stellt fest, daß der ganze Forst vernichtet ist, aber mit einer bejubelten Nebenwirkung: Elf Guerillakämpfer verbrannten mit.

Nach Presseberichten sind in den letzten zehn Jahren in der Türkei zwölf Millionen Hektar Wald verbrannt, davon allein in Ostanatolien zehn Millionen Hektar. Es ist unglaublich, daß ein Staat seine Wälder verbrennt, weil sie der Guerilla als Schlupfwinkel dienen.

Als die Guerilla einen mehrmonatigen Waffenstillstand bekanntgab, reagierte Ankara nicht. Irgendwann wurden dann auf einer Landstraße 33 unbewaffnete Soldaten getötet. Manche behaupteten, die PKK habe diese Soldaten umgebracht, andere bezweifeln es. Auf jeden Fall war es das Ende des einseitig erklärten Waffenstillstands.

Jetzt wird der Krieg mit aller Härte fortgesetzt. Er findet nicht nur zwischen der Guerilla und der Armee sowie Dorfschützern und Spezialeinheiten statt. Die Regierung hat Hunderttausende vertrieben, die halbtot vor Hunger und Elend umherziehen und kein Dach und

kein Zelt über dem Kopf haben. Ankara hat eine Völkerwanderung in Gang gesetzt und somit auch dem waffenlosen kurdischen Volk den Krieg erklärt.

Die Menschen ostanatolischer Herkunft hatten eine Partei gegründet und über sie etwa 20 Volksvertreter ins Parlament gewählt. Diese Partei wurde verboten. Sie gründeten eine neue Partei, auch die wurde verboten. Acht ihrer Abgeordneten wurden angeklagt, mit der Todesstrafe bedroht und schließlich zu langjährigen Haftstrafen verurteilt. Erst jetzt wachte das so demokratische Europa auf – ein bißchen.

Dieser schreckliche Krieg darf nicht andauern. Die Türkei ist wirtschaftlich am Ende, die Bevölkerung verarmt. Für den Krieg in Ostanatolien wurden allein 1994 über zwölf Milliarden Mark ausgegeben. Diese Zahl nannte ein verantwortlicher Minister. Die Inlands- und die Auslandsschulden wachsen und wachsen; wenn dieser Krieg fort dauern sollte, wird die Türkei die größte Katastrophe ihrer Geschichte erleben.

Jeder Krieg, ob in Ruanda, Bosnien oder Afghanistan, zermürbt die Menschheit; sie degeneriert immer mehr, wird inhumaner durch jede Schlacht, jedes Massaker und jede Hungersnot.

Schon bei ihrer Gründung hätte die Türkische Republik den Kurden die wenigen Grundrechte geben müssen, die sie dem türkischen Volk gewährt. An der Schwelle zum 21. Jahrhundert kann man keinem Volk, keiner ethnischen Volksgruppe die Menschenrechte verwehren. Dazu fehlt nicht nur der Türkei, sondern jedem Staat die Macht. Schließlich war es die Kraft der Menschen, welche die Amerikaner aus Vietnam, die Sowjets aus Afghanistan verjagte und das Wunder von Südafrika vollbrachte.

Die Türkische Republik darf durch die Fortsetzung dieses Kriegs nicht als ein fluchbeladenes Land ins 21. Jahrhundert eintreten. Das Gewissen der Menschheit wird den Völkern der Türkei helfen, diesen unmenschlichen Krieg zu beenden. Besonders die Völker der Länder, die dem türkischen Staat Waffen verkaufen, müssen dazu beitragen. Wir in der Türkei aber sollten immer daran denken, daß der Weg zu einer echten Demokratie nur über die friedliche Lösung der Kurdenfrage führt.

Daß die Führung seit der Gründung der Republik versucht hat, die Sprache der Kurden und ihre Kultur zu töten, ist – auch wenn dieser Druck zuletzt ein bißchen gelockert wurde – ein Verbrechen gegen die Menschlichkeit. Und im 21. Jahrhundert werden die Verbrechen gegen die Menschlichkeit eines nach dem anderen ans Tageslicht gebracht und abgeurteilt. Es wird keine der üblichen Gerichtsverhandlungen sein, denn die Ehre des Landes, seine Menschlichkeit wird vor Gericht stehen. □

Libération - 18 janvier 1995

LES
GENS



**YASHAR
KEMAL,**

71 ans, est depuis vedredi soumis à une enquête de la Cour de sûreté à Istanbul, accusé de «propagande séparatiste» après la publication d'un article la semaine dernière dans l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*. Intitulé «Campagne de mensonges», ce texte – dont la traduction en turc a été interdite – dénonce «la

domination sauvage de la Turquie contre son peuple, turc et kurde, depuis soixante-dix ans. Lui-même d'origine kurde, le célèbre romancier de *Mehmed le Mince*, dresse un véritable réquisitoire contre la politique kurde des autorités. Partisan du dialogue, il souligne qu'après des années de sanglante répression et de déplacements de populations «la mer est devenue un désert mais le poisson est toujours vivant», faisant ainsi allusion au PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, séparatiste. Il dénonce aussi la couverture de cette «sale guerre» par les médias turcs. La majorité des intellectuels ont désapprouvé sa prise de position jugée extrémiste. Mais il a reçu le soutien d'Aziz Nesin, le vieil écrivain satirique traducteur des *Versets*, *sataniques*, et du romancier Orhan Pamuk.

26 janvier- 1^{er} février 1995



LE TORT D'ÊTRE KURDE EN TURQUIE

Plaidoyer

Le 13 janvier dernier, la Cour de sûreté d'Istanbul ordonnait une enquête judiciaire à l'encontre de l'écrivain turc Yachar Kemal. Le 23, elle décidait d'ouvrir un procès. Le motif? L'article paru dans l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* que nous publions ici. Dans ce texte, le romancier dénonce la répression d'Ankara contre la minorité kurde et s'insurge contre un régime pourtant désireux de s'intégrer à l'Europe démocratique. Selon la loi antiterroriste turque, le délit de "propagande séparatiste" est passible d'une peine de deux à cinq ans de prison et d'une lourde amende.



Né en 1923 près d'Adana, Kemal Sadik Gözçeli, dit Yachar Kemal, est devenu célèbre, en 1955, avec la publication de son premier roman, *Mémed le Mince*. Depuis, ses œuvres ont été traduites

en plus de trente langues*. Homme de gauche, il a payé son engagement et sa dénonciation de la situation sociale en Turquie par un séjour en prison au lendemain du putsch militaire de mars 1971. La presse turque a abondamment commenté les poursuites dont il est aujourd'hui menacé.

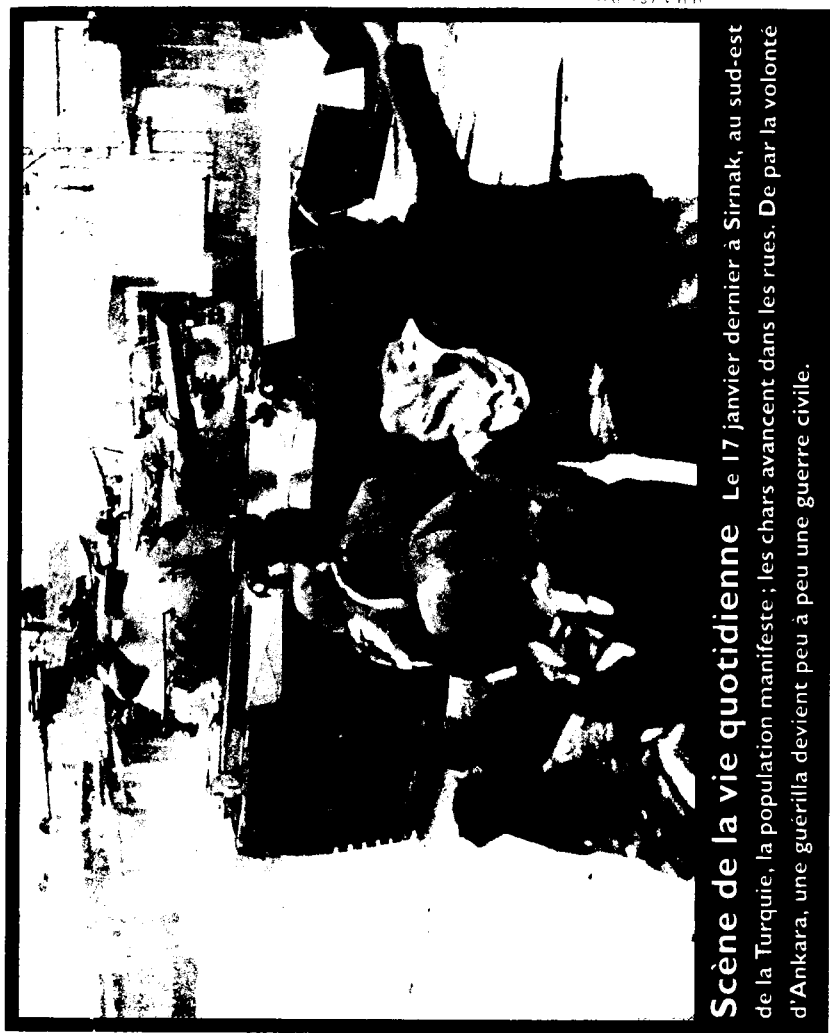
Yachar Kemal contre la répression

“Décuple ta cruauté pour précipiter ton déclin” (Proverbe anatolien)

C'est peut-être la première fois dans l'Histoire qu'un siècle porte un nom avant même d'avoir commencé : le XXI^e siècle sera le siècle des Droits de l'homme. Car, au cours de ce siècle finissant, les progrès accomplis en ce domaine ne peuvent nous satisfaire. Pis encore, au seuil du XXI^e siècle, de nombreux indices donnent à penser que nous avons fait demi-tour en cours de route et que nous sommes en train de rebrousser chemin. Depuis sa fondation – le 29 octobre 1923 – jusqu'à aujourd'hui, la République turque est devenue un insupportable système de contraintes et de brutalités. Elle a cherché à dissimuler cette évolution aux yeux de l'humanité, avec tout l'art oriental de la mascarade et du double discours. La République turque a imposé une telle tyrannie à la population de l'Anatolie [Turquie d'Asie] que celle-ci n'aspire qu'à retrouver le système autocratique de l'ancien Empire ottoman.

**YACHAR KEMAL
DER SPIEGEL
HAMBURG**

Jusqu'à l'introduction du système multipartite, en 1946, il n'est pas un seul villageois – pas une fille, pas une femme, pas un Kurde, Turc ou Laze [peuple du Caucase] – qui n'ait eu à goûter de la matraque du gendarme. Comme un ouragan balayant tout sur son passage, le pouvoir républicain a soufflé violemment sur l'Anatolie. Comment la population de Turquie a-t-elle pu supporter autant



Scène de la vie quotidienne Le 17 janvier dernier à Sirmak, au sud-est de la Turquie, la population manifeste ; les chars avancent dans les rues. De par la volonté d'Ankara, une guérilla devient peu à peu une guerre civile.

de brutalités et de tortures, autant de pauvreté et de famine pendant plus de soixante-dix ans ? Cela tient du miracle. Instaurer un tel régime d'oppression dans un pays situé à la lisière de l'Europe n'a pas été une entreprise facile, mais l'Etat turc a réussi ce tour de force. Les citoyens en paient le prix exorbitant – ils paient de leur dignité humaine.

Notre peuple n'a-t-il aucune part de responsabilité dans cet état de fait ? Evidemment, il n'est pas complètement innocent. Mais où la population aurait-elle pu trouver la force de résister à la terrifiante domination de la République, après avoir été, pendant un millénaire, opprimée, piétinée, torturée ; après avoir été, pendant un millénaire, projetée

d'une guerre dans l'autre ? N'oublions pas que des centaines de Kuyucu Murat Pacha** ont marché sur l'Anatolie, chacun d'eux étant d'un "calibre" dix fois supérieur à Gengis Khan.

En 1946, la Turquie a adopté le système multipartite et, en 1950, le Parti démocrate a pris le pouvoir des mains du Parti républicain du peuple, qui, jusque-là, avait exercé une domination tyrannique. C'était là un nouveau miracle accompli par une population asservie et dépossédée de ses droits.

Les fondateurs du Parti démocrate venaient cependant des hautes sphères du Parti républicain du peuple. Pour eux, le mot démocratie n'était qu'un rideau noir opaque derrière lequel ils se cachaient. Et c'est avec ce "mensonge démocratique" que la Turquie s'est ouvert la porte du Conseil de l'Europe et celle de l'OTAN. L'Europe s'est-elle laissé abuser par ce mensonge ? Loin de là. Mais les démocraties occidentales avaient besoin d'alliés contre l'Union soviétique – et c'est ainsi qu'elles ont, en toute connaissance de cause, accepté la Turquie dans leurs rangs.

Cependant, il s'est produit par la suite une chose inattendue : alors que le peuple turc végétait, paralysé par des décennies d'oppression, la résistance – hésitante et timide – a commencé à se développer au sein du peuple kurde. Car ce fut le peuple kurde qui, pendant cette période de domination autoritaire, eut à subir l'oppression la plus brutale. Il souffrit de la faim, fut écrasé par la pauvreté et livré aux massacres ethniques. Sa langue fut officiellement interdite. On dénia aux Kurdes leur identité en leur donnant le nom de "Turcs des montagnes" et, tous les dix ou quinze ans, on les poussa à fuir aux quatre coins de l'Anatolie.

Au fur et à mesure que s'intensifiait la résistance kurde, qui déboucha finalement sur un conflit armé, la machine répressive révéla son véritable – et terrifiant – visage. On commença d'abord par abuser la population en menant une incroyable campagne de propagande. Car, sans duper la population turque, la résistance kurde ne pouvait être brisée. C'est ainsi que débuta une vaste

opération d'intoxication : les Kurdes voulaient, disait-on avec force, émotion et suprême raffinement, diviser la patrie et fonder un Etat kurde indépendant. Ensuite, les obsèques de soldats turcs, morts sous de violentes attaques des Kurdes, furent mises en scène avec de tels excès que l'on pouvait en arriver à croire que chaque Turc n'avait d'autre choix que celui de tuer le premier Kurde venu.

* Plusieurs romans de Yachar Kemal ont été publiés aux éditions Gallimard, parmi lesquels *Mémed le Faucon*, *le Pilier* et *Terre de fer, ciel de cuivre*, qui, tout comme ses poèmes, évoquent les paysans d'Anatolie.

** Kuyucu Murat Pacha, mort en 1611, grand vizir ottoman et général d'armée, a fait massacrer les insurgés dans les monts du Taurus, puis a fait jeter leurs cadavres dans des puits.

Par chance, les Kurdes et les Turcs se connaissaient suffisamment depuis des siècles pour que tous les efforts du gouvernement visant à déchaîner les haines entre les deux populations échouent. Le président Demirel et les autres membres du gouvernement ne prononcent pas deux phrases sans affirmer : *"Personne ne nous prendra jamais le moindre caillou, la moindre poignée de terre de notre pays."* Mais qui a jamais demandé un caillou ? Qui a jamais voulu une poignée de terre ? Autant que je le sache, il n'y a en Turquie qu'une minorité de Kurdes à vouloir un Etat indépendant. Et, s'ils avaient revendiqué l'indépendance, ne serait-ce pas leur droit ? Car, selon toutes les Déclarations des droits de l'homme, chaque peuple a le droit de prendre en main son propre destin.

Désormais, la Turquie connaît la guerre la plus vile qu'on puisse imaginer. La force des meilleurs écrivains ne suffit pas à la décrire. Pour mettre rapidement un terme aux soulèvements, la République turque a créé un "système de protection des villages", avec un type de milice comparable à celui instauré par l'armée américaine au Vietnam.

Une milice de 50 000 hommes a été mise sur pied, en plus d'une unité spéciale de 12 000 hommes. Par-dessus le marché, l'Etat a mobilisé une armée de 300 000 soldats contre les Kurdes. Personne ne sait ce qui a pu encore être mobilisé par ailleurs. Mais le pire était sans doute que les forces armées turques organisaient la contre-guérilla.

Dans les montagnes, les partisans kurdes ont commencé à tuer les miliciens, et les miliciens à tuer les partisans. Les partisans sont venus assaillir les miliciens jusque dans leurs maisons et les ont abattus avec femmes et enfants. Et les miliciens ont de la même façon exécuté les partisans en même temps que leurs proches. Quand la guérilla frappait, elle accusait l'Etat de ses crimes ; quand l'Etat tuait, il accusait la guérilla.

Puis est apparu un général qui a dit : *"Donnez-m'en l'autorisation, et je ne laisserai pas deux pierres debout, pas une tête sur un corps dans l'est de l'Anatolie."* Le chef d'état-major, Dogan Güres, a déclaré : *"Pour prendre les poissons, il faut assécher l'étang."* Et notre femme Premier ministre, Tansu Çiller, s'est écriée au Parlement : *"L'opération sera menée jusqu'à sa fin !"* Même les Allemands – pourtant les mieux placés pour saisir la portée profonde de ces propos – n'ont guère sourcillé.

**Dogan Güres,
chef d'état-major,
a déclaré :**

**"Pour prendre
les poissons, il faut
assécher l'étang."**

**Et Tansu Çiller, notre
Premier ministre,
s'est écriée :**

**"L'opération sera
menée jusqu'à sa fin !"**

DOCUMENT

Ankara a provoqué la fuite de milliers de Kurdes, déclarant la guerre à tout un peuple

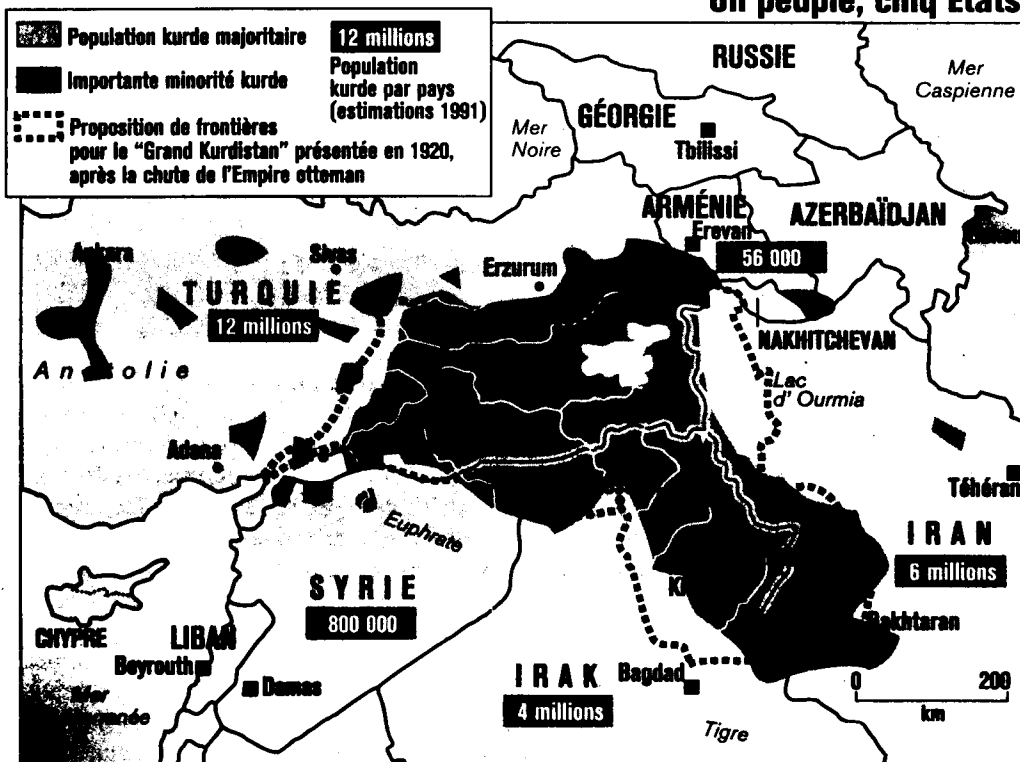
Dès lors, la guerre à outrance a commencé. Auparavant, l'armée turque n'avait encore utilisé que des moyens banals, elle avait humilié ses frères kurdes en faisant manger aux prisonniers des excréments humains. Pour cette "torture des excréments", le Conseil de l'Europe a condamné la Turquie à verser 500 000 FF aux victimes. Pas mal du tout, cette condamnation. La Turquie a des milliards de dollars de dettes. Il lui suffisait d'augmenter le montant de cette dette pour pouvoir, à sa convenance, soumettre toute la population kurde et turque à la "torture des excréments".

A la suite de cela, la République turque a

commencé à faire de tous les Kurdes âgés de 7 à 70 ans des miliciens dans les villages. Quiconque s'y opposait était torturé. L'Etat a fait arrêter et liquider les opposants particulièrement récalcitrants. Ensuite, les assassinats de la contre-guérilla ont commencé. On parle souvent de 1 800, parfois de 1 200, Kurdes arrêtés et tués. Puis des villages kurdes ont été brûlés ; 2 000 sont ainsi partis en fumée. Dans cette guerre totale, d'incroyables massacres et exactions ont été commis. La République turque a asséché "l'étang" du mieux qu'elle a pu et ravagé la terre des paysans.

On dit que les combats ont poussé à l'exode 2,5 millions de personnes – voire 3 millions,

Un peuple, cinq Etats



selon d'autres estimations – dans le sud-est de l'Anatolie. Il est tout à fait possible que le vrai chiffre soit encore supérieur. Car le nombre d'habitants de la ville de Diyarbakir – environ 450 000, autrefois – est passé à 1,5 million. C'est un chiffre officiel – auquel s'ajoute celui des réfugiés qui ont afflué dans d'autres villes. Ils sont sans logement et souffrent de la faim. Cela s'inscrit, pour la République turque, dans la tradition de Kuyucu Murat Pacha.

Il n'y a qu'une seule chose que les assoiffés de sang d'autrefois n'ont pas

faite : brûler la guérilla, les combattants clandestins, les bandits, les déserteurs avec les forêts où ils s'étaient réfugiés. Quel miracle que notre presse ait informé sur ces réjouissants événements...! Les forces militaires de notre Etat ne mettent certainement pas le feu aux villages et aux forêts, a affirmé notre chef du gouvernement, drapeau dans une main, Coran dans l'autre, et veuillez ne pas poser de questions ! Et les hélicoptères ? C'est le PKK [Parti des travailleurs du Kurdistan, marxiste-léniniste] qui les a obtenus d'Arménie ou d'Afghanistan, a-t-elle expliqué. Et c'est lui qui met ainsi le feu aux villes et aux villages !

Dersim est en feu, les forêts autour de Kutuderesi sont en flammes. Le PKK doit en avoir assez de la vie ! N'a-t-il pas, lors du *newroz*, le nouvel an kurde, fait périr plus de 80 Kurdes innocents dans les flammes ? Et Sirnak, et Lice, et toutes les autres villes, tous les autres lieux, n'ont-ils pas été incendiés par le PKK ? Et les 36 artistes et écrivains de Sivas ? Cela suffit ! Si l'on croit que la bougie du menteur ne s'éteint pas dans l'obscurité, contrairement à ce qu'affirme le proverbe, c'est qu'on n'a vraiment aucune idée de ce monde.

Je ne peux m'empêcher de raconter encore l'histoire du préfet de Gaziantep. Celui-ci apprend que la forêt de sa région est la proie des flammes. Il se rend immédiatement sur les lieux et constate que toute la forêt a été détruite. Satisfaction, toutefois, car l'incendie a eu un effet secondaire : 11 combattants de la guérilla ont péri dans les flammes. Selon les informations parues dans la presse, 12 millions d'hectares de forêts ont été détruits au cours des dix dernières années en Turquie - dont 10 millions d'hectares dans l'est de l'Anatolie. On a peine à croire qu'un Etat brûle ses forêts pour la simple raison qu'elles servent de refuge à la guérilla. Lorsque celle-ci a annoncé une trêve des combats de plusieurs mois, Ankara n'a pas réagi. Puis, un jour, sur une route nationale, 33 soldats sans armes ont été abattus. On a affirmé que c'était le PKK qui en était responsable, mais certains en doutent. En tout cas, ce fut la fin de la trêve décrétée unilatéralement.

Actuellement, la guerre se poursuit avec une extrême violence. Elle n'implique pas seulement la guérilla, l'armée, les miliciens et les unités spéciales. Le gouvernement a fait fuir des centaines de milliers de personnes, qui errent, à moitié mortes de faim, accablées de misère, sans toit ni toile de tente au-dessus de la tête. Ankara a provoqué une migration de population et déclaré ainsi la guerre au peuple kurde sans armes.

Les habitants originaires de l'est de l'Anatolie avaient fondé un parti et, de ce fait, envoyé une vingtaine de représentants du peuple au

Parlement. Ce parti a été interdit. Ils ont fondé un nouveau parti, qui, à son tour, a été interdit. Huit de ses députés ont été arrêtés, menacés de la peine de mort et finalement condamnés à des peines de prison à perpétuité***. L'Europe démocratique vient juste de se réveiller. Un peu. Cette effroyable guerre ne peut durer éternellement. La Turquie est économiquement à bout, la population s'appauvrit. Rien qu'en 1994, plus de 12 milliards de marks [42 milliards de FF] ont été dépensés pour la guerre dans l'Est anatolien. Ce chiffre a été avancé par un ministre en exercice. L'endettement - intérieur comme extérieur - ne cesse de s'accroître. Si cette guerre perdure, la Turquie connaîtra la plus grande catastrophe de son histoire.

Chaque guerre accable l'humanité. Que ce soit au Rwanda, en Bosnie-Herzégovine ou en Afghanistan. Toute guerre dégénère progressivement et devient, à chaque bataille, à chaque massacre, à chaque famine, plus inhumaine.

Dès sa création, la République turque aurait dû donner aux Kurdes les quelques droits fondamentaux qu'elle garantit au peuple turc. Au seuil du XXI^e siècle, on ne peut refuser les droits de l'homme à aucun peuple, à aucun groupe ethnique. La Turquie, comme tout autre Etat, n'est pas assez forte pour cela. Finalement, c'est la force des individus qui a chassé les Américains du Vietnam, les Soviétiques d'Afghanistan et qui a accompli le changement miraculeux en Afrique du Sud.

La République turque ne doit pas entrer dans le XXI^e siècle comme un pays maudit du fait de cette guerre. La conscience morale de l'humanité aidera les peuples de Turquie à mettre un terme à cette guerre inhumaine. En particulier, les peuples des pays fournisseurs d'armes à l'Etat turc doivent y contribuer. Mais nous, en Turquie, nous devrions toujours penser que le chemin qui mène à une authentique démocratie passe par la solution pacifique de la question kurde.

Même si la pression s'est un peu relâchée ces derniers temps, le fait que les dirigeants turcs aient essayé, depuis la création de la République, d'exterminer la langue et la culture kurdes constitue un crime contre l'humanité. Et, au XXI^e siècle, les crimes contre l'humanité seront mis au jour, les uns après les autres, jugés et condamnés. Ce ne sera pas un procès ordinaire, car c'est l'honneur d'un pays et son humanité qui passeront en jugement. ●

*** Accusés de "séparatisme" et d'"assistance à groupe armé", 5 des 8 députés turcs d'origine kurde n'ont été condamnés en fait, le 8 décembre dernier, "qu'à" quinze ans de prison. Le verdict avait suscité de nombreuses protestations internationales.

L'affaire Kemal

Dans sa grande majorité, la presse turque critique la réaction de la Cour de sûreté d'Istanbul, qui a décidé de traduire en justice Yachar Kemal à la suite de l'article qu'a publié *Der Spiegel*. Elle est loin toutefois de partager les vues exprimées par l'écrivain sur la question kurde. *Milliyet* compare l'écrivain à l'autre grand monument de la littérature turque, Nusret Aziz Nesin, accusé par la même cour de tenir des "propos provocateurs" alors qu'il comparaisait devant elle en tant que victime d'une agression de fanatiques religieux. "Je suis écrivain, ma tâche c'est de provoquer", rétorquait alors Nesin à ces accusateurs. *Milliyet* acquiesce : "Provoquer, cela signifie inciter à réfléchir. Quelle autre tâche peut-on attribuer à un écrivain ? Il y a certes beaucoup d'exagération dans ce que disent et écrivent Nesin et Kemal. Mais c'est justement en exagérant qu'ils nous font voir certaines choses... Que devons-nous faire ? Envoyer à l'Inquisition et au bûcher Aziz Nesin et Yachar Kemal parce qu'ils ne pensent pas comme nous, parce que leurs vues diffèrent de celles de l'Etat ?"

Un autre écrivain, Ahmet Taner Kislali, se demande, dans une chronique publiée par le quotidien *Cumhuriyet*, si Kemal ne va pas un peu loin dans sa diatribe contre l'Etat turc : "Le Yachar Kemal que j'ai connu est-il celui qui porte aujourd'hui des accusations contre le régime et qui fait remonter le mal jusqu'en 1923 [date de la révolution kémaliste qui instaura la République], jetant d'un trait de plume l'époque de Mustafa Kemal au panier de la sauvagerie et de la tyrannie ?"

Est-il possible d'identifier la République actuelle avec celle d'Atatürk sans se renier ? Kislali se souvient d'une rencontre où le célèbre écrivain lui avait confié : "Vous savez, je manque de courage ; sinon, j'aurais bien voulu écrire l'épopée de Mustafa Kemal comme j'ai écrit celle de Mémed le Mince !" Comment donc expliquer que le même homme ait pris la défense de l'Etat turc au pire moment de la répression en Turquie, après le putsch militaire de 1980 ? A cette époque, Yachar Kemal

s'était vu attribuer le prix Del Duca à Paris, et le président Mitterrand devait assister à la cérémonie organisée en son honneur. Mais, en guise de protestation contre le putsch, l'ambassadeur turc n'avait pas été invité, ce qui avait provoqué une violente réaction de l'écrivain : "Les régimes passent, mais les Etats restent. Je ne participerai pas à une telle cérémonie si le représentant de mon pays ne figure pas parmi les autres pays invités." Aujourd'hui, Kemal prend la défense des Kurdes. Certains n'hésitent pas à attribuer cette prise de position à un calcul. L'écrivain n'est-il pas candidat au prix Nobel de littérature depuis 1973 ? Et n'y a-t-il pas eu par le passé, explique Kislali, "une pression des associations nationalistes kurdes" contre l'attribution de ce prix à Kemal ? "Je veux mon ancien Yachar Kemal, conclut le chroniqueur de *Cumhuriyet*, car je crois que c'est celui-là le vrai et le grand Yachar Kemal."

LES GENS



**YACHAR
KEMAL,**

72 ans, le grand écrivain turc d'origine kurde, a répété hier qu'il combattrait «jusqu'au bout» pour «arrêter la guerre» entre l'Etat turc et la rébellion kurde à l'issue de son second interrogatoire devant la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul. «Cette guerre mène notre pays à la division», a souligné

le romancier mis en cause pour un article paru dans un livre collectif saisi le 2 février sur la situation de la liberté d'expression. Il est accusé de «semer haine et hostilité en établissant des distinctions raciales et régionales» et risque jusqu'à cinq ans de prison. Il avait déjà été inculpé le 24 janvier pour «propagande séparatiste», après la publication d'un article dans l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*. Dans une déclaration lue devant le groupe de 200 écrivains et intellectuels qui l'attendaient devant le tribunal, le romancier a pris la défense de la culture et de la langue kurdes : «Les Kurdes et les Turcs sont frères depuis mille ans ; les Kurdes avaient une grande langue et nous l'avons tuée.»

LIBÉRATION — 10 FÉVRIER 1995

Un célèbre romancier, Yachar Kemal, est poursuivi pour « séparatisme »

ISTANBUL
DE NOTRE CORRESPONDANT

Yachar Kemal, l'un des plus grands écrivains turcs vivant, auteur du célèbre *Mehmet le Mince* traduit en une quarantaine de langues, vient d'être inculpé pour séparatisme par le tribunal de sûreté de l'Etat d'Ankara, à cause d'un article publié le mois passé dans le magazine allemand *Der Spiegel*.

À 73 ans, le romancier a créé une vive polémique en accusant la République turque d'abuser depuis sa création les peuples qui la fondent, principalement les Turcs et les Kurdes, par une vision uniformisante et niant leur diversité. Il interprète la rébellion kurde du PKK, en lutte contre l'Etat depuis plus de dix ans, comme un salutaire mouvement de réveil du peuple face à l'Etat, et accuse la Turquie de mener contre les Kurdes « la guerre la plus sale et impitoyable du monde ».

Bülent Ecevit, ancien premier ministre et leader historique de la gauche nationaliste turque, a accusé l'écrivain d'être devenu le laquais de l'Occident, tandis que de nombreux intellectuels de droite voient derrière cet article la manœuvre d'un homme postulant pour un prix Nobel. Yachar Kemal réfute ces accusations d'un trait : « Nous accusons l'Occident de ne pas venir en aide aux Bosniaques. Dans mon pays, le sang coule à flots. Pourquoi n'appellerai-je pas les peuples du monde à notre secours ? »

Raideur idéologique

Le nom de Yachar Kemal vient s'ajouter à la longue liste des intellectuels, écrivains, éditeurs, enseignants, syndicalistes, condamnés par les tribunaux de sûreté de l'Etat (TSE) au nom de la lutte antiterroriste pour avoir exprimé des idées appelant à la reconnaissance de l'identité kurde en Turquie. L'affaire est en outre révélatrice



Yachar Kemal. On reproche au célèbre écrivain un article dans lequel il accuse la Turquie de nier la diversité de sa population et de brimer depuis toujours Kurdes et Turcs. (Photo Aslan/Sipa Press.)

de la raideur idéologique du système législatif turc.

Les 17 tribunaux de sûreté de l'Etat sont un héritage du coup d'Etat militaire de 1971. Ils avaient été créés pour juger des délits de trafic de drogue et des atteintes à la sûreté de l'Etat. Leurs membres sont choisis par une Haute Cour. Un tiers d'entre eux doivent être des militaires.

Hasip Kaplan, l'un des avocats des députés kurdes du Parti de la démocratie (DEP) condamnés en décembre dernier à des peines de trois à quinze ans de prison pour « activités séparatistes », fait toutefois davantage porter la responsabilité de l'archaïsme du système aux hommes politiques et aux parlementaires dont les multiples promesses de réforme n'ont jamais abouti. Le dernier toilettage du code pénal en 1993 n'a ainsi par porté atteinte aux prérogatives des TSE.

Hasip Kaplan dénonce un système judiciaire à deux vitesses. « La réforme, du fait de l'opposition des députés conservateurs de droite, est sortie boiteuse du Parlement. Alors que la loi impose généralement la présence d'un avocat lors de la mise en garde à vue d'un prévenu, ce droit est supprimé devant les TSE. Alors que la période de garde à vue maximum est de

quatre jours dans un tribunal de droit commun, elle est de quinze jours devant les TSE. Quant aux dix provinces du sud-est vivant sous état d'exception, la justice n'y a pas droit de cité. Procureurs et avocats ne peuvent y engager de procédure, et la détention préventive peut durer trente jours. »

L'Etat condamné

Hors de toute atteinte se trouvent aussi les tribunaux militaires qui s'arrogent le droit de juger les civils coupables d'atteinte au moral des troupes qui combattent la guérilla kurde. De célèbres journalistes des différentes télévisions turques ont ainsi été condamnés ces dernières années.

Le meilleur recours face à ces juridictions est aujourd'hui la Cour européenne des droits de l'homme, à Strasbourg. La Turquie a signé dès 1954 la Convention européenne des droits de l'homme. Mais ce n'est qu'en 1987 que l'Etat a reconnu à ses citoyens un droit de recours individuel. Le travail d'adaptation du droit national aux engagements internationaux contractés en ce domaine par la Turquie n'a pour sa part pas commencé. Semih Gemalmaz, professeur à la faculté de droit de l'université d'Istanbul, estime que la décision de 1987 avait surtout pour

but d'apaiser les pressions internationales.

La volonté aiguë d'Ankara de signer prochainement un traité d'union douanière avec l'Europe provoque d'ailleurs depuis quelques jours une nouvelle velléité d'amendement des lois sur la sûreté de l'Etat et d'alignement sur la législation européenne en matière des droits de l'homme. « Il est du devoir de tout pays signataire d'un document international d'éliminer dans les plus brefs délais les règles du droit interne contraires aux principes de ce document, a récemment affirmé le ministre de la justice, Mehmet Mogultay. Il est impossible de devenir une société développée si l'opinion est condamnée, les intellectuels suspectés, ceux qui pensent différemment punis ».

Les recours devant la Cour européenne des droits de l'homme commencent en outre à donner des résultats. L'Etat turc a récemment été condamné à payer 300 000 FF à chacun des quatre villageois qui avaient été contraints par des soldats à manger des excréments. Reste que les avocats turcs sont souvent mal préparés. Ni le droit européen ni les chartes universelles ne figurent aux programmes des instituts de formation des hommes de loi.

Claude ORTACQ

Les oubliés

L'inculpation de Yacher Kemal fait réagir le monde intellectuel. Et la publication en France du livre de Medhi Zana rappelle l'horreur qui règne dans les prisons turques. Après Jean d'Ormesson et Alain Bosquet, Jean-François Deniau s'indigne.



(Photo Jacques Sassi.)

Yacher Kemal. Le plus connu des romanciers turques.

PAR

Jean-François DENIAU
de l'Académie Française

La Turquie est un grand pays, et, comme dirait le général de Gaulle, « une nation ». Je comprends d'autant moins l'attitude du gouvernement actuel à l'égard des Kurdes. Ceux que j'ai rencontrés souhaitent très normalement parler leur langue et obtenir une autonomie locale, mais ne mettent pas en cause les frontières établies, même si celles-ci ont un caractère arbitraire. Faut-il rappeler qu'on peut tout faire avec des baïonnettes, sauf s'asseoir dessus ? Le plus grave est peut-être la confusion systématique, entre tous les Kurdes, intellectuels et terroristes, gauche et droite, libéraux et marxistes, autonomistes et indépendantistes, culturels et guerriers... Si le peuple kurde n'existait pas, ce serait le meilleur moyen de l'inventer ! Non, il faut au contraire savoir distinguer. Le PKK, marxiste radical, ne plaît pas à tous. Le mettre dans le même sac qu'un écrivain aussi estimé que Yacher Kemal, le plus connu des romanciers turcs, est une faute. Tout écrivain, par nature, puisqu'il écrit une œuvre qui lui est propre, peut être considéré comme une sorte d'« agent séparatiste ».

Mauvais signe pour une politique que de classer *a priori* les personnalités littéraires en éléments subversifs. D'autant plus qu'un livre de Mehdi Zana, ancien maire de Diyarbakir, qui vient de sortir, relate onze ans de prison. Il y a dans ces récits d'enfermements et de tortures une monotonie de l'horreur qui ne peut laisser indifférent. Chaque souffrance est une pierre apportée. Sans le vouloir, les tortionnaires dressent des monuments. J'avais cru que madame le premier ministre de Turquie avait annoncé une autre politique, intelligente, ouverte, reconnaissant le fait culturel kurde et envisageant une certaine autonomie. Qu'elle y revienne, c'est un vœu pressant. L'honneur des *French doctors* et de Médecins sans frontières a été de témoigner pour les ou-

bliés. Il y a, hélas ! des peuples sans frontières. Ces marginaux de l'histoire à un moment n'ont pas eu ce qu'il fallait de chance. Désormais, toute modification des frontières fait crier par avance au danger de chaos. Car si on commence à toucher à une frontière, où s'arrêtera-t-on en Asie, comme en Afrique, en Europe ? Et pourtant on ne peut pas sortir de ce dilemme : soit on change les frontières pour mieux les adapter aux ethnies ou aux cultures, en cherchant ainsi à réduire des causes permanentes de conflit ; soit on organise un statut des minorités garantissant internationalement certains droits fondamentaux. Mais les pays à minorités ethniques n'aiment pas plus la deuxième solution que la première. Ils y voient non pas un élément de réduction des conflits mais une source de tension. Les spécialistes rappellent que le fédéralisme est une méthode de rapprochement, pas de distanciation.

C'est tout le problème du projet français de conférence sur la stabilité en Europe. Au départ, certains espéraient y voir un nouveau Congrès de Berlin, justifié par la nécessité de refaire la

LE FIGARO

JEUDI 2 FÉVRIER 1995

carte de l'Europe tous les trente ou quarante ans. Si possible non pas à chaud, à la suite d'une guerre et d'une décision du vainqueur contre les vaincus (comme ce fut le cas après la Première Guerre mondiale et aussi aujourd'hui après la Seconde), mais de sang-froid, posément, en cherchant le moins injuste des tracés. Il faut y ajouter l'idée que j'ai tant soutenue à propos de l'ex-Yougoslavie, malheureusement sans succès, qu'on ne peut pas faire du découpage de territoires sans simultanément réduire l'importance excessive des frontières. Il

faut une organisation de coopération économique concomitante, il faut la garantie de libertés fondamentales, les mêmes des deux côtés, pour qu'il soit précisément moins dramatique d'être d'un côté ou de l'autre. C'était le vrai but, et politique, du traité de Marché commun de 1958 entre la France et l'Allemagne, même si le mot politique n'était pas prononcé.

Des médecins, avant de soigner, font baisser la tension. Il serait temps que cette pratique de santé soit appliquée aux rapports des peuples. Drame actuel des Tchétchènes, conquis par

l'empire russe, et à qui l'empire russe ne veut reconnaître aucune identité. Moscou fait raser à la bombe et au canon une ville de son propre territoire ! Sans précédent. Les chancelleries murmurent seulement : « *Faites vite.* » C'est une parole d'aide-boucher. Et combien sont-ils d'autres qui n'ont pas le droit de cité ? Les Sud-Soudanais martyrisés, les Tibétains noyés sous le nombre, les Karens désespérés, les habitants d'Est-Timor ignorés ou écrasés. Au nom du respect des frontières et de la charte des Nations unies. Quels sont les fauteurs de chaos, ceux qui s'inquiètent et témoignent, ou les technocrates internationaux qui se refusent à voir, entendre, agir ?

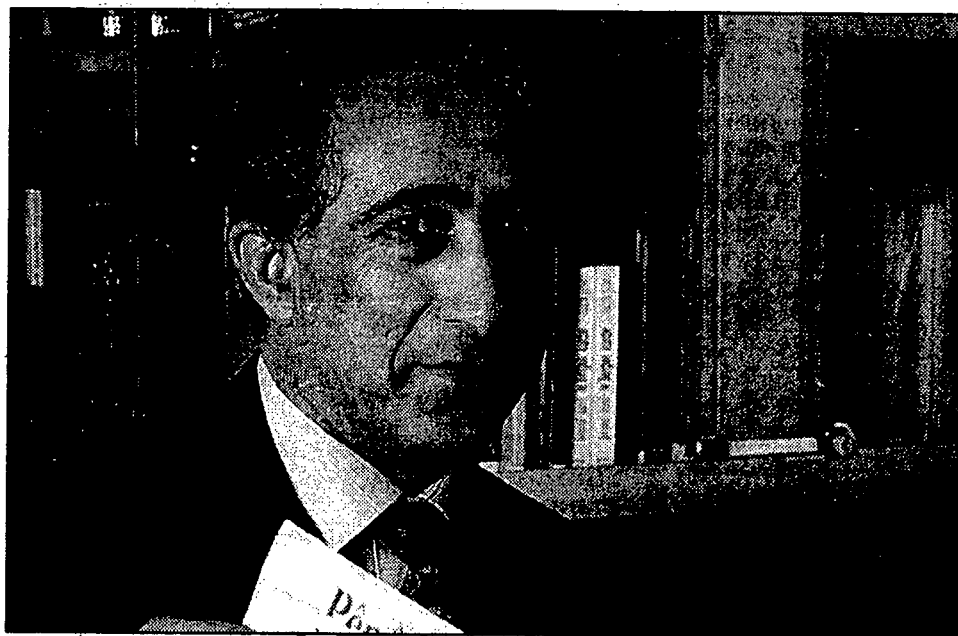
Quels sont les fauteurs de chaos, ceux qui s'inquiètent et témoignent, ou les technocrates internationaux qui se refusent à voir, entendre, agir.

LA PRISON N° 5

ONZE ANS DANS LES GEOLLES TURQUES

DE MENDI ZANA

Arléa, 85 F.



Mehdi Zana. Une monotonie de l'horreur qui ne peut laisser indifférent. (DR)

Karges Terrain für Weltliteratur

Der türkische Schriftsteller Yaşar Kemal

Von Volker S. Stahr

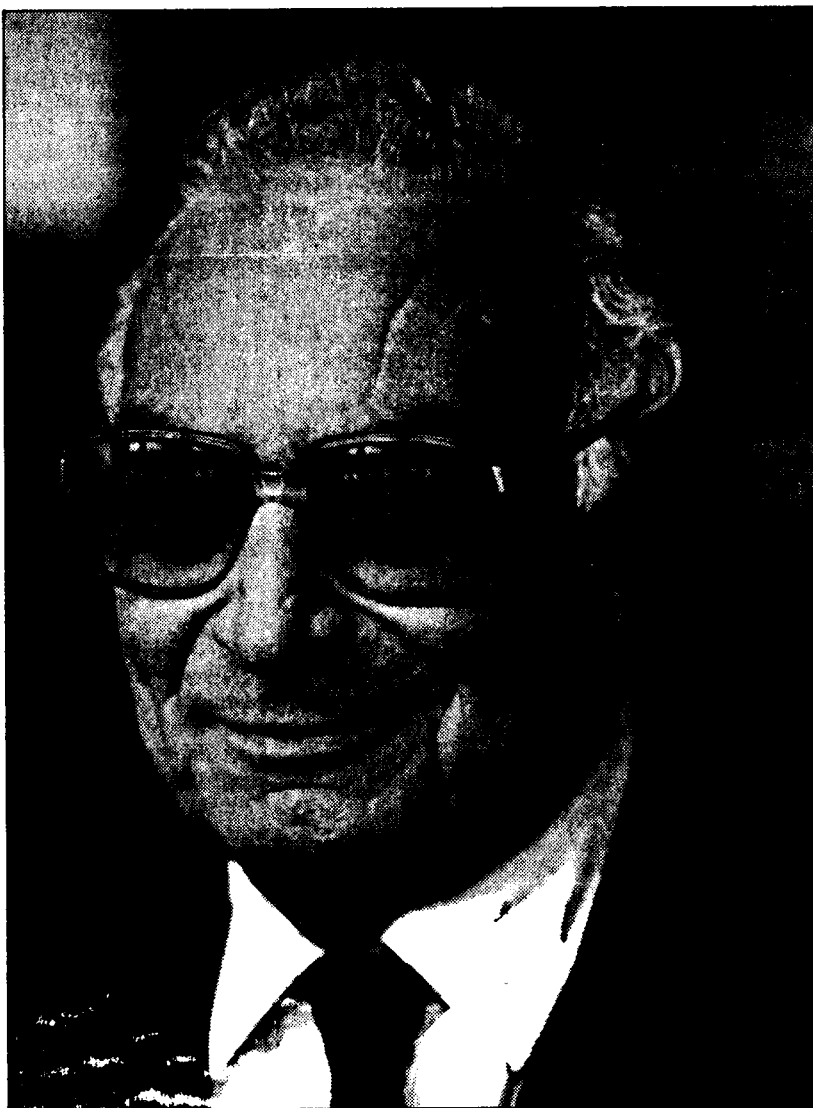
Der prominente türkische Schriftsteller Yaşar Kemal wird zum Dauergast vor den Gerichten seines Heimatlandes. Im Januar zitierte ihn das Sicherheitsgericht wegen eines prokurdischen Artikels im deutschen Nachrichtenmagazin «Der Spiegel» vor seine Schranken. Kürzlich erhielt er eine erneute Vorladung wegen zweier Beiträge für das Buch «Die Freiheit der Gedanken und die Türkei».

Für die internationale Kritik ist Yaşar Kemal der bedeutendste lebende Autor der Türkei. «Neben ihm», schrieb einst der «Figaro», «wirken fast alle unsere Romanschriftsteller wie Zimmerpflanzen.» Die Auflage seiner Werke in türkischer Sprache liegt weit jenseits der halben Million. Darüber hinaus ist er in über 30 Sprachen übersetzt. In aller Welt hat er Auszeichnungen erhalten. Mehrfach wurde er für den Literaturnobelpreis vorgeschlagen.

PERSONA NON GRATA

Nur mit einem Land hat Kemal seine Probleme: In seiner Heimat Türkei hat der im kurdischen Südosten geborene Autor eigentlich immer nur die Schattenseiten gesehen – und beschrieben. Dafür setzte man ihn immer wieder auf den Index oder steckte ihn ins Gefängnis, seine «Schule des Lebens», deren Erfahrungen wie selbstverständlich in seine Werke eingeflossen sind. Noch als Anfang der achtziger Jahre Frankreichs Präsident Mitterrand den damals in Paris lebenden Kemal zum 60. Geburtstag mit einem Empfang ehrte, blieb Ankaras Botschafter demonstrativ fern. Nichts zeigte schon damals besser das gespannte Verhältnis des heute 72jährigen zur «offiziellen Türkei».

Die Regierenden vertübelten ihm stets das sozialkritische Engagement, das seine Romane, Erzählungen und Gedichte durchzog. Im Mittelpunkt standen bei ihm und für ihn stets die einfachen Menschen auf dem Lande. Ihr ständiger Kampf ums tägliche Brot und gegen die Launen von Grundherren und Natur sind die von Kemal immer wieder abgewandelten Sujets. Ob «Gelbe Hitze», «Ince Memed», «Anatolischer Reis» oder «Das Lied der tausend Stiere» – alle seine Werke



Yaşar Kemal (Bild Marie Kopsik)

sind stets höchst subjektive Reportagen eines entbehrungsreichen Lebens, illusionslos, akribisch und kenntnisreich.

Berühmt wurde Kemal 1955 durch «Ince Memed». Der Roman erzählt in der einfachen Sprache des Volkes und des Herzens das Schicksal des Bauernjungen Memed, der wegen einer Liebe auf den in den Weiten Anatoliens übermächtigen Grundherrn schießt und als Gesetzloser in die Berge fliehen muss. Es ist das klassische Motiv der Volksdichtung, aber auch eine bis weit in die Gegenwart präsenste Realität. «Ince Memed» wurde zum Eckpfeiler türkischer Literatur. Schon nach kurzer Zeit waren in der Türkei über 40 000 Exemplare verkauft. Das hieß: Jeder 100. Türke, der lesen und schreiben konnte, be-

sass das Buch. Und wie sehr Kemal sich damit in die Herzen der Menschen schrieb, belegen unzählige Fortsetzungsgeschichten, die das Volk in Anatolien noch heute auf Memed erdichtet. Für viele lebte – und lebt – der Junge tatsächlich.

Glanzstücke bei Kemal sind die Landschafts- und Personenschilderungen: «Jeder Mensch», beschreibt er seinen Memed, «wächst heran und entwickelt sich je nach dem Boden, auf dem er geboren wird. Memed war auf unfruchtbarem Boden aufgewachsen. Tausendundeine Not hatten seine Entwicklung auf halbem Wege stillstehen lassen, Schultern und Beine waren nicht voll geformt, die Glieder glichen trockenen Ästen. Das Gesicht mit den ausgehöhlten Wangen war verbrannt von der Sonne. Er hatte etwas von der mit dem Boden verwachsenen Eiche.»

GELEBTE GESCHICHTEN

Was Kemal erzählt, sind Tatsachen. Seine Reportagen sind das Ergebnis langer Erkundungen vor Ort. «Wenn ich das betreffende Gebiet und seine Bevölkerung nicht kenne», beschrieb er einmal seine Arbeitsweise, «versuche ich, mich dort länger aufzuhalten. Ich befasse mich mit allem: Pflanzen und Tieren, lokaler Folklore, Klatschgeschichten, mit der Art, wie man dort lebt und stirbt. Ich versuche, den Dialekt zu lernen und so wie die Menschen dort zu sprechen. Schliesslich werde ich einer von ihnen. Dann ist die Zeit reif...»

Kemal ist einer jener Bestsellerautoren, die ihr Werk auch gelebt haben. Dichtung und Wahrheit verschwimmen. Irgendwann 1923 wurde er in einem Dorf in Südostanatolien geboren. Sein Vater war angeblich ein ehemaliger Grundbesitzer, der nach dem Ersten Weltkrieg aus dem Osten dorthin in die karge Çukurova-Ebene umgesiedelt wurde. Die weitläufige Ebene zwischen den strengen, unwirtlichen Höhen des Taurus und der weichen, aber fernen Küste des Mittelmeeres mit ihren harten, zuweilen grausamen Lebensbedingungen wurde Hintergrund und Thema seiner Romane zugleich. So schrieb er in «Ince Memed»:

EINE SOLIDARITÄTSBEKUNDUNG

Das Internationale Schriftstellerparlament in Strassburg hat auf das entschiedenste gegen die drohende Inhaftierung des türkischen Schriftstellers Yaşar Kemal protestiert. Die von Salman Rushdie präsierte Organisation hat ihre Mitglieder dazu aufgerufen, auf Regierung, Medien und öffentliche Meinung in ihren jeweiligen Ländern einzuwirken, damit diese die türkische Regierung dazu bewegen, Yaşar Kemal das Recht auf freie Meinungsäusserung zugestehen. Zum Zeichen seiner Solidarität hat das Internationale Schriftstellerparlament beschlossen, Yaşar Kemal, dessen Werk in über 30 Sprachen übersetzt ist und der als einziger türkischer Autor schon einmal für den Nobelpreis nominiert war, die Ehrenmitgliedschaft im Rat der Organisation anzutragen; diesem gehören zurzeit vierzig Autoren aus allen Kontinenten an, darunter Adonis und Edouard Glissant, Toni Morrison und Wole Soyinka. Ehrenmitglied ist gleichfalls der ägyptische Nobelpreisträger Nagib Machfus, dessen Stuhl während der zweiten Sitzung des Schriftstellerparlaments im vergangenen November leer geblieben war – infolge des Attentats, das islamische Extremisten kurz zuvor auf ihn ausgeübt hatten.

Das Distelfeld wogte grün, purpurn und weiss. Mittendrin pflügte er, zerriss sich die Beine, unbarmherzig biss die trockene Morgenkälte. Unter der weisen Hitze führte er den Dreschschlitten, ausgedörrt und zu Tode erschöpft. Von dem, was er dem Boden mit Zähnen und Nägeln abgerungen hatte, riss ihm Aga drei Viertel aus der Hand. Den anderen nahm er nur zwei Drittel. Von diesem Jahr an war der Hass sein ständiger Begleiter.

Als Yaşar fünf Jahre war, wurde der Vater ermordet. Yaşar verlor die Sprache, lernte sie erst mühsam wieder mit dem Singen alter Balladen und Volksweisen. Bei kaum einem anderen Autor finden sich denn auch so viele Anleihen bei alten Klage Liedern. Er hatte sie oft gehört; vier Geschwister starben an Malaria. «Anatolischer Reis» erzählt vom Gewinnstreben der Reismagnaten, deren Bewässerungspraktiken ein Baumwollgebiet in eine Fieberhölle verwandelten.

Nach dem Tod des Vaters verarmte die Familie. Fast romanhaft verläuft Kemals weiteres Leben. Als einziger Junge des Dorfs besuchte er die zehn Kilometer entfernte Volksschule. Den Weg legte er zu Fuss zurück. Danach ging er zur Mittelschule. Jene Zeit findet sich in «Gelbe Hitze» wieder:

Ich besuchte die dritte Klasse und Durmuş Ali die zweite. Beide hatten wir kein Geld. Im Dorf hatte er eine verwitwete Mutter, genau wie ich. Beide konnten sich nur mit Mühe durchbringen... Ich wälzte mich in Hoffnungslosigkeit. Die Fabrik, in der ich seit zwei Jahren nachts gearbeitet hatte, wollte mich dieses Jahr nicht. Ohne einen Pfennig Geld... Inmitten dieser riesengrossen Stadt war ich allein, mütterseelenallein...

Früh verliess Kemal die Schule, wanderte quer durch Anatolien und schlug sich als Gelegenheitsarbeiter, Wasserträger, Baumwollpflücker und Hilfsarbeiter durch. Später verdingte er sich als Gesucheschreiber mit einer alten, klapprigen Schreibmaschine. Ausserdem las er: Stendhal, Balzac, Flaubert, Gorki oder Steinbeck. In den vierziger Jahren arbeitete er dann als Journalist für verschiedene Zeitschriften – und kam erstmals wegen Verbreitung «staatsfeindlicher Schriften» ins Gefängnis.

NEUE PERSPEKTIVEN

1951 wurden «Ince Memed» und «Anatolischer Reis» in der Zeitung «Cumhuriyet» veröffentlicht und prämiert. Das war der Durchbruch. Viele Werke sollten folgen. Doch an den Weiterfolg «Ince Memed» konnte Kemal nie wirklich anknüpfen. Dies gilt auch für die mehrbändigen Fortsetzungen seines Frühwerks. Der dritte Band des «Memed»-Zyklus, «Das Reich der 40 Augen», wurde erst 1984 in Paris fertig; vielleicht lag es daran, dass das Buch die früheren Verkaufszahlen nicht mehr erreichte. Doch seinem internationalen Ruf hat dies nicht geschadet. Während er in der «offiziellen Türkei» immer unbeliebter wurde, überhäuften ihn die Kritiker weltweit mit Preisen, so 1978 mit dem «Prix Gallimard» für das beste ausländische Buch Frankreichs. Mitterrand – «einer meiner verständigsten Kritiker» – erhob ihn zum Kommandeur der Ehrenlegion.

Mehr und mehr hat sich Kemal von der Çukurova entfernt; räumlich wie in seinen Werken. Der Roman «Die Möwe» spielt am Schwarzen Meer und erzählt von einem Jungen, der eine Möwe mit gebrochenem Flügel gesund pflegt. Dann wandte sich der Schriftsteller einem ganz

neuen Schauplatz zu: Istanbul. Dort spielen «Auch die Vögel sind fort» oder «Deniz küstu – Das Meer grollt». Doch wenn er auch das Land verlassen hat, stehen immer noch Menschen und ihr Leben bei ihm im Mittelpunkt. «Auch die Vögel sind fort» handelt von den Singvogelhändlern Istanbuls. Einst war es ein gottgefälliges Werk, ihnen einen Vogel abzukaufen und ihm die Freiheit zu schenken. Heute ist diese Sitte vergessen, und die Vogelhändler müssen ihre eigenen Tiere essen.

Seit einigen Jahren lebt und schreibt Kemal nun auch wieder in seiner türkischen Heimat. Waren seine Wortmeldungen dabei anfangs auch weiter vornehmlich literarischer Art, so sind sie zuletzt immer politischer geworden. Längst beschreibt Kemal nicht mehr nur Anachronismen und Missstände in seiner Heimat. Heute geißelt

er die Mächtigen und die Zustände direkt und ohne Umschweife. Nach einigen Jahren des «Waffenstillstandes» zwischen der offiziellen Türkei und ihrem literarischen Gewissen war es denn auch wohl nur noch eine Frage der Zeit, wann die Behörden sich seiner wieder annehmen würden...

Die deutschen Ausgaben der Bücher von Yaşar Kemal erscheinen im Zürcher Unionsverlag. In Taschenbuchausgabe liegen vor:

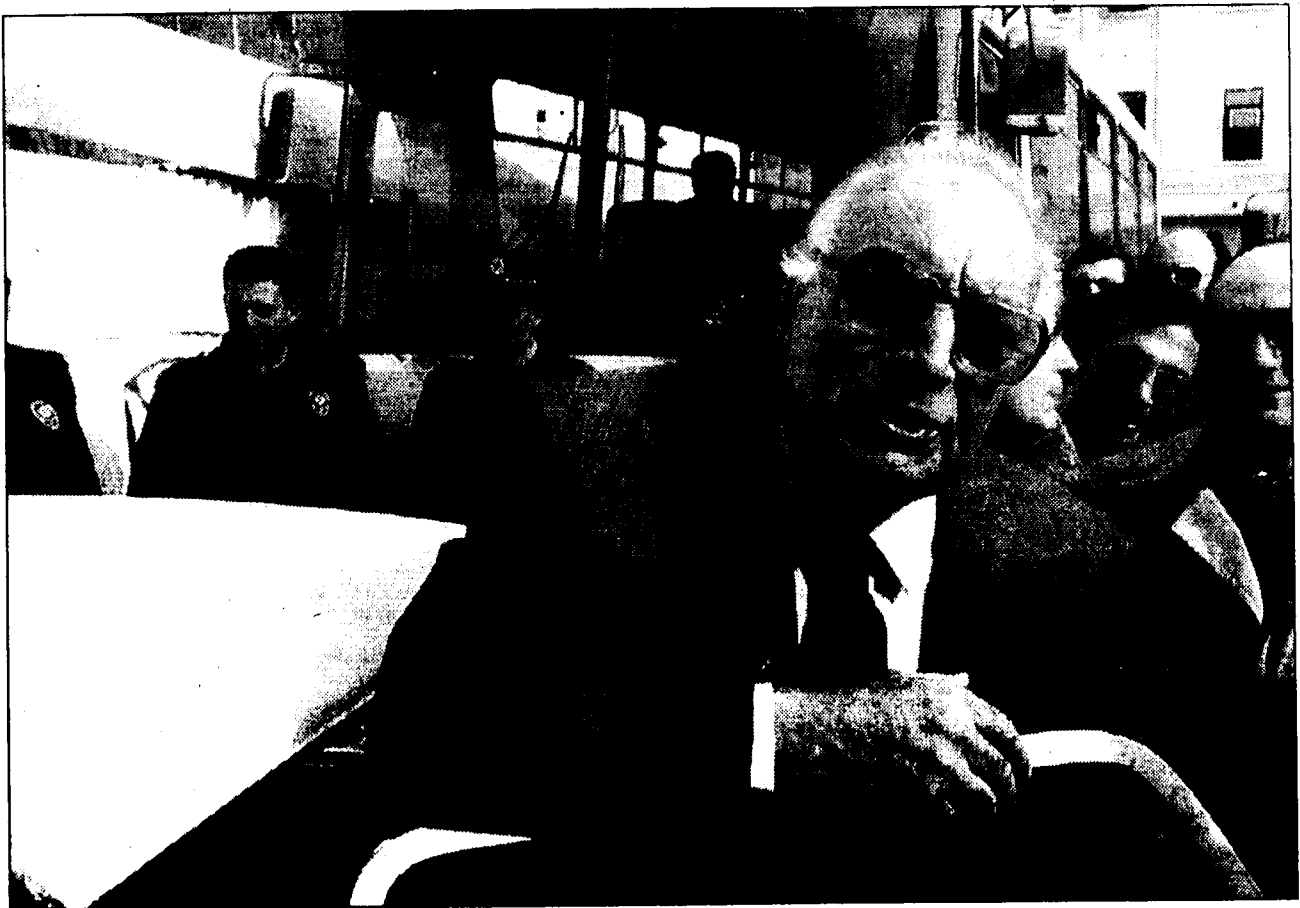
Memed mein Falke, 344 S., Fr. 16.80; Die Disteln brennen (Memed II), 400 S., Fr. 18.80; Der Wind aus der Ebene, 376 S., Fr. 18.-; Eisenerde, Kupferhimmel, 472 S., Fr. 18.-; Das Unsterblichkeitskraut, 448 S., Fr. 18.80; Auch die Vögel sind fort, 128 S., Fr. 14.80.

In gebundener Ausgabe sind erhältlich: Die Ararat-Legende, 155 S., Fr. 22.80; Das Reich der Vierzig Augen (Memed III), 704 S., Fr. 49.80; Töte die Schlange, 112 S., Fr. 24.-.

Deux fois poursuivi en Turquie pour « propagande séparatiste »

Yaşar Kemal : « Je défends l'honneur de mon pays »

Dans une interview exclusive au « Figaro », l'auteur de « Mehmet le mince » raconte sa passion pour Stendhal, ses prisons, son combat pour la « mosaïque » culturelle d'Anatolie.



Yaşar Kemal : « Je suis un des bâtisseurs de la nouvelle langue littéraire turque. » (DR.)

Yachar Kemal était venu pour souffler. Une réunion de l'Académie internationale de culture lui avait fourni l'occasion d'une escapade à Paris. « *En Turquie, avouait-il, la pression était très forte.* »

À son départ, les policiers de l'aéroport d'Istanbul ne l'avaient pas importuné. La Turquie est

« Une guerre où les gens sont brûlés »

Mais deux événements vinent relancer l'affaire : la saisie, le 2 février, d'un ouvrage collectif intitulé *La Liberté d'opinion et la Turquie*, puis une seconde comparution le 9 février de Ya-

PROPOS RECUEILLIS PAR CLAUDE LORIEUX

en pleine négociation avec l'Union européenne, pour la réalisation de l'union douanière en 1996. Son arrestation aurait servi les adversaires de la Turquie. Inutilement.

L'auteur de *Mehmet le mince*, le premier et le plus célèbre de ses romans, venait d'être inculpé de « propagande séparatiste ». La cause : un article paru dans l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* sur la guerre qui oppose l'armée turque à la guérilla kurde du PKK, dans le sud-est de l'Anatolie. Il risque de deux à cinq ans de prison. De jeunes artistes, comme Orhan Pamuk, dont *Le Livre noir* vient de sortir en France, et le compositeur Zulfu Livaneli l'avaient accompagné, le 24 janvier, devant la Cour de sûreté de l'État. Ils ne furent pas seuls à lui manifester leur sympathie.

Mais le vieux lion de la littérature turque n'y avait pas été de main morte. « *La République turque*, écrivait-il dans « *Der Spiegel* », est devenue un système insupportable, autoritaire et cruel. » Les supporters de l'armée et les inconditionnels du kemalisme y virent une attaque personnelle. Plusieurs journaux publièrent leurs éditoriaux et leurs lettres ouvertes. Yachar Kemal les lut avec amertume.

Et puis, il y avait eu l'attentat à la bombe contre un café d'Istanbul, où des intellectuels se retrouvaient parfois. Un de ses amis, Onat Kutlar, critique d'art et cofondateur de la Cinéma-thèque de Turquie, avait été blessé à mort. Kemal avait passé des heures à son chevet.

Il pouvait donc profiter de la capitale française, des amis turcs qui s'y étaient installés du temps des dictatures, et de ses admirateurs : François Mitterrand le reçut à l'Élysée. Il s'emballait du brio d'un pianiste de grand hôtel parisien, condamné au rôle ingrat de faiseur d'ambiance. Tendant son verre en direction de l'artiste, le colosse aux cheveux gris tonçait : « *Il mérite mieux.* »

Sa visite devait être discrète. « *Pas d'interview !* », avait ordonné l'avocat, qui redoutait les audaces verbales de son célèbre client. C'est donc en conspirateur que l'écrivain reçut *Le Figaro*, à la condition expresse que la conversation ne soit pas publiée sur l'heure.

char Kemal, l'un des auteurs, devant la Cour de sûreté de l'État. Il risque théoriquement une seconde peine de deux à cinq ans de prison. S'adressant à la presse à l'issue de l'audience, le romancier dénonça « l'épouvantable et sale guerre » du Sud-Est, « une guerre où des gens sont brûlés, des millions d'hommes et de femmes contraints à l'exil, des millions d'hectares de forêts réduits en cendres ». Il ajoutait : « *Une guerre qui recourt à des tortures indicibles saignera, telle une blessure dans le flanc de l'humanité.* »

À l'évidence, l'avocat l'avait débarrassé de son bâillon. Yachar parlait. Il nous libéra du même coup, soit qu'il ait décidé d'aller jusqu'au bout, soit qu'il s'estime intouchable. Il nous avait pourtant avoué : « *Dans ce genre de circonstances, on risque sa vie. J'ai 71 ans. Je ne suis pas un héros.* »

Il a déjà connu la prison. Expérience somme toute banale pour un intellectuel turc !

« *J'avais 17 ans, raconte-t-il. J'ai été arrêté pour propagande communiste et tabassé. Je ne savais même pas ce qu'était le communisme.* »

17 ans. Au lieu de préparer sérieusement son « brevet élémentaire », Yachar Kemal fait ses premiers pas dans la littérature. Ses oreilles sont pleines des récits des bardes qui fréquentent la maison de son père, seul Kurde d'un village turkmène, à une cinquantaine de kilomètres d'Adana. Plutôt que d'aller en classe, le jeune homme parcourt les hameaux et les bourgs des monts Taurus, collectant souvenirs, récits et légendes. Une Maison de la culture publie ses *Recueils de lamentations*.

Il quitte bientôt la Tchoukourova, l'Anavarsza et l'Aktchasz, ces terres quasiment mythiques du sud-est que le monde entier découvrirra à travers ses livres. *Cumhuriyet*, le prestigieux journal d'Istanbul, l'embauche. Ses reportages sur l'Anatolie, ses hommes, ses forêts et ses paysans qui vont s'entasser dans les villes de l'ouest, font connaître son nom. Il se souvient : « *À l'époque, je lisais tous les classiques, que l'État éditait, à très bas prix. Les Russes et les Français surtout. Je dévorais Stendhal.* » Il fréquente des

poètes et publie des nouvelles : une sale histoire où le bébé », puis en 1953 *Mehmet le mince*, qui sera traduit en 34 langues.

« Je suis le romancier du changement »

Peintre des bandits d'honneur, Kemal se rapproche instinctivement du Parti ouvrier turc, qu'animent Bohran Behige et Cetin Altan, l'écrivain des prisons, et qui sera dissous en 1971. Cette année-là, la Turquie vit le second de ses trois coups d'État, le plus atroce sans doute. Déjà célèbre, Yachar Kemal ne s'en tire pas trop mal : « *Je suis sorti de prison au bout d'un mois. Tilda, ma femme, a passé quatre mois derrière les barreaux. Depuis, j'ai tout misé sur mon métier d'écrivain. J'ai cessé de faire de la politique.* »

« *Personnellement, avait-il confié au Figaro, un jour dans sa maison d'Istanbul, je me sentais proche des romanciers russes. Leur langue vient des steppes. La nôtre également. La nouvelle langue turque - celle de la République - tournait le dos au persan et cherchait des racines populaires. Avec Orhan Kemal et quelques autres, nous formions un petit noyau d'écrivains villageois. Nous avons, un peu comme les Russes, essayé de créer une nouvelle forme romanesque à partir d'une langue qui n'avait pas été exploitée.* »

« Je n'aime pas les héros »

L'homme évolue. Des amis se souviennent : « *Nous l'avions connu maigre comme un échalas et pauvre comme l'était son village. Jeune homme, il portait souvent des pantalons troués. Puis, un jour, dans les années 70, on l'a vu revenir de Londres, habillé comme un milord, où peu s'en faut. Il avait « forci ! »* »

Ses livres se succèdent et se vendent : *Mehmet le faucon*, *Meurtre au marché des forgerons* et « *L'herbe qui ne meurt pas* » qui reçoit à Paris le prix du Meilleur roman étranger. « *Je suis, dira-t-il, le romancier du changement. Meurtre au marché des forgerons décrit dans l'Aktchasz la fin des féodaux et l'ascension des capitalistes.* »

Malgré les décorations et les prix (le Del Duca après d'autres), Kemal reste un personnage jovial, simple et facilement enthousiaste. Des ministres lui offrent des postes officiels, qu'il décline en disant : « *Je suis un écrivain, pas un politicien.* »

Or l'homme de lettres n'est guère tenté par les thèmes de la guérilla urbaine et de la répression, qu'affectionnent des au-

teurs plus jeunes, comme Nedim Gursel ou Cetin Altan. Ces préférences ne l'empêchent pas de réagir. 1989 : les ondes de choc du coup d'État de 1980 sont bien atténuées, mais la crise kurde déchire toujours le sud-est de l'Anatolie. Yachar Kemal déclare au *Figaro* : « *Quand la torture est pratiquée, on ne peut pas prétendre que les droits de l'homme sont respectés. Pourtant le concept de démocratie s'ébauche petit à petit en Turquie.* »

En 1992, le grand romancier écrit dans *Cumhuriyet* : « *À l'aube du troisième millénaire, la Turquie doit donner les droits de l'homme aux Kurdes.* » Intéressé par l'article, le président Turgut Ozal, sans doute le plus grand homme d'État turc depuis Ismet Inonu, remarque l'analyse. Il lui demande un rapport sur la question.

Les temps ont changé depuis la mort d'Ozal. La guerre du sud-est s'est durcie. Le président Süleyman Demirel et le premier ministre Tansu Ciller n'ont pas l'étoffe de leur prédécesseur, l'homme qui tentait de réconcilier les Turcs avec leur passé et leur religion. Aujourd'hui, à cinq ans de l'an 2000, Yachar Kemal reste soucieux. 230 intellectuels sont en prison pour délits d'opinion. Les poursuites, que lui valent son article du *Spiegel*, n'arrangent rien.

Le journal *Hurriyet* l'accuse d'avoir provoqué le scandale pour apitoyer le jury du prix Nobel de littérature. Il riposte : « *Cela fait 22 ans que je suis candidat. Tolstoï l'a été pendant dix ans. A en croire ces journaux, il faudrait insulter son pays pour obtenir le Nobel ! Je ne suis pas complètement crétin. Je suis un des écrivains turcs les plus lus dans le monde. Je n'ai pas d'autres ambitions.* »

Il n'aime pas ce climat de tension nationaliste. Mais il se défend de monter aux créneaux des droits de l'homme pour jouer les Don Quichotte... ou les « Mehmet le mince ». « *Je suis peureux. Je n'aime pas les héros. Un de mes derniers livres, qui est assez autobiographique, est précisément un travail sur la peur. L'homme est un être de peur qui marche au-devant de la peur. C'est un peu ma philosophie. Je n'écris pas des romans de chevalerie.* »

« *Que risquez-vous ? On n'osera jamais vous incarcérer !* »

« *Mais si. On peut aussi me faire assassiner. Je me mets en avant. Tout le monde l'a vu. 1.600 personnes ont été tuées mystérieusement. Pourquoi pas moi ? On écrira un ou deux articles pour dire, c'était un bon écrivain. Les autres s'en moqueront.* »

Il affirme, souverain : « *Je défends l'honneur de mon pays.* »

L'Allemagne a tué six millions de juifs. Si les Allemands peuvent aujourd'hui regarder le monde en face, c'est que des hommes comme Thomas Mann, Bertolt Brächt et Albert Einstein ont résisté à Hitler. L'histoire de ces opposants connus et inconnus sauve l'image de l'Allemagne. Je ne veux pas que mon pays, la Turquie, entre dans le troisième millénaire, maudit par l'univers.

« L'Anatolie doit rester une mosaïque »

Il se défend : « Je ne veux pas le démembrement de la Turquie, Je suis formel. Je suis contre le séparatisme. Je suis pour la Déclaration des droits de l'homme. Chaque groupe doit pouvoir définir son destin. Or dans l'ensemble les Kurdes ne sont pas séparatistes, le PKK représente une minorité infime. Si des ré-

formes étaient faites, personne ne demanderait à faire sécession. De toute façon, une séparation serait néfaste au peuple kurde comme au peuple turc. A l'heure où l'on bâtit l'Europe, pourquoi balkaniser la Turquie ? La Turquie est la seule barrière contre le déferlement islamique. »

- Voyez-vous une solution au problème des droits de l'homme dans votre pays ?

- Tant que la société civile ne sera pas plus forte, il n'y aura pas de solution. Mais elle est déjà plus solide qu'il y a dix ans. Je suis plutôt confiant.

- Vous considérez-vous comme un écrivain kurde ?

- John Steinbeck était d'origine allemande. Faudrait-il dire alors que l'auteur des Raisins de la colère est un écrivain allemand plutôt qu'américain ? Ou, encôré que Joseph Conrad est polonais, et non anglais. Quant à moi, je suis un écrivain turc d'origine kurde. Je suis un des bâtis-

seurs de la nouvelle langue littéraire turque. Malgré les événements qui déchirent le Sud-Est, il n'y a pas de cassure entre les peuples turc et kurde. Il n'y a pas une famille turque qui ne compte au moins un Kurde dans son ascendance immédiate.

- Pourquoi écrivez-vous en turc et non en langue kurde ?

- Parce que je pense en turc et non en kurde. On ne peut écrire que dans la langue dans laquelle on pense. Il n'y a rien à regretter.

- Et si l'un de vos petits-enfants devenait écrivain et écrivait en kurde ?

- Je ne fais pas de distinction. Mais le kurde est une grande langue. Elle aurait pu se développer si on lui avait donné les moyens. La mosaïque anatolienne se serait enrichie.

- Estimez-vous qu'elle s'appauvrirait ?

- Je ne me bats pas seulement pour le kurde, qui est une

langue très riche. Je me bats pour la mosaïque anatolienne. Elle est faite de minorités qui ne peuvent s'exprimer librement dans leur langue.

- A qui la faute ?

- J'ai le plus grand respect pour Mustapha Kemal (le fondateur de la République turque). C'est grâce à lui que le turc est devenu une langue de littérature. S'il avait eu le temps, il aurait fait de même pour les autres cultures d'Anatolie. Mais il a été souvent seul. Son entourage était raciste. Il a empêché ce projet de se réaliser. Quand je décris le vent mauvais de la tyrannie pendant la période républicaine, je ne mets pas tout le monde en cause, et surtout pas Attaturk.

Le monde est un jardin de mille fleurs. Chaque culture représente une culture particulière. Si l'une d'elles manque à ce jardin, notre monde perd quelque chose. J'aimerais que la culture kurde ne soit pas absente.

C.L

LITTÉRATURE

Appel pour Yasar Kemal

● Le Parlement international des écrivains, présidé par Salman Rusdhie, a lancé lundi à Strasbourg un appel en faveur de l'écrivain turc Yasar Kemal, poursuivi par la justice turque pour avoir apporté son soutien aux Kurdes de Turquie.

LA CROIX - 1^{er} février 1995

TURQUIE

Appel en faveur de Yasar Kemal

□ Le Parlement international des écrivains, présidé par Salman Rusdhie, a lancé hier à Strasbourg un appel en faveur de l'écrivain turc Yasar Kemal, poursuivi par la justice turque pour avoir apporté son soutien aux Kurdes de Turquie. Yasar Kemal, 72 ans, a été inculpé de « propagande séparatiste ».

LE FIGARO - 31 janvier 1995

SVENSKA DAGBLADET • Lördagen den 4 februari 1995

Yasar Kemal riskerar nytt åtal

Istanbul (TT-DPA) Den turk-kurdiske författaren Yasar Kemal hotas av ännu ett åtal för "separatism" på grund av två bidrag i en antologi om tankefrihet. Bokens förläggare Erdal Öz meddelade att han själv och Kemal har fått kallelser till rannsaking före 9 februari. Samtidigt konfiskerades och förbjöds boken. Fängelse i upp till sex år hotar dem om de befinns skyldiga. En av de två förgripliga artiklarna är en äldre version av en artikel som Kemal skrivit för den tyska tidskriften Der Spiegel. Den 23 januari inleddes rättsligt förfarande mot Kemal på grund av den artikeln.

When a call for peace becomes a case of separatism - Yaşar Kemal vs. the state

By Gül Demir and Niki Gamm

Turkish Daily News

ISTANBUL- Once upon a time a young man came to Istanbul from a village in Adana. He was Kurdish in origin from a Kurdish family and he needed work. Via an acquaintance's friend who took pity on this village boy he was given a job reading meters for a gas company. It was his first employment ever and to this day neither he nor the gentleman who was in charge of the works and took pity on him have forgotten the occasion.

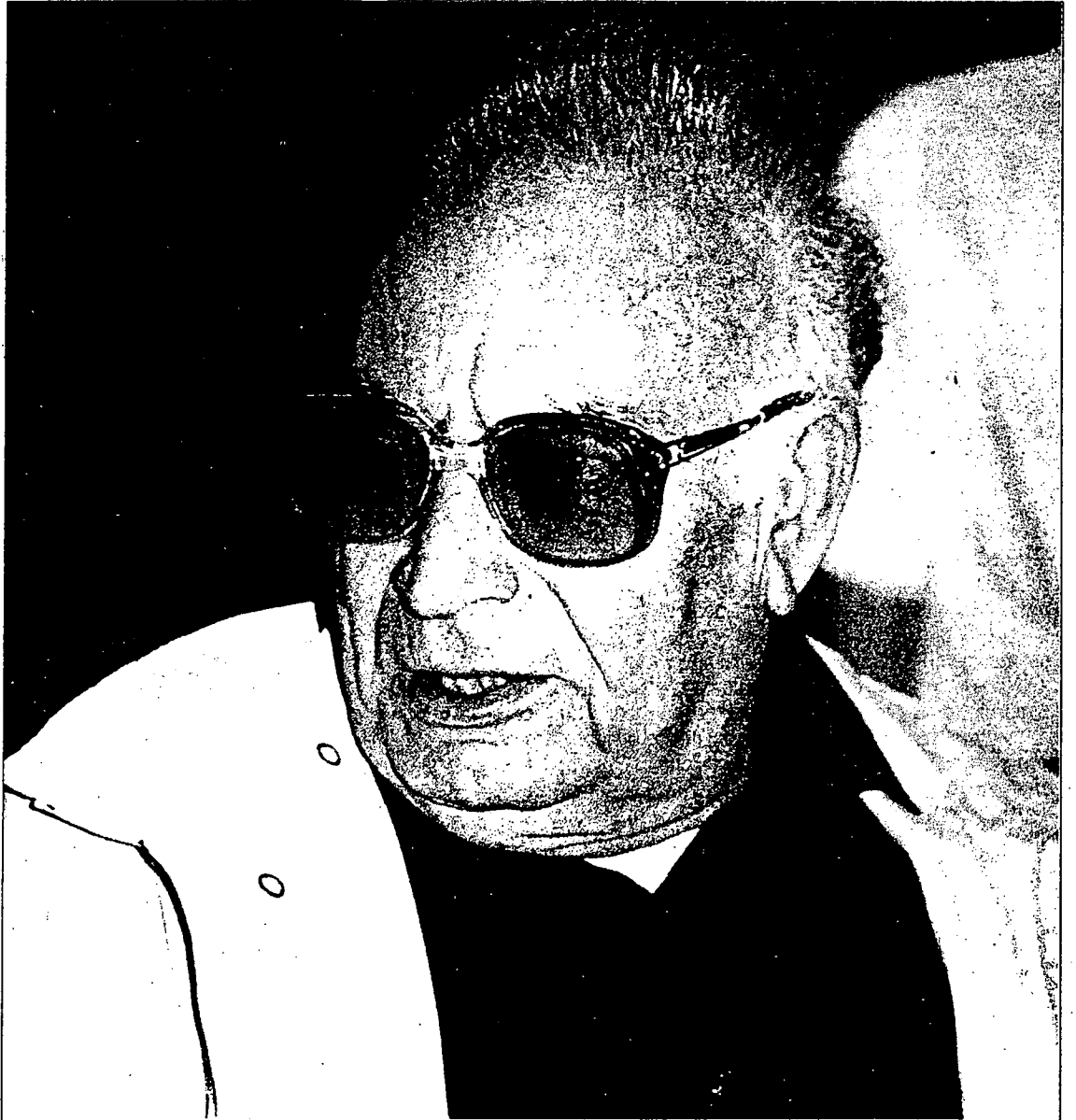
More than half the educated people of Turkey grew up with the novels which this young man, Yaşar Kemal, wrote and those of Orhan Kemal and Kemal Tahir. Some were even made into movies. And Yaşar Kemal had the good fortune of having a British wife who undertook the translation of "İnce Memet" (Memet, My Hawk)

which established his reputation abroad. He claims today that this book has sold 600,000 copies around the world. He can also truthfully say that millions of people have read his works from the United States to Russia and from Britain to China.

Kemal's novels reflect a time and place that is rapidly being lost through modernization, communications and television. Customs and traditions and symbols are as much a part of the rich fabric of his works as the personalities of the people involved. Many of the novels have been translated into foreign languages and especially in to French and English. It is interesting to note that foreigners on reading some of the works get swept up in the adventure of them but cannot put correct meanings on the symbols, almost exclusively out of their ignorance of Islam and Turkish village society. And the further removed they are

TURKISH DAILY NEWS

FRIDAY, FEBRUARY 10, 1995



The article which internationally famous author Yaşar Kemal wrote in the popular German magazine Der Spiegel was intended to draw international attention to Turkish government policies in the eastern and southeastern part of the country. It also drew the attention of the State Prosecutor.

from the background themes which form the very basis of these works, the more bewildered they are. That does not however mean that they cannot understand the action with its heroes and heroines who for the most part are rebelling against the old customs and traditions of their villages. Although Kemal is from a Kurdish family and Kurdish was spoken in the home, he himself thinks in Turkish and doesn't consider writing in the other. One of his goals in becoming a novelist was to inject the language of the people into literature and create a new language.

Kemal in court
The internationally-known Turkish author testified before the Istanbul State Security Court January 23 for nearly one hour concerning an article of his which appeared in the German magazine, Der Spiegel, and then was released by the court on his own recognizance although the prosecutor wanted him kept in custody. He is expected to go on trial May 5.

Kemal's lawyer Rasim Öz said after the hearing that Kemal could face the death penalty if he were convicted under Article 125 of the Turkish Penal Code. However Prosecutor İsa Geyik has called this an exaggeration since the article in question is related to terrorist groups which have been active for a certain period of time or people who have been killing people for terrorist purposes. However Geyik was of the opinion that Kemal would be tried under the eighth article (first paragraph) of the Law Against Terrorism and a new hearing could be expected.

[The article reads as follows: No meeting, demonstration or march may be held, regardless of which method, purpose or thought with written and spoken propaganda which aims at spoiling the inseparable

Many of the intellectuals and writers standing around waiting while Kemal testified in the State Security Court could be heard blaming each other for not having had as much as he had had

More than half the educated people of Turkey grew up reading the novels which Kemal wrote and they were proud when he was given international awards for his works. So now they are asking why him.

integrity of the nation and peoples of the Turkish Republican State. For those who do it there will be a major prison sentence of two to five years and a fine ranging from TL 50 million to TL 100 million.]

Öz said the prosecutor actually mentioned Article 125; the latter replied that it wasn't true that he was intending to use that particular legal provision. But Öz insisted the prosecutor definitely won't abandon the case even if he had to accept that Kemal would be left free to come and go as he liked.

Yesterday Kemal and publisher Erdal Öz appeared in the State Security Court in Beşiktaş for questioning over alleged racist remarks made in an essay which was published in a collection entitled "Freedom of Thought and Turkey." This book too was confiscated. The two men were greeted with applause as they entered the court building in front of which a large crowd of writers, artists, journalists and just plain folk had gathered. People surged forward at one point as if to reach out and touch Kemal to get his attention. As they waited, they could be overheard speaking about Kemal and asking why? Film director and writer Arif Keskiner who is well-known for his Çiçek Bar was there and someone joked

A statement in defense of peace

By Yaşar Kemal

A Greek philosopher, an Anatolian who was born in Miletos seven hundred years before Christ, once said:

"Those who create the folk songs of their countries are stronger than those who make the laws."

Everybody should do their best, regardless of whether it is in their power or not, to stop this horrifying, dirty war which pollutes humankind and puts humanity to shame. If we are strong enough to stop it, we'll save our country's honor for today and also for tomorrow. Otherwise, we shall be despised by humankind till the end of the world, because of this horrible war. A war like this in which people are burnt, millions are forced into exile, millions of hectares of forests are burnt down, which uses as its means unspeakable torture, will bleed as a wound in humanity's side till the world comes to an end.

We'll stop this war. Many an elegy of mothers who lost their children and ballads of lovers have already embraced all the villages of Anatolia. Elegies, ballads and curses will add up to the song chains one by one and will live for centuries. The names of those who make and apply the laws and make the war will be forgotten even by their children but the songs will live on mighty as ever. I trust the songs. I'll be very happy if I've managed to compose even the tiniest part of these songs with one or two sentences of mine.

I call the patriots, democrats, workers and peasants of Turkey. Let's wipe the blackest mark in history off our forehead. Anatolian soil was once the source of world culture. We are a people of such heritage. We are the children of Yunus Emre, Pir Sultan Abdal and Dadaloğlu. This country did not and will never deserve this war.

I extend my call also to those of a bloodstained pen, who raged over my writings, called me traitor:

"Whoever you may be, help to stop this fratricidal quarrel and this dirtiest war in the world." You are also among those who had the chance to breath on the soil of this country.

to him that they could just as well be in the bar since so many of those standing around are frequently seen there too. Keskiner laughingly agreed saying it only lacked tables.

Kemal came out to more applause and to the strains of a violin played by Kulaksizyan who is a soloist with the French Radio Orchestra. The violinist explained that he had gotten to know the author through reading Ince Memet and just found it strange that he should be in

court because of his thoughts. And then as the crowd continued to clap, he was noticeably relieved to have gotten through the ordeal of having to give a statement inside to the prosecutor. Perhaps this outward demonstration of respect and human love for Kemal by those waiting for him could be regarded as the real Nobel Prize for Literature which has eluded him for years.

The writing in question

In the Der Spiegel article Kemal argued that from the beginning of the Turkish Republic in 1923 and at least up to the introduction of multi-party democracy in 1946 Turkish citizens, no matter what their origin, were subjected to repressive government. After describing numerous incidents which took place in which villages were burned and peoples' lives uprooted, he ended the article with a plea that the country not enter the 21st century with such internal strife continuing. [Yesterday's court appearance concerned the Kemal essay which was substantially the same as the article which appeared in Der Spiegel.]

The powers that be saw fit to interpret his German magazine article as recommending a separate state for the Kurdish people despite its clear call for understanding and solution. Even a synopsis of what Kemal wrote led to the confiscation of the edition of the Turkish magazine in which it appeared. When he appeared in court January 23 for a hearing at which it was to be decided

whether he would be charged or not, he was accompanied by his wife and four lawyers to the State Security Court where friends and well-wishers had gathered. The people in attendance were some of the best known names in Turkish literature, the arts, journalism and the trade union movement including Orhan Pamuk, Zülfü Livaneli, Murathan Mungan, Bekir Yıldız and Kemal Nebioğlu. [At the hearing on the second charge, Kemal was also accompanied by friends, many of whom are well-

look humanity in the face, while I am not guilty and definitely not guilty of separatism... " He told the French paper, Liberation, just following that January day in court that he wasn't at all sorry that he had given the writing to Der Spiegel despite the ruckus it had caused. He was willing to face the consequences no matter what they might be because it was his duty as a citizen and a writer to make such statements. Although he might have to go to prison, even face torture or the possibility



known writers and artists. A number of people have been jailed for writing what they thought under Turkey's tough laws kept on the books because of terrorist activities in the eastern and southeastern part of Turkey. Kemal has preferred to ride out the situation with a certain amount of insouciant bravado. Immediately following the first hearing and his release despite the attempts of the prosecutor to have him kept under arrest, Kemal told friends and journalists who had gathered that it was not at all clear who was going to emerge as innocent. "Either the Turkish Republic will be innocent or I will be. If I am innocent, then I am really innocent. They won't be able to

of being murdered by "persons unknown," the reaction which the writing had caused was enough for him to be satisfied. Though asked why he thought there had been strong reactions, he really didn't answer except to say that the German magazine had been after him to write about the Kurdish problem for quite some time but he had been too busy until now.

The cause taken up

Here is a cause just waiting to be taken up. Kemal, internationally known, has written an article which appears in a foreign country where is relatively tolerant of such kinds of dissenting opinions as long as it doesn't involve

Germany. And even at that there is a fair amount of leeway.

The French under the pro-Kurdish leadership of Danielle Mitterand have jumped on the bandwagon. Long known for her support of Kurdish causes, the wife of the French president has taken the opportunity to sharply criticize the Turkish government's policies. Although this was the first time she has appeared in public following a serious heart operation, she held a press conference as president of the French Freedoms Foundation to present a report in which not just the Turkish government but Iran and Iraq came under fire for their policies of applying pressure against the Kurds. Now the case opened against Yaşar Kemal is to her just one more instance of what she believes to be Turkey's repressive policies and which she terms criminal. And Kemal's statement to "Liberation" that there has never really been democracy fits the thesis which she has been trying to make. Additionally she noted that she intended to submit a report on Turkey to a human rights conference which will be held in Geneva this month. Despite all the publicity and fanfare, Kemal quietly left Turkey to fly to Paris to attend a meeting of the Academy of Sciences. There he was greeted with open arms and honored with the award of the French Legion of Honor. French President Francois Mitterrand, although seriously ill, received him and stressed how much he as an individual supported him. He also noted that he had read all of his books that had been translated into French and appreciated them very much. Peter Curman of the Swedish Writers' Union (SWU) in a statement instead chose to emphasize that the case should never have even been brought to court; that it can only hurt Turkey greatly. In the name of the SWU, Curman emphasized that they were very sorry that Kemal had been accused of separatist sentiments because of the Der Spiegel article. He compared the case with that of Aziz Nesin who has been in court recently as part of the Sivas fire affair in which 37 people died after being trapped in a hotel by an angry mob. Curman described the cases in terms of their having removed Turkey from being able to speak freely.

The international press has taken a close interest in the case with articles in such prestigious newspapers as Britain's The Guardian and The Times; France's Le Figaro, Liberation and Le Soir; Greece's Eleftherotipia; Germany's Frankfurter Rundschau; and Sweden's Dagens

Nyheter. Le Figaro for example described Kemal as "one of us" and criticized Turkey for behaving the way barbarians did.

The bigger cause -fighting for freedom of thought

Melih Aşık in a recent Milliyet column pointed out that, with the hand on the clock only a quarter hour away from the year 2000 charging people with being guilty of thinking and in particular blaming the country's most famous writer for such a crime was nothing less than a shame. Kemal is a writer superior to many of the writers who have been granted the Nobel Prize for Literature, wrote Erdal Öz in Yeni Yüzyıl. In his opinion they were trying to silence him by threatening him with imprisonment for writing in anger at his having been silent for years over the situation in the east and southeast.

For Erdal Öz, Kemal was merely speaking the truth. Sabah's Hasan Cemal was rather more cautious in his approach to the issue of the article in Der Spiegel carefully making it clear that he had read it and didn't agree with some points which Kemal had raised. He felt as well that the latter had been too one-sided in for example criticizing the early years of the Republic with its one-party system. He indicated though that while he could have done a better job at writing the article, calling him an enemy of the country and making him the target of a guilty campaign was neither appropriate nor even believable. Of course there are those on the right who have been more than incensed at what Kemal wrote. If there hadn't certainly nobody would have bothered to attempt to try him. One aspect that has upset some is what they perceive his description of Turkey as not much different from that of America in Vietnam. One even asked where he had gotten the right to write as he did.

Some of Turkey's intellectuals have even started a signature campaign to put pressure on Parliament to change the laws. Yesterday people lined up outside the Security Court to sign another petition in support of freedom of thought. As they waited outside, some could be heard blaming each other for not having had the courage to write what they honestly believed as he had.

When Kemal was being honored abroad, Turkey was honored as well knowing that he was a son to be proud of. So now that he has pointed out some home truths, it is trying to put him in prison instead.

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

FRA0481 3 I 0739 USA /AFP-FY63
 USA-DroitsHomme prév
 1994, année des conflits ethniques
 par André VIOLLAZ

WASHINGTON, 1er fév (AFP) - Dans le monde de l'après-guerre froide, certaines des exactions les plus graves sont commises par les "extrémistes ethniques, séparatistes et religieux", constate le département d'Etat dans son rapport annuel sur les droits de l'homme, en citant notamment le Rwanda et l'ex-Yougoslavie.

Le rapport, publié mercredi, souligne aussi que "la liberté du commerce peut soutenir le mouvement vers la liberté" tout court, malgré le contre-exemple de la Chine, vivement critiquée cette année.

Les Etats-Unis ont renoncé l'an dernier à faire dépendre les avantages économiques qu'ils accordent à la Chine d'une libéralisation du régime à Pékin, tout en maintenant des pressions diplomatiques.

En réprimant dans le sang la sécession en Tchétchénie, Moscou n'a pas respecté "plusieurs de ses obligations internationales", note le rapport qui qualifie l'affaire tchéchène de "crise humanitaire majeure". Globalement, estime-t-il, le bilan de Boris Eltsine en matière de droits de l'homme "demeure contrasté".

Le rapport, élaboré chaque année depuis 1977 à la demande du Congrès, peut influencer les décisions des législateurs sur l'aide financière des Etats-Unis à l'étranger ou les accords commerciaux avec les pays concernés.

Cette année, le département d'Etat insiste aussi sur "l'urgence" de préserver les droits des travailleurs (droits syndicaux, lutte contre le travail forcé et le travail des enfants) en les intégrant dans les accords économiques et commerciaux, de placer les forces armées sous le strict contrôle des autorités civiles et de s'opposer aux violences contre les femmes.

Raison d'espérer

Le département voit une raison d'espérer dans la montée en puissance des organisations non-gouvernementales - telles qu'Amnesty International - qui "détiennent la clé du futur".

"Le massacre épouvantable au Rwanda et la +purification ethnique+ dans l'ex-Yougoslavie" ont révélé des menaces nouvelles, soulignent les auteurs du rapport.

Ils estiment "essentiel" de créer des tribunaux internationaux pour juger les criminels de guerre.

Le département d'Etat réitère sa condamnation des "régimes autoritaires et repressifs comme l'Irak, l'Iran, la Birmanie, la Corée du Nord et Cuba" Le "bilan atroce" du régime irakien s'est même aggravé en 1994, affirme-t-il.

Selon le rapport, les pays issus de l'ex-URSS "poursuivent leur transition heurtée" vers la démocratie mais des "atteintes inquiétantes" à la liberté d'expression et de la presse sont apparues dans certains pays

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

d'Europe de l'Est.

Le rapport évalue pour la première fois la situation à Jéricho et Gaza, administrés par les Palestiniens depuis mai dernier. Il juge la liberté d'expression globalement respectée mais signale des entraves à la liberté de la presse et des mauvais traitements sur des détenus. Malgré de "nettes améliorations" dans les Territoires occupés, Washington continue d'accuser Israël de cas de torture et de "possibles exécutions extra-judiciaires".

L'Arabie saoudite se voit reprocher son usage de la torture, ses "restrictions à la liberté d'expression et de culte" et la "discrimination générale envers les femmes". En Egypte, groupes terroristes et forces de l'ordre "s'enferment dans la violence".

Le régime syrien est sévèrement critiqué "en dépit de quelques améliorations". En Turquie, la lutte contre le mouvement kurde PKK a conduit le gouvernement à des "violences contre les civils et des violations des droits de l'homme".

En Algérie, le département d'Etat évalue le bilan du conflit entre gouvernement et islamistes extrémistes à 20.000 morts en 1994 et relève des "tueries et des exactions des deux côtés".

En Afrique, outre le drame rwandais, le département d'Etat réserve ses critiques les plus dures à la "dictature militaire" qui a pris le pouvoir en 1993 au Nigéria, ainsi qu'au Soudan.

En Asie, le département dénonce de "graves exactions" commises par l'armée indienne au Cachemire, et par son homologue indonésienne à Timor-Est. A Singapour, le gouvernement "cherche à intimider" l'opposition et limite la liberté d'expression.

En Amérique latine enfin, la "consolidation de la démocratie" dans la plupart de pays ne fait pas oublier la poursuite de la guerre civile au Guatemala ou de la guerilla en Colombie.

avz/jpa/cc

AFP /J00245/011847 FEV 95

FRA0723 4 I 0166 CHY /AFP-HM90
Irak-kurdes

Deux responsables du PDK tués au combat, selon une radio kurde

TEHERAN, 1er fév (AFP) - Deux responsables militaires du Parti démocratique du Kurdistan (PDK, de M. Massoud Barzani), ont été tués au combat dans le nord de l'Irak, a affirmé mercredi la radio de la formation rivale, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), citée par l'agence officielle iranienne IRNA.

Namat Barzani et Bayazid Zargei ont été tués dans une région située au nord d'Erbil, principale ville du Kurdistan d'Irak tombée aux mains de l'UPK quelques jours après le déclenchement des affrontements, le 24 décembre, a ajouté la radio de l'UPK, formation dirigée par Jalal Talabani.

Les combats inter-kurdes ont fait plus de 500 tués, selon un bilan de sources kurdes.

Les formations kurdes ont pris le contrôle du nord de l'Irak à la suite d'une insurrection déclenchée contre le régime du président Saddam Hussein en mars 1991, après la défaite irakienne dans la guerre du Golfe.

mch/ac/cc

AFP /J00245/012323 FEV 95

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

Greens to block customs union in Euro Parliament

By Nazlan Ertan
Turkish Daily News

ANKARA- The Turkey-European Union customs union, which is expected to be brought before the European Parliament for ratification, will be vetoed by the Greens if Turkey does not take rapid steps on democratization, according to their group chairman.

Claudia Roth, a member of the German Greens, who now heads the 26-member group in the European Parliament, said that Ankara would have to fulfill an eight-point checklist to get the Greens' agreement to the customs union.

Roth said although she opposed Turkey's isolation from Europe, it was impossible to agree to the realization of the customs union under the present conditions.

The checklist, which consists of short-, medium- and long-term measures, contains the following points:

- The Turkish Parliament should rapidly pass a general amnesty for the 118 people who are imprisoned for "thought crimes."

- The former Democracy Party deputies, sentenced to up to 15 years imprisonment, should be released by a Parliament decision.

- The human rights associations should be allowed to function freely.

- The press in general and the daily *Özgür Ülke* in particular should be allowed to work freely and the losses of *Özgür Ülke* due to its recent bombing should be compensated.

- In the medium run, the displaced villagers, who have been evacuated from their villages, should be returned to their homes and land.

- The parliamentary commissions, particularly the human rights commission, should be allowed to work and speedily finalize their findings.

- The emergency rule in the Southeast should be lifted.

- In the long run, the Turkish laws and the Constitution should be brought in line with European standards.

"In rejecting customs union, I am aware of the negative effect this would have on rising fundamentalism," Roth said. "But it is clear to me that the present government is very much responsible for not carrying out what was in the coalition protocol." She also ruled out that if those conditions were not fulfilled by the time the customs union was brought before the European Parliament, a "midway formula" could be agreed to.

"We have no reason to be softer because I am unable to understand what is going on in this country. For me, Yaşar Kemal, Orhan Pamuk, Nazım Hikmet are the same as my country's Schiller and Goethe. I find it hard to understand why the writer of 'Memed; My Hawk' is facing trial. What is happening in this country?" Roth said after her meetings with Parliament Speaker Hüsametdin Cindoruk, State Minister for Human Rights Azimet Köylüoğlu and various deputies, including Republican People's Party (CHP) Chairman Deniz Baykal.

"I told the left that they have to act quickly," Roth, who has taken a close interest in Turkey for at least five years, said. "We are waiting for steps that would show us that Turkey is sincere in its desire for democratization."

The European Parliament has recently frozen ties with the Turco-EP Joint Parliamentary Commission. Before the Association Council meeting on Dec. 19, the Parliament asked the Council to suspend talks on the customs union. The Euro Parliament, which is known as the conscience of the European Union, has been given wider powers under the Maastricht Treaty and is expected to pursue a higher profile under new Commission Chairman Jacques Santer than in the time of Jacques Delors.

PKK holds its 5th Congress

Turkish Daily News

İSTANBUL- The members of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) have held their fifth congress according to the pro-Kurdish news agency KURD-A, which operates in Germany, on Monday.

The KURD-A news agency, which is known for its closeness to the PKK, reported that the PKK organized the meeting in the so-called "liberated zone", although other sources claimed that it was held in Lebanon.

The pro-Kurdish news agency said that the PKK leader Abdullah Öcalan presented a political report to the participants of the Congress which was called "The 5th victory congress of the PKK," by the Germany based news agency.

The establishment of central headquarters and a special war staff were the main outcomes of the meeting. The KURD-A

agency had previously threatened the German authorities in connection with the raid on their office in Dusseldorf on Nov. 24 and the confiscation of communications equipment and files.

They had accused the German government of helping the Turkish government in the struggle against the terrorist organization.

The Kurdish-German news agency members had also blackmailed the German authorities by saying, "It is for the German government's own good to back down from its stand against the Kurdish nation and its institutions. The German state will be harmed by this and not the Kurdish people."

The news agency gave wide coverage to the congress, indicating that the establishment of a strong party and a more effective armed force was essential for ultimate victory for the Kurdish insurgents.

WEDNESDAY, FEBRUARY 1, 1995

Turkish Daily News

Turkish, US messages to fighting Kurds of N. Iraq differ in content

Turkish Daily News

ANKARA- Turkish and U.S. officials, in talks with leaders of rival Kurdish groups in northern Iraq, have jointly urged the two sides to stop fighting, but the remaining part of the two countries' messages were different in content.

A delegation, including American diplomat David Litt, responsible for Iranian and Iraqi affairs, and a senior Turkish Foreign Ministry official, recently met with Massoud Barzani, leader of the Kurdish Democratic Party (KDP) and Jalal Talabani, leader of the rival Patriotic Union of Kurdistan (PUK) in northern Iraq.

The main difference of approach between Turkey and the United States, is that the Turkish official urged the Kurdish leaders to become involved in a dialogue with Baghdad, while Washington's policy rules out talks with the Iraqi government,

informed sources told the TDN.

Another difference is that the United States supports a peace plan prepared by the opposition Iraqi National Congress which envisages the demilitarization of the city of Arbil, scene of bloody fighting, an equal distribution of the Kurdish administration's income between the KDP and the PUK and the holding of elections.

Turkey, worried by the possibility of an emerging independent Kurdish state, is against efforts by northern Iraqi Kurds to set up state-type bodies. Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman said on Wednesday that the Turkish official, in talks with Barzani and Talabani, had urged the two sides to accept and implement an urgent ceasefire, emphasizing the following points:

■ continued fighting in northern Iraq is useful for no one, but the out-

lawed Kurdistan Workers' Party (PKK), and that Turkey cannot tolerate a situation strengthening the PKK,

■ the problems of northern Iraq should be solved within Iraq's territorial integrity, in this connection the PUK and the KDP should enter a dialogue with the Baghdad government.

■ fighting in northern Iraq disrupts extension of aid to the region. The presence of operation Provide Comfort, set up to protect the Kurds from potential attacks by Baghdad, can also be questioned if clashes continue between Kurdish groups.

Ataman said at his weekly press briefing that Turkey was currently evaluating a request by Talabani suggesting Ankara should mediate between the rival Kurdish factions.

"The precondition for mediation is an unconditional halt of fighting," he said. Over 1,000 people have been killed in clashes in northern Iraq since last summer. Reports from the region said on Wednesday that there was relative calm, despite sporadic clashes.

THURSDAY, FEBRUARY 2, 1995

Turkish Daily News

Turkish Daily News

FRIDAY, FEBRUARY 3, 1995

Tarchys says Turkey a part of 'European family'

Turkish Daily News

ANKARA- The secretary-general of the Council of Europe, Daniel Tarchys, said Thursday that Turkey should remain in the "European family" so that its democratization efforts would be supported.

Tarchys, who reported to the Council's political commission on his visit to Turkey last month, said that Turkey's attempts at democratization should be supported.

He said that he had expressed to Turkish officials his concern over the human rights violations. "I do not agree with Turkey's attitude toward minorities. A country might have one concept of citizenship and still recognize ethnic identity," he said. Sait Kemal Mimaroglu, a True Path Party deputy who heads the Turkish delegation to the Council of Europe, told the commission that Turkey was determined to take democratization measures. "But it is difficult to give a timetable," he added.

Hourly wage rate on decline in Turkey

Turkish Daily News

ANKARA- The hourly wage rate in Turkey decreased by 7 percent between 1975 and 1993, the Anatolia news agency reported, citing data obtained from the Turkish Confederation of Employers' Unions (TISK).

In 1975, Turkish workers were earning \$1.14 per hour, but this fell to \$1.06 in 1993.

According to a report published by the U.S. Labor Ministry, hourly wage rates in the United States increased by more than 2.5 percent and in Japan they rose by more than 5 percent in the same period.

In 1993, workers in the United States were paid \$16.73 per hour, while the figure was \$19.01 in Japan.

The U.S. Labor Ministry report took into account social security benefits paid to

workers but not living standards and real purchasing power.

In another report, published by the World Bank, wages were compared, taking living standards into account. Accordingly, hourly wage rates were given as \$21.09 and \$24.75 for Japan and the United States, respectively, in 1993.

Meanwhile, wage rates in Asia were reported as being well below those in the United States between 1975 and 1993. The figures showed that South Korea paid \$5.53 per hour, Sri Lanka \$0.42, and Mexico \$2.59, in 1993.

The report also stated that in some parts of Europe, including Germany, Sweden, Austria and Belgium, workers are paid more than their counterparts in the United States and Japan.

US says state of human rights in Turkey is getting worse

Despite PM Çiller's pledges in 1993, torture persisted throughout 1994, says Washington report

Turkish Daily News

WASHINGTON—A U.S. State Department human rights report, released in Washington on Wednesday, provides a comprehensive chronicle of alleged human rights abuses by Turkish authorities in 1994 and gives extensive coverage to crimes committed by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) during the same year. The 36-page section in the report on Turkey concludes, on the basis of findings provided by U.S. diplomats in Ankara and other Turkish cities, that "the human rights situation in Turkey worsened significantly in 1994."

"Despite the Çiller government's pledge in 1993 to end torture and to establish a state of law based on respect for human rights, torture and excessive use of force by security personnel persisted throughout 1994," the report says in its introductory section.

"The police and security forces often employed torture during periods of incommunicado detention and interrogation and continued to use excessive force against noncombatants (in the fight against the PKK), the report adds.

"Various agencies of the government continued to harass, intimidate, indict and imprison human rights monitors, journalists, lawyers and professors for ideas which they expressed in public forums," the report says.

"Disappearances and mystery murder cases continued at a high rate in the Southeast. The PKK and the radical Islamic Hezbollah (not related to the Lebanese Hizbullah) appear responsible in some cases. In other cases, however, the evidence implicated government security forces," it adds.

"In many human rights cases, the targets of abuses were ethnic Kurds

or their supporters. Moreover, the government infrequently prosecutes police or security officers for extrajudicial killings, torture and other

abuses; in the cases which produce a conviction, lenient sentences were usually given," it says. "The resulting climate of impunity that has been created probably remains the single largest obstacle to reducing unlawful killing, torture and other human rights abuses," the report concludes on this subject.

This year's human rights report by the State Department covers 193 countries. By law the State Department must report on human rights in all countries that are members of the United Nations. Originally the report was limited to those nations receiving aid from the United States.

U.S. officials explained that the State Department is mandated by Congress to produce the report and that the format of the sections on each country is standard and also follows the guidelines set down by the congressional mandate.

The 36 pages devoted to Turkey in this year's report was surpassed only by the 39 pages devoted to China. The report devotes only 16 pages to human rights violations in Syria, 23 pages to Serbia, 29 pages to Russia, 32 pages to Israel and the occupied territories, 17 pages to Iran, 26 pages to Iraq, 12 pages to Armenia, 18 pages to Algeria, 13 pages to Cyprus and 26 pages to Greece.

John Shattuck, assistant secretary for democracy, human rights and labor, during his introductory remarks at a State Department briefing on Wednesday, said countries like China, Iraq, Iran, Burma, North Korea and Cuba were engaged in "flagrant and systematic abuses of basic human rights."

But he noted that such flagrant abuses were not limited only to authoritarian governments. "Torture, arbitrary detention or repression of free speech and dissent" existed in a wide variety of other governments, he said. As examples, Shattuck mentioned Saudi Arabia, Egypt, India, Guatemala and Turkey.

Dealing with "Respect for the integrity of the person, including freedom from political and other extrajudicial killings" in Turkey, the report says in categorical terms that "Government authorities were responsible for the deaths of detainees in official custody; suspects in houses raided by security forces; and other types of civilian deaths in the Southeast."

Indicating that under Turkish law authorities are obliged to investigate all deaths in police custody, the report says that prosecution of security force mem-

bers for such deaths are rare. Dealing with "Respect for the integrity of the person, including freedom from torture and other cruel inhuman, or degrading treatment or punishment" in Turkey, the report says the following:

"Despite the Constitution's ban on torture, Turkey's accession to the U.N. and European conventions against torture, and public pledges of successive governments to end torture, the practice continued. Human rights attorneys and physicians who treat victims of torture state that most persons charged with or suspected of political crimes usually suffer some torture during the period of incommunicado detention in police stations and gendarmerie headquarters before they are brought to a court." According to the report, the commonly employed methods of torture in Turkey reported by the Turkish Human Rights Foundation include: "high-pressure cold water hoses, electric shock, beating on the soles of the feet, beating of the genitalia, hanging by the arms, blindfolding, sleep deprivation, deprivation of clothing, systematic beatings, and vaginal and anal rape with truncheons and, in some instances, gun barrels."

"In southeastern Turkey, a security official boasted of having deprived a suspect of sleep for six days to obtain a confession," the report said.

"In the few instances in which law enforcement officers are convicted of torture, sentences tend to be light. In July, Ekrem Güner, a non-commissioned officer, was convicted of torturing two persons in Ordu in 1989, sentenced to two years in prison, suspended from duty for five months and 15 days, and fined TL 375,000 (roughly \$12)," the report said.

Pointing out that Turkey recognizes the jurisdiction of the European Court of Human Rights and the European Commission of Human Rights, the report says Turkish citizens may file complaints alleging violations of the European Convention on Human Rights with the Commission. It adds that there are currently 250 cases before the Commission.

The report goes on to say that there is no guaranteed attorney access under law for persons whose case falls under the jurisdiction of the State Security Court.

These cases include those charged with smuggling and with crimes under the anti-terrorism law.

"Attorneys and human rights organizations affirm that this lack of access is a major factor in the continuing, widespread use of torture by police and security forces," the report says. "The decision concerning access to council in such cases is left to the independent prosecutor, who generally denies access," it adds.

Referring to the activities of the State Security Courts (DGM) the report says the following:

"In 1994, State Security Courts predominantly handled cases under the anti-terrorism law. The state claims these courts were established to try efficiently those suspected of certain crimes. In fact, the law provides that those accused of crimes falling under the jurisdiction of these courts may be detained twice as long before arraignment as other dependents and the courts may hold closed hearings and may admit testimony obtained during police interrogations in the absence of council." Dealing with "Respect for the integrity of the person, including freedom from use of expressive force and violations of humanitarian law in internal conflicts" in Turkey, the report says that

"the PKK's campaign of violence in southeast Turkey is directed against both security forces and civilians, most of whom are Kurds, whom the PKK accuses of cooperating with the state."

"The Turkish National Police, Gendarmerie and Armed Forces in turn have waged an increasingly intense campaign to suppress terrorism, targeting active PKK units as well as those they believe support or sympathize with the PKK, and committing many human rights abuses in the process."

"On March 26, a Turkish Air Force plane bombed up to four villages in Sınak province, killing approximately 20 persons, according to press reports. Journalists were not allowed into the area. The government stated that the inhabitants had left the village some time before and that the PKK had then moved in, along with some civilians. When the PKK was hit, the government explained, there was perforce some collateral damage," it said, "Section 2" of the report on Turkey goes on to deal with "Respect for civil liberties, including freedom of speech and press."

Touching in detail on the trials and conviction of the pro-Kurdish deputies of the former Democracy Party (DEP), the State Department report also highlights the cases of trade union Chairman Münir Ceylan, journalist Haluk Gerger, academic Dr. Fikret Başkaya and former Diyarbakır Mayor Mehdi Zana — all convicted to prison sentences for expressing their views in writing or otherwise.

It goes on to quote Turkish government figures and says 407 newspapers, 490 periodicals and 35 books were confiscated in the first nine months of 1994.

It indicated that while legislation has partially removed the ban on the use of the Kurdish language, Kurdish language broadcasts are still illegal.

"President Süleyman Demirel stated that Kurdish television and education would constitute concessions to terrorists and should be allowed only after terrorism ends," the report says. Indicating that the "pro-PKK" daily *Özgür Gündem* had been harassed consistently since its April 1992 inception, the State Department report says the following of the Turkish press coverage of the situation in the Southeast:

"Turkish press coverage of the situation in the

Southeast tended to be unreliable underreporting in some instances and grossly sensationalizing in others. Government decree 430 requires self-censorship of all news reporting from or about the Southeast and upon the request of the regional governor, gives the Interior Ministry the authority to ban distribution of any news viewed as misrepresenting events in the region. In the event such a government warning is not obeyed, the decree provides for a 10-day suspension of operations for a first offence and 30 days for subsequent offences."

The State Department goes on in its report to touch upon the demonstrations during the year by Turkish civil servants seeking union rights and said one of these demonstrations was dispersed by the police "through kicking and the use of truncheons." Also touching upon religious freedoms, the report says the following regarding the Alawis:

"Turkey's Alawi Muslim minority (an offshoot of Shi'ite Islam) is estimated to number at least 12 million. There are, however, no government-paid Alawi religious leaders, no Religious Affairs Directorate Funds go to the Alawi community, and some Alawis allege informal discrimination in the form of failure to include any Alawi doctrines or beliefs in religious instruction classes. Alawis are disgruntled by what they regard as the Sunni bias in the Religious Affairs Directorate and the Directorate's tendency to view the Alawis as a cultural group rather than a religious sect."

Referring to the governmental attitude regarding groups or organizations investigating human rights allegations, the report says: "Government agents have increasingly harassed human rights monitors, as well as lawyers and doctors involved in documenting human rights violations."

It says that since 1991 the Turkish Parliament has had a human rights commission but adds that this commission has been "inactive and ineffective."

"While representatives of diplomatic missions who wish to monitor the state of human rights in Turkey are free to speak with private citizens, security officials may have an intimidating effect upon those interviewed," the report says.

Turkey welcomes Syrian move to arrest PKK militants

Turkish Daily News

ANKARA-Defense Minister Mehmet Gölhan said on Thursday that Turkey welcomed a recent Syrian move to arrest several militants from the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

Security director general Mehmet Ağar, who visited Syria early this week for talks on cooperation against subversive activities targeting the two countries, said in remarks published on Thursday by Turkish newspapers that Damascus

had arrested up to 200 PKK militants before his trip to Syria.

Gölhan told reporters in Ankara that Turkey considered the Syrian move as a show of good will. "We understand that the move is an effort to continue our ties in a positive direction," he added.

Gölhan said several people among the arrested were understood to have had connections with drug trafficking, a favorite means the PKK uses to raise funds.

The defense minister also said a bill to increase the compensation paid to relatives of soldiers killed in action by 100 percent had been submitted to Parliament.

He denied allegations of corruption and nepotism regarding the distribution of conscripts throughout the country for military service.

A recent press report suggested that children of influential people were not sent to southeastern Anatolia, scene of a bloody separatist insurgency, for their military service.

A new rehabilitation cen

Human Rights Foundation of Turkey will open a new

By Aytül Gürtaş
Turkish Daily News

ANKARA- As Turkey topped the list of offenders in the U.S. State Department report on human rights abuses worldwide, human rights activists groups are set to open a fourth rehabilitation center for torture victims.

Officials from the Human Rights Foundation of Turkey (THIV) said the center would be opened on Feb. 4 in the southern industrial city of Adana. Similar centers have been opened in Ankara, Izmir and Istanbul.

The Adana center will treat victims mainly coming from the

predominantly Kurdish southeast and eastern Turkey, where the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) has been waging a separatist war since 1984. The area has been under a state of emergency, giving the state officials and a specially appointed governor for the whole area sweeping powers.

Activist sources said five application centers in Mersin, Malatya, Gaziantep, Diyarbakır and Van will refer victims for treatment at Adana rehabilitation facility.

Human rights activists in Turkey have claimed that the security forces have been burning down the villages and forcing the inhabitants to migrate in order to deny shelter and support to the PKK.

THIV President Önen:

Torture is systematically applied in Turkey as an interrogation method



Feelings of guilt, powerlessness and weakness often become "the new prison" for torture survivors after they are released from prison.

Torture Survivors book

Applied Torture Methods according to the Human Rights Foundation

The torture methods above were determined using information given by torture victims who applied to treatment centers of the Human Rights Foundation of Turkey

- Blindfolding
- Insults, swears, humiliation
- Electric shocks
- Beating
- Suspension
- Beating the soles of the feet
- Beating with hard objects
- Prevention from eating, drinking, sleeping
- Prevention from micturition and defecation
- Leaving in cold
- Squirting pressurized water
- Cell isolation
- Forcing to watch and listen to relatives under torture
- Sexual threats, abuse
- Rape
- Pseudo-execution
- Burning with cigarettes
- Throwing excrement, urine, etc.

- Pulling out hair and moustache
- Threatening to kill
- Forced standing for a long time
- Forced excessive physical activities
- Forced viewing of torture of others and listening to their screams
- Threats about relatives
- Others (forcing to eat salt, leaving breathless, etc.)

According to a study based on applications made to the treatment centers of the Foundation, 64.9 percent of the torture cases were witnessed in security directorates, 20.5 percent in police or gendarmerie stations, 11.1 percent in prisons and 3.5 percent in other places.

Turkish Daily News

ANKARA- Yavuz Önen, the president of Human Rights Foundation of Turkey (THIV), spoke to the Turkish Daily News about the new Adana rehabilitation center and of complaints of torture in Turkey. He said that torture was systematically practiced in Turkey as an interrogation method and added that doctors who treat torture victims often receive threats.

Following is the TDN interview with Önen.

TDN: Why are you going to open a new treatment center in Adana. Why is it needed?

ter for torture victims

center in Adana on Saturday for Southeast victims

militants. The displaced villagers have been crowding Diyarbakır, the main city of the region, while many others have gone to Adana, Mersin, and even as far away as İzmir, to find shelter and subsistence.

The Human Rights Association (IHD), another main activist group, estimates that some 2,000 villages have been forcibly evacuated since 1992.

Turkey has a bad record of human rights abuses, not only in the Southeast, but in other parts of the country as well. Reliable statistics on the number of torture victims are hard to obtain. But the Foundation reported that 467 victims applied for treatment in 1994

alone. The Association has reported a higher figure, saying around 1,000 applications had been received last year.

A booklet published by the Foundation on torture cases, temporarily banned last year, registered 2,689 torture cases between 1989 and August of last year. Two Foundation officials, including Chairman Yavuz Onen, were tried over statements about the Kurdish issue in the booklet, entitled "File of Torture," and acquitted.

According to a report from IHD's Ankara Branch, in the last four months of last year, 42 people claimed that they were tortured by the security forces in Ankara alone.

ÖNEN: The THIV was established in 1989. Since then, the Foundation has made efforts to help torture victims in the state of emergency region. We wanted to open a rehabilitation center for torture victims in Diyarbakır in the past but were unable to realize the project. Because of that, we decided to realize another project in 1994 in a city close to the state of emergency region. We call that project the five-cities project, which refers to its region of activity. Adana will be a center for the other five cities in the region, including Diyarbakır, Gaziantep, Mersin, Van, Malatya. Last year we observed that Adana, and not Diyarbakır, was the best potential location for a regional torture rehabilitation center. In Diyarbakır, it was not possible to find doctors that accepted to work with us. Now, we are going to be able to help victims from Mersin, Van, Antep, Malatya and Diyarbakır from our Adana regional branch. Before that, we were trying to help torture victims from all around Turkey who applied to our centers in İzmir, Istanbul and Ankara. Now, victims from the State of Emergency Region will be able to benefit from our Adana regional branch, which is closer to the emergency region.

TDN: How will the center in Adana operate? Will you have a permanent staff there?

ÖNEN: The center will be collaborating with some civic organizations in Adana, such as medical doctors associations, and the branch of the Human Rights Association.

Last year, the Foundation treated about 40 victims which had been sent to Ankara by the Human Rights Association branch in Adana. But now, we have an office and a doctor working for us in Adana and we have already started offering treatment there. Since last December, the center in Adana has treated 11 victims. The center is at this time collaborating with volunteer doctors and seeking to use the health facilities, like hospitals and private offices, of those volunteer doctors in Adana.

TDN: Do you charge any money from the torture victims for treatment?



Yavuz Onen, President of THIV, exhibits booklet on torture put out by his Foundation.

TDN Ali Fuat Ulay

ÖNEN: The treatment service provided by the Foundation to the torture victims is free of charge. In addition, if any victims are sent to Ankara or other centers due to the insufficient facilities in Adana, we will pay for their travel tickets, hotels and, if necessary, we include the expenses of the accompanying persons.

TDN: What were the difficulties that you faced in Diyarbakır that caused you to give up the idea of opening a center in that town?

ÖNEN: The doctors did not wanted to work with us because their lives were threatened. Obviously, they were right. Even now, the same situation continues in Diyarbakır. There are mysterious killings of medical doctors in the region. In particular, the doctors who are accused of treating PKK members injured in clashes with the security forces, have been facing pressure. Some of them are imprisoned, some of them have been killed, some of them have been sent to other cities by the official authorities. Therefore, they cannot work on rehabilitating torture victims openly.

TDN: What about doctors that you have been working with in the other centers in Ankara, İstanbul, and İzmir? Are they being threatened?

ÖNEN: In İzmir and İstanbul our doctors have been threatened. In İstanbul, police harassed two volunteer doctors who were working with us, by going to the hospital where they were working and 'advised' them to stop working with us. They told the doctors, 'you have been treating the PKK militants and the Foundation is also supporting them.'

In İzmir, our representative, Prof. Veli Lok, has received some telephone calls from people who identify themselves as police and wanted him to give up his work.

TDN: You are one of the founders of the Foundation. How did you decide to establish it and start efforts to rehabilitate torture victims? What motivated you to do that?

ÖNEN: We established the Human Rights Foundation in 1986. For three years we worked within the Association and during that work the board of the Human Rights Association pointed out the widespread torture that has been going on since the military coup in 1980 and that there were victims in need of the help. And we decided to establish a center to help the victims. The 33 founders of the Foundation all were the members of the Human Rights Association. But it took long time to establish the Foundation due to the legislative obstacles.

When we applied to the government to establish the Foundation, we faced difficulties because of our statement describing our aims. In the application documents, one of the aims of the Foundation was 'to treat torture victims.' The General Directorate of Foundations, the official body which gives permission to establish foundations, rejected our application because of that sentence. They said, 'torture is banned. How can you deal with the results of an action which is banned officially?'

It took us a year to persuade them. Finally, we decided to erase that statement from the foundation document, instead we put, 'provides medical treatment,' without mentioning torture. Then we got the permission. In 1990 we started rehabilitation services. Before that, we had started our documentation service on human rights violations.

In the State of Emergency Region, the fundamental right to life is under threat. Those who are not killed during torture consider themselves 'lucky'. They are ready to forget what happened, what was done to them by the torturers, because they survived. The human rights violations in the region are so terrible that people can only be concerned about surviving.

TDN: How many torture victims have you provided medical treatment for since then? What is the percentage of all torture victims that you are able to help?

ÖNEN: It is very difficult to say what percentage of the torture victims we are able to treat. But, annually, we have been treating about 400 torture victims. For example, last year about 470 people received psychological and physical treatment in our centers. Fourteen of the victims were children, 123 were women and 330 were men. Obviously, those figures do not include all the torture victims in Turkey.

I want to point out that torture in Turkey has been used as a method of interrogation, in particular for political suspects but also for other crime suspects. It is used as a kind of questioning method. That is why it is said that the torture in Turkey is systematic. The same torture techniques are applied in different interrogation centers in different provinces in Turkey. For that, one needs the necessary equipment, special education and a central decision. If the same torture techniques are being used by the security forces in the west or east, then we can say that torture is systematic.

TDN: Is there any difference among the regions in terms of the spreading use of torture?

ÖNEN: Since there have been clashes in the state of emergency region and continuous operations and interrogations, the torture is more widespread in that region.

People living in the state of emergency region have not been applying to the foundation unless they are almost tortured to death. I want to give an example. Some people's legs or arms were amputated as a result of torture. Those people are seeking help from us. Otherwise they do not come. Because, in the State of Emergency Region, the fundamental right to life is under threat. Those who are not killed during torture consider themselves 'lucky'. They are ready to forget what happened, what was done to them by the torturers, because they are surviving. The human rights violations in the region are so terrible that people are can only be concerned about surviving.

TDN: How do you finance your services ?

ÖNEN: Our foundation gets grants within Turkey and outside of Turkey. We have been supported by local people who provide volunteer work which cannot be replaced with any financial aid. We have an army of volunteers who provide medical service. More than 200 specialist doctors working in different hospitals or private offices help us. We pay them only a minimal amount. This is a great support. Without that, we could not help the victims, even we had billions. We owe those people.

In terms of financial support, we get some internal support but the main money has been provided by international institutions. For example, the United Nations Fund for Preventing Torture, the European Union and the Swedish Red Cross are some of the institutions that provide us with financial support. Also, nongovernmental organizations all over the world, especially in Europe and the United States, have been donating to the foundation. Individuals from different countries also support us financially. For example, a villager from a small village in Germany donated money to the foundation. This is psychological support for us.

Our foundation gets grants within Turkey and outside of Turkey. We have been supported by local people who provide volunteer work which cannot be replaced with any financial aid. We have an army of volunteers who provide medical service. More than 200 specialist doctors working in different hospitals or private offices help us. We pay them only a minimal amount. This is a great support. Without that, we could not help the victims, even if we had billions. We owe those people.

TDN: What is the annual budget of the Foundation ?

ÖNEN: Our budget for 1994 is TL 30 billion. Because of inflation, that figure goes up every year.

TDN: Aside from providing medical treatment, the Foundation publishes reports on human rights and the latest report on torture caused problems. Can you tell us about this?

ÖNEN: This was a brochure about torture in the period from 1980-1994.

We published that report to urge the coalition government, which has not taken the necessary steps for stopping torture despite promises it has made, to do so. We wanted to warn them and that was the main motivation for publishing the report, as well as to show how bad the situation was.

I wrote the foreword. In it, I decided to describe the general environment in which the culture of torture exists; what it was, who the responsible people were, what the policies were. If one wants to describe that, he has to criticize the general situation of the country. One has to mention one of the main problems in the country, the Kurdish question. If there are clashes and the kind of struggle that has been continuing for about 10 years in Turkey, all human rights are threatened, and torture is a part of that threat.

The ongoing war has caused crises — financial crises, political crises, etc. We want the war to end and to solve the Kurdish question in a peaceful way. I wrote that “the democratic and political rights of Kurds have been seized” from them and I mentioned the banned pro-Kurdish Democracy Party (DEP), and its imprisoned deputies, in the foreword. This section caused my prosecution.

I also described the system in Turkey as one that discriminates, pressures and exploits. Those were my own thoughts. Because of that, I and one of the other executives of the Foundation, Fevzi Argun, who also mentioned the Kurdish people in his foreword in the booklet, were tried under charges of “separatism”, according to the Anti-terror law.

The Ankara State Security Court that tried us decided to acquit us but the prosecutor has taken the case to the Supreme Court. It will be processed there now.

If the response of the supreme court is negative, we will use all the legal channels to defend ourselves, including the European Human Rights Court.

Diplomatic Briefcase

Çiller Blasts Swiss FM

Prime Minister Tansu Çiller has characterized remarks by Swiss Foreign Minister Flavio Cotti calling for a commission to be established by European countries to investigate allegations of human rights abuses in Turkey as "inappropriate" and "uncalled-for." Çiller said that Cotti's intervention "would naturally affect relations (between the two countries)." Çiller's remarks come following an extended period of coldness in relations between Turkey and Switzerland over the death of a supporter of the Kurdistan Workers' Party (PKK) last August who was killed by shots fired from within the Turkish Embassy as pro-PKK demonstrators tried to storm the Embassy compound. Çiller made her views known this time in an interview, published on Sunday, with the Swiss daily 24 Heures. Asked if Ankara had undertaken a diplomatic intervention with the Swiss Foreign Ministry over Cotti's recent remarks, Çiller said that the Turkish Embassy in Berne was dealing with the matter. "Turkey is an open society. Anyone can come and see what is happening for themselves. But to send an investigative commission is unnecessary," Çiller said. She noted that there was no discrimination against any citizen in Turkey and that her government's efforts to improve the state of the economy and the quality of democracy were beginning to bear fruit.

Ankara Responds to PKK's Bid To Become a Party to Geneva Convention

Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman said last week that a bid by the Kurdistan Workers' Party (PKK) to become a party to the 1949 Geneva Convention, governing the rules of war, was a propaganda ploy bound to fail. "This type of propaganda effort from the separatist organization is nothing new," he said. The PKK on Tuesday last week relayed a statement to the International Red Cross in Geneva pledging to observe the rules of the convention as a warring party. Ataman said the PKK's attempts to join the convention was a bid to win legitimacy and it could not be taken more seriously than its attempt to form a parliament in exile. Officials say the convention is open only to states and groups accorded special status by the United Nations.

Mitterrand's Wife Claims Turkey Massacring Kurds

Danielle Mitterrand, wife of the French president, accused Turkey of "genocide" against Kurds last week in a human rights report that also blasted Iran and Iraq for abuses of their Kurdish minorities.

Presenting a report by a coalition of human rights groups, including her own France-Libertes, Mitterrand said Kurds were suffering oppression in all three countries, including indiscriminate killings, torture, and destruction of homes. She told a news conference that the report, which described the estimated 25 million Kurds as the largest group of stateless people in the world, was prompted by worsening treatment of Kurds in the region. "What is happening in Turkey, the destruction of villages, deportations of populations, the genocide in short of the Kurdish population (has prompted) many to flee to the protected region of Iraq," Mitterrand claimed. Mitterrand dismissed Ankara's argument that it had to combat attacks by Kurdish guerrillas on its territory. "One can't say that this is a war between Turks and Kurds. It's a war to exterminate a people."

Bavarian Minister: Kurds not Oppressed in Turkey

Interior Minister Gunther Beckstein of the German state of Bavaria last week rebuffed claims that there was racial, linguistic and religious discrimination in Turkey and the Kurds were oppressed, the Anatolia news agency reported on Friday. The minister was responding to a Bonn Foreign Ministry statement which disputed the claims that Kurds were persecuted in Turkey and said there was no need to further extend the previous decision to stop the extradition of Turkish citizens of Kurdish origin. "The Kurds are not persecuted in Turkey because they are Kurds. A Turkish citizen does not face legal proceedings just because he is a Kurd," Beckstein said. The earlier suspension appeared to be triggered by fears that suspected Kurdish separatists would be executed if they were sent back to Turkey. No death sentence has been carried out in Turkey for more than 10 years.

Germany To Look to Turkey at Mediterranean Conference

Germany's special interest at an EU conference on the Mediterranean this year should be to help Turkey develop as a democratic and secular Muslim state, a leading foreign policy spokesman was quoted by Reuters as saying on Wednesday. Karl Lamers, foreign policy spokesman for Chancellor Helmut Kohl's Christian Democrats (CDU), said Bonn was concerned both with Turkey itself and the two million Turks living in Germany. "We Germans have a special interest in Turkey," he told journalists, noting there were many Kurds among the Turks living in Germany. "Put simply, war in Kurdistan means the danger of war on German streets." Lamers said the Turkish model of a secular Muslim state was as important for Europe as for the Islamic world.

Human Rights Diary

European Greens demand more democracy in

Turkey: Leader of the Greens group in the European Parliament, Claudia Roth, said more democracy and a better human rights record were vital if Turkey wished to enter into a customs union with the European Union in 1996.

"We want Turkey to integrate with Europe,... but under very clear conditions," Claudia Roth told a news conference here. Roth, who is a European Parliament member from Germany, presented a report on the human rights situation in Turkey to the Human Rights subcommittee of the European Parliament. (Feb. 1, TDN)

Turkish publisher faces prison term: A Turkish publisher said she had been sentenced to two-and-a-half years in prison for "separatism," based on her work with two books challenging Turkey's treatment of Armenians and Kurds. Ayşe Nur Zarakolu, who runs Belge Publishing, told Reuters a court order on Monday, Jan. 30, sentenced her to two years for publishing a translation of the "Armenian Taboo," by French writer Yves Ternon. Zarakolu said she received another six months for a compilation of articles by Kurdish MP and author, Yasar Kaya, who fled to Europe after he was stripped of his parliamentary immunity. "This is a scandal," said Zarakolu, who is free pending an appeal. Her case is being closely watched by European human rights groups. Zarakolu said the court's ruling was based on laws banning separatism and anti-state terror. Ternon's book, first published in France in 1977, concentrates on the alleged "widespread killing of Armenians in 1915 during the last years of the Ottoman Empire" and is one of the few works in Turkey discussing the subject which is one of the favorite issues that the West and the Armenian lobbies like to dwell on. Turkey denies any organized massacres took place during that period of time. Zarakolu, who was also fined TL 300 million (\$7,500), recently completed a four-month prison term for publishing a book examining the roots of Turkey's policies toward its Kurdish minority. (Feb. 1, Reuters)

AI claims existence of 'systematic torture' in Turkey: The London-based human rights organization Amnesty International (AI), in a written statement on Feb. 31, urged the U. N. Human Rights Commission to take immediate action against five countries, including Turkey, regarding the human rights violations allegedly taking place there. The AI called on the U.N. Commission to "conduct less politics and more human rights," in the written statement sent on the opening day of the Commission's six-week annual meeting. The British human rights organization demanded that action be taken on India (Jammu and Kashmir), Turkey, Indonesia/East Timor, Colombia and Algeria. Indicating that human rights violations take place in these five countries, the AI predicted that the U.N. human rights mechanism would have little credibility in the near future if the Commission continued to "ignore realities." The AI accused Turkey, along with the four other governments, of "blatantly suppressing the rights they are legally bound to uphold and protect." "It is clear that Turkey has escaped scrutiny by the Commission because of the support of powerful allies for whom the country's strategic significance is far more important than its appalling human rights accord," the AI report accused. Pointing out that the Commission had not visited Turkey to investigate cases of torture, the release emphasized that "the existence of systematic torture in Turkey cannot be denied." "Turkey still has not agreed to the request made by the Commission's expert on extra-judicial executions in 1992 to visit the country," read the statement. (Jan. 31, TDN)

IHD joins International Human Rights Federation: Turkey's Human Rights Association (IHD) has become a member of the International Human Rights Federation (FIDH). The head of the IHD, Akın Birdal, and two IHD administrators, Ragıp Zarakolu and Günseli Kaya, recently attended the 32th congress of the FIDH, which was held in the Spanish capital of Madrid. Economic and social rights under conditions of economic crisis were debated. Conditions in Buca and other prisons were mentioned in the drafts which were presented by the IHD administrators. The latter called for the improvement of conditions for prisoners and for standards in prisons to be raised to levels accepted by the United Nations. The head of the FIDH, Daniel Jacoby, asked the Federation members to pay special attention to the IHD's Diyarbakır branch. The congress endorsed a resolution to stop pressure being put upon this branch, to release its members and for it to be reopened. The Diyarbakır branch was awarded honorary membership at the end of the congress. The IHD is planning to strengthen its links with the Federation regarding the training of its members. (Jan. 29, TDN)

FRA0032 4 GI 0204 FRA /AFP-RD37

Turquie-Droitshomme

Yasar Kemal reçu à l'Elysée

PARIS, 3 fév (AFP) - Le président François Mitterrand a manifesté sa solidarité avec l'écrivain turc Yasar Kemal, inculpé le 24 janvier par le parquet général de la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul pour ses écrits favorables à la cause kurde, en le recevant pendant près d'une heure à l'Elysée vendredi.

"Nous avons l'habitude de parler littérature", a-t-il déclaré à sa sortie du palais présidentiel à propos de M. Mitterrand qu'il a qualifié "d'ami de très longue date". "Aujourd'hui exceptionnellement nous avons parlé aussi de ce qui m'arrive. (...) Il a toujours été à mes côtés depuis des années, a-t-il ajouté, et là encore il m'a témoigné sa solidarité la plus entière."

Evoquant le procès qui lui est fait et dans lequel une peine de deux à cinq ans de prison a été requise contre lui, il a observé : "Ceux qui m'accusent de séparatisme sont ceux-là mêmes qui tentent de masquer le déficit de démocratie dans le pays."

Il a annoncé qu'il se présenterait à nouveau devant le procureur le 9 février, accompagné de son éditeur et assuré qu'il entendait "poursuivre" sa lutte "pour que (son) pays entre dans le XXIe siècle dans l'honneur".

pfa-jmt/mc

AFP /JO0245/031943

FEV 95

INFO-MATIN - 3 février 1995



TURQUIE Violations des droits de l'homme

Le rapport annuel du département d'Etat américain sur les droits de l'homme épingle cette année tout particulièrement la Turquie pour ses opérations contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Y sont notamment déplorés « un usage excessif de la force, une utilisation fréquente de la torture et des violences contre les civils, des entraves à la liberté d'expression et des poursuites judiciaires contre des parlementaires » pro-kurdes.

LIBÉRATION - 4-5 février 1995

L'Europe et la Turquie proches d'un accord d'union douanière entre

L'ACCORD D'UNION DOUANIÈRE entre l'Union européenne et la Turquie, jusqu'ici bloqué par un veto de la Grèce, devrait être signé prochainement, grâce à une formule de compromis satisfaisant Athènes. Le président de la Commission, Jacques Santer, en visite à Paris vendredi, a indiqué que la Commission, en accord avec la présidence française de l'UE, proposerait, lundi au Conseil des ministres des Affaires étrangères des Quinze à Bruxelles, d'ouvrir les négociations d'adhésion de Chypre à l'Union, « six mois après la fin des travaux de la conférence intergouvernementale de 1996 ». « Si une date est effectivement fixée, la Grèce devrait être en mesure de lever son opposition », affirmait de son côté un porte-parole de l'ambassade grecque auprès de l'UE. Depuis son entrée dans la Communauté, en 1981, la Grèce

ce bloque tout rapprochement avec la Turquie, pour protester contre l'occupation, illégale, depuis 1974, de la partie nord de Chypre par les troupes turques.

En cas d'accord, lundi, l'union douanière pourrait donc être signée le 6 mars à Bruxelles. Les Quinze, pour qui la Turquie joue un rôle fondamental de passerelle entre l'Europe et le monde islamique, aimeraient à l'occasion obtenir des garanties d'Ankara, à la fois sur une réduction des troupes turques présentes à Chypre et sur le respect des droits de l'homme, en particulier des Kurdes. Le chef de la diplomatie turque, Murat Karayalçin, s'était engagé, jeudi à Londres, à améliorer la situation des droits de l'homme dans son pays, rappelant que son gouvernement avait déjà annoncé une prochaine réforme de la Constitution.

N.D. (avec AFP)

Greece supports 'Kurdish parliament in exile'

Turkish Daily News

ANKARA-Ali Sapan, a member of the Preparatory Commission of the "Kurdistan parliament in exile," held a press conference in Athens on Thursday, the German-based Kurdish-German news agency (KURD-A) reported.

"In the face of the intensification of the issue of Kurdistan, the Turkish state is increasing the level of terrorism and is systematically eliminating our villages and is murdering our people," Sapan said, during the press conference in the Hotel Grand Bretagne which was attended by the deputies and ambassadors of many countries as well as journalists and TV reporters.

"It is obvious that the year 1995 will also be very violent since the Turkish authorities are ruling out any democratic solutions to the problem with their traditional militaristic attitude," KURD-A quoted Sapan as saying.

Indicating that the Kurdish parliament in exile was based on the "Kurdish people and their struggle to resist," Sapan said they intended to defend the existence of their people abroad.

"The Kurdish parliament in exile will establish the necessary official contacts and policies in the international platform with international institutions," Sapan said.

Pointing out that it would also concentrate on all the political, cultural and educational problems of their people in

exile, Sapan said, "Five working groups formed by our committee are continuing their preparations."

Earlier this year in January at a press conference in Brussels, Yasar Kaya, a former chairman of Turkey's banned pro-Kurdish Democracy Party (DEP) and a member of the 23-member Preparatory Commission for the Kurdish parliament in exile, had said: "The parliament ... will see to the political, social, economic, cultural and educational activities of all the people from Kurdistan living abroad." He added that the Kurdistan Workers' Party (PKK) would also be represented in the Kurdish body.

Accusing the Turkish government of being nationalist, militarist, expansionist and terrorist, Sapan said that Turkey deceived the European community and at the same time "creates grounds for the massacre of the Kurds."

The Greek media gave extensive coverage to the press conference.

Greek parliamentarians who were also present promised to support the parliament which would be formed by the Kurds. Former Greek parliamentarian, Kostas Baduas, indicated that they had formed a joint parliamentarian group from the

representatives of all parties in parliament regarding this issue.

"The Kurdish people are solving their problem with their own methods. The general secretary of the Kurdistan

Workers' Party (PKK), Abdullah Öcalan, has pointed out the best political solution for the Kurdish people," Greek New Democracy Party deputy Tatulis said.

He added that the Kurdish parliament in exile would expedite the solution to the problem and said: "We will support this process with all the power we have."

Support also came from the Political Spring Party, formed by former Foreign Minister Andonis Samaris, who said: "The Kurdish problem is an international problem. We will support your (The Kurdish parliament in exile) very gladly."

PASOK Central Executive Commission member Xaralambidis emphasized the importance of a Kurdish parliament in exile, saying: "I have been interested in Kurds for a very long time. Nobody has talked about them until recently and the historical Silk Road is under Apo's (Abdullah Öcalan) control." Meanwhile, speaking in Ankara, Turkish Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman said in regard to the Kurdish parliament in exile: "The declaration of a (Kurdish) parliament in exile is certainly a move against Turkey's territorial integrity." Ataman said the PKK seemed to be "staging the same scenario" as in November-December 1992 when it held so-called elections for delegates to a national parliament. "We think it is doomed to fail like previous attempts," he added.

British authorities may extradite PKK spokesman Kani Yilmaz to Germany

Yilmaz moved to maximum security prison in Woolwich

By Burak Bekdil
Turkish Daily News

LONDON/ANKARA- Britain may extradite outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) spokesman Kani Yilmaz to Germany, Kurdish sources in London told the TDN.

A spokesman for the Kurdistan Information Center in the British capital said that the British authorities may have to bow to the German request because of firm evidence that Yilmaz was involved in terrorist activity in a number of German cities. She said that Yilmaz's attorneys felt squeezed because a 130-page indictment recently submitted by Bonn to the British authorities labelled the PKK spokesman as "having engaged in a number of atrocities" in Germany.

Germany has officially requested his extradition, holding Yilmaz responsible for a PKK-organized blockage of the expressways in northern Germany last spring as well as for several kidnap attacks.

The British authorities arrested Faysal Dumlayıcı, alias Kani Yilmaz, a chief PKK spokesman in Europe on Nov. 7, 1994 for entering Britain illegally.

A court placed Yilmaz, under arrest and sent him to Wandsworth prison in London.

The same source indicated, however, that Yilmaz was recently moved into Belmarsh, Woolwich, a Category A (maximum security) type prison.

"He is not even allowed social visits. He is only allowed to see his attorneys," she said.

She further commented, "It is likely that Yilmaz may be extradited not to Turkey but to Germany. This may be a direct result of an extradition agreement between Germany and Britain, two European Union members."

Meanwhile, a British source said an extradition agreement does not necessarily mean that "every" prisoner should be extradited. "It so happened in earlier years that Ireland refused to extradite to Britain suspected IRA (Irish Republican Army) members," he explained.

There are reports that about 15,000 Kurds from Turkey, Iraq and Syria currently reside in Britain, with some 700 being active PKK sympathizers.

The PKK is fighting a separatist war in southeastern Turkey. The fighting has claimed over 14,000 lives in a decade.

SATURDAY, FEBRUARY 4, 1995

Turkish Daily News

HADEP chairman Bozlak condemns recent increasing attacks against members of his party

'If the offensives go on, we will ask for help from the international community'

Turkish Daily News

ANKARA- Murat Bozlak, chairman of the pro-Kurdish People's Democracy Party (HADEP), Friday condemned the increasing attacks against his party members and said that "if the offensives do not stop, we will ask for help from the international community."

In last 10 days, two HADEP members have been killed by "unknown murderers" in the Southeast city of Batman, which has become known as a venue for unsolved murders against Kurdish politicians in recent years.

Mehmet Sincar, Mardin deputy of the banned pro-Kurdish People's Labor Party (HEP), also was killed in Batman in broad daylight two years ago.

Bozlak said party members and officials have been attacked ever since HADEP was established.

"We established HADEP on May 11, 1994, and 20 days later, Muhsin Melik and Mehmet Ayıldız, two of the founders of the party, were killed by 'unknown murderers.' In eight months time, 10 people from our party were killed," he said.

The HADEP chairman stressed the legality of the party and said the attacks against party members were an attempt to rob them of legal political representation.

He said he planned to speak with President Süleyman Demirel, Prime Minister Tansu Çiller and Hüsametdin Cindoruk, chairman of the Parliament, and give them detailed information about the attacks. He said he would ask that necessary precautions against further attacks be taken.

"If we cannot find any solution to these problems within Turkey, than we will present the situation to the world and ask for help from the international community," Bozlak said. He said that since those responsible for the HADEP murders had not been caught, and because there were no serious



Murat Bozlak

investigations into the murders, an impression had been created that the "secret forces were carrying out such crimes" among the people. He said the government was, therefore, a suspect in the crimes.

According to figures supplied by HADEP, 421 people were killed in 'unsolved murders' alone in Batman in the last three years.

SATURDAY, FEBRUARY 4, 1995

Turkish Daily News

Motherland Party finds Çillers own more property in US than declared

TDN Parliament Bureau

ANKARA- The main opposition Motherland Party (ANAP) has conducted a thorough investigation into the Çiller family's personal wealth and assets in the United States and announced Friday that besides the two pieces of real estate the Çillers declared in their official statements, they possessed three other properties which were registered in the name of the company they owned in the United States.

The three properties reportedly consist of a 123-room hotel, a shopping mall and an 18-story building.

Eyüp Aşık, deputy chairman of the ANAP parliamentary group, submitted on Friday the outcome of the investigation, which was carried out by the U.S. law firm Kaye Scholer, to Parliament Speaker Hüsametdin Cindoruk.

The U.S. social security numbers and the immigration status of Prime Minister Tansu Çiller and her husband Özer Çiller were investigated, as well as the license plate number and model of their cars. The ANAP report notes that the sum of the assets of the Çiller family is

nearly \$4.7 million and that the official declaration of assets the couple has presented to Parliament does not contain the assets which ANAP has determined to exist in the United States.

Noting that in her official statement dated Jan. 20, the prime minister had declared that she had a sum of \$270,000 worth of assets, Aşık said the real assets of the Çiller family amounted to \$4,670,000, including the assets owned by their GCD firm. According to the ANAP survey, along with the GCD firm, the Çiller family also possesses another American firm. Quoting Çiller as stating that she had purchased the assets in the U.S. with \$925,000 she had transferred from Turkey through officials means, Aşık said that statement did not reflect the truth, because the sum of the money paid for the purchase of those

assets had reached \$3.9 million and that an additional \$1.1 million had been spent for the repair of those properties. He said there were official documents that supported his statements.

Aşık claimed that foreign currency had been smuggled outside of Turkey for the purchase of the assets totalling more than \$4.5 million.

Aşık also alleged that the source indicated for the \$925,000 was doubtful. He said that the MARSAN firm, which the Çiller family showed as the source for the \$925,000, had not paid any tax to the state between 1987 and 1990 and that it only paid a

tax of TL 23 million between 1991 and 1993.

Aşık noted that the GCD firm was formed using the initials of Greek origin businessman Christopher Gistis, Çiller and Duruman. He further noted that Tansu Çiller, who is the chairman and the financial director of GCD, has left the administration of her assets in the U.S. to Gistis. He said Gistis had five other firms in Massachusetts. He said that the Çillers' links with that person should be brought to light, stating that only in Massachusetts, the names of company partners were not disclosed. He said he wanted to know why Massachusetts had been picked for the location of the company.

During the press briefing, Aşık distributed a nearly 100-page document prepared by the U.S. law firm, including some official papers. Among the documents were the official registrations of the assets and firms set up by the Çillers.

The investigation also showed that the Çillers had applied to the U.S. Immigration and Citizenship Bureau, that Tansu Çiller's April 1973 application had been accepted in July 1979 and that Tansu Çiller had been issued a residence permit in response to her application, numbered 74-23-44. It also indicates that Özer Çiller's social security number is 002-42-0733 and that Tansu Çiller's is 043-50-0720, that Özel Çiller has a dri-

ving license issued in New Hampshire and that the validity of the license will expire in September 1995, that the license plate number of his 1992 model Nissan car is BPT938.

ANAP officials state that the parliamentary committee which has been set up to investigate parliamentarians' assets has not carried out its duty in this matter.

Meanwhile, Özer Çiller, in a written statement on Friday said that his family's assets in the U.S. had been wrongfully presented and included exaggerations. Çiller said all the finances for the purchase of the U.S. real estate had been transferred through lawful ways.

US State Department draws a parallel between Turkish Southeast and rebellious Chechnya

Assistant Secretary of State Shattuck: US preparing another Human Rights Report on Turkey

By Uğur Akıncı
Turkish Daily News

WASHINGTON- John Shattuck, Assistant Secretary of State responsible for Democracy and Human Rights, on Thursday drew a parallel between the armed conflict and the "terrible impact on civilians" in Chechnya and the Turkish Southeast. Shattuck made his remarks at a foreign press briefing attended by the TDN. When the TDN asked Shattuck if there would be an additional human rights report on Turkey to satisfy the Congressional mandate that links 10 percent of US

foreign aid to Turkey in 1995 to a State Department report on improvements on human rights and the Cyprus issue, Shattuck answered in the affirmative. The report will detail if US supplied weapons were used by Turkey against civilians during the armed campaign waged against PKK terrorism.

"There will be an additional report on Turkey," he said. "Serious abuses of human rights have been seen, particularly in the Southeast with the problem of terrorism, the impact on civilians, as well as restrictions on freedom of speech and a

large number of incidents of torture...These are all matters covered in this year's annual report. In addition to this, the question of the use of weapons in human rights abuses is also included."

Shattuck went on to say that such abuses committed as part of an armed conflict with "terrible impact on civilians," were not unique to Turkey but occurred in places like Chechnya as well. "This is very much the same issue we are talking about with respect to Turkey," he said.

Shattuck added that the new report would be released "later this Spring."

Why are they so critical about Turkey?



İlnur Çevik

EDITORIAL

The detailed section on Turkey in the annual U.S. State Department report on the global state of human rights is yet another example of the long list of critical references to our poor human rights record abroad.

This should neither anger us nor serve as a deterrent in our efforts to improve our human rights image.

The Western governments in general are critical and deeply concerned about

our human rights performance, and this was once again conveyed to Turkish Foreign Minister Murat Karayalçın during his meetings with his British, French, German and Italian counterparts in London on Thursday.

We have been told once again that our poor human rights performance will always be a negative element in our relations with the European Union and will always be a stumbling block in the European Parliament, which will eventually have a say in the entry of Turkey into the customs union.

So why are all these government so critical about us when there are so many other examples in the world which we feel are worse than those in Turkey?

For some Turkish officials the explanation is simple. They say the West is

approaching the issue with double standards and is trying to pick on Turkey to create alibis to prevent it from entering the European Union. There is also talk that there are those in the United States who do not want warm ties between Ankara and Washington and thus are sabotaging the relations between the two countries both in the government and on Capitol Hill by using human rights.

It is true that there are some people with ulterior motives who do not want good ties with Turkey and are doing everything to harm relations between the West and our country. But they are only the exceptions.

We feel there is a better explanation to all this which we just do not want to admit. The West sincerely wants Turkey to be an integral part of their own community of civilized nations

and thus when we do not abide by the rules they hit harder on our country than they would on other countries which would never even be a candidate to join this community under the current circumstances.

In other words, the West wants to treat Turkey as a civilized country and not as a third world totalitarian state or a banana republic. When they see Turkey is not abiding by the normal standards of Western parliamentary democracies then they become more critical than they would be of other

countries. The fact that the U.S. State Department report reserved 32 pages for Turkey while a relatively much fewer number of pages were reserved for other countries with very poor human rights records should not be regarded in the negative sense but should be seen in the light of the availability of vast information in Turkey on human rights. This shows Turkey is a free country where you can obtain such information easily where as such documents cannot be found in many of our neighbors.

Besides all this, improving our human rights image is crucial, not only because we want to take our rightful place among the community of civilized nations, but because our people deserve to live in an environment where they can talk and act freely within the framework and limitations of a democratic society. So while we feel indignation over criticism from the West, we have to diagnose the reason and avoid any misconceptions on our part.

SAMEDI-DIMANCHE, 4-5 FEVRIER 1995

ՊՐԱՅԻՆԻ - QUOTIDIEN ARMENIEN

gank

TURQUIE

Ayse Nur Zarakolu, l'éditrice du livre d'Yves Ternon sur le Génocide, est condamnée à 2 ans et demi de prison

Les promesses de démocratisation annoncées le mois dernier par le Premier ministre turc, Mme Tansu Ciller, se font toujours attendre et la loi anti-terroriste continue à faire des ravages dans les milieux intellectuels turcs. Tandis que le célèbre écrivain turc Yachar Kémal encourt une peine de plusieurs années de prison pour avoir tenu en Allemagne des propos dont l'objectivité concernant les Kurdes et les violations des droits de l'homme est considérée à Ankara comme un soutien aux "séparatistes turcs" et une atteinte à l'intégrité de l'État, la propriétaire de la maison d'édition turque "Belge" vient d'être condamnée à deux ans et demi de prison pour avoir édité deux livres dénonçant le traitement des Kurdes et des Arméniens en Turquie. Ayse Nur Zarakolu va donc être envoyée en prison pour 2 ans pour avoir osé publier, sous le titre "le Tabou arménien", la traduction turque du livre d'Yves Ternon concernant le

génocide de 1915. Cette démarche éditoriale, aussi rare que courageuse, qui visait à interpeller la conscience du peuple turc et à l'aider à s'interroger sur son histoire, relève selon le tribunal turc d'un "séparatisme" aggravé de six mois supplémentaires d'emprisonnement pour la publication d'une compilation d'articles de députés kurdes; l'auteur, Yachar Kaya, a pour sa part fui à temps en Europe après que son immunité parlementaire eut été levée.

Mme Zarakolu a qualifié de "scandaleux" le verdict dont elle fait l'objet et contre lequel elle se pourvoit en appel, son dossier étant suivi de près par les organisations européennes de défense des droits de l'homme. Mais il faut craindre que la justice turque persiste dans une sanction qui a valeur de symbole à l'approche du 80e anniversaire du génocide arménien que la Turquie est bien décidée à commémorer à sa façon.

Samstag, 4. Februar 1995
Nr. 28

Urteil gegen den türkischen Autor Kemal

Istanbul, 2. Febr. (ap) Ein türkisches Gericht hat am Donnerstag die Beschlagnahme eines Buches des international bekannten Schriftstellers Yasar Kemal angeordnet. Das Staatssicherheitsgericht warf Kemal Aufwiegelung und Anstachelung zum Hass vor. Das Urteil ergehe auf Grund des Buches «Die Freiheit der Gedanken und die Türkei» und eines Beitrags für das Magazin «Der Spiegel», hiess es. Kemal hatte der türkischen Regierung in dem Beitrag vorgeworfen, sie lasse in ihrem Kampf gegen aufständische Kurden auch kurdische Dörfer niederbrennen. Kemal und sein Herausgeber Erdal Öz wurden angewiesen, in sieben Tagen zu einer Vernehmung vor Gericht zu erscheinen. Kemal war schon im vergangenen Monat nach dem Artikel im «Spiegel» vom

Staatssicherheitsgericht wegen Verbreitung kurdischer Propaganda angeklagt worden. Bis zum Beginn des Prozesses, bei dem ihm nach türkischem Recht die Todesstrafe droht, wurde er aber auf freien Fuss gesetzt. Kemal gilt als einer der engagiertesten Bürgerrechtler in der Türkei.

Schliessung der Zeitung «Özgür Ülke»

Ein anderes türkisches Gericht ordnete am Donnerstag die Schliessung der prokurdischen Tageszeitung «Özgür Ülke» an, weil es sich dabei um eine Fortsetzung der im vergangenen Jahr verbotenen Zeitung «Özgür Gündem» handle. Der Herausgeber von «Özgür Ülke», Baki Karadeniz, teilte mit, er werde gegen das Urteil Berufung einlegen. Es werde weitergearbeitet, auch wenn die Zeitungen beschlagnahmt würden, bevor sie an den Verkaufsstellen seien. 19 Mitarbeiter von «Özgür Gündem» wurden zwischen 1992 und 1994 ermordet, 35 Mitarbeiter sitzen derzeit wegen Verbreitung kurdischer Propaganda in Haft.

Neue Zürcher Zeitung

Turkey's pro-Kurdish newspaper closes down

Reuters
ISTANBUL- Turkey's leading pro-Kurdish newspaper said on Saturday an Istanbul court had forced it to close down. Staff at Özgür Ülke said they closed the newspaper late on Friday, after deciding the court's rulings essentially made the paper illegal and it would be impossible to continue. The court had earlier ordered the confiscation of Thursday's and Friday's editions, ruling that the newspaper was the same as the pro-Kurdish Özgür Gündem paper shut down last April on charges of making separatist propaganda.

"The newspaper was put in the position of no longer being able to function," editor-in-chief Baki Karadeniz said in a statement faxed to Reuters.

The closure of Özgür Ülke, which faced numerous court cases for its coverage of the Kurdish guerrilla war in the southeast, marks a further tightening of Turkey's grip on dissent. Despite repeated promises by Prime Minister Tansu Çiller that laws limiting freedom of speech and the press would be relaxed, writers and others continue to be charged with separatist propaganda for statements critical of Turkey's policies towards its people of Kurdish origin.

Over 100 writers, lawyers, trade unionists and others are in prison for writings and speeches deemed by the courts to be separatist propaganda.

Turkey's best known writer, Yaşar Kemal, has been charged with separatism by an Istanbul prosecutor and ordered to appear in court in May, his lawyer said on Friday.

The court order followed Kemal's appearance on January 23 to explain remarks in an article, written for the German magazine *Der Spiegel*, that Turkey has deployed a "campaign of lies" to justify massive oppression of its Kurdish citizens. "By closing Özgür Ülke, one more failing grade is being added to (Turkey's) democracy, fundamental rights and freedoms and human rights," Karadeniz said. Özgür Ülke, which started up last April, was the only newspaper in Turkey which regularly covered allegations of human rights abuses by Turkish soldiers against Kurdish civilians in the southeast.

It also closely followed court cases against writers. The leader of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) was believed to have written a column for the paper under a pen name. Staff at the newspaper said they were debating whether or not to start up another newspaper.

Turkish Daily News

SUNDAY, FEBRUARY 5, 1995

Turkish inflation breaks fresh records

Annual wholesale and retail rates peak to 156.8% and 130.6% in January according to SIS

Turkish Daily News

ANKARA- Only a month after peaking to historic all-time highs, Turkey's rampant inflation broke fresh records as it further climbed during January, according to official figures released Saturday.

The State Institute of Statistics (SIS) announced Saturday that the Consumer Price Index in January rose by 6.8 percent compared with a 6.3 percent rise in December.

This sent January's year-on-year consumer rate to 130.6 percent, a new peak after 1994's year-end rate of 125.5 percent. The new annual rate is 61 percentage points or 87 percent up from the 69.6 percent inflation rate in January 1994. The SIS said the Wholesale Price Index was up by 8.4 percent in January, against 8.3 percent in December. The January index is the highest since last May, when monthly price surge was nine percent.

The annual cumulative wholesale price inflation in January reached an all-time high of 156.8 percent, up from the previous month's record of 149.6 percent.

This is Turkey's first annual rate above the 150 percent mark. It

represents a radical rise of 96.2 percentage points or 150 percent from the annual wholesale inflation of 60.6 percent in January 1994.

The SIS also reported that January (wholesale) prices rose 6.6 percent in government sector and a higher 9.1 percent in private sector.

It said farm prices during the month soared by a noticeable 17.3 percent.

Prime Minister Tansu Çiller is trying to battle stagflation through an International Monetary Fund-backed austerity program. Her government, in pursuit of larger tax revenues, announced a series of tax hikes during January, which included major consumer items such as gasoline and cigarettes.

Some independent economists and business leaders warn that stagflation may deepen as price surge continues but

economic activity still remains on the downward trend.

"The small- and medium-scale enterprises are facing the threat of closure. The big ones on the other hand are consuming their capital stocks in order to survive. I am afraid, these businesses will hardly find anyone to buy their goods and services if things go like this," said one professor of economics in Ankara.

Çiller last week announced that by the end of 1995 inflation on an annualized basis would be 37 percent, up from an original projection of 22.5 percent.

But her macroeconomic targets are widely questioned in and outside the country. Economists say the year's budgetary targets are unrealistic. Most corporate forecasts anticipate a year-end inflation rate at a range of 70-90 percent.

Visionen einer «echten» Demokratie in der Türkei

Eine neue liberale Partei verspricht radikale Reformen

Seit ihrer Gründung vor einem Monat macht in der Türkei eine Partei namens «Neue Demokratiebewegung» Schlagzeilen. Ihr Vorsitzender, der Millionär Cem Boyner, verspricht radikale Reformen in der Kurdenpolitik, der Wirtschaft und im Verhältnis zwischen Staat und Religion. Bei einem Besuch in der kurdischen Metropole Diyarbakir gewann Boyner das Vertrauen der einheimischen Bevölkerung.

in Diyarbakir, im Januar

Der Beginn der Rede des jungen türkischen Politikers Cem Boyner muss seinen Zuhörern in der kurdischen Grossstadt Diyarbakir ungewohnt vorgekommen sein. Der zehnjährige Krieg im Südosten habe die Türkei an den Rand eines moralischen und wirtschaftlichen Zusammenbruchs geführt, stellte Boyner an einem Januarwochenende im überdeckten Sportstadion der Stadt fest. Die Regierung handle zwar immer noch so, als wäre alles in bester Ordnung. In den Bergen Anatoliens kämen aber mehr Menschen ums Leben als in Aserbeidschan, in Tschetschenien oder in Bosnien. Um die eigenen Kurden zum Schweigen zu bringen, wende das hochverschuldete Land jährlich sieben Milliarden Dollar auf. Das Resultat militärischen Vorgehens sei eine Inflation, die mit einer Rate von 150 Prozent in der siebzigjährigen Geschichte der Republik eine Rekordhöhe erreicht habe. Wie viele Opfer noch nötig seien, bevor diese Regierung ihren Irrtum in der Kurdenfrage realisiere, fragte der Redner.

Begeisterung im Publikum

Die anfängliche Zurückhaltung des Publikums im Stadion wich allmählich einer echten Neugierde ob dieser ungewohnten Worte und steigerte sich zu Begeisterung. Dieser junge Mann aus Istanbul erzählte in schlichten Sätzen öffentlich das, was in Diyarbakir schon lange alle wis-

sen, wegen der brutalen Repression aber lieber verschweigen. Die Regierung behaupte, in der Türkei würden die Kurden nicht diskriminiert, denn sie könnten alle offiziellen Ämter bekleiden, sagte Boyner weiter. Die einzigen kurdischen Parlamentarier, die ihre ethnische Identität nicht leugneten, seien aber ins Gefängnis gesteckt worden. Bei der Erwähnung der sechs kurdischen Abgeordneten, die im Dezember von einem Sondergericht zu mehrjährigen Haftstrafen verurteilt wurden, brach anhaltender, stürmischer Applaus aus. Die grosse Mehrheit der Bevölkerung Diyarbakirs, dies bestätigten Vertreter verschiedenster Parteien, betrachten die Parlamentarier der verbotenen prokurdischen Demokratiepartei (DEP) trotz dem Urteil des Sondergerichtes nach wie vor als ihre legalen, demokratisch gewählten Volksvertreter.

Am Ende der Veranstaltung skandierte die Menschenmenge begeistert «Freiheit, Gleichheit, Brüderlichkeit» und trug Boyner auf den Schultern aus dem Saal. Seit der blutigen Niederschlagung des von Scheich Said angeführten kurdischen Aufstands in Diyarbakir vor siebzig Jahren – die Existenz eines kurdischen Volkes in der Türkei wird seither offiziell geleugnet – ist Boyner der erste türkische Politiker, der die Unterdrückung der «kurdischen Nation» öffentlich anprangert. Doch die im Stadion ausgelöste Begeisterung

Sonntag/Montag, 5./6. Februar 1995 Fernausgabe Nr. 29

Neue Zürcher Zeitung

kontrastiert hart mit dem Alltag Diyarbakirs. Dutzende von Polizisten standen an Strassenkreuzungen mit Schnellfeuergewehren und kommandierten die Einheimischen per Lautsprecher herum. Auf die kleine bunte Gesellschaft um Boyner reagierten sie zurückhaltend, aber sichtlich nervös. Im Gegensatz zu manchem kurdischen Politiker ist Boyner für sie noch unantastbar.

Eine neue Demokratiebewegung

Der 38jährige Abkömmling einer der bekanntesten Industriellenfamilien der Türkei hat seine unternehmerischen Fähigkeiten bereits unter Beweis gestellt. Als Präsident des einflussreichen Arbeitgeberverbandes hat er sich einen guten Zugang zu türkischen und internationalen Kreisen in Finanz und Politik aufgebaut. Mit einer kleinen Gruppe mehrheitlich türkischer Intellektueller lancierte er vor 18 Monaten die «Neue Demokratiebewegung» (YDH) und liess sie Ende Dezember letzten Jahres offiziell als Partei registrieren. Erstaunlich rasch haben sich Intellektuelle aller Schattierungen der YDH angeschlossen. Aber auch Grössen aus der Geschäftswelt und kurdische Politiker, bekannte Persönlichkeiten aus dem linken und dem konservativen Lager und ehemalige Mitglieder der islamistischen Wohlfahrtspartei (Refah) sind der YDH beigetreten. Gemeinsam teilen sie die Überzeugung, dass die heutige Polarisierung zwischen Kurden und Türken, zwischen der religiösen sunnitischen Mehrheit und der alewitischen Minderheit sowie zwischen den Fundamentalisten und Säkularisten zu einem ähnlichen Blutbad wie im ehemaligen Jugoslawien ausarten könnte. Diese Gefahr kann in der Meinung der Gründungsmitglieder einzig durch weitreichende, liberale Reformen abgewendet werden.

In Diyarbakir sprach Boyner offen über seine für türkische Verhältnisse revolutionär anmutenden, geplanten Reformen in der Kurdenfrage. Mit einer Bevölkerung von über 12 Millionen seien die Kurden keine Minderheit mehr, ihre Kultur sollte vom Staat als der türkischen ebenbürtig anerkannt werden, sagte er im privaten Gespräch und schloss auch einen Dialog mit der offiziell als Terrorgruppe angeprangerten Kurdischen Arbeiterpartei (PKK) nicht aus. Revolutionär hören sich auch Boyners Reformvorschläge in Religionsfragen an. Gläubige sollten volle Freiheit geniessen, auch wenn sie nach der islamischen Tradition leben wollten, erklärte der junge Politiker seine Vision. Die Trennung zwischen Staat und

Religion müsse allerdings gewährleistet werden. Dies könne erreicht werden, indem das staatliche Amt für religiöse Angelegenheiten privatisiert werde. Diese Institution wurde in den dreissiger Jahren gegründet, als, laut Boyner, der Staat Einfluss auf die Religionsausübung nehmen und die islamistische Bewegung kontrollieren wollte. In der Wirtschaft fordert der Politiker volle Liberalisierung und eine rasche Privatisierung der Staatsbetriebe.

Noch ist nicht auszumachen, ob die YDH eine reelle Überlebenschance hat oder ob Boyner als türkischer Don Quijote enden wird. Seiner Partei wird im Westen des Landes noch mit grossem Misstrauen begegnet. Die Nationalisten glauben, der Millionär Boyner habe sich dem Diktat der ausländischen Mächte gebeugt und sei bereit, türkisches Territorium den Kurden abzugeben. Die Säkularisten werfen ihm vor, das konservative Lager zu spalten und somit den Weg für einen Sieg der Islamisten zu ebnen. Die Verfechter der bisher vorherrschenden kemalistischen Staatsideologie inklusive der Armee mutmassen, Boyner habe gleich wie die Refah-Partei und die aufmüpfigen Kurden im Südosten zum Ziel, den Staat in seinen Fundamenten zu erschüttern. Trotz all den Bedenken rechnet die YDH damit, in diesem Jahr ein Wählerpotential von 40 Prozent zu erreichen. Eine kürzlich erfolgte Umfrage der Tageszeitung «Hürriyet» in türkischen Metropolen ermittelte, dass die junge Partei zurzeit bis zu 8 Prozent der Wählerstimmen auf sich vereinigen kann.

Identitätsproblem der türkischen Kurden

Zu Ehren des redegewandten Tabubrechers Boyner wurde in Diyarbakir ein Diner organisiert. Alle Bürger mit Rang und Namen trafen ein und tanzten bis spät in die Nacht zu Klängen kurdischer Lieder mit einer Leidenschaft, wie sie bis vor kurzem nur im verborgenen und unter Jugendlichen oder dem DEP-Parteivolk ausgelebt wurde. Die Kurdenfrage sei in der Türkei keine territoriale Frage, sondern ein Problem der Identität, lautet das gemeinsame Credo der YDH und der Refah-Partei. Beide Parteien versprechen eine friedliche Lösung des Problems, wobei die erste sie mittels radikaler Reformen erreichen will und die zweite auf dem Weg der Religion. Eine andere Alternative für eine friedliche Lösung, so versicherten alle Gesprächspartner in Diyarbakir übereinstimmend, bestehe längst nicht mehr.

Le Journal de Genève

6 février 1995

TURQUIE Kurde arrêté pour avoir manifesté à Berne

Un «terroriste séparatiste», soupçonné par Ankara d'avoir participé à une manifestation kurde contre les locaux de l'Ambassade de Turquie à Berne en juin 1993, a été arrêté dans la région de Gaziantep (sud, à la frontière avec la Syrie), a rapporté dimanche l'agence turque Anatolie. (ATS)

PKK issues pipeline threat

'We shall not permit the realization of the Kazakhstan-Mediterranean line unless cartels and international companies also sign an agreement with us'

Turkish Daily News

ANKARA- The outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) has warned that it will target a projected pipeline across the Caspian to carry Kazakh oil to the Mediterranean through Turkey "unless it is counted as a negotiation partner," the Germany-based Kurdish News Agency (Kurd-A) reported on Sunday.

The United States announced its support last week to a project which foresees the transportation of Azerbaijani Oil from its new Caspian fields to be developed by an international consortium under a multi-billion-dollar deal, to the Mediterranean through Turkey, dashing Russia's hopes for a Black Sea route.

Turkey, elated with the U.S. support, is also hoping for pipeline links for Kazakhstan's oil and Turkmenistan's natural gas to earn cash in royalties and increase its political clout. Kurd-A quoted a statement from the European Representation of the ERNK, the political wing of PKK, which referred to the recent agreements and debates centering on the projected pipeline extending from Kazakhstan to the Mediterranean, passing through eastern and southeastern Turkey, the scene of fighting between Turkish government troops and the PKK.

The PKK has been fighting a separatist war in the area since 1984 and over 14,000 people have lost their

lives in the clashes.

The ERNK argued that "the PKK is a side in the war" and claimed that a dual authority had emerged in the area. "The Kurdish people, fighting a national liberation war under the leadership of the PKK, is filling the waning authority of the Turkish Republic in the region. It is becoming the real power," the ERNK noted in the faxed statement.

The statement noted that the area was divided into three zones, one controlled by the ARGK (PKK's military wing), one controlled by the Turkish security forces (mainly the cities) and the interim areas.

"It is not possible for any cartel or international finance company to do business in Kurdistan against the will of PKK, ERNK and ARGK and it is clear that those who defy them will encounter great difficulties."

"We shall not permit the realization of the Kazakhstan-Mediterranean pipeline unless they sign an agreement with us — just as they conclude agreements with other states for the pipeline. They have to reach an accord with the authority representing the Kurdish people and with us," the statement said.

"Those who develop projects without us should take into account the consequences. We shall especially oppose and obstruct the pipeline deal if it serves to strengthen Turkey in its dirty war," the ERNK warned and called upon the sides to the deal to be more realistic."

MONDAY, FEBRUARY 6, 1995

Turkish Daily News

Human Rights

■ Writers decry persecution

Attacking what they said was rising persecution by the state, Turkish writers on Sunday said over 100 of their numbers had been jailed in recent years as "thought criminals." At the end of the two-day meeting of its 9th annual General Assembly, The Turkish Writers Union said several other members had taken their share of the official crackdown on dissent in other ways. The communique issued after the meeting noted that renowned satirist Aziz Nesin had been the target of prosecutors' accusations just after he survived the torching of a hotel in Sivas by Muslim fanatics who caused the death of 37 intellectuals. It also lamented the inexplicable failure of the state authorities in apprehending the "not unknown" killers of writers Uğur Mumcu and Onat Kutlar and the prosecution of author Yaşar Kemal because of an article of his published in the German news magazine *Der Spiegel*. In the declaration, the writers lambasted the government for failing to legislate a much-advertised democratization package and "idly watching" terrorist attacks on writers and their persecution because of their published thoughts. The writers also pledged efforts to convene an "International Anti-fundamentalism Congress" in Istanbul, as proposed by Aziz Nesin.

Cem Boyner incarne une voix différente dans la politique turque

Créé fin 1994, son parti tend la main aux Kurdes

ISTAMBUL

de notre correspondant

Un homme politique turc porté en triomphe par une foule kurde ? Parlant ouvertement de dialogue, de reconnaissance ? Cem Boyner, fondateur du Mouvement de la nouvelle démocratie (YDH), a ce courage. Son parti, né en décembre 1994, a fait une entrée remarquée sur la scène politique turque. L'YDH se démarque des partis traditionnels et se veut la voix de la société civile, d'une Turquie plus libérale et démocratique, soulagée du fardeau de l'Etat. Cem Boyner - trente-huit ans et du charisme à revendre - n'hésite pas à engager le débat sur les sujets les plus délicats : la question kurde, la nécessité d'un dialogue avec les islamistes.

Au cours d'une récente visite à Diyarbakır, la capitale régionale du Sud-Est anatolien, Cem Boyner a été acclamé par plusieurs milliers de Kurdes, qui, malgré le conflit en cours depuis plus de dix ans, n'ont pas perdu tout espoir de se réconcilier avec le pouvoir central. « Nous nous parlons avec les armes, l'artillerie, l'exil, les incendies de villages, le terrorisme et la torture. Nous nous entretenons. Nous n'essayons pas de parler avec des mots, en écoutant l'autre, en essayant de comprendre », leur a déclaré Cem Boyner. « Le commencement du dialogue serait également le début de la solution. »

DROITS CULTURELS

L'YDH n'hésite pas à comparer la situation dans le Sud-Est anatolien à celle de la Bosnie ou de la Tchétchénie et réclame la reconnaissance des droits culturels et ethniques des 12 millions de Kurdes de Turquie. « L'YDH représente un espoir énorme pour la Turquie. C'est peut-être la dernière chance de résoudre le conflit kurde », explique Umit Firat, un intellectuel kurde qui est en train de monter le réseau du parti dans l'est et le sud-est du pays. « Le conflit a renforcé le pouvoir des tribus. Il n'est pas facile de surmonter la méfiance entre les divers clans. »

Malgré ses discours enflammés, Cem Boyner n'a pas le profil d'un révolutionnaire. Ni sa position sociale - à la tête d'un empire textile et de la chaîne de magasins Beymen - ni

son physique de jeune premier et son style BCBG ne le prédisposaient à se lancer à corps perdu dans l'arène politique. Etre fils de famille et grand industriel représente parfois un handicap - lorsqu'il tente de convaincre les travailleurs de sa sincérité -, mais offre aussi un certain degré de protection. Personne n'oserait suggérer que ses idées sont celles d'un dangereux subversif ou d'un séparatiste. Ancien dirigeant de la TUSIAD - l'équivalent turc du CNPF -, Cem Boyner a un pedigree au-dessus de tout soupçon.

Le jeune dirigeant a rassemblé un groupe de personnalités issues de milieux très divers. Qu'ils soient d'origine turque, kurde, juive ou arménienne, qu'ils soient islamistes, du centre, ou ex-communistes, tous ont en commun un profond désir de changement. « La politique turque s'est éloignée du peuple. Le système a fabriqué des politiciens de salon, qui ne descendent plus dans les rues », explique Kadir Cöpdemir, disquero-jockey populaire à la station de radio Super-FM, qui dit ressentir chez ses auditeurs un besoin d'expression.

ÉTABLIR UN PROGRAMME

Ces jeunes gens, ayant rejeté les partis traditionnels de gauche ou de droite, figurent en grand nombre parmi les membres actifs du mouvement, aux côtés d'hommes d'affaires, d'intellectuels et d'universitaires. Les détracteurs du parti affirment que l'appel de l'YDH n'est pas entendu au-delà des quartiers prospères d'Istanbul. Pourtant la campagne du parti en province, en particulier dans les milieux ruraux et conservateurs, a porté ses fruits. Aujourd'hui, l'YDH est implanté dans 55 des 76 provinces turques et, un mois après sa fondation, les sondages lui accordent 8 % de l'électorat, preuve peut-être que le mécontentement de la population dépasse les frontières sociales ou géographiques.

Les membres du comité directeur admettent, avec une honnêteté rafraîchissante, que les difficultés abondent ; la croissance rapide du mouvement entrave le développe-

ment d'une identité politique et d'un sentiment de cohésion entre les membres. De plus, en tant que parti officiel, l'YDH doit, désormais, se plier à des règles rigides, donnant un pouvoir excessif au chef du parti, qui vont à l'encontre de ses principes. « Environ 70 % de nos supporters ne peuvent pas devenir membres du parti », explique Etiyen Mahçupçuyan, un des dirigeants. La loi interdit, en effet, aux étudiants, aux syndicalistes, aux universitaires et aux fonctionnaires de participer à la vie politique. Kadri, qui est âgé de vingt-huit ans, a dû être rayé de la liste des membres fondateurs du parti, sur ordre de la Cour constitutionnelle, car ce n'est qu'après trente ans que les Turcs ont le droit de fonder un parti.

Au siège du parti à Istanbul, situé dans un quartier industriel bouillonnant de vie, les dirigeants de l'YDH travaillent contre la montre pour s'assurer que leur parti sera dans la course - et en tête, espèrent-ils - lors des prochaines élections générales qui devront avoir lieu au plus tard en octobre 1996, mais pourraient être anticipées si les circonstances politiques l'exigent. Les idées de base sont en place, mais les détails du programme électoral sont encore à peaufiner. Il s'agit de définir les objectifs et faire passer le message à la population, tout en préparant le premier congrès de l'YDH, qui devrait avoir lieu en mars.

RÉFORMES

Convaincus de leurs chances électorales, les dirigeants de l'YDH admettent que les réformes étendues qu'ils proposent ne seront pas accomplies en une nuit. « Il faudra quatre à huit ans pour mettre en place certains changements », explique Asaf Savas Akat, un membre du comité exécutif. « Nous voulons aller aux élections avec une proposition bien définie d'amendements constitutionnels afin d'obtenir le mandat de la population. L'important, c'est de montrer d'emblée la direction à prendre. » Le but avoué de Cem Boyner est d'arriver au pouvoir avec 45 % des votes, afin de pouvoir faire les réformes prévues.

Ce chiffre est-il accessible ? La faillite de la gauche centriste a laissé un vide sur la scène politique, ouvrant la porte à d'autres partis qui remplissent une fonction d'opposition. En tout cas, les idées lancées par l'YDH auront transformé le débat et contribué à rendre la population turque plus exigeante à l'égard de ses dirigeants.

Nicole Pope

Gamk - 6-7 février 1995

TURQUIE

Droits de l'homme et sécurité

Dans un rapport rendu public la semaine dernière, le Département d'État américain a exprimé ses préoccupations concernant la situation des droits de l'homme en Turquie qui se serait considérablement aggravée l'an dernier avec un usage excessif de la force contre les "terroristes" kurdes. *"En dépit de l'engagement du gouvernement en 1993 à mettre fin à la torture et à instaurer un État de droit fondé sur le respect des droits de l'homme, on constate des faits de torture et un usage excessif de la force par les forces de l'ordre tout au long de l'année 1994"* indique le rapport. La Turquie de son côté dément l'usage systématique de la torture et se cache derrière l'alibi d'une lutte légitime contre le terrorisme. Au titre des violations des droits de l'homme survenant en Turquie, le rapport cite les disparitions, les évacuations forcées ou incendies de villages, les atteintes à la liberté d'expression, la répression contre la population kurde et le harcèlement des journalistes ou des militants des droits de l'homme.

La rapport précise que 18 personnes sont mortes dans des circonstances suspectes durant leur détention, certaines à la suite de tortures", au cours des neuf premiers mois de 1994.

la plupart des violations des droits de l'homme enregistrées en Turquie relèvent de la guerre déclarée par les autorités turques contre les rebelles kurdes du PKK. A cet égard, le rapport précise que même si le gouvernement turc doit faire face à une violence "terroriste" du PKK, les forces de sécurité ont commis des exactions et des violations des droits de l'homme dans leurs opérations militaires au sud-est du pays. *"La violence accrue des combats dans le sud-est contribue à diviser les Turcs et les Kurdes et à créer un climat d'intolérance"*, indique le texte du Département d'État américain. Dans une allusion aux sanctions qui ont frappé des députés kurdes et autres représentants politiques de la minorité kurde, il souligne les efforts du gouvernement turc pour empêcher les activités politiques de ceux qui affichent leur origine kurde. Il évoque à ce sujet la dissolution par les autorités

d'Ankara, l'an dernier, du parti de la Démocratie (pro-kurde) et l'incarcération de huit de ses députés condamnés à de lourdes peines de prison pour des discours et interventions dans la presse. Le Département d'État américain évoque enfin les violations de la liberté de la presse, qui se sont traduites par la confiscation de journaux de gauche ou pro-kurdes et les procédures judiciaires contre les journalistes.

Comme mesure de rétorsion, le gouvernement américain s'est contenté jusqu'à présent de geler en août dernier 10% des 365 millions de dollars d'aide militaire destinés à la Turquie, jusqu'à ce que Ankara fasse des progrès en matière de droits de l'homme. L'administration américaine devrait préparer par ailleurs un rapport sur ce sujet pour le Congrès en mars prochain.

La situation des droits de l'homme en Turquie constitue également un enjeu considérable des relations entre Ankara et l'Union européenne, d'autant que la Turquie espère bien intégrer l'Europe des Quinze. La question est d'autant plus sensible que la Turquie s'est vue refuser au mois de décembre dernier l'union douanière avec l'Europe; Ankara avait rejeté la responsabilité de ce refus sur le veto grec, mais le dossier des droits de l'homme qui a toujours compromis les ambitions européennes de la Turquie, n'a pas été étranger à cet échec de la diplomatie turque, intervenant au lendemain du verdict condamnant les députés kurdes. Les autorités turques, Mme Tansu Ciller en tête, en avaient d'ailleurs pris acte en annonçant, avec quelque retard, des réformes démocratiques censées compléter un dispositif d'ancrage à l'Europe commencé par les réformes libérales en vue de la privatisation de l'économie. Ces professions de foi, dictées par la perspective d'un nouvel examen de l'union douanière, sur laquelle l'économie turque fonde de grands espoirs, n'ont pas été jusqu'à présent suivies dans les faits; sans doute des responsables d'organisations turques de défense des droits de l'homme, traduits en justice, ont ils été acquittés le mois dernier, mais les exactions continuent dans le sud-est du pays et la fameuse loi

anti-terroriste qui a valu la prison à de nombreux intellectuels, garde toute sa capacité de nuisance, comme en attestent les procédures judiciaires contre le célèbre écrivain Yachar Kemal et la condamnation à deux ans et demi de prison de l'éditrice d'ouvrages sur le génocide arménien et le traitement des Kurdes.

Devant le peu d'effets de ses mises en garde répétées à la Turquie concernant les droits de l'homme et la démocratie, l'Europe, dont la présidence est assurée pour les six mois à venir par la France, perçue par la Turquie comme un partenaire plus complaisant que son prédécesseur grec, pourrait bien de son côté envisager une stratégie du "donnant donnant": c'est ainsi que jeudi, on évoquait à Bruxelles l'éventualité d'un arrangement selon lequel les Quinze commenceraient à étudier l'adhésion de Chypre à l'Union européenne, en échange de quoi la Grèce déploierait ses efforts en vue d'une normalisation avec la Turquie. Un arrangement qui semble toutefois dicté aujourd'hui davantage par des préoccupations de sécurité sur les flancs sud de la l'Europe, fragilisés par les querelles gréco-turques, que par la situation des droits de l'homme. Ce plan permettrait ainsi la signature de l'union douanière entre l'Europe et la Turquie plus tôt que prévu, le 6 mars prochain par exemple. C'est en tout cas l'objectif que semble s'être fixé la France, si l'on en croit Alain Juppé selon qui l'union douanière, censée encourager le processus de démocratisation en Turquie, constitue la priorité de la France durant sa présidence européenne.

Cette proposition a été accueillie de façon mitigée à Chypre, où l'adhésion à l'Union européenne est bien sûr attendue avec espoir, mais où l'on émet des réserves quant à ses effets sur un règlement définitif de la question chypriote. La Grèce pour sa part, semble avoir renoncé à poser son veto pour le prochain examen de l'union douanière avec la Turquie.

Ce plan trahit en tout état de cause les motivations sécuritaires de l'Europe qui confirment la Turquie dans ses exigences et lui font espérer des concessions de la part d'Européens qui ont montré, par le passé, combien ils pouvaient être oublieux des entorses turques en matière de droits de l'homme. Consciente de ses atouts stratégiques, la

Turquie se félicite ainsi que les États-Unis, en dépit de leurs protestations, appuient le projet de l'acheminement de pétrole kazakh et azerbaïdjanais par son territoire, le plus rationnel selon Ankara, alors que la guerre en Tchétchénie aurait montré les limites du tracé souhaité par les Russes, passant par le Caucase du nord jusqu'à la Mer Noire. Le sud-est de la Turquie n'est sans doute pas une des zones les plus stables de la région, mais le gouvernement turc est bien décidé à venir à bout le plus vite possible de la guérilla kurde, quel que soit le pris à payer en matière de droit de l'homme. D'ailleurs, le ministère turc de la Défense a déposé la semaine dernière devant le parlement d'Ankara une nouvelle résolu-

tion concernant un développement militaire du pays, afin de faire face à la course aux armements dans une région dont l'instabilité est prouvée par les conflits en Tchétchénie et en Azerbaïdjan et aussi par le contentieux avec la Grèce. Le ministre turc, Mehmet Golhan, propose un accroissement considérable du budget de la défense, et une modernisation du matériel militaire turc qui serait renforcé par des armements neufs achetés sur le marché américain et russe. L'armée turque a commencé un vaste programme de modernisation d'un coût total de 10 milliards de dollars dans les années 1980, mais si l'armée turque, la deuxième de l'Europe atlantiste en termes d'effectifs, veut être à la hauteur, il lui faut

investir davantage de moyens dans ses équipements, a plaidé le ministre en vantant les mérites de son armée, forte d'un demi million d'hommes, "la plus puissante et la plus disciplinée de la région" Cette armée, sur laquelle l'OTAN et l'Europe semblent compter accessoirement pour maintenir la Turquie laïque et endiguer un péril islamiste venant d'outre Méditerranée, consacre pourtant aujourd'hui une grande partie de ses forces à déloger une poignée de rebelles kurdes du sud-est anatolien, et à réprimer les populations de la région. Il est temps que les partenaires occidentaux de la Turquie, entre démocratie et sécurité, fassent la part des choses...

Turkish Daily News

TUESDAY, FEBRUARY 7, 1995

EU foreign ministers discuss Turkey's customs union deal

Turkish Daily News

ANKARA- The European Union foreign ministers met in Brussels on Monday to debate a plan envisaging a customs union with Turkey, a move blocked in December by a Greek veto. Officials said Greece would be asked to lift its veto in exchange for getting a starting date for membership talks with the Greek Cypriot administration.

Entering the talks, EU Foreign Affairs Commissioner Hans van den Broek said he expected progress in unblocking the customs union negotiations with Turkey, according to news agencies. "There are still some loose ends that have to be fixed but we hope to get some progress today... I am not without hope but there is still quite some work to do," van den Broek said. Greece was promised the prospect of starting EU-"Cyprus" membership talks six months after completing a review conference on the future shape and powers of the 15-nation EU. That conference should be completed by late 1996, in which case membership talks with "Cyprus" could start in mid-1997. The pro-

posed customs union would give Turkey closer relations with the EU than any other nonmembers except Norway and Iceland. In return for dropping its tariffs on EU goods, Ankara will gain access for its products to the vast European Union market. The EU and Turkey are negotiating a customs union, to take effect in 1996. But talks have broken down over concerns about human rights in Turkey as well as a Greek veto.

Last week the foreign ministers of Britain, France, Germany and Italy met with their Turkish counterpart Murat Karayalcin in London and stressed their determination to maintain a strong relationship. The proposed "Cyprus" membership talks trade off has been devised by France which currently holds the EU's rotating presidency.

Opening of talks for "Cyprus" membership is also expected to pave the way for Malta's entry into the EU.

The Greek Cypriots seemed to be the only dissenting party to the customs union-Cyprus membership trade off.

The Greek Cypriot administration's Foreign Minister, Alecos Michaelides, said on Monday that the EU should begin talks with Cyprus immediately, Reuters reported. "We are asking the EU to decide now. We do not want to wait until it decides on the (customs) union with Turkey," he told reporters in Nicosia. In Athens, a Greek government spokesman, declining to comment openly on whether or not Greece would veto Turkey's customs union, said Athens would continue to block another deal, a major EU aid package to Turkey. Government spokesman Evangelos Venizelos told a news conference that Greece had no intention of ratifying the EU's Fourth Financial Protocol which envisaged a 600 million ECU (\$750 million) aid to Turkey, the Anatolia news agency reported.

Venizelos said Turkey's customs union with the EU and the aid package were two different issues, implying that Athens might not veto the customs union deal. He, however, declined to comment further.

PKK opens Culture Center in Athens and launches news magazine in Moscow

By Sinan Yilmaz
Turkish Daily News

ANKARA- Having stepped up the pace of its organizational activities abroad, the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), has opened a Culture Center in Athens and

launched a monthly news magazine in Moscow.

The moves indicate an apparent switch of tactics for the PKK, which is putting more emphasis on a chain of "Kurdish Houses" in European

capitals instead of representations for the ERNK, its political wing.

The latest of the Kurdish Houses was opened last week in the Greek capital under the name of the "Kurdistan Culture Center," following the recent establishment of a similar center in Moscow.

PKK sources said the Athens center would engage in such cultural activities as staging plays, organizing music shows and folk dances.

The center, set up by the Kurdish expatriates residing in Athens and under the guidance of the PKK, was inaugurated by the Balkans represen-

tative of the ERNK, sources said.

In Moscow, the PKK launched the Kurdish-Russian "Axina Welat" (Longing for Homeland) at the start of February. The magazine, with its headquarters at Mala Kurda (Kurdish House), is financed by a Kurdish company called Bruska, the sources said. Comprising 16 pages, including four in Russian, the newsmagazine will be published monthly for the first four months and thereafter every two weeks. The first issue of the periodical reportedly featured a message from PKK leader Abdullah Öcalan on the opening of the

Kurdish House and contained various articles and research works on the history of the Kurds.

Until now, the PKK's basic strategy for "internationalizing" Turkey's Kurdish problem was to open ERNK representations in various countries. Since the host countries regarded the ERNK as something outside the PKK, the party was benefiting since the officials of the countries involved were turning down Turkey's requests for their closure on the grounds that the two were separate organizations.

But following growing recognition of the ERNK as a sub-organization of the PKK and the firm stance adopted

against its activities by a number of countries, headed by Germany, the PKK began searching for other ways.

The fact that the chosen sites for Kurdish Houses also harbored other Kurdish organizations and these places were portrayed as a social organization for the Kurds, facilitated the PKK's task. Current propaganda is based on the denial of any link between the PKK and the Kurdish Houses.

While continuing to rely on the ERNK in its heightened diplomatic activities, the PKK is organizing these "non-PKK" establishments in countries which do not want to create problems in their relations with Turkey. The fact is that the PKK is succeeding to draw Kurds living abroad to these houses in increasing numbers.

US gave more anti-terrorism aid to Cyprus and Greece than Turkey

By Uğur Akıncı
Turkish Daily News

WASHINGTON- The US State Department's Bureau of Diplomatic Security has spent a lot more anti-terrorism assistance to Cyprus and Greece in 1993 than it did on Turkey. The TDN has learned that Turkey received \$300,000 worth of anti-terrorism assistance (ATA) training in 1993, compared to \$400,000 for Cyprus and \$800,000 for Greece.

Two Turkish security officials were given a one-week training program in "human dignity" in March 1993, according to the records of the US Department of State. Greek-Cypriot and Greek officers, in contrast, did not receive any such training. The disparity between Greek-Cypriot and Turkish figures are all the more interesting since Turkey is a country of 60 million, a NATO ally and has suffered 14,000 casualties in the past 10 years from Kurdistan Worker's Party (PKK) terrorism. Greek Cyprus, in contrast, has a population of only 800,000, it is not a NATO member and it has no terrorism problem to speak of.

In terms of US anti-terrorism dollars received per capita, Greek-Cyprus outspent Turkey 100-to-1 and Greece outspent Turkey 16-to-1.

Greek Cypriots received ATA training in the following areas: 1- Dogs trained to detect explosives (eight handlers trained in Connecticut in 1992);

2-VIP protection (one person trained in Arizona in 1992) 3- Consultations about emergency operations center (three people trained in Cyprus in 1993)

4- ATA operations officer survival course (four people trained in Louisiana in 1993)

5- Dogs trained to detect explosives (three handlers trained in Connecticut in 1993).

Turkish officers received ATA training in

1- Program review evaluations (an unknown number of officers participated in this program held in Turkey in 1992) 2- Consultation on police/human dignity (two officers were trained in various US locations in 1993)

3- Dogs trained in detection of explosives program evaluation (an unknown number of officers participated in this program held in Turkey in 1993).

4- Modern ATA interview techniques (24 Turkish Officers were trained in Georgia in 1993)

and Greece than Turkey

5- Consultations on aviation security program (an unknown number of officers participated in this program held in Turkey in 1993) 6- ATA police executive seminar (12 officers participated in this program held in Maryland during 1993).

Greece received training in following areas:

1- Program review evaluations (in Greece during 1992) 2- Program for training dogs to detect explosives (in Greece during 1992)

3- Training dogs to detect explosives (10 handlers trained in Connecticut in 1993)

4- Airport security assessment (in Greece in 1993) 5- ATA operations officer survival course (20 Greeks trained in Louisiana in 1993)

6- FBI fingerprint seminar (three Greeks trained at various locations within the US in 1993)

7- Dogs trained to detect explosives (10 Greek handlers trained in Connecticut in 1993).

The total number of security officials who received anti-terrorism training in the U.S. during 1993 was 38 for Turkey, 19 for Greek-Cyprus, and 43 for Greece. In addition, the US also provided two weeks of street surveillance training to the Greek National Police in Athens during May 1993. Four officers from Turkey and two from Greece were among the 57 students from 31 nations who attended the U.S. Federal Aviation Agency (FAA)'s two-week Aviation Security Training seminar in 1993.

In 1993, the U.S.'s Anti-terrorism Assistance (ATA) program provided training in 13 different subject areas to 1,152 students from 23 countries. ATA arranged overseas seminars for a total of 1,407 participants in program activities involving 29 countries. More than 15,000 people from 81 countries have participated in the program since its inception in 1983.

La population turque semble de plus en plus sensible à la défense des droits de l'homme

Un rapport américain fait état du durcissement de la répression

Parallèlement au renforcement indéniable de la politique autoritaire du gouvernement d'Ankara, dénoncée par un rapport du secrétariat d'Etat

américain, une partie de la population turque s'éveille aux problèmes des droits de l'homme. Les réactions sont, certes, encore très sélectives,

mais l'Etat pourra-t-il longtemps ignorer cette évolution de la société civile, ainsi que la pression des gouvernements occidentaux ?

ANKARA

de notre correspondante

La scène, diffusée à plusieurs reprises à la télévision, a choqué de nombreux Turcs : des policiers s'attaquent avec une brutalité injustifiée à une quarantaine de manifestants, pour la plupart des femmes et des enfants d'origine tchéchène, qui s'étaient réunis, mercredi 1^{er} février, pour protester contre l'offensive russe. Si les altercations entre forces de l'ordre et manifestants ne sont pas rares en Turquie, un fait distingue cependant cet incident : les Turcs ont protesté, et le chef de la police d'Istanbul s'est publiquement excusé et a annoncé que les responsables avaient été démis de leurs fonctions. Certes, ces réactions sont encore très partielles. On se demande si les téléspectateurs auraient été aussi indignés si les manifestants avaient été des Kurdes.

Cela n'empêche pas le gouvernement de poursuivre sa politique de répression. Le secrétariat d'Etat américain, dont le rapport annuel vient d'être publié, déplore, ainsi, que « malgré les promesses du gouvernement Ciller en 1993 d'abolir la torture et d'établir un Etat de droit basé sur le respect des droits de l'homme, la torture et l'usage excessif de la force ont continué pendant toute l'année 1994 ». « Dans de nombreux cas, poursuit le rapport, les victimes de ces abus étaient des Kurdes ou certains de leurs partisans. De plus, le gouvernement poursuit rarement en justice les policiers responsables d'exécutions extrajudiciaires, de tortures ou d'autres violations des droits ; lorsqu'un cas aboutit à une condamnation, celle-ci est généralement clémence. » Le document américain consacre ensuite trente-six pages à l'énumération des violations et des abus de droit en Turquie, citant notamment la confiscation de

407 quotidiens, 490 périodiques et 35 livres au cours des neuf premiers mois de l'année et le fait que 250 plaintes de citoyens turcs sont actuellement examinées par la Cour européenne des droits de l'homme.

« Ces allégations sont fondées principalement sur des informations provenant de sources locales non gouvernementales », a déclaré le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Ferhat Ataman, ajoutant que Washington avait fait « l'erreur de communiquer des informations unilatérales ».

Cette réaction est symptomatique de l'attitude des autorités turques, qui sont loin d'être insensibles à la pression des gouvernements occidentaux, mais qui

adoptent, très souvent, une attitude défensive. Les accusations des pays amis sont, ainsi, rejetées par de nombreux Turcs comme étant la preuve de l'animosité de ces pays à l'égard de la Turquie.

La première étape de la démocratisation du pays doit passer par une révision de la Constitution répressive rédigée sous l'égide des militaires après le coup d'Etat de septembre 1980. Des amendements constitutionnels figurent régulièrement à l'agenda du Parlement, mais les rivalités entre les partis, le conservatisme de nombreux députés, et avant tout, un manque de détermination politique, ont, jusqu'à présent, bloqué leur adoption.



PROCÈS D'OPINION

Le tableau paraît donc bien sombre. D'après la Fondation turque des droits de l'homme, 105 intellectuels, écrivains, journalistes ou politiciens étaient emprisonnés à fin novembre 1994. Le quotidien *Ozgür Ulke* a annoncé, samedi 4 février, qu'il était obligé de fermer, à la suite d'une décision judiciaire.

Pourtant, la multiplication des procès d'opinion, montre aussi l'augmentation du nombre de personnes prêtes à s'exprimer. Malgré les défauts des médias turques, en particulier la pauvreté des reportages sur la situation dans le Sud-Est anatolien, l'accès à l'information est aujourd'hui plus facile grâce, notamment, à l'arrivée des chaînes de télévision privées. Les questions les plus épineuses – y compris le problème kurde – font aujourd'hui l'objet de débats télévisés, ce qui était inimaginable il y a quelques années. Le président du Haut Comité pour la radio et la télévision, Ali Baransel, a annoncé qu'après une quarantaine d'avertissement des mesures plus sévères – allant jusqu'à la fermeture temporaire des chaînes de télévision enfreignant les règles – étaient envisagées.

Mais les fermetures de journaux, les arrestations, les inculpations – comme celle de l'écrivain Yachar Kemal – rapportées en détail par les médias ne font, en définitive, qu'attirer l'attention du public. Si les tribunaux tentent d'endiguer le flot d'informations, les idées, une fois exprimées publiquement, ne peuvent pas être effacées. Le temps semble, donc, venu pour les politiciens turcs, très en retard sur la population, de s'adapter aux changements perceptibles dans la société.

Nicole Pope

Le soir de Bruxelles - 7 février 1995

Turquie : la lourde hypothèque des droits humains

En Anatolie, il n'y a pas un seul paysan qui n'ait été au moins une fois dans sa vie battu par les gendarmes, par les hommes de l'État. (...) La Turquie n'a jamais été réellement démocratique. La personne qui s'exprimait ainsi le 24 janvier dans les colonnes de « Libération » s'appelle Yachar Kemal et est, à 71 ans, le plus grand romancier turc vivant. Il se trouve sous le coup d'une inculpation pour « propagande séparatiste » pour avoir publié dans le « Spie-

gel » allemand un article dénonçant « 70 ans de répression et d'oppression gouvernementale contre le peuple turc et le peuple kurde ». Son cas n'est pas isolé : fin novembre, 105 intellectuels étaient emprisonnés pour leurs idées, selon l'Association turque des droits de l'homme. Le cas des huit députés kurdes condamnés en décembre à des peines de 3 à 8 ans de prison connut une publicité certaine à l'étranger.

Ces dernières années, les violations les plus flagrantes des droits de l'homme ont en effet eu pour cadre la lutte contre les Kurdes. De nombreuses missions sont rentrées de Turquie en possession d'informations alarmantes. Il n'est pas jusqu'à

l'annuel rapport du Département d'État américain qui n'ait, le 1^{er} février, observé que la situation des droits de l'homme en Turquie s'est « nettement aggravée l'an dernier » (le rapport n'oublie pas de dénoncer les méthodes du PKK, rebelles armés kurdes). Et de citer l'usage excessif de la force par l'autorité publique, la torture et les violences contre les civils, les meurtres mystérieux, etc.

Le gouvernement turc s'est souvent employé à convaincre ses partenaires européens de ses bonnes intentions en matière de droits de l'homme. Selon les organisations compétentes, ces promesses n'ont pas encore été tenues.



The IHD chairman Akin Birdal seen in front of the Ankara State Security Court (DGM) on Tuesday.

TDN Ali Fuat Ulay

Ankara DGM postpones IHD case to March 14

Turkish Daily News

ANKARA- The Ankara State Security Court on Tuesday postponed the expected verdict in the controversial trial of leading human rights activists to March 14.

President Akin Birdal of the Human Rights Association (IHD), Hüsnü Okçuoğlu, a former pro-Kurdish deputy, Alparslan Berktaş, the IHD's former İzmir district president, and left-wing writer Yalçın Küçük are being tried over the speeches they made at the Human Rights Week three years ago.

The court postponed the hearing to March for the provision by the police of the tape recordings of the speeches.

The prosecutor had demanded a jail sentence of up to three years for Akin Birdal for "instigating the people to violence by voicing sentiments of hatred and grudge."

Calling for the acquittal of Berktaş, the prosecutor had called for the separation of the case against Yalçın Küçük because he is abroad.

He had called for the sentencing of Okçuoğlu and Yıldırım from two to five

years on charges of separatism.

The sentencing of eight pro-Kurdish deputies to up to 15 years in jail on similar charges last December caused an outcry in the West and provided material for unprecedented critical reports from the U.S. State Department and Amnesty International on Turkey's human rights performance.

The same court acquitted Yavuz Önen, the president of the Turkish Human Rights Foundation (TIHV), last month.

Turkish Daily News

Wednesday, February 8, 1995

The Anti-Terrorism Bill debate

By Orya Sultan Halisdemir

Turkish Daily News

The amended Anti-Terrorism Bill was one of the most discussed issues in domestic politics in Turkey in 1994. Was it democratic, considering it was included in the coalition government's democratization package? Did it violate human rights? Did it ban freedom of belief? Why were the Islamic groups objecting to it? What were the arguments of the intellectuals?

Those were the questions that dominated arguments over "the Bill." Although it seems like the politicians have forgotten about the bill and the democratization package, it is more likely that it will return to the agenda after the failing marks Turkey has received in the recent U.S. State Dept.'s report on human rights.

The report described the 1991 Anti-Terrorism Law as defining terrorism broadly and ambiguously and as the basis of detention of both alleged terrorists and a broad range of people on the charge that their acts, words, or ideas promote separatism and "threaten the indivisible unity of the state".

Included in the democratization package, which was first put forward in the coalition government protocol in 1991, with Süleyman Demirel at the head of the True Path Party (DYP) and Erdal İnönü leading the Social Democratic People's Party (SHP), the amended Anti-Terrorism Bill has caused turbulence both in the coalition government and also within different circles of society.

After the approval of the privatization package on Nov. 30, which found hard-line supporters in the DYP, debate on the democratization package began, as was promised by the senior partner of the coalition in return for SHP support of the privatization package. The first section of the democratization package, the amended Anti-Terrorism Bill — an answer to criticism that the Anti-Terrorism Law was undemocratic — ran into opposition just after being approved by the Parliamentary Justice Commission.

The opposition centers around Articles 1 and 8 of the bill. The Islamic groups reacted to the definition of terrorist activities in Article 1 of the bill — the employing of violence and threats to the Republic, as defined in Article 2 of the Turkish Constitution, with the aim of destroying or disturbing the indivisible unity of the country. For the Islamic groups, the "secularist" nature of the state is the main issue. Under Article 1, acts against the secular characteristic of the Republic, one of the features of the Republic stated in Article 2 of the Constitution, are considered terrorist activities.

Deputy chairman of the Welfare Party, Rıza Ulucak, argues that Article 1 of the amended bill tries to create a crime with an abstract definition and puts limits on freedom of belief.

Islamic groups also found fault with Article 8 of the Bill, saying there is a big difference between the two versions of Article 8 contained in the law and the bill. Briefly, the article, both in the law and in the bill, bans organizations such as associations, foundations, and unions from involvement in terrorist activities. However, the terminology used in its description differs; the law states that if the terrorist activities defined in the law take place with the help of associations, foundations, or unions, and if the building of these formations or their subsidiary formations are used for any terrorist activities, in cases of proof of their involvement, these formations' activities will be banned and the punishment would be double than that indicated in the second article. On the other hand, the bill omits the phrase "in cases of proof of their involvement."

The objections of the Islamic groups center on this point. According

to them, leaving the "proof" phrase out of the bill version means that any association, foundation, or union could be easily closed down without any proof of their involvement in terrorist activities. Because of the abstract definition, they say, any crime that has indirect involvement with an foundation or association will be a reason for their closure. Even if an individual member of the foundation commits a crime, they argue, the foundation as a whole can be punished. "Individuals can be subjects of crime and punishment, not formations," is the base of this argument.

A front led by the Islamic groups rejected the "Bill" and started a campaign against it, saying the Bill brought back Article 163 of the Criminal Code, which had banned the dissemination of religious propaganda. Article 163 was removed from the Code in 1991. Many of the DYP and Motherland Party (ANAP) deputies joined this campaign.

In addition to these criticisms of "the Bill," there was also an argument that it promoted separatism by excluding "thought" from terrorist crimes.

Ulucak reportedly said that Article 8 of the amended bill promotes separatism and gives privileges of freedom of thought to separatist groups, by excluding works of research, examination, criticism, etc.,... from prosecution under separatism charges.

These reactions by Islamist circles were interpreted by many to mean that Islamists want freedom for themselves but cannot share it with others.

In addition to the objections coming from the rightist parties and rightist circles of society, there were also rejections from writers and academics.

Fikret Başkaya, an academic imprisoned for a book he has written, was among the critics. He was reported to have said that "the bill" could not be considered democratic. Referring to the claims of the Islamist



Haluk Gerger and Fikret Başkaya, both prisoners of conscience, do not believe that the amended anti-terrorism bill will provide any solutions to terrorism in the country.

Photos TDN File

groups that Article 163 was coming back, he said that this was another sort of suppression of thought or belief and that it would extend its territory to other areas soon.

When "the Bill" was being debated in the Parliament, Prime Minister Tansu Çiller met with a couple of the leaders of Islamic groups, including Fettullah Hoca, the leader of the Fettullah Order, and Mehmet Zeki Kutlular, the owner of the Yeni Asya daily, which is known for its standing in the Nurcu order. While Çiller was busy meeting with these people, her coalition partner, SHP Chairman Murat Karayalçın, met with the leading names from Islamic daily Zaman, Fehmi Kuru and

A front led by the Islamic groups rejected the "Bill" and started a campaign against it, saying the Bill brought back Article 163 of the Criminal Code, which had banned the dissemination of religious propaganda. Article 163 was removed from the Code in 1991. Many of the DYP and Motherland Party (ANAP) deputies joined this campaign.

In addition to these criticisms of "the Bill," there was also an argument that it promoted separatism by excluding "thought" from terrorist crimes.

Ulucak reportedly said that Article 8 of the amended bill promotes separatism and gives privileges of freedom of thought to separatist groups, by excluding works of research, examination, criticism, etc.... from prosecution under separatism charges.

These reactions by Islamist circles were interpreted by many to mean that Islamists want freedom for themselves but cannot share it with others.

In addition to the objections coming from the rightist parties and rightist circles of society, there were also rejections from writers and academics.

Fikret Başkaya, an academic imprisoned for a book he has written, was among the critics. He was reported to have said that "the bill" could not be considered democratic. Referring to the claims of the Islamist groups that Article 163 was coming back, he said that this was another sort of suppression of thought or belief and that it would extend its territory to other areas soon.

When "the Bill" was being debated in the Parliament, Prime Minister Tansu Çiller met with a couple of the leaders of Islamic groups, including Fettullah Hoca, the leader of the Fettullah Order, and Mehmet Zeki Kutlular, the owner of the Yeni Asya daily, which is known for its standing in the Nurcu order. While Çiller was busy meeting with these people, her coalition partner, SHP Chairman Murat Karayalçın, met with the leading names from Islamic daily Zaman, Fehmi Kuru and Alaaddin Kaya.

Both the leaders were reportedly seeking support from the religious groups for "the Bill". There were some who said that to prevent RP's rise, DYP was seeking the support of the religious orders.

Haluk Gerger, also prosecuted for thought crimes, was quoted in the daily Cumhuriyet as saying that the issue of crimes of thought, which was defined in the Anti-Terrorism Bill, had gained its legitimacy from the Kurdish problem.

He was also reported to have stated that if only freedom of expression were restored, allowing free debate on the issue, there would not be any need for bills or laws to prevent terrorism.

Prof. Bülent Tanor, an expert on constitutional law also quoted in Cumhuriyet, said that 1994 witnessed four controversial incidents; lifting of the parliamentary immunity of [the Democracy Party (DEP)] deputies, abolishing of a party, (DEP), prosecution and detention of deputies and many imprisonments under Article 8. He said that all these actions were justified using the Anti-Terrorism Law. He argued, however, that the law structure in Turkey, the Constitution, was the basis of such practices in addition to the Anti-Terrorism Law. He had said that, despite the fact that this system was under the control of international and universal judiciary, their authority to have any change on the law was not as strong as had been believed.

Tanor added that if a new structure can be achieved, in the left and right, which would result in a general election, the way may be cleared to democratizing the judiciary system.

ANTI-TERRORISM LAW

Terrorism as defined in the law

Article 1: Terrorism is defined as all actions by an individual or individuals belonging to an organization aiming at altering the characteristics of the state as defined in the Constitution, or changing the political, judicial, social, secular, or economic order of the Republic; or to disrupt its indivisible unity; or endangering the existence of the state and the Republic, weakening, destroying or usurping the state's authority, destroying basic rights and freedoms; or endangering the internal and external security of the country; disrupting the established order or public's health.

The term "organization" covers bodies, foundations, armed associations, bands and armed bands as described in the Turkish Penal Code and related legislation.

Terroristic activities and punishments as described by the law

Article 7: Persons founding, under whatever name, organizations coming under the scope of Article One of this law — with continuing relevance of articles 3 and 4 of this law as well as the articles 168, 169, 171, 313, 314 and 315 of the Turkish Penal Code — or directing their activities or leading them, face punishment ranging from five to 10 years of imprisonment and fines between TL 200 million to TL 500 million. The people who join such an organization also face prison sentences ranging from three to five years and fines ranging from TL 100 million to TL 300 million.

People who render assistance to the members of the above mentioned organizations or make their propaganda face jail terms from one to five years and fines from TL 50 million to 100 million even if their actions constitute another crime. In cases where assistance is rendered by associations, foundations, political parties, labor and professional institutions; and if buildings or sub-institutions of these bodies, educational institutions and dormitories, or their additional buildings are used, the punishment indicated in the second provision of this article is doubled. In addition to this, if it is proved that any of the associations, foundations, unions, and similar institutions are associated with terrorist organizations, their activities will be stopped and these institutions will be closed. The assets of these organizations will be confiscated.



The chairman of the Human Rights Association (IHD), Yavuz Önen — on the right — and Fevzi Argun, IHD council member, were tried on the basis that they had violated Article 8 of the Anti-Terrorism Law.

AMENDED ANTI-TERRORISM BILL

The narrower definition of terrorism in the bill

Article 1: Terror is defined as all actions employing force, violence or intimidation — aimed at causing fear and panic to the public or individuals — to change the characteristics of the Turkish Republic which is described in Article 2 of the Turkish Constitution, and to destroy the indivisible unity of the country.

The terroristic activities and their punishment as they are in the bill

Article 8: People who employ terror as defined in Article 1 of this bill; and people who instigate or commit the crimes listed

in articles 3, 4 and 7 of this bill; or those who praise them and those who organize meetings or stage marches to instigate or encourage these crimes, those who consciously participate in such meetings and marches; and those who distribute the documents and leaflets of terrorist organizations with the aim to win sympathizers; and those who consciously praise these organizations, are liable for imprisonment from two to five years and fines from TL 500 million to TL 1 billion.

The people who overreach the limits of research investigation, arguments and criticism to engage in propaganda activities and thereby create an open and close threat against the indivisible unity of the country, are liable to imprisonment from one to three years and fines ranging between TL 200 million to TL 500 million.

People who provide arms to terrorist organizations or their members, or people who help them intentionally by providing money and property, or people who mediate between terrorist organizations, or between members of such organizations, are liable to imprisonment from three to five years — unless the aid they render calls for heavier punishment — and fines from TL 1 billion to five billion.

If these acts are committed in organizations, foundations, political parties, labor organizations, professional organizations

TURQUIE.

Le gouvernement continuant de nier leur existence, les violations des droits de l'homme se multiplient

Index AI : EUR 44/WU 03/95

Embargo : 8 février 1995 à 0 h 01 GMT

Dans un rapport* publié ce jour (mercredi 8 février 1995), Amnesty International déclare que les forces de sécurité turques commettent chaque jour des violations des droits de l'homme, et que cette situation continuera aussi longtemps que le gouvernement turc persistera à nier l'existence de telles pratiques.

La recrudescence des violations des droits fondamentaux imputables aux forces de sécurité dans le sud-est de la Turquie va de pair avec les actes commis par des membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui procèdent à des "exécutions" sommaires et tuent des civils au cours d'attaques lancées contre des communautés kurdes soupçonnées de soutenir le gouvernement. Ces exactions n'ont pas cessé bien que le PKK se soit engagé, en décembre 1994, à respecter l'article 3 commun aux quatre Conventions de Genève, qui protège les civils et les prisonniers.

Le gouvernement turc tente de dissimuler l'ampleur des violations des droits fondamentaux en intentant des poursuites à l'encontre des défenseurs des droits de l'homme et en fermant des sections locales de l'Association turque des droits de l'homme. Il a également pris des mesures restreignant la liberté de la presse d'opposition et limitant les activités des organisations politiques. Le chercheur d'Amnesty International sur la Turquie s'est vu refuser l'entrée dans le pays en septembre 1994.

L'organisation mondiale de défense des droits de l'homme fait observer que la politique du gouvernement turc consistant à nier l'existence des violations a entraîné une recrudescence du recours à la torture, des "disparitions" et des exécutions extrajudiciaires, actes commis en toute impunité par les forces de sécurité dans tout le pays.

En novembre 1994, l'Union européenne, l'Autriche, la Finlande, la Norvège et la Suède ont fait une déclaration commune à Budapest, lors d'une réunion au sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) - désormais appelée Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Ces pays ont exhorté la Turquie à inviter une mission de l'OSCE qui serait chargée d'observer la situation des droits de l'homme dans le pays et de proposer des réformes. La Turquie a jusqu'à présent refusé d'accéder à cette demande.

Les membres de la communauté internationale devraient par ailleurs veiller à ce que des transferts d'équipement militaire et de sécurité ne favorisent pas les violations des droits fondamentaux. Amnesty

International a en effet appris que des véhicules blindés, des hélicoptères et d'autres avions avaient été utilisés lors d'opérations lancées par les forces de sécurité dans le sud-est de la Turquie et au cours desquelles des violations des droits de l'homme avaient été commises. Des "disparus" ont été vus pour la dernière fois alors que des membres des forces de sécurité les faisaient monter à bord d'hélicoptères. L'Allemagne, les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et la Russie font partie des pays qui fournissent ce type de matériel à la Turquie.

C'est pourquoi l'Organisation prie instamment les gouvernements qui autorisent la livraison de matériel militaire et de sécurité à la Turquie de veiller à ce que celui-ci ne soit pas utilisé pour commettre des violations des droits fondamentaux. Ils devraient mettre un terme aux transferts de matériel s'ils ne reçoivent pas de telles garanties et ne peuvent les vérifier.

Les premières informations faisant état de "disparitions" en garde à vue en Turquie ont commencé à parvenir à Amnesty International il y a quatre ans. Depuis, le nombre de "disparitions" n'a cessé d'augmenter, malgré les mises en garde répétées adressées aux autorités. Plus de 50 cas ont été signalés en 1994.

Les villageois habitant les provinces du sud-est de la Turquie placées sous état d'urgence sont les principales victimes de violations. Mais le climat d'impunité dont bénéficient les soldats déployés dans cette région s'étend désormais aux policiers et aux autres membres des forces de sécurité dans tout le pays.

Les opposants politiques présumés ne sont pas les seules victimes d'actes de torture, des suspects de droit commun ont également subi des sévices. C'est ainsi qu'en décembre 1994, Abdullah Salman, treize ans, a été accusé à tort d'avoir dérobé un portefeuille sur son lieu de travail. Cet adolescent a été maintenu en garde à vue pendant trois jours. Les policiers l'ont roué de coups et frappé à coups de pied après lui avoir bandé les yeux ; il a également reçu des décharges électriques.

Dans son rapport, Amnesty International présente un certain nombre de recommandations précises concernant les mesures urgentes que le gouvernement turc devrait immédiatement prendre pour mettre un terme aux violations des droits de l'homme. L'Organisation appelle également la communauté internationale à traduire sa préoccupation face à la recrudescence des violations des droits fondamentaux en Turquie en actions appropriées, menées par des organisations telles que l'OSCE ou les Nations unies.

Pour toute information complémentaire, contacter le service de presse Josette Debord
 Tél.: 49.23.11.11

*Rapport disponible en anglais

JOURNAL DE GENÈVE - 8 février 1995

RAPPORTS Sévices, violences, disparitions, exécutions sommaires

Droits de l'homme: la surdité de la Turquie

Dans un tir groupé, plusieurs organisations, dont Amnesty International, se livrent à une attaque en règle contre le refus des autorités d'Ankara de reconnaître de très graves violations des Droits de l'homme, au Kurdistan surtout.

Les forces de sécurité turques violent quotidiennement et en toute impunité les Droits de l'homme: avec un à propos voulu, Amnesty International publie ce mercredi un rapport accablant sur l'armée. L'organisation continuera de le faire aussi longtemps que les autorités d'Ankara pratiqueront une politique de «démenti systématique» dans ce domaine.

La parution du rapport coïncide avec la réunion annuelle de la Commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève et avec l'annonce, plus que probable, d'une union douanière entre l'Union européenne et la Turquie, début mars. Le document ne ménage pas non plus les actes commis par les membres du PKK - la guérilla kurde - qui, notent-ils, procèdent à des exécutions sommaires et tuent des civils au cours d'attaques lancées contre ceux qui sont soupçonnés de soutenir le gouvernement: pour l'heure, l'engagement, pris par le PKK en décembre dernier, de respecter l'article 3 commun aux quatre Conventions de Genève, n'a guère changé la situation.

Amnesty relève que le gouvernement d'Ankara tente de cacher l'ampleur des violations en intentant des poursuites aux défenseurs des Droits de l'homme, et en fermant nombre de leurs bureaux. La liberté de presse et d'opinion a été réduite. L'enquêteur d'Amnesty s'est vu refuser l'entrée dans le pays. Conséquence de cette politique: le recours à la torture, les disparitions, les exécutions sans procès se sont multipliés, impunément. Et Ankara se refuse toujours à accueillir une mission de l'OSCE, proposée par la Suède, la Norvège, l'Autriche et la Finlande.

Le rapport se double d'une mise en garde contre la vente de matériel de guerre, dont l'usage - des hélicoptères par exemple - est désormais fréquent.

dans la politique de répression des forces de sécurité.

Conjointement, l'Association médicale turque, rapporte, dans un texte séparé, les violations de plus en plus fréquentes des Droits de l'homme dans le sud-est de la Turquie. Elle relève que les professionnels de la santé (médecins, infirmiers et infirmières) sont depuis des années l'objet de pressions visant à les empêcher de soigner la population selon leur conscience: exigence de fausses déclarations médicales, patients blessés arrêtés, occupation de lieux où sont prodigués les soins, autant de mesures qui ont eu pour effet, ces dernières années, de réduire considérablement le

nombre des professionnels de la santé dans la région. Sans parler de ceux qui ont tout simplement disparu ou ont été liquidés par les forces de sécurité. Le rapport cite ainsi une liste de 10 praticiens disparus ou exécutés depuis 1992.

La voix d'Amnesty International, en ce début de semaine, n'est d'ailleurs pas seule: le secrétariat d'Etat américain publie ces jours un rapport de la même teneur. On y lit que «malgré les promesses du gouvernement Çiller en 1993 d'abolir la torture et d'établir un Etat de droit basé sur le respect des Droits de l'homme, la torture et l'usage excessif de la force ont continué pendant toute l'année 1994». Le tableau, que confirme au

surplus la Fondation turque des Droits de l'homme, reste extrêmement sombre. Quelques chiffres: 407 quotidiens, 490 périodiques et 35 livres ont été confisqués au cours des neuf premiers mois de l'année; 105 intellectuels, journalistes, écrivains ou politiciens étaient incarcérés à fin novembre 1994. Dans le lot: le grand écrivain Yachar Kemal. Tableau que seule la multiplication des sources d'information et des débats à la radio et à la télévision (sur la question kurde par exemple) est heureusement susceptible de contrebalancer.

Antoine Bosshard

L'horreur des prisons: un Kurde parle

naire des gardiens impunis qui, à Ankara comme à Montevideo ou Santiago du Chili, réduisent l'homme à moins que lui-même: «Ils ne cherchent, écrit Mehdi Zana, qu'à nous humilier au tréfonds de nous-mêmes.» Et à un tempo inouï: dès l'arrestation, les détenus subissent «dix-huit mois de tortures à raison de quatre à cinq jours par semaine. Pas d'eau pour se laver pendant quatorze mois. Pas même un miroir pour se regarder.»

Le résultat, en quelques années: 60 morts. Et, après une grève de la faim, en dépit des promesses faites par la direction de la prison, la poursuite des tortures. La liste des sévices est interminable, et leur accumulation même, comme les horreurs de Bosnie, engendre cet écoeurement qui est proche de la lassitude: l'isolement, la crasse, les poux et les rats, l'entassement, la privation de sommeil, le chien du capitaine qui dévore les testicules, les électrodes branchées sur le sexe, les souillures dans la nourriture... Mais appelle une seule question: pourquoi? mais pourquoi?

La réponse des autorités turques est toujours la même depuis soixante-dix ans: la «sécession» kurde (un adjectif interdit, une langue interdite) vise à la destruction de l'Etat turc. Au nom de cela, tout est permis. Dans un Etat européen, membre du Conseil de l'Europe, de l'OTAN, de l'OSCE, signataire de la Convention sur la torture, et qui voit s'ouvrir, ces jours justement, les portes de l'Union européenne, en échange de progrès à Chypre. Le témoignage de Mehdi Zana, dans sa dignité, est le contre-argument le plus efficace contre la propagation des autorités turques, qui voient dans n'importe quel Kurde un terroriste du PKK. Or Zana est un pacifique, et l'illustration même de cette catégorie de Kurdes avec lesquels le gouvernement d'Ankara n'a que trop tardé à négocier.

A.Bd

Mehdi Zana, La Prison No 5. Onze ans dans les geôles turques. Arléa, 1995.

PROFESSOR METİN HEPER*

The state and the Kurds in Turkey

THURSDAY, FEBRUARY 9, 1995

In the international literature concerning ethnic problems, it is generally assumed as a hypothesis that in those countries having such problems, the state is controlled by a dominant group and eventually those ethnic groups which are left in the minority are not allowed to have their own identity and, are, in fact, assimilated by the said dominant group. The Kurdish issue in Turkey is considered in a similar manner and it is maintained by some that the "dominant Turkish element" has been assimilating the "Kurdish element" for a long time and thus the "Kurdish element" is continually rebelling against the state.

The said hypothesis and the supposed outcome deriving from this hypothesis do not reflect the reality. During the Ottoman period and the Republican era until recently no distinction has made between the Turkish and Kurdish elements. In fact, neither those in power nor the man in the street have asked themselves the question "Who is a Turk and who is a Kurd?" During the Ottoman period a distinction was not made among subjects according to their ethnic background but according to their religious background.

Turks and Kurds have both been considered as members of the Mohammedan community and, therefore, equal. Also among the public, Turks and Kurds have considered themselves as members of the same Islamic community and did not distinguish one from the other as having a different identity. In any case, in the Ottoman state, ethnic nationality was not a well-known concept.

Only Europeans referred to Turks as "Turks." With the political reforms of 1839 not only Kurds but also non-Muslims were considered equal at least before the law. Under such conditions, one could not conceive of the possibility that the dominant Turkish ethnic element would have controlled the state, and the Kurdish ethnic element would have been assimilated by that state.

As a matter of fact the ruling class during the Ottoman period was not made up of Turkish ethnic elements; therefore the ruling class was not called "Turk" but "Ottoman." They were inculcated into the idea of serving the state. They were always pre-occupied with the problem of keeping the state healthy; they were not at all interested in supporting any ethnic element (or a social class) against another. Both during the Ottoman and in the Republican era efforts were directed to state-building and not nation-building. Therefore the dominant notion of nationalism during both periods was not ethnic

nationalism, but cultural nationalism. One belonged to a nation because one shared with others certain cultural characteristics and not because one had a certain ethnic origin. During the Republican era, the word "Turk" has been used to cover both Turks and Kurds. The reason for this was not to dissolve the Kurdish identity in the Turkish identity. As a matter of fact, Atatürk talked of "Turks, Kurds and other Muslim elements."

İsmet İnönü, the prime minister of Atatürk talked of Turkey during the Lausanne Conference as "the homeland of Turks and Kurds." The founders of the Republic thought that Turks and Kurds and other ethnic elements that lived together within the boundaries of the state shared many cultural features. This society, which culturally was quite homogeneous, needed a name. The most appropriate name was "Turkish."

Atatürk and his friends maintained the concept of "nation," a secular term, rather than "community," a term having rather a religious connotation. However, as I mentioned earlier, they conceived "nation" not as an ethnic cultural but as a cultural concept. According to them, speaking the same language was not so important as sharing the same culture. As a matter of fact, during the late 1930s and early 1940s, Turkish speaking Gagauzi were not allowed to migrate to Turkey because they were Christian, but Bosnians who spoke no Turkish but who were Muslims, were allowed to do so.

Because of all these reasons, the Kurdish elements could not be conceived as having been assimilated by the Turkish elements. Why would you assimilate a people whom you consider basically no different than yourselves? Kurdish ethnic citizens have climbed the public ladder up to the higher steps, including the posts of prime minister and president. They were not "assimilated" Kurds. They were, both in the state's and the people's perception, no different than other citizens. Therefore these citizens have never been distinguished as being of Kurdish origin. The fact that some dignitaries are of Kurdish origin has been discovered only recently.

Two more points must be underlined. The Sheik Said Rebellion was not essentially an ethnic rebellion. The Sheik Said Rebellion was a rebellion against centralization and equalization policies on the part of the state. Such leaders rebelled because they could no longer rule over their land as freely as they wished and they did not consider the Sunnites and Alevites as equal. Those tribal leaders close to

the state did not join the Sheik Said supporters. This last point also shows that the rebellion had no solid ethnic basis.

Another point that needs to be underlined is this: it is true that ever since the beginning of the 20th century ethnic nationalist thought has been developing in Turkey. But this ethnic nationalist thought was not adopted by the founders of the Republic. Ethnic nationalist thought was defended by some intellectuals such as Yusuf Akçura who came to Turkey from Russia at the beginning of the 20th century. These

intellectuals tried to build nationalism on the concept of language and therefore attribute an ethnic characteristic to nationalism. These intellectuals were trying to establish a link between those Turkish elements in the then Russia with the citizens of

Turkey. However, this approach by Yusuf Akçura and his friends to nationalism was not adopted by "native intellectuals," including Ziya Gökalp, who adopted cultural nationalism. Atatürk and his friends, who thought that all elements living in the land shared many cultural features, could not conceive an understanding of nationality based on language unity. Neither Atatürk nor his friends adopted ethnic nationality as expressed by Yusuf Akçura and his friends and, therefore, did not later approve ethnic nationalism such as Pan-Turanism movements.

Approaching the issue from this perspective, the fact that some are recently talking of Kurdish reality should not be taken to mean "We should give Kurds their rights." The Kurdish citizens have never been denied their rights, so why now? Let me take the opportunity to mention that the fact that southeast Anatolia has been economically underdeveloped has not been the outcome of a deliberate state policy. The reason for the underdevelopment in question stems from the fact that our economic relations with the West started first in the western regions and consequently infrastructure investments were made in those regions. As a consequence the bulk of later productive investments were directed to those areas.

What is meant by "Kurdish reality" is that the Kurdish citizens have their own cultural features. Thus, today the state allows them to speak, sing, publish in their own tongue, to conduct research into their own identity, to celebrate their own festivals and privately teach their own language. The state

today recognizes the cultural rights of its Kurdish citizens. The rights not granted to Kurdish citizens are those that would cause their gradual alienation from other citizens, such as teaching Kurdish in state schools, establishing radio and television broadcasts, and forming separatist political organizations. According to the founders of the Republic and to current political authorities, Kurds in Turkey who are "first class citizens" along side the citizens of Turkish origin, will never lose or weaken their loyalty to the state if granted their cultural rights, and will never see themselves as a distinct political identity opposing the state; it is thought that the latter rights may lead to such developments.

The state in Turkey has traditionally been in favor of justice and equality. The Kurdish reality has been

acknowledged, because it is thought that the Kurdish citizens must be allowed to maintain their cultural features. However, Kurdish citizens are not allowed practices which would separate them from the Turkish citizens such as Pan-Turanism and extremist Turkish nationalism represented by the Nationalist Action Party at one time because the state favors a just and equitable approach to all its citizens.

It is a fact that at times there has been a certain tolerance in Turkey by the state toward ethnic Turkish nationalism; however, this fact does not contradict the thoughts expressed here. Because such tolerance was shown when the danger of communism was conceived to have emerged in the country.

Under those circumstances, ethnic Turkish nationalism has been perceived as a means to hold society together. However, whenever ethnic Turkish nationalism emerged making

Kurdish citizens a target this was not tolerated. With the reemergence of the separatist Kurdish movement in Turkey responsible statesmen and women have warned against the danger of a falling out between Turkish and Kurdish citizens.

First and foremost among those people was President Süleyman Demirel. It is a state policy to avoid sowing seeds of separation between Turkish and Kurdish citizens. It is the state's desire to develop the southeastern region and not to create irreparable enmity between Turkish and Kurdish citizens. Thus while respecting the cultural identity of Kurdish citizens, the state in Turkey also wishes them to see themselves as fellow citizens sharing the same aspirations and the same ideals as other citizens. A great majority among them do.

* Head of the Political Science and Public Administration Department at Bilkent University, Ankara.

The state in Turkey has traditionally been in favor of justice and equality. The Kurdish reality has been acknowledged, because it is thought that the Kurdish citizens must be allowed to maintain their cultural features. However, Kurdish citizens are not allowed practices which would separate them from the Turkish citizens such as Pan-Turanism and extremist Turkish nationalism represented by the Nationalist Action Party at one time because the state favors a just and equitable approach to all its citizens.

Education minister and undersecretary contradict each other on 'virginity test'

'The relevant article has been in regulations for secondary education, and their revisions, since 1971'

By Orya Sultan Halisdemir
Turkish Daily News

ANKARA- While public reaction to the issue of "virginity tests" in secondary schools continues, Education Minister Nevzat Ayaz and ministry Undersecretary Bener Cordan contradicted each other when speaking about the issue. Cordan, in an interview with TDN on Monday, said that there was no mention of a "virginity test" in the new regulations "Reward and Discipline in Secondary Education" issued by the ministry.

Article 17 of the regulations, which were published in the Official Gazette on Jan. 31, 1995, included a provision which states that "in cases of proven dishonesty or an attack on someone's honor, the student can be expelled from the school and banned from entering any other Ministry of Education school." Cordan, when asked whether the term "dishonesty" refers to sexual intercourse, said that it does not mean sexual intercourse, but refers to issues such as theft and lying. He had denied that the regulation gives any right to anyone to send a student to have a virginity test.

However, the same night Ayaz appeared on a TV program where he admitted that the article in question only targeted female students and

there was an element of forced virginity control in the regulation. "The relevant article has been in regulations for secondary education, and their revisions, since 1971," said Ayaz.

He even went further and said: "However, it is the Disciplinary Council, not the school principal, who would send a girl to have a virginity test." His assumption was that the disciplinary council, which includes a parent and a pupil, would not make a decision for a virginity test.

While Cordan said that the article in question was not even a new one and had been included in the regulations issued in 1939, 1971, 1975, 1978 and 1986, Ayaz's explanation can be described as "sinking in deeper and deeper while trying to cover-up the issue."

In view of the anger the article sparked among many sections of society, the ministry announced it would review and revise the regulation.

Another question which came to mind was if the regulation was perfect and did not give anyone the right to send a girl to have a virginity test, why did the ministry announce on Tuesday that it was going to review and revise the regulation from the beginning? This was

surely an acceptance of the shameful mentality they have.

Naturally, many people objected to the idea. Especially the parents who said they were the only ones responsible for their children's honor, not a principal or a discipline council. Women's groups and many teachers also rejected the idea. Many expressed that this was not acceptable and was a violation of human rights. Others argued that such practices would psychologically scar a female student for life.

This scandalous debate created by an age-old mentality was like a verification of the U. S. State Department's human rights report for 1994 which stated that Turkish police force women in custody to undergo virginity testing.

Two incidents came to mind during the debate; in 1992, two female students committed suicide after being forced to have virginity tests.

All these lead us to one conclusion. The Turkish state cares whether you are a virgin. However, the more important issue that needs to be taken as the basis for such articles and practices is that there is an ongoing process of an Islamic revival, which very clearly affects decisions taken by the Education Ministry and female students are just one of the targets.

Turkish Daily News

Turkey says Amnesty International report 'erroneous'

Turkish Daily News

ANKARA- Turkey rapped a report of the human rights watch group Amnesty International as "erroneous" and accused the organization of ignoring the fact that the Kurdistan Workers' Party (PKK) was a terrorist organization.

"The report makes important judicial mistakes," Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman said Wednesday of the 27-page report, entitled "A Policy of Denial."

"The AI calls the PKK terrorist guerrillas. The term,

which is defined by an additional protocol of the Geneva Convention, means an armed group that is fighting for the realization of its right of self-determination. But under international law, a war of self-determination cannot be carried out in a country which has a government that represents all of the people," Ataman said.

He also accused AI of not considering the rights of groups such as women and children, but only those of what he called "terrorists."

Court declares the phrase 'Kurdish people' is not considered as separatist propaganda

By Sinan Yılmaz
Turkish Daily News

ANKARA- A state security court (DGM) in Ankara has concluded that "using the phrase 'Kurdish people' does not come under the crime of spreading separatist propaganda."

The decision regarding the lawsuit filed against Yavuz Onen, the chairman of the Turkish Human Rights Foundation (TIHV), and Fevzi Argun, a member of the executive board of this foundation, who were tried on charges of spreading separatist propaganda in the booklet titled "Torture File," has been made public. Referring to the Anti-Terrorism Law, the court held that during the preparation of that law, freedom of expression was seen as a precondition for reaching a democratic social order and that the freedom to organize should not be harmed within that framework.

The ruling made by Mehmet Turgut Okyay, the presiding judge of the Ankara DGM No. 2 and other court members, Abdulkadir Davarcioğlu and İbrahim Kozan, sets a precedent for prisoners of expression. The decision which was taken unanimously contains a definition and an analysis of the Anti-Terrorism Law. The court notes that Article 8 paragraph 1 of the Anti-Terrorism Law bans spreading propaganda against the indivisibility of the state and that it calls for punishments for written and verbal propaganda which aims at division no matter under which motive or method it is carried out.

Pointing out that the law aims to ban any effort to prevent the exercise of the rights and freedoms set forth in the Constitution through the use of violence, the ruling continued: "However, when this is done, utmost care should be exerted in order not to damage freedom of expression, which is an inseparable condition for reaching a modern social order, and also the freedom to organize within this framework. It has been understood that the law (Anti-Terrorism Law) has been prepared with the motive of protecting the material order of the state and freedom of expression and thus make contributions to social peace."

The court noted that terms and statements provided in the booklet should be assessed as a whole by taking into consideration whether such terms or statements had been made or used with the intention of committing a crime.

Clarifying the phrase "Kurdish people," the court stated that Yavuz Onen had avoided making statements which contained active, widespread and systematic propaganda which advocated violence and that he had criticized various human rights violations and the political, economic, social and legal deadlocks after 1980. The court concluded that since the booklet mentioned the phrases Turkish and Kurdish people together and separately in various chapters, one could not say that

US has 4,077 troops stationed in Turkey

Turkish Daily News

WASHINGTON- The United States had 4,077 active military personnel stationed in Turkey as of Sept. 30, 1994, according to the latest figures released by the Department of Defense. The total included 3,760 Air Force, 273 Army, 24 Navy and 20 Marine Corps personnel.

In comparison, the United States has only 492 troops in Greece; of which 167 are Air Force, 18 Army, 232 Navy and 75 are Marine Corps personnel. Of the 24 U.S. troops stationed in Cyprus, six are in the Air Force, one is in the Army, and 17 are in the Marine Corps.

Among the countries where US military personnel are deployed in large numbers are Germany (87,955), Italy (12,743), the United Kingdom (13,781), Japan (45,398), Haiti (17,495), Cuba-Guantanamo (3,760), Panama (9,479) and South Korea (36,796).

Within the continental United States, there are 1,073,309 U.S. troops with 330,556 of these in the Air Force, 370,916 in the Army, 241,830 in the Navy and 130,007 in the Marine Corps.

the spreading of separatist propaganda was the aim of the booklet, because besides the existence of a community of people who formed a nation, there were others who lived in the same country who were connected to one another with common interests who were also called people such as the Anatolian people, the Turkish people in the Balkans.

The court continued, "Furthermore, giving different meanings to some words or terms through a broader interpretation in order to create an element of crime does not conform with the general principles of the Criminal Court. If a sentence or a paragraph has different meanings, then this situation is used in favor of the defendant."

The court concluded that in line with its purposes and functions, the TIHV had aimed to make public human rights violations in Turkey by indicating their place and time and giving concrete examples and that it had prepared the booklet with the purpose of drawing the attention of the officials to the prevention of human rights abuses. The court had earlier ordered the acquittal of the defendants since the booklet did not contain the elements of crime.

Onen and Argun were on trial for their booklet which contained information about the people who allegedly died under torture between 1980 and 1984. The prosecutor had demanded a prison term ranging from two to five years in accordance with the Anti-Terrorism Law.

Turkey asks Greece for information on PKK terrorists

Turkish Daily News

ANKARA- Turkey has asked Greece for information on the testimony of two terrorists who claimed they had received training in Greece.

Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman said in his weekly press conference that the Greek Embassy counsellor had been summoned to the Foreign Ministry late Tuesday.

Cenk Duatepe, the head of the intelligence desk in the Foreign Ministry, told the Greek diplomat that Ankara was "deeply concerned" about the allegations that Kurdistan Workers' Party (PKK) terrorists were using Greece as a base.

"We also voiced our expectation that Greece would adopt a more sensitive approach toward terrorist activity," he said, adding that the latest developments were only an extension of previous events.

Last year, Turkish diplomat Haluk Sipahioğlu was killed in Athens by a terrorist organization called "November 19," although Ankara suspects the PKK was involved in the killing. "We could not miss the presence and support of Greek opposition and ruling party representatives in a press conference given by the spokesman of the terrorist organization," Ataman said.

Ataman added that any "weakness" in international cooperation against terrorism would sooner or later damage the country concerned.

Yaşar Kemal to face prosecutor again

Reuter

ANKARA- Yaşar Kemal, Turkey's most famous writer, will appear before an Istanbul prosecutor for the second time in less than three weeks to explain alleged separatist remarks, his lawyers said on Wednesday.

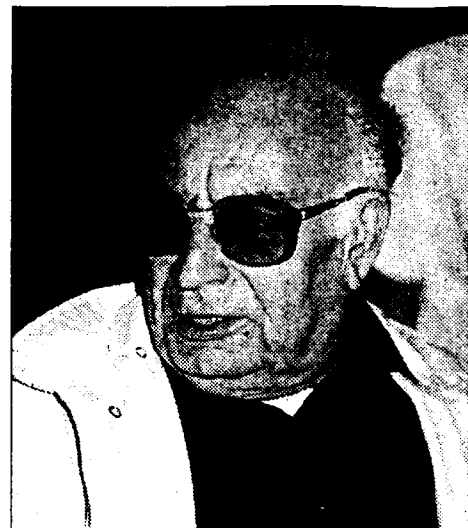
"Kemal and publisher Erdal Öz will give evidence...on February 9 at (Istanbul's) Beşiktaş state security court," said statement issued by Yaşar's lawyers.

The prosecutor will decide whether to charge Kemal with separatism for his contribution to a book of essays on the freedom of thought, one week after he was charged with separatism for an essay in German magazine *Der Spiegel*. Kemal appeared at the same court on January 23 to explain his *Spiegel* article and was subsequently charged.

The essay, which led to the book's confiscation, is essentially the same as an article written in January for *Der Spiegel*, but the prosecutor can press separate charges, the lawyers said earlier.

Kemal's article says Turkey has resorted to a "campaign of lies" to justify what he calls the oppression of its Kurdish citizens.

His trial begins on May 5 and he risks up to five years in prison if convicted under



Writer Yaşar Kemal

Turkey's tough anti-terror laws. Twenty-two other writers had written for the book of essays, and they would be present at Thursday's hearing, Konus said.

Kemal's trial has brought unwelcome publicity for Turkey, already under fire from Western agencies and governments over

Libération

8 février 1995

KIOSQUE

La fin du Pays libre

Özgür Ülke

Le seul quotidien kurde, publié en langue turque à Istanbul depuis le 28 avril 1994 a été définitivement interdit lundi par un tribunal civil, qui a décidé sur demande du procureur, que ce journal «était la suite du quotidien "Özgür Gündem" (L'Ordre du jour Libre), interdit

par la Cour de sûreté de l'Etat», à la mi-avril 1994. Le procureur, a précisé que «les éditorialistes, les adresses et numéros de téléphones des bureaux en Turquie et à l'étranger d'Özgür Ülke (Le Pays libre), étaient les mêmes que ceux d'Özgür Gündem ainsi que la politique rédactionnelle». Maître Osman Ergin, avocat du quotidien, a qualifié ce jugement de «complètement arbitraire». «Ils ont tout fait jusqu'à maintenant pour faire taire notre voix. Nos correspondants, nos distributeurs voire

nos lecteurs ont été tués. Ils ont plastiqué nos locaux. Ils ont censuré plus de la moitié de nos éditions», affirme Ferda Çelin adjoint au directeur de la publication. Le journal était accusé de «faire de la propagande terroriste et séparatiste» en ouvrant ses colonnes aux partisans du PKK (le Parti des travailleurs du Kurdistan) qui mène la lutte armée dans le sud est anatolien. Il dénonçait notamment les nombreuses atteintes aux droits de l'homme. La police ou la justice turque,

malgré plusieurs opérations et descentes n'avaient pas pu démontrer que le quotidien avait des liens organiques avec cette organisation. Ses locaux à Ankara et Istanbul avaient été plastiqués le 2 décembre dernier et depuis une dizaine de jours, une grande partie de ses pages paraissait avec un bandeau «censuré» à la places des articles sanctionnés par la justice. *Özgür Ülke* avait une vente nette de 15.000 exemplaires en Turquie et environ 20.000 en Europe.

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

FRA0294 4 IA 0327 TUR /AFP-UT09

Turquie-Droitshomme

Yasar Kemal réitère son engagement à lutter pour "arrêter la guerre" dans le sud-est

ISTANBUL, 9 fév (AFP) - L'écrivain turc Yasar Kemal a répété jeudi à Istanbul qu'il combattrait "jusqu'au bout" pour "arrêter la guerre" entre l'Etat turc et la rébellion kurde, pour que la Turquie entre dans le 21ème siècle avec dignité.

"Cette guerre mène notre pays à la division, c'est pourquoi je veux l'arrêter", a dit l'écrivain devant la presse après avoir comparu devant la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul, pour un article paru dans un livre saisi le 2 février.

A travers cet article, paru dans le livre intitulé "La liberté d'opinion et la Turquie", Yasar Kemal est accusé de "semer haine et hostilité en établissant des distinctions raciales et régionales".

Le livre contient des articles de 22 autres écrivains turcs. Il avait pour but de faire le point de la situation de la liberté d'expression en Turquie, selon son éditeur.

Un procès pourrait être ouvert contre Yasar Kemal, à la suite de l'enquête en cours, selon son avocat. L'écrivain pourrait être passible de 2 à 6 ans de prison, selon le code pénal turc.

L'article incriminé a déjà valu un procès à son auteur. La Cour de sûreté l'a inculpé de "propagande séparatiste" le 24 janvier, l'accusation requérant de 2 à 5 ans de prison contre lui. Dans l'article, Yasar Kemal accusait l'Etat turc "d'opprimer les Kurdes de Turquie".

Yasar Kemal, 72 ans, considéré comme le plus grand écrivain turc vivant, a affirmé que la langue kurde avait été éradiquée. "Les Kurdes et les Turcs sont frères depuis mille ans. Les Kurdes (...) avaient une grande langue et nous l'avons tuée", a-t-il déclaré.

Dans une déclaration écrite lue devant la presse, Yasar Kemal a appelé "tout le monde à faire ce qu'il peut pour sauver le présent et l'avenir" de la Turquie. "Sinon, a-t-il poursuivi, nous serons humiliés au sein de l'humanité jusqu'à l'apocalypse".

KG/hc/pb/ol

AFP /JO0245/091505 FEV 95

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

FRA0419 4 I 0167 TUR /AFP-VX01

Turquie-Kurdes

Arrestation de 27 membres présumés du PKK à Istanbul

ISTANBUL, 9 fév (AFP) - Vingt-sept membres présumés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), dont six femmes, impliqués dans des attentats à la bombe et des meurtres, ont été arrêtés à Istanbul, a-t-on appris jeudi de sources policières.

Les personnes arrêtées ont reconnu dans leurs interrogatoires avoir tué neuf personnes, dont deux policiers, en juin 1994 dans un attentat à la bombe à Istanbul et cinq soldats en mai 1992 à Hakkari (sud-est), selon un communiqué du département de la lutte anti-terroriste d'Istanbul.

Ils ont également reconnu leur responsabilité dans plusieurs attentats à la bombe à Istanbul et dans l'est et le sud-est anatolien à majorité kurde, théâtre principal de la rébellion du PKK.

Quatre pistolets et cinq bombes à retardement, ainsi que des matériaux pour la fabrication d'explosifs ont été saisis dans leurs locaux, a-t-on précisé de mêmes sources.

KG/hc/luc/ol

AFP /JO0245/091726 FEV 95

Libération - 9 février 1995



Les droits de l'homme « hors contrôle » en Turquie

Amnesty International et le département d'Etat américain soulignent la dégradation des droits de l'homme en Turquie. Non seulement le gouvernement viole les droits élémentaires des Kurdes, mais il s'attaque aussi à la liberté d'expression des intellectuels et journalistes.

Les violations des droits de l'homme se multiplient en Turquie

Aux violences et assassinats dans le sud-est anatolien plongé depuis dix ans dans la «sale guerre» contre les Kurdes, s'ajoutent des atteintes toujours plus fréquentes à la liberté d'expression dans les villes de l'ouest selon Amnesty International et le département d'Etat américain.

Le rapport de l'organisation de défense des droits de l'homme souligne comme, une semaine plus tôt celui du département d'Etat américain, l'aggravation de la situation pendant l'année 1994 malgré les engagements du gouvernement de coalition « droite-gauche » de Tansu Ciller « d'abolir la torture et d'établir un Etat de droit respectant les droits de l'homme ». Ainsi les amendements à la Constitution visant à abolir les articles les plus liberticides et à établir plus de démocratie restent encore au stade de la discussion alors que la Turquie devrait au début du mois de mars concrétiser son rêve européen par la signature d'un traité d'union douanière avec l'Union européenne, reporté le 19 décembre dernier en raison du veto de la Grèce. La pro-

messe d'une amélioration du respect des droits de l'homme a été encore répétée la semaine dernière à Londres par le ministre turc des Affaires étrangères Murat Karayalçin, social-démocrate populiste.

Une situation « hors de contrôle »

Amnesty assure que la situation des droits de l'homme est désormais « hors de contrôle », affirmant que la torture ne touche plus seulement les prisonniers politiques, mais aussi des droits communs. « Dans sa volonté de cacher l'étendue des violations en Turquie, le gouvernement a poursuivi les défenseurs des droits de l'homme, a fermé deux succursales de l'Association turque des droits de l'homme, et a restreint la liberté de la presse et des partis d'opposition », affirme Amnesty dénonçant par ailleurs les exactions commises par les rebelles kurdes, du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) « qui procèdent à des exécutions sommaires et tuent des civils au cours d'attaques lancées contre des communautés kurdes soupçonnées de soutenir le gou-

vernement ». Appelant la communauté internationale et notamment l'Union européenne à la vigilance, Amnesty accuse aussi les régimes occidentaux de fournir à Ankara les équipements nécessaires à sa politique de répression. Elle cite la France, l'Allemagne, la Russie, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis comme les principaux fournisseurs de matériels militaires livrés récemment au régime turc. Ankara nie la réalité de ces exactions et dénoncent le caractère tendancieux de ces rapports « fondés sur des sources locales non fiables ».

Condamnés pour propagande séparatiste

L'évidence de cette dérive transparait aussi dans la multiplication depuis quelques semaines des actions judiciaires pour délit d'opinion. Ecrivains, journalistes, artistes, académiciens, militants des droits de l'homme sont poursuivis et souvent emprisonnés par les Cours de sûreté de l'Etat aux termes des lois antiterrorisme. La condamnation, le 8 décembre, de huit députés d'origine kurde à des peines de trois ans et demi à

quinze ans de prison, pour « appartenance » ou « aide à une bande armée », (le PKK) avait suscité de vives critiques des capitales occidentales. En janvier les militants des droits de l'homme Yavuz Onen et Fevzi Argun, président et dirigeant de la Fondation des droits de l'homme de Turquie, et Akin Birdal, président de l'Association des droits de l'homme, ont été jugés à leur tour pour des écrits « séparatistes » et acquittés. La semaine dernière, huit éditeurs de musique ont comparu pour avoir publié des cassettes de musique kurde contenant, selon l'accusation, de la propagande pro-PKK. Yasar Kemal, 72 ans, considéré comme le plus grand écrivain turc vivant, a été inculpé le 24 janvier de « propagande séparatiste » et risque de deux à cinq ans de prison, pour un article paru dans le *Spiegel*, dans lequel il accusait Ankara « d'opprimer les Kurdes de Turquie ». Il est l'objet d'une deuxième enquête après la saisie d'un livre collectif intitulé *La Liberté d'opinion et la Turquie*. Il doit être interrogé aujourd'hui par le procureur.

Marc SEMO



9-15 février 1995

DIPLOMATIE En renouant ses relations avec l'Irak, la France fait prévaloir la logique économique sur toute autre considération. Pour le quotidien néerlandais *Het Financieele Dagblad*, son action sera lourde de conséquences pour les chiites et les Kurdes de la région.

Liaisons coupables

Paris soigne Bagdad et ses propres intérêts



Saddam Hussein. Dessin de Paul Conrad paru dans le *Los Angeles Times* - ÉTATS-UNIS

L. Metzemaekers
HET FINANCIEELE DAGBLAD - AMSTERDAM

Depuis l'époque où Charles de Gaulle était président de la République française, l'Europe s'est habituée à voir Paris faire cavalier seul en matière de politique étrangère.

En dépit des liens que l'Hexagone entretient avec toutes sortes d'organisations internationales ou d'instances à caractère supranational au sein de l'Union européenne, ce pays n'en fait qu'à sa tête.

Ainsi a-t-on appris, le 2 janvier dernier, que Paris avait trouvé un moyen de renouer ses relations diplomatiques avec l'Irak, ce qui devrait entraîner un assouplissement de l'embargo économique contre Bagdad [décidé le 6 août 1990]. Après une visite de Tarek Aziz, vice-Premier ministre irakien, à Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères français, la France a annoncé qu'elle ouvrirait un "bureau" à Bagdad, dans les locaux de l'ambassade de Roumanie, pour défendre ses intérêts.

Nul ne sait si un "bureau" irakien sera établi à Paris, mais c'est fort

probable, du moins d'après le journal *le Monde*. Londres et Washington ont aussitôt manifesté leur indignation par l'intermédiaire de leurs porte-parole officiels, cette étape ayant été engagée sans concertation préalable avec les alliés de la France au sein du Conseil de sécurité de l'ONU ou de l'Union européenne.

Paris justifie cette démarche unilatérale en affirmant que Bagdad s'est plié à la résolution la plus importante du Conseil de sécurité, puisqu'il a reconnu la frontière entre le Koweït et l'Irak, qui a subi une légère modification en faveur du Koweït. Il n'y aurait donc plus de rai-

*Rien n'explique
pourquoi Paris a agi
sans aucune
concertation avec
l'Union européenne*

sons de maintenir un embargo aussi sévère. Les autres résolutions du Conseil de sécurité n'ont pas été évoquées, notamment celles concernant

l'interdiction de survoler le sud du pays, le traitement de la population chiïte (majoritaire dans le pays), ainsi que d'autres résolutions sur lesquelles Saddam Hussein conserve une attitude équivoque.

Des débats au sein du Conseil de sécurité il ressortait déjà clairement que seuls les Etats-Unis et la Grande-Bretagne s'opposaient à un assouplissement de l'embargo économique et politique. La France s'est certainement impatientée de l'évolution trop lente des relations entre Washington et l'Irak, d'où sa décision.

Mais cela n'explique toujours pas pourquoi Paris a agi sans aucune concertation avec l'Union européenne, qui, en vertu du traité de Maastricht, est censée mener une politique étrangère commune. Jusqu'à présent, il n'en a rien été, ou presque.

En donnant un tel exemple, la France va à l'encontre de l'Egypte, de la Syrie et des Etats du Golfe (autrefois alliés des Etats-Unis, tout comme la France, dans la guerre contre l'Irak). Elle montre qu'elle fait prévaloir ses propres intérêts en Irak sur ceux de ses alliés dans la guerre du Golfe.

La France a certes tout intérêt à ce que l'embargo pétrolier contre l'Irak soit levé et que les installations, endommagées soient réparées, en particulier dans le sud du pays. Pour des raisons politiques, les champs de pétrole du nord de l'Irak restent pratiquement inaccessibles pour Saddam Hussein, la région étant encore sous le contrôle de l'aviation américaine et habitée par les Kurdes, qui ont su conquérir une relative indépendance, grâce notamment à la présence américaine.

La vente de pétrole irakien permettra à Saddam Hussein de réparer toutes sortes d'installations dans le centre du pays. La France devrait alors disposer du pétrole irakien et des commandes de Bagdad pour remettre économiquement sur pied la seule région où Saddam Hussein règne en maître. La France espère donc que l'Irak investira chez elle la majeure partie des revenus de son pétrole. En attendant, Paris, par sa démarche, donne envie aux autres pays, et en particulier la Grande-Bretagne, l'Allemagne et les Etats-Unis, d'en faire autant et de restaurer par un moyen quelconque les relations économiques avec l'Irak.

Le Conseil de sécurité, qui se réunit tous les deux mois pour discuter de l'Irak, devra donc prendre une décision dans un avenir proche. Mais, vu l'attitude de Paris, on peut s'attendre à ce que l'embargo économique de l'Irak, appliqué depuis 1990, soit bientôt levé. En attendant, les membres des Nations unies seront de plus en plus nombreux à suivre l'exemple de la France et à devancer la décision du Conseil de

*Bientôt,
Saddam Hussein sera
de nouveau
un dictateur reconnu*

sécurité. De ce fait, d'autres sanctions imposées à l'Irak seront progressivement levées. L'Irak redeviendra un membre des Nations unies comme les autres. Saddam Hussein sera de nouveau un dictateur reconnu, n'en déplaise aux Américains.

Bagdad sera alors confronté à deux graves problèmes internes. Le premier est celui des Kurdes dans le nord du pays. Le second est la condition des chiïtes dans le Sud. Les Kurdes d'Irak, qui ont acquis une grande liberté grâce à certaines résolutions du Conseil de sécurité (dont l'interdiction de survol pour l'Irak), sont divisés en deux groupes, mais ne veulent pas (encore) d'une indépendance totale.

Ils espèrent obtenir à l'avenir une plus grande autonomie par rapport à l'Etat irakien. Le problème est en fait leur position face aux Kurdes de Turquie, et notamment le PKK [Parti des travailleurs du Kurdistan, marxiste-léniniste], qui utilise des bases en Irak pour se battre contre l'armée turque. Il semble donc évident que Saddam Hussein obtiendra l'appui et l'aide de la Turquie pour maîtriser les Kurdes d'Irak. Les Kurdes de Turquie devront par conséquent renoncer à leurs bases en Irak. La Turquie et le régime de Bagdad ont chacun intérêt à soumettre les Kurdes des deux côtés de la frontière.

Les chiïtes du sud de l'Irak n'ont rien non plus à espérer de la fin du contrôle exercé par le Conseil de sécurité sur l'Irak. Ils sont confrontés à un douloureux dilemme : le rétablissement de la souveraineté entière du régime de Saddam Hussein à Bagdad signifie qu'ils continueront à être opprimés. S'ils se tournent vers leurs homologues iraniens, l'oppression s'aggravera et il n'est pas sûr qu'ils obtiendront le soutien de Téhéran : la plus grande crainte de l'Iran est d'entrer à nouveau en guerre avec l'Irak. Les chiïtes irakiens sont donc toujours à la merci de Saddam Hussein.

La décision de la France d'établir des relations bilatérales avec l'Irak est donc lourde de conséquences, lesquelles se feront probablement sentir dans tout le Moyen-Orient. ●

● Un jeu plein de surprises

La décision américaine de soutenir le projet Bakou - Yumurtalik (Projet 1), transmise aux Turcs par l'ambassade des Etats-Unis, a été accueillie avec une grande joie par Ankara. Mais le chroniqueur de Milliyet, Umur Talu, ne semble convaincu qu'à moitié. On ignore encore si l'oléoduc traversera l'Arménie (Projet 1a) ou la Géorgie (Projet 1b) avant d'entrer en

Turquie. Le quotidien d'Istanbul prédit que Washington "essaiera de faire accepter le tracé arménien à la Turquie et que celle-ci imposera ce choix à l'Azerbaïdjan après l'obtention de quelques compromis d'Erevan. Quant aux menaces terroristes contre l'oléoduc, Washington cherchera à les neutraliser en faisant pression sur le PKK [Parti des travailleurs

du Kurdistan, marxiste-léniniste], et en insistant auprès d'Ankara pour une 'solution politique' [au problème kurde]... Nous savons que la condition première de la bonne marche du secteur pétrolier n'est pas la démocratie, mais la stabilité. En attendant la manne pétrolière, la Turquie doit aussi être prête à un jeu plein de surprises."

Düsteres Bild der türkischen Menschenrechtslage

Neuer Bericht von Amnesty International

London, 7. Febr. (ap) Täglich begehen türkische Sicherheitskräfte laut einem Bericht von Amnesty International (AI) schwere Menschenrechtsverletzungen. Folter, aussergerichtliche Hinrichtungen und das Verschwindenlassen von Zivilisten seien Beispiele alltäglicher Menschenrechtsverletzungen durch türkische Sicherheitskräfte, schreibt AI in ihrem am Mittwoch publizierten Bericht über die Türkei. Diese Situation werde sich nicht ändern, solange die türkische Regierung nicht aufhöre, diese Vorkommnisse zu leugnen.

Vor vier Jahren hatte AI zum erstenmal Berichte über im Polizeigewahrsam «verschwundene» Personen veröffentlicht. Trotz wiederholten Appellen an die türkische Regierung sei 1994 die Zahl von «zum Verschwinden gebrachten» Personen, Hinrichtungen und Folter durch türkische Sicherheitskräfte gestiegen. Um das Ausmass der Menschenrechtsverletzungen zu verborgen, würden Menschenrechtsaktivisten von der türki-

schen Regierung verfolgt. Auch einem AI-Mitarbeiter sei die Einreise in die Türkei verweigert worden. Ankara weigerte sich zudem, eine Mission der Organisation für Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa (OSZE) zur Untersuchung der Menschenrechte zu empfangen.

Hinrichtungen und Morde der PKK

Auf der anderen Seite gingen summarische Hinrichtungen sowie Morde an Zivilisten in angeblich loyal zur Regierung stehenden kurdischen Dörfern im Südosten der Türkei auf das Konto der Kurdischen Arbeiterpartei (PKK). Diese Übergriffe wurden laut AI fortgeführt, obwohl die PKK im Dezember 1994 erklärt hatte, sie wolle sich an den im 3. Artikel der Genfer Konvention geforderten Schutz von Zivilbevölkerung und Gefangenen halten.

AI fordert deshalb einen Lieferstopp von Polizei- oder Militärausrüstung, die zu Menschenrechtsverletzungen benützt werden kann. Frankreich, Deutschland, Russland und Grossbritannien gehörten zu den Ländern, die entsprechendes Material an die Türkei lieferten.

Greece Bars EU-Turkey Pact Athens Demands Changes in Customs Accord

Reuters

ATHENS — Greece said Thursday that it was withholding agreement on a European Union customs accord with Turkey until there were improvements in the pact.

"We studied the issue assiduously, and the position of the Greek government is negative," said a government spokesman, Evangelos Venizelos. His comments followed a cabinet meeting called by Prime Minister Andreas Papandreu to review the pact.

He said Greece would continue to veto the accord, which is partially designed to bring Turkey closer to the European Union, unless it was improved.

EU foreign ministers agreed in principle on Monday to go ahead with a customs accord with Turkey in return for setting a date to start negotiations with Cyprus on joining the Union.

The agreement initially seemed to remove years of Greek objections to closer EU-Turkey ties, but Greece expressed reservations on Tuesday, saying it wanted to study the issue. The accord must be approved by all EU member governments.

Mr. Venizelos listed several points that he said needed to be improved.

They included more specific dates and procedures on EU membership for Cyprus, less money offered to Ankara to cope with the customs accord, and more aid to Greece's textile industry, which is expected to suffer under the agreement.

Both Turkey and Cyprus had welcomed the agreement, which was expected to give a boost to Turkey's ailing economy and help to speed up a solution to the problem of a divided Cyprus.

Closer EU-Turkey links have been blocked for years by a dispute between Athens and Ankara over Cyprus, which was divided following a 1974 Turkish invasion.

There were also signs of movement Thursday on issues that have divided Greece from another of its neighbors, Albania. Athens said that it hoped a new chapter was opening in often-stormy relations with Albania after four ethnic Greeks were freed from an Albanian jail.

The conviction of the four in September on charges of spying for Athens and possessing ille-

gal weapons sent already tense relations between the two states plummeting. Greece called the convictions a farce reminiscent of Albania's hard-line Stalinist past, and said no further dialogue was possible with Albania until the four were freed.

"After the decision of the Albanian Supreme Court and the release of the four, we believe this ordeal is over," said a Greek Foreign Ministry spokesman, Constantinos Bikas.

The Albanian Supreme Court, hearing an appeal on Wednesday, upheld the original convictions but handed down new five-year suspended sentences.

"We want to express our satisfaction and our hope that a new chapter will begin in the relations of the two countries for the benefit of their people," Mr. Bikas said.

The two countries have been at odds over issues such as the 300,000 illegal Albanian workers in Greece, whose remittances help keep one of Europe's poorest states afloat, and the treatment of a large ethnic Greek minority in southern Albania.

US' 'last effort' in North Iraq might be a new beginning

Reference to US 'guarantor' role
in N. Iraq leads to speculation
of a new chapter in 'monitoring'

By Uğur Akıncı
Turkish Daily News

WASHINGTON- Davit Litt, the U.S. State Department's country director for Northern Gulf affairs today presented in Washington an account of his recent mission to Northern Iraq to put an end to fighting between PUK (Patriotic Union of Kurdistan) and the KDP (Kurdistan Democratic Party) that cost thousands of lives last year.

At the luncheon event hosted by the Washington Institute for Near East Policy, Litt said the mission was planned when the "frustration in Washington began to boil over at the refusal of the PUK and the KDP to heed our message" to end the fighting between the groups.

Litt said his mission was a "last effort" to deliver three messages to both sides: 1) A temporary cease fire must be established and maintained during discussions with the American and Turkish delegation. 2) "Both sides should accept the mediation of the INC (Iraqi National Congress) as a neutral force that can resolve the issues at hand." 3) "My mission was to warn the Kurds of the grave consequences that could follow if they chose the path of warfare rather than the alternative of mediation and political cooperation."

Although the State Department's point man for the Northern Gulf area said the mission was a "last effort" to help the Kurds of northern Iraq find a solution to their problems, his reference to the U.S. role as a "guarantor" in the region and a new "monitoring" role gave rise to speculation that the United States might be contemplating to upgrade and extend the reach of Operation Provide Comfort with more "ground monitors" in the region. That is, instead of decreasing its involvement if the "last effort" does not produce the intended results of consolidating the authority of INC, the United States might be getting ready to bolster its presence in Northern Iraq — under a "monitoring" umbrella — no matter what the ultimate outcome of the Litt mission turns out to be.

The determination to do so was revealed in the way Litt formulated the stark contrast between existing alternatives: "Saddam or chaos." That's why, he said the United States was trying to rally PUK and KDP around INC as a third option. Once the alternative is formulated as "Saddam or chaos" it becomes inconceivable to accept any initiative as the "last effort. Clearly, no attempt will be a "last effort."

Clearly, no attempt will be a "last effort" in the region as long as Saddam is in power but it could, on the other hand, be characterized as such to create an impression of U.S. detachment and dispassion, when the State Department policy is actually moving in the opposing direction in tandem with "humanitarian aid monitoring." Litt hinted as much when he stated that "a continued normal presence of the United States as well as the other international humanitarian organizations is very important to the Kurdish people and therefore to the parties that represent them. I believe that leadership puts a premium on that issue when it deals with the concerns of the people. We see all the time in northern Iraq a great well of goodwill for the presence of the humanitarian relief program. It's not real leverage but in the eyes of the people it is important." Translation: We are not going anywhere. We are just being invited. And so we oblige.

Fighting doesn't help anyone, he added. "The real advantage for everybody is to solidify forces, to allow for the kind of environment for the humanitarian programs to be carried out," he said.

As to the "guarantor role," Litt said it was "in terms of having a neutral credible observer who monitors compliance with the agreement. And behind that monitoring stands the full credit of the United States in being prepared to identify when infractions of the agreement are taking place and who is responsible— based on the findings of the mediator."

Litt mentioned that "no U.S. personnel (were) needed" for this monitoring role and that it should mainly be an "INC effort." But later on he added that there were already 70 Americans in northern Iraq— a sizable contingency within the total of 400 international personnel serving there.

The key element to determine the future course and extend of U.S. involvement in northern Iraq seems to be the role the INC will play in an Iraq with or without Saddam. Litt confirmed for TDN once again that the administration still believes Saddam is on his way out. "He is becoming weaker by the day," he said. If that is so, what will become of the INC?

Litt made it clear that the United States does not regard the INC as a prospective future government. Why? Because the U.S. still supports the territorial integrity of Iraq. Since seeing a government of the INC might mean the break away of northern Iraq from the rest of the country, the United States does not want to read too much into the INC.

But then, what is INC exactly? Is it a nongovernmental organization of sorts, for example? No, Litt said. "It is an organization that acts like a magnet for those opposing Saddam," he said. But it is an "organization" that held an election in 1992 and chose "representatives" to its "congress." Litt admitted that INC is also active in raising "revenues" for its activities. As a matter of fact, one major reason why the PUK and KDP are at each other's throats is because

FRIDAY, FEBRUARY 10, 1995

Turkish Daily News

they can't decide who will get what share of such revenues, Litt said.

So we are actually talking about a legal entity with a parliament, a revenue collection administration that has sovereignty over a well defined territory. It certainly looks a lot closer to a "government" than an "organization."

So, if and when Saddam is gone the United States does not expect INC to move to Baghdad but to become a part of the new "pluralistic order." But what guarantees does the United States have that this will be the case? What if an even larger war broke out instead for dominance among INC partners, including PUK and KDP? Litt countered such questions by deflecting them. It is too early now to worry about it when there are more urgent critical issues awaiting solution, he said.

The unspoken fear is that, if the KDP and PUK keep squabbling over the INC pie, then Saddam would gladly end up "demilitarizing" northern Iraq for them. But how does that square with the assumption that "Saddam is getting weaker by the day" is of course another question that needs to be answered by the State Department.

One last item that needs to be mentioned is the Turkish government's position on all this. Litt was accompanied to northern Iraq by "an eminently capable diplomat from the [Turkish Foreign] Ministry's division of North American affairs. Even though this was a United States mission, my Turkish colleague was armed with his own instructions from the Turkish government.

Our two messages, while approaching the issues from different perspectives, paralleled and harmonized with each other in a way that reflected the fundamental harmony of our policies toward northern Iraq — to maintain the relief program and to prevent a revival of the 1991 catastrophe," when hundreds of thousands of Kurdish refugees fled into Iran and Turkey. Yes, so much is true but it is also a fact that Ankara is not crazy at all about INC and the increasingly governmental powers it enjoys with the full blessing of Washington.

Turkey's main concern is to prevent a power vacuum in northern Iraq that can be exploited by the PKK. Litt pointed out that "the only caveat here was for all parties in northern Iraq to reject the PKK as a legitimate player — for it is not. The PKK is a terrorist organization, and must be repudiated and dealt with as such." And that's what Ankara loves to hear. But answering a Turkish Daily News question, Litt said that the fighting does not really affect the status of the PKK in the sense of providing any "opportunities."

"The PKK's ability to live and operate in Northern Iraq is a function of how the people of Northern Iraq deal with the PKK itself." That sounded like a diplomat's way of saying he didn't know the answer. As to the rumored links between the PKK and various Kurdish groups in the region, Litt repeated that "none of the groups should side with the PKK," again refraining from giving a clear answer to the question if they do side with the PKK. Is it a wonder that suspicion persists in some Turkish circles that the United States is not as sensitive as she needs to be on the threat the PKK poses for Turkey?

Turkey also does not believe that Saddam is going anywhere — in contrast to the United States. That's why it is trying to court the United States into developing a scale of graduated responses (instead of a yes-or-no approach) on the issue of U.N. sanctions, for example.

That again leaves the United States on the other side of the policy fence, distanced from the its staunch NATO ally. That's an additional reason why the United States will not find it easy to disengage itself any time soon from northern Iraq. And that's also another reason why it's not realistic to characterize any mission that Washington undertakes in the region as a "last effort."

The United States efforts to bolster the INC will continue, even at the risk of alienating Turkey in the long run, as long as the existing choices in the region is formulated by the administration as being between "Saddam or chaos."

Security forces continue operations in Tunceli region

Turkish Daily News

DIYARBAKIR- Security forces on Thursday continued extensive operations against the militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) in Tunceli.

On the fourth day of the operations launched immediately after separatists destroyed two military vehicles and killed 20 security personnel in the Tunceli region, government troops were also facing resistance from members of illegal leftist organizations in the region.

Revolutionary Left (Dev-Sol) and TIKKO members who are active in the Tunceli region are showing resistance to the government forces in the vicinity of Ali Boğazi.

An estimated 5,000 soldiers and 400 high ranking officers who reportedly received special training in the United States and in Israel have been deployed to the region.

An official indicated that 30 TIKKO and Dev-Sol militants had been killed in the past four days. Teams also rescued 21 of the 24 injured soldiers who had disappeared in the region. The remaining three are still missing.

Meanwhile, investigations still continue regarding the tip-off which resulted in the death of the security teams sent to Kalecik village. The troops, who had been ambushed by the PKK militants, did not receive support from the Air Force. Sources said that the tip-off was made by TIKKO militants.

Yaşar Kemal appears in court on new charges

Turkish Daily News

ISTANBUL- Internationally- known Turkish writer Yaşar Kemal appeared in the Istanbul State Security Court yesterday faced with a charge of racism because of an essay of his which appeared in a collection of essays. Also charged was Erdal Öz, the publisher of the book, "Freedom of Thought and Turkey," which was confiscated.

Kemal's essay was critical of Turkey's

policies towards its Kurdish minority and was essentially the same as the article of his which appeared in the German magazine *Der Spiegel*. In it the writer blamed successive Turkish governments for not giving the minority its full cultural and political rights.

Last month Kemal, the noted author of *Ince Memed* (Mehmed, My Hawk), was charged with separatism for the *Der Spiegel* article and, if convicted on both counts, could be sentenced from two to five years in prison. During both court appearances Kemal was supported by a large group of writers and artists, who applauded both as he arrived and again when he finished giving the prosecutor his statement. Yesterday his departure was accompanied by the violin music of Kulaksizciyan, a violin solist with the French Radio Orchestra, who said that he could not understand why an author of such importance would be tried for expressing his thoughts. Since 1984 when the Kurdistan Workers' Party (PKK) declared their intention of establishing an independent Kurdish state in the southeast and launched a guerrilla war, more than 14,000 people have been killed in Turkey.

LA VIE OUVRIÈRE - 10 -16 février 1995

PARIS

Une députée kurde toujours en prison

L'Union des femmes françaises avec le soutien de la Fédération démocratique internationale des femmes, organise, chaque semaine, depuis le 8 décembre dernier, un rassemblement de protestation devant l'ambassade de Turquie, au 16 avenue Lamballe dans le XVI^e arrondissement. C'est à cette date-là qu'a été condamnée de façon scandaleuse à quinze ans de prison par la Cour de sûreté d'Ankara, Leyla Zana, première femme députée kurde élue au Parlement de Turquie. Elle a été accusée de défendre la reconnaissance du peuple kurde. Sa lutte est celle du respect des droits des kurdes au sein des frontières existantes. Bref, Leyla Zana est en prison parce qu'elle réclame la démocratie, la liberté d'opinion et d'expression.

COMMENTAIRE

D'après la Fondation turque des droits de l'Homme, plus de cent politiciens, journalistes, intellectuels ou écrivains étaient emprisonnés à la fin novembre 1994. Il y a quelques semaines, le grand écrivain kurde Yachar Kemal a été inculpé pour avoir soutenu la cause de son peuple. Tout récemment encore, le 4 février, le quotidien *Ozgür Ulke*, qui exprimait les aspirations de plus de 12 millions de kurdes, a été obligé de fermer, à la suite d'une décision judiciaire. Au cours des neuf premiers mois de 1994 le gouvernement turque a confisqué 407 quotidiens, 490 périodiques et 35 livres. Même le grand allié du gouvernement de Mme Ciller, les États-Unis, ont dû reconnaître dans un rapport que « la torture et l'usage excessif de la force ont continué pendant toute l'année 1994 » en Turquie. Dans de nombreux cas, selon le rapport du secrétariat d'État américain, les victimes de ces abus étaient des kurdes ou certains de leurs partisans. Malgré toutes ses entorses aux libertés fondamentales, l'Union européenne n'est aucunement offusquée. Elle est prête à donner son feu vert à la conclusion, d'ici à un mois, d'un accord douanier avec la Turquie. Ainsi, les geôliers d'Ankara pourront bénéficier de 600 millions d'écus (près de quatre millions de francs). De l'argent dont une très grande partie sera consacrée à la lutte contre les kurdes... M. M.



F. Orvat-Saba / Réa

Another Form of State Oppression: 'Virginity Tests'

Orya Sultan Halisdemir

"In cases of proven dishonesty or an attack on someone's honor, the student can be expelled from the school and banned from entering any other Ministry of Education school," was the provision of Article 17, in the new regulations on "Reward and Discipline in Secondary Education" issued by the Education Ministry that sparked anger among parents, women's organizations, teachers and many other sectors of society.

Immediately after its publication in the Official Gazette on Jan. 31, the article caused controversy. Many argued that the word "dishonesty" was used to mean "unchasteness" which, in effect, targeted female students. If in fact the word dishonesty in the regulations refers to sexual intercourse, which is considered shameful for an unmarried girl, the article calls for dishonest — unchaste — students to be expelled from school if their "dishonesty" is proven. The problem of how to prove a student's unchasteness was apparently hastily solved by the Education Ministry, who came up with the idea of forcing female students to take virginity tests.

At first, there were allegations that not only the girls but also the boys were going to be the subject of such virginity tests. The public, already annoyed, was amused by this news. "For God sake! How are they going to impose virginity testing on boys?" was the phrase we heard most.

Maybe the funniest part of the controversy, however, was the contradictory statements made by the Education Minister, Nevzat Ayaz and by Ministry Undersecretary Bener Çordan.

Çordan said there was no mention of "virginity tests" in the new regulation and added that the relevant provision has been in the regulation for secondary education since 1939. The same night Minister Ayaz appeared on a TV program and acknowledged that the article in question targeted female students and that there was an element of forced virginity control in the regulation. He went on to add: "However, it is the Disciplinary Council, not the school principal, who would send a girl to have a virginity test." His assumption was apparently that the Disciplinary Council, which includes a parent and a pupil, would never make a decision to have a virginity test.

The immediate reaction of the students was, "Why don't they employ a gynecologist — certainly a man — who would share the principal room, and whenever they want to test our virginity they could easily do so, without having to bother to send us to hospitals."

It should be mentioned that a veiled high school student spoke supportingly of such article, which added to suspicion that religious sectors were influential in including such an article in the regulation.

Virginity tests have been on the agenda for many

years, and not just as a student issue. As the U.S. State Department's human rights report indicates, according to Turkish law, female honor and its integral element, female virginity, is the state's business. In addition to students, women detainees and women who file criminal complaints alleging sexual crime are also the subject of such unacceptable virginity tests.

The issue has come to highlight divisions in society, religious-secular, modern-traditionalist, feminist-anti-feminist...

Whatever the motive behind such a mentality, the reality is that the state feels justified in involving itself in the private life of its female citizens. This leads us to believe that there is a very strong connection between the nature of state objectives and the position of women. Surely this is not only true for Turkey, but for many countries.

Despite the growing interest in recent "Islamization" policies adopted by a wide range of governments and their implication for women, the role of the state in maintaining the status of women has remained untouched. The role of the state is to maintain gender inequalities through various dimensions of state policy, through 'gendered' construction of citizenship and through the dynamics of incorporation of national and ethnic collectivities in the modern state.

Surely, the revival of Islam, which has made itself felt, has had an effect on the position of women in Turkey. Moreover, the nature of state policies, regardless of whether they have a religious or nationalist orientation, is to maintain what already exists, gender inequality.

When people objected to a teacher who advised 13-year-olds to use condoms in Britain, the debate was whether it meant encouraging youth under 18 to have sex, or was it accepting a reality that sex among young people existed and needed to be directed to have it in right way. The debate in Turkey surely differs from the British one. It is not that having sexual relations at a young age is to be prevented by the state, because no one says anything against the sexual relationship the boys have — it is even a sign that the father of the boy should be proud of his son. The virginity of a girl, however is an issue of honor, not only that of her father and family but also the honor of society. If it is an issue of morals, shouldn't it apply to both genders!

Two years ago a girl committed suicide after she learned that the principal of her school urged her father to take her for a virginity test. In the aftermath of her death, her father had the virginity test performed upon his dead daughter. Someone should start doing something against such practices. We do not want our daughters to be the subject of forced virginity tests. This is a shame on Turkey. ■

Government Ruins Top Defense Agency

Ümit Enginsoy

Once Turkey's top agency to organize the country's defense industry and procurement affairs, the Undersecretariat for Defense Industries (UDI) is now in a deep economic crisis and is being bypassed in decisions for new projects due to Prime Minister Tansu Çiller's policies.

Analysts told the Turkish Probe that rows between UDI officials and the military over several past projects prompted Çiller to diminish the undersecretariat's role in decision-making, because of advice from military circles. Recent examples include two joint decisions by the Defense Ministry and the Air Force — to acquire tanker aircraft from the United States and upgrade Turkey's aging F-4 Phantom fighters in cooperation with Israel — in which UDI participation was totally excluded.

The UDI, responsible for coordinating and financing a wide range of defense industry projects, ranging from manufacture of armored vehicles and light transport aircraft to production of electronic countermeasures systems for Turkey's F-16 aircraft and mobile radar complexes, has also been left without funds to pay companies, thus putting at stake several ongoing projects. Defense Minister Mehmet Gölhan, at a press conference last week, said the UDI lacked \$400 million needed for this year's payments. But he did not specify any concrete government plans to relieve the UDI and secure the projects.

FNSS, a consortium including the U.S. FMC and the Turkish Nurol that locally co-produces 1,698 armored fighting vehicles for the Armed Forces, said on Friday that it was about to close its plant since it had received no money from the UDI for a long time. Several other companies doing business with the UDI were also in similar positions, industry

sources told the Turkish Probe.

A UDI-controlled fund, the Defense Industry Support Fund, was established in 1986 to support the armed forces' 10-year, \$10 billion modernization plan, and to create a national defense industry. Since 1986, the fund has been financed by fixed levies paid by consumers on a variety of imported goods, cigarettes, alcohol and legal betting.

But as these fixed contributions practically vanished in the face of Turkey's high inflation, the fund was eventually left with almost no assets. The country's economic crisis last year also aggravated the UDI's financial hardships.

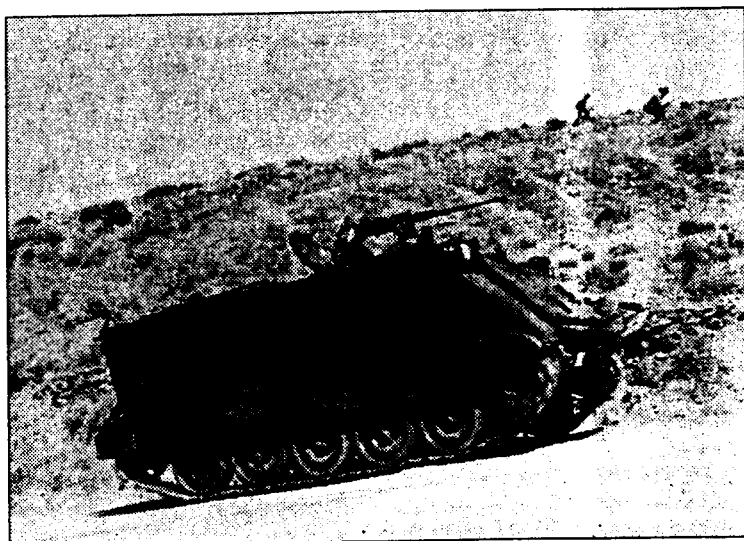
The head of the UDI, Yalçın Burçak, told Probe in November that a bill had been prepared to restructure the surcharges for the fund on a percentage basis, so that contributions would not be affected by inflation. But in the next three months the government made no effort to urge Parliament to pass the bill, although the UDI's hardships were already known.

Analysts and industrialists said that as the government was unable even to continue funding the already existing projects, how it could finance new defense industry deals was not clear. "I wonder how the government, which in December failed to pay us \$12 million, a vital amount for us, will be able to finance tanker aircraft," said the manager of a major company doing business with the UDI.

A Dec. 26 decree by the Defense Industry Executive Committee (DIEC), signed by Çiller, Gölhan and Chief of the General Staff Gen. İsmail Hakkı Karadayı, said Turkey would acquire seven tanker aircraft from the United States and that the F-4 upgrade program would be conducted in cooperation with Israel. The signature of the head of the

UDI, a traditional member of the DIEC which is Turkey's highest decision-making body on defense procurement matters, was not on the decree. Turkey is to pay \$310 million for seven KC-135R type tanker aircraft produced by the U.S. Boeing Aircraft. Modernization of 54 F-4 aircraft by Israel Aircraft Industries is expected to cost nearly \$500 million.

Due to last year's economic crisis and resulting financial difficulties, Turkey had to delay or cancel several defense projects, including joint production of 50 Black Hawk utility helicopters, purchase of Patriot ground-to-air missiles, upgrade of F-5 aircraft and acquisition of up to six minesweepers and fire control systems for 35 mm guns. ■



INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

FRIDAY, FEBRUARY 10, 1995

Squeezed by Sanctions, Iraqis Appeal to World's Conscience

By John Lancaster
Washington Post Service

BAGHDAD — At the mayor's office these days, foreign visitors are handed an English-language brochure detailing the consequences of UN economic sanctions against Iraq: mounds of uncollected garbage, drinking-water shortages, 50 percent of all municipal sewage pumped untreated into the Tigris River.

Its title: "Baghdad, the City of Peace."

More than three months after Saddam Hussein recaptured the world's attention with an abortive military thrust toward Kuwait, the Iraqi president is trying to appeal to its conscience.

Gone, or at least muted, is the belligerence of last September and October, when the government-controlled press warned that "every Iraqi is a missile" that can be targeted against Western cities — an apparent threat to resort to terrorism if the United Nations Security Council did not lift the sanctions.

At least for now, Iraq has taken a conciliatory approach, recognizing Kuwait and its borders last November and beginning to strike a more cooperative attitude with UN inspectors seeking to learn the full extent of Iraq's past efforts to develop weapons of mass destruction.

Similarly, Iraq has sought renewed ties with Arab states, made conciliatory overtures toward Kurdish opposition groups in northern Iraq and refrained from interference in the Middle East peace process, diplomats said. To showcase the sanctions' side effects on the Iraqi population, and to demonstrate the regime's continued grip on power, it has encouraged visits by foreign journalists, aid workers, trade delegations and dignitaries.

The strategy has paid dividends in the Security Council, where France and Russia have begun to make the case for relaxing the sanctions over strenuous objections from the United States. Those differences are likely to flare next month, when the council meets to review Iraq's progress on compliance with its postwar obligations.

The appearance of fissures on the council has created high expectations in the Iraqi government, whose ministries are busy drawing up plans and soliciting bids for the eventual rebuilding of the country in anticipation that sanctions could be eased this year.

In the meantime, Iraq is emphasizing the suffering caused by the sanctions, among the toughest in modern history, which bar the country from selling its principal resource, oil, except under strict conditions it so far has refused to accept. Iraq

is permitted to import food and medicine but cannot afford to meet its needs without access to oil revenues.

Although forecasts of famine have proved exaggerated, conditions have deteriorated over the last year, following the exhaustion of prewar stocks of food and spare parts and goods looted from Kuwait, UN officials said. Hospital pediatric wards reportedly go without X-rays and antibiotics, malnutrition is widespread, and many middle-class Iraqis are reduced to selling family heirlooms and appliances to make ends meet in a country where rocketing inflation has reduced the average government salary to the equivalent of \$4 a month.

More than four years into the embargo, this once-lively capital is dreary, crime-ridden and threadbare. Its parks are unkempt and heaped with trash, its intersections patrolled by children begging for handouts.

The palpable evidence of human suffering has created a dilemma for UN aid workers, who sometimes clash with UN officials responsible for enforcing the sanctions. The UN Food and Agriculture Organization, for example, has been rebuffed in its efforts to import insecticide and spare engines for crop-dusting helicopters, according to the FAO representative, Amir Abdalla Khalil.

At the same time, the sanctions do not appear to have weakened the grip on power of the regime and its Arab Ba'ath Socialist Party loyalists, who continue to be shielded from their harshest effects, and who seem eager to prove it by building several new palaces, such as the gleaming marble edifice on the banks of the Tigris that is visible to motorists passing on a busy expressway. Iraqi officials say it is a guest house for visiting heads of state.

More significantly, diplomats said, the government appears to have consolidated control over its restive Shiite Muslim population. They cite as evidence the resumption of large pilgrimages of Shiites from Pakistan and India to the

holy shrines at Najaf and Karbala, centers of the intense but short-lived Shiite rebellion that followed the 1991 Gulf War.

Last month, the regime marked the fourth anniversary of the war's opening with characteristic bluster, promising "no retreat" from the United States and its allies and papering the city with banners celebrating "the mother of all battles."

But in practice, Iraq appears to be avoiding steps that could antagonize the Security Council.

The government has cooperated, for example, in the installation of an elaborate monitoring system — now in the testing phase — to ensure that the country does not embark on programs to develop weapons of mass destruction.

Also, over the last several weeks, Iraq's military has shown an "improvement" in its attitude toward the release of information on past efforts to develop biological weapons, one of the biggest unresolved mysteries still faced by UN weapons inspectors, according to Goren Wallen, the retired Swedish admiral who directs the UN monitoring facility here.

Diplomats also count it a sign of progress that despite its long history of animosity toward Israel, Iraq has passed up opportunities to disrupt implementation of the peace accord between Israel and the Palestine Liberation Organization.

Iraq is trying to broaden its international contacts, both to win support for easing of the sanctions and to prepare for when it can once again do business with the outside world.

The government is exploring the resumption of telephone links with several Gulf states, according to one envoy, and it courts foreign trade delegations. News that France will soon open an interest section here under the Romanian flag was greeted with jubilation. Iraqi officials also have been heartened by reports of a planned visit by businessmen from Britain, which has backed the hard U.S. line on sanctions.

Turkish Probe February 10, 1995

17

Human Rights Diary

HADEP chairman condemns attacks on party members: Murat Bozlak, chairman of the pro-Kurdish People's Democracy Party (HADEP), condemned the increasing attacks against his party members and said that "if these attacks do not stop, we will ask for help from the international community." In last 10 days, two HADEP members have been killed by "unknown killers" in the Southeast city of Batman, which has become known for unsolved murders against Kurdish politicians in recent years. Mehmet Sincar, Mardin deputy of the banned pro-Kurdish People's Labor Party (HEP), also was killed in Batman in broad daylight two years ago. Bozlak said party members and officials have been attacked ever since HADEP was established on May 11, 1994. He said that since those responsible for the HADEP murders had not been caught and because there were no serious investigations into the murders, the impression had been created that "secret forces were carrying out such crimes." He said the government was, therefore, a suspect in the crimes. According to figures supplied by HADEP, 421 people have been killed in 'unsolved murders' alone in Batman in the last three years. (Feb. 3, TDN)

State Department report bashes Turkey on human rights: Reacting to the U.S. State Department's recent report on human rights abuses, the Turkish Foreign ministry said the chapter on Turkey had been largely based on unchecked information provided by local nongovernmental organizations. The ministry statement stressed that a report, incorporating the Turkish government's own findings, had been distributed to the interested organizations in Washington. Beside the alleged human rights abuses, the State Department report also contained references to the state of parliamentary democracy in Turkey, the equal use of political rights, freedom of travel and religious liberties existing in the country, the statement said. Turkey, having already carried out important reforms in the field of human rights, saw this as a continuing process and was committed to further improvements, the foreign ministry noted. (Feb. 3, TDN)

Hunger strikers in Aydin prison taken to hospital: Ten Turkish prisoners, who have been on hunger strike for almost five weeks seeking better prison conditions, are in hospital, an official of the Human Rights Association of Turkey (IHD) said. The prisoners are all sentenced or on trial for being members of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) or illegal leftist organizations. The prisoners have a list of 50 demands and complaints. They say they are beaten when taken in and out of cells, special dietary needs are ignored and there are no curtains or doors to give them privacy in showers and toilets. (Feb. 3, TDN)

Famed Turkish writer faces separatism trial in May: An Istanbul prosecutor from the State Security Court (DGM) has charged one of Turkey's best known writers, Yaşar Kemal, with separatism and ordered him to appear in court in May. The court order followed Kemal's appearance on Jan. 23 to explain remarks in an article, written for the German magazine Der Spiegel, that Turkey has deployed a "campaign of lies" to justify "massive oppression" of its Kurdish citizens. Kemal faces a jail sentence of up to five years if convicted under Turkey's anti-terror laws (TMK). Kemal is the author of the acclaimed "Ince Memed" (Memed, My Hawk) and a perennial Nobel candidate. (Feb. 3, TDN)

Turkey's pro-Kurdish newspaper closes down: Turkey's leading pro-Kurdish newspaper said on Saturday that an Istanbul court had forced it to close down. Staff at Özgür Ülke said they closed the newspaper late on Friday, after deciding the court's rulings essentially made the paper illegal and it would be impossible to continue. The court had earlier ordered the confiscation of Thursday's and Friday's editions, ruling that the newspaper was the same as the pro-Kurdish Özgür Gündem paper shut down last April on charges of publishing separatist propaganda. "The newspaper was put in the position of no longer being able to function," editor-in-chief Baki Karadeniz said in a statement faxed to Reuters. The closure of Özgür Ülke, which faced numerous court cases for its coverage of the Kurdish insurgency in the Southeast, marks a further tightening of Turkey's grip on dissent. "By closing Özgür Ülke, one more failing grade is being added to (Turkey's) democracy, fundamental rights and freedoms and human rights," Karadeniz said. The newspaper, which began publishing nine months ago, had a circulation of about 14,000. Karadeniz said he expected another pro-Kurdish daily to be established soon. But he said he would not be part of the venture in order to avoid a similar court decision. (Feb. 4, TDN-Reuters)

LE MONDE- 10 février 1995

L'unique quotidien de Turquie en langue kurde, « Ozgür Ulke », a été interdit

ISTANBUL

de notre correspondante

Confiscations, arrestations, procès n'avaient pas empêché le quotidien kurde en langue turque, *Ozgür Ulke*, de paraître régulièrement, pas plus que les plastiquages simultanés, le 3 décembre 1994, de trois de ses locaux. Mais après avoir longuement résisté, la direction a dû obtempérer à une décision de justice le 4 février et fermer le journal.

Le tribunal civil, saisi par le procureur, a considéré qu'*Ozgür Ulke* (Pays libre) était le successeur d'*Ozgür Gündem* (Libre ordre du jour), le quotidien kurde interdit par la Cour de sûreté de l'Etat, en avril 1994, pour « propagande sépara-

tiste ». Malgré les similitudes entre les deux publications, la direction de l'unique quotidien kurde de Turquie a toujours nié l'existence de liens directs entre eux. Neuf correspondants d'*Ozgür Gündem* avaient trouvé la mort, victimes de ces « meurtres mystérieux » qui frappent de nombreux nationalistes kurdes et dont les coupables sont rarement arrêtés.

Ozgür Ulke, qui publiait régulièrement des éditoriaux attribués au dirigeant du PKK, Abdullah Ocalan, sous le pseudonyme d'Ali Firat, n'était certes pas impartial dans le conflit qui oppose les nationalistes kurdes aux forces gouvernementales, mais il apportait un

éclairage différent et des comptes-rendus détaillés d'événements dans le sud-est anatolien que les autres journaux traitent en quelques lignes.

Selon son rédacteur en chef adjoint, Serdar Cetin, plusieurs correspondants d'*Ozgür Ulke* dans le sud-est et l'est anatolien ont été placés en garde à vue au cours des derniers jours. Au total, a déclaré M. Cetin, trente-cinq employés du journal sont en prison, inculpés ou condamnés, et, en neuf mois de parution, près de 300 poursuites judiciaires ont été engagées contre le quotidien.

Nicole Pope

LIBÉRATION- 10 février 1995

LES GENS



**YACHAR
KEMAL,**

72 ans, le grand écrivain turc d'origine

kurde, a répété hier qu'il combattrait « jusqu'au bout » pour « arrêter la guerre » entre l'Etat turc et la rébellion kurde à l'issue de son second interrogatoire devant la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul. « Cette guerre mène notre pays à la division », a souligné le romancier mis en cause pour un article paru dans un livre collectif saisi le 2 février sur la situation de la liberté d'expression. Il est accusé de « semer haine et hostilité en établissant des distinctions raciales et régionales » et

risque jusqu'à cinq ans de prison. Il avait déjà été inculpé le 24 janvier pour « propagande séparatiste », après la publication d'un article dans l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*. Dans une déclaration lue devant le groupe de 200 écrivains et intellectuels qui l'attendaient devant le tribunal, le romancier a pris la défense de la culture et de la langue kurdes: « Les Kurdes et les Turcs sont frères depuis mille ans; les Kurdes avaient une grande langue et nous l'avons tuée. »

Pour la liberté de Leyla Zana

L'HUMANITÉ- 10 février 1995



L'Union des femmes françaises, avec le soutien de la Fédération internationale démocratique des femmes (FIDF), a organisé mercredi soir un rassemblement devant l'ambassade de Turquie à Paris pour exiger la libération et la réhabilitation dans ses droits de la députée kurde de Turquie, Leyla Zana. Plusieurs personnalités étaient présentes à cette manifestation, parmi lesquelles Sylvie Ho, dirigeante de la FIDH, et Harlem Désir. En compagnie d'autres parlementaires, Leyla Zana a été condamnée à quinze ans de prison en décembre dernier par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara pour avoir réclamé le respect de la culture kurde. (Photo Sylla Grinberg.)

Turkish Daily News

SATURDAY, FEBRUARY 11, 1995

Karayalçın starts European tours

Karayalçın's tour to Denmark, Finland and Sweden targets overcoming the three countries' criticism of human rights abuses before March 6

Turkish Daily News

ANKARA- In the aftermath of a Greek rejection of the Turkey-European Union customs deal, Foreign Minister Murat Karayalçın is to depart for a tour of Denmark,

Sweden and Finland to discuss European affairs.

On the three consecutive one-day visits which start Monday, bilateral issues will be discussed but the weight of talks is expected to be on the European Union. Finland and Sweden, along with Austria, became members of the European Union as of Jan. 1, increasing the number of EU members to 15.

Karayalçın's visit aims to lobby vis-a-vis the European Union newcomers for sealing the customs union on March 6. Accompanied by his officials specializing on EU affairs, Cyprus and human rights, the minister is designed to launch a major lobbying offensive toward diplomats, parliamentarians and the media.

The presence of Türel Özkoral, the head of the human rights division of the Foreign Ministry, indicates that the social democrat minister will seek to explain the allegations of human rights abuses.

The foreign minister announced earlier this week that he would have a series of contacts with 14 EU countries. Greece is not included in the envisaged visits.

NORGE

Hård kritik mot vapenaffär

Av LARS JOHANSSON

OSLO. Norge sålde försvarsmateriel för 100 miljoner till Turkiet under treårsperioden 1992-94. Affärerna får nu hård kritik, eftersom de genomförts samtidigt som den turkiska regimen kritiserats för sin behandling av den kurdiska folkgruppen.

Den norska regeringen pressas nu hårt av oppositionen sedan vapenaffärerna med Turkiet avslöjats steg för steg i medierna.

I höstas uppgav handelsminister Grete Knudsen i storttinget att exporten var "försvinnande liten".

Hon angav värdet till under en halv miljon norska kronor, om man bortser från utrustning som levererats till turkiska pansarvagnar.

Men tornen och raketören till pansarvagnarna representerar ett samlat ordervärde under perioden mellan 1992 och 1994 på närmare 80 miljoner norska kronor.

Sålt sprängämnen

Dessutom har norska företag sålt militära sprängämnen samt delar till jaktflyg.

Oslotidningen Arbeiderbladet uppskattar i en artikel att den totala vapenexporten till Turkiet uppgick till närmare 100 miljoner norska kronor, eller 110 miljoner svenska kronor, under treårsperioden.

Handelsministern är nu illa ute i storttinget, där samtliga oppositionspartier ifrågasätter om hon gav en kor-

rekt bild av handeln med Turkiet i sin redovisning hösten 1994.

Att ett statsråd missleder storttinget anses som synnerligen allvarligt. Grete Knudsen avkrävs därtför en förklaring från flera håll.

- Vapenförsäljningen till Turkiet har blivit ett moraliskt tråk för regeringen, säger Erik Solheim, som är ordförande i socialistisk venstre.

Öppnar dörrar

Nyligen avslöjades att försvarsminister Jørgen Kosmo varit på besök i Turkiet för att agera "dörröppnare" för den norska försvarsindustrin.

Ett återbesök av en hög turkisk marinofficer, som uttryckt intresse för norska minröjningsfartyg, planerades. Jørgen Kosmo tvingades dock konstatera, när besöksutbytet belystes offentligt, att krigsmateriel knappast kan säljas till Turkiet under de förhållanden som råder i landet idag.

Vapenaffärer sker emellertid även i andra riktningen. Det norska hemvärdet har köpt in totalt 5 200 maskingevär från det turkiska vapenföretaget MKEK för successiv leverans fram till 1996.

Konservative høyres partiledare Jan Petersen tycker att affärerna är helt i sin ordning eftersom Turkiet liksom Norge är med i Nato.

liga brott mot de mänskliga rättigheterna.

Amnesty hävdar att bland annat pansarvagnar använts för att slå ned kurdiska grupper och manar alla länder som säljer militär utrustning till Turkiet att visa försiktighet.

Förutom Norge medverkar Frankrike, Tyskland, Ryssland, Storbritannien och USA i vapenexporten.

Orolig talman

Norska parlamentariker med storttingets talman Kirsti Kolle Grøndahl i spetsen reser i vår till Turkiet för att dryfta sin oro för de mänskliga rättigheterna i landet med kollegor i det turkiska parlamentet.

Det är mot den bakgrunden uppståndelsen kring de färskas uppgifterna om den norska vapenexporten ska ses. □

Den övriga oppositionen ifrågasätter dock vapenhandeln med tanke på upptrappningen av våldet i sydöstra Turkiet, där den kurdiska minoriteten enligt Amnesty International utsätts för dag-

Turkish Daily News

SATURDAY, FEBRUARY 11, 1995

US to give \$450 million aid to Turkey in 1996

Greece gets \$315 million

Turkish Daily News

WASHINGTON- The U.S. administration is going to ask the Congress to approve a foreign aid package worth \$450 million for Turkey for fiscal year 1996, according to an informed Turkish Daily News source. Greece will get \$315 million, if approved, thus preserving the 7-to-10 Greece-Turkish aid ratio instituted by the Congress in the aftermath of the 1974 Turkish intervention in Cyprus.

The official figures are expected to be announced tomorrow by the State Department. Turkey is also expected to receive an unspecified amount in economic assistance fund credit. In the 1995 fiscal year, Turkey received \$120 million in such economic funds.

The \$450 million in question represents an increase of \$85.5 million over the \$364.5 million appropriated for Turkey in 1995, which came with a 10 percent portion conditioned on Turkey's improving its record on human rights and positive developments on the Cyprus issue.

The \$450 million in question is not credit but a loan extended at the ongoing market rates and will likely be shoveled back to the U.S. through purchase of American military equipment.

Turkey purchased over \$2 billion worth of U.S. military equipment in 1993 and ranked among the major U.S. arms purchasers.

La Grèce rejette le compromis sur l'union douanière entre la Turquie et les Quinze

Les considérations de politique intérieure l'ont emporté à Athènes

Les membres de l'Union européenne sont très mécontents du rejet par Athènes du compromis élaboré lundi à Bruxelles sur l'union douanière

avec la Turquie, a-t-on appris jeudi 9 février. Selon ce compromis, les négociations pour l'adhésion de Chypre à l'UE, réclamées par Athènes,

pourraient commencer six mois après la fin de la Conférence intergouvernementale de 1996 sur la réforme des institutions européennes.

ATHÈNES

de notre correspondant

La Grèce a finalement rejeté jeudi 9 février le compromis qui avait été élaboré difficilement lundi 6 février à Bruxelles sur l'accord d'union douanière entre la Turquie et l'Union européenne, ardemment recherché par ses partenaires.

L'objection principale d'Athènes concerne la date d'ouverture des négociations pour l'adhésion de Chypre à l'Union. L'accord de principe obtenu lors du Conseil européen des affaires générales précise que les négociations pourraient débuter dans les six mois suivant la conclusion de la Conférence intergouvernementale de 1996 sur la réforme des institutions européennes.

Les Grecs exigent une date ferme. Le « pourraient débuter » doit se transformer en « va débiter », a déclaré le porte-parole du gouvernement grec Evángelos Vénizélos à l'issue d'un conseil des ministres extraordinaire présidé par Andréas Papandréou. Le climat politique tendu explique en grande partie les choix d'Athènes. Le compromis de Bruxelles a été mal accueilli dans la capitale grecque au sein du Pasok - le parti socialiste au pouvoir - mais aussi par l'opposition conservatrice et de gauche, et surtout par Antonis Samaras, le chef du « printemps » politique (POLA, droite nationaliste) qui a crié à la trahison. Les voix des onze députés du POLA sont nécessaires au Pasok pour élire en avril prochain par voie parlemen-

taire le nouveau président de la République, et les deux partis avaient commencé ces dernières semaines à réfléchir sur des candidats acceptables par les deux formations.

Si le Parlement n'arrivait pas à élire de président en trois tours de scrutin, des élections anticipées, que le gouvernement ne souhaite pas après quatorze mois de pouvoir, seraient proclamées au mois de mai. En se montrant intransigeant sur le compromis de Bruxelles, M. Samaras, arbitre de l'élection présidentielle, a forcé la main du gouvernement. Les considérations de politique intérieure ont une nouvelle fois dicté les choix de politique étrangère, comme dans le cas de l'affaire macédonienne.

M. Vénizélos a indiqué que son

pays ne lèverait pas son veto à l'accord d'union douanière qu'elle a déjà exercé le 19 décembre dernier tant que les objections grecques ne seront pas acceptées. Outre la fixation d'une date d'ouverture des négociations Chypre-UE, Athènes réclame une diminution des compensations financières à la Turquie dans le cadre de l'accord d'union douanière, un éclaircissement sur les relations de l'UE avec Chypre avant son adhésion et des garanties pour le secteur textile grec qui entrera directement en compétition avec l'industrie turque.

Le chef du gouvernement Andréas Papandréou enverra à ses homologues européens une lettre qui leur expliquera les positions grecques. Athènes estime

qu'on peut encore négocier car il existe, a dit M. Vénizélos, « des marges de clarification et d'amélioration » du compromis de Bruxelles.

Le porte-parole grec a par ailleurs indiqué que le ministre des affaires européennes Georges-Alexandre Mangakis avait trouvé à Bruxelles « un climat négatif » et qu'il avait dû se battre « sur une base zéro ». M. Mangakis avait indiqué mercredi à son retour d'Athènes que le compromis de Bruxelles avait permis de « réanimer » la question chypriote « qui se trouvait dans le tonneau ». Les commentateurs grecs ont ajouté jeudi que la question « avait pénétré dans un tonneau encore plus profond ».

Didier Kunz

Iraqi foreign minister says autonomy possible solution to Kurdish problem

By Ibrahim Holozlu

Turkish Daily News

ISTANBUL- "The Iraqi Kurds are Iraq's internal problem," said Iraqi Foreign Minister Muhammed Sayyid al-Sahhaf at a press conference at the Iraqi consulate general Saturday. He indicated that the Kurdish problem in Northern Iraq could be solved by granting them autonomy; however, the United States is blocking the acceptance of an autonomous solution by provoking clashes in the area. "The problem would end if external intervention would stop. The Kurdistan Workers' Party (PKK) is Turkey's internal problem. We could not act as negotiators for each other on these issues," said Al-Sahhaf.

"However these are problems which need to be addressed and they are interrelated," the foreign minister continued. "Iraq and Turkey, as friendly countries, should take these issues up because what happens in one country affects the other. We would never interfere in Turkey's internal affairs and we expect that the latter would do the same. The problem is not a problem of Talabani, Barzani and Öcalan (the three main Kurdish leaders). Once the clashes in Northern Iraq end, we are ready to embrace the Kurds in the area. In the end the U.S. will leave the area but Turkey and Iraq will always be here. Thus the two countries must solve their own problems."

Al-Sahhaf noted that he had relayed to the Turkish government the Iraqi desire that the Poised Hammer forces be removed from Turkey. The foreign minister denied claims that Iraqi petroleum would be sold by sending it through Iran, claiming that even if it were the case, the fact that some small traders have sold barrels was a minor event. He also asserted that

some of the U.N. Security Council members are trying to insert new articles in the talks on lifting the embargo which are really intervention in Iraq's internal affairs, stressing that these had to be eliminated before the petrol in the Turkish-Iraqi pipeline can be sold.

Turning to rumors that Iraq and Israel are holding secret talks, Al-Sahhaf denied there was anything such thing occurring. When asked if conditions were suitable would Iraq join the Middle East peace project, he declined to comment. The foreign minister also said that of course there already were relations between Turkey and Iraq but his visit could be interpreted as a reassessment and development of all their relations.

Prime Minister Tansu Çiller received the Iraqi foreign minister in the Sait Halim Paşa Yalı earlier in the day yesterday and they held a discussion on issues of mutual interest. Deputy Prime Minister Murat Karayalçın also joined in the meeting and afterwards he said that this was the first time since the Gulf War that there had been an atmosphere which was conducive to a wide-ranging discussion. Views had been exchanged on many problems. Karayalçın indicated that, while there had not been a disagreement between them over the matter of the flushing out of the pipelines, there also had not been an agreement either. The two sides had worked on a new model on which they would agree and it was expected that the results of their deliberations would be exchanged in writing. Karayalçın stressed that he thought it was valuable that relations with Iraq were entering a new period.

Pipeline issue examined in depth

During the talks held on Friday at the

Turkish Foreign Ministry, the two delegations discussed bilateral relations between Iraq and Turkey. In this context, the issue of salvaging the Kirkuk-Yumurtalık pipeline was examined in depth. Both sides agreed to continue talks to come up with a solution that would meet the approval of the countries within the parameters established by the U.N.

The delegations have exchanged views on regional issues that interest both countries, focusing on the situation in Northern Iraq. The Turkish officials have reiterated the importance they place on Iraq's territorial integrity. Both delegations have agreed that the problems experienced in Iraq should be solved within Iraq with the participation of the whole Iraqi population.

The Iraqi delegation provided their Turkish counterparts with information about the talks they have been holding with the U.N. Security Council about lifting the sanctions imposed during the Gulf Crisis. The Turkish officials have praised the positive efforts displayed by Iraq to comply with the U.N. Security Council decisions and emphasized that they wanted a continuation of Iraqi efforts.

The Iraqi foreign minister had arrived in Ankara on Thursday as the guest of Karayalçın. During his stay he was received by President Süleyman Demirel and Parliamentary Speaker Hüsametdin Cindoruk and met with Karayalçın.

Talks have been held on and off over the past year in Baghdad and at the United Nations in order to find a mutually acceptable way to flush them out but Iraq had objected to the assistance being offered in exchange for the oil. Of the 9.2 million barrels of crude oil estimated to be in the 986-kilometer (616-mile) twin pipeline, 5.7 million belongs to Iraq.

US unhappy with Greek, Turkish ties

State Dept. supports Turkey's membership in Customs Union

By Uğur Akıncı

Turkish Daily News

WASHINGTON D.C.- The U.S. administration

seems to be disturbed by the recent developments in Turkish-Greek relations, as revealed by a recent meeting on the topic held at the White House.

Within the last month, two prominent members of the Turkish minority in Greece were arrested and sentenced to up to 12 months in jail. Athens allowed the PKK to open a "Culture House" in Athens. PASOK deputies openly supported the PKK government-in-exile. A few days ago, a Turkish F-16 crashed south of Rhodes island. Some sources insisted Greek jets were involved in the incident.

According to an informed TDN source, Richard Holbrooke, the assistant secretary of state for European and Canadian Affairs, held a secret meeting Friday at the White House with some of the senior White House officials. President Bill Clinton's senior aide George Stephanopoulos, and Andrew E. Manatos of the influential Greek-American lobby firm Manatos & Manatos, were reportedly also present in the meeting. Mr.

Manatos, who has represented Greek Cyprus in Washington since 1974, served as an assistant secretary of commerce between 1977-1981 and is known for his close ties with the Greek government. According to a TDN source, Holbrooke expressed his concerns and said he was worried about stability in the Aegean. Holbrooke, a man not known for mincing his words, reportedly described the situation in Thrace and the issue of the Patriarchate in Fener, Istanbul, as "very explosive." Holbrooke also reportedly registered his displeasure with the Greek government's announcement that Greece would veto Turkey's admittance into the European customs union.

Curiously enough, the PASOK government's opposition to Turkey's customs union membership seems to be evolving into one issue that is bringing not only Ankara and Washington, but the Greek and Greek Cypriot public together as well. For Greek Cypriots, the reason seems to be pretty clear: in return for Turkey's admittance, the

European Union agreed on 1997 as the year when the application of Greek Cyprus would be debated. If Turkey gets the ax, so will Greek Cyprus.

As to the popular mood in Athens, the media sources that TDN talked to in Washington described the Greek public opinion as "desiring moderation" in Turkish-Greek relations.

State Department wants Greece and EU to 'resolve their differences'

Holbrooke's alleged concern against a possible escalation of tensions between Turkey and Greece

was reflected in the State Department's response to the Greek veto of Turkey's customs union membership.

Answering a question asked her by the TDN, State Department spokeswoman Christine Shelly said "we believe that Turkey's participation in the customs union will be mutually beneficial" both for Turkey and Europe. She added: "We hope Greece and the rest of the European Union will be able to resolve their differences on this issue." Observes interpreted the State Department's response as one sympathetic to Turkey's concerns and supporting Turkey's membership in the European customs union.

Turkish Daily News

MONDAY, FEBRUARY 13, 1995

Terrorism expert:

Turkey should sit at table with PKK

'A country with an army should not become an army with a country'

Turkish Daily News

WASHINGTON- A leading expert on terrorism has suggested that Turkey might very well sit at the negotiating table with the Kurdistan Workers' Party (PKK).

Speaking at a panel discussion here concerning the response of democracies to terrorism, Dr. Anthony Cordesman, a senior fellow at the Center for Strategic and International Studies (CSIS), said the Turkish government should be encouraged to talk with the PKK, "the largest group representing the Kurds." Commenting during the panel debate hosted by Professor Yonah Alexander, director of Georgetown University's Terrorism Studies Program, Cordesman criticized "state terrorism" in Turkey as well as "Kurdish terrorism." "Violence begets violence, especially when the government fails to show restraint," he said.

Cordesman, who has served in the past in varying capacities at NATO and the U.S. Defense and State Departments, said large sweeps by regular army troops were usually "functionally obsolete" and counterproductive. When an army loses its legitimacy and restraint in the eyes of the people, it becomes "an army with a country," rather than representing a "country with an army," he said.

The expert lambasted Western human rights criticisms

directed at countries fighting terrorism. "Insisting on exacting human rights standards when one is fighting terrorism is ridiculous," he said. The normal due process of law, however, as it is normally understood in the country in question, should be obeyed in the fight against terrorism, he said.

Cordesman continued by emphasizing that a government cannot allow itself to get trapped into escalating a low-intensity war. There is a need for carefully targeted police action, while keeping the state's legitimacy. You must limit use of violence as much as possible. Human intelligence and infiltration of the opposition must be used instead of sweeping large-scale operations and attacking whole communities without

discrimination. "If the state itself becomes the source of terror, than it'll lead to a civil war and all counter-terrorism efforts will fail," he said.

"The state must be seen as more just, less violent and more legitimate. If the state comes across as elitist, repressive and corrupt, no amount of anti-terrorism effort will do," he warned. Western states should of course help those allies fighting terror but ultimately, he concluded, war on terror will be won by the Middle Eastern states themselves because the roots of terror are indigenous to those countries.

Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP

FRA0299 4 I 0341 TUR /AFP-QE10

Turquie-Droitshomme

Peines de prison requises contre six défenseurs des droits de l'homme pour "séparatisme"

ANKARA, 13 fév (AFP) - Des peines de prison allant jusqu'à 20 ans ont été requises pour "séparatisme" contre des dirigeants et membres de l'organisation locale de l'Association des Droits de l'Homme de Turquie (IHD) de Diyarbakir, dans le sud-est du pays, selon l'agence Anatolie.

La première audience du procès qui s'est ouvert lundi devant la Cour de Sûreté de l'Etat, a été consacrée à la lecture de l'acte d'accusation contre six défenseurs des Droits de l'Homme.

Le document accuse l'IHD "d'avoir agi comme représentant régional" du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), en rébellion armée contre Ankara depuis 1984, et "d'être sous contrôle du PKK".

Il accuse également l'IHD "d'avoir fait de la propagande séparatiste" dans ses rapports de 1991 et de 1992 concernant le sud-est anatolien à majorité kurde, sous état d'urgence depuis juillet 1987, et dans un livre intitulé "Une vue des villages brûlés-1993".

Le procureur a aussi réclamé l'interdiction de l'IHD et la confiscation de ses biens.

Les accusés ont rejeté les accusations, affirmant que ces publications "ont été élaborées par la direction précédente" de l'IHD et qu'ils "ne connaissent pas entièrement leur contenu". Ils ont demandé leur remise en liberté, ce qui a été refusé par le tribunal qui a ajourné le procès.

Le président de l'IHD, M. Akin Birdal, et deux de ses membres avaient comparu la semaine dernière devant la Cour de Sûreté de l'Etat d'Ankara sous l'accusation de "séparatisme": on leur reprochait diverses déclarations faites lors d'activités organisées en décembre 1992 sur la question des droits de l'Homme en Turquie. Ce procès avait été lui aussi ajourné. Ils sont passibles d'une peine de deux à cinq ans de prison.

M. Birdal avait été acquitté le mois dernier à l'issue d'un autre procès où il était accusé d'avoir signé des écrits "séparatistes" dans un rapport sur les droits de l'Homme.

ce/hc/mfo

AFP /JO0245/131609

FEV 95

Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP

Turquie

L'étouffement du peuple kurde

Kendal Nezan, directeur de l'Institut kurde de Paris, dénonce le silence de l'Europe sur la politique de terre brûlée menée contre les populations kurdes de Turquie : 2.000 villages ont été détruits et quasiment défend les Kurdes est considéré comme un criminel.

KENDAL NEZAN, tente depuis des mois d'attirer l'attention des Etats et des institutions européens sur la terrible dégradation de la situation en Turquie. Tâche difficile, tant il semble que les Européens, si prompt à défendre les droits de l'homme là où cela arrange leurs intérêts, soient sourds, aveugles et muets dès qu'on parle de la Turquie : à preuve, la promesse de signature d'une union douanière pour le 7 mars faite début février à Bruxelles par les Quinze de l'Union européenne.

Qu'avez vous obtenu à Strasbourg ?

Les pouvoirs de la délégation turque au Conseil de l'Europe ont encore été validés pour un an. Mais une suspension a été demandée par le groupe socialiste sur laquelle le Conseil statuera en avril prochain. C'est très important car le seul précédent est la Grèce des colonels. D'ici là, la répression turque risque de s'intensifier encore. Quel en est aujourd'hui le bilan ?

Il est terrible. En deux ans la répression a fait 3.840 morts : tués sous la torture ou par des tueurs non identifiés. Ce sont des avocats, des syndicalistes, des défenseurs des droits de l'homme, des intellectuels, toute une élite, tout ce qui représente les forces vives qui sont systématiquement décapitées. Les plus connus au plan national ont eu droit à un procès qui s'est parfois soldé par des peines de 110 à 130 ans de prison comme c'est le cas pour le journaliste et écrivain turc Ismael Besikci. Ils sont actuellement 105 intellectuels



Soixante-dix familles kurdes, dont le village a été détruit par l'armée turque, ont trouvé refuge dans le camp d'Atrush, au nord de l'Irak.

ainsi emprisonnés. Ceux qui sont connus à l'étranger échappent de peines moins lourdes et ils ont droit à des visites et à de relatifs égards : ils ne sont pas torturés.

Cela, c'est la partie visible de l'iceberg. La partie cachée, c'est ce qui se passe dans les régions kurdes : une politique systématique de dépeuplement de toute une région après soixante-dix ans d'assimilation forcée. Le pouvoir turc espère régler le problème en deux ou trois générations en supprimant la base territoriale de la population kurde. Selon nos sources, 1.390 villages ont été détruits. Yacher Kemal (1), lui, parle de 2.000 villages détruits. L'aviation turque a brûlé et détruit 10 millions d'hectares de forêts. Sous prétexte de combattre le PKK, c'est à tous les Kurdes qu'Ankara fait la guerre.

Le PKK, qui dirige la lutte armée contre le pouvoir d'Ankara, n'est-il pas affaibli par ce pilonnage sans merci ?

La répression ne fait qu'alimenter ses rangs. Les jeunes qui voient leurs villages détruits, leurs récoltes brûlées, leurs familles jetées sur les routes, re-

joignent en majorité les maquis. Quand à la politique de la terre brûlée, Saddam Hussein aussi l'a expérimentée contre les Kurdes d'Irak, sans résultats. La Turquie ne pourra pas entretenir longtemps une telle guerre. Elle y consacre 40 % de ses ressources. Elle est au bout du rouleau. Elle doit trouver cette année 12 milliards de dollars pour le service de sa dette. Or, le tourisme et les investissements baissent, à cause de la guerre. Le pays s'enfonce dans la spirale de la crise. Et tous ces milliards servent à étouffer un peuple sous prétexte de lutter contre le terrorisme.

Que pensez-vous de la menace intégriste brandie par le premier ministre turc, M^{me} Ciller, pour que l'Europe ferme les yeux sur le problème kurde et continue d'aider la Turquie ?

C'est le chantage habituel ! Avant, Ankara brandissait le danger communiste pour justifier la répression contre les progressistes, les syndicalistes et les Kurdes, maintenant c'est l'intégrisme. Il n'empêche que le danger intégriste existe bel et bien, malgré tous les discours qu'on entend sur la laïcité de l'Etat

turc. Les intégristes, qui ne manquent pas de moyens financiers, s'implantent sur le terreau de la paupérisation, du déracinement, de la frustration. Une fraction non négligeable des Kurdes déracinés, qui ont trouvé refuge dans les banlieues des grandes villes, ont voté aux dernières municipales pour le parti islamiste de la Prospérité, c'était le seul à se prononcer contre la guerre au Kurdistan. A Diyarbakir même, un maire islamiste a été élu avec 12 % des voix du corps électoral : 49 % de la population s'est abstenue. bien qu'en Turquie le vote soit obligatoire et l'abstention punie de lourdes amendes. Certains villages abstentionnistes ont même été rasés. Aux prochaines élections, les Kurdes risquent voter pour les intégristes pour éviter ce genre de sanctions tout en exprimant leur mécontentement. En fait, la politique de M^{me} Ciller attise l'intégrisme.

Propos recueillis par
FRANÇOISE
GERMAIN-ROBIN

(1) Yacher Kemal, l'un des plus grands écrivains turcs contemporains, a été inculpé de « séparatisme » pour une interview au journal allemand « Der Spiegel » intitulée : « Les mères de Turquie ne veulent plus pleurer ».

L'HUMANITÉ - 14 février 1995

Solidarité du PCF

GEORGES HAGE, député communiste du Nord et vice-président de l'Assemblée nationale, a reçu Remzi Kartal, parlementaire kurde du DEP, en exil. Ce dernier a fait état de la situation dans son pays, et notamment de la répression qui s'accroît contre les populations et les démocrates kurdes, alors que, dans le même temps, les autorités turques aspirent à voir se développer des liens économiques plus poussés avec la France et l'Union européenne.

Georges Hage a fait état de la solidarité active des communistes français et de leurs parlementaires envers le peuple

kurde, les démocrates et parlementaires aujourd'hui emprisonnés ou menacés. Il s'est proposé d'interpeller le gouvernement français en lui demandant, notamment, de s'opposer à l'entrée en vigueur de l'Union douanière entre la Turquie et l'Union européenne tant que les droits de l'homme, l'Etat de droit ne seront pas respectés dans ce pays et les prisonniers politiques libérés, tant que le gouvernement turc n'aura pas accepté de rechercher, notamment avec la population kurde et ses représentants, une solution démocratique et pacifique aux problèmes posés.

Une soirée à Valence

Le collectif de solidarité avec le peuple kurde de la Drôme organise, le 28 février à Valence, une soirée de débat et d'information sur la situation en Turquie. Sylvie Jan, secrétaire de l'Union des femmes françaises et présidente de la Fédération démocratique internationale des femmes, qui mène une campagne active pour la libération de la députée kurde Leyla Zana et de ses

7 collègues incarcérés à Ankara, sera présente. Il s'agit de demander la libération des députés emprisonnés et d'exiger des sanctions économiques contre la Turquie au moment où l'Union européenne s'appête à signer avec le gouvernement d'Ankara un accord d'Union douanière. La soirée débutera à 20 h 30 à la Maison des sociétés, rue Saint-Jean.

Turkish Daily News

TUESDAY, FEBRUARY 14, 1995

Parliament speaker, opposition leader agree on speeding up legislation and need for early poll

Cindoruk: Some 150 bills are in need of legislation over the next six months
Motherland Party leader Yilmaz: Early general elections the main priority

Turkish Daily News

ANKARA- Parliament Speaker Hüsametdin Cindoruk on Monday launched a drive to streamline the lengthy procedures of lawmaking, eliciting immediate support from Mesut Yilmaz, the main opposition leader.

Cindoruk said important legislation was delayed because of the lengthy procedures dating to the time of the two chamber parliament before the 1980 military coup, stressing the need for legislation of 150-odd bills in six months.

Meeting with Yilmaz, the leader of the main opposition Motherland Party (ANAP) Cindoruk said he would propose an additional hour to the daily working schedule of the parliament and the addition of half-a-day to its weekly schedule. Yilmaz pledged his party's support for Cindoruk's efforts to shore up the prestige of the legislature — in decline because of its constant subordination to the government and the apathy of most of its 450 members.

But the opposition leader said ANAP attached great importance to the speedy legislation of a new election bill.

Emerging from the meeting, Cindoruk told reporters that the proposed "Anayol" (Motherpath) government partnership between ANAP and Prime Minister Tansu Çiller's True Path Party (DYP) had not been taken up "as it is not something for me to discuss."

Talking to reporters after the 90-minute meeting with the Parliament speaker, Yilmaz said although they differed on the mode of bringing about early elections, they were in agreement on the need.

"Cindoruk has indicated that early elections could be held through a constitutional amendment that sets the term of a parliament as four years," Yilmaz said. According to the 1982 Constitution adopted two years after a military coup, elections are held in Turkey every five years.

Cindoruk has been a leading advocate of the formula proposed as a substitute for Çiller's problematic coalition alignment with the Social Democrat People's Party (SHP), aggravated by debates on the legality of the partnership after the latter's scheduled Feb. 18 merger with the opposition Republican People's Party (CHP). Çiller has said the merger would not affect the coalition while Cindoruk has joined President Süleyman Demirel in believing a new government inevitable. Cindoruk has called for a "broadly-based government to attend to the country's pressing problems and prepare early elections," while Çiller rules out any early poll before her government finishes its term late in 1996.

Cindoruk's calls for the broadly-based government, drew a sharp rebuke on Monday from

a leading official of the DYP who accused the Parliament Speaker of forgetting his oath of impartiality.

Also addressing himself to President Demirel who has hinted that he might appoint a new prime minister instead of Çiller if the present coalition dissolves after the left's merger, Ahmet Küçük, the deputy DYP chairman, said "everyone, from the president to the humblest civil servant, should be conscious of his duties and prerogatives as defined by the Constitution or laws."

Küçük argued that the merger of the coalition partner and opposition social democrats would automatically end the tenure of the government.

"We keep hearing this talk of a broadly based government...It is not becoming for someone (Cindoruk) who is entrusted with the neutral speakership of the parliament, who has even been a chairman for the DYP in the past ... to discuss government formulas with opposition leaders as if he is one himself," Küçük said.

He added that DYP was a main pillar for the country's stability and efforts to damage it would not serve Turkey's interests.

He noted that DYP had its leader and its competent bodies who were very capable of doing whatever was necessary if there was a need for a new coalition.

Ankara tells Baghdad to create conditions for talks with the Kurds

Iraqi Foreign Minister Saeed al-Sahaf reveals Baghdad has contacts with Massoud Barzani

By İlnur Çevik
Turkish Daily News

ANKARA- The Turkish government has urged Baghdad to create the necessary conditions whereby the Iraqi Kurds can hold meaningful dialogue with Saddam Hussein's administration.

Iraqi Foreign Minister Saeed al-Sahaf who visited Ankara last week was told that Ankara supports Iraq's territorial integrity and sees the current situation in northern Iraq where the Kurds have set up their Western-backed administration "as a temporary situation."

"We do not accept the current status of northern Iraq as permanent and hope the Baghdad government and the Iraqi Kurds can sort out their differences," the government source said. He asked not to be named.

The source who attended the meetings Sahaf had with Turkish leaders said, however, that Ankara told Baghdad that the Iraqi Kurds fear the wrath of Saddam Hussein and has said it is up to the Iraqi administration to create the suitable conditions under which the Iraqi Kurds could negotiate a settlement with Baghdad. The talks with Sahaf in Ankara revealed that the Iraqis maintain contacts with Massoud Barzani, the leader of the Kurdistan Democracy Party (KDP). Turkish officials said they did not receive any indication that Baghdad is also talking to Jalal Talabani, the leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK). Turkish officials reportedly told Sahaf that Turkey would not betray the confidence of Barzani and Talabani and force them to bows to the wishes of the Saddam administration.

Turkish officials acknowledge that the Iraqi Kurds are heavily dependent on Turkey especially after Saddam established an economic blockade of northern Iraq in the October of 1991. They say Turkey has no intention of selling out the Iraqi Kurds despite the fact the current fighting in northern Iraq between the PUK and the KDP has created a security hazard for



Iraqi Foreign Minister Saeed al-Sahaf

Ankara as it has allowed Turkey's own Kurdish separatists to exploit the power vacuum in the region.

The Iraqis reportedly insisted that northern Iraq is an internal affair of Baghdad. However, they were reminded of the fact that there is a de facto situation in the region which also directly affects Turkey and thus Ankara cannot remain silent over the issue.

The Iraqi territory that falls to the north of the 36th parallel was declared a safe haven for the Kurds by the United Nations Security Council in 1991 to keep Saddam from taking revenge for an uprising after his Gulf War defeat.

A task force called "Provide Comfort" was established in mid-1991 to protect the enclave against Saddam's forces. The force is comprised of 48 U.S., French and British planes and is stationed at the Incirlik airbase in southern Turkey. Meanwhile, during his contacts in Ankara Sahaf also hinted that Iraq wants to take part in the tripartite talks between Turkey, Iran and Syria which concentrate on the plight of the Iraqi Kurds and the future of Iraq.

However, Turkish officials said this is practically impossible because Iraq has rather cool relations with Syria and Iran. According to Turkish

Turkish Daily News

TUESDAY, FEBRUARY 14, 1995

officials Iraq's relations with Syria are in the freezer while its ties with Iran, which was its adversary in the seven year war, have not made much headway in recent months despite an extended invitation by the Iranians for Sahaf to visit Tehran. The visit never took place.

Iran rules out possibility of the creation of a Kurdish state in N. Iraq

Turkish Daily News

ANKARA- Iranian Ambassador to Turkey Mohammad Bagheri has ruled out the possibility of the creation of a Kurdish state in northern Iraq, saying countries of the region would never allow such a development.

Bagheri, visiting Turkey's eastern city of Erzurum, told reporters on Sunday that the United States was trying to create problems in northern Iraq and that the Kurdish issue was part of this plan.

"But the creation of a Kurdish state in the region is out of the question. Iran, Turkey and Syria will never allow this development to take place," Bagheri said, according to the Anatolia news agency.

The three countries, each with a considerable Kurdish population, are in constant contact with one another to monitor developments in northern Iraq. A new round of tripartite meetings of Turkish, Iranian and Syrian foreign ministers is expected to be held in March.

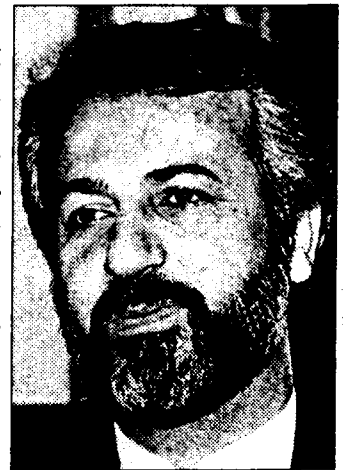
Bagheri said trade ties between Iran and Turkey were boosted following the Islamic revolution in Iran in 1979.

"An annual trade volume of only \$25 million before the Islamic revolution has now reached \$2.5 billion. We believe that this figure will continue to rise since Iran and Turkey have the will to do so," he said.

On a projected pipeline to carry Azerbaijan's oil to the Mediterranean, the ambassador said he was sure the pipeline would pass through Iran. "We have signed an agreement with Azerbaijan on that," he said.

However, analysts say chances of a pipeline passing over Iran are low since a consortium set up to develop Azeri oil fields in the Caspian is controlled by Western governments which are against Tehran's involvement in the deal.

Bagheri said Iran's priority in foreign policy was to set up friendly and multilateral ties with Islamic countries throughout the world. In another development on Sunday, Iran's new consul in Erzurum, Said Zare, assumed his post.



Ambassador Bagheri

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

ECF0545 3 F 0190 SUE /AFP-FR50

eco.-int.

UE/Turquie: Commerce et droits de l'Homme indissociables, selon la Suède

STOCKHOLM, 15 fév (AFP) - Les relations commerciales entre la Turquie et l'Union européenne sont indissociables de la question des droits de l'Homme, a affirmé mercredi le ministre suédois des Affaires étrangères, Mme Lena Hjelm-Wallén, après un entretien avec son homologue turc Murat Karayalçin.

Mme Hjelm-Wallén a toutefois exclu de menacer Ankara d'un veto à l'accord sur l'Union douanière entre l'UE et la Turquie pour contraindre cette dernière à respecter les droits de l'Homme.

"Isoler la Turquie ne favorisera pas les forces démocratiques en Turquie, mais le commerce doit être néanmoins lié à la question des droits de l'Homme", a-t-elle déclaré à la presse, alors que quelques Kurdes manifestaient à l'extérieur du ministère des Affaires étrangères.

M. Karayalçin n'a pas participé à la conférence de presse. Il concluait en Suède une tournée dans les pays nordiques, destinée à expliquer la position de la Turquie concernant l'Union douanière avec l'UE, bloquée par un veto grec, et les questions kurde et chypriote.

ajb/rhl

AFP /JO0245/151804

FEV 95

FRS0170 4 I 0134 TUR /AFP-UA98

Turquie-Kurdes

33 rebelles kurdes tués lors d'opérations militaires, selon Anatolie

ANKARA, 14 fév (AFP) - Trente-trois rebelles kurdes de Turquie ont été tués lors d'opérations militaires et de combats dans la nuit de lundi à mardi dans la région de Diyarbakir (sud-est), a annoncé mardi l'agence turque Anatolie.

Ces opérations de l'armée turque contre les "terroristes séparatistes" (désignation officielle des rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan, PKK, séparatiste) ont été menées dans la province de Diyarbakir, chef-lieu du sud-est anatolien à majorité kurde, a indiqué l'agence.

Elles se poursuivaient dans la matinée de mardi dans la région, a ajouté Anatolie, sans autre précision.

Il s'agit du bilan le plus lourd infligé aux rebelles du PKK depuis novembre 1994.

CE/hc/ms

AFP /JO0245/141017

FEV 95

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

Onsdagen den 15 februari 1995 ★ EXPRESSEN

Idag kommer den turkiske utrikesministern Karayalcin till Sverige. Däremot får Mahmud Alinak inte besöka Sverige och berättar om förföljelser av kurder i Turkiet.

DEN KURDISKE parlamentsledamoten Mahmud Alinak är en modig man i femtioårsåldern. Han är modig för att han vågar prata om kurdfrågan trots att han för något år sedan riskerade en parlamentarikerlychning i det turkiska parlamentet strax efter det att han i talarstolen föreslagit en lösning av kurdfrågan.

Han är också en modig man i dagens Turkiet med tanke på att han inte åtnjuter parlamentarikerimmunitet längre och ändå kämpar för att blodbadet i turkiska Kurdistan ska ta slut och kurdernas mänskliga rättigheter ska respekteras.

I mars i fjol avskaffade det turkiska parlamentet immuniteten för Alinak och sju parlamentsledamöter i det nu förbudna legala kurdpartiet Demokratipartiet (DEP) för att "i tal och skrift främjat separatism och vådjan ifrån bland annat Europarådet och Europaparlamentet ställdes de inför den militära säkerhetsdomstolen i Ankara.

Den 9 december dömdes dessa åtta parlamentsledamöter till fängelse mellan tre och ett halvt år och femton år.

Den turkiska staten fortsätter att förneka kurdernas existens och deras grundläggande mänskliga rättigheter. Därmed vill Turkiet inte legalisera kurdfrågan, säger Mahmud Alinak från sitt hem i Ankara.

HAN TILLHÖR de "lyckliga" eftersom han dömdes till "bara" tre och ett halvt års fängelse och utreseförbud för två tal han hållit om kurdfrågan och det inbebar att han fick komma hem efter nio månader och åtta dagar i fängelset, medan de andra parlamentsledamöterna fortsätter att sitta i fängelset.

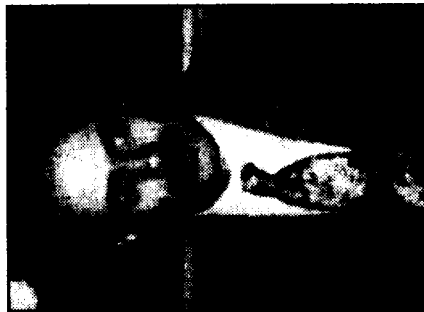
Mina dagar i frihet är räknade och formella. Så fort rättsgången vid den militära högsta domstolen inleds kommer jag att hamna i fängelse och avtjuna mitt straff.

Dessutom har jag åtta åtal till mot mig, säger Mahmud Alinak,

Förtrycket mot kurderna måste ta slut

Det är många turkiska militärer som vill institutionalisera byvaktsystemet (det finns 55 000 paramilitära kurdiska byvakter som får höga löner av den turkiska staten för att bekämpa PKK) för att tjäna pengar vid sidan om.

Dessutom måste den stora turkiska militära apparaten, som uppgår till en miljon människor, legitimera sin existens och då passar kriget mot kurderna utmärkt. PKK är en förevarning för att förfölja, deportera och mördra kurder. Den turkiske överbefälhavaren vägrar att diskutera och ännu mindre lösa kurdfrågan med motiveringen att det inte finns någon kurdfråga i Turkiet utan endast en terrorfråga. Det är ofattbart! säger Mahmud Alinak.



Mahmud Alinak kan dömas till fängelse för denna intervy.

som mest är orolig för Turkiets femton miljoner kurder.

Det finns inga tecken på att det pågående kriget i de kurdiska områdena kommer att ta slut. Vissa krafter i den turkiska militären har ekonomiska intressen i att kriget mot kurderna fortsät-

frågan på sitt sätt, det vill säga med våld, säger Alinak.

Cirka 2 000 kurdbyar är totalförstörda eller avfolkade och fyra miljoner kurder har lämnat sina hem sedan 1984.

MAHMUD ALINAK betonar gång på gång att Turkiet måste demokratiseras och kurdernas existens erkännas. Västvärlden bryr sig inte nämnvärt om kränkningen mot de mänskliga rättigheterna. Han skulle gärna besöka Sverige och berätta om de bristande mänskliga rättigheterna. Men han har utreseförbud.

Vi närmar oss år 2000. Ändå är yttrande- och organisationsfrihet ingen självklarhet i Turkiet.

Hur ska man då lösa kurdfrågan som kostat tusentals människoliv?

Förtrycket mot kurderna måste sluta. Det paramilitära byvaktsystemet måste dras bort. Förbudet mot kurdiska språket måste upphävas och kurdernas kulturella rättigheter bejakas. Det är väl inte mycket jag begär?

Undrar den modige Alinak, som kan dömas till minst 20 månaders fängelse för vad han har sagt i denna intervju.

KURDO BAKSI
chefredaktör
för tidskriften Kurdistan

Norwegian Parliament spokesman expresses concern on DEP deputies

Turkish Daily News

ANKARA- Kristi Kolle Grondahl, the Norwegian Parliament speaker, has expressed concern over the deputies of the Democracy Party (DEP) who have been stripped of their immunity and imprisoned.

Visiting Turkey on an official basis, Grondahl and a delegation comprising leaders of three major parties in Norway, expressed their concern for the DEP deputies during a meeting with Parliament Speaker Hüsamettin Cindoruk Wednesday. Cindoruk meanwhile stated prior to his meeting with Norwegian parliamentarians, that there were certain differences of opinion between Turkey and Norway. "Some of our views do not overlap completely," he stated, referring to the harsh criticism on Norway's part vis-a-vis the human rights situation in Turkey. He further said misinformation due to the distance may be the source of the difference and that is why "we wanted to have our Norwegian colleagues in Turkey so that we can discuss each and every issue openly and face to face." Cindoruk added the Norwegian delegation would be able to meet with



Kristi Kolle Grondahl

anybody they wanted during the visit and see for themselves that there is a functioning democracy and Parliament in Turkey.

Grondahl said there was a deep concern in Norway about the DEP deputies who had been impeached from Parliament. She said the aim of the visit was to exchange views with Turkish counterparts on the subject and stressed the obligation of respecting free expression of the people's representatives. When Grondahl expressed this concern, her Turkish counterpart Cindoruk noted that the relations between the parliamentarians of the two countries should be improved to wipe out any misunderstanding. It is reported that the outcome of this visit will have an effect on the arms embargo Norway is planning to impose on Turkey. There has been an intensive anti-Turkish campaign in Norway vis-a-vis the human rights situation. The Norwegian press in banner headlines has been criticizing Turkey for a month. It is not definite that the delegation will find the time to visit the DEP deputies in prison because of the tight schedule they have in Ankara.

The Norwegian parliamentary delegation also had talks with some political party chairmen and Prime Minister Tansu Çiller on Wednesday.

Turkish Daily News

Sweden gives conditional support to customs union

Turkish Daily News

ANKARA- Foreign Minister Murat Karayalçın, who is on a lobbying tour for the Turco-EU customs union, received "conditional support" from Sweden, according to the Anatolia news agency.

Karayalçın, who held bilateral talks with his Swedish counterpart Lena Hjelm-Wallen, postponed making any statement until after the talks, but Hjelm-Wallen said that the human rights question was discussed extensively.

The Swedish foreign minister was quoted by Anatolia as saying that Stockholm supported the

customs union with Turkey, but there should be progress on human rights and democratization. Asked whether this was a "precondition," Hjelm-Wallen was quoted as saying "yes."

She added that Turkey wanted to maintain its political dialogue with Turkey.

However, in a joint press conference later, Foreign Minister Murat Karayalçın reacted against this "conditional support," saying he was not in Stockholm to "make an agreement on the customs union."

"Only the conditions put forward by previous agreements (of 1963 and 1973) can be discussed.

We will discuss no new conditions," Karayalçın said.

Human rights questions have been high on the agenda between Karayalçın and his counterparts from Denmark, Finland and Sweden. Given the critical stance of the Nordic countries on human rights, Karayalçın has used the three-stop tour to explain Turkey's stance on various human rights issues before the Turkey-EU Association Council meeting in March.

Karayalçın has been meeting with media representatives as well as parliamentary circles in the three countries.

France seeks unblocking of EU-Turkey pact

'I hope that the member state which is having difficulty accepting will be able to overcome the difficulties'

Compiled by the TDN Staff from Wire Dispatches

STRASBOURG/BRUSSELS- France, which has pledged to conclude a customs union with Turkey during its presidency, has started a two-pronged approach to overcome the Greek veto.

In Strasbourg, France tried to persuade Greece to lift its veto during a European Parliament meeting, while in Brussels, the Belgian Foreign Ministry declared France wanted to hold an EU foreign ministers meeting after Greece vetoed a customs union linking the EU and Turkey.

"The French presidency (of the EU) would like a foreign affairs council to be held before March 6, the day of talks between the EU and Turkey, a ministry spokesman told a briefing. The spokesman said Greek Prime Minister Andreas Papandreou had sent a letter to the EU outlining the four points that Greece wanted cleared up.

It was not immediately clear whether the EU

heads of state had sent a reply.

French European Affairs Minister Alain Lamassoure, whose country occupies the rotating EU presidency, said on Tuesday that talks on Cypriot membership would start six months after the end of a full review of the EU's constitutional arrangements.

The review, the inter-governmental conference (IGC), kicks off in early 1996, but is open-ended and could go on well into 1997. "This commitment does, in fact, go beyond the more vague formulation which was adopted (by EU ministers last year)," Lamassoure told members of the European Parliament. The EU originally said it wanted the Cyprus question resolved before the start of accession talks, but is now hinting that it would negotiate with the Greek Cypriot government in Nicosia if there is no settlement.

Diplomats say progress on Cyprus would also remove the main cause of tension in the Aegean sea, highlighted once again last week

by the scrambling of the Greek air force after a Turkish jet fighter crashed on a routine mission.

EU External Affairs Commissioner Hans Van Den Broek told the parliament that failure to resolve the Cyprus issue could not forever stand in the way of Nicosia's bid to join the bloc. "I hope that the member state which is having difficulty accepting (the customs union) will be able to overcome the difficulties," Van Den Broek said in reference to Greece.

British Socialist member Pauline Green, who heads the European Parliament's largest single political group, condemned what she said was the use of Cyprus as a "bargaining chip" in talks with Turkey. "Cyprus is not a bargaining tool in our relations with Turkey," Green said.

She said Parliament should reconsider the question in September once Turkey had shown some effort to improve its much-criticised human rights record.

L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI

16-22 février 1995

Nos Kurdes à nous

Le 1^{er} février 1995, vingt et un pays européens ont ratifié la convention-cadre du Conseil de l'Europe pour les minorités régionales. Après le rejet, fin 1992, de la charte européenne des droits de l'homme pour les minorités linguistiques, la Turquie et la France se sont à nouveau distinguées en refusant mordicus de se conformer à cette convention-cadre du strict minimum. La France et la Turquie se prétendent monolithiques, selon le mythe totalitaire de l'Etat-nation un et indivisible, et nient l'existence sur leur sol de minorités linguistiques nationales tels les Kurdes en Turquie, qualifiés de

« Turcs des montagnes », ou les Corsés, les Basques, les Catalans, les Bretons, les Flamands, les Occitans et les Alsaciens-Mosellans en France. Leur seule réponse, depuis des décennies, est celle de l'assimilation forcée par l'école. (...) Que diraient nos hérauts de la francophonie si les Québécois subissaient l'outrage de l'intégration par l'exclusion linguistique ?

La France préconise le respect

● Le bouclier kurde

"Les Kurdes doivent faire obstacle à l'expansion de la Turquie en Asie centrale et dans le Caucase et empêcher de s'approprier les richesses de ces régions", estime Iouri Nabiev, leader de la Confédération des Kurdes de

la CEI (près de 1 million de Kurdes vivent en CEI). Quant au PKK, il exhorte le président Eltsine à "jouer le rôle d'intermédiaire et de pacificateur dans le conflit entre le mouvement de libération nationale kurde et le gouverne-

ment turc", rapporte l'hebdomadaire russe Moskovskie Novosti. Deux questions sensibles sont évoquées pour convaincre la Russie de jouer la carte kurde : le Haut-Karabakh (en Azerbaïdjan) et le traité pétrolier de Bakou.

des droits des minorités linguistiques au Québec, en Kabylie, au Kosovo et ailleurs, alors qu'elle-même les bafoue. Quelle hypocrisie ! Ce thème crucial, qui concerne des millions de Français, sur la non-reconnaissance par la France de sa diversité linguistique et des traités européens sur nos droits culturels est « tabouisé » dans le débat présidentiel, car il ne concerne pas le microcosme politique parisien.

Luc Reibel, Bertfeld

COURRIER INTERNATIONAL - 16-22 février 1995

Iraq Thwarts UN Sanctions With Secret Oil Exports

**\$800 Million Revenue
As Illicit Trade Is Sent
Via Turkey and Iran**

By Youssef M. Ibrahim
New York Times Service

PARIS — Iraq has set up a secretive export system for crude oil and refined products to get around United Nations sanctions that bar it from selling oil, according to oil industry executives. The sanctions were put in place after Iraq invaded Kuwait in 1990.

The sales have generated \$800 million in revenues for the struggling Iraqi economy in the last year alone, oil industry executives estimate.

The executives, some of whom are directly involved, say Iraq is taking advantage of a growing network of oil traders motivated by vast profits from the illicit sales.

It is also using hundreds of trucks that carry the oil through Kurdish territories to Turkey or through Iran, as well as tankers sailing into the lower Gulf region.

The sources say that Baghdad has increased the total amount of oil it exports through these secretive routes to around 200,000 barrels a day, bringing in a revenue of \$800 million in the past year. Iraq's exports prior to the the Gulf conflict were about 3 million barrels a day.

The United Nations allows Iraq to export about 75,000 barrels of oil a day to Jordan, with the revenues deposited in Jordan's central bank to cover Iraqi purchases of medicine and some foods.

"As long as the sanctions continue, we will see more and more violations of the sanctions," said an Iraqi opposition figure in London, who asked not to be identified.

Many of Iraq's oil fields are in the north near Kirkuk, close to the Turkish border, and in the south in Basra, close to the border with Iran.

The smuggling network, largely managed by senior officials of the government who are related to President Saddam Hussein, shows every sign of increasing as operations on both sides of the Iraqi borders have been set up to expand the export volume. The illicit trade is reportedly controlled by Mr. Saddam's son, Udai, and his brother-in-law, Hussein Kamil, the minister of industry.

The increase in oil exports during 1994 has been made possible, the sources say, with the tacit support of Turkey, Iran, Jordan and others in the region that feel

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, FEBRUARY 16, 1995

the sanctions imposed on Iraq have gone on too long and are putting strains on their economies because of the missed revenues from trading with Baghdad.

The export system comes at a time when dozens of international oil companies from France, Italy, Russia, Britain, Spain, Canada, Asia, and Latin America are said by executives to have concluded talks with Baghdad over plans to produce and export Iraqi oil once the sanctions are lifted. The aim is to increase Iraq's production over the next few years to 5 million barrels a day.

Baghdad is planning a major international oil conference on March 11 and 12 in which scores of representatives of the oil industry are expected to take part.

The Iraqi oil minister, Safa Jawad Habubi, confirmed his country's dealings with the oil companies in those countries when he told the Middle East Economic Survey, a Cyprus-based oil industry newsletter, in January, that these negotiations "produced contracts which will be implemented once the sanctions are removed."

Earlier this month, another oil-industry newsletter, *Petrostrategies*, published in France, quoted the chief executives of the two huge French international companies, Total and Elf Aquitaine, confirming they had completed a set of talks on a project to begin exploiting some of Iraq's largest oil reserves the moment sanctions are lifted.

Iraq ranks second after Saudi Arabia in oil reserves, with an estimated 100 billion barrels, the equivalent of 10 percent of the known global reserves.

Iraq's current oil production is estimated at 750,000 barrels a day, of which it refines a substantial part into products like gasoline, fuel oil and other derivatives, some for domestic use and some destined for the illicit exports.

Serge Tchuruk, president of Total, was quoted recently as saying: "If an opportunity arose to sign an agreement with Baghdad before sanctions are lifted, for implementation af-

terwards, we would do so."

The rush of French oil companies to seal deals with Iraq, oil industry executives say, receives encouragement from a French government that has favored for some time an end of sanctions against Baghdad.

The French government's view, oil executives say, is that after the Gulf war only the United States and Britain emerged as major trading partners with other oil powers in the Gulf, including Saudi Arabia and Kuwait, cutting France, Germany, Italy and other Western allies out of a bonanza of contracts for the purchases of oil, weapons and commercial construction in the region.

The United States has adamantly refused to consider a lifting of sanctions.

The Iraqis "are selling their oil at \$8 to \$10 per barrel," one oil trader in London said, noting that the price of similar oil from the Gulf region is closer to \$14 on world markets. "That's a big discount, which explains why many of us are willing to take risks to move that oil," he said.

Oil executives in London, Paris and Geneva confirmed that the Iraqi exports are well-advanced on three routes: by trucks from northern Iraq to Turkey and from eastern Iraq to Iran, and by small tankers that can sail close to the Iranian coast to avoid interception before they unload the oil into larger vessels near Dubai.

In the north, the Iraqi regime has made its deals with Kurdish rebels who collect a tax on every truck, which yields money needed by the rebels to carry on their conflict against Turkey. They are the same Kurdish rebels who, in the past, have fought the Iraqi Army.

Iran, also at odds with the Iraqi government, appears to have excluded the growing trade in Iraqi oil from its confrontation with Baghdad. Much of the business is handled by Iranian intermediaries tied to the Tehran regime, moving across the long common borders between Iraq and Iran.

16-22 février 1995

A la une de la presse turque Droits de l'homme et du commerce Milliyet • Cumhuriyet • Azadi • Hürriyet • Türkiye • Milli Gazete

La presse commente abondamment le refus de la Grèce de voir la Turquie rejoindre l'Union européenne, mais elle se fait aussi l'écho des revendications de plus en plus nombreuses en faveur de la liberté d'expression.

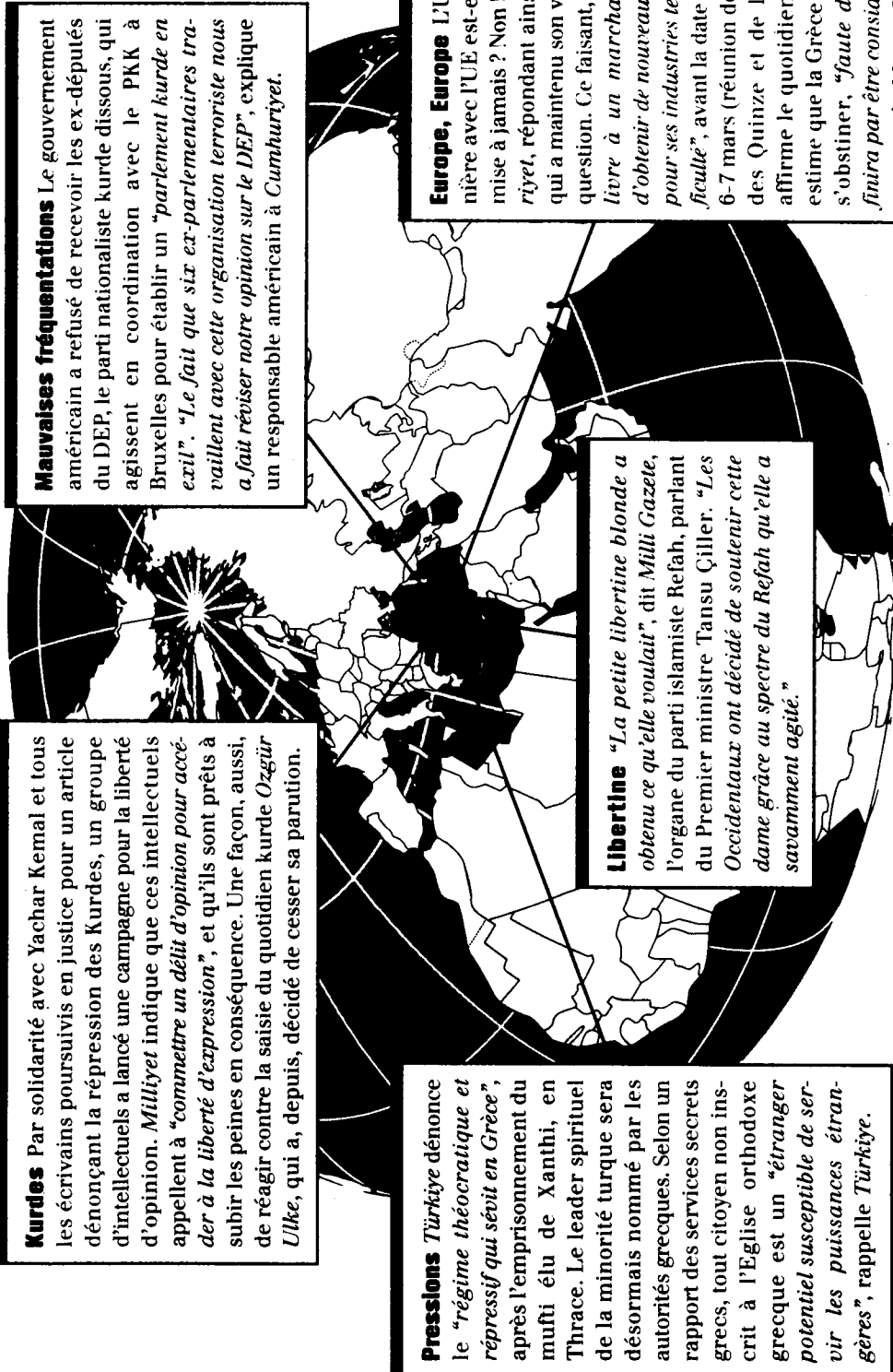
Kurdes Par solidarité avec Yachar Kemal et tous les écrivains poursuivis en justice pour un article dénonçant la répression des Kurdes, un groupe d'intellectuels a lancé une campagne pour la liberté d'opinion. *Milliyet* indique que ces intellectuels appellent à "commettre un délit d'opinion pour accéder à la liberté d'expression", et qu'ils sont prêts à subir les peines en conséquence. Une façon, aussi, de réagir contre la saisie du quotidien kurde *Ozgür Ulke*, qui a, depuis, décidé de cesser sa parution.

Mauvaises fréquentations Le gouvernement américain a refusé de recevoir les ex-députés du DEP, le parti nationaliste kurde dissous, qui agissent en coordination avec le PKK à Bruxelles pour établir un "parlement kurde en exil". "Le fait que six ex-parlementaires travaillent avec cette organisation terroriste nous a fait réviser notre opinion sur le DEP", explique un responsable américain à *Cumhuriyet*.

Pressions *Türkiye* dénonce le "régime théocratique et répressif qui sévit en Grèce", après l'emprisonnement du mufti élu de Xanthi, en Thrace. Le leader spirituel de la minorité turque sera désormais nommé par les autorités grecques. Selon un rapport des services secrets grecs, tout citoyen non inscrit à l'Eglise orthodoxe grecque est un "étranger potentiel susceptible de servir les puissances étrangères", rappelle *Türkiye*.

Libertine "La petite libertine blonde a obtenu ce qu'elle voulait", dit *Milli Gazete*, l'organe du parti islamiste Refah, parlant du Premier ministre Tansu Çiller. "Les Occidentaux ont décidé de soutenir cette dame grâce au spectre du Refah qu'elle a savamment agité."

Europe, Europe L'Union douanière avec l'UE est-elle compromise à jamais ? Non ! clame *Hürriyet*, répondant ainsi à Athènes qui a maintenu son veto sur cette question. Ce faisant, la Grèce "se livre à un marchandage afin d'obtenir de nouveaux avantages pour ses industries textiles en difficulté", avant la date fatidique du 6-7 mars (réunion des ministres des Quinze et de la Turquie) affirme le quotidien. La presse estime que la Grèce ne peut pas s'obstiner, "faute de quoi, elle finira par être considérée comme un pays du Moyen-Orient".





Eine durch den Krieg vertriebene kurdische Familie in der Region von Van. (Bild R. Maro)

Politische Offensive der türkischen Kurden Pläne zum Aufbau eines Exil-Parlaments in Brüssel

Vor dem Hintergrund der blutigen Auseinandersetzungen zwischen der türkischen Armee und den Kämpfern der Kurdischen Arbeiterpartei (PKK) im Südosten Anatoliens haben in Europa exilierte Kurden sich zu einer politischen Offensive gerüstet. Die auf türkischen Druck hin im Ausland diskreditierte und in Deutschland verbotene PKK soll in ein kurdisches Exil-Parlament integriert werden. Offenkundig ist das Bestreben der türkischen Kurden, ihren Kampf um Autonomierechte auch auf die diplomatische Ebene zu verlagern.

Wok. Mitte Januar sind in Brüssel Pläne zur Bildung eines kurdischen Exil-Parlaments bekanntgegeben worden. Die Initiative dazu stammt von einem Gremium namens «Dialog für Frieden in Kurdistan», dem Parlamentarier und Personen des öffentlichen Lebens aus verschiedenen europäischen Ländern angehören. Die Schweiz ist mit der SP-Nationalrätin Angéline Fankhauser darin vertreten. Massgeblich an den Vorbereitungsarbeiten zur Gründung des Exil-Parlaments beteiligt sind die sechs im Exil lebenden türkischen Parlamentarier der von Ankara verbotenen prokurdischen Demokratie-Partei (DEP). Sie haben sich im Juni letzten Jahres mit der Flucht ins Ausland einer drohenden Verhaftung entzogen; die sieben andern DEP-Abgeordneten sind im Dezember zu Gefängnisstrafen von bis zu 15 Jahren verurteilt worden. Der exilierte Abgeordnete Zübeyir Aydar hat unlängst in Zürich Ziel und Zweck eines Exil-Parlaments näher erläutert.

Etikettenschwindel?

Laut Aydar betrachtet eine grosse Mehrheit der kurdischen Bevölkerung im Osten der Türkei die DEP-Parlamentarier nach wie vor als ihre legitimen Vertreter. Eine in der Tageszeitung «Milliyet» veröffentlichte Umfrage bestätigte dies. Mit dem Ausschluss der kurdischen Volksvertreter aus dem Parlament habe sich die Frage gestellt, in welcher Form der Kampf der Kurden für politische und soziale Rechte in der Türkei weitergeführt werden könne. Das voraussichtlich ab März funktionierende Exil-Parlament sei als demokratische Plattform gedacht, als ein Sammelbecken sämtlicher im kurdischen Teil der Türkei

vorhandenen ethnischen und religiösen Kräfte. Damit stünde ausserhalb der Türkei ein repräsentativer Ansprechpartner zur Verfügung. Auch die in der Türkei verbotene Kurdische Arbeiterpartei (PKK) werde in dem Exil-Parlament vertreten sein.

An der politischen Zielsetzung seiner Partei habe sich nichts geändert, betont Aydar. Angestrebt werde ein föderalistisches System zur Lösung des Kurdenproblems in der Türkei. Von erster Priorität sei das Erreichen eines Waffenstillstands. Erst wenn die Waffen schwiegen, könne eine Aufhebung des Ausnahmezustands im Osten des Landes erreicht werden. Umfassende Meinungs- und Ausdrucksfreiheit, Amnestie der rund 10 000 wegen des Vorwurfs des Separatismus festgehaltenen Gefangenen und eine Rückkehrgarantie für die politischen Flüchtlinge im Exil sind die weiteren wichtigsten Forderungen an die türkische Regierung. Ankara hat unmittelbar nach Bekanntwerden der Pläne äusserst heftig reagiert. Mit der Gründung dieses Exil-Parlaments hätten die Vertreter der kurdischen Demokratie-Partei sich definitiv dem Einfluss der PKK unterstellt, wurde offiziell mitgeteilt. Für staatsnahe türkische Medien war damit der Beweis erbracht, dass die DEP-Leute ihr demokratisches Mäntelchen fallengelassen hatten und mit der «terroristischen Mörderbande» der PKK gemeinsames Spiel machen.

Verpflichtung gegenüber dem IKRK

Trotz der Versicherung, dass die verschiedensten Gruppierungen in dem Exil-Parlament Einsitz haben werden, ist mit einer dominanten Rolle

der PKK als weitaus stärkster Oppositionskraft zu rechnen. Die Partei verfügt in Europa über ein gut ausgebautes Organisationsnetz und hält ihre Mitglieder unter straffer Kontrolle. Sporadisch auftauchende Behauptungen über Verwicklungen der PKK in den Drogenhandel konnten bisher nicht bewiesen werden. Finanziert wird die Partei laut eigenen Angaben durch Mitgliederbeiträge. Es sind Vorfälle bekannt, in denen zahlungsunwillige, im Ausland lebende Kurden von Geldeintreibern der PKK massiv bedroht wurden. Polizeiliche Anzeige wurde offenbar nur in wenigen Fällen erstattet. Von seiten der PKK wird eingeräumt, dass in der Vergangenheit vereinzelt Verfehlungen ihrer Finanzleute vorgekommen seien.

«Wir führen den Kampf auf allen Ebenen», beteuert der PKK-Sprecher Ali Sapan im persönlichen Gespräch. Die kurdische Rebellenorganisation scheint in letzter Zeit dem politischen Kampf vermehrt Bedeutung zu schenken. In diesem Zusammenhang ist die unlängst bekanntgegebene Deklaration der PKK zu sehen, sich in Zukunft an die Vorgabe der Genfer Konvention zu halten. Gegenüber dem Internationalen Komitee vom Roten Kreuz (IKRK) hat sich die bewaffnete Kurdenorganisation verpflichtet, die Namen gefangener türkischer Soldaten dem IKRK mitzuteilen. Die Möglichkeit von Gefangenenbesuchen wird aber auch davon abhängen, ob die mobil agierende Guerilla überhaupt permanente Gefängnisse zu errichten vermag. Bisher konnte das IKRK einzig im November 1992 acht von der PKK gefangengehaltene türkische Soldaten besuchen. Die Vermutung, dass dieser Besuch im faktisch autonomen Kurdengebiet des Nordiraks stattfand, ist naheliegend. Dem IKRK wurde von der türkischen Regierung bisher jeder Zugang zum Kriegsgebiet in Ostanatolien verweigert. Für Ankara handelt es sich nicht um einen bewaffneten Konflikt, sondern um ein internes Terrorismusproblem. Diese Position ist angesichts der rund 300 000 im Kampf gegen die PKK stehenden türkischen Sicherheitskräfte immer weniger haltbar.

Von einiger Bedeutung ist die von der PKK eingegangene Verpflichtung, in ihren bewaffneten Operationen gemäss Vorgaben der Genfer Konvention und des ersten Zusatzprotokolls die Zivilbevölkerung zu schonen. Laut Sapan sind die zahlreichen, von Amnesty International und andern Menschenrechtsorganisationen dokumentierten Übergriffe von PKK-Einheiten gegen Dorfbewohner und Lehrer militärisch legitime Aktionen. Die vom Staat rekrutierten und bewaffneten Dorfmitzilen seien keine Zivilisten; die von der PKK ermordeten Lehrer hätten ausnahmslos für den türkischen Geheimdienst gearbeitet. Unabhängige Kenner des Kriegsalltags in Südostanatolien vertreten die Ansicht, dass sich die oft sehr autonom agierenden Einheiten der PKK in dem Einsatz ihrer Mittel bisher wenig von politisch begründeter Rücksichtnahme auf humanitäre Prinzipien leiten liessen. Der Krieg wird beidseitig äusserst brutal geführt. Hinzu kommt, dass mit dem System bezahlter Dorfmitzilen im ländlichen Südostanatolien traditionell bestehende Feindschaften zwischen einzelnen Stämmen gezielt ausgenutzt werden. Unter dem Vorwand des Kampfs gegen Terrorismus oder der Befreiung Kurdistans werden von verfeindeten Clans alte Rechnungen beglichen.

Attentate gegen touristische Ziele

Ausweichend beantwortet Sapan die Frage, ob

mit Beginn der Feriensaison wieder mit Bombenattentaten der PKK in den türkischen Tourismusmetropolen zu rechnen sei. Er ist nicht bereit, die bisher verübten Attentate zu verurteilen. Sie seien Teil des Kampfs, um dem türkischen Staat wirtschaftlichen Schaden zuzufügen. Äusserst zynisch wirkt seine Rechtfertigung, wonach die PKK wiederholt zum Boykott des türkischen Tourismus aufgerufen und ausdrücklich vor Ferienreisen in die Türkei gewarnt habe. Dem redegewandten, mit den europäischen Verhältnissen wohlvertrauten PKK-Sprecher scheint das Thema unangenehm zu sein. Ihm dürfte bewusst sein, dass die Anschläge gegen Touristen im vergangenen Sommer dem Ruf der Kurden empfindlichen Schaden zugefügt haben; in einer breiten europäischen Öffentlichkeit sind aus den Opfern mit einem Male Täter geworden. Ob der in Damaskus wohnhafte PKK-Vorsitzende Öcalan sich dessen klar ist, weiss niemand zu sagen. Fest steht einzig, dass in wichtigen Entscheidungen innerhalb der Organisation die militärischen Kader sehr grosses Gewicht haben.

Gefährdete Pipeline-Projekte

Laut eigenen Angaben verfügt die PKK derzeit über 35 000 bewaffnete Kämpferinnen und Kämpfer. Unabhängige Quellen nennen etwa die Hälfte dieser Anzahl. Rekrutierungsprobleme habe die PKK keine, behauptet Sapan. Auch aus Europa und Übersee meldeten sich jährlich Hunderte von jungen Kurden, um in die Guerilla einzutreten. Welchem Ziel aber dient der Ausbau der militärischen Stärke? Soll mit Waffengewalt ein kurdischer Staat auf türkischem Boden oder ein autonomes Kurdengebiet in einer föderalistisch strukturierten Türkei erkämpft werden? Die offiziellen Verlautbarungen der PKK sind in diesem Punkt widersprüchlich. Einerseits wird auf die nationalen Rechte der Kurden verwiesen und von im «Nationalen Befreiungskampf» eroberten Gebieten gesprochen, andererseits versichern Vertreter der türkischen Kurden bei jeder sich bietenden Gelegenheit, dass weder eine Änderung der regionalen Grenzen noch die totale Loslösung von Ankara beabsichtigt sei. Noch ist unklar, ob die oppositionellen Kurden mit ihren diplomatischen Bemühungen den internationalen Druck gegenüber der Türkei zu erhöhen vermögen. Die neuerdings wieder näher gerückte Möglichkeit einer Zollunion zwischen der EU und Ankara könnte bewirken, dass die Regierung Ciller oder deren Nachfolger einen Prozess der Föderalisierung im eigenen Lande nicht mehr länger aufhalten kann. Gegenüber Europa lässt sich beispielsweise schlecht vertreten, warum kurdische Kinder nicht in ihrer Muttersprache unterrichtet werden dürfen. Trotz der politischen Initiative der Kurden dürften jedoch weithin militärische Argumente den Anstoss für Bewegung in der Kurdenfrage bilden. Die PKK hat unlängst öffentlich darauf hingewiesen, dass die derzeit diskutierten Pipelines, die zentralasiatisches Gas und Erdöl ans Mittelmeer leiten sollen, über kurdisches Gebiet führten. Eine Planung ohne Berücksichtigung kurdischer Interessen werde nicht toleriert. Dem Vernehmen nach ist die Drohung von am Projekt interessierten westlichen Mineralölkonzernen sehr ernst genommen worden. An grössere zivile Bauvorhaben im Osten Anatoliens ist angesichts der militärischen Stärke der PKK nicht zu denken. Ankara wird sich damit abfinden müssen, dass die strategische Bedeutung der Türkei als Brücke zwischen Europa und Asien mit der Lösung des Kurdenproblems verbunden ist.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, FEBRUARY 17, 1995

Iraq Is Restoring Mosques, But at What Cost to Shiites?

By John Lancaster
Washington Post Service

KARBALA, Iraq — This ancient city near the Euphrates River seems a strange setting for a tourist boom.

Its downtown was gutted during fighting between government troops and Shiite Muslim rebels in 1991. Because of a ban on airline service to Iraq, foreign visitors must drive here from Jordan or Iran. The journey can take days.

Nonetheless, Karbala these days is enjoying a modest influx of visitors from India, Lebanon, Pakistan, Syria, Yemen, even Canada. Mostly middle-aged or elderly people on a once-in-a-lifetime journey, they arrive in grimy tour buses or overloaded passenger vehicles, putting up in Spartan hotels for as little as 75 cents a night.

They are religious pilgrims. They come to pray beneath the dazzling gold-leaf domes and minarets of the Hussein and Abbas mosques, shrines to the Prophet Mohammed's two grandsons and among the holiest sites in the branch of Islam known as Shiism.

Saddam Hussein's regime is eager to showcase the bustling shrines at Karbala and nearby An Najaf, offering them as evidence of its success in stamping out the remnants of the brief, bloody Shiite rebellion that followed the Gulf War.

Shiite Muslims, who also dominate in neighboring Iran, constitute Iraq's largest religious group; Mr. Saddam is a Sunni Muslim, and most of his top lieutenants are Sunni or Christian.

But, as with everything in Iraq, the story is a bit more complicated than officialdom lets on.

Government-sponsored tours of Karbala, which is 97 kilometers (60 miles) southwest of Baghdad, and Basra, which is 452 kilometers (280 miles) southeast, revealed nothing to contradict statements in Baghdad that Mr. Saddam's forces are largely in control.

But the appearance of calm has been achieved at enormous cost to Iraqi Shiites and their heritage, according to exiled Shiites and reports by UN human rights monitors in Iraq.

They accuse the government of deporting and even murdering Shiite clerics in a continuing quest to gain control of religious institutions, by destroying them if necessary.

Among their evidence is the government's urban renewal effort in central Karbala, which has included the razing of historic houses and Shiite community centers around the mosques.

"It is tantamount to someone going to the center of Rome, destroying all the monasteries and the churches and replacing them with casinos and restaurants," said Yusef Khoie, whose grandfather, Ayatollah Abu Qasim Khoie, was a leading Shiite spiritual figure until his death in 1992.

Mr. Khoie, who runs a London-based foundation, said in a telephone interview that the Iraqi government has rebuffed the foundation's offer to help

finance rebuilding of the community centers.

The debate over the development plan is another twist in the government's continuing struggle with its Shiite population, elements of which rose up against Mr. Saddam's rule in March 1991, during the chaotic aftermath to the Gulf War, and briefly controlled major southern cities.

The government has since tried to create an impression of harmony with the Shiites, be-

ginning restoration work on the shrines within months of crushing the rebellion. Today the Hussein and Abbas mosques gleam as brightly as ever.

Reconstruction has been followed by a surge in visits, which peaked last September with the arrival of about 8,000 members of the Shiite Bohra sect, based in Bombay.

But to Mr. Khoie and other opposition critics, the reconstructions belie a government crackdown.

Recent UN reports on human rights in Iraq have cited the regime's failure to account for 105 Shiite religious scholars and family members arrested in March 1991, and there are accusations of government involvement in the death of Mohammed Taqi Khoie, a son of the late ayatollah who died in July in a car crash.

THURSDAY, FEBRUARY 16, 1995

Herald INTERNATIONAL Tribune

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

Iran's Nuclear Helpers

It takes at least two to go nuclear these days, and in the most stressful and anxiety-producing case now working, there appears to be a match. The would-be nuclear power is Iran, whose bomb work is secret, and one of its helpers, although it denies giving any help at all, is Russia. China and Pakistan are also on this shameful suspect list.

The problem arises from the long recognized inadequacy of the Nuclear Nonproliferation Treaty. It is meant to lock the door to nuclear weaponry to new aspirants, but it may be helping the cheaters among them to pick the lock. This comes about from a treaty provision qualifying non-nuclear signatories for assistance with their peaceful nuclear programs. With the resulting skills and materials, countries so minded may pledge nuclear denial, open themselves to international watchdog inspections, openly press forward on a peaceful program and secretly put themselves within a year's or a single import invoice's reach of a bomb. This is what Iraq and North Korea were doing, and it is what Iran is doing now.

That the treaty is vulnerable to irreducible claims of national sovereignty does not mean that it does not perform valuable global service. It does mean that other ways have to be found to tackle prolifera-

tion in the hard cases. The Israelis used a military option against Iraq in 1981, the United States a decade later. The United States and others are currently employing a diplomatic option in North Korea.

In respect to Iran, the United States and, under its pressure, Britain, France, Brazil and India have closed off peaceful nuclear exports to Iran. But Russia, China and Pakistan have chosen to accept Iran's dubious and intelligence-demolished assurances of peaceful intent, and have signed nuclear cooperation agreements. The Russians, one eye on the money, are planning to construct electric power reactors for the Iranians. Radioactive spent fuel from such machines contains plutonium, a key component of nuclear warheads.

The United States has gone public with its pleas to Russia to turn off the peaceful nuclear spigot. Some in the U.S. Congress are threatening to turn up the economic heat on Moscow. Good. It is not just internationally irresponsible for Russia or any other nation to help another build a bomb. It is a national stupidity for Russia to put such a weapon in the hand of a notoriously defiant and willful regime on its very border. The United States should do what it takes to put some sense in Russia's head before it is too late.

— THE WASHINGTON POST.

Human Rights Diary

Police on trial on torture charge: Seven policemen went on trial on Feb. 15 for allegedly torturing a suspect detained for car theft in the northwestern Turkish city of Eskişehir. The defendants were indicted after Azimet Köylüoğlu, the state minister for human rights, ordered an inquiry into complaints by Ahmet Özçil, the detained suspect. The prosecutor is demanding prison terms of up to five years for the accused policemen. He is calling for the same punishment on a second count against each defendant "for causing moral torture" to Özçil's wife during his detention.

In last month's incident, Özçil complained that he had been subjected to torture throughout his detention at a police center after a car theft to extract a confession.

He told officials that the torture had caused damage to his kidneys, although Dr. Mehmet Soydan, an associate professor at Bursa's Orhangazi University, issued a report saying no traces of torture had been found on Özçil's body. Minister Köylüoğlu accused the university doctors of attempting a cover up and ordered an inquiry. Özçil, tried for car theft, was acquitted of 13 charges of larceny, but is still being tried on five other charges. The trial of the policemen is a rare case of proceedings brought against officials accused of human rights abuses, despite frequent protests by human rights group in Turkey and abroad. (*Turkish Daily News, Feb. 16*)

Court tries human rights activists: Four human rights activists went on trial on Feb. 13 in the southeastern provincial capital of Diyarbakir, accused of aiding Kurdish separatists by publicizing alleged rights abuses against Kurdish civilians. Prosecutors charged that the local branch of the Human Rights Association (IHD), where the four worked, essentially served as an information office for Kurdistan Workers' Party (PKK) guerrillas.

The indictment is based largely on an IHD report, which detailed allegations of abuse by the Turkish security forces in 1992, including forced evacuation of villages, extrajudicial executions and use of torture. "The report claims the Turkish state is carrying out genocide against the Kurdish people and tries to justify the views of the PKK," stated the indictment read in court.

The defendants, three lawyers and a housewife, rejected the charges and accused the court of running a show trial designed to cover up widespread human rights abuses. If convicted, they could receive jail terms of at least 17 years. Prosecutors are also demanding the IHD office in Diyarbakir, the regional capital, be closed. (*Turkish newspapers, Feb. 14*)

PKK has killed 138 teachers in the last seven years: One hundred and thirty eight teachers were killed in the south and southeastern part of Turkey by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) between 1987-1994. A brochure, published by the Education Ministry, stated that 38 teachers had been killed in Diyarbakir and 2,500 schools are now closed in the region. The PKK claims that teachers are secret agents of the government and that is why they are targets. (*Turkish Daily News, Feb. 15*)

OSCE to send human rights team: Observers from the Organization for Security and Cooperation in Europe will go in May to the predominantly Kurdish-populated southeastern region of Turkey, under attack for its human rights record. Willy Wimmer, deputy speaker of the OSCE parliamentary assembly and a conservative member of the German Parliament, said the delegation had been invited by the speaker of the Turkish Parliament. It will also hold talks with the government in Ankara. (*Newspapers, Feb. 9*)

Award for Turkey's Human Rights Foundation: The U.S.-based Lawyers' Committee for Human Rights has presented Turkey's Human Rights Foundation with an award for 1994, a committee statement said. The award, the Roger Baldwin Medal of Liberty, is given every two years to a group, outside the United States, that has made a distinguished contribution to the promotion of human rights. "There could be no more deserving winner of the Baldwin award than the Human Rights Foundation, said Marwin Frenkel, chairman of the Lawyers' Committee. "It has done vital work in alerting the world to the worsening level of human rights violations in Turkey. And it is a model of professional and objective human rights reporting." The Human Rights Foundation, formed in 1990, is an independent human rights organization which bases its work on international human rights accords. The Lawyers' Committee award brings with it a monetary award of \$25,000 to be presented at a ceremony in New York. (*Turkish Daily News, Feb. 13*)

Turkish Daily News

FRIDAY, FEBRUARY 17, 1995

Belgium foreign minister supports Turkey-EU customs union

Foreign Minister Frank Vandembroucke: The Kurdistan Workers' Party is a terrorist organization

By Uğur Akinci
Turkish Daily News

WASHINGTON- Belgian Foreign Minister Frank Vandembroucke Wednesday said that the Belgian government supported a customs union between Turkey and the European Union. Vandembroucke made his remarks at a press conference he held at the National Press Club with Belgian Prime Minister Jean-Luc Dehaene.

Answering a Turkish Daily News question concerning his opinion on the planned customs union, Vandembroucke said, "we support it clearly. We think it is important that the relations between Turkey and the European Union be strengthened and we think that the customs union is one of the instruments to do that. I hope that, on the 6th of March there will be a meeting of the Association Council, and that (it) can formalize the customs union."

The Belgian foreign minister said he found it "a pity" that Greece earlier vetoed the move. But he added that the EU is concerned about the political situation in Turkey. "One of the things we discuss at the EU is that we want to reinforce the political

dialogue with Turkey. But we also want very candidly to express other worries about the political situation... those we see in the political process in regard to certain crimes (in) Turkey."

When asked a question whether Belgium will be home to a Kurdish government-in-exile and what his opinions of the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) are, Vandembroucke said: "I do consider PKK as a terrorist organization. We have no doubt about it and no dialogue [with the PKK]."

When I say that 'we are worried about the political situation in Turkey', that is because we think that, while understandably the Turkish government is fighting against the PKK, we think that some of the political consequences of that situation are unacceptable — lots of political freedoms and organizational democracy are denied, and the deport (ation) of some of the parliamentarians. But let me be very clear about the PKK. We consider that to be a terrorist organization which we do not want to support whatsoever. We are considering that situation, the rumors about a possible orga-

nization of a [Kurdish] parliament very carefully. I cannot comment more on that because I have no precise information. There is no question put to us from Kurdish organizations or PKK on that matter. I know guerrillas are there and we are considering that carefully. We don't want to support PKK."

A Belgian journalist in the audience challenged Vandembroucke on his characterization of the PKK as a terrorist organization. He asked why PKK was termed a terrorist organization while PLO was not.

"I think there is a real difference in situations," the Belgian foreign minister said. "Certainly, the PKK has done and is doing terrible harm and bloodshed to many many people. My position vis-a-vis the political situation in Turkey is clear."

Even if we think that the Kurdish people should get a sort of autonomy, even if we mean that they should have cultural autonomy for instance, we have to recognize the fact that the PKK is burning down villages, killing lots and lots of people, absolutely innocent people. I regard that a terrorist organization."

Political autonomy for Kurds?

When asked if the tough Belgian attitude vis-a-vis the PKK had anything to do with Turkey being a NATO member, Vandembroucke said, "no, it has nothing to do with it. I think the Kurdish people should have their own rights. They should be able to speak their language, develop an approach to political autonomy. That is clear. (But) that does not legitimize the methods used by the PKK." TDN pressed Vandembroucke on whether he really meant "political autonomy" for Kurds in Turkey when he used the term. "I think that [political autonomy] should be possible to be discussed. I think the most important part is culture," he said. Shortly after the briefing, an aide to the foreign minister told the TDN in private that when the minister used the term "political autonomy" he actually meant that a "political solution" was needed for the Kurdish problem. Prime Minister Jean-Luc Dehaene expressed similar views on the Kurdish situation in Turkey. "We always have a certain concern for the situation of Kurds in Turkey but we always disapprove the methods the PKK use," Dehaene said.

Cindoruk: Advocate of armed force not worthy of Nobel prize

'If someone wants a right from us, we are ready to discuss it, provided that he or she renounces the use of arms, and acts within rules of law and democracy'

TDN Parliament Bureau

ANKARA- Parliament Speaker Hüsamettin Cindoruk, showing a harsh reaction to former Democracy Party (DEP) deputy Leyla Zana's nomination for the Nobel peace prize said Thursday that the peace prize could not be awarded to a person who supported armed action.

Cindoruk responded to questions by Norwegian journalists who accompanied a visiting delegation from the Norwegian Parliament. He noted that he and his colleagues had once been banned from politics, like Leyla Zana. However, as a result of their democratic struggle — in which not even the smallest knife was used — he had become the speaker of parliament and that Süleyman Demirel had become the president.

Cindoruk said he and his colleagues were assessing seriously all the information and criticism of Turkey's human rights record coming from international organizations, that a parliamentary committee was evaluating every report and that the state minister who is responsible from human rights was criticizing the government more than everyone did.

Cindoruk noted that it was he who had ensured the visiting parliamentary delegation's visit to Zana and other jailed DEP deputies. He said that the delegation could meet with anyone and any organization in Turkey.

About the pro-Islamic Welfare Party (RP), Cindoruk said, "This party is not new. It obtained 12 percent of the votes in 1973. It has been a coalition partner three times. It resembles the Christian democrat parties in the West. Rapid industrialization is its main thesis. Also, it wants to set up close ties with Islamic countries. There are RP mayors in Ankara and Istanbul, however you can drink as many (alcoholic) beverages as you want during the month of Ramadan." He stressed that Turkey is secular and would remain so.

Cindoruk added that no right could be obtained with the use of arms. "If someone wants a right from us, we are ready to discuss it, provided that he renounces the use of arms, and acts within rules of law and democracy. A democratic person cannot have an armed activist as a counterpart."

European Parliament says it will block EU-Turkey pact

Ankara rejects human rights-customs union deal, but admits that the resolution is of a softer note than previous ones

Compiled by the TDN Staff from Wire Dispatches

STRASBOURG- The European Parliament said on Thursday that Turkey's human rights record was too poor to allow a customs union accord with the European Union at present and said it would make its approval of the deal contingent on progress on human rights.

The Euro-MPs adopted a resolution describing Ankara's rights record as "too grave to allow for the formation of the proposed custom union at present".

They urged the Turkish government to reform the coun-

try's Constitution "to better guarantee the protection of democracy and human rights".

EU ministers have been trying to cut a deal under which Cyprus would begin negotiating for EU membership in exchange for Greece lifting its long-term opposition to the pact.

Responsibility for negotiating the accord lies mainly with the EU's 15 member countries, though the European Parliament will get a chance to block the accord.

Turkish Foreign Ministry sources said that the European Parliament resolution, which combines several drafts prepared by different political groups in the Euro-parliament, "contained errors of judgment."

Saying that the customs union was the natural outcome of commitments undertaken by the European Union, the sources firmly denied that it would be linked to what they called "third factors" such as the Cyprus question or human rights.

"However, we are aware that the resolution indicates that the European Parliament is moving away from its rigid stance. Instead of rejecting customs union, it indicates that it would be monitoring human rights," a senior source said.

"The customs union will be sealed by the Association Council meeting scheduled for March 6. The Euro-parliament decision has no bearing," he added.

Le Figaro - 17 février 1995

Pour arrêter les tueries entre Kurdes

Irak : ultimatum des humanitaires

Cinq organisations françaises sont décidées à se retirer si leurs protégés ne cessent pas de se massacrer.

Trop c'est trop. Les organisations humanitaires, qui, depuis la guerre du Golfe, assistent les Kurdes d'Irak, sont las de voir leurs protégés s'entre-tuer. Tirant la leçon de près d'un an d'affrontements fratricides entre partisans de Massoud Barzani (le Parti démocratique du Kurdistan) et Jalal Talabani (l'Union patriotique du Kurdistan), cinq groupes français leur ont lancé une sorte d'ultimatum : « Nous vous demandons instamment de mettre un terme à tout conflit sur votre territoire. Sinon nous replierons nos équipes jusqu'à ce que la paix et le bon sens règnent à nouveau au Kurdistan d'Irak. »

Selon des ONG (Organisations non gouvernementales) aussi diverses que France-Libertés, Aide médicale internationale (AMI), Médecins du monde (MDM), Pharmaciens du monde et Handicap international, ces combats risquent de compromettre l'« autonomie » gagnée en 1991 après l'exode des Kurdes vers les montagnes turques.

Les cinq organisations humanitaires concluent : « Nos expatriés (médecins, infirmières, organisateurs) acceptent de prendre des risques pour défendre un idéal de liberté, mais non pour entretenir des affrontements internes où l'honneur n'a rien à voir. »

Save the Children (une ONG britannique) va à son tour demander à Barzani et à Talabani de s'engager à protéger les volontaires internationaux.

Ces hommes et ces femmes savent de quoi ils parlent. En 1993, des Kurdes stipendiés par Bagdad ou par Téhéran fai-

saient des cartons sur les « humanitaires ». Vincent Töllet, de Handicap international, fut tué sur une route, des démineurs britanniques attaqués au lance-roquettes...

Les menaces de Saddam

La menace extérieure persiste. En octobre, l'artillerie irakienne bombardait l'hôpital de campagne « Azadi » (liberté) du PDKI (opposition kurde d'Irak), tuant une personne et en blessant trois. Depuis deux mois, l'aviation turque poursuit les séparatistes du PKK (Kurdes de Turquie) jusqu'aux régions proches de l'Irak. Quelques bombes tombées à proximité d'une équipe médicale en août ont sonné le glas d'une tentative de MDM et du HCR, l'organisation des réfugiés de l'ONU, pour secourir des réfugiés kurdes de Turquie.

La « guerre des chefs », qui aurait fait 500 morts depuis dé-

cembre, rend le fonctionnement de l'aide humanitaire encore plus hasardeux. Les hostilités n'ont guère cessé depuis mai 1994. A l'origine le PDK de Barzani et l'UPK de Talabani s'étrépèrent pour une sombre histoire de propriété tribale. La dernière poussée de fièvre se nourrit d'autres disputes : l'UPK en veut au PDK d'accaparer les droits de douane perçus sur les camions chargés de pétrole (« 300 à 500 dans les deux sens », selon un diplomate européen) qui font la navette entre Mossoul et les raffineries turques. Le parti de Barzani accuse l'UPK d'avoir mis la main sur les réserves de la banque centrale du Kurdistan, à Irbil.

La triste vérité est qu'une rivalité de trente ans oppose les deux chefs. Un expert déclare : « Talabani quitta en 1964 le parti de Mustapha Barzani. Massoud Barzani, le fils du chef emblématique de la révolte kurde, n'a toujours pas accepté cette dissidence. »

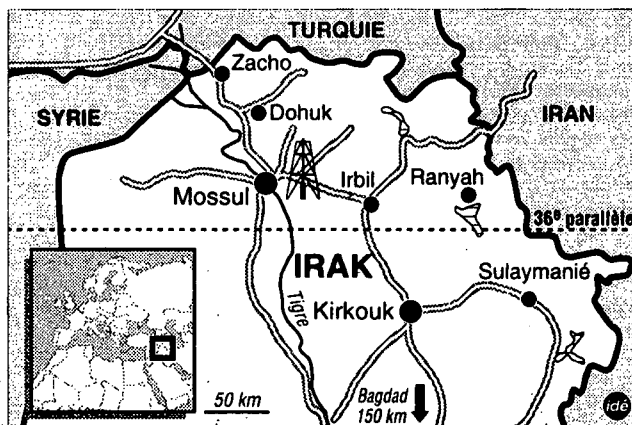
La « zone kurde », que pro-

tègent des foudres de Saddam Hussein les aviations américaine, britannique et française, est découpée en zones, comme le Chicago de la guerre des gangs. Le PDK bloque actuellement à Zakho un camion de vingt tonnes de médicaments et d'équipement chirurgical. Cette aide, financée par l'Union européenne, est destinée à l'hôpital de Ranyah, en territoire contrôlé par l'UPK. En décembre, les Français de MDM de Ranyah se sont réfugiés dans l'hôpital de Ranyah, pour échapper aux tirs croisés des Barzanistes et des Talabanistes, dont il soignaient les blessés... dans des salles séparées.

Sylvie Boustie, coordinatrice d'AMI constate : « Le plus grand risque, c'est de tomber au milieu d'une fusillade entre partisans rivaux. » Un volontaire de l'organisation australienne CARE a été tué de cette façon et deux autres blessés.

La quinzaine de Français, qui s'inscrustent en Irak du Nord, ne sont pas seuls à s'inquiéter de cette dramatique dérive. Les Turcs redoutent que « leurs » séparatistes du PKK profitent de l'anarchie pour recréer des sanctuaires. Le Département d'Etat américain a même dépêché un emissaire, David Litt, qui a tiré la sonnette d'alarme. Difficile en effet de maintenir le « front » anti-Saddam Hussein, si les bénéficiaires de l'aide occidentale s'entre-tuent ! Barzani et Talabani l'ont écouté. Leur guerre absurde se poursuit mais... en sourdine.

Claude LORIEUX



INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, FEBRUARY 17, 1995

The Iraqi Potential for Germ Warfare

By William Safire

WASHINGTON — With Iraq's nuclear and poison gas production capability limited by the scrutiny of United Nations inspectors, Saddam Hussein is developing the means to produce a terror weapon much harder to find: the deadly microorganisms of biological warfare.

Thirty quarts of cultures of cholera, tuberculosis and plague bacteria were found in the past few months. At the Sepp Institute in Methana, in underground storage at the Ghazi Research Institute in Amiria, at Salman-Pak and Al-Hakem, the fermentors, lyophilizers for freeze-drying and centrifuges for separation of bacteria are in place.

Hundreds of biologists are kept on Iraq's payroll awaiting orders from a woman named Rihab Rashid Taha Azawi.

Dr. Taha, 42, trained in toxicology in Britain, is known to some Iraqis as "Dr. Germs." Western intelligence agencies knew her as developer of Saddam's botulinum toxin stockpile in the 1980s, but she now says she is developing innocent vaccines. Even so, she regularly frustrates the four members of the UN Special Commission (Unscocom) investigating germ warfare.

Ambassador Rolf Ekeus of Sweden, who heads the commission, complains of foot-dragging, belated admissions about sites and deliberate withholding of facts about experiments on animals. "It's like '1001 Nights,'"

he told me at his UN office in New York before flying to Baghdad on Wednesday. "Their story changes every night. They admit only what we can prove."

Sources inside Iraq say that hidden equipment for growth of anthrax, botulinum toxin and pasteurella, causative agent of the plague, includes 50-liter fermentors and sterile mixing tanks made by the Italian company Olsa, and 150-liter fermentors supplied in the '80s by the Swiss company Chemak.

Because anthrax spores resist re-entry heat, those are the germs of choice for use in missile warheads. Such terror war seems too horrible to contemplate. But Saddam readily reintroduced poison gas in the '80s, raining death on 5,000 Kurds in Halabja.

Rod Barton, the Australian who heads Unscocom's bio-warfare section, notes that Russia only recently admitted that the 1979 anthrax outbreak in Sverdlovsk was caused by an accident at a bio-war plant at which more than 100 workers died.

Reluctant to confirm specifics about sites, Mr. Ekeus states unequivocally: "We face our greatest problems in accounting for Iraq's past and present biological program."

Dr. Taha insists that her past military-financed research was purely to protect against dis-

ease, but the UNSCOM report of two months ago concluded that "the indications all point to an offensive program."

The UN commission thinks the Iraqis are not now producing germs for delivery, but is certain that Saddam has the equipment, material and expertise on hand to begin production of biological warfare agents as soon as inspectors are thrown out. The facility in Dura now innocently producing hoof-and-mouth vaccines is set up for immediate changeover to bio-war production.

With such a capability at hand; with the will to use terror weaponry already demonstrated by Saddam; with the means of production and delivery awaiting only oil income and a few months' secrecy — is this the moment to suspend the world's economic sanctions on Iraq?

France, Russia and China, eager for business, think so. The United States and Britain think not. Germany wavers.

To encourage Iraq to let his team stay, Mr. Ekeus's April report may cite some progress in inspections. A drumbeat of stories will follow about how poor Iraqis are suffering from the denial of oil income. Don't fall for it. If the world lets heavy money flow to Baghdad while Saddam rules, at least one weapon of mass destruction will soon be in the hands of a proven killer.

The New York Times.

Finland tar emot kurder

Attionio flyktingar släpptes efter ett år i estniskt fängelse

Av MERT KUBU

Attionio kurdiska flyktingar, av vilka många suttit inspärrade i estniska fängelser i över ett år, sändes på torsdagen under stor diskretion från Tallinn till Helsingfors. De har betalat stora belopp till människosmugglare för att bli förda till Sverige. Av "humanitära skäl" har nu den finska regeringen lovat att ta emot dem i Finland.

Det skedde sedan den estniska premiärministern Andres Tarand i ett personligt brev till statsminister Esko Aho väddat om hjälp från Finland. Den estniska regeringen har utsatts för skarp kritik från FN:s flyktingkommissariat för sättet att handskas med kurdiska flyktingar och för att inte ens ännu ha antagit en flyktinglag.

Har hållits skilda

Esterna har hävdat att de inte har råd att bekosta de illegala flyktingarnas uppehälle. Dessa har dömts till fängelsestraff för att "illegalt ha passerat den estniska gränsen". Männerna har spärrats in i fängelserna i Maardu utanför Tallinn och i Pärnu, kvinnorna och barnen har hållits internerade i ett före detta kvinnofängelse i Harku i utkanten av Tallinn.

Männerna har hungerstrejkat. Efter ett upplopp i Maardu fördes några kurder över till det ökända rannsaktionsfängelset Patarei, där fångarna rastas i så kallade tigerburrar.

- Många av dem är nu i mentalt dåligt skick. Några mår mycket dåligt, berättar Jan Wahlberg, platschef för



Foto: ARVI KRIIS

Åker till Finland. Glädjen var stor på torsdagsmorgonen när de kurdiska flyktingarna fick veta att de på kvällen skulle få lämna fängelserna i Estland och resa vidare till Finland.

FN:s utvecklingsprogram (UNDP) i Tallinn.

Han har besökt flyktingarna och har försökt förmå de estniska myndigheterna att göra något åt problemet.

Valkamp pågår

Men just nu pågår valkampen i Estland inför parlamentsvalet den 5 mars. Att satsa pengar på flyktingar från Irak vinner man inga röster på. Egna pensionärer, barn-

familjer och de fd kolchosarbetarna har det ekonomiskt svårt och kräver stöd från staten. Dessutom blir den nuvarande justitieministern Jüri Adams, ordförande i regeringens flyktingkommitté, med stor sannolikhet utbytt mot någon annan om några veckor.

På torsdagskvällen kom det finska fartyget "Alandia" för att ta med sig 50 män, 18 kvinnor och 21 barn. De kom-

mer att räknas in i Finlands årliga flyktingkvot, men kommer inte formellt att ges flyktingstatus utan klassas som personer som får uppehållstillstånd av "humanitära skäl". De får inte heller bo i Helsingfors utan blir förda till Vasa och Uleåborg. Flera av flyktingarna har nära anhöriga i Sverige.

Fruktar nya grupper

De estniska myndigheterna försökte hemlighålla avfärden. Rädslan är stor för att de ryska smugglingarna för över nya grupper till Estland. Ett före detta pionjärläger nära den estnisk-ryska gränsen, norr om sjön Peipus, är nu tänkt som interneringsläger för kommande flyktingar på väg mot Sverige.

Men för det behövs pengar. Den estniska regeringen hoppas på bidrag från Sverige.

Även i Lettland finns 149 flyktingar från Irak och Afghanistan internerade. De försökte ta sig över till Sverige med ett smuggelfartyg, men hamnade natten till julafton i en storm på grund vid Ösels södra udde. Enligt lettiska inrikesministeriet ska de utvisas till ett OSS-land. Vilket land vill man inte avslöja. Det är dock inte vare sig Ryssland eller Vitryssland.

Konvention följs inte

Estland och Lettland har inte skrivit på FN:s flyktingkonvention. Därför kan inte Sverige skicka tillbaka de hit-smugglade flyktingarna till så kallat tredje land. Ryssland har visserligen under-tecknat konventionen men följer den inte.

De ryska kriminella gruppernas dagspris för att smugla flyktingar från Moskva till Tallinn för vidare resa mot Sverige: ca 4000 dollar per person. □

Saturday, February 18, 1995

Turkish Daily News

OECD excludes Turkey from inflation statistics

Turkish Daily News

ANKARA- The 25-member Organization for Economic Cooperation and Development has excluded Turkey from its routine inflation statistics because Turkish indexes distorted statistical significance of overall OECD figures.

The Paris-based OECD has excluded Turkish price figures from its data for the first time since it started monitoring the rates in 1961.

"This is easily understandable. Turkey's triple digit inflation figures would distort average OECD statistics and even make them statistically insignificant," said one Turkish statistician who previously worked with the OECD.

Inflation in the leading industrialized countries in 1994 was the lowest since the OECD started its price watch in 1961, according to data released on Thursday.

The OECD said consumer prices in 24 of its 25 member countries rose at an average annual rate of 2.4 percent last year, down from 2.8 percent in 1993 and 3.2 percent in 1992.

The OECD figures exclude Turkey, which had an inflation rate of 125.5 percent over the 12 months through December.

Turkish inflation reached an all-time high of 156.8 percent on wholesale and 130.6 percent on consumer indexes from January to January. The Organization said the steady decline in inflation in the industrial world

was confirmed in December, with prices unchanged from the previous month following increases of 0.1 percent in November, 0.2 percent in October and 0.3 percent in September.

Excluding food and energy prices, the underlying inflation rate in the OECD area was zero in December, compared with 0.3 percent in November. Over the 12 months through December, the underlying rate of increase was 2.4 percent, down from 2.9 percent in 1993.

Country-by-country for the G-7 nations, the inflation rate for 1994 was 2.7 percent for the United States and Germany, 0.7 for Japan, 1.6 for France, 4.1 for Italy, 2.9 for Britain and 0.2 for Canada.

EU will continue talks with Turkey despite objections

The Associated Press

BRUSSELS- The European Union's executive Commission will continue its efforts to have a customs union with Turkey despite objections from the EU's assembly, officials said Friday. "We still hope conditions can be reached on March 6 for the conclusion of the customs union," when EU foreign ministers meet in Brussels, EU spokesman Nico Wegter said.

The Commission and France, which currently holds the EU presidency, will push for a customs union even after the 626-seat European Parliament, which claims to have a final say on the issue, opposed it.

EU-Turkey talks on the customs union have

stalled because of a Greek veto and human rights concerns.

In a 240-114 vote with 25 abstentions on Thursday, the European Parliament deputies said the EU should not conclude a trade deal with Turkey without an improvement in human rights. In their resolution, the deputies said "the human rights situation is too serious to allow the formation of a customs union at present."

Deputies called on Turkey's government and national assembly to alter its constitution to "better guarantee the protection of democracy and human rights" and to make room for a political solution on Cyprus.

They also asked EU officials to closely monitor

Turkey's progress in those areas.

"Because Parliament has the power to reject all the EU's treaties with outside governments, it must give its approval to the proposed customs union with Turkey. However, Ankara argues that the approval has already been obtained because the customs union is the "natural result" of an 1963 agreement signed between Turkey and what was then called the European Economic Community.

Wegter said the Commission and EU governments had "taken note" of the resolution. Van den Broek would report to the parliament regularly on Turkey's human rights progress.

Editorial

by İlnur Çevik

Greece has said it would block talks until the EU guarantees a date to start negotiating EU membership for Cyprus. The EU Commission, which will negotiate the deal, no longer insists on an end to the division of the island nations before talks can start.

France announces counterproposals

France, the current president of the European Union, warned Greece on Friday that if it continued to block a lucrative EU customs union with Turkey, the EU would suspend membership talks with Cyprus.

French Foreign Minister Alain Juppe told a news conference that he and the executive European Commission were trying hard to resolve the new demands before an EU meeting on March 6. But he told a Greek journalist: "Some are not acceptable. Others can be discussed. We have made counterproposals. "There comes a moment when we will no longer be able to make counterproposals. At that moment, it is take-it or leave-it. "If the answer is 'leave it,' then there will be no association council with Turkey, but there will also be no association council with Cyprus. That must be clear." In an effort to overcome Greek objections, the EU agreed this month to pledge to open membership negotiations with Cyprus within six months of a 1996 conference on reforming European institutions.

But Greece, Turkey's longstanding rival, vetoed the customs union deal this week after initially accepting it and raised four new conditions.

French European Affairs Minister Alain Lamassoure played down the parliament's threat to block an agreement, saying that it had at least dropped its objection to the negotiations. The human rights conditions set by the parliament were "certainly rigorous but not excessive," he said, adding: "On this point, we consider that the European Parliament's efforts are complementary to ours."

The parliament said it would not approve a deal granting Turkey access to EU markets unless it heard reports of progress in the human rights area.

Under the Maastricht treaty, the parliament, the EU's only directly-elected body, has the power to block deals such as the customs union.

Turkish deputies have called the European Parliament decision a "rigid declaration" while Greece welcomed the resolution.

Human rights plays key role in customs union

A resolution passed by the European Parliament which says that Turkey's human rights record is too poor to allow a customs union with the European Union to go through "at present" and declares it will make its approval of the deal contingent on progress is not the end of the world for Turkey.

In December the Parliament had adopted a similar resolution which had a much tougher language than the latest resolution because it even ruled out the convening of the Turkey-EU Association Council...

This time the language of the resolution is more guarded and allows room for maneuver both for the EU member states and Turkey.

The European Parliament resolution is just a recommendation yet it has much moral weight for the member states which are ruled by parliamentary democracies and are used to seeing the parliaments in their respective countries as the supreme power...

So everyone has to get the right messages from this resolution. In Turkey we have to realize that neither the member states nor the deputies in the European Parliament attach much credibility to the endless promises Turkish leaders are making these days that they will dramatically improve Turkey's human rights image and introduce reforms.

They simply want concrete action and less words. That means if and when the EU member states manage to get the Greek veto on Turkey's entry into the customs union lifted and the EU formally accepts Turkey as a member of the customs union then Turkey has to act with great speed to legislate reforms. Because after that the real hurdle for Turkey will be to see that its membership in the customs union is formally approved by the European Parliament...

During private conversations with European officials the Turkish Daily News has learned that concrete steps for the release of the pro-Kurdish DEP deputies will be one of the prerequisites for the European Parliament to withdraw its objections to Turkish membership in the customs union... So "promises of reforms" or some "goodwill gestures" will no longer be acceptable.

It is no secret that the Turkish authorities badly want us to enter the customs union. But it remains to be seen if they want it badly enough to accept the reversal of their political decision to oust the DEP deputies from the Parliament and then jail them. Some people believe that the military leadership, which at first held the key to the ouster of the DEP deputies from Parliament, will also have a say. But we just can't see any will among the state officials that will allow the release of the former DEP deputies...



■ Grondahl: Human rights in Turkey need improvement

Kristi Kolle Grondahl, speaker of the Norwegian Parliament, said on Friday that Turkey is trying to improve its human rights record that more needs to be done. Grondahl was speaking at Istanbul's Atatürk Airport on her departure from Turkey after an official visit. Grondahl said there was deep concern in Norway about the Kurdish deputies who had been imprisoned after being stripped of their Parliamentary immunity. The Norwegian press has commented critically on the subject in banner headlines. Hüsamettin Cindoruk, Parliament Speaker, said that relations between the two countries' parliamentarians should be improved in order to clear up misunderstandings. Grondahl said that Norway, like Turkey, was against terrorism and they hoped that a solution would be found to the Southeastern problem. Grondahl and her delegation from three major parties in Norway had talks with several political party chairmen and Prime Minister Tansu Çiller on Wednesday.

SVENSKA DAGBLADET • Lördagen den 18 februari 1995

Kurdiska partier i hårda strider

Stockholm/Washington (TT) Konflikten skärps mellan de båda regeringspartierna i det självständiga irakiska Kurdistan. På fredagen besköt KDP huvudstaden Arbil med artilleri i drygt en timme. uppger en talesman för PUK. Tio granater exploderade, en av dem nära parlamentet, sade talesmannen Barham Saleh som är PUK:s representant i USA.

I parlamentsbyggnaden befinner sig fortfarande ett antal riksdagsmän som vägrar att ta ställning i kriget. I spetsen för dem står talmannen, svenskkurden Jawhar Salim. Tillsammans med den irakiska oppositionens paraplyorganisation INC försöker de arrangera förhandlingar om fred.

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0179 4 I 0221 TUR /AFP-BZ64

Turquie-Kurdes

Cinquante-et-un rebelles kurdes du PKK tués pendant le week-end

ISTANBUL, 19 fév (AFP) - Cinquante-et-un rebelles kurdes ont été tués en Turquie lors d'une opération ponctuelle samedi et dimanche dans la région de Hani, province de Diyarbakir (sud-est), a rapporté l'agence Anatolie citant un nouveau bilan des sources officielles.

Treize rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués dimanche, au deuxième jour de l'opération, qui avait déjà fait 38 morts dans les rangs du PKK samedi, selon l'agence qui cite un communiqué de la préfecture de l'état d'urgence de Diyarbakir.

Deux soldats turcs avaient été également tués lors d'accrochages, toujours selon la même source.

L'opération avait été déclenchée contre un groupe de "terroristes" (ndlr: les rebelles kurdes, selon la terminologie officielle) repéré dans la région rocheuse de Kilibogan Tepe près de Hani.

Trente-huit autres rebelles du PKK avaient été tués lors d'une opération militaire le 13 février, toujours dans la région de Diyarbakir, chef lieu du sud-est à majorité kurde.

Le PKK est en rébellion armée depuis 1984 dans le sud-est anatolien, région frontalière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran. Cette rébellion a fait environ 15.000 morts, civils, militaires, policiers et rebelles.

KG/mb/mfo

AFP /JO0245/191434

FEV 95

Dimanche 19 février 1995

8 JDD

Medhi Zana dénonce un système
« répressif, raciste et sadique »

La Turquie, les Kurdes et le droit

PAR JEAN LACOUTURE

A CEUX qui s'étonnent de voir le plus grand écrivain turc, Yadar Kemal que beaucoup considèrent comme un futur prix Nobel, traîné devant les tribunaux de son pays pour avoir protesté contre la condamnation de six députés kurdes et déclaré que, pour cela, « la Turquie entrera maudite dans le XXI^e siècle ! », on ne saurait que conseiller la lecture du livre de Medhi Zana, *la Prison n° 5. Onze ans dans des geôles turques*.

Quand on a dénoncé pendant des décennies les pratiques coloniales, la torture en Algérie, en Irlande ou en Grèce, on ne peut lire de telles pages sans écœurement ni révolte, sans éprouver le besoin de dire aux responsables de telles horreurs que, faute de mettre un terme à ses pratiques dignes de la Gestapo ou du KGB, la Turquie ne saurait devenir un associé à part entière de la communauté européenne.

Comme le rappelle Elie Wiesel dans la belle préface qu'il donne au livre de Medhi Zana, les Kurdes ne sont pas séparatistes. Le seraient-ils que leurs revendications mériteraient l'attention aussi bien que celles des Bosniaques ou des Tchétchènes. Mais il se trouve qu'ils ne le sont pas et que ce qu'ils réclament, au risque de leur vie ou de leur liberté de citoyens, c'est le droit de parler leur langue, de vivre leur culture, de s'administrer à l'intérieur des frontières actuelles – ces frontières si brutalement réduites voici soixante-quinze ans par le grand Mustapha Kémal qui, pour s'être ainsi soumis aux réalités géopolitiques du temps, n'en est pas moins salué du titre de « Père

des Turcs ». C'est une telle démarche d'adaptation aux réalités, sans préjudice porté aux frontières nationales que les amis de Medhi Zana attendent du pouvoir d'Ankara.

Et pourtant, c'est seulement pour avoir, en tant que maire de la principale ville du pays kurde, Diyarbakir, revendiqué le droit de s'exprimer dans la langue de son peuple, que Medhi Zana a passé onze années dans les cachots turcs, soumis à toutes les tortures et humiliations imaginables, avant que sa femme Leyla, député au Parlement d'Ankara, fut arrêtée, jugée et emprisonnée pour les mêmes motifs.

Le livre de Medhi Zana, qui n'est pas seulement un document terrible dévoilant un système répressif, raciste et sadique, mais aussi l'expression très noble de la dignité d'un homme et d'un peuple, restera-t-il comme un cri étouffé dans la nuit ? Peut-il être la préface de la révision de la politique « kurde » d'Ankara, dans la ligne de celle que tente d'opérer, face aux Irlandais, le gouvernement de Londres ?

Le gouvernement de Mme Tansu Ciller ne peut ignorer que, privé désormais du rôle de sentinelle de l'Occident face à l'URSS – ce qui lui donnait quelques privilèges – la Turquie doit s'habituer à l'idée que le respect qu'on aura pour elle et l'accueil qui sera fait à ses demandes de partenariat seront proportionnés au respect des droits de l'homme et des collectivités qu'elle manifesterait elle-même.

La Prison n° 5, Onze ans dans les geôles turques de Medhi Zana, Arléa, 130 pages, 85 F.

Turkish Daily News

MONDAY, FEBRUARY 20, 1995

Turkish envoy to US defends closure of pro-Kurdish daily *Özgür Ülke*

Kandemir: No legal action pending against Yaşar Kemal at the moment

By Aytül Gürtaş
Turkish Daily News

ANKARA- Nuzhet Kandemir, the Turkish ambassador to Washington, has sent a letter to U.S. Congressman Christopher H. Smith saying the closure of the pro-Kurdish newspaper *Özgür Ülke* was only natural due to its pro-PKK line and that "no legal action is pending against" writer Yaşar Kemal.

Kemal, who last month was charged with separatist propaganda for an article that appeared in the German magazine *Der Spiegel*, is to face trial in Istanbul's State Security Court in April.

In his Feb. 9 speech in the Congress, Smith, a member of the House of International Relations Committee and co-chair of the US. Committee of the Organization for Security and Cooperation in Europe (OSCE), stated that Turkey was escalating its "war on free expression" and gave as examples the shutting down of *Özgür Ülke* and the prosecution of Yaşar Kemal.

In his speech Smith, a Republican from New Jersey, described the visit of a Helsinki Commission delegation to Turkey in October and said, "With one exception, each and every official, including the Speaker of Parliament, produced a copy of the pro-Kurdish newspaper *Özgür Ülke* and waved it in the air as proof that despite what critics alleged free expression was well in Turkey."

Pointing out that *Özgür Ülke* was closed down by the government on Feb. 3, Smith added, "Now that Turkish officials do not have copies of *Özgür Ülke* to wave at visiting delegations, they will likely search for other props to convince skeptics of their good intentions. I would suggest that instead of tolerating certain types of expression in order to placate foreign observers, Turkish officials should take real steps to bring policies in line with stated human rights commitments.

Free expression and other rights cannot be viewed simply as products of public relation campaigns. If Turkish officials are unwilling to work seriously towards implementing such rights to bring their laws into conformity with international standards, then they can not expect their pronouncements on

human rights to be viewed sympathetically. In this context, Turkish denunciations of the State Department report [on human rights] are as puzzling as they are absurd".

Rep. Smith also mentioned the charges of separatist propaganda against author Yaşar Kemal.

In his reply to Smith's statements, the Turkish ambassador said that it was possible to limit the freedom of expression under special circumstances and these circumstances include protecting the national security of the nation or defending democracy.

He said the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) was a a terrorist organization and threatens democracy. "For quite some time, several members of the PKK have been writing for *Özgür Ülke* under pseudonyms, advocating the agenda of the PKK.

In recent issues, the leader of the PKK, Abdullah Öcalan, contributed articles using his own name. In addition, all the so-called journalists working for *Özgür Ülke* never hesitated to defame Turkey in a flagrant manner. They refer to the Turkish government as the enemy. They write about visits to terrorist camps or the wonderful lifestyle of the so-called "freedom fighters" he added.

Kandemir said that *Özgür Ülke* was a pro-PKK but not a pro-Kurdish newspaper and that that was the reason for the "independent court to close it".

He also said in his letter that "the well-known author Yaşar Kemal has never been prosecuted and no legal action is pending against him at the moment." He added, "In fact, Mr. Kemal spent last week in France visiting with President Mitterrand. In no way were his action restricted."

Kemal is currently on trial in the Istanbul State Security Court on charges brought for his article published in the German *Der Spiegel* Magazine which criticized government policy towards Kurds and for his article on the same subject published in a book.

The European Parliament criticized the action taken against Kemal on Friday. In the decision it was stated that the accusations against Kemal were not just and were a violation of the human rights and freedom of expression.

A Kurd for the 'united left'

Hikmet Çetin reached peak of his political career on the night of February 18 when a joint convention of the Social Democrat People's Party (SHP) and the Republican People's Party (CHP) elected him as the chairman of the new united left-wing party and the delegates treated him to a standing ovation. Çetin, who was born in 1937 in Lice, a township in the Diyarbakır, comes from a family of Kurdish ethnic origin. Over the years, he rose to the ranks of the chairmanship from the grassroots of the social democrat movement.

When the delegates of the SHP and CHP decided to elect Çetin as their compromise chairman, it was his political views and his personality that played a key role rather than his ethnic background.

Çetin, who entered politics in the youth branch of the CHP in the 1950s, is now the opponent of Democratic Left Party leader Bülent Ecevit, who was his chairman in the CHP in the 1970s. Çetin graduated from the Economics and Finance Department of the School of Political Sciences in Ankara. He took his masters degree at Williams College in the United States on "economic development." Later he also studied at Stamford University in California on "planning models."



He served as assistant researcher and later as the Director of the Economic Planning Department at the State Planning Organization. It was then that he caught Ecevit's attention and entered active politics. He served as a CHP deputy until the 1980 coup.

When parties were closed down by the military after the 1980 coup, Çetin joined the ranks of banned politicians. After Turkey returned to civilian rule, Çetin was elected deputy from the SHP ticket, first from Diyarbakır and then from Gaziantep. Çetin, known as a moderate politician who has always worked for reconciliation, was one of the leading architects of the coalition set up between the SHP and the True Path Party after the 1991 polls. He served as foreign minister until July

1994. Çetin, who was regarded as a successful foreign minister both at home and abroad, fell victim to a plot between Prime Minister Tansu Çiller and SHP Chairman Murat

Karayağçın, the deputy premier. They tried to remove him from office and even threatened to sack him. Yet President Süleyman Demirel, who is known to feel deep affection for Çetin, objected to this and after a short-lived political row he resigned as foreign minister. Çetin had excellent relations with Demirel when he worked under him when the latter was prime minister. Çetin's relations with Çiller were never ideal. At times, Demirel had to intervene to get Çiller to see her own foreign minister.

Çetin supported the SHP-CHP merger and emerged as the joint candidate of the two parties to become chairman after they failed to merge at a convention on Jan. 28.

Some see Çetin as a savior, while others say he is only a temporary leader. Çetin says he does not represent a "passing phase" and stresses that he is determined to inject new blood into the CHP.

His next major political test will come on Aug. 31 when the CHP convenes a special convention to elect its executives. Çetin says his aim is to really unite the left-wing parties and propel the left to power in the next elections.

Les Dernières Nouvelles d'Alsace - 20 février 1995

Strasbourg

Le parlement en exil du Kurdistan

Hier s'est déroulée à Strasbourg l'élection des députés du futur parlement kurde en exil. Un millier des 5000 Kurdes résidant dans l'Est de la France a participé à ce scrutin visant à désigner les deux députés de l'Est qui, fin février, devront élire les 75 membres du parlement en exil du Kurdistan.

Ces élections, interdites par la préfecture du Bas-

Rhin pour des raisons de sécurité, étaient organisées, comme dans plusieurs autres pays européens, à l'initiative du Front de libération nationale du Kurdistan (ERNK), du mouvement des femmes libres kurdes et des quatre confessions religieuses du Kurdistan. Les électeurs avaient le choix entre douze candidats.

«Aujourd'hui la situation à laquelle est confrontée le peuple kurde en Turquie et dans les autres pays est en contradiction avec la démocratie et le monde libre. Une

nation représentant près de 40 millions de personnes est dépourvue de déclaration universelle des droits de l'Homme et de toutes les normes internationales de vie» expliquait, hier, un des candidats. Toujours selon ce candidat, le futur parlement en exil «sera l'organe de décision concernant la résolution de la question du Kurdistan. Il sera le premier pas vers le congrès national du Kurdistan». Les deux députés désignés hier sont Erol Yildirim (Nancy) et Veli Tekinere (Montbéliard).

QUESTION ÉCRITE E-2571/94posée par **Christine Oddy (PSE)**

au Conseil

(5 décembre 1994)

(95/C 42/91)

Objet: Violation des droits de l'homme par Saddam Hussein

Quelles mesures le Conseil compte-t-il prendre pour s'opposer à la violation des droits de l'homme par Saddam Hussein en Irak?

Réponse

(16 janvier 1995)

L'Union européenne demeure extrêmement préoccupée par la situation des droits de l'homme en Irak. L'Union européenne s'intéresse, depuis des années, à la question des droits de l'homme concernant l'Irak. Aussi, le projet de résolution de la troisième commission présenté lors de la quarante neuvième assemblée générale des Nations Unies a-t-il été coparrainé par l'Union européenne qui a dénoncé le fait que le gouvernement irakien continue de violer les droits de l'homme par des exécutions sommaires et arbitraires, des traitements cruels, inhumains et dégradants, des tortures et des disparitions. L'Union européenne est également préoccupée par les rapports sur la participation du gouvernement irakien au meurtre d'un membre de l'opposition à Beyrouth et par les attaques des gardes de l'Organisation non gouvernementale et des Organisations des Nations unies dans le Nord de l'Irak. Ces activités contreviennent manifestement aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

L'Union européenne appelle le gouvernement irakien à respecter les droits de l'homme et à autoriser le stationnement immédiat et inconditionnel d'observateurs des droits de l'homme dans tout le pays, notamment dans la zone méridionale des marais où la population est plus particulièrement la cible de persécutions systématiques. L'Union européenne invite également le gouvernement irakien à mettre fin à sa politique de répression à grande échelle dans l'ensemble de l'Irak et à ses embargos internes qui accentuent la répression dont les Kurdes et les Arabes des Marais sont déjà victimes. L'Union condamne aussi les décrets récents introduisant la peine de mutilation pour certains délits, y compris le sectionnement des oreilles et le marquage au fer rouge du front des déserteurs.

QUESTION ÉCRITE E-2759/94posée par **Anne André-Léonard (ELDR)**

au Conseil

(23 décembre 1994)

(95/C 42/108)

Objet: Reconnaissance de l'identité kurde dans une Europe multiculturelle

Dans le cadre de la campagne pour «La Reconnaissance de l'identité Kurde» lancée par la confédération des associations kurdes en Europe, les ministres des Affaires étrangères réunis dans le cadre de la coopération politique européenne vont-ils soutenir cette campagne et appuyer cette initiative?

L'acquisition de l'identité kurde garantirait à son peuple les droits sociaux, juridiques et culturels. En Europe, un million de Kurdes vivent sous un statut de minorité.

En Turquie, l'État a une réaction violente face à cette question et les peuples kurde et turc vivent une véritable tragédie.

Tous ces arguments plaident en faveur de cette reconnaissance qui constituera un premier pas vers la résolution du conflit.

Elle profitera, aussi bien aux peuples turc et kurde, qu'aux peuples européens.

Réponse

(16 janvier 1995)

Le Conseil rappelle qu'il a exprimé, à maintes reprises, la préoccupation de l'Union européenne au sujet de la protection des droits de l'homme, du respect de l'État de droit et des principes démocratiques en Turquie et qu'il a souligné, à de nombreuses occasions, la nécessité de trouver une solution à la question kurde par le dialogue politique, tout en condamnant fermement le terrorisme, d'où qu'il vienne, comme moyen de résoudre cette question.

L'Union européenne soutient l'intégrité territoriale de la Turquie et se félicite des réformes constitutionnelles envisagées par le gouvernement turc.

Le Conseil n'envisage pas de participer à la campagne mentionnée par l'honorable parlementaire.

Vereinigung der türkischen Sozialdemokraten Ungewisse Zukunft der Regierungskoalition

Nach monatelangen Auseinandersetzungen haben sich am Samstag die zerstrittenen türkischen Sozialdemokraten in der Republikanischen Volkspartei (CHP) zusammengeschlossen. Nach dieser Parteienfusion stellt sich einmal mehr die Frage, wie lange die aus Sozialdemokraten und Konservativen zusammengesetzte Koalitionsregierung noch überlebensfähig ist.

it. Istanbul, 19. Februar

Die Fusion der Sozialdemokratischen Populistischen Partei (SHP) und der Republikanischen Volkspartei ist am Samstag allen Zweifeln der letzten Wochen zum Trotz erstaunlich rasch vonstatten gegangen. Die über 1800 Delegierten der beiden Parteien haben zuerst den bestandenem Politiker Hikmet Cetin einstimmig zum Vorsitzenden der vereinten Partei gewählt. Spät in der Nacht einigten sie sich weiter darauf, die neue Partei Republikanische Volkspartei (CHP) zu nennen. Laut den Beschlüssen der Delegierten muss die SHP aufgelöst werden. Da die SHP seit den letzten Wahlen als Partner in der Regierungskoalition Ciller fungiert, stellt sich die Frage, wie lange die gegenwärtige Regierung noch überleben kann.

Rückzug in die Opposition?

Die Zukunft der Koalition bildete in den letzten Monaten einen der schwierigsten Streitpunkte im Lager der Sozialdemokraten. Der CHP-Vorsitzende, Deniz Baykal, forderte, die Sozialdemokraten hätten eine Oppositionsrolle anzunehmen, um nicht als willenloser Partner in einer unfähigen Koalitionsregierung aufgerieben zu werden. Die CHP wurde während des türkischen Befreiungskrieges 1920 vom Gründer der modernen Republik, Kemal Atatürk, gegründet. Sie steht als Symbol für das Bekenntnis des Landes zu den Werten der westlichen Welt, insbesondere der Trennung zwischen Staat und Religion. Die CHP symbolisiert gleichzeitig aber auch Prinzipien, die als längst überholt anmuten. Beispiele sind der Etatismus in der Wirtschaft sowie das Prinzip der nationalen Einheit, womit auf die aktuelle Kurdenproblematik keine Antwort gefunden wird. Die Partei wurde nach dem Putsch der Generale 1980 verboten und ist erst seit 1992 wieder zugelassen. Seither üben die CHP-Anhänger harsche Kritik am Vorgehen der Zentralregierung, das sie als puren Verrat an den kemalistischen Prinzipien betrachten.

Im Gegensatz zur CHP-Führung befürwortet der SHP-Vorsitzende, Murat Karayalcin, eine Fortsetzung der Regierungskoalition. Die SHP ist Mitte der achtziger Jahre als Sammelbecken von Sozialdemokraten unterschiedlicher Schattierungen entstanden und hat sich seit ihrer Gründung als Erbin der traditionsreichen CHP betrachtet. Seitdem die SHP 1991 einer Koalition mit der konservativen Partei des Rechten Wegs (DYP) beigetreten ist, hat sie manche ihrer starren Prin-

zipien revidieren müssen und vertritt im Bezug auf Etatismus oder in der Kurdenfrage einen durchaus gemässigten Kurs. Die Differenzen unter den Sozialdemokraten bleiben trotz der Fusion weiterhin bestehen. Karayalcin vertritt die Meinung, nur mit einer Regierungsbeteiligung der Sozialdemokraten könne garantiert werden, dass in Ankara nicht wieder Regierungen der nationalistischen Front entstünden. Koalitionen mit extremistischen nationalistischen Parteien hatten Ende der siebziger Jahre das Land an den Rand des Bürgerkriegs gebracht und den Generalen 1980 Anlass für ihre Intervention gegeben.

Cetin als Vermittler

Karayalcins Rivale Baykal konnte am Samstag nicht umgestimmt werden. Es sei undenkbar, dass die Löhne der Arbeiter und Angestellten mit der Einwilligung der Sozialdemokraten bei einer Inflationsrate von 150 Prozent eingefroren würden, sagte er. Die Kluft zwischen den zwei Opponenten soll nun Hikmet Cetin überbrücken. Cetin, ein Kurde aus Diyarbakir, geniesst weitherum hohen Respekt. Er war als Aussenminister Anfang der neunziger Jahre wegen seiner Kompromissbereitschaft bei seinen europäischen Amtskollegen beliebt, musste allerdings seinen Posten wegen Differenzen mit Frau Ciller zur Verfügung stellen. Sein Verhältnis zur eigensinnigen Regierungschefin ist seither gespannt.

Im konservativen Lager ist der Ruf nach einer Beendigung der Koalitionsregierung laut geworden. Präsident Demirel hat neulich vor einer sozialen Explosion in der Türkei gewarnt und die Bildung einer handlungsfähigen Regierung der nationalen Rettung gefordert. Seinen Warnungen schlossen sich mittlerweile Grössen aus der türkischen Wirtschaftswelt an. Sie rufen nach einem Ausschluss der Sozialdemokraten aus der Regierung und nach einer Koalition zwischen den Parteien des konservativen Lagers. Laut dem Parlamentspräsidenten Cindoruk ist die Auflösung der gegenwärtigen Koalition legal, da nach der Fusion der Sozialdemokraten die oppositionelle CHP automatisch Anspruch auf Regierungsposten erhalte. Die Regierungschefin zeigt sich vorerst unbeeindruckt. Es gebe keinen Grund dafür, die Koalition nicht beizubehalten, teilte sie mit. Ihr engster Berater, Yarim Erez, liess allerdings die Presse wissen, dass die Koalition zwischen Sozialdemokraten und Konservativen höchstens noch bis zum Abschluss der Verhandlungen über die Zollunion mit der Europäischen Union Anfang März regieren werde.

Human rights violations increase in January

IHD: If Turkey wants to get into customs union it should improve its human rights record

Turkish Daily News

ANKARA - The Human Rights Association (IHD) recorded an increase in human rights violations in the country in January compared to the same period last year. Speaking at a press conference on Monday, Akın Birdal, IHD chairman, said if Turkey wanted to participate in the European customs union it should improve its human rights situation.

Birdal, who presented the IHD's January 1995 report at the press conference, said there had been no positive developments in terms of the improvement of human rights conditions in Turkey. In fact, on the contrary, negative developments had been observed and this had also been recorded by the international human rights bodies such as Amnesty International and the U.S. State Department. He said if Turkey wanted a green light from the European Parliament for the customs union it should change its legislative and executive practices.

Birdal also listed the necessary steps that should be taken to gain the approval of the European Parliament.

"People who were in the prison for their thoughts should be released immediately and the relevant articles of the Turkish Penal Code and Anti-Terrorism Law, which caused people to be persecuted for their thoughts, should be abolished. As a result, the ongoing trials of those charged with crimes of expression should be stopped," Birdal said.

He added that the legislation against freedom of the press should be changed and censorship should be abolished. Birdal also said the former Democracy Party (DEP) deputies should be released and the necessary changes should be implemented in the Constitution for those deputies to regain their places in the Parliament. Also oppression of human rights activists should be

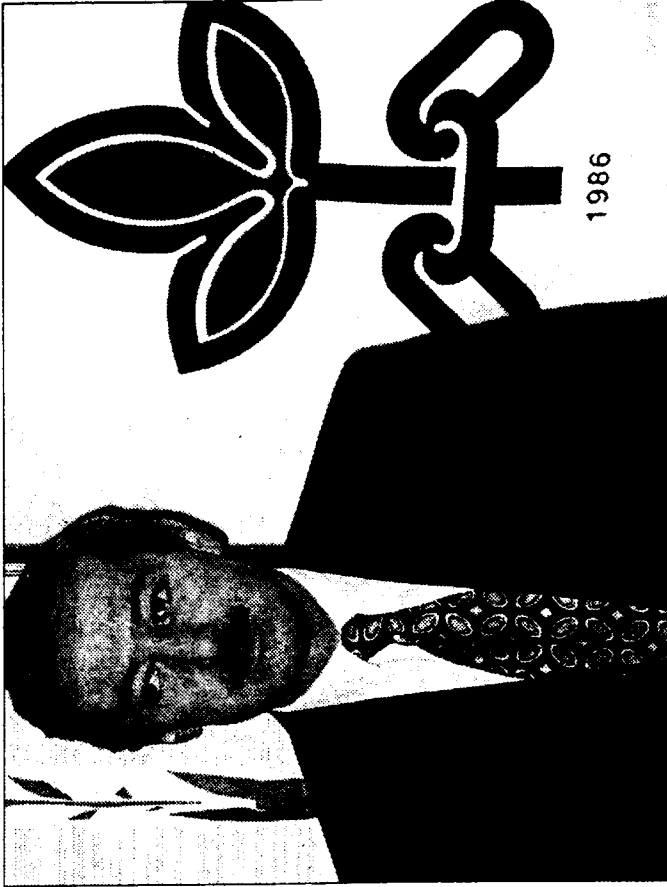
stopped.
"The necessary regulations should be implemented to prevent torture, the disappearance of detainees, extrajudicial executions and mysterious killings," Birdal stated. He commented that the government had to keep its promises, which included the democratization and human rights reforms outlined in the Cabinet program.

"Consequently, evacuations and the burning down of villages in the Southeast and eastern Turkey should be stopped and the losses of the villagers should be compensated. The village guards and special crack-teams that have been operating in the same region should be dissolved. New fields of employment should be created for them," he added.

Birdal also said the state of emergency in the Southeast and eastern provinces should be abolished and a civilian, democratic system implemented in the region. The region has been governed under state of emergency rules since 1984 and human rights activists have been claiming gross human rights violations in that mainly Kurdish populated region, he said.

The points put forward by the IHD are similar to a checklist submitted earlier by Claudia Roth, the head of the Greens group in the European Parliament. Roth, who visited Turkey last month, submitted an eight-point list of what the Greens were requesting Turkey to do before they said "yes" to the customs union. These points included a general amnesty for "thought criminals" to be passed by the Parliament; a Parliament decision to release the former Democracy Party deputies; human rights organizations which are free-functioning and in which there is no government intervention.

In the medium term, the displaced villagers, who have been evacuated from their villages, should be returned to their homes



Akın Birdal: People who were in the prison for their thoughts should be released immediately and the relevant articles of the Turkish Penal Code and Anti-Terrorism Law, which caused people to be persecuted for their thoughts, should be abolished. As a result, the ongoing trials of those charged with crimes of expression should be stopped.

and land; the parliamentary commissions, particularly the human rights commission, should be allowed to work and speedily finalize their findings; the emergency rule in the Southeast should be lifted, Roth claimed.

In the long run, Turkish laws and the Constitution should be brought in line with European standards, Roth said. She noted that unless the points on the checklist were realized, the Greens, a 24-seat group in the Euro-Parliament, would vote against the customs union.

A European Parliament resolution last week said that the Turkish human rights situation was too grave for the customs union to go ahead at the present time and urged the Commission to keep it well informed on

relevant developments.

Meanwhile, according to the IHD January 1995 report, 23 people claimed they were tortured, 28 people disappeared while in the custody, 12 people were killed as a result of extrajudicial executions and torture. Last year in January, 11 people disappeared while in custody, and there were 10 deaths as a result of torture and extrajudicial killings.

According to the IHD, 61 publications were confiscated last month by the security forces, 19 locations were bombed by unknown people, 1,233 people were detained with 84 of these members of the press, 253 people were arrested, 242 were killed in the clashes, and 16 villages were evacuated by force.

Öcalan launches major personnel purge in PKK

By Sinan Yılmaz
Turkish Daily News

ANKARA- Abdullah Öcalan, the leader of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) has started to purge some top level PKK militants who may be an impediment to him.

Öcalan, who has fallen into a difficult position due to the pro "independence" PKK members' intensifying their terrorist activities, has reportedly put the process of purging into practice. It was reported that Mustafa Karasu, the PKK executive responsible for Europe, was the first affected by Öcalan's new change of plan — although PKK sources have denied this. Öcalan, who has fre-

quently expressed the view that political means should be used for the solution of the Kurdish question, has reportedly taken the initiative for major personnel changes in order to reinforce his position within his organization. According to PKK sources, Öcalan has accelerated his diplomatic initiatives and says that he is making efforts to seek ways towards political solution. The same sources point out that the pro "independence" groups raid villages and attack civilians which put the PKK into difficult position.

It is claimed that with this latest initiative, Öcalan intends to give the United States the message that he is in full control over his organization.

At present, it is not known to what extent Öcalan, who has changed his title within the organization to "chairman," will have control over his organization and whether armed attacks against civilians will continue or not. It is alleged that Öcalan will take a significant step towards the path of "legalization" by his latest move. For this purpose, it is claimed that most of the activities which are carried out by the PKK's suborganizations will be transferred to the "Kurdish parliament in exile" (KSP). It is also alleged that the diplomatic initiatives which are carried out by the outlawed ERNK (Kurdistan People's Liberation Front) will be carried out by KSP.

Le Provençal - 20 février 1995

SOLIDARITÉ

Aix : 6 heures pour le Kurdistan

On commémorera bientôt les 80 ans du génocide arménien; beaucoup, en France et dans les autres pays d'Europe, voudraient qu'on n'ait pas, bientôt, à commémorer le génocide du peuple kurde.

Les Kurdes de Turquie, coupables de réclamer la reconnaissance de leur langue et de leur culture, sont aujourd'hui victimes d'une répression féroce: destruction de villages, emprisonnements, tortures. Récemment, six députés démocratiquement élus, ont été condamnés à 15 ans de prison pour la seule raison qu'ils revendiquaient leur appartenance au peuple kurde.

De très nombreuses associations du pays d'Aix, parmi lesquelles Aix Solidarité, la Cimade, le MRAP de Vitrolles et de Marseille, appellent à une manifestation de soutien "6 heures pour le Kurdistan",

demain à partir de 18h30, salle du Bois de l'Aune, à Aix. Un débat avec un député kurde en exil, un représentant du Bureau d'information du Kurdistan à Paris, Antoine Agopian, pour l'association arménienne Azadakroutioun et Christian Bruschi, professeur de droit, permettra de mieux connaître la situation des Kurdes.

La manifestation a également pour objet de soutenir matériellement l'envoi d'une délégation des Bouches-du-Rhône sur place, où elle rejoindra pour le Nouvel An kurde, des délégations venues de toute l'Europe.

La soirée sera animée par les chants et la musique traditionnelle kurde. Exposition de photos, buffet sur place.

● Six heures pour le Kurdistan, demain à 18h30 à Aix, salle du Bois de l'Aune.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, FEBRUARY 21, 1995

Fresh Iraqgate Whitewash, Laid On in Footnote No. 71

By William Safire

WASHINGTON — Janet Reno's wrongheaded refusal to appoint an independent counsel in the Iraqgate scandal has just cost the U.S. taxpayer an additional \$400 million. She decided last week to make this huge payoff to Italy's Banca Nazionale del Lavoro, which used U.S. guarantees to finance Saddam Hussein's buildup in the late '80s.

President Bill Clinton's attorney general, who airily told us "I have no conflict on Iraqgate," made certain no impartial special prosecutor would disturb the Justice establishment. She assigned her longtime Florida aide, John Hogan, to demonstrate that \$5 billion of loans guaranteed by the U.S. Department of Agriculture passed through

Thus we learn that the attorney general's \$400 million decision relied completely on interviews taken earlier by agents of the Bush administration's patsy prosecutors.

an Atlanta branch of BNL with the bank's Rome headquarters blissfully ignorant.

Within six weeks, Mr. Hogan argued in the Atlanta courtroom of Federal Judge Marvin Shoob that "no conspiracy" existed to wrongfully use agricultural credits as a backdoor method of financing Saddam, a noncreditworthy borrower, before the Gulf War.

The judge said the claim that BNL-Rome was the victim, not perpetrator, was "in Never-Never Land." Ms. Reno's aide spent the next 18 months justifying his snap judgment and absolving Hogan's heroes.

In Florida, former President George Bush hailed the latest 119-page whitewash as final refutation of Iraqgate charges by "Safire, Koppel, The Los Angeles Times and the national media." Let's see if published charges were laid to rest:

1. Did James Baker at State, with guilty knowledge of the corruption in Iraq's use of U.S.-guaranteed funds, manipulate the agriculture secretary to ignore credit requirements?

Because internal memos pointing to this misfeasance were cited in this space, I asked Mr. Hogan if he interrogated Mr. Baker, aide Robert Kimmett, Agriculture's Clayton Yeutter, and eight others under oath.

Of course not. In a damning footnote that destroys the credibility of his entire report, Mr. Hogan admitted he "concluded it was unnecessary" to take testimony from "former high level officials."

Thus we learn that Janet Reno's \$400 million decision relied completely on interviews taken earlier by agents of the Bush administration's patsy prosecutors. As one of the key employees at Justice's Criminal Division never interviewed by Mr. Hogan about BNL tells me, "You will never know the answers."

2. Did the Italian government intercede with Bush Attorney General Dick Thornburgh to circumvent the Criminal Division and "raise this to a political level," as a cable of the Italian ambassador reported?

Follow-ups unanswered: Did Mr. Hogan ask Ambassador Rinaldo Petrignani under oath if he talked to Mr. Thornburgh at the White House, as the ambassador's cable suggests? Was Mr. Thornburgh, who denies the approach to reporters, asked about it under oath? Was Ed Dennis, chief of the Criminal Division, asked under oath why he sent a report on the BNL affair to Mr. Thornburgh just two days before the denied White House approach? Was a single-subject grand jury ever impaneled?

Answers to all: Forget it. Reached by telephone with these questions, an agitated Mr. Hogan replied: "I have an appointment now with Attorney General Reno. I'll get back to you." He never did. Spokesman Carl Stern will issue an official smirk.

3. Did the CIA in Rome keep reports of BNL-Rome's knowledge from Justice's investigators?

At Washington Justice's wrongful urging, the CIA sent an untruthful denial of higher-up involvement to Atlanta prosecutors. To this day, Justice covers its posterior by holding that CIA obfuscations "preclude complete confidence that we have seen all relevant records."

Before the \$400 million goes down a corrupt Italian drain, Senate Intelligence co-chairmen Arlen Specter and Bob Kerrey should report on what the CIA in Rome knew about high-level BNL involvement.

If no wrong was done, why can't our questions be answered? Who can be satisfied with a two-year investigation that serenely admits it did not ask one high Bush official one embarrassing question? (Revisionists note footnote 71, page 91 of this classic of investigatory ineptitude.)

President Clinton's BNL bailout makes him a \$400 million participant in Iraqgate, a scandal that candidate Al Gore called "worse than Watergate."

Moral: when independent counsels are avoided, cover-ups succeed.

The New York Times.

Herald INTERNATIONAL Tribune

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, FEBRUARY 22, 1995

Seal the Iraq Embargo

A United Nation-sanctioned embargo compels Iraq to give up its weapons of mass destruction and accept monitoring of its arms-making. Iraq has yet to comply fully with the embargo. That makes it particularly dispiriting to discover that two of America's allies, Turkey and Jordan, have been helping Baghdad circumvent it by permitting Iraqi oil exports to be trucked unimpeded across their borders. Turkey and Jordan should seal the leaks.

Until Baghdad lives up to the letter of the law, it is essential to maintain UN sanctions. Yet if Washington wants to sustain political support for disarming Iraq, it must be ready to relax the embargo when Baghdad does comply.

Under the terms of the Gulf War's cease-fire resolution, Iraq had to relinquish its arms and not resume arms-making. To accomplish those aims it was required to identify all sites, matériel and equipment used to manufacture nuclear, biological and chemical arms and missiles and to disclose how it obtained the supplies for arms-making. Baghdad continues to provide incomplete and in-

accurate disclosures on its biological weapons program and supplier networks. The embargo is still needed to compel full Iraqi compliance.

It is difficult to keep any embargo from springing leaks, especially when Iraq is prepared to sell its oil for as little as \$8 a barrel — \$6 below market price. Yet the limited amount of oil now being trucked through Turkey and Jordan could soon grow. Already oil companies from France, Italy, Russia, Britain, Canada and elsewhere are rushing to conclude arrangements to obtain Iraqi oil once the embargo is lifted.

The Clinton administration will not succeed in holding back that tide forever. America, supported solely by Britain, wrongly wants to prevent any relaxation of sanctions even if Iraq does come clean on its arms-making. That would invite international winking at the embargo, and more oil sales. Iraq should be allowed to export oil, as the Security Council stipulated, once it complies on disarmament — no sooner and no later.

— THE NEW YORK TIMES.

British Trade Delegation, in Iraq, Calls for Eased Sanctions

Reuters

BAGHDAD — A British trade delegation said Tuesday that London must move fast to ease sanctions against Iraq because Britain is losing big business to other countries.

Edmund Sykes, coordinator of a group of 25 British industrialists, said the sanctions were causing Britain to throw away more than 70 years of being one of Iraq's dominant trading partners.

"A lot of business is being done in this country,"

Mr. Sykes said of Iraq. "Britain is not going to lose out."

Economic sanctions were imposed in 1990 after Iraq invaded Kuwait. Britain was a key member of the U.S.-led alliance that expelled the Iraqi invasion forces during the Gulf War.

Under the 1991 cease-fire agreement that ended the war, the sanctions will remain in place until United Nations inspectors are satisfied that Iraq has destroyed all weapons of mass destruction.

Mr. Sykes said his group believed that the time had come to ease sanctions in humanitarian areas, and that members would "do all within our power" to win the British government to their point of view.

He said London's hard line on sanctions could cut Britain out of a potential export market worth more than £1 billion (\$1.6 billion) once sanctions against Iraq were lifted.

Britain's exports to Iraq were £825 million in 1989, the year before the invasion of Kuwait.

Holbrooke says that human rights should not spoil ties

US Assistant secretary of state says improved relations between Turkey and Armenia is 'critically important'

Turkish Daily News

ANKARA- Assistant Secretary of State Richard Holbrooke, currently on a visit to Turkey, said that human rights should not be presented as an issue that would spoil bilateral ties, which both sides wanted to improve and enhance.

"I do not think that the human rights issue is creating a crisis between the two governments... I think it would be extremely unproductive to give the impression that human rights, as a major issue, would rupture bilateral ties. We discussed this," he said.

However, Holbrooke signaled his government's commitment to human rights while at the same time expressing support for Turkey's territorial integrity.

"We believe that the PKK is a terrorist organization and the Turkish government has the right to treat it as such. At the same time, we have reaffirmed our strong commitment to human rights. This is not an intervention in the domestic affairs of a country," he said.

He added that he was impressed by the desire of "all parties he talked to" on human rights guarantees through legal readjustments.

"I will report this to the secretary of state and to my colleagues in Washington that Turkey has expressed its commitment to human rights," he said.

Holbrooke said that he had expressed concern to the Turks over the use of weapons that harm civilians. "We have encountered this in Vietnam and elsewhere. Everyone says this is seen here. I have, of course, discussed it. But what impressed me was that the Turkish government realized the problem and was committed to do something about it," he said.

Customs Union

Holbrooke, who has expressed many times his support for Turkey's customs union with Europe, said that the United States would "continue to use its excellent ties" with the members of the European Union to ensure the realization of the customs union.

He also reaffirmed his stance that when Cyprus become a member to the European Union "at a time determined by the members of the EU," the membership should benefit both sides of a united island, along federative lines. He carefully refrained from using the term "mediation" saying that the United States was only expressing support as an "outsider."

Holbrooke also stressed that the United States was not trying to impose a "secret plan" on the two communities on the island. "We do not have a secret plan. We have a presidential emissary on Cyprus, Mr. Dick Beattie, who will be traveling here in mid-March," he said. "This is a sign of our desire to break the logjam in Cyprus which had been going on for 30 years." He said that Washington could not impose a solution on Cyprus. "The people of Cyprus, both communities, should work it out among themselves."

Armenia and pipeline

Holbrooke said that he hoped Turkey and Armenia would improve bilateral relations. "This is obviously ridden with emotion and

misunderstandings. But both sides should work together, find ways to move on to the future. It is critically important that this should be done."

He said that another immensely important issue is Turkey taking concrete steps toward realization of an Azeri oil pipeline, which the U.S. wants to pass through Turkey. "This would create great opportunities," he said.

"Both the United States and Turkish governments have deep problems with this bill," Holbrooke said, referring to the aid corridor bill before the U.S. Congress. The bill says that the U.S. should halt aid to the countries which do not support US humanitarian aid to third countries — which would pertain to Turkey, which does not allow the use of its territory to send aid to Armenia.

Holbrooke met with Prime Minister Tansu Çiller Monday in Istanbul. Holbrooke, accompanied by Foreign Ministry Undersecretary Özdem Sanberk, Çiller's Chief Adviser Emre Gönensay and US Ambassador to Ankara Marc Grossman, said that his meeting with Çiller had been "very fruitful."

"We are determined to give the closest support for Turkey, whose importance has intensified after the collapse of the Soviet Union," Holbrooke was quoted as saying. He added that Turkey's importance would increase as NATO expanded to take the former East Bloc states under its umbrella. Holbrooke raised that point with General Ahmet Çörekçi, the second commander in chief of the Turkish Armed Forces. In his meeting in the Foreign Ministry, Holbrooke expressed his country's strong support for Turkey's customs union with the European Union. "Since we are not a member of the European Union, we only extend political support," he said.

Turkish diplomats said that Washington had expressed its support vis-a-vis the European Union capitals.

AFTONBLADET

Onsdag 22 februari 1995

GRATTIS

...NALIN BAKSI, 27, som blir första invandraren i Mona Sahlins jämställdhetsdelegation.

– Tack så mycket.

● Är det här något du har siktat på länge?

– Njae, jag har nog inte tänkt så mycket på det, och även om jag alltid har varit intresserad av jämställdhet trodde jag inte att jag skulle bli tillfrågad. Men nu är jag förstås jätteglad.

● Vilket område tänker du jämställa först?

– Oj, oj, så långt har jag inte tänkt, men först och främst utbildningen tror jag. Vi måste få fler tjejer att söka till de tekniska linjerna, och som en förutsättning för det få grundskolans tekniska lärare att intressera sig för tjejerna, och uppmuntra dem.

● Du har tidigare sagt att du inte vill sitta i riksdagen för länge. Varför?

– Jag tycker att om man har ett sådant här förtroendeuppdrag får man inte sitta på det bara för att man inte har något annat att göra. Man får inte bli trött, utan måste hela tiden ha något nytt att tillföra.

Namn: Nalin Baksi.

Ålder: 27.

Familj: Förlovad med Cheko.

Bor: Lägenhet i Stockholmsförorten Tensta.

Tjänar: 26 500 kronor i månaden.

● Är tillräckligt många invandrare aktiva inom politiken?

– Nej, verkligen inte, och det finns två skäl till det. Dels är det svårt att bryta med den grupp man kommer ifrån, dels är det alltid svårt att bli tagen på allvar när man gått med i ett parti. Och extra svårt när man är invandrare.

● Vad kan man göra åt saken då?

– Jag tror att det är viktigt att aktivt söka upp invandrarna och intressera dem för politiken, och sedan ta dem på allvar, våga släppa fram dem.

● Hur är det med jämställdheten hemma då, turas ni om att skura toalet-



ten och så?

– Nja, nu är det ju så att jag bor ensam, så jag får se till allt sådant där själv. Men när jag var yngre var det faktiskt mina bröder som skötte det mesta av hushållet.

Fredrik Wikingsson

Turkish Daily News

THURSDAY, FEBRUARY 23, 1995

ONSDAG 22 FEBRUARI 1995

Nalin Baksi till jämställdhetsgrupp

STOCKHOLM Nalin Baksi, riksdagsledamot för socialdemokraterna, har utsetts att ingå i regeringens jämställdhetsdelegation. Genom att välja Nalin Baksi har jämställdhetsminister Mona Sahlin uppfyllt sitt tidigare löfte att utse minst en person med invandrarbakgrund. (TT)



Europeans lobby for Iraq deals

Reuters

BAGHDAD- European businessmen are lobbying furiously in Baghdad for the trade and industry deals they hope will follow the lifting of U.N. sanctions, the Iraqi media reported on Wednesday.

A Spanish business group is offering to update Iraq's rail system and says it has reached tentative agreements on telecommunications and power projects.

Bulgaria wants to become Iraq's major supplier of food and textiles, while Italian firms are reported to be anxious to resume trade with Baghdad, media reports said.

A delegation of British businessmen left Baghdad on Wednesday at the end of a five-day visit, the Iraqi news agency INA, monitored by the British Broadcasting Corporation (BBC), reported.

It quoted Edmund Sykes, an organizer of the visit, as describing the delegation's talks as "very successful." Spain is offering locomotives, carriages and construction of railway systems to the Iraqis at prices far below

other Western countries, Gonzalo Urgoiti, head of the Spanish delegation, told reporters. "When the market is open they will need everything," he said.

However, the firming of the deals depends on the lifting of the U.N. sanctions imposed for Iraq's 1990 invasion of Kuwait and no early end to the embargo on Iraq's key oil exports looks in sight.

Iraq's future trade with the outside world will depend on the terms governing its oil exports, Spain's Urgoiti said.

Raumen Anatkov, the deputy head of Bulgaria's National Radical Party, leading a business delegation, said he told Iraqi officials that his country was able to supply 80 percent of Iraq's food, textiles and clothing needs.

He said members of his group have had wide contacts with Iraqi officials in the fields of industry and trade. Private businessmen in Bulgaria were keen to propel the level of trade to pre-sanctions level, once Iraq's oil exports start flowing again.

Turkish Daily News

WEDNESDAY, FEBRUARY 22, 1995

British businessmen want Iraqi sanctions eased

'It is very frustrating for these British businessmen to be constrained in what they can even talk about when on the other side of the English Channel obvious business is being carried out'

By Leon Barkho

Reuters

BAGHDAD- British businessmen have joined their French and Russian counterparts in urging an easing of sanctions against Iraq.

Britain must move fast to ease sanctions against Iraq because it is losing big business to other countries, a British trade delegation said on Tuesday.

Edmund Sykes, coordinator of a 25-member group of British industrialists, said Britain was throwing away more than 70 years of being one of Iraq's dominant trading partners. "A lot of business is being done in this country. Britain is not going to lose out," he told Reuters.

Sykes said he feared Britain was already losing out to France. He said he had seen 40 French industrialists on Monday in the lobby of Iraq's trade ministry.

"It is very frustrating for these British businessmen to be constrained in what they can even talk about when on the other side of the English Channel obvious business is being carried out," Sykes said.

British businessmen, Sykes said, were under strict instructions from their government not to talk about future deals. But the French and other Western rivals were ready to strike deals with Baghdad.

"We all believe that the time has come to look favorably on the easing of sanctions on the humanitarian area and we will do all within our power to persuade the govern-

ment of our point of view," Sykes said.

He said every businessman in his 25-member group was convinced that the British government's hard line on Iraqi sanctions would lead to the loss of a potential market worth more than one billion pounds (\$1.6 billion) when sanctions are lifted.

Britain had exported goods worth 825 million pounds (\$1.3 billion) to Iraq in the last year before the 1990-1991 Gulf crisis when British forces joined a U.S.-led alliance to drive Iraqi forces from Kuwait.

Sykes said he met about half a dozen Iraqi ministers and all made clear that the Iraqis would not give preferential treatment to British businessmen if their government did not move now. "All the ministers have emphasized that the people who can help them now will be their friends and preferred business partners when sanctions are lifted," he said.

Iraq has been pressing the businessmen to supply humanitarian goods like flour, sugar and spare parts for sewage and water plants in return for revenues from future sales of Iraqi oil. Sale of humanitarian goods is permitted under the United Nations sanctions on Iraq.

Besides the French and British delegations, industrialists from Italy, Spain and Jordan are also visiting Baghdad, according to state-run newspapers.

NGOs support Yaşar Kemal

A 'freedom of expression train' will depart from Ankara to Istanbul for Kemal's trial

Turkish Daily News

ANKARA- Five nongovernmental organizations (NGOs) including the Human Rights Association (IHD), the Turkish Human Rights Foundation (TIHIV), Contemporary Journalist Association (CGD), Contemporary Jurists Association (CHD) and Association of Literature expressed their support for Yaşar Kemal and freedom of expression in Turkey, at a joint press conference in Ankara on Tuesday.

Akın Birdal, the chairman of IHD speaking on behalf of the participating NGOs, said that when the date for Kemal's trial was fixed a "freedom of expression" train would leave Ankara for Istanbul carrying Kemal supporters who would attend the writer's trial.

Yaşar Kemal is an internationally renowned Turkish writer who will shortly be tried in Istanbul State Security court on charges arising from an interview he gave to the German magazine "Der Spiegel" in which he criticized government policy toward the Kurds in southeastern Turkey. He also faces charges based on an article published in a book entitled

"Freedom of Expression and Turkey" which was recently confiscated by the authorities. Akın Birdal said that freedom of expression in Turkey was under heavy pressure and the Kemal case was only one example. "Anyone who opposes the encroachment of central government has been targeted and punished.

As a result of that policy, 143 politicians, scientists, writers, jurists, journalists, human rights activists and executives of NGOs are currently serving prison terms for expressing their opinions. 2,139 people are waiting for the decision of the Appeal Court on similar cases. 5,600 people have been put on trial on similar charges. "The limitations on freedom of expression not only isolate Turkey in the international community but also make it difficult to overcome the economic, social and political crises that Turkey has been facing," Birdal added.

He said they supported Kemal's right to express his opinions even though they did not agree with all his ideas.

Birdal said they also condemned the pressures that had been exerted on writer Aziz Nesin and the now-dead poet Nazım Hikmet. "Our thoughts are with all those in prison for their opinions. We express our solidarity to them all," Birdal added.

On Tuesday the Anatolia news agency reported that in an interview with the French daily "Le Figaro" Yaşar Kemal is quoted as saying that "most Kurds do not support separatism in Turkey and if the necessary reforms were made there would be no support for separatism."

He was reported as saying that he was defending the honour of his country and "separation will not be any good for either the Kurds or Turks, Turkey must not turn into another Balkans."

In answer to a question as to whether he sees himself as Kurdish or Turkish he gave the example of John Steinbeck who was a well-known American writer of German origin and added "I am of Kurdish origin but call myself a Turkish writer."

Russia considers action against Kurdish House

Stepashin says Turkey may urge Chechens to stop fighting, but denies this will be mediation

By Ümit Enginsoy
Turkish Daily News

ANKARA- Russia, pledging once again it would not permit subversive activities within Russian territory against Turkey, said on Wednesday that it is considering taking action regarding a "Kurdish house" in Moscow that acts as a mouthpiece for the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

Sergei Stepashin, the visiting head of Russia's Federal Counterintelligence Service, said his aides would prepare a report on the activities of the Kurdish house within one week and that a decision would be made on the house's fate, which could include closure. "Activities falling into a political area against Turkey won't be allowed," he said.

Diplomatic sources said the Kurdish house would probably not be closed, but the Kurdish authorities there would be warned to refrain from any moves that would enrage Turkey. "At least, the Kurdish house would be threatened with closure," one source said.

Two prominent members of the defunct pro-Kurdish Democracy Party held a press conference at the Moscow Kurdish house in January, asking Russian support for the cre-



Sergei Stepashin TDN Ali Fuat Ulay

ation of a planned "Kurdish parliament in exile." Turkey was angered by the move. Stepashin, speaking to a small group of journalists in Ankara, said Moscow was determined not to tolerate activities aimed at disrupting Turkey's territorial integrity.

The Russian intelligence chief also said the Turkish side had pledged not to allow a flow of arms and volun-

teers wanting to fight on the Chechen side to Chechnya.

Asked if Russia wants Turkey to convey any messages to rebel Chechen leader Dzhokhar Dudayev, whose aides come to Turkey from time to time, Stepashin said Turkey could use its influence to urge the Chechens to agree to put an end to the war. "But this is not mediation. Russia doesn't accept mediation on this issue since Chechnya is our internal matter. And we're pleased to see that Turkish officials, at the highest level, acknowledge this fact," he said.

The Turkish public opinion has a special interest in the Chechnya issue since Turkey has cultural and religious ties with many peoples of the Caucasus and several millions of its citizens have their ethnic roots in that region.

Stepashin said Turkey and Russia could have differences on some issues but that these should not be obstacles standing before improved ties between the two countries. He also ruled out the existence of "a Kurdish card versus a Chechen card" in the hands of Russia and Turkey, respectively, that could be used against each other.

The Turkish and Russian intelligence officials, at their Ankara talks, agreed to cooperate in the fight against terrorism, drug smuggling, corruption issues of an international nature and economic crimes.

Stepashin, who also has a military and parliamentary background, is a close aide to President Boris Yeltsin. Visiting Ankara as the guest of Turkish National Intelligence chief Sönmez Köksal, Stepashin also met President Süleyman Demirel, high-ranking Foreign Ministry officials and some parliamentarians.

Stepashin's Ankara visit followed Turkish Interior Minister Nahit Menteşe's Moscow trip in late January when the two countries discussed security matters.

Turkish Daily News

Casualties mount in Northern Iraq fighting

Turkish Daily News

ANKARA- Turkey said on Wednesday that over 100 people had been killed in the last couple of days in northern Iraq as fighting intensified between rival Kurdish factions.

Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman told a weekly news briefing that Ankara regretted the deaths and was concerned about the clashes between the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) led by Jalal Talabani and the Kurdistan Democratic Party (KDP) of Masoud Barzani.

"Our information is that fighting has intensified and the number of deaths in the last two-three days has exceeded 100," Ataman said.

"We once again call on the two sides to immediately end hostilities and begin contacts necessary for the establishment of peace... We especially want an end without delay to the attacks on the lives and property of the civilians of Arbil and their security assured," he said.

Arbil, seat of a dissident Iraqi Kurdish administration supposedly shared between

the two groups, has been under PUK control since December while KDP guerrillas have repeatedly attempted to drive them out.

Ataman said there were no mediation efforts underway at present. Turkey has said it is ready to help bring Talabani and Barzani together but hostilities must subside before mediation can begin.

Turkey fears prolonged clashes and a breakdown of authority in northern Iraq will benefit its separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) guerrillas who find refuge in the region.

■ UN dashes PKK's recognition hopes

The United Nations has rebuffed an application by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) — which is fighting a separatist war in southeastern Turkey— to be a party to the 1949 Geneva Convention on the rules for the treatment of prisoners of war, the Anatolia news agency reported on Wednesday. Quoting unnamed "diplomatic sources" in Geneva, the agency said the PKK representatives were told that they were not competent to be a side to the convention, but could only make an unilateral pledge not to kill civilians, doctors, teachers and other unarmed officials. "But if you make such a pledge, you will be liable to regular monitoring," the PKK was reportedly told. Anatolia quoted the same sources as saying that the International Red Cross had also turned down a similar application from the PKK. Turkish Foreign Ministry officials had earlier dismissed the PKK initiative as a public relations exercise.

FRIDAY, FEBRUARY 24, 1995

Mümtaz Soysal: Turkey must postpone customs union talks and annex Northern Cyprus

Turkish Daily News

ISTANBUL- Former Foreign Minister Mümtaz Soysal on Thursday urged the government to postpone a plan for a customs union with the European Union (EU) to forestall membership talks between the Greek Cypriot administration and Brussels. Speaking at a news conference in Istanbul, Soysal also called for Turkey to annex northern Cyprus. He said the Turkish move would effectively block Greek Cyprus from becoming a member of the European Union. Cyprus has been a bone of contention between Turkey and Greece for more than 30 years.



The Mediterranean island has been split into the Turkish-Cypriot north and the Greek-Cypriot south since Turkish troops invaded Cyprus in 1974 to prevent its unification with Greece following a coup, staged by the junta then ruling Athens. "Turkey should immediately unify with the Turkish Republic of Northern Cyprus (TRNC)," Soysal, a Republican Peoples' Party (CHP) deputy who served as foreign minister for four months last year, said.

"Without being aware of it, Turkey is spinning new problems for itself in Cyprus," said Soysal, a former professor of constitutional law and a newspaper

columnist. Inclusion of Greek Cyprus in the EU, Soysal claimed, would lead to war between Turkey and Greece and conflict between Ankara and Brussels. It would also give the Greek Cypriots more leverage to strangle the economically weak Turkish Cypriot state.

The news conference was organized by the Cyprus Foundation. Former Turkish Ambassador to the Cyprus Ertuğrul Kumcuoğlu, Professors Erol Manisali and Şükrü Gürel, who are members of the foundation flanked Soysal.

Soysal said the EU would approve a customs union with Turkey under any circumstances.

"The EU is more enthusiastic about the customs union than Turkey is. Turkey has promised to open its hungry, 62 million market to European products," Soysal said. EU Foreign Ministers will meet on March 6 to vote on a customs union with Turkey.

Under the proposed customs union, Turkey would remove all trade barriers against European products.

The EU, in return, would lift all export quotas against Turkish goods and provide economic aid.

Greece has threatened to veto the proposed customs union, demanding a more definite timetable on talks to include Greek Cyprus in the EU.

Turkish Daily News

Turkish Probe February 24, 1995

7

Inan: The Boiler Will Blow Up

Hayri Birler

Kamran Inan, a leading foreign policy expert for the main opposition Motherland Party (ANAP) and a deputy from the eastern constituency of Bitlis, urged Prime Minister Tansu Çiller to resign and allow the speedy formation of a "broadly based government."

"Because, if it goes on like this, the boiler will blow up and the bill will be paid by democracy," the outspoken opposition politician said, adding that he feared a social explosion that might trigger another army intervention. He charged that the government seemed to be consciously dragging the country to this point.

In a special interview with the Turkish Daily News, Inan noted that all the problems of the country were at an impasse. He said that normally democracies, when faced with such a situation, resort to the arbitration of the nation through elections, but this course seemed closed to Turkey because 70 percent of the deputies (in the 450-member legislature) feared they would not be reelected.

"Then all the parties should leave aside the normal politicking and lend a hand to the operation to salvage the state. One thing the prime minister has delayed is resigning. The only way out, the only remaining opportunity is the formation of a broadly based new government, to be formed mainly by (Çiller's) True Path Party (DYP) and ANAP, but not closed to the participation of other parties. If the program of this (suggested) government can be so drafted to mend the damage, if the parties take positions with a solemnity and loyalty to the state as required by the gravity of Turkey's life-and-death struggle, then the nation will reunite with the Parliament and we can save ourselves from this whirlpool," Inan elaborated.

Lately, Inan has met with several leaders, including Prime Minister Çiller and main opposition leader Mesut Yılmaz, to try to warn them about the approaching dangers and how to overcome them. Inan made a similar attempt when he was senator before the 1980 coup but when he saw that he could not bring together Süleyman Demirel and Bülent Ecevit, he quit the Parliament several months before the coup and took up an ambassadorial post.

He said it was not important who leads the government which would serve until next year because in a strong coalition government, the prime minister will only have the normal tasks of a coordinator. "To say that I will not accept a government led by this one or that one actually amounts to saying that 'I have no objection to what the country is going through,'" said Inan. He noted his impressions that the DYP deputies were also concerned about the present situation and that democracy could be

saved through dialogue and sacrifice.

"The president's most important task is caring for the state and protecting it. The state is in need of protection today and providing this protection falls on the president before any of us. And other duties fall on Hüsamettin Cindoruk beside the speakership of the Parliament. If the conditions demand his resignation from the speakership and his entry into active politics, that should be done. If the conditions so demand and the task of forming the new government is given to him, it might fall on him to accept."

Noting that the nation had completely lost faith in the Parliament, the government and the parties, and trusted only the armed forces, Inan said, "Soldiers never want to intervene, but are forced to intervene despite themselves. And today, the thing I fear most is the dragging of the country toward a social explosion which might make a military intervention inevitable." "Today, the boiler is giving danger signs of blowing.

To prevent it from bursting, its lid has to be opened. It falls on Parliament to form a powerful new government that will replace the current one which has overheated the boiler, and will prevent an explosion by letting off steam. It is said that the prime minister is telling her aides that she will not resign. In the past the late Prime Minister Adnan Menderes — hanged after the 1960 military coup — also used to say, 'I will never be a former prime minister.' If you are too adamant, you put the system in jeopardy together with yourself. All the politicians should realize that if the boiler blows up, the bill will be paid by democracy and that they too will get burned along with others. If the present situation is allowed to go on, if the impotence and oppression of the current government continues, then the boiler will explode and this will be a social explosion. And in the event of such a blow up, military intervention becomes a must.

Because no country can be allowed to commit suicide. In fact, at the hands of the present government, it appears that the country is being dragged consciously to such a fate. I have never seen a political force walk towards the abyss after blindfolding itself. That's what it is doing despite all our warnings. They should know that if they admit failure and resign, if the country is given a new glimmer of hope, they will be the winners together with Turkey." Inan said.

He denied having met with any military commanders recently other than Gen. Hikmet Bayar, the ground forces commander, but argued that no one had any interest in building a wall between the military and the civilians. ■

Diplomatic Briefcase

Norwegian Parliament Speaker Supports DEP

Kristi Kolle Grondahl, the Norwegian Parliament speaker, expressed concern last week over the fate of the deputies of the Democracy Party (DEP) who have been stripped of their immunity and imprisoned. Grondahl, who was visiting Turkey officially, and members of her delegation comprising leaders of three major parties in Norway, expressed their concern during a meeting with Turkish Parliament Speaker Hüsamettin Cindoruk last Wednesday. Grondahl said there was a deep concern in Norway over the DEP deputies whose parliamentary immunity has been lifted enabling them to be tried and imprisoned. She said one of the aims of her visit was to exchange views with her Turkish counterpart on the subject, and stressed the necessity of respecting freedom of expression, especially by representatives of the people. Her Turkish counterpart Cindoruk for his part said that relations between the parliamentarians of the two countries should be improved to clear up any misunderstandings. Diplomats say there has been an intensive anti-Turkish campaign in Norway vis-a-vis the human rights situation. The Norwegian press has been criticizing Turkey for the past month in banner headlines.

Turkey Does Not Rule Out Water Accord with Syria

Turkey said last week it was ready to discuss all bilateral issues with Syria, including the possibility of a new allocation agreement that would supply its southern neighbor with more water. "We think that holding talks on all existing problems, including the issues of water and the fight against terrorism, with mutual understanding and goodwill, will be useful. Which issue we start with is not important for us," Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman told a weekly press briefing on Wednesday. Syria has been urging Turkey to sign an agreement for more water. Under the provisions of a current protocol initialled in 1987, Turkey provides Syria with a minimum of 500 cubic meters of water per second from the Euphrates. Ataman said, "For some time we have been supplying Syria with an amount well over that figure, a recent figure is 900 cubic meters per second." Asked if Turkey would accept an agreement on "water allocation" or "water sharing," Ataman replied, "We have never mentioned the word 'share,' but he did not rule out the possibility for a new agreement for water allocation.

Only Greeks Support Russia Over Straits

Russia's complaints over Turkey's new regulations governing maritime passages through the Turkish straits have received support only from Greece and Greek Cyprus, a Russian diplomat said last week. Russian Foreign Ministry official Yakov Ostrovsky, briefing Russian parliamentarians on the issue on Wednesday, said Russia had asked several major naval powers to back Moscow's argument, the Anatolia news agency reported from the Russian capital. However, those countries, including the United States, Britain, France, Germany and Japan, as well as Black Sea countries Ukraine, Romania, Bulgaria and Georgia, have not pledged support to Russia, Anatolia quoted Ostrovsky as saying. The diplomat said that open support for Moscow's position had come only from Greece and the Greek Cypriot administration, which traditionally object to almost all Turkish moves in every field. Ostrovsky accused Turkey of planning to use the regulations to close the straits to all transport of oil by tanker in a move to strengthen the chances for Ankara's proposal envisaging transfer of Azeri and Kazakh oil to the Mediterranean with a projected pipeline via Turkish soil. Turkey is implementing new regulations to ensure the safety of passage through the straits and to preserve the environment. Russia has opposed these regulations, saying they violate the 1936 Montreux Convention but Turkey says it is not restricting free passage and is acting within the flexibility provided by the Montreux Convention.

PKK Becoming More Active in Germany Says Report

The German government fears that the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) is regrouping and becoming more active in Germany, 15 months after being banned, a newspaper reported on Saturday. The Interior Ministry also suspects that extreme left-wing groups are actively supporting the PKK, Welt am Sonntag said in excerpts from an article to be published on Sunday. "The PKK is reviving the old structures of its affiliated groups under a new guise," Welt am Sonntag quoted the Interior Ministry's report as saying. "The PKK is receiving intensive support from extreme left-wing groups including... the Red Army Faction (RAF) urban guerrillas," the ministry added. The report said the PKK was using "considerable" violence to force Kurds living in Germany to donate funds to the group.

Human Rights Diary

Human rights violations increase in January: The Human Rights Association (IHD) recorded an increase in human rights violations in Turkey in January compared to the same period last year. Speaking at a press conference, Akın Birdal, IHD chairman, said if Turkey wanted to participate in the European customs union it should improve its human rights situation. Birdal, who presented the IHD's January 1995 report at the press conference, said there had been no positive developments in terms of the improvement of human rights conditions in Turkey, in fact, on the contrary, negative developments had been observed and this had also been recorded by the international human rights bodies such as Amnesty International and the U.S. State Department. He said if Turkey wanted a green light from the European Parliament for the customs union it should change its legislative and executive practices.

Birdal also listed the necessary steps that should be taken to gain the approval of the European Parliament. "People who were in prison for their thoughts should be released immediately and the relevant articles of the Turkish Penal Code and Anti-Terrorism Law, which caused people to be persecuted for their thoughts, should be abolished. As a result, the ongoing trials of those charged with crimes of expression should be stopped," Birdal said.

He added that the legislation against freedom of the press should be changed and censorship should be abolished. Birdal also said the former pro-Kurdish Democracy Party (DEP) deputies should be released and the necessary changes should be implemented in the Constitution for those deputies to regain their places in the Parliament. Also oppression of human rights activists should be stopped.

"The necessary regulations should be implemented to prevent torture, the disappearance of detainees, extrajudicial executions and mysterious killings," Birdal stated. He commented that the government had to keep its promises, which included the democratization and human rights reforms outlined in the Cabinet program. "Consequently, evacuations and the burning down of villages in the Southeast and eastern Turkey should be stopped and the losses of the villagers should be compensated. The village guards and special crack-teams that have been operating in the same region should be dissolved. New fields of employment should be created for them," he added. Birdal also said the state of emergency in the Southeast and eastern provinces should be abolished and a civilian, democratic system implemented in the region. The region has been governed under state of emergency rules since 1984 and human rights activists have been claiming gross human rights violations in that mainly Kurdish populated region, he said.

A European Parliament resolution last week said that the Turkish human rights situation was too grave for the customs union to go ahead at the present time and urged the Commission to keep it well informed on relevant developments. Meanwhile, according to the IHD January 1995 report, 23 people claimed they were tortured, 28 people disappeared while in the custody, 12 people were killed as a result of extrajudicial executions and torture. Last year in January, 11 people disappeared while in custody, and there were 10 deaths as a result of torture and extrajudicial killings.

According to the IHD, 61 publications were confiscated last month by the security forces, 19 locations were bombed by unknown people, 1,233 people were detained, with 84 of these members of the press, 253 people were arrested, 242 were killed in the clashes, and 16 villages were evacuated by force.

Human rights violations recorded by the Human Rights Association in January 1995

Torture and claims of torture	23
Claims of disappearances while in detention	28
Detentions	1,233
Detained press people	84
Arrests	253
Attacks against civilians	28 killed, 6 wounded
Extrajudicial executions, deaths in detention	12
Mysterious killings and attacks	15 killed, 31 wounded
Evacuated, burned down villages	16
Killings in clashes	242
People fired from their jobs	524
Bombed places	19
Closed publications, associations and unions	7
Confiscated publications	61
Verdicts for imprisonment and penalties	10.5 years imprisonment TL 1.4 billion fines
Police raids on associations, unions, publications	25
Writers, unionists, scientists, publishers, deputies in prison	143

FRIDAY, FEBRUARY 24, 1995

Turkish Daily News

■ Turkey's Council of Europe membership to be debated

A meeting of the Presidential Council of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe, due to be held in London on March 14-15, will consider an application by the Socialist Group to suspend Turkey's membership in the Council, the Anatolia news agency reporting from Strasbourg said on Thursday. The Presidential Council is expected to send this application by the Socialist Group to the Political Affairs Committee and the Legal Affairs Committee, Anatolia said. These committees will then report back to the General Assembly of the Council of Europe which will debate the findings of the committees. The Socialist Group has asked for the suspension of Turkey's membership on the grounds of gross violations of human rights. The state of human rights in Turkey and the related question of Ankara's membership in the Council of Europe was said by Anatolia to be also on the agenda of the Council's Committee of Ministers. The Council's Scandinavian members are said to be the prime movers in this instance.

■ Germany suspends deportation of Kurds

The federal government in Germany has suspended the deportation of asylum-seeking Kurds who have been involved in a crime, the Anatolian News Agency said on Thursday. The federal minister for the interior, Manfred Kanther, has said that he is prepared to defer the deportations until mid-March. Kanther reportedly said this in a letter he sent to the Internal Affairs Committee of the Federal Parliament. In the letter Kanther is said to have indicated that his decision to suspend the deportations for the moment was based on proposals from state interior ministers and a desire not to "disrupt unanimity" in domestic politics. Kanther is also said to have criticized a decision by the German Parliament to postpone a debate on "The condition of the Kurds in Turkey" to April 26. The parliamentary debate was originally planned for 8 or 15 March. States where the German Social Democrats are in power had asked for a suspension of the deportations until Feb. 28.

Dienstag, 24. Januar 1995 Nr. 19

Neue Zürcher Zeitung

Populärer Schriftsteller in der Türkei vor Gericht

Kritiker des Kriegs in Kurdistan

it. Istanbul, 23. Januar

Ein Sondergericht in Istanbul hat am Montag gegen den populärsten zeitgenössischen Schriftsteller der Türkei, *Yasar Kemal*, ein Verfahren eröffnet. Der 73jährige Autor wird beschuldigt, mit seinem Bericht im deutschen Nachrichtenmagazin «Der Spiegel» Separatismus-Propaganda betrieben zu haben. Die Forderung der Staatsanwaltschaft, Kemal – wie in Prozessen wegen Separatismus üblich – sofort zu verhaften, wurde am Montag nachmittag von den Richtern allerdings zurückgewiesen.

Yasar Kemal ist der meistgelesene Schriftsteller in der Türkei. Im Jahr 1922 als Kind einer mittellosen Familie in einem kleinen Dorf bei Adana geboren, arbeitete er in seiner Jugend als Tagelöhner und Traktorfahrer, Fabrikarbeiter und Dorfschreiber. Sein erster Roman, «Mehmet, mein Falke», machte ihn 1955 auf einen Schlag in der Türkei berühmt. Seither sind seine Werke in über 30 Sprachen übersetzt worden und haben eine Millionenaufage. Kemal ist bisher der einzige türkische Autor, der für den Nobelpreis nominiert wurde.

Die Tatsache, dass ein Verfahren gegen ihn eröffnet wurde, hat in den Kreisen der Istanbulers Kulturschaffenden Empörung ausgelöst. «Wir glaubten, unser grösster Schriftsteller sei unantastbar», sagte eine Redaktorin der linksliberalen Tageszeitung «Cumhuriyet». Sein Prozess be-

deute aber, dass jeder Intellektuelle mit abweichender politischer Meinung nun vom Staat verfolgt werden könne. Der junge Schriftsteller *Orhan Pamuk*, dessen Bücher in der Türkei seit Monaten Bestseller sind und der am Montag morgen Kemal demonstrativ zum Sondergericht begleitet hatte, äusserte sich ebenfalls pessimistisch. Dieser Prozess zeige, dass die Türkei Tag für Tag etwas weniger demokratisch werde, dass die Grenzen der Meinungsfreiheit Schritt um Schritt enger gezogen würden. Der Filmregisseur *Orhan Aydin* reagierte empört. Kemal habe in seinem Bericht lediglich unterstrichen, dass es in der Türkei einen schmutzigen, blutigen Krieg gebe und dass alle Bürger der Türkei, ob Kurden oder Türken, die hohen Kosten des Krieges tragen müssten. Wenn dies ein Verbrechen sei, dann solle der Staat alle Intellektuellen festnehmen, da sie die Meinung Kemals in bezug auf den Krieg in Ostanatolien teilten.

Im Südosten der Türkei seien über 2000 Dörfer zwangsevakuert worden, es gebe mehr als zwei Millionen Flüchtlinge im Land und er könne dazu nicht mehr schweigen, hatte Kemal im Freundeskreis erklärt, kurz bevor sein Bericht veröffentlicht wurde. Unter dem Titel «Feldzug der Lügen» berichtet er über den bereits zehn Jahre dauernden Krieg zwischen den türkischen Sicherheitskräften und der kurdischen Guerilla sowie dessen Ursachen. Die Türkei habe zu verbergen versucht, dass die Republik sich zu einem System unerträglicher Zwänge und Grausamkeiten entwickelt habe. Er forderte die unmittelbare Beendigung des Krieges. «Die Türkei ist wirtschaftlich am Ende, die Bevölkerung verarmt. Wenn dieser Krieg fort dauern sollte, wird die Türkei die grösste Katastrophe ihrer Geschichte erleben.»

Iraq hopes to end oil ban despite pressure from US

US envoy Albright lobbies to keep Iraqi oil embargo intact

Reuters

BAGHDAD- Iraq is telling its people the oil embargo will fizzle out this year despite U.S. moves to head off action at the U.N. for an easing or lifting of the ban.

U.S. Ambassador to the United Nations Madeleine Albright started a tour of several U.N. Security Council members on Friday to counter attempts by Russia and France for a let up in the stringent regime of Iraq's sanctions.

State-run Iraqi newspapers said the move was proof of U.S. isolation at the Council and pointed to the success of Baghdad's efforts in turning most of its members on Iraqi side. "America is cornered at the Security Council. It is concerned of the pressure that is building up for a lifting of sanctions," the official al-Iraq said in reporting Albright's tour.

President Saddam Hussein, in a Cabinet meeting on Thursday, told his nation that "God willing the (Iraqi) ship will safely sail to the other side of the river," in reference to a quick end to the oil embargo slapped on Iraq after it invaded Kuwait in 1990, sparking the Gulf

War which drove Iraqi troops out. The official line in Baghdad is that no matter how hard Albright tries, the world, particularly Europe, will not forsake their economic interests for "Washington's whimsical interpretation of U.N. resolutions."

Baghdad diplomats also believe that industrialists and businessmen flocking to Iraq is an indication of how desperate Western firms are for a resumption of trade with Iraq. "This is a place where business speaks louder than political considerations," a diplomat said. The diplomat said pro-Iraqi business groups in Britain, France and Germany were giving Iraq "the lever needed for an easing of the embargo."

A large delegation of British businessmen was in Iraq this week, vowing not to let the chance of having a chunk in Iraq's future trade slip away from Britain.

Businessmen from France, Spain, Germany and other Western countries are much in evidence in Baghdad throughout the year. Iraq is organizing an international oil conference early in March and officials say giant

Western firms will be in attendance.

"No one can ignore Iraq in the oil market," an Oil Ministry official told Reuters.

Albright's tour is at the request of President Bill Clinton and will include Britain, the Czech Republic, Italy, Argentina and Honduras, all countries with seats on the Security Council. The visit will exclude France, Russia and China, countries with veto power at the Council, as they have already made clear their desire to have the ban on Iraqi oil exports lifted once Baghdad meets U.N. weapons demands.

Babel, Iraq's most influential newspaper published by President Saddam Hussein's eldest son, Uday, said, this week, the U.S. would be committing "a grave error" if it continued in its anti-Iraq attitude.

"The American intransigence no longer has any legal or logical justification," it said.

Iraq's Deputy Prime Minister Tariq Aziz has repeatedly blamed the U.S. for prolonging the sanctions and adding to the suffering of the Iraqi people. However, U.N. inspectors charged with overseeing the dismantling of Iraq's weapons of mass destruction as required under terms of the Gulf War cease-fire have consistently declined to say that Baghdad has totally met their requirements.

Rolf Ekeus, the chief U.N. arms inspector, left Baghdad earlier this week and said he had not been able to resolve differences over Iraq's past biological warfare research.

Pentagon to deliver \$45 million worth of equipment to Turkey

Excess defense articles include SPARROW missiles and Rapier Fire Units

Turkish Daily News

WASHINGTON- The U.S. Department of Defense has sent notifications to the seven appropriate committees of the U.S. Congress concerning the excess defense articles it wants to transfer to Turkey, with a total value of over \$45 million.

In his notification letters, H. Diehl McKalip, the acting director of the Defense Security Assistance Agency (of the

Pentagon) said, "The offers are based on U.S. military judgements as to the most appropriate way of satisfying legitimate Turkish defense requirements and priorities. Military requirements particular to Turkey were prime considerations."

The most expensive items on the Pentagon list are Rapier air defense fire units. The Pentagon proposes to send to Turkey 14 Rapier Fire Units with total current value of

\$20,005,601; 515 Rapier air defense missiles worth \$8,975,359; Rapier support equipment worth \$11,087,702; Rapier training equipment worth \$2,351,130; and a Forward Storage building worth \$80,000. The total value of the Rapier package adds up to \$42,499,972. Also destined for Turkey are 130 SPARROW air intercept missiles. The total current value is estimated to be \$2,977,000.

Debate continues on DEP case

Detailed verdict of Ankara DGM published in the press before it was given to the defense

Turkish Daily News

ANKARA- The detailed verdict of Ankara State Security Court (DGM) on the trial of the banned pro-Kurdish Democracy Party (DEP) members which was published in the press before it was given to the defense has again stirred debate about the conduct of the trial. Yusuf Alataş, head of the DEP lawyers' committee, told the TDN that it was further evidence of the unjudicial nature of the case.

Alataş said he had met with Judge Muammer Ünsoy, chairman of the court during the DEP trial, late on Wednesday afternoon and had asked for a copy of the detailed verdict. "I was repeatedly told that the typing was not finished and we could not get the verdict before Friday," he added.

DEP was closed down by the Constitutional Court last year with the accusation of separatism and its deputies lost their parliamentary positions.

Before the closure the parliamentary immunity of 5 DEP deputies was lifted and they were arrested in March.

After the closure decision by the Constitutional Court 6 DEP deputies

fled to Europe and 2 others were also jailed, also jailed.

The deputies' trial on charges of separatism started on Aug. 3 at the Ankara State Security Court and ended Dec. 8 with the defendants being sentenced to prison terms ranging from 3 to 15 years. The verdict raised a storm of international protest and the court was accused of making a political rather than a judicial decision.

Lawyer Alataş said that it was not acceptable to leak the detailed transcript of the verdict to the press before giving it to the defense lawyers.

He said that according to the news article the total transcript was 750 pages long of which he presumed 20 - 25 pages were the court's detailed decision and the rest was the indictment and the defense.

He said that Judge Ünsoy had assured him that they had not leaked the detailed verdict to the press but he was not authorized to investigate the matter.

According to the Turkish legal code the defense can lodge an appeal within a week of receiving the detailed verdict.

Albright: Oman supports US on Iraq sanctions

Washington says Baghdad has to show compliance on several issues

Reuters

MUSCAT- U.S. Ambassador to the United Nations Madeleine Albright said on Saturday that Oman agreed with Washington on the need to maintain sanctions against Iraq.

Albright, on a tour to rally support for U.S. efforts to maintain the sanctions, was speaking at a news conference in the Omani capital Muscat following talks with Sultan Qaboos. "I expect that we will have (Oman's) support," she said. "I was pleased to find that His Majesty's views on the question of maintaining sanctions coincided with our own," she said. "I also informed His Majesty of the readiness of the United States government to explore means of helping to relieve, within the sanctions framework, the pressing humanitarian needs of the Iraqi people."

Diplomats say there is growing concern in some Gulf Arab states about the effects of sanctions on Iraqi civilians. Albright arrived in Oman on Saturday from London where she said after a meeting with British Foreign Minister Douglas Hurd that Iraq had to live up to its Security Council obligations. Her tour will include the Czech Republic, Italy, Argentina and Honduras. Like Oman, all currently occupy seats on the Security Council. She is also due to pay a visit to Kuwait. The U.N. imposed the sanctions over Iraq's 1990 invasion of Kuwait. Under a 1991 resolution, Iraq has to satisfy U.N. inspectors it has destroyed all its weapons of mass destruction before sanctions on exports, such as oil, can be eased. Pressed by journalists on the suffering of the Iraqi people, Albright said: "... (Iraqi leader) Saddam Hussein has had the opportunity to alleviate the suffering of his people ever since the end of the war.

"He seems to have enough money for massive troop movements, enough money to destroy the marsh hamlets of the Shiites in the south, enough money to build palaces for his regime. They are phoney crocodile tears...that he sheds on behalf of his people."

Iraq on Saturday poured scorn on Albright saying it was too late for her to stop growing support at the Security Council for an end to sanctions against Iraq.

"With the growing pro-Iraq lobby, the U.S. fears the waning of its influence. It has embarked on a desperate attempt to win more time to have the sanctions continued," declared the Iraqi government newspaper al-Jumhuriya.

Albright reiterated that Iraq has to show compliance on several issues, such as the return of stolen Kuwaiti military equipment and accounting for missing Kuwaiti people.

PKK militants kill six civilians in rocket attack

Kurdish separatists of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) have killed six civilians and wounded 10 others in a raid on the village of Kocakuyu in Turkey's southeastern Mardin province, security officials said on Friday. The militants fired rockets into the home of a Kurdish family on Thursday night, killing 48-year-old village guard Mahmut Tuz, four of his family and another person. Ten others, including seven children, were wounded in the attack, officials said.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, FEBRUARY 28, 1995

U.S. Sure of Keeping Iraq Sanctions

Reuters

PRAGUE — The U.S. ambassador to the United Nations, Madeleine K. Albright, said Monday that Washington had enough support on the UN Security Council to block any move to lighten sanctions on Iraq.

In a reference to Russia and France, Mrs. Albright said she hoped council members who wanted a premature change to the sanctions regime would change their minds when they saw the strength of opposition.

But she also said the United States would accept changes to UN resolutions allowing Iraq to

raise money for humanitarian aid by selling oil, although she indicated that distribution of this aid would still have to be supervised.

"There are members of the council who would like to see some change in the regime," she said during a visit to the Czech Republic, one of 10 rotating members of the council.

But Mrs. Albright, who is touring council member countries to drum up support on Iraq, said that any such move could be blocked under Security Council rules.

Mrs. Albright said Sunday in

Kuwait that Washington was prepared to use its veto to stop any relaxation of sanctions.

■ French Overture

France is going ahead with plans to open a diplomatic toe-hold in Iraq despite criticism from the United States and Britain, Reuters reported Monday from Paris.

The Foreign Ministry spokesman, Richard Duqué, said a diplomat, Jean-François Nodinot, would start duty in Baghdad on Tuesday as head of a newly established French interests section under the Romanian flag.

Bomb Kills 54 In Iraqi City Held by Kurds

Reuters

ANKARA — A car bomb tore through a crowded market district in the Kurdish-controlled Iraqi city of Zakho on Monday, killing at least 54 people and wounding up to 80, a U.S. military official based in Turkey said.

"The blast occurred at the part of Zakho called the financial district at 8:18 A.M." local time, Lieutenant Christopher Leist said from Incirlik Air Base, home to the Western allied force protecting Kurds in northern Iraq from a possible attack by Baghdad forces.

"At least 54 people are dead," he said, "but the death toll could rise. Up to 80 people are injured, 15 seriously."

Western relief workers reported from the region that the blast struck a crowded commercial street lined with trucks.

Many of the dead, they said, were believed to be Turkish truck drivers who regularly pass through the city.

Lieutenant Leist said there was no immediate indication as to who was responsible for the attack.

Iraqi Kurds have been locked in factional fighting for months between rival forces of the Patriotic Union of Kurdistan, led by Jalal Talabani, and the Kurdistan Democratic Party of Massoud Barzani.

Zakho is under the control of Kurdistan Democratic forces, who benefit from the lucrative cross-border trade from Turkey.

Neue Zürcher Zeitung

Sonntag/Montag, 26./27. Februar 1995

Protest gegen die türkische Menschenrechtspolitik

Veröffentlichung eines Berichts verhindert

Ankara, 24. Febr. (afp) Ein Mitglied der türkischen Regierungskommission zu Menschenrechtsfragen, der Anwalt Nevzat Helvacı, ist aus Protest von seinem Posten zurückgetreten. Angehörige der Kommission hatten laut Angaben Helvacıs die Veröffentlichung eines Berichtes über Folter in der Türkei verhindert. Der auf Informationen türkischer und internationaler Organisationen basierende Bericht stellt fest, dass die Folter in der Türkei als Druckmittel systematisch angewendet wird. Die Kommission habe für die Veröffentlichung des Berichts gestimmt, einige Mitglieder verhinderten dies jedoch erfolgreich, sagte Helvacı am Freitag in Ankara. Nach Angaben der türkischen Stiftung für Menschenrechte kamen in der Türkei zwischen 1980 und 1994 insgesamt 400 Gefangene ums Leben, 17 davon erlitten Folterverletzungen. Helvacı warf ausserdem der türkischen Ministerpräsidentin Ciller vor, sie habe auf eine Anfrage der Menschenrechtskommission nicht reagiert. Der Ausschuss hatte darum gebeten, das Vorgehen der Polizei und der Justiz in gewissen Fällen überprüfen zu dürfen.

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0409 4 I 0348 FRA /AFP-EQ41

Irak-Kurdes

Les deux principaux partis kurdes (encadré)

PARIS, 28 février (AFP) - L'attentat à la voiture piégée, à Zakho, ville du nord de l'Irak contrôlée par le Parti démocratique du Kurdistan (PDK, Massoud Barzani), qui aurait, selon ce parti, provoqué la mort de 73 personnes et dont les auteurs seraient, toujours selon le PDK, des membres de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, Jalal Talabani), ravive la lutte implacable entre les deux partis.

Le PDK, dirigé par Massoud Barzani, fils de Mustapha Barzani un des chefs historiques de la rébellion kurde, a été fondé en 1946. Ce mouvement autonomiste a mené la guérilla en Irak sous la monarchie et pendant les dix premières années de la république (1961-70).

Après l'accord sur l'autonomie du Kurdistan irakien signé en mars 1970 avec le parti Baas au pouvoir en Irak, le PDK s'associe au gouvernement central, mais cette collaboration est de courte durée.

La rébellion kurde s'effondre après la signature d'un accord entre l'Irak et l'Iran sur le tracé des frontières (Alger, mars 1975).

L'UPK est issu d'une scission du PDK. Jalal Talabani, ancien compagnon de route des Barzani, fonde son propre parti en 1975, après l'échec du soulèvement kurde de 1974-1975, l'effondrement de la rébellion et le départ de Mustapha Barzani pour les Etats-Unis.

Les deux dirigeants s'étaient partagés les portefeuilles d'un "gouvernement" de coalition, après des élections "législatives" en mai 1992, où ils avaient annoncé avoir chacun remporté 50% des voix. Ils avaient créé en novembre 1994 une direction commune afin de prévenir les hostilités entre les deux partis, après une flambée de violence en mai 1994.

Ces formations contrôlent le Kurdistan irakien qui échappe au pouvoir central de Bagdad depuis la révolte kurde de mars 1991, dans la foulée de la guerre du Golfe. L'UPK gère depuis décembre dernier les gouvernorats d'Erbil et de Souleimaniyé, alors que le PDK tient une bande frontalière de l'Iran et le gouvernorat de Dohouk, frontalier de la Turquie, où il perçoit d'importantes recettes douanières.

la/jmc

AFP /J00245/281350

FEV 95

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

Libération - 28 février 1995

Au moins 70 morts dans un attentat à la bombe au Kurdistan irakien

UNE BOMBE DE FORTE PUISSANCE a explosé lundi matin dans une rue marchandes de Zakho, au nord-ouest du Kurdistan irakien, faisant de très nombreuses victimes. Le chef du contingent des gardes des Nations Unies en Irak, le danois Paul Dehl parle de «70 à 80 morts et quelque 200 blessés parmi la population». Joint par téléphone au quartier général des gardes de l'Onu à Erbil, principale ville du Kurdistan irakien, le responsable de la sécurité a précisé que «100 à 200 kilos de TNT» avaient été placés dans le véhicule. L'explosion est survenue «entre 9 et 10 heures du matin à proximité d'un marché très fréquenté à cette heure» et «les victimes font toutes partie de la population civile». Beaucoup d'entre elles seraient des camionneurs turcs. Plusieurs dizaines de poids-lourds traversent chaque jour la frontière pour se fournir presque gratuitement en essence, du fait de l'embargo, près des champs pétrolifères de Mossoul. Les forces alliées, qui depuis la base d'Incirlik, dans le sud de la Tur-

quie, protègent les populations kurdes d'Irak, ont dépeché sur les lieux du drame une équipe médicale.

L'Union patriotique du Kurdistan (UPK) a mis en cause hier les «services de renseignement de Bagdad». Mais l'organisation rivale de l'UPK, le Parti démocratique du Kurdistan (PKD) de Massoud Barzani, qui contrôle la ville de Zakho, a jusqu'à présent gardé le silence sur cette affaire. Des affrontements violents opposent depuis la fin décembre les deux mouvements kurdes qui se partageaient jusque-là le pouvoir dans le nord de l'Irak.

Amnesty International a appelé hier les belligérants à mettre fin à leurs luttes fratricides. L'organisation humanitaire juge «la situation au Kurdistan irakien critique» et renvoie dos à dos les deux formations rivales, qui recourraient chacune à la torture et à l'assassinat. La troisième force politique de la région, le Mouvement islamique du Kurdistan irakien (Miki), se serait rendue coupable de crimes similaires.

Ch.B.

Le Journal de Genève - 28 février 1995

Amnesty dénonce les partis kurdes

Les partis politiques du Kurdistan irakien sont quant à eux également coupables depuis trois ans de graves atteintes aux Droits de l'homme, indique un rapport d'Amnesty international publié ce mardi à Londres. L'organisation appelle les dirigeants politiques kurdes irakiens à s'engager à poursuivre les responsables. «Le peuple kurde a terriblement souffert par le passé des violations des Droits de l'homme par le Gouvernement irakien, qui continue à commettre des crimes à une échelle massive en toute impunité», écrit Amnesty. L'organisation affirme toutefois que les violations commises par des partis politiques kurdes viennent noircir ce tableau.

Elle cite les trois principaux partis du Kurdistan irakien: le Parti démocratique du Kurdistan (KDP), l'Union patriotique du Kurdistan (PUK) et le Mouvement du Kurdistan irakien (IMIK). Leurs membres ont «torturé des prisonniers et tué en toute impunité» des civils. Ils ont en outre détenu des «centaines» de personnes.

Kurdistan: attentat meurtrier

Au moins 54 personnes sont mortes et de nombreuses ont été blessées lundi à la suite de l'explosion d'une voiture piégée à Zakho, dans le Kurdistan irakien, ont rapporté des militaires américains stationnés en Turquie. Un responsable de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) a fait pour sa part état de 80 morts dans cet attentat. Il a accusé «les Services de renseignements de Bagdad» d'être à l'origine de l'explosion. (Agences)

L'HUMANITÉ - 28 février 1995

Carnage à la voiture piégée au Kurdistan d'Irak

QUATRE-VINGTS personnes au moins ont été tuées, hier matin, et près de deux cents blessées par l'explosion d'un véhicule piégé dans une rue commerçante de Zakho, l'une des principales villes du Kurdistan d'Irak.

Les partis kurdes qui gèrent depuis 1991 cette région échappant au contrôle de Bagdad et protégée par l'ONU ont accusé les services secrets de Saddam Hussein d'être responsables de ce carnage. L'UPK (Union patriotique du Kurdistan, de Jalal Talabani) et le PDK (Parti dé-

mocratique du Kurdistan) ont tous deux condamné l'attentat. Les combattants de ces deux partis — qui dominent le gouvernement autonome — se livrent depuis décembre une bataille acharnée pour le partage des taxes sur les marchandises qui passent de Turquie vers l'Irak et l'Iran et constituent la principale source de financement de l'autonomie kurde.

Plusieurs des victimes de l'attentat sont d'ailleurs des chauffeurs de camion turcs qui assurent le transit des marchandises par Zakho.

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0536 4 I 0437 GRB /AFP-XH58

Kurdistan-Irak-Amnesty

ATTENTION PUBLIABLE MARDI 01H01

Violations massives des droits de l'homme par les partis du Kurdistan d'Irak, selon Amnesty

LONDRES, 28 fév (AFP) - Les partis politiques du Kurdistan d'Irak se sont rendus coupables depuis trois ans de graves atteintes aux droits de l'homme qui ont touché civils et prisonniers, selon un rapport d'Amnesty International publié mardi à Londres.

"Le peuple kurde a terriblement souffert par le passé des violations des droits de l'homme par le gouvernement irakien, qui continue à commettre des crimes à une échelle massive en toute impunité", écrit Amnesty qui affirme qu'à ces violations viennent maintenant s'ajouter celles commises par des partis politiques.

L'organisation internationale cite les trois principaux partis du Kurdistan d'Irak, le parti démocratique du Kurdistan (KDP), l'Union patriotique du Kurdistan (PUK) et le Mouvement du Kurdistan irakien (IMIK), dont les membres ont "torturé des prisonniers et tué en toute impunité" des civils et en ont détenu d'autres par "centaines".

Amnesty International, qui a pu se rendre cinq fois sur place en trois ans d'enquête, écrit que le KDP et le PUK ont "perverti le cours de la justice, empêchant toute enquête efficace sur les assassinats politiques, les meurtres de prisonniers et de manifestants pacifiques". Plusieurs magistrats ont été assassinés ou menacés de mort, selon l'organisation.

"La situation des droits de l'homme s'est détériorée au fur et à mesure que la crise politique s'est accentuée", avec notamment pour conséquence les combats entre partis politiques, note Amnesty International.

"Le fait que les auteurs de ces crimes restent non seulement en liberté, mais qu'ils occupent aussi des postes importants, a miné la confiance des gens dans le système judiciaire", estime Amnesty International qui ajoute: "le fait de savoir que ces crimes resteront impunis a contribué à renforcer la violence qui touche l'ensemble de la société".

"La situation dans le Kurdistan irakien est maintenant critique", selon Amnesty qui appelle les dirigeants politiques kurdes d'Irak à mettre fin aux atteintes aux droits de l'homme et à "faire savoir clairement à leurs forces que de tels crimes ne seront plus permis, que ceux qui les commettront seront jugés".

Amnesty, qui demande aux partis de démanteler leurs "escadrons de la mort", estime que "la communauté internationale a également un rôle clé à jouer dans la protection des droits de l'homme dans le Kurdistan irakien et devrait appeler les leaders politiques kurdes à cesser les abus".

ATTENTION EMBARGO

sb/luc/mfo

AFP /JO0245/271633

FEV 95

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

Le Figaro - 28 février 1995

KURDISTAN

Soixante-dix morts dans un attentat

□ Au moins soixante-dix personnes ont été tuées et deux cents autres blessées hier matin dans l'explosion d'une voiture piégée, au Kurdistan irakien. Un responsable de l'Union patriotique du Kurdistan a accusé « les services de renseignement de Bagdad » d'être à l'origine de l'explosion qui a eu lieu à 07 h.30 GMT à Zekho,

dans le gouvernorat de Dohouk. Cette région frontalière de la Turquie échappe au contrôle de Bagdad. Kosrat Rassoul, chef du « gouvernement » kurde proclamé en mars 1991, a condamné ce « crime odieux » perpétré dans la ville contrôlée par son rival, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani). Il a, en outre, « catégoriquement démenti » que des combats interkurdes aient fait une centaine de morts au cours des trois derniers jours, comme l'affirme Téhéran.

France Soir - 28 février 1995

KURDISTAN 80 morts dans l'attentat à la voiture piégée

Quatre-vingts personnes au moins ont trouvé la mort et cent cinquante blessés hier matin lors de l'explosion d'une voiture piégée à Zekho, dans le Kurdistan irakien, a indiqué un responsable de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani). M. Kosrat Rassoul, qui se trouve à Erbil, principale ville du Kurdistan irakien, a accusé « les services de renseignements de Bagdad » d'être à l'origine de l'explosion qui a eu lieu à 7 h 30 GMT (8 h 30 à Paris) à Zekho, près de la frontière turque.

M. Rassoul, chef du « gouvernement » kurde proclamé en mars 1991 dans le Kurdistan irakien échappant au contrôle de Bagdad, a exprimé « la condamnation du bureau politique de l'UPK de ce crime odieux » perpétré dans la ville contrôlée par son rival, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani).

Il a, en outre, « catégoriquement démenti » des informations en provenance

de Téhéran et faisant état d'une centaine de morts au cours des trois derniers jours, dans des combats interkurdes, dans des régions proches de la frontière iranienne.

L'agence iranienne officielle IRNA avait annoncé hier qu'une centaine de combattants kurdes avaient été tués vendredi dans des affrontements après une offensive lancée par le PDK appuyé par le Hezbollah révolutionnaire du Kurdistan (HRK, intégriste pro-iranien) contre des régions contrôlées par l'UPK.

De très violents combats ont lieu actuellement dans les régions de Chaklawa, Palisan et Ranié, proches de la frontière iranienne. L'UPK gère depuis fin décembre les gouvernorats d'Erbil et de Souleymaniyé, alors que le PDK tient une bande frontalière de l'Irak et le gouvernorat de Dohouk, frontalier de la Turquie, où il perçoit d'importantes recettes douanières, objet d'un litige avec l'UPK.

DN - 28 feb. 1995

100 dog av bilbomb i kurdiska Irak

■ Över 100 människor rapporterades på måndagen ha dödats eller skadats av en bilbomb i den kurdiska zonen i norra Irak. Explosionen inträffade i Zekho som ligger vid gränsen mot Turkiet. Sprängladdningen exploderade på morgonen på stadens marknad där det var fullt med folk, sade Hoshyar Zebari, talesman för Kurdiska demokratiska partiet (KDP) i London. Ingen hade enligt Zebari tagit på sig ansvaret för dådet.

Saddam Husseins regim, som fortfarande uppfattar zonen som en del av Irak, har utfört ett stort antal terrorattacker i enklaven för att underminera kurdernas demokratiska experiment och deras förhoppningar att skapa en kurdisk stat. t. (AP, Nicosia)



Amnestykritik mot Irakkurder

■ Människorättsorganisationen Amnesty International riktar skivande kritik mot de politiska ledarna i irakiska Kurdistan för deras brott mot de mänskliga rättigheterna.

Kritiken sammanfattas i en 140 sidor lång rapport som publicerades på tisdagen. Rapporten ger en detaljerad bild av olika övergrepp, tortyr och mord som utförts av styrkor som kontrolleras av de kurdiska politiska partierna. När Iraks diktator Saddam Hussein förlorade kontrollen över Kurdistan i samband med Kuwaitkriget 1991 tog de kurdiska politikererna över makten genom västmakternas försorg.

Amnesty utpekar två kurdiska partier som huvudansvariga. Det är Kurdistans demokratiska parti, KDP, och Kurdistans patriotiska union, PUK.

(TT-Reuter, London)

الحكومة الاميركية تنذر الاكراد بانها قد تنهي دورها في الحماية

□ لندن -
من كامران قره داغي:

■ غادر امس كردستان العراق وفد اميركي برئاسة مدير دائرة شمال الخليج في وزارة الخارجية ديفيد ليت بعدما ابلغ باسم ادارة الرئيس بيل كلينتون رسالة شديدة اللهجة الى الزعماء الاكراد حذرهم فيها من ان استمرار القتال يهدد الوجود الاميركي في اطار تامين الحماية للاكراد وحملتهم النتائج المحتملة لذلك. واكد لهم دعم حكومته لوساطة «المؤتمر الوطني العراقي الموحد» بينهم.

وعلمت «الحياة» ان مسؤولاً رفيع المستوى في وزارة الخارجية التركية رافق الوفد الاميركي ابلغ، باسم حكومته، رسالة مماثلة الى الزعماء الاكراد وحذرهم من التصور بان انقرة تريد ان يستمر الاقتتال بين الاتحاد الوطني الكردستاني (بزعامة جلال طالباني) والديموقراطي الكردستاني (بزعامة مسعود بارزاني) او انها تنحاز الى أحد طرفي الصراع.

وكان الوفد الاميركي وصل الاسبوع الماضي الى شمال العراق وعقد اجتماعات منفصلة مع طالباني وبارزاني شارك فيها السيد احمد الحلبي رئيس المجلس التنفيذي للمؤتمر الوطني العراقي الذي استضاف الوفد.

وأكدت مصادر رفيعة المستوى لـ «الحياة» ان ليت ابلغ الزعيمين انه «مخول من أعلى مستوى» بان يبلغ اليهما «قراراً» من الحكومة الاميركية يتضمن تحذيراً من ان الاقتتال بينهما سيجعل استمرار الحماية الغربية، التي تلعب فيها الولايات المتحدة دوراً رئيسياً، والوجود الاميركي في اطارها «مهتداً». وأكد ان ادارة الرئيس بيل كلينتون تعتبر ان الامر بالنسبة اليها وصل الى «منعطف».

واضاف ان حكومته «لن تبلغكم رسالة اخرى». وقال ان استمرار الاقتتال «يهدد السياسة الاميركية في المنطقة، لكنه حذر من اي أوهام في شأن الموقف الاميركي مشدداً على ان الولايات المتحدة قادرة على مواجهة

AL HAYAT FRIDAY, 27 JANUARY, 1995 ISSUE NO 11665

نظام الرئيس صدام حسين «من أي منطقة في العالم». وأكد ليت للزعميين الكرديين ان ادارته تؤيد الوساطة التي يقوم بها «المؤتمر الوطني» بين الطرفين المتصارعين، معرباً عن ثقتها به. ورداً على استفساره اكد طالباني وبارزاني ايضاً ثقتهم بدور «المؤتمر الوطني» وقبولهما وساطته.

وعلمت «الحياة» ايضاً ان الجهود منصبة حالياً على تحقيق مشروع اعده «المؤتمر الوطني» لانهاء القتال وضمان عدم تجدد. ويتألف المشروع من عشر نقاط يعالج قسم منها الاجراءات الالنية بالنسبة الى الوضع العسكري على الارض، بينما يتعلق القسم الآخر منها بوضع آلية للعلاقات بين الحزبين وتمنع الاحتكام الى السلاح لحسم الخلافات بينهما. وكررت المصادر المطلعة ذاتها ان الطرفين قدما «تعديلات وتعديلات مضادة» على المشروع.

الى ذلك، علمت «الحياة» ان المكتب السياسي للاتحاد الوطني الكردستاني سيعقد اليوم اجتماعاً برئاسة طالباني للبحث في آخر التطورات في ضوء النتائج التي أسفرت عنها زيارة الوفد الاميركي والمبعوث التركي.

لكن المصادر ذاتها حذرت من الاطراف في التفاوض مشيرة الى ان تعامل قيادتي الحزبين المتصارعين مع هذه الاوضاع البالغة الخطورة «يظهر عجزاً غريباً عن تقدير العواقب الوخيمة التي يمكن ان تقع على القضية الكردية» والعراق كله إذا فشل في ايجاد صيغة للتفاهم والمصالحة الوطنية. وازافت ان تطبيع الاوضاع ليس امراً سهلاً ويتطلب تحقيقه بذل جهود خارقة.

بغداد

في غضون ذلك (رويتر) طالب العراق، الذي يبرز تحت وطأة العقوبات الاقتصادية الدولية، تجار العملة مجدداً امس الخميس بوقف نشاطهم فيما سجلت العملة العراقية انخفاضات قياسية وارتفعت اسعار المواد الغذائية. وانخفض الدينار في السواق السوداء الى نحو ٧٥٠ ديناراً امام الدولار وهو ادنى مستوى له في بغداد حتى الآن. ورفع البنك المركزي سعر صرف الدولار رسمياً الى ٦٠٠ دينار من ٥٥٠ ديناراً تحت ضغط من تجار العملة.

وارتفعت نتيجة لهذه الخطوة اسعار المواد الغذائية في بغداد. ووصل سعر الليتر من زيت الطعام المستورد الى ١١٥٠ ديناراً بعدما كان ٧٥٠ ديناراً في الشهر الماضي. وقرض سعر اللحوم من ٧٠٠ دينار الى ١١٥٠ ديناراً للكيلوغرام. ويبلغ راتب الموظف العراقي العادي في المتوسط ثلاثة الاف دينار. وبلغ سعر الكيلوغرام من الحليب المجفف ٣٥٠٠ دينار في بغداد امس.